

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME XCIV

1929

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2132. — Égypte et Palestine :	
Convention concernant l'exécution réciproque des jugements. Signée au Caire, le 12 janvier 1929	9
N° 2133. — Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord concernant l'échange des colis-postaux entre les Etats-Unis d'Amérique et la colonie de la Côte de l'or. Signé à Accra, le 6 mars, et à Washington, le 2 avril 1929 ...	17
N° 2134. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Inde, et Grèce :	
Echange de notes concernant le visa consulaire des certificats d'origine. Londres, le 21 juin 1929	33
N° 2135. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Turquie :	
Echange de notes relatif à l'établissement d'un <i>modus vivendi</i> commercial, Angora, le 2 juillet 1929, et échange de notes relatif à l'adhésion de l'Inde, Angora, les 1 ^{er} et 10 août 1929, et de Ceylan, Constantinople, le 30 août, et Angora, les 1 ^{er} et 25 septembre 1929 !... ..	41
N° 2136. — Royaume des Serbes, Croates et Slovenes et Tchecoslovaquie :	
Protocole concernant la prolongation du Traité d'alliance conclu le 31 août 1922. Signé à Belgrade, le 21 mai 1929... ..	53
N° 2137. — Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, France, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, etc. :	
Traité général de renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale. Signé à Paris, le 27 août 1928	57
N° 2138. — Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche, Belgique, Brésil, etc. :	
Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Signé à Genève, le 17 juin 1925 ...	65

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XCIV

1929

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 2132. — Egypt and Palestine :	
Convention concerning the reciprocal Enforcement of Judgments. Signed at Cairo, January 12, 1929	9
No. 2133. — United States of America and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement regarding the Exchange of Parcel Post Packages between the United States of America and the Gold Coast Colony. Signed at Accra, March 6, and at Washington, April 2, 1929	17
No. 2134. — Great Britain and Northern Ireland and India, and Greece :	
Exchange of Notes respecting Consular Fees on Certificates of Origin. London, June 21, 1929	33
No. 2135. — Great Britain and Northern Ireland and Turkey :	
Exchange of Notes for the Establishment of a Commercial <i>modus vivendi</i> , Angora, July 2, 1929, and Exchange of Notes concerning the Accession of India, Angora, August 1st and 10, 1929, and of Ceylon, Constantinople, August 30, and Angora, September 1st and 25, 1929	41
No. 2136. — Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia :	
Protocol concerning the Prolongation of the Treaty of Alliance concluded August 31, 1922. Signed at Belgrade, May 21, 1929... ..	53
No. 2137. — Germany, United States of America, Belgium, France, Great Britain and Northern Ireland, etc. :	
General Treaty for Renunciation of War as an Instrument of National Policy. Signed at Paris, August 27, 1928	57
No. 2138. — Germany, United States of America, Austria, Belgium, Brazil, etc.	
Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or Other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. Signed at Geneva, June 17, 1925	65

	Pages
N° 2139. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à l'établissement général d'assurances des pensions d'employés, avec protocole additionnel. Signés à Vienne, le 29 mars 1924	75
N° 2140. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, avec protocole additionnel. Signés à Vienne, le 29 mars 1924... ..	103
N° 2141. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à l'établissement d'assurances sur les pensions de la Société des chemins de fer locaux et à voie étroite. Signée à Vienne, le 15 juin 1924	131
N° 2142. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat impériaux royaux autrichiens et à ses fonds séparés. Signée à Vienne, le 15 juin 1924... ..	149
N° 2143. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs. Signée à Vienne, le 15 juin 1924	165
N° 2144. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention suivant l'article 275 du Traité de Saint-Germain, concernant l'établissement d'assurances contre les accidents des ouvriers pour Vienne, pour la Basse-Autriche et pour le Burgenland. Signée à Vienne, le 22 décembre 1924	179
N° 2145. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant les établissements suppléants d'assurances sur les pensions d'employés, avec protocole additionnel, signée à Vienne, le 17 janvier 1925 et un second protocole additionnel du 2 février 1928	185
N° 2146. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant la commune de Vienne, établissement communal d'assurance et la caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie à Vienne. Signée à Vienne, le 17 janvier 1925	245
N° 2147. — Danemark et Grèce :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signée à Berlin, le 22 août 1928	263
N° 2148. — Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Ville libre de Dantzig, Finlande, France, etc.	
Arrangement relatif à l'établissement d'une carte de transit pour émigrants. Signé à Genève, le 14 juin 1929	277
N° 2149. — Norvège et Suède :	
Echange de notes relatif à la simplification du cérémonial d'usage en cas de visites de vaisseaux de guerre. Oslo, les 25 et 26 juillet 1929	287

	Page
No. 2139. — Austria and Czechoslovakia :	
Convention regarding the General Insurance Organisation for Employees' Pensions, with Additional Protocol. Signed at Vienna, March 29, 1924	75
No. 2140. — Austria and Czechoslovakia :	
Convention regarding the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents, with Additional Protocol. Signed at Vienna, March 29, 1924	103
No. 2141. — Austria and Czechoslovakia :	
Convention regarding the Pensions Insurance Organisation of the Local and Narrow Gauge Railways Company. Signed at Vienna, June 15, 1924	131
No. 2142. — Austria and Czechoslovakia :	
Convention regarding the Sick Benefit Fund of the Administration of the Former Imperial and Royal Austrian State Railways, and regarding the separate Sections of that Fund. Signed at Vienna, June 15, 1924... ..	149
No. 2143. — Austria and Czechoslovakia :	
Convention regarding the Miners' Accident Insurance Organisation. Signed at Vienna, June 15, 1924	165
No. 2144. — Austria and Czechoslovakia :	
Convention concluded in Execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain regarding the Workmen's Accident Insurance Organisation for Vienna, Lower Austria and the Burgenland. Signed at Vienna, December 22, 1924	179
No. 2145. — Austria and Czechoslovakia :	
Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions, with Additional Protocol, signed at Vienna, January 17, 1925 and, a second Additional Protocol of February 2, 1928	185
No. 2146. — Austria and Czechoslovakia :	
Convention regarding the Commune of Vienna, the Communal Insurance Organisation and the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry at Vienna. Signed at Vienna, January 17, 1925	245
No. 2147. — Denmark and Greece :	
Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Berlin, August 22, 1928	263
No. 2148. — Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Free City of Danzig, Finland, France, etc.	
Agreement concerning the Preparation of a Transit Card for Emigrants. Signed at Geneva, June 14, 1929	277
No. 2149. — Norway and Sweden :	
Exchange of Notes regarding the Simplification of the Ceremonial customary in case of Visits of Ships of War. Oslo, July 25 and 26, 1929	287

	Pages
N° 2150. — Lettonie et Turquie :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 28 mai 1928	295
N° 2151. — Espagne et Hongrie :	
☐ Avenant à la Convention commerciale du 17 juin 1925, signé à Budapest, le 28 février 1929, et protocole final de la même date... ..	313
N° 2152. — Estonie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Traité de commerce avec protocole final, signé à Tallinn, le 17 mai 1929, et échange de notes y relatif de la même date	323
N° 2153. — Belgique et France :	
Déclaration modifiant l'article 2 de la Convention d'extradition du 15 août 1874. Signée à Bruxelles, le 24 juin 1926... ..	349
N° 2154. — Espagne et Suède :	
Echange de notes concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge. Madrid, les 22 juin, 22 septembre et 3 novembre 1928, et 2 janvier 1929	353
N° 2155. — Espagne et Italie :	
Convention générale concernant la navigation aérienne, signée à Santander, le 15 août 1927, avec protocole additionnel, signé à Madrid, le 3 octobre 1928... ..	361
N° 2156. — Espagne et Italie :	
Convention relative à l'établissement d'une ligne aérienne régulière entre les deux nations. Signée à Madrid, le 3 octobre 1928.	387
N° 2157. — Chili et Pérou :	
Traité réglant le différend relatif à Tacna et Arica, avec protocole complémentaire. Signés à Lima, le 3 juin 1929	401
N° 2158. — Ethiopie et Italie :	
Traité d'amitié de conciliation et d'arbitrage. Signé à Addis Abeba, le 2 août 1928	413
N° 2159. — Ethiopie et Italie :	
Convention routière. Signée à Addis Abeba, le 2 août 1928	423
N° 2160. — Belgique et Perse :	
Accord provisoire concernant les relations entre les deux pays. Signé à Téhéran, le 15 mai 1928	447

	Page
No. 2150. — Latvia and Turkey:	
Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Angora, May 28, 1928	295
No. 2151. — Spain and Hungary:	
Supplementary Agreement to the Commercial Convention of June 17, 1925, signed at Budapest, February 28, 1929, and Final Protocol of the same date... ..	313
No. 2152. — Estonia and Union of Soviet Socialist Republics:	
Treaty of Commerce, with Final Protocol, signed at Tallinn, May 17, 1929, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.	323
No. 2153. — Belgium and France:	
Declaration modifying Article 2 of the Extradition Convention of August 15, 1874. Signed at Brussels, June 24, 1926	349
No. 2154. — Spain and Sweden:	
Exchange of Notes regarding the mutual Recognition of Tonnage Certificates. Madrid, June 22, September 22, and November 3, 1928, and January 2, 1929.	353
No. 2155. — Spain and Italy:	
General Convention regarding Aerial Navigation, signed at Santander, August 15, 1927, with Additional Protocol, signed at Madrid, October 3, 1928	361
No. 2156. — Spain and Italy:	
Convention regarding the Establishment of a Regular Line of Aerial Navigation between the two Nations. Signed at Madrid, October 3, 1928	387
No. 2157. — Chile and Peru:	
Treaty for the Settlement of the Dispute regarding Tacna and Arica, with Additional Protocol. Signed at Lima, June 3, 1929	401
No. 2158. — Abyssinia and Italy:	
Treaty of Amity, Conciliation and Arbitration. Signed at Addis Abeba, August 2, 1928	413
No. 2159. — Abyssinia and Italy:	
Road Convention. Signed at Addis Abeba, August 2, 1928	423
No. 2160. — Belgium and Persia:	
Provisional Agreement relating to the Relations between both Countries. Signed at Teheran, May 15, 1928	447

N° 2132.

EGYPTE ET PALESTINE

Convention concernant l'exécution
réciproque des jugements. Signée
au Caire, le 12 janvier 1929.

EGYPT AND PALESTINE

Convention concerning the recip-
cal Enforcement of Judgments.
Signed at Cairo, January 12, 1929.

No. 2132. — CONVENTION BETWEEN EGYPT AND PALESTINE CONCERNING THE RECIPROCAL ENFORCEMENT OF JUDGMENTS. SIGNED AT CAIRO, JANUARY 12, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 septembre 1929.

The Undersigned :

Norman DE MATTOS BENTWICH Esquire, Officer of the British Empire, Military Cross, Attorney-General to the Government of Palestine, acting on behalf of the Government of Palestine, and

His Excellency Hafez AFIFI Bey, Minister for Foreign Affairs of Egypt, acting on behalf of the Government of Egypt,

Duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following articles :

Article 1.

In this Convention, unless the context otherwise requires, "judgment" means any judgment or order given or made by a Court in any civil or commercial proceedings, or by any religious Court established by law, whether before or after the passing of this convention, whereby any sum of money is made payable, and includes an award in proceedings on an arbitration if the award has, in pursuance of the law in force in the place where it was made, become enforceable in the same manner as a judgment given by a Court in that place.

"Original Court" in relation to any judgment means the Court by which the judgment was given.

"Registering Court" in relation to any judgment means the Court by which the judgment was registered.

"Judgment creditor" means the person by whom the judgment was obtained, and includes the successors and assigns of that person.

"Judgment debtor" means the person against whom the judgment was given, and includes any person against whom the judgment is enforceable in the place where it was given.

Article 2.

The judgment given by any civil or commercial court or religious court established by law in Palestine and Egypt shall be enforceable in the territories of each of the two countries in accordance with the procedure, and subject to the conditions, hereinafter provided :

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2132. — CONVENTION ENTRE L'EGYPTE ET LA PALESTINE
CONCERNANT L'EXÉCUTION RÉCIPROQUE DES JUGEMENTS.
SIGNÉE AU CAIRE, LE 12 JANVIER 1929.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place September 2, 1929.

Les soussignés,

Norman DE MATOS BENTWICH, Esquire, officier de l'Ordre de l'Empire britannique, Croix militaire, "Attorney General" auprès du Gouvernement de Palestine, agissant au nom du Gouvernement de Palestine; et

Son Excellence Hafez AFIFI bey, ministre des Affaires étrangères d'Egypte, agissant au nom du Gouvernement égyptien,

Dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Au sens de la présente convention, à moins que le contexte ne s'y oppose, on entend par « jugement » tout jugement prononcé ou toute ordonnance rendue soit par un Tribunal au cours d'une action civile ou commerciale quelconque, soit par un Tribunal religieux quelconque, établi conformément à la loi, tant avant qu'après l'adoption de la présente convention, et aux termes desquels le paiement d'une somme devient exigible, y compris toute sentence prononcée au cours d'une procédure résultat d'un arbitrage, si cette sentence, conformément à la loi en vigueur dans le lieu où elle a été prononcée, devient exécutoire au même titre qu'un jugement prononcé par un tribunal dans ledit lieu.

On entend par « Tribunal d'origine », en tant que cette expression s'applique à un jugement, le tribunal qui a prononcé le jugement.

On entend par « Tribunal d'enregistrement », en tant que cette expression s'applique à un jugement, le tribunal qui a enregistré le jugement.

On entend par « Créancier judiciaire », la personne en faveur de laquelle le jugement a été prononcé, ainsi que ses héritiers et ses ayants-droit.

On entend par « Débiteur judiciaire », la personne contre laquelle le jugement a été prononcé y compris toute personne à l'égard de laquelle le jugement est exécutoire dans le lieu où il a été prononcé.

Article 2.

Je jugement prononcé par un tribunal civil ou de commerce, ou par un tribunal religieux établi conformément à la loi en Palestine et en Egypte, sera exécutoire sur les territoires de chacun des deux pays, conformément à la procédure, et sous réserve des conditions stipulées ci-après :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

1. The party seeking to enforce in Egypt a judgment of a Palestinian Court shall apply within one year of the date of the judgment for an order of exequatur. Such order shall be granted in the form of an "ordonnance sur requête" by the President of the Court of First Instance of the Mixed or Native Court (as the case may be) of the place or one of the places in which execution is to be effected.

2. The rules as to application to set aside such an order, the periods of limitation, and in general all the rules of procedure applicable under the relevant law in Egypt to an "ordonnance sur requête" shall apply to an order of exequatur issued in Egypt in pursuance of this convention.

3. The party seeking to enforce in Palestine a judgment of an Egyptian Court may apply, within one year of the date of the judgment, to the President of the District Court of the District within which the judgment is to be enforced for the registration of the judgment in the Court.

4. An order for registration in Palestine shall be liable to be set aside upon application by the judgment debtor in accordance with the procedure from time to time prescribed for setting aside the registration of a judgment under the Reciprocal Enforcement of Judgments Ordinance 1922, or any other Ordinance substituted therefor.

Article 4.

1. The judgment creditor shall, in support of his application, produce a certified copy of the judgment of which he seeks execution, in the form prescribed by the law of the country from which the judgment emanates and being enforceable therein. The seal and signature of the authority granting the certified copy shall be legalised in the case of an Egyptian judgment by the Minister of Justice or his representative and in the case of a Palestinian judgment by the Chief Secretary of the Government of Palestine or his representative.

2. Unless a judgment which it is sought to enforce under this convention is one which under the law of the country in which it was obtained was capable of being enforced, notwithstanding any appeal or opposition, the judgment creditor shall satisfy the President of the Court to which the application is made that no appeal or opposition is pending.

Article 5.

The President of the Court to which an application for the enforcement of a judgment is made shall not examine the merits of the case. He shall not refuse an order of exequatur or of registration (as the case may be), except in the following cases :

(a) If the Original Court acted without jurisdiction ;

or (b) If the judgment debtor, being a person who was neither ordinarily resident, nor possessing a commercial establishment, nor at the date of the entry of the action carrying on business within the jurisdiction of the Original Court, nor a party to a commercial contract, the subject matter of the action, which was intended to be executed, wholly or in part, within the jurisdiction of that Court, did not voluntarily appear or otherwise submit or agree to submit to the jurisdiction of that Court, particularly by choosing a place of service within that jurisdiction ;

or (c) If the judgment debtor, being a defendant in the proceedings, was not duly served with the process of the Original Court and did not appear, notwithstanding that he was ordinarily resident or was carrying on business within the jurisdiction of that Court or agreed to submit to the jurisdiction of that Court ;

Article 3.

1. La partie qui sollicite l'exécution en Egypte du jugement d'un tribunal palestinien présentera, dans un délai d'un an, à compter de la date du jugement, une requête d'ordonnance d'exequatur. Cette ordonnance sera rendue sous la forme d'une « ordonnance sur requête » par le Président de la Chambre de première instance du tribunal mixte ou indigène (selon le cas) du lieu, ou de l'un des lieux où le jugement doit être exécuté.

2. Les règles relatives à la requête en cassation d'une ordonnance de ce genre, aux délais et en général, à toutes les règles de procédure applicables, en vertu de la loi qui régit en Egypte, les ordonnances sur requête, s'appliqueront également à une ordonnance d'exequatur rendue en Egypte en vertu de la présente convention.

3. La partie qui sollicite l'exécution en Palestine du jugement d'un tribunal égyptien pourra adresser, dans un délai d'un an, à compter de la date du jugement, au Président du Tribunal de District dans le ressort duquel le jugement doit être exécuté, une requête aux fins d'enregistrement du jugement auprès de ce tribunal.

4. Une ordonnance d'enregistrement en Palestine pourra être annulée, sur requête présentée par le débiteur judiciaire, selon les formes de procédure en vigueur au moment en matière d'annulation de l'enregistrement d'un jugement conformément aux termes de l'Ordonnance de 1922, intitulée *Reciprocal Enforcement of Judgments Ordinance*, ou de toute autre Ordonnance qui remplacerait celle-ci.

Article 4.

1. Le créancier judiciaire devra, à l'appui de sa requête, présenter une copie certifiée du jugement dont il sollicite l'exécution, dans la forme prescrite par la loi du pays où a été prononcé le jugement, ce dernier étant exécutoire dans ce pays. Le sceau et la signature de l'Autorité qui délivre la copie certifiée seront légalisés, s'il s'agit d'un jugement égyptien, par le ministre de la Justice ou son représentant, et, s'il s'agit d'un jugement palestinien, par le Secrétaire en chef du gouvernement de la Palestine ou son représentant.

2. A moins qu'un jugement dont on sollicite l'exécution, en vertu de la présente convention, ne soit exécutoire, nonobstant tout appel ou opposition, en vertu de la loi du pays dans lequel il a été prononcé, le créancier judiciaire fournira au Président du tribunal auquel est adressée la requête, la preuve qu'aucun appel n'a été interjeté et qu'il n'a pas été fait opposition.

Article 5.

Le Président du tribunal auquel a été adressée une requête aux fins d'exécution d'un jugement, n'aura pas à étudier le fond de l'affaire. Il ne pourra refuser l'Ordonnance d'exequatur ou d'enregistrement (selon le cas), sauf :

a) Si le Tribunal d'origine a agi hors de sa compétence ;

ou b) Si le débiteur judiciaire — n'étant ni résident habituel, ni propriétaire d'un établissement de commerce, ni commerçant lui-même, à la date de l'introduction de l'instance, dans le ressort du Tribunal, ni partie à un contrat commercial faisant l'objet de l'instance, dont on sollicite l'exécution totale ou partielle dans le ressort du Tribunal — ne s'est pas présenté volontairement ou n'a pas autrement reconnu ou accepté de reconnaître la juridiction de ce tribunal, notamment en faisant élection d'un domicile dans ce ressort ;

ou c) Si le débiteur judiciaire défendeur de la cause n'a pas été assigné, dans les formes par le tribunal d'origine et ne s'est pas présenté, bien qu'il fût résident habituel ; ou qu'il fût commerçant dans le ressort de ce tribunal, ou qu'il ait accepté de reconnaître la juridiction dudit tribunal ;

or (d) If the judgment has given effect to a cause of action which for reasons of public policy could not have been entertained by the Court of the country in which execution is demanded ;

or (e) If execution of the judgment is incompatible with the international Treaties and Agreements in force within the country in which execution is demanded ;

or (f) If a contradictory judgment between the same parties and upon the same facts has been given by the Courts of the country in which execution is demanded ;

or (g) if there has been fraud by the other party to the action calculated to influence the decision of the judges or if the documents on which the decision is based have since been recognised or declared judicially to be false.

Article 6.

The order of exequatur or of registration shall invest the foreign judgment with the same force and effect, and proceedings may be taken thereon, as if it had been a judgment originally obtained by the Court of the country in which execution is sought. The Court of which the President has granted the order of exequatur or of registration shall have the same control and jurisdiction over the judgment as it has over similar judgments given by itself so far as relates to execution.

Article 7.

Nothing contained in this convention shall apply to any judgment of a Court in Egypt or Palestine being :

(a) A judgment purporting to adjudicate on the title to or the right to possession of immovable property elsewhere than in Egypt or in Palestine (as the case may be), or to adjudicate as to any mortgage or charge or easement on such property ;

(b) A judgment against the Government of Palestine or the Government of Egypt or any Officer thereof in respect of any act done by such Officer in the course of his duty ;

(c) A judgment given by a Consular Court or other Foreign Court in Egypt established in virtue of the Capitulations or other international conventions.

Article 8.

(1) The present convention is made for a period of five years and shall come into force fifteen days after the date of signature.

(2) If neither of the contracting parties shall have notified to the other one year before the expiration of the said term of five years its intention to discontinue the present convention, the convention shall continue in force for a further period of one year, and so on from year to year until the expiration of one year from the date on which notification of the intention to denounce it was given.

Done in duplicate, in English and Arabic, both texts being authentic.

CAIRO, the 12th day of January, 1929.

Norman BENTWICH.

Hafez AFIFI.

ou *d*) Si le jugement a donné lieu à une cause d'action qui, pour des motifs de politique publique, n'aurait pas pu être prise en considération par le Tribunal du pays dans lequel l'exécution est sollicitée ;

ou *e*) Si l'exécution du jugement est incompatible avec les dispositions des traités internationaux et des accords en vigueur dans le pays dans lequel l'exécution est sollicitée ;

ou *f*) Si un jugement contradictoire entre les mêmes parties et portant sur les mêmes faits, a été prononcé par les tribunaux du pays dans lequel l'exécution est sollicitée ;

ou *g*) Si l'autre partie à l'affaire s'est rendue coupable d'une action frauduleuse de nature à influencer sur la décision des juges, ou si les documents sur lesquels est fondée cette décision ont été, depuis lors, reconnus ou déclarés en justice comme étant faux.

Article 6.

L'ordonnance d'exequatur ou d'enregistrement revêtira le jugement étranger de la même force et du même effet et des mêmes possibilités d'introduire une instance que si ce jugement avait été primitivement prononcé par le tribunal du pays dans lequel on en sollicite l'exécution. Le tribunal dont le président a rendu l'ordonnance d'exequatur ou d'enregistrement, aura, à l'égard du jugement, les mêmes droits de contrôle et de juridiction que ceux qu'il possède à l'égard de jugements analogues prononcés par lui, en tant qu'il s'agit de leur exécution.

Article 7.

Aucune disposition de la présente convention ne pourra s'appliquer à un jugement des tribunaux égyptiens ou palestiniens rentrant dans les catégories suivantes :

a) Jugements aux fins de statuer sur un titre ou droit de possession de biens immeubles sis ailleurs qu'en Egypte ou en Palestine selon le cas, ou de statuer sur une hypothèque, charge ou servitude grevant lesdits biens.

b) Jugements prononcés contre le Gouvernement de Palestine ou le Gouvernement égyptien ou contre un fonctionnaire de ces gouvernements à l'occasion d'un acte accompli par ce fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions ;

c) Jugements prononcés par un Tribunal consulaire ou autre tribunal étranger en Egypte, établi en vertu des Capitulations ou d'autres conventions internationales.

Article 8.

1. La présente convention est conclue pour une période de cinq années et entrera en vigueur quinze jours après la date de sa signature ;

2. Si aucune des Parties contractantes n'a signifié à l'autre partie, un avant avant l'expiration de ce délai de cinq années, son intention de mettre fin à la présente convention, cette convention restera encore en vigueur pendant une autre période d'une année, et ainsi d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à partir de la date à laquelle l'une des parties aura notifié à l'autre son intention de la dénoncer.

Fait en double expédition en langue anglaise et en langue arabe, les deux textes faisant foi.

LE CAIRE, le 12 janvier 1929.

Norman BENTWICH.
Hafez AFIFI.

N° 2133.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Accord concernant l'échange des colis postaux entre les Etats-Unis d'Amérique et la Colonie de la Côte de l'Or. Signé à Accra, le 6 mars, et à Washington, le 2 avril 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Agreement regarding the Exchange of Parcel Post Packages between the United States of America and the Gold Coast Colony. Signed at Accra, March 6, and at Washington, April 2, 1929.

No. 2133. — AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF PARCEL POST PACKAGES BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOLD COAST COLONY. SIGNED AT ACCRA, MARCH 6, AND AT WASHINGTON, APRIL 2, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 septembre 1929.

For the purpose of concluding arrangements for the exchange of parcel post packages between the United States of America (including Alaska, Hawaii, Porto Rico, Guam, Samoa, and the Virgin Islands for the United States) and the Gold Coast Colony, the undersigned

Walter F. BROWN, Postmaster General of the United States of America ; and
Samuel Bucknell GOSLING, Postmaster General of the Gold Coast Colony,

by virtue of authority vested in them, have agreed upon the following articles :

I. LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. No parcel shall exceed twenty-two pounds (ten kilograms) in weight, three feet six inches (one hundred and five centimeters) in length, or six feet (one hundred and eighty centimeters) in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of parcels, the view of the dispatching office shall be accepted, save in cases of obvious error.

II. POSTAGE AND FEES.

1. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel such postage and fees for requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted, as may from time to time be prescribed by its regulations.

2. Except in the case of returned or redirected parcels, the postage and such of the fees mentioned in the preceding section as are applicable, must be prepaid.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2133. — ACCORD CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA COLONIE DE LA CÔTE DE L'OR. SIGNÉ A ACCRA, LE 6 MARS, ET A WASHINGTON, LE 2 AVRIL 1929.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place September 2, 1929.

En vue de la conclusion d'arrangements concernant l'échange des colis postaux entre les Etats-Unis d'Amérique (y compris l'Alaska, les Iles Hawaï, Porto-Rico, Guam, Samoa ainsi que les Iles Vierges appartenant aux Etats-Unis), d'une part, et la Colonie de la Côte de l'Or, d'autre part, les soussignés :

Walter F. BROWN, « Postmaster General » des Etats-Unis d'Amérique ; et
Samuel Bucknell GOSLING, « Postmaster General » de la Colonie de la Côte de l'Or,

En vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes :

I. LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis ne devra peser plus de vingt-deux livres anglaises (dix kgs.), ni mesurer plus de trois pieds six pouces (cent cinq cms.) en longueur, ou plus de six pieds (cent quatre-vingts cms.) en longueur et pourtour réunis.

2. Pour le calcul exact du poids et des dimensions des colis, l'opinion du bureau expéditeur sera acceptée, sauf dans les cas d'erreur évidente.

II. TAXES DE PORT ET DROITS.

1. L'administration du pays d'origine aura le droit de percevoir de l'expéditeur de chaque colis les taxes de port et droits relatifs à toute demande de renseignements sur le sort d'un colis, présentée postérieurement au dépôt dudit colis, qui pourront être prescrits de temps à autre par son règlement.

2. Sauf pour les colis retournés à l'expéditeur ou réexpédiés, l'acquittement préalable, de la taxe de port et des droits mentionnés au numéro précédent, et applicables en l'espèce, sera obligatoire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

III. PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be legibly and correctly written in every case when possible on the parcel itself, or on a label gummed thereto, and, in the case of parcels addressed by tag only because of their shape or size, must also be written on a separate slip which slip must be enclosed in the parcel, but such address slips should be enclosed in all parcels. Parcels will not be accepted when sent by or addressed to initials, unless the initials are the adopted trade name of the senders or addressees.

Addresses in ordinary pencil are not allowed, but copying ink or indelible pencil on a surface previously dampened may be used.

2. The sender shall prepare one customs declaration for each parcel sent from either country, upon a special form provided for the purpose, which customs declaration shall give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of its contents and value, date of mailing, the sender's name and address, and the name and address of the addressee, and shall be securely attached to the parcel.

3. The Administrations accept no responsibility for the correctness of the customs declarations.

4. Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents. Ordinary parcels may be closed by means of wax, lead seals, or otherwise, but the country of destination shall have the right to open them (including the right to break the seals) in order to inspect the contents. Parcels which have been so opened shall be closed again and sealed parcels shall be officially resealed.

5. Any liquid or any substance which easily liquefies must be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.,) and the second (box of metal, strong wood, strong corrugated cardboard or strong fibreboard or receptacle of equal strength) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran, or some other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

6. Powders and dyes in powder form must be packed in leadsealed metal containers which containers must be enclosed in substantial outer covers, so as to afford the utmost protection to the accompanying mail matter.

IV. PROHIBITIONS.

1. The following articles are prohibited transmission by parcel post :

(a) A letter or a communication having the nature of a letter. Nevertheless it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, that of the sender being added ;

(b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel ;

(c) Any live animal ;

(d) Any article of which the admission is not authorized by the Customs or other laws or regulations in force in either country ;

(e) Any explosive or inflammable article, and, in general any article of which the conveyance is dangerous.

2. When a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and its inland regulations.

III. CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Les nom et adresses de l'expéditeur et du destinataire devront toujours être inscrits exactement et lisiblement et, autant que possible, sur le colis même ou sur une étiquette adhérent au colis et, dans le cas de colis dont l'adresse est inscrite sur une étiquette volante seulement, en raison de la forme ou de la dimension du colis, l'adresse devra être inscrite en outre sur un feuillet distinct qui sera inséré dans le colis ; d'ailleurs, il conviendrait d'insérer dans tous les colis des feuillets répondant aux conditions ci-dessus. Les inscriptions n'indiquant que les initiales du nom de l'expéditeur ou du nom du destinataire ne seront pas admises, à moins que ces initiales ne représentent la raison sociale de l'expéditeur ou du destinataire.

Les adresses au crayon ne seront pas admises. Toutefois, l'adresse pourra être inscrite à l'encre à copier ou au crayon à encre, sur un fond préalablement humecté.

2. L'expéditeur préparera une déclaration en douane pour chaque colis expédié de l'un ou de l'autre pays ; cette déclaration sera établie sur un formulaire spécialement prévu à cet effet ; elle donnera une description générale du colis, l'indication exacte et détaillée de son contenu et de sa valeur, la date du dépôt, le nom et l'adresse de l'expéditeur et l'adresse du destinataire, et elle sera solidement attachée au colis.

3. Les administrations déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

4. Chaque colis devra être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu. Les colis ordinaires pourront être fermés au moyen de cachets de cire, de plombs ou de toute autre manière ; toutefois, le pays de destination aura le droit de les ouvrir (y compris celui de briser les cachets et plombs) pour en vérifier le contenu. Les colis ainsi ouverts seront scellés à nouveau au moyen de cachets officiels.

5. Tout liquide, ou toute substance se liquéfiant facilement, devra être expédié dans un double emballage. Entre le premier emballage (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant, carton ondulé résistant, feuilles de carton ou de carton fibre ou récipient présentant le même degré de solidité), on devra ménager un espace qui sera comblé par de la sciure de bois, du son ou toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide, en cas de bris.

6. Les poudres et teintures en poudre devront être emballées dans des récipients en métal, plombés ; ces récipients devront être eux-mêmes renfermés dans des emballages solides, de manière à protéger efficacement le reste du courrier postal.

IV. INTERDICTIONS.

i. Il sera interdit d'expédier, par colis postaux, les articles suivants :

a) Une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre. Toutefois, il sera permis d'insérer dans un colis une facture ouverte, réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Un pli portant une autre adresse que celle qui figure sur l'enveloppe du colis ;

c) Des animaux vivants ;

d) Tout article dont l'admission est interdite par les règlements douaniers ou par d'autres lois ou règlements en vigueur dans l'un ou l'autre pays ;

e) Des explosifs ou matières inflammables et, d'une manière générale, tous les objets dont le transport est dangereux.

2. En cas de remise par l'une des administrations à l'autre, d'un colis pour lequel il n'aura pas été tenu compte desdites interdictions, l'administration réceptrice prendra les mesures prévues par la législation du pays et par le règlement de son service intérieur.

3. The two Postal Administrations shall furnish each other with a list of prohibited articles ; but they will not thereby undertake any responsibility whatever towards the police, the Customs authorities, or the senders of parcels.

V. CUSTOMS DUTIES.

The parcels shall be subject in the country of destination to all Customs duties and all customs regulations in force in that country for the protection of its customs revenues, and the customs duties properly chargeable thereon shall be collected on delivery, in accordance with the customs regulations of the country of destination.

VI. METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

The parcels shall be exchanged, in sacks duly fastened and sealed, by the Offices appointed by agreement between the two Administrations, and shall be dispatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.

VII. BILLING OF PARCELS.

1. The entries on the parcel bills shall show in respect to each parcel the serial number of the entry, the name of the office of origin, the name and address of the addressee, and the contents and value as shown on the customs declaration.

2. Two copies of each parcel bill shall be sent to the office of exchange of the country of destination.

3. The entry on the bill of any returned parcel must be followed by the word "Returned".

4. Each dispatching office of exchange shall number the parcel bills in the upper left-hand corner, commencing each year a fresh series for each office of exchange of destination. The last number of the year shall be shown on the parcel bill of the first dispatch of the following year.

5. The exact method of advising parcels of the receptacles containing them sent by one Administration in transit through the other together with any details of procedure in connection with the advice of such parcels or receptacles for which provision is not made in this Agreement, shall be settled by mutual agreement through correspondence between the two Administrations.

VIII. CERTIFICATES OF MAILING.

The sender may receive a certificate of mailing from the post office where the parcel is mailed, on a form provided for the purpose, in accordance with the laws and regulations of the Administration of origin.

IX. RESPONSIBILITY NOT ACCEPTED FOR ORDINARY PARCELS.

Neither the sender nor the addressee of any parcel shall be entitled to compensation for the loss of the parcel or for the abstraction of or damage to its contents.

3. Les deux administrations des postes se communiqueront la liste des articles prohibés sans assumer de ce fait aucune responsabilité vis-à-vis de la police, des autorités douanières ou des expéditeurs des colis.

V. DROITS DE DOUANE.

Dans le pays de destination, les colis seront assujettis à tous les droits de douane et à tous les règlements douaniers en vigueur dans ce pays et destinés à protéger ses recettes douanières ; les droits de douane applicables à ces colis seront perçus au moment de la remise desdits colis au destinataire, conformément aux règlements douaniers du pays de destination.

VI. MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

L'échange des colis s'effectuera, en sacs convenablement clos et scellés, par l'intermédiaire des bureaux que désigneront d'un commun accord les deux administrations ; ils seront expédiés au pays de destination par le pays d'origine, aux frais de ce dernier et par les moyens dont il dispose.

VII. FEUILLES DE ROUTE DES COLIS.

1. Les inscriptions portées sur les feuilles de route indiqueront, pour chaque colis : le numéro de l'inscription, le nom du bureau d'origine, le nom et l'adresse du destinataire, la description du contenu et la valeur indiquée sur la déclaration en douane.

2. Deux exemplaires de chaque feuille de route seront adressés au bureau d'échange du pays de destination.

3. L'inscription, sur la feuille de route, de tout colis retourné devra être suivie du mot « Retourné ».

4. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route à l'angle gauche supérieur ; on commencera chaque année une série nouvelle pour chacun des bureaux d'échange destinataires. Le dernier numéro d'ordre d'une année écoulée sera mentionné sur la feuille de route de la première expéditions de l'année suivante.

5. La méthode exacte à suivre pour établir les feuilles de route des colis ou de leurs contenants que l'une des administrations expédie en transit par l'intermédiaire de l'autre, ainsi que toutes les questions de détail se rapportant aux feuilles de route de ces colis ou contenants et non prévues par les dispositions précédentes, seront réglées d'un commun accord, par correspondance entre les deux administrations.

VIII. CERTIFICATS DE DÉPÔT.

L'expéditeur pourra obtenir, du bureau de poste où le colis a été déposé un certificat de dépôt qui sera établi sur un formulaire spécial prévu à cet effet, conformément aux lois et règlements de l'administration d'origine.

IX. RESPONSABILITÉ DÉCLINÉE EN CE QUI CONCERNE LES COLIS POSTAUX ORDINAIRES.

Ni l'expéditeur ni le destinataire d'un colis n'auront droit à une indemnité en cas de perte du colis, ou en cas de vol ou d'avarie de son contenu.

X. TRANSIT PARCELS.

1. Each Administration guarantees the right of transit over its territory, to or from any country with which it has parcel post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the territory of the other contracting Administration.
2. Each Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary.
3. To be accepted for onward transmission, parcels sent by one of the contracting Administrations through the service of the other Administration must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediary Administration.

XI. CHECK BY OFFICE OF EXCHANGE.

1. On the receipt of a Parcel Mail, the receiving Office of Exchange shall check it. Any discrepancies or irregularities noted shall be immediately reported to the dispatching office of exchange by means of a bulletin of verification. If report is not made promptly, it will be assumed that the Mail and the accompanying bills were in every respect in proper order.
2. In the case of any discrepancies or irregularities in a Mail, such record shall be kept as will permit of the furnishing of information regarding the matter in connection with any subsequent investigation which may be made.
3. If a parcel bill is missing a duplicate shall be made out and a copy sent to the dispatching office of exchange from which the dispatch was received.

XII. FEES FOR DELIVERY AND FOR CUSTOMS FORMALITIES.

DEMURRAGE CHARGES.

1. The Administration of the country of destination may collect from the addressees for delivery and for the fulfilment of Customs formalities a charge not exceeding ten cents gold for each parcel, and an additional delivery charge of like amount for each time a parcel is presented at the residence of the addressee after one unsuccessful presentation.
2. Each Administration may impose reasonable storage or demurrage charges in case the addressee fails to accept delivery of any parcel within such reasonable time as is prescribed by the Administration of the country of destination. Any such charges shall be cancelled in the event of the return of the parcel to the country of origin.

XIII. REDIRECTION.

1. Any parcel redirected within the country of destination or delivered to an alternate addressee at the original office of address shall be liable to such additional charges as may be prescribed by the Administration of that country.
2. When a parcel is redirected to either country, new postage may, if not prepaid, be collected upon delivery and retained by the Administration making the collection. The Administration making delivery shall fix the amount of such postage when not prepaid.

X. COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration contractante garantit le droit de transit à travers son territoire, à destination ou en provenance de tout pays avec lequel elle échange des colis postaux, en ce qui concerne les colis en provenance ou à destination du territoire de l'autre administration contractante.

2. Chaque administration notifiera à l'autre les pays à destination desquels des colis postaux pourront être expédiés par son intermédiaire.

3. Les colis postaux expédiés par l'une des administrations en utilisant les services de l'autre administration comme intermédiaire, devront, pour pouvoir être acheminés vers une destination ultérieure, remplir les conditions prescrites de temps à autre par l'administration intermédiaire.

XI. VÉRIFICATION PAR LE BUREAU D'ÉCHANGE.

1. Dès réception d'un courrier de colis postaux, le bureau d'échange récepteur procédera à sa vérification. Toute divergence ou irrégularité relevée sera immédiatement notifiée au bureau d'échange expéditeur, au moyen d'un bulletin de vérification. Si la notification n'est pas effectuée immédiatement, il sera présumé que le courrier, ainsi que les feuilles de route qui l'accompagnent, étaient en règle à tous égards.

2. Les divergences ou irrégularités relevées dans un courrier seront enregistrées de manière qu'il soit possible de fournir des renseignements sur la question, en cas d'enquête ultérieure.

3. Au cas où une feuille de route manquerait, il sera établi un duplicata dont copie sera adressée au bureau d'échange expéditeur.

XII. DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT.

SURESTARIES.

1. L'administration du pays de destination sera autorisée à réclamer au destinataire, pour factage et dédouanement, une taxe ne dépassant pas dix cents or pour chaque colis, ainsi qu'une taxe supplémentaire de factage d'un montant égal, pour chaque nouvelle présentation du colis au domicile du destinataire, après une première présentation restée sans résultat.

2. Chaque administration aura la faculté de percevoir des droits raisonnables de magasinage ou des surestaries, au cas où le destinataire ne prendrait pas livraison d'un colis, dans le délai raisonnable qui pourra être prescrit par le pays de destination. Les droits en question seront annulés en cas de retour du colis au pays d'origine.

XIII. RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis à une autre adresse dans le réseau postal du pays de destination, ou la livraison d'un colis à un autre destinataire, au bureau de destination initial, donnera lieu à la perception des taxes supplémentaires qui pourront être établies par l'administration de ce pays.

2. Lorsqu'un colis est réexpédié à destination de l'un ou de l'autre pays, une nouvelle taxe de port pourra, si elle n'a pas été acquittée à l'avance, être perçue au moment de la livraison du colis et sera acquise à l'administration qui l'aura encaissée. L'administration qui procédera à la livraison du colis fixera le montant de cette taxe de port lorsqu'elle n'aura pas été acquittée à l'avance.

XIV. POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

1. The parcels to which this Agreement applies shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated by the different articles hereof.
2. Each Administration shall retain to its own use the whole of the postage and fees and other charges which it collects under the provisions of this Agreement.

XV. RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be altered. The requests for return or change of address which must conform to the rules laid down by the domestic regulations of the contracting Administrations, are to be addressed to the Central Administrations or to such post offices as may be mutually agreed upon by correspondence.

XVI. NONDELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification. New postage may be collected from the sender and retained by the Administration making the collection.

2. The sender of a parcel may request, at the time of mailing, that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it shall be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the parcel or on a Dispatch Note or Customs Declaration attached to or stuck on the parcel and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

“If not deliverable as addressed.....‘Abandon’.”

“If not deliverable as addressed.....‘Deliver to.....’.”

3. Except as otherwise provided, undeliverable parcels will be returned to the senders at the expiration of thirty days from the date of receipt at the post office of destination in the United States of America and at the expiration of twenty-one days from the date of receipt at the post office of destination in the Gold Coast Colony, while refused parcels will be returned at once, the parcels in each case to be marked to show the reason for nondelivery.

4. Articles liable to deterioration or corruption, and these only, may however, be sold immediately even on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality for the benefit of the right party.

If for any reason a sale is impossible, the spoilt or worthless articles shall be destroyed. The sale or destruction shall be recorded and report made to the Administration of origin.

5. Undeliverable parcels which the sender has marked “Abandon” may be sold at auction at the expiration of thirty days in the United States of America, and at the expiration of twenty-one days in the Gold Coast Colony.

XVII. CUSTOMS CHARGES TO BE CANCELLED.

Provided the formalities prescribed by the Customs authorities concerned are fulfilled, the customs charges, properly so-called, on parcels destroyed, abandoned by the sender, sent back

XIV. INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES QUE PRÉVOIT LE PRÉSENT ACCORD.

1. Les colis auxquels s'applique la présente convention ne pourront être frappés d'aucune taxe postale autre que celle que prévoient les différents articles de ladite convention.

2. Chaque administration disposera, pour son propre compte, de la totalité des taxes de port, et autres taxes et droits qu'elle percevra en vertu des dispositions de la présente convention.

XV. RAPPEL ET CHANGEMENT D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'aura pas été livré au destinataire, l'expéditeur pourra en demander le rappel ou en faire changer l'adresse. Les demandes relatives au rappel ou changement d'adresse, établies conformément aux dispositions du règlement intérieur des administrations contractantes, seront adressées aux Administrations centrales ou aux bureaux de poste dont il sera convenu de part et d'autre par correspondance.

XVI. NON-REMISE.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, un colis qui ne pourra être remis à l'adresse indiquée sera retourné à l'expéditeur sans préavis. Une nouvelle taxe de port pourra être réclamée à l'expéditeur et sera acquise à l'administration qui l'aura perçue.

2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt du colis, que, si ce dernier ne peut être remis à l'adresse indiquée, il soit : a) traité comme colis abandonné, ou b) présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution alternative ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande devra figurer bien en évidence, soit sur le colis, soit sur un bulletin d'expédition ou sur une déclaration en douane attachés ou collés au colis ; elle devra être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes :

« Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée : « abandonner » ;

« Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée : « livrer à..... »

3. Sauf dispositions contraires, les colis qui ne pourront être livrés à l'adresse indiquée, seront renvoyés à l'expéditeur à l'expiration d'un délai de trente jours, à partir de la date de réception au bureau de poste de destination, dans les Etats-Unis d'Amérique, et à l'expiration d'un délai de vingt-et-un jours, à partir de la date de réception au bureau de poste de destination dans la Colonie de la Côte de l'Or ; d'autre part, les colis refusés seront renvoyés immédiatement et porteront, dans chaque cas, une marque indiquant la raison pour laquelle ils n'auront pas été remis.

4. Les articles susceptibles de se détériorer ou de se décomposer, à l'exclusion de tous autres articles, pourront toutefois être vendus immédiatement, même en cours de route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable, ni formalités judiciaires, au profit de qui de droit.

Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou sans valeur seront détruits. Il sera dressé un procès-verbal de la vente ou de la destruction, qui sera notifié à l'administration du pays d'origine.

5. Les colis, dont la livraison sera impossible et que l'expéditeur aura marqués : « Abandonner », pourront être vendus aux enchères à l'expiration d'un délai de trente jours dans les Etats-Unis d'Amérique et d'un délai de vingt et un jours dans la Colonie de la Côte de l'Or.

XVII. ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

A la condition que les formalités prescrites par les autorités douanières intéressées aient été remplies, les droits de douane proprement dits sur les colis détruits, abandonnés par l'expéditeur,

to the country of origin, or redirected to another country shall be cancelled both in the Gold Coast Colony and in the United States of America.

XVIII. RETRANSMISSION.

Missent parcels shall be forwarded to their destinations by the most direct route at the disposal of the reforwarding Administration but must not be marked with the customs or other charges by the reforwarding Administration.

XIX. RECEPTACLES.

Each Administration shall provide the bags necessary for the dispatch of its parcels. The bags shall be returned empty to the country of origin by the next Mail. Empty bags shall be made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and the total number of such bags shall be advised on the parcel bill.

XX. CHARGES.

1. The amounts to be allowed in respect to parcels sent from one Administration to the other for onward transmission to a possession of either country or to a third country shall be fixed by the intermediate Administration.

2. In the case of a parcel returned or redirected in transit through one of the two Administrations to the other, the intermediate Administration may claim also the sum due to it for any additional territorial or sea service provided, together with any amounts due to any other Administration or Administrations concerned.

3. For every parcel mailed in one country and addressed for delivery in the other which weighs not exceeding 3 pounds a payment of 1 shilling (24 cents) shall be made by the dispatching Administration to the receiving Administration, for every parcel which weighs over 3 pounds and not over 7 pounds a payment of 1 shilling 6 pence (36 cents) shall be made, for every parcel which weighs over 7 pounds and not over 11 pounds a payment of 2 shillings (48 cents) shall be made, and for every parcel which weighs over 11 pounds and not over 22 pounds a payment of 3 shillings (72 cents) shall be made.

XXI. ACCOUNTING.

1. Terminal parcels.

At the end of each quarter the creditor country shall prepare an account of the amount due to it in respect of the parcels received in excess of those dispatched.

2. Transit parcels.

Each Administration shall also prepare quarterly an account showing the sums due for parcels sent by the other Administration for onward transmission.

3. These accounts shall be submitted to the examination of the corresponding Administration in the course of the month which follows the quarter to which they relate.

4. The compilation, transmission, verification and acceptance of the accounts must be effected as early as possible and the payment resulting from the balance must be made at the latest before the end of the following quarter.

5. Payment of the balances due on these accounts between the two Administrations shall be effected by means of drafts on New York or in any other manner which may be agreed upon mutually by correspondence between the two Administrations, the expense attendant on the payment being at the charge of the indebted Administration.

renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés à destination d'un autre pays, seront annulés aussi bien dans la Colonie de la Côte de l'Or qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

XVIII. RÉEXPÉDITION.

Les colis postaux qui auraient été acheminés dans une fausse direction seront réexpédiés à leur destination par la voie la plus directe que puisse utiliser l'administration qui effectue la réexpédition, mais ne devront pas être grevés de droits de douane ou autres par l'administration qui procède à cette réexpédition.

XIX. SACS POSTAUX.

Chacune des administrations fournira les sacs nécessaires à l'expédition de ses colis. Ces sacs seront renvoyés vides au pays d'origine par le courrier suivant. Les sacs vides seront expédiés par paquets de dix (neuf sacs renfermés dans le dixième), et le nombre total de ces sacs sera signalé sur la feuille de route.

XX. TAXES.

1. Les montants à concéder en ce qui concerne les colis expédiés par une administration à destination de l'autre, pour être transmis à une possession de l'un ou l'autre pays ou à un troisième pays, seront fixés par l'administration intermédiaire.

2. Dans le cas d'un colis retourné ou réexpédié en transit à travers le territoire de l'une des deux administrations contractantes, à destination de l'autre, l'administration intermédiaire pourra également réclamer le paiement de la somme qui lui sera due pour tout transport supplémentaire, par terre ou par mer, en même temps que les sommes dues à toute autre ou toutes autres administrations intéressées.

3. Pour chaque colis expédié dans l'un des pays et adressé pour livraison dans l'autre pays et dont le poids n'est pas supérieur à 3 lbs., il sera versé 1 shilling (24 cents) par l'administration expéditrice à l'administration destinataire ; pour chaque colis dont le poids est supérieur à 3 lbs., mais ne dépasse pas 7 lbs., il sera effectué un paiement de 1 shilling 6 pence (36 cents) ; pour chaque colis dont le poids est supérieur à 7 lbs. mais ne dépasse pas 11 lbs., le paiement sera de 2 shillings (48 cents), et pour chaque colis d'un poids supérieur à 11 lbs, mais ne dépassant pas 22 lbs., il sera effectué un paiement de 3 shillings (72 cents).

XXI. COMPTABILITÉ.

1. Colis terminaux.

A la fin de chaque trimestre, le pays créditeur établira un décompte des sommes qui lui sont dues pour le nombre de colis reçus par lui en excédent du nombre des colis qu'il aura expédiés.

2. Colis en transit.

Chaque administration établira également, tous les trimestre, un décompte des sommes qui lui sont dues en ce qui concerne les colis expédiés par l'autre administration, pour transmission à une destination ultérieure.

3. Ces décomptes seront soumis, pour vérification, à l'administration correspondante dans le courant du mois qui suivra le trimestre auquel ils se rapportent.

4. L'établissement, l'envoi, la vérification et l'acceptation des décomptes devront s'effectuer dans le plus bref délai possible. Le versement du soldé devra avoir lieu, au plus tard, avant l'expiration du trimestre suivant.

5. Le règlement réciproque des soldes des décomptes en question s'effectuera, au moyen de traites sur New-York ou de toute autre manière dont il pourra être convenu entre les deux administrations ; les frais afférents aux règlements des comptes seront à la charge de l'administration débitrice.

XXII. MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE AGREEMENT.

1. The Postmaster General of the United States of America and the Postmaster General of the Gold Coast Colony shall have authority jointly to make from time to time by correspondence such changes and modifications and further regulations of order and detail as may become necessary to facilitate the operation of the services contemplated by this Agreement as well as to provide arrangements for the registration and insurance of parcel post packages and for the exchange of parcels subject to collect-on-delivery charges should both countries at any time desire any one or all of these services.

2. The Administrations shall communicate to each other from time to time the provisions of their laws or regulations applicable to the conveyance of parcels by Parcel Post.

XXIII. DURATION OF AGREEMENT.

1. This Agreement shall take effect and operations thereunder shall begin on a date to be mutually settled between the Administrations of the two countries.

2. It shall remain in force until one of the two contracting Administrations has given notice to the other, six months in advance, of its intention to terminate it.

3. Done in duplicate and signed at Accra the 6th day of March 1929, and at Washington the 2nd day of April 1929.

(Signed) S. B. GOSLING.
Postmaster General
of the Gold Coast Colony.

(Signed) Walter F. BROWN
Postmaster General
of the United States of America.

XXII. QUESTIONS NON VISÉES PAR LE PRÉSENT ACCORD.

1. Le « Postmaster General » des Etats-Unis d'Amérique et le « Postmaster General » de la Colonie de la Côte de l'Or auront la faculté d'apporter, de temps à autre, par correspondance, les changements et les modifications, et d'adopter les règlements complémentaires d'ordre et de détail, qui pourront devenir nécessaires pour faciliter le fonctionnement du service envisagé par le présent accord ; ils auront également la faculté de prendre des arrangements pour la recommandation et l'assurance des colis postaux et pour l'échange des colis contre remboursement, au cas où les deux pays désireraient, à un moment quelconque, instituer ces services, ou l'un d'eux.

2. Les administrations se communiqueront de temps à autre les dispositions de leurs lois et règlements qui seront applicables au transport des colis par le service postal.

XXIII. DURÉE DE LA VALIDITÉ DE L'ACCORD.

1. Le présent accord entrera en vigueur et les opérations qu'il envisage commenceront à une date à convenir entre les administrations des deux pays contractants.

2. Il restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux administrations contractantes ait notifié à l'autre, moyennant préavis de six mois, son intention de le dénoncer.

3. Fait en double expédition et signé à Accra le six mars mil neuf cent vingt-neuf, et à Washington, le deux avril mil neuf cent vingt-neuf.

(Signé) S. B. GOSLING
« Postmaster General »
de la Colonie de la Côte de l'Or.

(Signé) Walter F. BROWN
« Postmaster General »
des Etats-Unis d'Amérique.

N° 2134.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET INDE ET GRÈCE**

Echange de notes concernant le visa
consulaire des certificats d'origine.
Londres, le 21 juin 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND INDIA AND GREECE**

Exchange of Notes respecting Con-
sular Fees on Certificates of Origin.
London, June 21, 1929.

No. 2134. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE GREEK GOVERNMENT RESPECTING CONSULAR FEES ON CERTIFICATES OF ORIGIN. LONDON, JUNE 21, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 septembre 1929.

I.

MR. A. HENDERSON TO M. CACLAMANOS.

FOREIGN OFFICE.

June 21, 1929.

SIR,

I have the honour to inform you on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India that they learn with satisfaction from your notes of the 23rd February, 1928, and the 11th April, 1929, that the Government of the Hellenic Republic are prepared to conclude with them an arrangement respecting consular fees on certificates of origin, consonant with the provisions of paragraph 8 of article 11 of the Convention for the Simplification of Customs Formalities² signed at Geneva on the 3rd November, 1923. His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India accordingly agree, on condition of reciprocity, as embodied in your corresponding note of to-day's date, that certificates of origin relating to goods the manufacture or produce of Greece exported to Great Britain and Northern Ireland or India shall not, save in exceptional circumstances, require consular endorsement. His Majesty's Government in the United Kingdom also agree that the same shall apply to the export of such goods to any British Colony or Protectorate or any mandated area administered by them to which the stipulations of the Commercial Treaty³ between Great Britain and Northern Ireland and Greece, dated the 16th July, 1926, have been applied in accordance with article 30 or article 31 thereof.

¹ Entré en vigueur le 5 juillet 1929.

² Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; et vol. XCII, page 370, de ce recueil.

³ Vol. LXI, page 15 ; et vol. LXIII, page 428, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2134. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, D'UNE PART, ET LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE, D'AUTRE PART, CONCERNANT LE VISA CONSULAIRE DES CERTIFICATS D'ORIGINE. LONDRES, LE 21 JUIN 1929.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place September 2, 1929.

I.

M. A. HENDERSON A M. CACLAMANOS.

FOREIGN OFFICE.

Le 21 juin 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Gouvernement de l'Inde, de porter à votre connaissance que ces gouvernements ont appris avec satisfaction par vos notes des 23 février 1928 et 11 avril 1929 que le Gouvernement de la République hellénique est disposé à conclure avec eux un arrangement concernant le visa consulaire des certificats d'origine, conformément aux dispositions du paragraphe 8 de l'article 11 de la Convention ³ pour la simplification des formalités douanières signée à Genève le 3 novembre 1923. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde donnent donc leur assentiment à ce que, sous condition de réciprocité ainsi que l'exprime votre note en date de ce jour, les certificats d'origine relatifs aux articles manufacturés ou aux produits du sol de la Grèce exportés en Grande-Bretagne, dans l'Irlande du Nord ou dans l'Inde ne soient pas assujettis au visa consulaire, sauf dans certains cas exceptionnels. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte également que la même règle soit applicable auxdits articles ou produits exportés dans une colonie ou un protectorat britannique, ou dans un territoire sous mandat administré par lui, auquel les stipulations du Traité de commerce⁴ du 16 juillet 1926 entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et la Grèce, d'autre part, ont été appliquées conformément à l'article 30 ou à l'article 31 dudit traité.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force July 5, 1929.

³ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; and Vol. XCII, page 370, of this Series.

⁴ Vol. LXI, page 15 ; and Vol. LXIII, page 428, of this Series.

2. Where, however, in exceptional circumstances, such endorsement is required as, for example, where the certificate of origin is issued not by a Chamber of Commerce but by the manufacturer or exporter of the goods, the fee charged for such endorsement shall not exceed 4 gold drachmas.

3. It is further understood that, in the case of goods which are transhipped to Great Britain and Northern Ireland via a port in Greece the certificates of origin relating to such goods shall, where necessary, be issued by all recognised Chambers of Commerce in Greece, namely, the Chambers of Commerce at Athens, Piræus, Patras, Salonica, Volo, Calamata, Corfu (Kerkyra), Cephalonia, Cavalla, Rhodope, Alexandroupolis (formerly Dedeagatch), Chios, Mytilene, Candia (Herakleion), Syra (or Ermoupolis), Jannina, Edessa, Drama, Cozani, St. Maura (Leucas), Pyrgos, Xanthi, or in the case of tobacco, also by the Greek Tobacco Protection Offices at Volo, Salonica, Cavalla. Such certificates may require consular endorsement, the fee charged for which shall not exceed 4 gold drachmas.

4. It is understood that the arrangements constituted by this note and your note of to-day's date on the same subject shall come into force in both countries on the 5th July and be terminable at any time by either party at three months' notice.

I have, etc.

Arthur HENDERSON.

II.

M. CACLAMANOS TO MR. A. HENDERSON.

GREEK LEGATION,

51, UPPER BROOK STREET,
LONDON, W. 1, June 21, 1929.

SIR,

In reply to your note of to-day's date with referenece to the conclusion of an arrangement between the Government of the Hellenic Republic on the one hand and His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India on the other hand respecting consular fees and certificates of origin, consonant with the provisions of paragraph 8 of article 11 of the Convention for the Simplification of Customs Formalities signed at Geneva on the 3rd November, 1923, the Government of the Hellenic Republic authorise me to undertake hereby on their behalf, and on condition of reciprocity, as embodied in your note referred to above, that certificates of origin relating to goods the manufacture or produce of Great Britain and Northern Ireland or India exported to Greece shall not, save in exceptional circumstances, require consular endorsement. The same will apply to goods the manufacture or produce of any British Colony or Protectorate or of any mandated area administered by His Majesty's Government in the United Kingdom to which the stipulations of the Commercial Treaty between Great Britain and Northern Ireland and Greece, dated the 16th July, 1926, have been applied in accordance with article 30 or article 31 thereof. Where, however, in exceptional circumstances, consular endorsement is required, as, for example, where the certificate is issued not by a Chamber of Commerce but by the manufacturer or exporter of the goods, the fee charged for such endorsement shall not exceed 3s.

2. It is further understood that, in the case of goods which are transhipped to Greece from a third country via a port in the United Kingdom, the certificates of origin relating to such goods shall be issued by either the London or the Manchester Chamber of Commerce. Where the goods so transhipped are the manufacture or produce of any British Colony or Protectorate or any mandated area administered by His Majesty's Government in the United Kingdom to which the

2. Si toutefois, dans certains cas exceptionnels, ce visa est nécessaire lorsque, par exemple, le certificat d'origine est délivré non par une Chambre de commerce, mais par le fabricant ou l'exportateur des marchandises, la taxe perçue pour ce visa ne dépassera pas 4 drachmes-or.

3. Il est entendu, en outre, que pour les marchandises transbordées par un port grec à destination de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, les certificats d'origine, lorsqu'ils seront nécessaires, seront délivrés par toutes les Chambres de commerce helléniques reconnues, à savoir celles d'Athènes, du Pirée, de Patras, de Salonique, de Volo, de Calamata, de Corfou (Kerkyra), de Céphalonie, de Cavalla, de Rhodope, d'Alexandroupolis (antérieurement Dedeagatch), de Chios, de Mytilène, de Candie (Herakleion), de Syra (ou Ermoupolis), de Jannina, d'Edessa, de Drama, de Cozani, de St-Maura (Leucas), de Pyrgos et de Xanthi ou, s'il s'agit de tabacs, également par les Offices de protection des tabacs grecs à Volo, à Salonique et à Cavalla. Ces certificats pourront être assujettis au visa consulaire pour lequel il ne pourra être perçu une taxe supérieure à 4 drachmes-or.

4. Il est entendu que les arrangements constitués par la présente note et par la vôtre en date de ce jour sur le même sujet entreront en vigueur dans les deux pays à la date du 5 juillet et pourront être dénoncés en tout temps par chacune des parties, sous réserve d'un préavis de trois mois.

Veuillez agréer, etc.

Arthur HENDERSON.

II.

M. CACLAMANOS A MR. A. HENDERSON.

LÉGATION DE GRÈCE.

51, UPPER BROOK STREET,
LONDRES, W. 1, le 21 juin 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note en date de ce jour relative à la conclusion entre le Gouvernement de la République hellénique, d'une part, et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de l'Inde, d'autre part, d'un arrangement concernant les visas consulaires et les certificats d'origine, conformément aux dispositions du paragraphe 8 de l'article 11 de la Convention pour la simplification des formalités douanières signée à Genève le 3 novembre 1923; le Gouvernement de la République hellénique m'autorise à prendre en son nom, sous condition de réciprocité, ainsi que l'exprime votre note mentionnée ci-dessus, l'engagement que les certificats d'origine relatifs aux articles manufacturés ou aux produits du sol de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord ou de l'Inde, exportés en Grèce, ne seront pas assujettis au visa consulaire sauf dans certains cas exceptionnels. La même règle sera applicable aux articles manufacturés et aux produits du sol de toute colonie ou de tout protectorat britanniques, ou de tout territoire sous mandat administré par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, auquel les stipulations du Traité de commerce du 16 juillet 1926 entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et la Grèce, d'autre part, ont été appliquées conformément à l'article 30 ou à l'article 31 dudit traité. Si, toutefois, dans certains cas exceptionnels, ce visa est nécessaire, lorsque, par exemple, le certificat d'origine est délivré non par une Chambre de commerce, mais par le fabricant ou l'exportateur des marchandises, la taxe perçue pour ce visa ne dépassera pas 3 shillings.

2. Il est entendu, en outre, que pour les marchandises expédiées d'un tiers pays en Grèce, en transbordement par un port du Royaume-Uni, les certificats d'origine seront délivrés soit par la Chambre de commerce de Londres, soit par celle de Manchester. Lorsque les marchandises ainsi transbordées seront des articles manufacturés ou des produits du sol d'une colonie ou d'un protectorat britanniques, ou d'un territoire sous mandat administré par le Gouvernement de Sa Majesté

stipulations of the Commercial Treaty between Great Britain and Northern Ireland and Greece, referred to above, have been applied, no consular endorsement of such certificates of origin shall be required. Where, however, the goods so transhipped are not the manufacture or produce of Great Britain and Northern Ireland or India or of any such Colony, Protectorate or mandated area, consular endorsement of the certificates relating to them may be required. The fee charged for such endorsement shall not exceed 3s.

3. It is understood that the arrangements constituted by this note and your note of to-day's date on the same subject shall come into force in both countries on the 5th July, 1929, and be terminable at any time by either party at three months' notice.

I have, etc.

D. CAÇLAMANOS.

dans le Royaume-Uni, auquel ont été appliquées les stipulations du traité de commerce précité entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et la Grèce, d'autre part, le visa consulaire desdits certificats d'origine ne sera pas exigé. Si, toutefois, les marchandises ainsi transbordées ne sont pas des articles manufacturés ou des produits du sol de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Inde, d'une colonie ou d'un protectorat britanniques ou d'un territoire sous mandat britannique, le visa consulaire des certificats se rapportant auxdites marchandises pourra être exigé. La taxe perçue pour ce visa ne dépassera pas 3 shillings.

3. Il est entendu que les arrangements constitués par la présente note et par la vôtre en date de ce jour sur le même sujet entreront en vigueur dans les deux pays, à la date du 5 juillet 1929, et pourront être dénoncés en tout temps par chacune des parties sous réserve d'un préavis de trois mois.

Veillez agréer, etc.

D. CACLAMANOS.

N° 2135.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET TURQUIE

Echange de notes relatif à l'établissement d'un *modus vivendi* commercial, Angora, le 2 juillet 1929, et échange de notes relatif à l'adhésion de l'Inde, Angora, les 1^{er} et 10 août 1929, et de Ceylan, Constantinople, le 30 août et Angora, les 1^{er} et 25 septembre 1929.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND TURKEY

Exchange of Notes for the Establishment of a Commercial *modus vivendi*, Angora, July 2, 1929, and Exchange of Notes concerning the Accession of India, Angora, August 1st and 10, 1929, and of Ceylon, Constantinople, August 30 and Angora, September 1st and 25, 1929.

N^o 2135. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT TURC RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT D'UN « MODUS VIVENDI » COMMERCIAL. ANGORA, LE 2 JUILLET 1929.

No. 2135. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE TURKISH GOVERNMENT FOR THE ESTABLISHMENT OF A COMMERCIAL "MODUS VIVENDI." ANGORA, JULY 2, 1929.

Textes officiels anglais et turc communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 septembre 1929.

English and Turkish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place September 2, 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

SIR GEORGE CLERK TO DR. TEVFIK RUSHDI BEY.

SIR GEORGE CLERK
AU DOCTEUR TEVFIK RUSHDI BEY.

BRITISH EMBASSY
IN TURKEY.

AMBASSADE BRITANNIQUE
EN TURQUIE.

ANGORA, July 2, 1929.

ANGORA, le 2 juillet 1929.

YOUR EXCELLENCY,

EXCELLENCE,

It being the desire of His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the Turkish Government to avoid any impediment to the trade and commerce of their respective countries on the lapse of the Commercial Convention² signed at Lausanne on the 24th July, 1923; and pending the entry into force of the treaty of commerce and navigation now being negotiated, I have the honour to inform your

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et le Gouvernement turc, étant désireux d'éviter toute entrave au commerce extérieur et intérieur de leurs pays respectifs à l'expiration de la Convention commerciale² signée à Lausanne le 24 juillet 1923, et en attendant l'entrée en vigueur du traité de commerce et de navigation actuellement en cours de négociation, j'ai l'honneur

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. XXVIII, page 175, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. XXVIII, page 175, of this Series.

Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom undertake, on condition of reciprocity, to accord, as from the 6th August, 1929, to Turkish citizens and goods the produce or manufacture of Turkey a treatment in Great Britain and Northern Ireland which shall be as favourable in all respects as that accorded to the nationals of, and goods the produce or manufacture of, the most favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation, and as regards importation, exportation and transit, and in general all that concerns customs duties and formalities and commercial operations, the establishment of Turkish citizens in Great Britain and Northern Ireland, the exercise of commerce, industries and professions and the payment of taxes.

2. Turkish vessels, their cargoes and passengers shall enjoy in the ports, rivers and territorial waters of Great Britain and Northern Ireland treatment not less favourable than that accorded to the vessels of the most favoured foreign country and their cargoes and passengers.

3. The foregoing stipulations shall be extended, on condition of reciprocity, to any of His Britannic Majesty's Colonies, Possessions or Protectorates, or to any Mandated Territory administered by His Majesty's Government in the United Kingdom, if a notification to that effect is given by His Britannic Majesty's representative in Turkey to the Government of the Turkish Republic.

4. The Government of any of His Majesty's self-governing Dominions, or the Government of India, may, on condition of reciprocity, accede to the present *modus vivendi* by giving notice through His Britannic Majesty's representative in Turkey of their desire that its stipulations shall apply to their respective territories, including any Mandated Territories administered by such Governments.

5. The undertakings contained in this note will take effect as from the 6th August, 1929, and will remain in force for a period of six months at least, it being understood that they may be terminated by either party by giving three months' notice at the end of the third month

d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient, sous réserve de réciprocité, d'accorder, à dater du 6 août 1929, aux citoyens turcs ainsi qu'aux marchandises, produits naturels ou articles manufacturés de la Turquie, un traitement aussi favorable à tous égards, en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, que celui qui est accordé aux nationaux, ainsi qu'aux marchandises, produits naturels ou articles manufacturés de la nation étrangère la plus favorisée. Ce traitement s'étendra à toutes les questions relatives au commerce et à la navigation, à l'importation, à l'exportation et au transit, et en général à tout ce qui touche aux droits de douane, formalités douanières et transactions commerciales, à l'établissement de citoyens turcs en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, à l'exercice de toute activité commerciale, industrielle et professionnelle et au paiement d'impôts.

2. Les navires turcs, leurs cargaisons et leurs passagers jouiront dans les ports, cours d'eau et eaux territoriale. de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux navires de la nation étrangère la plus favorisée, ainsi qu'à leurs cargaisons et à leurs passagers.

3. Les dispositions précitées s'étendront, sous réserve de réciprocité, à l'une quelconque des colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique, ainsi qu'aux territoires sous mandat administrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, si notification à cet effet est donnée par le représentant de Sa Majesté britannique en Turquie au Gouvernement de la République turque.

4. Le Gouvernement de l'un quelconque des Dominions autonomes de Sa Majesté, comme aussi le Gouvernement de l'Inde, pourront, sous réserve de réciprocité, accéder au présent *modus vivendi* en signifiant, par l'intermédiaire du représentant de Sa Majesté britannique en Turquie, leur désir de voir appliquer les dispositions de ce *modus vivendi* à leurs territoires respectifs, y compris les territoires sous mandat administrés par ces gouvernements.

5. Les engagements qui figurent dans la présente note prendront effet à dater du 6 août 1929 et resteront exécutoires pendant une période de six mois au moins, étant entendu qu'ils pourront être dénoncés par l'une ou l'autre des Parties sous réserve d'un préavis de

or at any time subsequently. Failing such notice it will remain in force until the entry into force of the treaty of commerce and navigation now being negotiated, as from which date it will in any event *ipso facto* cease to be effective.

6. As regards any of His Majesty's self-governing Dominions, India, or any Colony, Possession, Protectorate or Mandated Territory in respect of which notification of accession to this *modus vivendi* has been made in virtue of paragraph 4 above, or notice of the application of this *modus vivendi* has been given in virtue of paragraph 3 above, it may be terminated separately by either party, at the end of the third month or at any time subsequently, on three months' notice to that effect being given either by or to His Britannic Majesty's representative in Turkey.

I have, etc.

George R. CLERK.

trois mois, à l'expiration du troisième mois, ou, ultérieurement, à un moment quelconque. Faute de ce préavis, le *modus vivendi* exercera ses effets jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du traité de commerce et de navigation actuellement en cours de négociations, à partir de laquelle, quoiqu'il advienne, il cessera *ipso facto* d'être valable.

6. Pour ce qui concerne l'un quelconque des Dominions autonomes de Sa Majesté, l'Inde ou une colonie, possession, protectorat ou territoire sous mandat pour lequel l'accession au présent *modus vivendi* aura été notifiée conformément au paragraphe 4 ci-dessus, ou pour lequel l'avis relatif à l'application du présent *modus vivendi* aura été donné conformément au paragraphe 3 ci-dessus, le *modus vivendi* pourra être dénoncé séparément par l'une ou l'autre Partie à l'expiration du troisième mois, ou, ultérieurement, à un moment quelconque, sous réserve d'un préavis de trois mois à cet effet, reçu ou donné par le représentant de Sa Majesté britannique en Turquie.

Veuillez agréer, etc.

George R. CLERK.

(2.)

Dr. TEVFIK RUSHDI BEY TO SIR GEORGE CLERK.

TEXTE TURC. — TURKISH TEXT.

HARICIYE VEKÂLETİ,
TİCARÎ İSLER MÜDÜRLÜĞÜ.

BÜYÜK ELÇİ HAZRETLERİ,

ANKARA, 2 Temmuz 1929.

Türkiye Cumhuriyeti Hükûmeti ile Haşmetli İngiltere Kralı Hazretlerinin Büyük-Britanya ve Şimalî İrlanda müttehit krallığı Hükûmeti 24 Temmuz 1923 tarihinde Lozanda akt edilen Ticaret Mukavelesinin inkızasında tarafeyn memleketlerindeki ticaretin derdesti müzakere olan seyri sefain ve ticaret muahedesinin intacına kadar her dürlü maniadan masun kalmasını arzu etmelerine binaen Türkiye Cumhuriyeti Hükûmetinin mütekabiliyet şartıyla 6 Ağustos 1929 tarihinden itibaren İngiltere tebaasına, Büyük-Britanya ve Şimalî İrlandada istihsal ve imal olunan eşyaya, Türkiye dahilinde ezhericîhet en ziyade mazharı müsaade ecnebi memleket tebaa ve istihsalat ve mamulâtına tatbik olunan muamele kadar müsait bir muamele tatbik etmeği taahhüt eylediğini Zatı Alilerine arz etmekle mübahiyim.

İşbu muamele Ticaret ve Seyrisefaini, idhalat, ihracat ve transiti alâkadar eden hususatta, ve alel'umum, gümrük rusum ve muamelatına, ve muameleyi ticariyeye, İngiltere tebaasının Türkiye dahilinde ikamet şeraitine, ticaret, senayi ve mesleklerin icrasıyla vergilerin tediyesine, müteallik umurda tatbik olunacaktır.

2. İngiliz gemileri hamule ve yolcuları Türkiye liman, nehir ve kara sularında en ziyade mazharı müsaade ecnebi memleket gemilerine, hamulelerine ve yolcularına tatbik olunan muameleden dun olmayan bir muameleye mazhar olacaktıdır.

3. Balâdaki ahkâm Haşmetli İngiltere Kırâlı Hazretlerinin Türkiyedeki Mümmesili tarafından Türkiye Cumhuriyeti Hükûmetine vaki olacak tebliğat üzerine müşarileyh Haşmetli Kırâlı Hazretlerinin müstamerat, müstemlikât ve himaye altında bulunan ülkelerinden veya müttehîd Kırallık Hükûmeti tarafından manda ile idare olunan eraziden tebliğatta zikir olunanlara mütekabiliyet şartıyla teşmil olunacaktır.

4. Haşmetli Kırâlı Hazretlerinin her hanki bir muhtar dominyonu veya Hindistan hükûmeti işbu muvakkat itilâfname ahkâmını, manda altında idaresinde bulunan erazi dahil olmak üzere mütekabiliyet şartıyla kendi ülkelerine tatbik etmek arzusunda olduklarını Haşmetli İngiltere Kırâlı Hazretlerinin Türkiyedeki Mümmesili marifetiyle tebliğ ederek muvakkat itilâfnameye iltihâk edebilecektir.

5. İşbu notanın ihtiva ettiği teahhüdât 6 Ağustos 1929 tarihinden itibaren mer'iyete girerek lâakâl altı ay müddetle cari olacak ve fakat üçüncü ayın nihayetinden itibaren tarafeynden her birince her ande üç ay evvel keyfiyet tebliğ olunmak şartıyla fesh olunabilecek ve fesh olunmadığı takdirde derdesti müzakere olan Ticaret ve Seyrisefain muahedesinin mer'iyete gireceği güne kadar muteber olarak, tarihi mezkûrde, resen hükümden sakit olacaktır.

6. Haşmetli İngiltere Kırâlı Hazretlerinin muhtar dominyonları ile Hindistan veya müstamerat, müstemlikât, veyahut himaye veya manda altında bulunan ülkelerden işbu muvakkat itilâfa dördüncü fıkra mucibince iltihâk veya üçüncü fıkra vechile meskûr itilâfın haklarında tatbiki zımında tebliğat icra ettirmiş olanlara gelince, tarafeynden her biri, üçüncü ayın nihayetinden itibaren üç ay evvel keyfiyeti Haşmetli Kırâlı Hazretlerinin Türkiyedeki Mümmesiline bildirmek veya müşarileyh vasıtasıyla tebliğ ettirmek şartıyla işbu muvakkat itilâfı ayrı fesh etmek hususunda muhtar olacaklardır.

Bu vesile ile, etc.

Dr. Rüstü.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES COMMERCIALES.

ANGORA, le 2 juillet 1929.

EXCELLENCE,

Le Gouvernement de la République de Turquie et le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, étant désireux d'éviter toute entrave au commerce extérieur et intérieur de leurs pays respectifs à l'expiration de la Convention commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923, et en attendant l'entrée en vigueur du traité de commerce et de navigation actuellement en cours de négociation, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de la République de

² TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS,
DIRECTORATE
OF COMMERCIAL AFFAIRS.

ANGORA, July 2, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

It being the desire of the Government of the Republic of Turkey and of His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to avoid any impediment to the trade and commerce of their respective countries on the lapse of the Commercial Convention signed at Lausanne on the 24th July, 1923, and pending the entry into force of the treaty of commerce and navigation now being negotiated, I have the honour to inform your Excellency that the Government of the Repu-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Communiquée par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Turquie convient, sous réserve de réciprocité, d'accorder, à dater du 6 août 1929, aux sujets britanniques, ainsi qu'aux marchandises, produits naturels ou articles manufacturés de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, un traitement aussi favorable à tous égards, en Turquie, que celui qui est accordé aux nationaux, ainsi qu'aux marchandises, produits naturels ou articles manufacturés de la nation étrangère la plus favorisée. Ce traitement s'étendra à toutes les questions relatives au commerce et à la navigation, à l'importation, à l'exportation et au transit, et en général à tout ce qui touche aux droits de douane, formalités douanières et transactions commerciales, à l'établissement de sujets britanniques en Turquie, à l'exercice de toute activité commerciale, industrielle et professionnelle et au paiement d'impôts.

2. Les navires britanniques, leurs cargaisons et leurs passagers jouiront dans les ports, cours d'eau et eaux territoriales de la Turquie d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux navires de la nation étrangère la plus favorisée, ainsi qu'à leurs cargaisons et à leurs passagers.

3. Les dispositions précitées s'étendront, sous réserve de réciprocité, à l'une quelconque des colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique, ainsi qu'aux territoires sous mandat administrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, si notification à cet effet est donnée par le Représentant de Sa Majesté britannique en Turquie au Gouvernement de la République turque.

4. Le Gouvernement de l'un quelconque des Dominions autonomes de Sa Majesté, et le Gouvernement de l'Inde pourront, sous réserve de réciprocité, accéder au présent *modus vivendi* en signifiant, par l'intermédiaire du représentant de Sa Majesté britannique en Turquie, leur désir de voir appliquer les dispositions de ce *modus vivendi* à leurs territoires respectifs, y compris les territoires sous mandat administrés par ces gouvernements.

5. Les engagements qui figurent dans la présente note prendront effet à dater du 6 août 1929, et resteront exécutoires pendant une période de six mois au moins, étant entendu qu'ils pourront être dénoncés par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de trois mois, à l'expiration du troisième mois ou, ultérieurement, à un moment quelconque. Faute de ce préavis, le *modus vivendi* exercera

blic of Turkey undertake, on condition of reciprocity, to accord, as from the 6th August, 1929, to British subjects and goods the produce or manufacture of Great Britain and Northern Ireland treatment in Turkey which shall be as favourable in all respects as that accorded to the nationals of, and goods the produce or manufacture of, the most favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation, and as regards importation, exportation and transit, and in general all that concerns customs duties and formalities and commercial operations, the establishment of British subjects in Turkey, the exercise of commerce, industries and professions and the payment of taxes.

2. British vessels, their cargoes and passengers shall enjoy in the ports, rivers and territorial waters of Turkey treatment not less favourable than that accorded to the vessels of the most favoured foreign country and their cargoes and passengers.

3. The foregoing stipulations shall be extended, on condition of reciprocity, to any of His Britannic Majesty's Colonies, Possessions or Protectorates, or to any Mandated Territory administered by His Majesty's Government in the United Kingdom, if a notification to that effect is given by His Britannic Majesty's representative in Turkey to the Government of the Republic of Turkey.

4. The Government of any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, or the Government of India, may, on condition of reciprocity, accede to the present *modus vivendi* by giving notice through His Britannic Majesty's representative in Turkey of their desire that its stipulations shall apply to their respective territories, including any Mandated Territories administered by such Governments.

5. The undertakings contained in this note will take effect as from the 6th August, 1929, and will remain in force for a period of six months at least, it being understood that they may be terminated by either party by giving three months' notice at the end of the third month or at any time subsequently. Failing such notice they will remain in force until the entry into force of the treaty of commerce and

ses effets jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du traité de commerce et de navigation actuellement en cours de négociations, à partir de laquelle, quoiqu'il advienne, il cessera *ipso facto* d'être valable.

6. Pour ce qui concerne l'un quelconque des Dominions autonomes de Sa Majesté, l'Inde ou une colonie, possession, protectorat ou territoire sous mandat, pour lequel l'accession au présent *modus vivendi* aura été notifiée conformément au paragraphe 4 ci-dessus, ou pour lequel l'avis relatif à l'application du présent *modus vivendi* aura été donné conformément au paragraphe 3 ci-dessus, le *modus vivendi* pourra être dénoncé séparément par l'une ou l'autre Partie à l'expiration du troisième mois ou, ultérieurement, à un moment quelconque, sous réserve d'un préavis de trois mois à cet effet, reçu ou donné par le représentant de Sa Majesté britannique en Turquie.

Veillez agréer, etc.

D^r RUSHDI.

navigation now being negotiated, as from which date they will in any event *ipso facto* cease to be effective.

6. As regards any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, India, or any Colony, Possession, Protectorate or Mandated Territory in respect of which notification of accession to this *modus vivendi* has been made in virtue of paragraph 4 above, or notice of the application of this *modus vivendi* has been given in virtue of paragraph 3 above, it may be terminated separately by either party, at the end of the third month or at any time subsequently, on three months' notice to that effect being given either by or to His Britannic Majesty's representative in Turkey.

I avail myself, etc.

Dr. RUSHDI.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'ADHÉSION DE L'INDE AU *modus vivendi* COMMERCIAL PRÉCITÉ. ANGORA, LES 1^{ER} ET 10 AOUT 1929.

Texte officiel français communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 18 décembre 1929.

AMBASSADE
DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE
EN TURQUIE.

N^o 75.
(31/205/29).

Le 1^{er} août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Mé référant au paragraphe 4 de la note de Votre Excellence en date du 2^e juillet sous le numéro 68624/32, j'ai l'honneur de porter à la

EXCHANGE OF NOTES

CONCERNING THE ACCESSION OF INDIA TO THE ABOVE COMMERCIAL *modus vivendi*. ANGORA, AUGUST 1ST AND 10, 1929.

French official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 18, 1929.

HIS BRITANNIC
MAJESTY'S EMBASSY
IN TURKEY.

No. 75.
(31/205/29).

August 1, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to paragraph 4 of your note dated July 2, No. 68624/32, I have the honour to inform you that the Government of India

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement des Indes désire adhérer au *modus vivendi* qui a été établi le 2 juillet par l'échange des notes.

J'ai donc l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que les stipulations dudit *modus vivendi* soient appliquées aux territoires soumis au Gouvernement des Indes.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

George R. CLERK.

Son Excellence

Docteur Tevfik Rushdi Bey,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement de la
République turque.
Angora.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N^o 71012-40.

ANKARA, le 10 août 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre en date du 1^{er} courant, N^o 75, par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement des Indes désire adhérer au *modus vivendi* qui a été établi le 2 juillet dernier par l'échange des notes.

Je m'empresse de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement de la République a pris acte de cette adhésion.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Dr T. RUSHDI.

Son Excellence

M. George Clerk,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique.
En ville.

desires to accede to the *modus vivendi* established on July 2 by exchange of notes.

I have therefore the honour to request Your Excellency to be so good as to take the necessary measures for the provisions of the said *modus vivendi* to be applied to the territories under the authority of the Government of India.

I have the honour, etc.

George R. CLERK.

To His Excellency

Dr. Tewfik Rushdi Bey,
Minister for Foreign Affairs
of the Turkish Republic,
Angora.

TURKISH REPUBLIC,
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 71012-40.

ANKARA, August 10, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated the 1st instant, No. 75, by which you were good enough to inform me that the Government of India desires to accede to the *modus vivendi* established on July 2 last by exchange of notes.

I hasten to inform Your Excellency that the Government of the Republic has taken note of this accession.

I have the honour to be, etc.

Dr. T. RUSHDI.

To His Excellency

M. George Clerk,
Ambassador of His Britannic Majesty,
Ankara.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'ADHÉSION DE CEYLAN AU *modus vivendi* COMMERCIAL PRÉCITÉ. CONSTANTINOPLE, LE 30 AOUT, ET ANGORA, LES 1^{ER} ET 25 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 18 décembre 1929.

TELEGRAM.

From Constantinople. N° 85.
To Minister for Foreign Affairs,
Angora.
Despatched 30. 8. 29. (18.30).
(En clair).

Gouvernement britannique désire que les stipulations du *modus vivendi* turco-anglais soient appliquées à l'île de Ceylan. Avis formel suit. Je serais très reconnaissant si Votre Excellence voudrait bien signaler réception de ce télégramme.

AMBASSADE
DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE
EN TURQUIE.

N° 86.
(31/228/29).

Le 30 août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au paragraphe 3 de la note de Votre Excellence en date du 2 juillet sous le numéro 68624/32, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté britannique désire

EXCHANGE OF NOTES

CONCERNING THE ACCESSION OF CEYLON TO THE ABOVE COMMERCIAL *modus vivendi*. CONSTANTINOPLE, AUGUST 30, AND ANGORA, SEPTEMBER 1ST AND 25, 1929.

French official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 18, 1929.

TELEGRAM.

From Constantinople, No. 85
To Minister for Foreign Affairs,
Angora.
Despatched 30.8.29. (18.30).
(En clair).

British Government desires that the provisions of the Turco-British *modus vivendi* should be applied to the Island of Ceylon. Formal notice follows. I would be very grateful if Your Excellency would acknowledge receipt of this telegram.

HIS BRITANNIC
MAJESTY'S EMBASSY
IN TURKEY.

No. 86.
(31/228/29).

August 30, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to paragraph 3 of your Note dated July 2, No. 68624/32, I have the honour to inform Your Excellency that His Britannic Majesty's Government desires that the provisions of the *modus vivendi* established on July 2

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

que les stipulations du *modus vivendi* qui a été établi le 2 juillet par l'échange des notes, soient appliquées à l'île de Ceylan.

J'ai donc l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que les stipulations dudit *modus vivendi* soient appliquées à ladite île.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) George R. CLERK.

Son Excellence
Docteur Tewfik Rushdi Bey,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement
de la République turque.
Angora.

TELEGRAM.

From Minister for Foreign Affairs,
Angora. N° 46.
To Constantinople.
Despatched 1. 9. 29. (20.30)
Received 2. 9. 29.
(En clair)

En accusant réception votre télégramme N° 85 m'empresse informer Votre Excellence que administration douanes est invitée à faire appliquer à l'île Ceylan dispositions du *modus turc-anglais*.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 73647/54.

ANKARA, le 25 septembre 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à la lettre de Votre Excellence du 30 août dernier, sub. N° 86, j'ai l'honneur

by exchange of notes should be applied to the Island of Ceylon.

I have therefore the honour to request Your Excellency to be so good as to take the necessary measures for the provisions of the said *modus vivendi* to be applied to the said Island.

I have the honour to be, etc.

(Signed) George R. CLERK.

His Excellency
Dr. Tewfik Rushdi Bey,
Minister for Foreign Affairs
of the Government
of the Turkish Republic,
Angora.

TELEGRAM.

From Minister for Foreign Affairs,
Angora, No. 46.
To Constantinople.
Despatched 1. 9. 29 (20. 30)
Received 2. 9. 29
(En clair).

In acknowledging receipt of your telegram No. 85, I hasten to inform Your Excellency that the Customs administration has been requested to apply the provisions of the Turco-British *modus vivendi* to the Island of Ceylon.

TURKISH REPUBLIC,
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 73647/54.

ANKARA, September 25, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your letter of August 30 last, No. 86, I have the honour to inform you that

de l'informer qu'il a été avisé au nécessaire pour assurer l'application à l'île de Ceylan des stipulations du *modus vivendi* du 2 juillet dernier.

Je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Dr T. ROUSHDI.

Son Excellence
Le Très Honorable Sir George R. Clerk,
Ambassadeur de Sa Majesté
britannique,
etc., etc., etc.

the necessary measures have been taken for the provisions of the *modus vivendi* of July 2nd last to be applied to the Island of Ceylon.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. T. RUSHDI.

His Excellency,
The Right Honourable Sir George R. Clerk,
Ambassador of
His Britannic Majesty,
etc. etc. etc.

N° 2136.

**ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

**Protocole concernant la prolongation
du Traité d'alliance conclu le 31
août 1922. Signé à Belgrade, le
21 mai 1929.**

**KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES
AND CZECHOSLOVAKIA**

**Protocol concerning the Prolonga-
tion of the Treaty of Alliance
concluded August 31, 1922.
Signed at Belgrade, May 21, 1929.**

N° 2136. — PROTOCOLE¹ CONCERNANT LA PROLONGATION DU TRAITÉ D'ALLIANCE CONCLU LE 31 AOÛT 1922 ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A BELGRADE, LE 21 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par les délégués permanents de la République tchécoslovaque et du Royaume de Yougoslavie à la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 3 septembre 1929.

Les résultats du Traité d'alliance² conclu à Mariánské Lázně, le 31 août 1922, ayant été reconnus comme bienfaisants pour la cause de la paix et son maintien jugé ainsi nécessaire, les plénipotentiaires soussignés, munis des pleins pouvoirs respectifs du président de la République tchécoslovaque et de Sa Majesté le roi des Serbes, Croates et Slovènes, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Le Traité d'alliance du 31 août 1922 restera en vigueur cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications de ce protocole. S'il n'est pas dénoncé un an au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Le présent protocole destiné à remplacer le protocole de prolongation, signé à Genève le 19 septembre 1928, sera ratifié et les ratifications seront échangées à Prague le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade en double expédition, le vingt et un mai mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) D^r Edvard BENEŠ.

(L. S.) D^r K. KUMANUDI.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 27 août 1929.

D^r Karel Kazbunda.

Directeur des Archives a. i.

Pour copie certifiée conforme :

le 4 décembre 1929.

D'ordre du Ministre conseiller.

D^r Svet. Djoritch.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 27 août 1929.

² Vol. XIII, page 231, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2136. — PROTOCOL² CONCERNING THE PROLONGATION OF THE TREATY OF ALLIANCE CONCLUDED AUGUST 31, 1922, BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT BELGRADE, MAY 21, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegates of the Czechoslovak Republic and of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place, September 3, 1929.

The results of the Treaty of Alliance³ concluded at Mariánské Lázně on August 31, 1922, having been found to be beneficial to the cause of peace and its maintenance being thus deemed necessary, the undersigned Plenipotentiaries, acting in virtue of full powers conferred respectively by the President of the Czechoslovak Republic and His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes, and found to be in good and due form, have agreed as follows :

The Treaty of Alliance of August 31, 1922, shall remain in force for five years as from the date on which the ratifications of this Protocol are exchanged. If the Protocol is not denounced at least one year before the expiry of this period, it shall remain in force for a fresh period of five years, and similarly thereafter.

The present Protocol, which replaces the Protocol of prolongation signed at Geneva on September 19, 1928, shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the Protocol and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Belgrade, the twenty-first day of May, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) Dr. Edward BENEŠ.

(L. S.) Dr. K. KUMANUDI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, August 27, 1929.

³ Vol. XIII, page 231, of this Series.

N° 2137.

ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
BELGIQUE, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, etc.

Traité général de renonciation à la
guerre comme instrument de poli-
tique nationale. Signé à Paris, le
27 août 1928.

GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
BELGIUM, FRANCE,
GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND, etc.

General Treaty for Renunciation of
War as an Instrument of National
Policy. Signed at Paris, August
27, 1928.

N^o 2137. — TRAITÉ¹ GÉNÉRAL DE RENONCIATION A LA GUERRE
COMME INSTRUMENT DE POLITIQUE NATIONALE. SIGNÉ A
PARIS, LE 27 AOUT 1928.

Textes officiels français et anglais communiqués par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française, et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 4 septembre 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 9 août 1929.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, ayant le sentiment profond du devoir solennel qui leur incombe de développer le bien-être de l'humanité ;

Persuadés que le moment est venu de procéder à une franche renonciation à la guerre, comme instrument de politique nationale, afin que les relations pacifiques et amicales existant actuellement entre leurs peuples puissent être perpétuées ;

Convaincus que tous changements dans leurs relations mutuelles ne doivent être recherchés que par des procédés pacifiques et être réalisés dans l'ordre et dans la paix, et que toute Puissance

¹ Ratifications déposées à Washington par tous les Etats signataires, le 25 juillet 1929.

Adhésions :

Afghanistan	30 novembre	1928	Libéria	23 février	1929
Albanie	12 février	1929	Lithuanie	5 avril	1929
Autriche	31 décembre	1928	Luxembourg	24 août	1929
Bulgarie	22 juillet	1929	Mexique... ..	26 novembre	1929
Chili	12 août	1929	Nicaragua	13 mai	1929
Chine	8 mai	1929	Norvège... ..	26 mars	1929
Costa-Rica	1 ^{er} octobre	1929	Panama	25 février	1929
Cuba	13 mars	1929	Paraguay	4 décembre	1929
Danemark	23 mars	1929	Pays-Bas	12 juillet	1929
Ville Libre de Dantzig	11 septembre	1929	Pérou	23 juillet	1929
République Dominicaine	12 décembre	1928	Perse	25 juillet	1929
Egypte	9 mai	1929	Portugal	1 ^{er} mars	1929
Espagne... ..	7 mars	1929	Roumanie	21 mars	1929
Estonie	26 avril	1929	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	20 février	1929
Ethiopie... ..	28 novembre	1928	Siam	16 janvier	1929
Finlande	24 juillet	1929	Suède	12 avril	1929
Grèce	3 août	1929	Suisse	2 décembre	1929
Guatémala	16 juillet	1929	Turquie	8 juillet	1929
Haiti	10 mars	1930	Union des Républiques so- viétistes socialistes	27 septembre	1928
Honduras	5 août	1929	Venezuela	24 octobre	1929
Hongrie	22 juillet	1929			
Islande	10 juin	1929			
Lettonie... ..	23 juillet	1929			

No. 2137. — GENERAL TREATY¹ FOR RENUNCIATION OF WAR AS AN INSTRUMENT OF NATIONAL POLICY. . SIGNED AT PARIS, AUGUST 27, 1928.

French and English official texts communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic and the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place September 4, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, August 9, 1929.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, deeply sensible of their solemn duty to promote the welfare of mankind ;

Persuaded that the time has come when a frank renunciation of war as an instrument of national policy should be made to the end that the peaceful and friendly relations now existing between their peoples may be perpetuated ;

Convinced that all changes in their relations with one another should be sought only by pacific means and be the result of a peaceful and orderly process, and that any signatory Power

¹ Ratifications deposited at Washington by all the States signatories, July 25, 1929.

Accessions :

Afghanistan	November 30, 1928	Lithuania	April 5, 1929
Abyssinia	November 28, 1928	Luxemburg	August 24, 1929
Albania	February 12, 1929	Mexico	November 26, 1929
Austria	December 31, 1928	The Netherlands	July 12, 1929
Bulgaria... ..	July 22, 1929	Nicaragua	May 13, 1929
Chile	August 12, 1929	Norway	March 26, 1929
China	May 8, 1929	Panama	February 25, 1929
Costa Rica	October 1st, 1929	Paraguay	December 4, 1929
Cuba	March 13, 1929	Peru	July 23, 1929
Denmark	March 23, 1929	Persia	July 25, 1929
Free City of Danzig	September 11, 1929	Portugal	March 1st, 1929
Dominican Republic	December 12, 1928	Roumania	March 21, 1929
Egypt	May 9, 1929	Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	February 20, 1929
Estonia	April 26, 1929	Siam	January 16, 1929
Finland	July 24, 1929	Spain	March 7, 1929
Greece	August 3, 1929	Swéden	April 12, 1929
Guatemala	July 16, 1929	Switzerland	December 2, 1929
Haiti	March 10, 1930	Turkey	July 8, 1929
Honduras	August 5, 1929	Union of Soviet Socialist Re- publics	September 27, 1928
Hungary	July 22, 1929	Venezuela	October 24, 1929
Iceland	June 10, 1929		
Latvia	July 23, 1929		
Liberia	February 23, 1929		

signataire qui chercherait désormais à développer ses intérêts nationaux en recourant à la guerre devra être privée du bénéfice du présent traité ;

Espérant que, encouragées par leur exemple, toutes les autres nations du monde se joindront à ces efforts humanitaires et, en adhérant au présent traité dès qu'il entrera en vigueur, mettront leurs peuples à même de profiter de ses bienfaites stipulations, unissant ainsi les nations civilisées du monde dans une renonciation commune à la guerre comme instrument de leur politique nationale ;

Ont décidé de conclure un traité et à cette fin ont désigné comme leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le Docteur Gustav STRESEMANN, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

L'Honorable Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul HYMANS, ministre des Affaires étrangères, ministre d'Etat ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET TOUTES LES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE QUI NE SONT PAS INDIVIDUELLEMENT MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

Le Très Honorable Lord CUSHENDUN, chancelier du Duché de Lancastre, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères par intérim ;

POUR LE DOMINION DU CANADA :

Le Très Honorable William Lyon MACKENZIE KING, premier ministre et ministre des Affaires extérieures ;

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

L'Honorable Alexander John McLACHLAN, membre du Conseil exécutif fédéral ;

POUR LE DOMINION DE NOUVELLE-ZÉLANDE :

L'Honorable Sir Christopher James PARR, haut commissaire de la Nouvelle-Zélande en Grande-Bretagne ;

POUR L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD :

L'Honorable Jacobus Stephanus SMIT, haut-commissaire de l'Union de l'Afrique du Sud en Grande-Bretagne ;

POUR L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE :

M. William Thomas COSGRAVE, président du Conseil exécutif ;

POUR L'INDE :

Le Très Honorable Lord CUSHENDUN, chancelier du Duché de Lancaster, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères par intérim ;

which shall hereafter seek to promote its national interests by resort to war should be denied the benefits furnished by this Treaty ;

Hopeful that, encouraged by their example, all the other nations of the world will join in this humane endeavour and by adhering to the present Treaty as soon as it comes into force bring their peoples within the scope of its beneficent provisions, thus uniting the civilized nations of the world in a common renunciation of war as an instrument of their national policy ;

Have decided to conclude a Treaty and for that purpose have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Gustav STRESEMANN, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

The Honorable Frank B. KELLOGG, Secretary of State ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Mr. Paul HYMANS, Minister for Foreign Affairs, Minister of State ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Mr. Aristide BRIAND, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS :

The Right Honourable Lord CUSHENDUN, Chancellor of the Duchy of Lancaster, Acting Secretary of State for Foreign Affairs ;

FOR THE DOMINION OF CANADA :

The Right Honourable William Lyon MACKENZIE KING, Prime Minister and Minister for External Affairs ;

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

The Honourable Alexander John McLACHLAN, Member of the Executive Federal Council ;

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND :

The Honourable Sir Christopher James PARR, High Commissioner for New Zealand in Great Britain ;

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA :

The Honourable Jacobus Stephanus SMIT, High Commissioner for the Union of South Africa in Great Britain ;

FOR THE IRISH FREE STATE :

Mr. William Thomas COSGRAVE, President of the Executive Council ;

FOR INDIA

The Right Honourable Lord CUSHENDUN, Chancellor of the Duchy of Lancaster, Acting Secretary of State for Foreign Affairs;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le comte Gaetano MANZONI, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Le comte UCHIDA, conseiller privé ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. A. ZALESKI, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Docteur Edvard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes déclarent solennellement au nom de leurs peuples respectifs qu'elles condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux, et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes désignées dans le préambule, conformément aux exigences de leurs constitutions respectives, et il prendra effet entre elles dès que tous les instruments de ratification auront été déposés à Washington.

Le présent traité, lorsqu'il aura été mis en vigueur ainsi qu'il est prévu au paragraphe précédent, restera ouvert aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour l'adhésion de toutes les autres Puissances du monde. Chaque instrument établissant l'adhésion d'une Puissance sera déposé à Washington et le traité, immédiatement après ce dépôt, entrera en vigueur entre la Puissance donnant ainsi son adhésion et les autres Puissances contractantes.

Il appartiendra au Gouvernement des Etats-Unis de fournir à chaque gouvernement désigné dans le préambule et à tout gouvernement qui adhérera ultérieurement au présent traité une copie certifiée conforme dudit traité et de chacun des instruments de ratification ou d'adhésion. Il appartiendra également au Gouvernement des Etats-Unis de notifier télégraphiquement auxdits gouvernements chaque instrument de ratification ou d'adhésion immédiatement après dépôt.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Count Gaetano MANZONI, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Paris ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

Count UCHIDA, Privy Councillor ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND

Mr. A. ZALESKI, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Eduard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form have agreed upon the following articles :

Article I.

The High Contracting Parties solemnly declare in the names of their respective peoples that they condemn recourse to war for the solution of international controversies, and renounce it as an instrument of national policy in their relations with one another.

Article II.

The High Contracting Parties agree that the settlement or solution of all disputes or conflicts of whatever nature or of whatever origin they may be, which may arise among them, shall never be sought except by pacific means.

Article III.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties named in the Preamble in accordance with their respective constitutional requirements, and shall take effect as between them as soon as all their several instruments of ratification shall have been deposited at Washington.

This Treaty shall, when it has come into effect as prescribed in the preceding paragraph, remain open as long as may be necessary for adherence by all the other Powers of the world. Every instrument evidencing the adherence of a Power shall be deposited at Washington and the Treaty shall immediately upon such deposit become effective as between the Power thus adhering and the other Powers parties hereto.

It shall be the duty of the Government of the United States to furnish each Government named in the Preamble and every Government subsequently adhering to this Treaty with a certified copy of the Treaty and of every instrument of ratification or adherence. It shall also be the duty of the Government of the United States telegraphically to notify such Governments immediately upon the deposit with it of each instrument of ratification or adherence.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité établi en langue française et anglaise, les deux textes ayant force égale, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le vingt-sept août mil neuf cent vingt-huit.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty in the French and English languages both texts having equal force, and hereunto affix their seals.

Done at Paris, the twenty-seventh day of August in the year one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (Signé) Gustav STRESEMANN.
 (L. S.) (Signé) Frank B. KELLOGG.
 (L. S.) (Signé) Paul HYMANS.
 (L. S.) (Signé) Aristide BRIAND.
 (L. S.) (Signé) CUSHENDUN.
 (L. S.) (Signé) W. L. MACKENZIE KING.
 (L. S.) (Signé) A. J. McLACHLAN.
 (L. S.) (Signé) C. J. PARR.
 (L. S.) (Signé) J. S. SMIT.
 (L. S.) (Signé) William Thomas COSGRAVE.
 (L. S.) (Signé) CUSHENDUN.
 (L. S.) (Signé) G. MANZONI.
 (L. S.) (Signé) UCHIDA.
 (L. S.) (Signé) Auguste ZALESKI.
 (L. S.) (Signé) Dr. Edvard BENEŠ.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
 Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières.

N° 2138.

ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
AUTRICHE,
BELGIQUE, BRÉSIL, etc.

Protocole concernant la prohibition
d'emploi à la guerre de gaz
asphyxiants, toxiques ou similaires
et de moyens bactériologiques.
Signé à Genève, le 17 juin 1925.

GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
AUSTRIA,
BELGIUM, BRAZIL, etc.

Protocol for the Prohibition of the
Use in War of Asphyxiating,
Poisonous or Other Gases, and of
Bacteriological Methods of War-
fare. Signed at Geneva, June 17,
1925.

N^o 2138. — PROTOCOLE ¹ CONCERNANT LA PROHIBITION D'EMPLOI A LA GUERRE DE GAZ ASPHYXIANTS, TOXIQUES OU SIMILAIRES ET DE MOYENS BACTÉRIOLOGIQUES. SIGNÉ A GENEVE, LE 17 JUIN 1925.

Textes officiels français et anglais communiqués par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 7 septembre 1929.

LES PLÉNIPOTENTIAIRES SOUSSIGNÉS, au nom de leurs gouvernements respectifs :

Considérant que l'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que de tous liquides, matières ou procédés analogues, a été à juste titre condamné par l'opinion générale du monde civilisé ;

Considérant que l'interdiction de cet emploi a été formulée dans des traités auxquels sont Parties la plupart des Puissances du monde ;

Dans le dessein de faire universellement reconnaître comme incorporée au droit international cette interdiction, qui s'impose également à la conscience et à la pratique des nations,

¹ Dépôt des ratifications :

FRANCE, 9 mai 1926.

1^o Ledit protocole n'oblige le Gouvernement de la République française que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié, ou qui y auront adhéré ;

2^o Ledit protocole cessera de plein droit d'être obligatoire pour le Gouvernement de la République française à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les Alliés ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

VENEZUELA, 8 février 1928.

ITALIE, 3 avril 1928.

AUTRICHE, 9 mai 1928.

BELGIQUE, 4 décembre 1928.

1^o Ledit protocole n'oblige le Gouvernement belge que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié, ou qui y auront adhéré ;

2^o Ledit protocole cessera de plein droit d'être obligatoire pour le Gouvernement belge à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les Alliés ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

No. 2138. — PROTOCOL¹ FOR THE PROHIBITION OF THE USE IN WAR OF ASPHYXIATING, POISONOUS OR OTHER GASES, AND OF BACTERIOLOGICAL METHODS OF WARFARE. SIGNED AT GENEVA, JUNE 17, 1925.

French and English official texts communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Protocol took place September 7, 1929.

THE UNDERSIGNED PLENIPOTENTIARIES, in the name of their respective Governments :

Whereas the use in war of asphyxiating, poisonous or other gases, and of all analogous liquids materials or devices, has been justly condemned by the general opinion of the civilised world ; and

Whereas the prohibition of such use has been declared in Treaties to which the majority of Powers of the world are Parties ; and

To the end that this prohibition shall be universally accepted as a part of International Law, binding alike the conscience and the practice of nations ;

¹ Deposit of ratifications :

FRANCE, *May 9, 1926.*

(1) The said Protocol is only binding on the Government of the French Republic as regards States which have signed or ratified it or which may accede to it.

(2) The said Protocol shall *ipso facto* cease to be binding on the Government of the French Republic in regard to any enemy State whose armed forces or whose Allies fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

VENEZUELA, *February 8, 1928.*

ITALY, *April 3, 1928.*

AUSTRIA, *May 9, 1928.*

BELGIUM, *December 4, 1928.*

(1) The said Protocol is only binding on the Belgian Government as regards States which have signed or ratified it or which may accede to it.

(2) The said Protocol shall *ipso facto* cease to be binding on the Belgian Government in regard to any enemy State whose armed forces or whose Allies fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

DÉCLARENT :

Que les Hautes Parties contractantes, en tant qu'elles ne sont pas déjà parties à des traités prohibant cet emploi, reconnaissent cette interdiction, acceptent d'étendre cette interdiction d'emploi aux moyens de guerre bactériologiques et conviennent de se considérer comme liées entre elles aux termes de cette déclaration.

Les Hautes Parties contractantes feront tous leurs efforts pour amener les autres Etats à adhérer au présent protocole. Cette adhésion sera notifiée au Gouvernement de la République française et, par celui-ci, à toutes les Puissances signataires et adhérentes. Elle prendra effet à dater du jour de la notification faite par le Gouvernement de la République française.

Le présent protocole, dont les textes français et anglais feront foi, sera ratifié le plus tôt possible. Il portera la date de ce jour.

Les ratifications du présent protocole seront adressées au Gouvernement de la République française, qui en notifiera le dépôt à chacune des Puissances signataires ou adhérentes.

Suite de la note page 66.

EGYPTE, 6 décembre 1928.

POLOGNE, 4 février 1929.

SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (ROYAUME DES), 12 avril 1929.

ALLEMAGNE, 25 avril 1929.

FINLANDE, 26 juin 1929.

ESPAGNE, 22 août 1929.

Déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit sans convention spéciale à l'égard de tout Membre ou Etat acceptant et observant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève, le 17 juin 1925.

ROUMANIE, 23 août 1929.

1^o Ledit protocole n'oblige le Gouvernement royal roumain que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y auront adhéré définitivement.

2^o Ledit protocole cessera d'être obligatoire pour le Gouvernement royal roumain, vis-à-vis de n'importe quel Etat ennemi dont les forces armées ou dont les Alliés de droit ou de fait ne respecteront pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

TURQUIE, 5 octobre 1929.

DANEMARK, 5 mai 1930.

SUÈDE, 25 avril 1930.

EMPIRE BRITANNIQUE, 9 avril 1930.

1^o Ledit protocole n'oblige Sa Majesté Britannique que vis-à-vis des Puissances et des Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y ont adhéré définitivement.

2^o Ledit protocole cessera d'être obligatoire pour Sa Majesté Britannique à l'égard de toute Puissance ennemie dont les forces armées ou dont les forces armées alliées ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

DECLARE :

That the High Contracting Parties, so far as they are not already Parties to Treaties prohibiting such use, accept this prohibition, agree to extend this prohibition to the use of bacteriological methods of warfare and agree to be bound as between themselves according to the terms of this declaration.

The High Contracting Parties will exert every effort to induce other States to accede to the present Protocol. Such accession will be notified to the Government of the French Republic, and by the latter to all signatory and acceding Powers, and will take effect on the date of the notification by the Government of the French Republic.

The present Protocol, of which the French and English texts are both authentic, shall be ratified as soon as possible. It shall bear to-day's date.

The ratifications of the present Protocol shall be addressed to the Government of the French Republic, which will at once notify the deposit of such ratification to each of the signatory and acceding Powers.

Continuation of the Note on page 67.

EGYPT, *December 6, 1928.*

POLAND, *February 4, 1929.*

SERBS, CROATS AND SLOVENES (KINGDOM OF THE), *April 12, 1929.*

GERMANY, *April 25, 1929.*

FINLAND, *June 26, 1929.*

SPAIN, *August 22, 1929.*

Declares as compulsory *ipso facto* and without special agreement in relation to any other Member or State accepting and executing the same obligation, that is to say, on condition of reciprocity, the Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous and other Gases and of Bacteriological Methods of Warfare, signed at Geneva, June 17, 1925.

ROUMANIA, *August 23, 1929.*

(1) The said Protocol only binds the Roumanian Government in relation to States which have signed and ratified or which have definitely acceded to the Protocol ;

(2) The said Protocol shall cease to be binding on the Roumanian Government in regard to all enemy States whose armed forces or whose Allies *de jure* or in fact do not respect the restrictions which are the object of this Protocol.

TURKEY, *October 5, 1929.*

DENMARK, *May 5, 1930.*

SWEDEN, *April 25, 1930.*

BRITISH EMPIRE, *April 9, 1930.*

(1) The said Protocol is only binding on His Britannic Majesty as regards those Powers and States which have both signed and ratified the Protocol or have finally acceded thereto.

(2) The said Protocol shall cease to be binding on His Britannic Majesty towards any Power at enmity with Him whose armed forces, or the armed forces of whose allies, fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

Les instruments de ratification ou d'adhésion resteront déposés dans les archives du Gouvernement de la République française.

Le présent protocole entrera en vigueur pour chaque Puissance signataire à dater du dépôt de sa ratification et, dès ce moment, cette Puissance sera liée vis-à-vis des autres Puissances ayant déjà procédé au dépôt de leurs ratifications.

Suite de la note page 66.

INDE, 9 avril 1930.

1^o Ledit protocole n'oblige Sa Majesté Britannique que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y ont adhéré définitivement.

2^o Ledit protocole cessera d'être obligatoire pour Sa Majesté Britannique à l'égard de toute Puissance ennemie dont les forces armées ou dont les forces armées alliées ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

CANADA, 6 mai 1930.

1^o Ledit protocole n'oblige Sa Majesté Britannique que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y ont adhéré définitivement.

2^o Ledit protocole cessera d'être obligatoire pour Sa Majesté Britannique à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les alliés en droit ou en fait ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

ADHÉSIONS :

LIBÉRIA, 2 avril 1927.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, 5 avril 1928.

1^o Ledit protocole n'oblige le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié, ou qui y ont adhéré définitivement ;

2^o Ledit protocole cessera d'être obligatoire pour le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les Alliés en droit ou en fait ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

PERSE, 4 juillet 1929.

CHINE, 7 août 1929.

UNION SUD-AFRICAINNE, 22 janvier 1930.

Sous les réserves que ledit protocole n'oblige Sa Majesté que vis-à-vis des Puissances et des Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y ont adhéré, et que ledit protocole cessera d'être obligatoire pour Sa Majesté à l'égard de toute Puissance ennemie dont les forces armées ou dont les forces armées alliées ne respecteraient pas ce protocole.

AUSTRALIE, 22 janvier 1930.

(Mêmes réserves que pour l'Union Sud-Africaine.)

NOUVELLE-ZÉLANDE, 22 janvier 1930.

(Mêmes réserves que pour l'Union Sud-Africaine.)

The instruments of ratification of and accession to the present Protocol will remain deposited in the archives of the Government of the French Republic.

The present Protocol will come into force for each signatory Power as from the date of deposit of its ratification, and, from that moment, each Power will be bound as regards other Powers which have already deposited their ratifications.

Continuation of the Note on page 67.

INDIA, *April 9, 1930.*

(1) The said Protocol is only binding on His Britannic Majesty as regards those States which have both signed and ratified it, or have finally acceded thereto.

(2) The said Protocol shall cease to be binding on His Britannic Majesty towards any Power at enmity with Him whose armed forces, or the armed forces of whose allies, fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

CANADA, *May 6, 1930.*

(1) The said Protocol is only binding on His Britannic Majesty as regards those States which have both signed and ratified it, or have finally acceded thereto.

(2) The said Protocol shall cease to be binding on His Britannic Majesty towards any State at enmity with Him whose armed forces, or whose allies *de jure* or in fact fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

ACCESSIONS.

LIBERIA, *April 2, 1927.*

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, *April 5, 1928.*

(1) The said Protocol only binds the Government of the Union of Soviet Socialist Republics in relation to the States which have signed and ratified or which have definitely acceded to the Protocol.

(2) The said Protocol shall cease to be binding on the Government of the Union of Soviet Socialist Republics in regard to all enemy States whose armed forces or whose Allies *de jure* or in fact do not respect the restrictions which are the object of this Protocol.

PERSIA, *July 4, 1929.*

CHINA, *August 7, 1929.*

UNION OF SOUTH AFRICA, *January 22, 1930.*

Subject to the reservations that His Majesty is bound by the said Protocol only towards those Powers and States which have both signed and ratified the Protocol or have acceded thereto, and that His Majesty shall cease to be bound by the Protocol towards any Power at enmity with Him whose armed forces, or the armed forces of whose allies, do not respect the Protocol.

AUSTRALIA, *January 22, 1930.*

(Same reservations as the Union of South Africa.)

NEW ZEALAND, *January 22, 1930.*

(Same reservations as the Union of South Africa.)

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Genève, en un seul exemplaire, le dix-sept juin mil neuf cent vingt-cinq.

In witness whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Geneva in a single copy, the seventeenth day of June, One Thousand Nine Hundred and Twenty-Five.

Pour l'ALLEMAGNE

H. VON ECKARDT.

For GERMANY

Pour les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Theodore E. BURTON
Hugh S. GIBSON

For the UNITED STATES OF AMERICA

Pour l'AUTRICHE

E. PFLUGL

For AUSTRIA

Pour la BELGIQUE

Fernand PELTZER

For BELGIUM

Pour le BRÉSIL

Contre-Amiral A. C. DE SOUZA E SILVA
Major Estevão LEITÃO DE CARVALHO.

For BRAZIL

Pour l'EMPIRE BRITANNIQUE

For the BRITISH EMPIRE

I declare that my signature does not bind India or any British Dominion which is a separate Member of the League of Nations and does not separately sign or adhere to the Protocol. ¹

ONSLow

Pour le CANADA

Walter A. RIDDELL

For CANADA

Pour l'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE

For the IRISH FREE STATE

Pour l'INDE

P. Z. COX.

For INDIA

Pour la BULGARIE

D. MIKOFF

For BULGARIA

Pour le CHILI

Luis CABRERA.
Général de Division

For CHILE

Pour la CHINE

For CHINA

Pour la COLOMBIE

For COLOMBIA

¹ Je déclare que ma signature n'engage ni l'Inde ni aucun des Dominions britanniques qui font partie, à titre de Membres distincts de la Société des Nations, et qui ne signent ou n'adhèrent pas séparément au Protocole.

Pour le DANEMARK		For DENMARK
	A. OLDENBURG.	
Pour l'EGYPTE		For EGYPT
	Ahmed EL KADRY	
Pour l'ESPAGNE		For SPAIN
	Emilio DE PALACIOS	
Pour l'ESTONIE		For ESTONIA
	J. LAIDONER.	
Pour l'ETHIOPIE		For ABYSSINIA
	GUÉTATCHOU	
	Blata HEROUY herouy	
	A. TASFAE	
Pour la FINLANDE		For FINLAND
	O. ENCKELL	
Pour la FRANCE		For FRANCE
	J. PAUL-BONCOUR	
Pour la GRÈCE		For GREECE
	Vassili DENDRAMIS.	
	D. VLACHOPOULOS.	
Pour la HONGRIE		For HUNGARY
Pour l'ITALIE		For ITALY
	Pietro CIMIENTI	
	Alberto DE MARINIS-STENDARDO	
Pour le JAPON		For JAPAN
	M. MATSUDA.	
Pour la LETTONIE		For LATVIA
	Colonel HARTMANIS.	
Pour la LITHUANIE		For LITHUANIA
	D ^r ZAUNIUS	
Pour le LUXEMBOURG		For LUXEMBURG
	Ch. G. VERMAIRE.	
Pour le NICARAGUA		For NICARAGUA
	A. SOTTILE	
Pour la NORVÈGE		For NORWAY
	Chr. L. LANGE	
Pour le PANAMA		For PANAMA

Pour les PAYS-BAS		For the NETHERLANDS
	W. DOUDE VAN TROOSTWIJK W. GUERIN	
Pour la PERSE		For PERSIA
Pour la POLOGNE		For POLAND
	Général Casimir SOSNKOWSKI G. D. MORAWSKI	
Pour le PORTUGAL		For PORTUGAL
	A. M. Bartholomeu FERREIRA Americo DA COSTA LEME	
Pour la ROUMANIE		For ROUMANIA
	<i>Ad referendum</i> N. P. COMNENE Général T. DUMITRESCU	
Pour le SALVADOR		For SALVADOR
	J. Gustavo GUERRERO	
Pour le SIAM		For SIAM
	M. C. VIPULYA	
Pour la SUÈDE		For SWEDEN
	Einar HENNINGS	
Pour la SUISSE		For SWITZERLAND
	Sous réserve de ratification : LOHNER	Ed. MÜLLER
Pour le ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES		For the KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
	J. DOUTCHITCH Général KALAFATOVITCH Capt. d. frég. MARIASEVITCH	
Pour la TCHÉCOSLOVAQUIE		For CZECHOSLOVAKIA
	D ^r VEVERKA Ferdinand	
Pour la TURQUIE		For TURKEY
	M. TEVFIK	
Pour l'URUGUAY		For URUGUAY
	Enrique E. BUERO	
Pour le VENEZUELA		For VENEZUELA
	C. PARRA PÉREZ	

Copie certifiée conforme :
Le ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole,
 P. de Fouquières.

N° 2139.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à l'établissement
général d'assurances des pensions
d'employés, avec protocole addi-
tionnel. Signé à Vienne, le 29
mars 1924. •

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the General
Insurance Organisation for Em-
ployees' Pensions, with Additional
Protocol. Signed at Vienna,
March 29, 1924.

N^o 2139. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT GÉNÉRAL D'ASSURANCES DES PENSIONS D'EMPLOYÉS. SIGNÉE A VIENNE, LE 29 MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés à Vienne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Jan BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de Section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale,

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés sont répartis d'après les principes suivants :

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. En ce qui concerne les charges fondées jusqu'à la fin du mois de décembre 1918 dans la section de l'assurance obligatoire ou dans la section pour des privilèges accessoires, c'est-à-dire les droits à des rentes et les expectatives de rentes acquis par les assurés et les membres survivants de leurs familles, chacune des deux Parties contractantes assume la fraction de ces charges qui se rapporte aux assurés, dont le dernier lieu de service déterminatif pour la compétence des établissements d'assurance des pensions est situé sur le territoire de l'Etat respectif. Le même principe s'applique aux remboursements flottants des primes déclarés dans le bilan de l'établissement d'assurance des pensions d'employés pour la fin de l'année 1918 et aux remboursements des primes, réclamés en vertu d'une assurance qui était échue au plus tard à la fin de l'année 1918.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2139. — CONVENTION ² BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING THE GENERAL INSURANCE ORGANISATION FOR EMPLOYEES' PENSIONS. SIGNED AT VIENNA, MARCH 29, 1924.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention concerning the General Insurance Organisation for Viennese Employees' Pensions, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. WILHELM THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers found, in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The insurance liabilities and the funds of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions shall be distributed in accordance with the following principles :

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. As regards liabilities incurred up to the end of December 1918 by the compulsory insurance department or by the department of accessory claims, that is to say, rights to pensions and contingent pension benefits acquired by insured persons and the surviving members of their families, each of the two Contracting Parties shall accept the portion of those liabilities which relate to insured persons whose last place of employment, which decides the competence of pensions insurance organisations, is situated in the territory of the State concerned. The same principle shall apply to the current repayment of premiums which was announced in the balance-sheet of the Insurance Organisation for Employees' Pensions for the end of the year 1918, and to the repayment of premiums which was claimed in virtue of an insurance that had fallen due before the end of 1918.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

2. Les charges des assurances à porter au sens des dispositions précédentes incombent à partir du 31 décembre 1918 conformément aux règlements de l'Etat respectif, à l'office qui, dans l'Etat qui a assumé cette fraction des charges, a été chargé de l'administration des assurances des pensions d'employés, ou qui a été désigné comme compétent pour cette administration par le Gouvernement de cet Etat. Si toutefois, pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente convention, les charges d'une assurance ont été supportées en tout ou en partie par un autre office que celui qui y est compétent, d'après la présente convention, les paiements effectués sont considérés comme tenant lieu des paiements dus, d'après la présente convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés.

3. Par l'entrée en vigueur, de la présente convention, toute activité de l'établissement général d'assurances des pensions d'employés cessera.

4. La République d'Autriche remettra à la République tchécoslovaque les dossiers de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés, qui ont trait aux charges des assurances à assumer par ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de trente ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas réparties, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de la République tchécoslovaque ou de l'office qui dans cet Etat a, d'après le N° 2, assumé la charge des assurances, et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente convention soient fournis par les offices intéressés et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs, sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. On procédera à la répartition des fonds de l'établissement, tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1922. Aucun remboursement ne sera effectué sur les intérêts d'avance de prêts hypothécaires et communaux, etc., pour l'année 1923 qui ont été déjà versés immédiatement à l'établissement et sont échus en 1922.

2. En ce qui concerne les immeubles, chacun des Etats reçoit ceux qui sont situés sur le territoire de cet Etat. L'établissement général d'assurance des pensions d'employés cédera conformément à ce qui précède.

a) A la République d'Autriche :

Les bâtiments et les biens-fonds sis à Vienne, V^e arrondissement, à Vienne, XVII^e arrondissement, à Salzbourg, à Graz et à Fölz près d'Aflenz, enfin le bien rural à Saalbach près de Zell am See, dit *Oberreitgut* :

b) A la République tchécoslovaque :

Le bâtiment de l'établissement et les biens-fonds si à Prague et l'établissement de repos à Luhačovice ;

c) A la République de Pologne :

Le bâtiment de l'établissement à Lwów.

Les droits et les devoirs de l'établissement envers l'association d'utilité générale des établissements d'assurance publics et privés, société à responsabilité limitée à Vienne, passent à la République d'Autriche, ceux envers la société pour la construction des maisons pour les employés, fondée par les Assicurazioni Generali, la Riunione Adriatica di Sicurtà, l'établissement d'assurance contre les accidents des ouvriers à Trieste et l'établissement général d'assurance des pensions d'employés à Vienne au Royaume d'Italie.

L'inventaire des immeubles susdits est assigné aux Etats qui reçoivent les immeubles, celui de l'établissement central et des établissements régionaux Vienne, Graz et Salzbourg à la République d'Autriche, celui des établissements régionaux Prague I, Prague II, Brno I, Brno II et Opava à la

2. The insurance liabilities to be accepted under the foregoing provisions shall, as from December 31st, 1918, and in conformity with the regulations obtaining in the State concerned, devolve on the office which, in the State accepting this portion of the liabilities, has been entrusted with the administration of the insurance of employees pensions or which has been designated as competent in this matter by the Government of that State. If, however, during a period prior to the coming into force of the present Convention, the insurance liabilities have been borne wholly or partly by another office than the one competent under the present Convention, any payments that have been made shall be regarded as taking the place of the payments due according to the present Convention, without any further arrangement having to be made under this head between the offices concerned.

3. The whole of the activities of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions shall cease with the coming into force of the present Convention.

4. The Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic the files of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions dealing with the insurance liabilities to be accepted by the latter State, and it undertakes to preserve for thirty years from the coming into force of the present Convention those files and accessory documents which are not distributed and to allow them to be inspected by the authorised organs of the Czechoslovak Republic or of the office in that country which, in accordance with No. 2, has accepted the insurance liabilities, and to deliver to them, if necessary, such files and accessory documents as it does not itself require. The contracting States shall ensure that all information relating to the execution of the present Convention is supplied by the offices concerned and agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices without resort to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. The funds of the Organisation as existing on December 31st, 1922, shall be distributed. Prepaid interest on mortgage, communal and other loans for the year 1923 which was paid to the Organisation immediately and which became due in 1922, shall not be refunded.

2. With regard to immovable property, each of the States shall receive that which is situated in its territory. In conformity with the above, the General Insurance Organisation for Employees' Pensions shall hand over :

(a) To the Republic of Austria :

The premises and land situated in Vienna V, Vienna XVII, at Salzburg, Graz and at Fözl near Aflenz ; and also the rural property at Saalbach, near Zell am See, called " *Oberreitgut* " ;

(b) To the Czechoslovak Republic :

The Organisation's premises and land situated at Prague and the Rest Home at Luhačovice ;

(c) To the Republic of Poland :

The Organisation's premises at Lwów.

The rights and obligations of the Organisation in respect of the General Utility Association of Public and Private Insurance Organisations, a limited liability company in Vienna, shall devolve on the Republic of Austria ; those in respect of the Association for the Building of Employees' Dwellings, founded by the Assicurazioni Generali, the Riunione Adriatica di Sicurtà, the Insurance Organisation against Accidents to Workmen at Trieste and of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions at Vienna shall devolve on the Kingdom of Italy.

The fittings and appurtenances of the above-mentioned immovable property shall be assigned to the States which receive that property. The fittings and appurtenances of the central organisation and the provincial organisations at Vienna, Graz and Salzburg shall be assigned to the Republic

République tchécoslovaque, celui de l'établissement régional Lwów à la République de Pologne et celui de l'établissement régional Trieste au Royaume d'Italie.

3. Les prêts hypothécaire, régionaux et communaux sont assignés à cet Etat, dans lequel le débiteur a son domicile. En outre, passent à la République tchécoslovaque les prêts hypothécaires de 1,188.961,25 cour. et de 2.200.060,09 cour., d'un total de 3.389.021,34 cour., valeur 31 décembre 1922, émis à la maison de santé « Radium », société (par actions) à Jáchymov (*Joachimstal*) et à la société (par actions), « Helenenhof-Imperial-hotel » à Karlovy Vary (*Carlsbad*), l'une et l'autre ayant leur siège à Vienne. Les droits éventuels résultant de remboursements de prêts ou des quote-parts de prêts en tant que ces remboursements auraient été effectués à l'établissement général d'assurance des pensions d'employés en couronnes autrichiennes ou anciennes après la séparation des valeurs mobilières sont assignés à cet Etat dans lequel le débiteur a son domicile.

4. Les créances de l'établissement résultant de primes arriérées et d'autres avoirs qui existaient à la date du 31 décembre 1918 sont réparties de la manière suivante :

A la République d'Autriche	2.321.329,26 cour.
A la République Tchécoslovaque	4.432.392,72 »
A la République de Pologne	2.599.694,38 »
Au Royaume de Roumanie	574.477,92 »
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	135.222,94 »
Au Royaume d'Italie	1.375.710,57 »
Total	11.438.827,79 cour

Le droit de l'établissement de réclamer plus tard des primes passe à l'Etat national sur le territoire duquel l'emploi donnant lieu aux primes réclamées était occupé.

5. Tous les avoirs de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés envers ses anciens établissements régionaux et les établissements successeurs qui existaient à la date du 31 décembre 1922 et notamment ceux provenant de mandements d'encaissements, déduction faite des paiements effectués jusqu'à la date susdite sur compte de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés, passent à cet Etat auquel l'établissement successeur appartient. La République d'Autriche recevra la dette du compte courant de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés envers l'établissement d'assurance des pensions d'employés à Vienne.

6. Toutes les dettes de lombard de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés de la souscription des titres d'emprunt de guerre seront supportées par la République d'Autriche seule. Ces dettes en tant qu'elles ont été contractées envers des maisons de souscription sur le territoire de la République tchécoslovaque, c'est-à-dire concernant les dettes de lombard de

626.368 cour. valeur 31 décembre 1918 envers la Pražská úvěrní banka de Prague,
231.710 cour. valeur 31 décembre 1918 envers l'Obchodní banka, succursale à Prague,
autrefois Záložní úvěrní ustav à Králové Hradec.

954.686 cour. valeur 31 décembre 1918, envers la Německá agrární a průmyslová banka à Prague,

795.973 cour. valeur 31 décembre 1918, envers la Moravská agrární a průmyslová banka à Brno,

886.105 cour. valeur 31 décembre 1918, envers la Moravská eskomptní banka à Brno, seront soumises à la réglementation de laquelle la République d'Autriche et la République tchécoslovaque conviendront concernant le paiement de dettes privées en monnaie des anciennes couronnes. On ne pourra pas poursuivre en justice ces dettes de lombard jusqu'à la mise en vigueur de la convention respective.

L'argent comptant qui existait à la date du 31 décembre 1922 et les avoirs de l'établissement central existant à la date susdite envers la caisse d'épargne postale autrichienne et d'autres établissements financiers sont assignés à la République d'Autriche.

of Austria, those of the provincial organisations Prague I, Prague II, Brno I, Brno II and Opava shall be assigned to the Czechoslovak Republic, those of the provincial organisation at Lwow to the Republic of Poland, and those of the provincial organisation at Trieste to the Kingdom of Italy.

3. The mortgage, provincial and communal loans shall be assigned to the State in which the debtor is domiciled. The Czechoslovak Republic shall further receive the mortgage loans of 1,188,961.25 crowns and 2,200,060.09 crowns, totalling 3,389,021.34 crowns, value on December 31st, 1922, issued to the " Radium " Hospital, a joint-stock company, at Jáchymov (*Joachimstal*) and to the " Helenenhof-Imperial-hotel ", a joint-stock company, at Karlovy Vary (Carlsbad), each of these companies having its seat at Vienna. Any claims in respect of the repayment of loans or parts of loans made to the General Insurance Organisation for Employees Pensions' in Austrian or pre-war crowns, subsequent to the separation of the currencies, shall be assigned to the State in which the debtor is domiciled.

4. Debts to the Organisation resulting from premiums overdue and other assets, existing on December 31st, 1918, shall be distributed as follows :

To the Republic of Austria	2,321,329.26 crowns
To the Czechoslovak Republic	4,432,392.72 »
To the Republic of Poland	2,599,694.38 »
To the Kingdom of Roumania.	574,477.92 »
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	135,222.94 »
To the Kingdom of Italy	1,375,710.57 »
Total	11,438,827.79 crowns

The right of the Organisation to claim premiums at a later date shall be transferred to the State on whose territory the post in respect of which the premiums are claimed, was held.

5. All the assets of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions in respect of its former provincial organisations and of its successor organisations existing on December 31st, 1922, and in particular the assets resulting from orders for payment, but not including payments made up to the above-mentioned date for the account of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions, shall be transferred to the State to which the successor organisation belongs. The Republic of Austria shall receive the debt on the current account of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions in favour of the Insurance Organisation for Employees' Pensions at Vienna.

6. All the secured debts of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions in the form of war loan bonds shall be accepted by the Republic of Austria alone. In so far as these debts have been contracted towards issuing institutions in the territory of the Czechoslovak Republic, that is to say, the following secured debts :

- 626,368 crowns, value December 31, 1918, owing to the Pržská úvěrni banka of Prague.
- 231,710 crowns, value December 31, 1918, owing to the Prague branch of the Obchodní Bank, formerly the Záložni úvěrni ústav at Králové Hradec.
- 954,686 crowns, value December 31, 1918, owing to the Německá agrární a průmyslová banka at Prague.
- 795,973 crowns, value December 31, 1918, owing to the Moravská agrární a průmyslová banka at Brno.
- 886,105 crowns, value December 31, 1918, owing to the Moravská eskomptní banka at Brno, shall be subject to regulations to be agreed upon between the Republics of Austria and Czechoslovakia with regard to the payment of private debts in the former crowns currency. These secured debts may not be sued for until the relevant convention has come into force.

Cash in hand on December 31, 1922, and the assets of the Central Organisation existing on the said date in favour of the Austrian Postal Savings Bank and other financial institutions shall be assigned to the Republic of Austria.

7. Les effets qui existaient à la date du 31 décembre 1922 avec les coupons à partir du 1^{er} janvier 1923 sont assignés sans marque quelconque aux Parties contractantes de la manière suivante. Il revient :

A la République d'Autriche	51,05249	pour cent
A la République tchécoslovaque	37,26085	» »
Au Royaume d'Italie	5,55161	» »
A la République de Pologne.	4,42579	» »
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes . .	1,48687	» »
Au Royaume de Roumanie	0,22239	» »

Afin de balancer les restes indivisibles on prendra pour base les valeurs estimatives à la date du 29 décembre 1922 de la chambre de bourse à Vienne (N^o 10/1922 du bulletin officiel de la chambre de bourse à Vienne).

Vu qu'il résulte de la répartition susdite :

Pour la République d'Autriche une plus-value de	4.455.000	cour.
Pour le Royaume de Roumanie une plus-value de	368.000	»
Pour le Royaume d'Italie une plus-value de	1.418.000	»
par contre :		
Pour la République tchécoslovaque une moins-value de . .	2.614.000	»
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes une moins-value de	1.247.000	»
Et pour la République de Pologne une moins-value de . .	2.370.000	»

La République d'Autriche sera obligée de payer :

A la République tchécoslovaque le montant de	2.614.000	»
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le montant de	1.247.000	»
A la République de Pologne le montant de	584.000	»

En outre à la République de Pologne seront à payer :

Par le Royaume de Roumanie le montant de	368.000	»
Par le Royaume d'Italie le montant de	1.418.000	»

La République d'Autriche, le Royaume d'Italie et le Royaume de Roumanie verseront ces montants dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la convention aux légations des Etats respectifs à Vienne ou aux bureaux désignés par celles-ci à Vienne. La République d'Autriche s'engage à pourvoir à ce que les marques des effets soient annulées, et à ce que les listes des numéros présentées à la commission des réparations soient rectifiées ; en outre, elle s'engage à mettre dans le délai susdit à la disposition de la légation de la République tchécoslovaque à Vienne au lieu du dépôt les effets qui reviennent à cet Etat d'après les dispositions précédentes et accorder gratuitement l'autorisation d'exporter ces effets.

Les détails de la répartition des titres résultent des annexes I-VII qui constituent une partie intégrante de la présente convention.

8. La République d'Autriche et la République tchécoslovaque s'engagent à verser chacune le montant de 375.000.000 cour. à la République de Pologne et le montant de 250.000.000 cour. au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en argent comptant.

Elles verseront les montants aux légations des Etats respectifs à Vienne ou aux bureaux désignés par celles-ci à Vienne dans un délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la convention.

9. Les droits et les expectatives en vertu du service du personnel de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés et du personnel des anciens établissements régionaux passent à ces établissements successeurs, au service desquels les employés ont passé. Les établissements successeurs se chargent aussi des pensions de retraite et des pensions de grâce des anciens employés en retraite et des membres survivants des familles des employés de ces établissements régionaux qui sont situés dans leur district.

L'établissement général d'assurance des pensions à Prague se charge encore de la quote-part de la pension de l'ancien secrétaire général suppléant de l'établissement, restant après avoir passé un arrangement avec l'établissement au sujet de la moitié de la retraite, en arrondissant cette quote-part à 500 cour. tchécoslovaques par mois pour lui et, le cas échéant, de la pension douaire et pupillaire

7. The securities existing on December 31st, 1922, with coupons as from January 1st, 1923, shall be assigned to the Contracting Parties, without any inscriptions upon them, as follows :

To the Republic of Austria, 51.05249 per cent.
To the Czechoslovak Republic, 37.26085 per cent ;
To the Kingdom of Italy, 5.55161 per cent ;
To the Republic of Poland, 4.42579 per cent ;
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, 1.48687 per cent ;
To the Kingdom of Roumania, 0.22239 per cent.

In order to adjust indivisible remainders the basis taken shall be the estimated values on December 29th, 1922, on the Vienna Stock Exchange (No. 10/1922 of the Official Bulletin of the Vienna Stock Exchange).

In view of the fact that the above distribution will represent :

For the Republic of Austria an excess share of 4,455,000 crowns.
For the Kingdom of Roumania an excess of 368,000 crowns.
For the Kingdom of Italy an excess of 1,418,000 crowns, whereas it will represent :

For the Czechoslovak Republic a deficiency of 2,614,000 crowns.
For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a deficiency of 1,247,000 crowns,

And for the Republic of Poland a deficiency of 2,370,000 crowns,

The Republic of Austria shall be required to pay :

To the Czechoslovak Republic 2,614,000 crowns.
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes 1,247,000 crowns.
To the Republic of Poland 584,000 crowns.

The Republic of Poland shall further receive :

From the Kingdom of Roumania 368,000 crowns.
From the Kingdom of Italy 1,418,000 crowns.

The Republic of Austria, the Kingdom of Italy and the Kingdom of Roumania shall pay these sums, within one month of the coming into force of the Convention, to the legations of the various States in Vienna, or to offices in Vienna designated by those legations. The Republic of Austria undertakes to ensure that the inscriptions on these securities are removed and that the lists of the numbers submitted to the Reparation Commission are corrected ; it also undertakes to place at the disposal of the Legation of the Czechoslovak Republic in Vienna, within the said period, at the place of deposit the securities which fall to that State under the foregoing provisions and to grant free of charge permission to export these securities.

The detailed distribution of the securities appears in Annexes I to VII, which shall constitute an integral part of the present Convention.

8. The Republic of Austria and the Czechoslovak Republic undertake to pay each the sum of 375 million crowns to the Republic of Poland and the sum of 250 million crowns to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in cash.

They shall pay these sums to the legations of the respective States in Vienna or to offices in Vienna designated by those legations, within one month from the coming into force of the Convention.

9. The claims and contingent benefits in respect of the service of the staff of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions and of the staff of the former provincial organisations shall be transferred to the successor organisations into whose service the employees passed. The successor organisations shall also be responsible for the retiring pensions and gratuities of former retired employees and of surviving members of the families of the employees of those provincial organisations which are situated in their district.

The General Insurance Organisation for Employees' Pensions at Prague further undertakes to pay the share of the pension of the former assistant secretary-general of the Organisation remaining over after the conclusion of an agreement with the Organisation concerning half of the pension, this share to be fixed at the round sum of 500 Czechoslovak crowns per month in the case of the

en arrondissant la première à 200 cour. tchécoslovaques et la dernière pour chaque enfant à 40 cour. tchécoslovaques par mois ; cependant, le susnommé sera autorisé à demander le montant de 100.000 cour. tchécoslovaques comme arrangement dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la convention, en renonçant toutefois à la pension et aux expectatives des membres survivants de sa famille.

La République d'Autriche se charge des retraites et des pensions douaires et pupillaires de l'ancien secrétaire général de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés et des employés ployés de l'établissement central qui n'ont passé au service d'aucun établissement successeur en accommodant ces pensions ou expectatives au règlement pour les employés des autorités fédérales.

10. Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

11. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur 14 jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :
D^r Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :
Wilhelm THAA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

En vue de préciser les conditions dans lesquelles devront être exécutées certaines clauses de la convention relative à l'établissement général d'assurances des pensions d'employés il est entendu entre les Hautes Parties contractantes,

1. Que les titres d'emprunt de guerre à remettre par la République d'Autriche conformément à l'article I, section B, N° 7 de la convention susdite seront munis de la marque : « *von der Republik Österreich nicht übernommen* » ;

2. Que les effets de chaque espèce, en tant qu'ils sont désignés dans les annexes de la convention susdite comme pas tirés au sort, seront répartis par égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux rangés conformément à l'article I, section B, N° 7, alinéa 1, de la convention susdite.

Fait à Vienne le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :
D^r Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :
Wilhelm THAA.

secretary and, in the event of his death, the Organisation shall also pay a pension to his widow and children, the former's pension being fixed at 200 Czechoslovak crowns and the pension of the latter at 40 Czechoslovak crowns for each child per month ; nevertheless, the above-mentioned secretary shall be permitted to demand a fixed sum of 100,000 Czechoslovak crowns within three months of the ratification of the Convention, at the same time renouncing the pensions and contingent benefits for the surviving members of his family.

The Republic of Austria undertakes to pay the pensions, including widows' and orphans' pensions, of the former secretary-general of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions and of the employees of the Central Organisation who have not entered the service of any successor organisation, these pensions or contingent benefits being subject to the regulations governing employees of the federal authorities.

10. The funds allocated to each State shall be transferred to the competent insurance organisation in accordance with the internal regulations of the State in question.

11. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which may become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claims on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain as far as concerns the General Insurance Organisation for Employees' Pensions.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

Wilhelm THAA.

ADDITIONAL PROTOCOL.

With a view to determining the conditions under which certain clauses of the Convention regarding the General Insurance Organisation for Employees' Pensions shall be executed, the High Contracting Parties agree :

1. That the war loan bonds to be handed over by the Republic of Austria in conformity with Article I, Section B, No. 7, of the above-mentioned Convention shall be inscribed *von der Republik Österreich nicht übernommen ;*

2. That the securities of each kind, in so far as they are described in the annexes of the above-mentioned Convention as not having to be drawn by lot, shall be distributed in the arithmetical order in which they are numbered between the States mentioned in Article I, Section B, No. 7, paragraph 1 of the above-mentioned Convention.

Done at Vienna, the twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

Wilhelm THAA

ANNEXE I

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE.

Valeur nominale	Dénomination des titres	Quote-part revenant					
		51.05249 %	37.26085 %	5.55161 %	4.42579 %	1.48687 %	0.22239 %
		à la République d'Autriche	à la République tchéco-slovaque	au Royaume d'Italie	à la République de Pologne	au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	au Royaume de Roumanie
505.600	I. Kriegsanleihe vom Jahre 1914	258.000	188.300	28.000	22.300	8.000	1.000
567.400	II. Kriegsanleihe vom Jahre 1915	290.000	211.000	32.000	25.000	8.400	1.000
81.830.300	III. Kriegsanleihe	41.776.400	30.490.600	4.543.000	3.621.600	1.216.700	182.000
300.03.000	IV. Kriegsanleihe (Staatsanleihe)	15.317.000	11.179.000	1.666.000	1.328.000	446.000	67.000
46.880.000	IV. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	23.933.000	17.468.000	2.603.000	2.075.000	697.000	104.000
70.415.000	V. Kriegsanleihe (Staatsanleihe)	35.949.000	26.237.000	3.909.000	3.116.000	1.047.000	157.000
39.085.000	V. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	19.954.000	14.563.000	2.169.000	1.731.000	581.000	87.000
110.000.000	VI. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	56.158.000	40.987.000	6.107.000	4.868.000	1.635.000	245.000
75.000.000	VII. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	38.289.000	27.946.000	4.164.000	3.319.000	1.115.000	167.000
100.208.000	VIII. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	51.159.000	37.338.000	5.563.000	4.435.000	1.490.000	223.000
554.494.300	II revient proportionnellement	283.083.400	206.607.900	30.784.000	24.540.900	8.244.100	1.234.000
		283.083.147	206.609.289	30.783.361	24.540.753	8.244.610	1.233.140
	par conséquent	+ 253	— 1.389	+ 639	+ 147	— 510	+ 860

ANNEX I.

LIST SHOWING THE DISTRIBUTION OF WAR LOAN BONDS.

Nominal value	Description of bonds	Share of					
		51,05249 %	37,26085 %	5,55161 %	4,42579 %	1,48687 %	0,22239 %
		to the Republic of Austria	to the Czechoslovak Republic	to the Kingdom of Italy	to the Republic of Poland	to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	to the Kingdom of Roumania
505,600	I. Kriegsanleihe vom Jahre 1914	258,000	188,300	28,000	22,300	8,000	1,000
567,400	II. Kriegsanleihe vom Jahre 1915	290,000	211,000	32,000	25,000	8,400	1,000
81,830,300	III. Kriegsanleihe	41,776,400	30,490,600	4,543,000	3,621,600	1,216,700	182,000
300,03,000	IV. Kriegsanleihe (Staatsanleihe)	15,317,000	11,179,000	1,666,000	1,328,000	446,000	67,000
46,880,000	IV. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	23,933,000	17,468,000	2,603,000	2,075,000	697,000	104,000
70,415,000	V. Kriegsanleihe (Staatsanleihe)	35,949,000	26,237,000	3,909,000	3,116,000	1,047,000	157,000
39,085,000	V. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	19,954,000	14,563,000	2,169,000	1,731,000	581,000	87,000
110,000,000	VI. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	56,158,000	40,987,000	6,107,000	4,868,000	1,635,000	245,000
75,000,000	VII. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	38,289,000	27,946,000	4,164,000	3,319,000	1,115,000	167,000
100,208,000	VIII. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	51,159,000	37,338,000	5,563,000	4,435,000	1,490,000	223,000
554,494,300		283,083,400	206,607,900	30,784,000	24,540,900	8,244,100	1,234,000
	Proportionate share	283,083,147	206,609,289	30,783,361	24,540,753	8,244,610	1,233,140
	Result	+ 253	- 1,389	+ 639	+ 147	- 510	+ 860

ANNEXE II

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE) REVENANT A LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE.

		51,05249 % de :		1.976.001.060 cour.		2.007.041.060 cour.	
Pièces	à	Dénomination des titres		à l'exclusion de		y compris les	
				effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés			
				Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse
13	10.000	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	130.000	104.000	130.000	104.000
5	10.000	4 % Görz Gradiska Ld. Hyp.	45.000	50.000	22.500.000	50.000	22.500.000
14	10.000	österreich Ndw. u. Südnordd.					
70	2.000	Vbdgs. Bhn.	87.000	280.000	243.600.000	280.000	243.600.000
1	10.000						
6	5.000	4 ½ % Anl. der Stadt Czernowitz	5.000	48.400	2.420.000	48.400	2.420.000
4	2.000						
2	200						
8	10.000						
8	5.000	4 % Anl. d. Stadt Krakau	150	120.400	180.600	120.400	180.600
2	200						
1	10.000	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	10.000	9.000	10.000	9.000
61	10.000	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	610.000	671.000	610.000	671.000
64	400	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23.000	25.600	5.888.000	25.600	5.888.000
1	10.000	4 ½ % Istrianer Kommunal-Kred. Obl.	45.000	121.000	54.450.000	121.000	54.450.000
18	5.000						
21	1.000						
6	20.000						
36	10.000	4 % öst. Staatsrentenanl.	840	1.426.000	11.978.400	1.426.000	11.978.400
473	2.000						
17	10.000	4 ½ % Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12.000	174.100	20.892.000	174.100	20.892.000
2	2.000						
1	100						
81	2.000	4 % Mairente	1.090	163.400	1.781.060	163.400	1.781.060
7	200						
36	420	5 ¾ % Elis. Westb. Akt. I. Em.	10.000	15.120	1.512.000	15.120	1.512.000
1	10.000	4 % Böhmischer Westb. Prior	123.000	18.000	22.140.000	18.000	22.140.000
4	2.000						
33	300	4 % Pilsen-Priesen Bhn. Prior	120.000	9.900	11.880.000	9.900	11.880.000
1	10.000	4 % Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123.000	10.000	12.300.000	10.000	12.300.000
(138) 133	400	5 ¼ % Linz-Budw. Eisb. Akt.	150.000	53.200	79.800.000	55.200	82.800.000
16	2.000	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2.000	32.800	656.000	33.400	668.000
4	200						
oder (1)	(600)						
10	2.000	4 % conv. Kronenrente	1.050	20.000	210.000	20.000	210.000
13	200	Aktien der Obchodni Banka.	2.137	2.600	5.556.200	2.600	5.556.200
A reporter							

ANNEX II.

SHARE OF SECURITIES (EXCLUDING WAR LOAN BONDS) FALLING TO THE
REPUBLIC OF AUSTRIA.

51.05249 % of :

1,976,001,060 crowns

2,007,041,060 crowns

No.	at	Description of Securities	excluding		including		
			securities already drawn for, but not yet repaid				
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices	
13	10,000	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	130,000	104,000	130,000	104,000
5	10,000	4% Görz Gradiska Ld. Hyp.	45,000	50,000	22,500,000	50,000	22,500,000
14	10,000	österreich Ndw. u. Südnordd.					
70	2,000	Vbdgs. Bhn.	87,000	280,000	243,600,000	280,000	243,600,000
1	10,000						
6	5,000	4 ½% Anl. der Stadt Czerno-					
4	2,000	witz	5,000	48,400	2,420,000	48,400	2,420,000
2	200						
8	10,000						
8	5,000	4% Anl. d. Stadt Krakau .	150	120,400	180,600	120,400	180,600
2	200						
1	10,000	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld.					
		Hyp. Anst.	90	10,000	9,000	10,000	9,000
61	10,000	4 ½% Pfdbfe. d. Grazer Gem.					
		Spark.	110	610,000	671,000	610,000	671,000
64	400	3 ½% Ung. Gal. Eisenb.					
		Prior.	23,000	25,600	5,888,000	25,600	5,888,000
1	10,000						
18	5,000	4 ½% Istrianer Kommunal-					
21	1,000	Kred. Obl.	45,000	121,000	54,450,000	121,000	54,450,000
6	20,000						
36	10,000	4% öst. Staatsrentenanl.	840	1,426,000	11,978,400	1,426,000	11,978,400
473	2,000						
17	10,000	4 ½% Krainische Ld. Bk.					
2	2,000	Komm. Schldsch.	12,000	174,100	20,892,000	174,100	20,892,000
1	100						
81	2,000	4% Mairente	1,090	163,400	1,781,060	163,400	1,781,060
7	200						
36	420	5 ¾% Elis. Westb. Akt. I.					
		Em.	10,000	15,120	1,512,000	15,120	1,512,000
1	10,000						
4	2,000	4% Böhmischer Westb. Prior	123,000	18,000	22,140,000	18,000	22,140,000
33	300	4% Pilsen Priesen Bhn. Prior	120,000	9,900	11,880,000	9,900	11,880,000
1	10,000	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn.					
		Prior.	123,000	10,000	12,300,000	10,000	12,300,000
(138)133	400	5 ¼% Linz Budw. Eisb. Akt.	150,000	53,200	79,800,000	55,200	82,800,000
16	2,000						
4	200	4% Gal Karl Ludw. Bhn.					
oder (1)	(600)	Prior.	2,000	32,800	656,000	33,400	668,000
10	2,000	4% conv. Kronenrente . .	1,050	20,000	210,000	20,000	210,000
13	200	Aktien der Obchodni Banka.	2,137	2,600	5,556,200	2,600	5,556,200
		Carried Forward					

ANNEXE II (suite).

51.05249 % de :

1.976.001.060 cour.

2.007.041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les		
			effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés				
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse	
Report							
I	2.000	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	3.400	5.780	3.400	5.780
I	1.000						
2	200						
I	10.000	4% österr. Märzrente . . .		12.000	100.800	12.000	100.800
I	2.000						
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹ . . .		—	—	—	—
153	10.000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	1.530.000	3.825.000	1.530.000	3.825.000
(337)318	400	3½% Nordwestb. Prior.	57.200	127.200	72.504.000	134.800	76.836.000
(6)	6	4% österr. N. W. und Südno. Vbdgs. Bhn.	87.000	504.000	438.480.000	513.200	446.484.000
(226)222	2.000						
(3)	(400)						
27	10.000	Grazer Gemeindesparkasse.	110	270.000	297.000	270.000	297.000
Il revient proportionnellement par conséquent					1.013.740.840		1.029.188.840
					1.008.797.744		1.024.644.437
					+ 4.943.096		+ 4.444.403

¹ Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEXE III

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE)
REVENANT A LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

37,26085 % de :

1.976.001.060 cour.

2.007.041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les		
			effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés				
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse	
9	10.000	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe.	80	90.000	72.000	90.000	72.000
4	10.000	4% Görz Gradiska Ld Hyp.	45.000	40.000	18.000.000	40.000	18.000.000
85	2.000	4% österr. Ndw. u. Südno. Vbdgs. Bhn.	87.000	204.400	177.828.000	204.400	177.828.000
86	400						
3	1.000	4½% Anl. der Stadt Czernowitz	5.000	35.400	1.770.000	35.400	1.770.000
162	200						
A reporter							

ANNEX II (continued).

51.05249 % of :

1,976,001,060 crowns

2,007,041,060 crowns

No.	at	Description of Securities	excluding		including	
			securities already drawn for, but not yet repaid			
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
		Brought Forward				
I	2,000	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst. 170	3,400	5,780	3,400	5,780
I	1,000					
2	200					
I	10,000	4% österr. Märzrente	12,000	100,800	12,000	100,800
I	2,000					
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—
153	10,000	5% Schatzscheine der Stadt Wien 250	1,530,000	3,825,000	1,530,000	3,825,000
(337)	318	3½% Nordwestb. Prior. 57,200	127,200	72,504,000	134,800	76,836,000
(6)	6	4% österreich. N. W. und Südno. Vbdgs. Bhn. 87,000	504,000	438,480,000	513,200	446,484,000
(226)	222					
(3)	2,000					
(3)	(400)					
27	10,000	Grazer Gemeindesparkasse. 110	270,000	297,000	270,000	297,000
		Proportionate share		1,013,740,840		1,029,188,840
				1,008,797,744		1,024,644,437
		Result		+ 4,943,096		+ 4,444,403

¹ Repaid in full on June 7th, 1923.

ANNEX III.

SHARE OF SECURITIES (EXCLUDING WAR LOAN BONDS) FALLING TO THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

37.26085 % of :

1,976,001,060 crowns

2,007,041,060 crowns

No.	at	Description of Securities	excluding		including	
			securities already drawn for, but not yet repaid			
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
9	10,000	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe. 80	90,000	72,000	90,000	72,000
4	10,000	4% Görz Gradiska Ld. Hyp. 45,000	40,000	18,000,000	40,000	18,000,000
85	2,000	österreich. Ndw. u. Südno. Vbdgs. Bhn. 87,000	204,400	177,828,000	204,400	177,828,000
86	400					
3	1,000	4½% Anl. der Stadt Czernowitz 5,000	35,400	1,770,000	35,400	1,770,000
162	200					
		Carried Forward				

ANNEXE III (suite).

37,26085 % de :

1.976.001.060 cour.

2.007,041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les		
			effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés				
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse	
		Report					
44	2.000	4% Anl. d. Stadt Krakau	150	88.000	132.000	88.000	132.000
1	10.000	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	10.000	9.000	10.000	9.000
44	10.000	4 ½% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	440.000	484.000	440.000	484.000
(47) 46	400	3 ½% Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23.000	18.400	4.232.000	18.800	4.324.000
2	10.000	4 ½% Istrianer Kommunal Kred. Obl.	45.000	88.000	39.600.000	88.000	39.600.000
8	1.000	4% öst. Staatsrentenanl.	840	1.040.000	8.736.000	1.040.000	8.736.000
520	2.000	4 ½% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12.000	127.000	15.240.000	127.000	15.240.000
4	10.000	4% Mairente	1.090	119.200	1.299.280	119.200	1.299.280
40	2.000	5 ¾% Elis. Westb. Akt. I. Em.	10.000	10.920	1.092.000	10.920	1.092.000
7	1.000	4% Böhmischer Westb. Prior	123.000	14.000	17.220.000	14.000	17.220.000
57	2.000	4% Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120.000	7.200	8.640.000	7.200	8.640.000
26	200	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123.000	—	—	—	—
26	420	5 ¼% Linz Budw. Eisb. Akt.	150.000	38.800	58.200.000	40.400	60.600.000
7	2.000	4% Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2.000	24.000	480.000	24.400	488.000
(7) 15	600	4% conv. Kronenrente	1.050	14.000	147.000	14.000	147.000
5	200	Aktien der Obchodní Banka.	2.137	2.000	4.274.000	2.000	4.274.000
7	2.000	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	3.000	5.100	3.000	5.100
10	200	4% österr. Märzrente	840	10.000	84.000	10.000	84.000
1	2.000	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—	—
1	1.000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	1.120.000	2.800.000	1.120.000	2.800.000
1	10.000	3 ½% Nordwestb. Prior.	57.800	92.800	52.896.000	98.400	56.088.000
—	—	4% österreich. N. W. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87.000	368.000	320.160.000	374.800	326.076.000
112	10.000	Grazer Gemeindesparkasse.	110	200.000	220.000	200.000	220.000
(246) 232	400				733.620.380		745.228.380
(2) (400)					736.274.791		747.840.559
(187) 184	2.000				—		—
20	10.000				2.654.411		2.612.179
		Il revient proportionnellement					
		par conséquent					

¹ Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEX III (continued).

37,26085 % of :

I.976.00I.060 crowns

2,007,04I,060 crowns

No.	at	Description of Securities	excluding		including			
			securities already drawn for, but not yet repaid					
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices		
		Brought Forward						
44	2,000	4% Anl. d. Stadt Krakau	150	88,000	132,000	88,000	132,000	
I	10,000	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	10,000	9,000	10,000	9,000	
44	10,000	4 ½% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	440,000	484,000	440,000	484,000	
(47)	46	400	3 ½% Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23,000	18,400	4,232,000	18,800	4,324,000
2	10,000	4 ½% Istrianer Kommunal. Kred. Obl.	45,000	88,000	39,600,000	88,000	39,600,000	
8	1,000							
520	2,000	4% öst. Staatsrentenanl.	840	I,040,000	8,736,000	I,040,000	8,736,000	
4	10,000	4 ½% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12,000	I27,000	15,240,000	I27,000	15,240,000	
40	2,000							
7	1,000							
57	2,000	4% Mairente	1,090	119,200	1,299,280	119,200	1,299,280	
26	200	5 ¾% Elis. Westb. Akt. I. Em.	10,000	10,920	1,092,000	10,920	1,092,000	
26	420							
7	2,000	4% Böhmischer Westb. Prior	123,000	14,000	17,220,000	14,000	17,220,000	
24	300	4% Pilsen Priesen Bhn. Prior.	120,000	7,200	8,640,000	7,200	8,640,000	
—	—	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123,000	—	—	—	—	
(101)	97	400	5 ¼% Linz Budw. Eisb. Akt.	150,000	38,800	58,200,000	40,400	60,600,000
7	2,000	4% Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2,000	24,000	480,000	24,400	488,000	
15	600							
(7)	5	200	4% conv. Kronenrente . .	1,050	14,000	147,000	14,000	147,000
10	200	Aktien der Obchodni Banka.	2,137	2,000	4,274,000	2,000	4,274,000	
I	2,000	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	3,000	5,100	3,000	5,100	
I	1,000							
—	—	4% österr. Märzrente . . .	840	10,000	84,000	10,000	84,000	
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹ . . .	—	—	—	—	—	
112	10,000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	I,120,000	2,800,000	I,120,000	2,800,000	
(246)	232	400	3 ½% Nordwestb. Prior. . .	57,800	92,800	52,896,000	98,400	56,088,000
(2)	(400)	4% österreich. N. W. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn. . . .	87,000	368,000	320,160,000	374,800	326,076,000	
(187)	184							
20	10,000	Grazer Gemeindeparkasse.	110	200,000	220,000	200,000	220,000	
		Proportionate share			733,620,380		745,228,380	
		Result			736,274,791		747,840,559	
					— 2,654,411		— 2,612,179	

¹ Repaid in full on June 7th, 1923.

ANNEXE IV

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE)
REVENANT AU ROYAUME D'ITALIE.

5.55161 % de :

1.976,001.060 cour.

2.007,041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les		
			Effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés				
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse	
1	10.000	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	10.000	8.000	10.000	8.000
1	10.000	4 % Görz Gradiska Ld. Hyp.	45.000	10.000	4.500.000	10.000	4.500.000
76	400	4 % österreich. Ndw. u. Süd-nordd. Vbdgs. Bhn.	87.000	30.400	26.448.000	30.400	26.448.000
26	200	4 ½ % Anl. der Stadt Czernowitz	5.000	5.200	260.000	5.200	260.000
2	2.000	4 % Anl. d. Stadt Krakau	150	13.000	19.500	13.000	19.500
2	1.000						
35	200	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
7	10.000	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	70.000	70.000	70.000	77.000
7	400	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23.000	2.800	644.000	2.800	644.000
13	1.000	4 ½ % Istrianer Kommunal Kred. Obl.	45.000	13.000	5.850.000	13.000	5.850.000
77	2.000	4 % österr. Staatsrentenanl.	840	154.000	1.293.600	154.000	1.293.600
11	1.000	4 ½ % Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12.000	18.900	2.268.000	18.900	2.268.000
37	200						
5	100	4 % Mairente	1.090	17.800	194.020	17.800	194.020
89	200	5 ¾ % Elis. Westb. Akt. I. Em.	10.000	1.680	168.000	1.680	168.000
4	420	4 % Böhm. Westb. Prior.	123.000	2.000	2.460.000	2.000	2.460.000
1	2.000	4 % Pilsen Priesen Bhn. Prior.	120.000	900	1.080.000	900	1.080.000
3	300	4 % Süd-nordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123.000	—	—	—	—
14	400	5 ¼ % Linz-Budw. Eisb. Akt.	150.000	5.600	8.400.000	6.000	9.000.000
5	600	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2.000	3.600	72.000	3.600	72.000
3	200						
1	2.000	4 % conv. Kronenrente	1.050	2.000	21.000	2.000	21.000
2	200	Aktien der Obchodnf Banka.	2.137	400	854.800	400	854.800
1	200	4 % Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	200	340	200	340
1	1.000	4 % österr. Märzrente	840	1.000	8.400	1.000	8.400
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—	—
17	10.000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien	250	170.000	425.000	170.000	425.000
(37)	35	3 ½ % Nordwestb. Prior.	57.000	14.000	7.980.000	14.800	8.436.000
(27)	21	4 % österreich. N. W. u. Süd-nordd. Vbdgs. Bhn.	87.000	54.800	47.676.000	56.000	48.720.000
(5)	32	Grazer Gemeindesparkasse	110	30.000	33.000	30.000	33.000
3	10.000						
Il revient proportionnellement par conséquent					110.740.660		112.840.660
					109.699.872		111.423.092
					+ 1.040.788		+ 1.417.568

¹ Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEX IV.

SHARE OF SECURITIES (EXCLUDING WAR LOAN BONDS) FALLING TO THE KINGDOM OF ITALY.

5.55161 % of :

1,976,001,060 crowns

2.007.041.060 crowns

No.	at	Description of Securities	excluding		including			
			securities already drawn for, but not yet repaid					
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices		
1	10,000	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	10,000	8,000	10,000	8,000	
1	10,000	4% Görz Gradiska Ld. Hyp.	45,000	10,000	4,500,000	10,000	4,500,000	
76	400	4% österreich. Ndw. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	30,400	26,448,000	30,400	26,448,000	
26	200	4 ½% Anl. der Stadt Czernowitz	5,000	5,200	260,000	5,200	260,000	
2	2,000	4% Anl. d. Stadt Krakau	150	13,000	19,500	13,000	19,500	
2	1,000							
35	200	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—	
7	10,000	4 ½% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	70,000	70,000	70,000	77,000	
7	400	3 ½% Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23,000	2,800	644,000	2,800	644,000	
13	1,000	4 ½% Istrianer Kommunal. Kred. Obl.	45,000	13,000	5,850,000	13,000	5,850,000	
77	2,000	4% österr. Staatsrentenanl.	840	154,000	1,293,600	154,000	1,293,600	
11	1,000	4 ½% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12,000	18,900	2,268,000	18,900	2,268,000	
37	200							
5	100	4% Mairente	1,090	17,800	194,020	17,800	194,020	
89	200	5 ¾% Elis. Westb. Akt. I. Em.	10,000	1,680	168,000	1,680	168,000	
4	420	4% Böhm. Westb. Prior.	123,000	2,000	2,460,000	2,000	2,460,000	
1	2,000	4% Pilsen Priesen Bhn. Prior.	120,000	900	1,080,000	900	1,080,000	
3	300	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123,000	—	—	—	—	
14	400	5 ¼% Linz-Budw. Eisb. Akt.	150,000	5,600	8,400,000	6,000	9,000,000	
5	600	4% Gal Karl Ludw. Bhn. Prior.	2,000	3,600	72,000	3,600	72,000	
3	200	4% conv. Kronenrente	1,050	2,000	21,000	2,000	21,000	
1	2,000	Aktien der Obchodni Banka.	2,137	400	854,800	400	854,800	
2	200	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	200	340	200	340	
1	1,000	4% österr. Märzrente	840	1,000	8,400	1,000	8,400	
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—	—	
17	10,000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	170,000	425,000	170,000	425,000	
(37)	35	400	3 ½% Nordwestb. Prior.	57,000	14,000	7,980,000	14,800	8,436,000
(27)	21	2,000	4% österreich. N. W. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	54,800	47,676,000	56,000	48,720,000
(5)	32	400	Grazer Gemeindesparkasse	110	30,000	33,000	30,000	33,000
						110,740,660		112,840,660
						109,699,872		111,423,092
						+ 1,040,788		+ 1,417,568
			Proportionate share					
			Result					

¹ Repaid in full on June 7th, 1923.

ANNEXE V

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE)
REVENANT A LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.

4.42579 % de :

1.976.001.060 cour.

2.007.041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les		
			effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés				
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse	
I	10.000	4% Tiroler Land.Hyp.Pfdbfe.	80	10.000	8.000	10.000	8.000
—	—	4% Görz-Gradiska Ld. Hyp.	45.000	—	—	—	—
61	400	4% österreich. Ndw. und Südnordd. Vbdgs. Bhn. .	87.000	24.400	21.228.000	24.400	21.228.000
22	200	4 ½% Anl.d.StadtCzernowitz	5.000	4.400	220.000	4.400	220.000
5	2.000	4% Anl. d. Stadt Krakau .	150	10.400	15.600	10.400	15.600
2	200						
—	—	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
5	10.000	4 ½% Pfdbfe d. Grazer Gem. Spark.	110	50.000	55.000	50.000	55.000
5	400	3 ½% Ung. Gal. Eisenb. Prior	23.000	2.000	460.000	2.000	460.000
I	10.000	4 ½% Istrianer Kommunal. Kred. Obl.	45.000	10.000	4.500.000	10.000	4.500.000
62	2.000	4% öst. Staatsrentenanl. .	840	124.000	1.041.600	124.000	1.041.600
15	1.000	4 ½% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12.000	15.100	1.812.000	15.100	1.812.000
I	100						
7	2.000	4% Mairente	1.090	14.000	154.780	14.200	154.780
I	200						
3	420	5 ¾% Elis. Westb. Akt.I.Em.	10.000	1.260	126.000	1.260	126.000
I	2.000	4% Böhm. Westb. Prior. . .	123.000	2.000	2.460.000	2.000	2.460.000
—	300	4% Pilsen-Priesen Bhn. Prior	120.000	900	1.080.000	900	1.080.000
—	—	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123.000	—	—	—	—
II	400	5 ¼% Linz-Budw. Eisb. Akt.	150.000	4.400	6.600.000	4.800	7.200.000
4	600	4% Gal. Karl Ludw Bhn. Prior.	2.000	2.800	56.000	3.000	60.000
(3)	200						
I	2.000	4% conv. Kronenrente . .	1.050	2.000	21.000	2.000	21.000
I	200	Aktien der Obchodní Banka .	2.137	200	427.400	200	427.400
I	200	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	200	340	200	340
—	—	4% österr. Märzrente . . .	840	—	—	—	—
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹ . .	—	—	—	—	—
13	10.000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	130.000	325.000	130.000	325.000
(29)	28	3 ½% Nordwestbahn Prior.	57.000	11.200	6.384.000	11.600	6.612.000
(22)	21	4% österreich. N. W und Südnordd. Vbdgs. Bhn. .	87.000	43.600	37.932.000	44.400	38.628.000
(I)	4						
2	10.000	Grazer Gemeindesparkasse .	110	20.000	20.000	20.000	22.000
Il revient proportionnellement par conséquent					84.928.720		86.456.720
					87.453.657		88.827.222
					2.524.937		2.370.702

¹ Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEX V.

SHARE OF SECURITIES (EXCLUDING WAR LOAN BONDS) FALLING TO THE
REPUBLIC OF POLAND.

4.42579 % of :

1,976,001,060 crowns

2,007,041,060 crowns

No.	at	Description of Securities	excluding		including		
			securities already drawn for, but not yet repaid				
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices	
I	10,000	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	10,000	8,000	10,000	8,000
—	—	4% Görz Gradiska Ld. Hyp.	45,000	—	—	—	—
61	400	4% österreich. Ndw. und Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	24,400	21,228,000	24,400	21,228,000
22	200	4 ½% Anl. d. Stadt Czernowitz	5,000	4,400	220,000	4,400	220,000
5	2,000	4% Anl. d. Stadt Krakau	150	10,400	15,600	10,400	15,600
2	200						
—	—	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
5	10,000	4 ½% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	50,000	55,000	50,000	55,000
5	400	3 ½% Ung. Gal. Eisenb. Prior	23,000	2,000	460,000	2,000	460,000
I	10,000	4 ½% Istrianer Kommunal. Kred. Obl.	45,000	10,000	4,500,000	10,000	4,500,000
62	2,000	4% öst. Staatsrentenanl.	840	124,000	1,041,600	124,000	1,041,600
15	1,000	4 ½% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12,000	15,100	1,812,000	15,100	1,812,000
I	100						
7	2,000	4% Mairente	1,090	14,000	154,780	14,200	154,780
I	200						
3	420	5 ¾% Elis. Westb. Akt. I. Em.	10,000	1,260	126,000	1,260	126,000
I	2,000	4% Böhm. Westb. Prior.	123,000	2,000	2,460,000	2,000	2,460,000
3	300	4% Pilsen-Priesen Bhn. Prior	120,000	900	1,080,000	900	1,080,000
—	—	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior	123,000	—	—	—	—
11	400	5 ¼% Linz-Budw. Eisb. Akt.	150,000	4,400	6,600,000	4,800	7,200,000
4	600	4% Gal. Karl. Ludw Bhn. Prior	2,000	2,800	56,000	3,000	60,000
(3)	2						
I	2,000	4% conv. Kronenrente	1,050	2,000	21,000	2,000	21,000
I	200	Aktien der Obchodní Banka.	2,137	200	427,400	200	427,400
I	200	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	200	340	200	340
—	—	4% österr. Märzrente	840	—	—	—	—
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—	—
13	10,000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	130,000	325,000	130,000	325,000
(29)	28	3 ½% Nordwestbahn Prior.	57,000	11,200	6,384,000	11,600	6,612,000
(22)	21	4% österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	43,600	37,932,000	44,400	38,628,000
(I)	4						
2	10,000	Grazer Gemeindeparkasse	110	20,000	20,000	20,000	22,000
Proportionate share					84,928,720		86,456,720
Result					87,453,657		88,827,222
					2,524,937		2,370,702

¹ Repaid in full on June 7th, 1923.

ANNEXE VI

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE)
REVENANT AU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

1,48687 % de :

1.976,001.060 cour.

2.007,041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les	
			effets déjà tirés au sort, mais pas encore remboursés			
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse
—	—	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe. 80	—	—	—	—
—	—	4% Görz-Gradiska Ld. Hyp. 45.000	—	—	—	—
20	400	4% österreich. Ndw. und Sudnordd. Vbdgs. Bhn. . 87.000	8.000	6.960.000	8.000	6.960.000
7	200	4 1/2% Anl. der Stadt Czernowitz 5.000	1.400	70.000	1.400	70.000
3	1.000	4% Anl. d. Stadt Krakau . 150	3.600	5.400	3.600	5.400
3	200					
—	—	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst. 90	—	—	—	—
2	10.000	4 1/2% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark. 110	20.000	22.000	20.000	22.000
2	400	3 1/2% Ung. Gal. Eisenb. Prior. 23.000	800	184.000	800	184.000
4	1.000	4% 1/2 Istrianer Kommunal. Kred. Obl. 45.000	4.000	1.800.000	4.000	1.800.000
21	2.000	4% öst. Staatsrentenanl. . 840	42.000	352.800	42.000	352.800
5	1.000	4 1/2% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch. 12.000	5.100	612.000	5.100	612.000
1	100					
24	200	4% Mairente 1.090	4.800	52.320	4.800	52.320
1	420	5 3/4% Elis. Westb. Akt. I. Em. 10.000	420	42.000	420	42.000
—	—	4% Böhm. Westb. Prior. . . 123.000	—	—	—	—
1	300	4% Pilsen Priesen Bhn. Prior. 120.000	300	360.000	300	360.600
—	—	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior. 123.000	—	—	—	—
4	400	5 1/4% Linz-Budw. Eisb. Akt. 150.000	1.600	2.400.000	1.600	2.400.000
5	200	4% Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior. 2.000	1.000	20.000	1.000	20.000
1	2.000	4% conv. Kronenrente . . 1.050	2.000	21.000	2.000	21.000
1	200	Aktien d. Obchodni Banka . 2.137	200	427.400	200	427.400
—	—	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst. 170	—	—	—	—
—	—	4% österr. Märzrente	—	—	—	—
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—
4	10.000	5% Schatzscheine der Stadt Wien 250	40.000	100.000	40.000	100.000
(10)	9	3 1/2% Nordwestbahn Prior . 57.000	3.600	2.052.000	4.000	2.280.000
(2)	7	4% österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn. . 87.000	14.800	13.876.000	14.800	12.876.000
(27)	2					
1	10.000	Grazer Gemeindesparkasse . 110	10.000	11.000	10.000	11.000
Il revient proportionnellement par conséquent				28.367.920		28.595.920
				29.380.567		29.842.091
				1.012.647		1.246.171

¹ Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEX VI.

SHARE OF SECURITIES (EXCLUDING WAR LOAN BONDS) FALLING TO THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

1.48687 % of :

1,976,001,060 crowns

2,007,041,060 crowns

No.	at	Description of Securities	excluding		including	
			securities already drawn for, but not yet repaid			
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
—	—	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe.	80	—	—	—
—	—	4% Görz Gradiska Ld. Hyp.	45,000	—	—	—
20	400	4% österreich. Ndw. und Sudnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	8,000	6,960,000	8,000 6,960,000
7	200	4 1/2% Anl. der Stadt Czernowitz	5,000	1,400	70,000	1,400 70,000
3	1,000	4% Anl. d. Stadt Krakau	150	3,600	5,400	3,600 5,400
3	200					
—	—	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—
2	10,000	4 1/2% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	20,000	22,000	20,000 22,000
2	400	3 1/2% Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23,000	800	184,000	800 184,000
4	1,000	4% 1/2 Istrianer Kommunal. Kred. Obl.	45,000	4,000	1,800,000	4,000 1,800,000
21	2,000	4% öst. Staatsrentenanl.	840	42,000	352,800	42,000 352,800
5	1,000	4 1/2% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12,000	5,100	612,000	5,100 612,000
1	100					
24	200	4% Mairente	1,090	4,800	52,320	4,800 52,320
1	420	5 3/4% Elis. Westb. Akt. I. Em.	10,000	420	42,000	420 42,000
—	—	4% Böhm. Westb. Prior.	123,000	—	—	—
1	300	4% Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120,000	300	360,000	300 360,600
—	—	4% Südnordd. (Vbdgs. Bhn. Prior.	123,000	—	—	—
4	400	5 1/4% Linz-Budw. Eisb. Akt.	150,000	1,600	2,400,000	1,600 2,400,000
5	200	4% Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2,000	1,000	20,000	1,000 20,000
1	2,000	4% conv. Kronenrente	1,050	2,000	21,000	2,000 21,000
1	200	Aktien d. Obchodni Banka	2,137	200	427,400	200 427,400
—	—	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	—	—	—
—	—	4% österr. Märzrente	—	—	—	—
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—
4	10,000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	40,000	100,000	40,000 100,000
(10)	9 400	3 1/2% Nordwestbahn Prior.	57,000	3,600	2,052,000	4,000 2,280,000
(2)	7 2,000	4% österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	14,800	13,876,000	14,800 12,876,000
(27)	2 400					
1	10,000	Grazer Gemeindesparkasse	110	10,000	11,000	10,000 11,000
Proportionate share					28,367,920	28,505,920
Result					29,380,567	29,842,091
					1,012,647	1,246,171

¹ Repaid in full on June 7th, 1923.

ANNEXE VII

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE)
REVENANT AU ROYAUME DE ROUMANIE.

0,22239 % de :

1.976,001.060 cour.

2.007,041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les		
			effets déjà tirés au sort, mais pas encore remboursés				
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse	
—	—	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	—	—	—	—
—	—	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp.	45.000	—	—	—	—
3	400	4 % österreich. Ndw. und Südnorrd. Vbdgs. Bhn.	87.000	1.200	1.044.000	1.200	1.044.000
I	200	4 ½ % Anl. d. Stadt Czernowitz	5.000	200	10.000	200	10.000
2	200	4 % Anl. d. Stadt Krakau	150	400	600	400	600
—	—	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
—	—	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	—	—	—	—
—	—	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior	23.000	—	—	—	—
I	1.000	4 ½ % Istrianer Kommunal-Kred. Obl.	45.000	1.000	450.000	1.000	450.000
3	2.000	4 % öst. Staatsrentenanl.	840	6.000	50.400	6.000	50.400
4	200	4 ½ % Krainische Ld, Bk, Komm. Schldsch.	12.000	800	96.000	800	96.000
3	200	4 % Mairente	1.090	600	6.540	600	6.540
—	—	5 ¾ % Elis. Westb. Akt. I, Em.	10.000	—	—	—	—
—	—	4 % Böhm. Westb. Prior.	123.000	—	—	—	—
—	—	4 % Pilsen Priesen Bhn. Prior.	120.000	—	—	—	—
—	—	4 % Südnorrd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123.000	—	—	—	—
I	400	5 ¼ % Linz Budw. Eisb. Akt.	150.000	400	600.000	400	600.000
I	200	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2.000	200	4.000	200	4.000
—	—	4 % conv. Kronenrente	1.050	—	—	—	—
—	—	Aktien der Obchodní Banka.	2.137	—	—	—	—
—	—	4 % Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	—	—	—	—
—	—	4 % österr. Märzrente	840	—	—	—	—
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—	—
I	10.000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien.	250	10.000	25.000	10.000	25.000
(2)	I 400	3 ½ % Nordwestbahn Prior.	57.000	400	228.000	400	456.000
(6)	6 400	4 % österreich. N. W. und Südnorrd. Vbdgs. Bhn.	87.000	2.400	2.088.000	2.400	2.088.000
—	—	Grazer Gemeindeparkasse.	110	—	—	—	—
Il revient proportionnellement par conséquent					4.602.540		4.830.540
					4.394.429		4.403.459
					+ 208.111		+ 367.081

¹ Remboursé en totalité le 7 juin 1923.D^r Jan BRABLEC.

Wilhelm THAA.

Copie certifiée conforme : Praha, le 23 août 1929.

Karel Kazbunda, Directeur des Archives. a. i.

ANNEX VII.

SHARE OF SECURITIES (EXCLUDING WAR LOAN BONDS) FALLING TO THE KINGDOM OF ROUMANIA.

0,22239 % of :			1.976.001.060 crowns		2.007.041.060 crowns	
No.	at	Description of Securities	securities already drawn for, but not yet repaid			
			excluding		including	
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
—	—	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	—	—	—
—	—	4% Görz Gradiska Ld. Hyp.	45,000	—	—	—
3	400	4% österreich. Ndw. und Südnorrd. Vbdgs. Bhn.	87,000	1,200	1,044,000	1,200
1	200	4 1/2% Anl. d. Stadt Czernowitz	5,000	200	10,000	200
2	200	4% Anl. d. Stadt Krakau	150	400	600	400
—	—	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—
—	—	4 1/2% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	—	—	—
—	—	3 1/2% Ung. Gal. Eisenb. Prior	23,000	—	—	—
1	1,000	4 1/2% Istrianer Kommunal Kred. Obl.	45,000	1,000	450,000	1,000
3	2,000	4% öst. Staatsrentenanl.	840	6,000	50,400	6,000
4	200	4 1/2% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12,000	800	96,000	800
3	200	4% Mairente	1,090	600	6,540	600
—	—	5 3/4% Elis. Westb. Akt. I. Em.	10,000	—	—	—
—	—	4% Böhm. Westb. Prior.	123,000	—	—	—
—	—	4% Pilsen Priesen Bhn. Prior.	120,000	—	—	—
—	—	4% Südnorrd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123,000	—	—	—
1	400	5 1/4% Linz Budw. Eisb. Akt.	150,000	400	600,000	400
1	200	4% Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2,000	200	4,000	200
—	—	4% conv. Kronenrente	1,050	—	—	—
—	—	Aktien der Obchodni Banka.	2,137	—	—	—
—	—	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	—	—	—
—	—	4% österr. Märzrente	840	—	—	—
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—
1	10,000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	10,000	25,000	10,000
(2)	1	3 1/2% Nordwestbahn Prior.	57,000	400	228,000	400
(6)	6	4% österreich. N. W. und Südnorrd. Vbdgs. Bhn.	87,000	2,400	2,088,000	2,400
—	—	Grazer Gemeindesparkasse	110	—	—	—
Proportionate share				4,602,540		4,830,540
Result				4,394,429		4,403,459
				+ 208,111		+ 367,081

¹ Repaid in full on June 7th, 1923.

Dr. Jan BRABLEC

Wilhelm THAA.

N° 2140.

AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention relative à l'établissement
d'assurances contre les accidents
du Syndicat officiel des chemins
de fer autrichiens, avec protocole
additionnel. Signés à Vienne, le
29 mars 1924.

AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention regarding the Organisa-
tion of the Austrian Railways
Official Syndicate for Insurance
against Accidents, with Additional
Protocol. Signed at Vienna,
March 29, 1924.

N^o 2140. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU SYNDICAT OFFICIEL DES CHEMINS DE FER AUTRICHIENS. SIGNÉE A VIENNE, LE 29 MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens à Vienne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Jan BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de Section au Ministère fédéral pour l'Administration Sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens sont réparties d'après les principes suivants :

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. En ce qui concerne les charges résultant des accidents survenus jusqu'à la fin du mois d'octobre 1918 qui étaient reconnues à cette date ou qui par suite de la continuation du fonctionnement dudit établissement ont été reconnues depuis lors jusqu'à la mise en vigueur de la présente convention, chacune des deux Parties contractantes assume la fraction de ces charges qui se rapporte aux personnes désignées plus spécialement sous N^o 2, qui ont droit à une rente de la part de l'établissement et qui, le 1^{er} février 1920, avaient leur domicile sur le territoire de l'État respectif. La République d'Autriche assume, en outre, les charges résultant des assurances des personnes ayant droit à une rente qui à la date du 1^{er} février 1920, étaient disparues ou qui à cette date avaient leur domicile hors des confins de l'ancien empire d'Autriche.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2140. — CONVENTION ² BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING THE ORGANISATION OF THE AUSTRIAN RAILWAYS OFFICIAL SYNDICATE FOR INSURANCE AGAINST ACCIDENTS. SIGNED AT VIENNA, MARCH 29, 1924.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention regarding the Vienna Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The insurance liabilities and the funds of the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents shall be distributed in accordance with the following principles :

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. As regards liabilities resulting from accidents occurring up to the end of October 1918 which were recognised at that date or which, owing to the continuation of the operation of the said Organisation, were recognised between that date and the coming into force of the present Convention, each of the two Contracting Parties shall accept the portion of those liabilities relating to the persons, designated more particularly under No. 2, who are entitled to a pension from the Organisation and who, on February 1, 1920, were domiciled in the territory of the State concerned. The Republic of Austria shall further accept the liabilities resulting from the insurance of persons entitled to a pension who, on February 1, 1920, had disappeared or who were domiciled at that date outside the boundaries of the former Austrian Empire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

2. Si l'assuré lui-même a été en vie le 1^{er} février 1920, l'obligation de supporter les charges de l'assurance dépendra de son domicile à cette date. Si l'assuré n'était plus en vie, le 1^{er} février 1920, l'obligation de supporter les charges de l'assurance dépendra, en premier lieu, du domicile que sa veuve avait à cette date, et s'il n'existait à cette époque pas de veuve ayant droit à une rente, du domicile, à cette date, de l'enfant le plus jeune pourvu d'un droit à une rente, et finalement, à défaut d'enfants ayant pareil droit du domicile, à cette date, du plus jeune des ascendants ayant pareil droit. Dans tous les cas, la Partie contractante assumant les charges de l'assurance en faveur d'une personne ayant droit à une rente, d'après les dispositions précédentes, se chargera aussi d'effectuer tous paiements, qu'ils soient échus ou qu'ils aient à échoir par la suite, à qui que ce soit des survivants de l'assuré, sans tenir compte de leur domicile à la date du 1^{er} février 1920.

3. Pour autant que les personnes ayant le 31 décembre 1923 droit à une rente possèdent à cette date la nationalité d'un autre Etat national que de celui auquel, d'après les principes susindiqués, incomberait la charge des paiements des rentes, les charges résultant de leurs assurances passeront à l'Etat dont elles possèdent ou acquerront ainsi la nationalité et cela à partir de la date à laquelle l'office chargé jusqu'alors du paiement des rentes aura fait valoir ce passage auprès de l'office compétent en vertu de la nationalité de l'assuré, et lui aura communiqué en même temps les données essentielles établissant la nationalité prétendue. L'office compétent en vertu du domicile à la date du 1^{er} février 1920 est cependant tenu de continuer les paiements jusqu'à ce que la nationalité de l'assuré soit établie d'un commun accord entre les deux Parties contractantes contre remboursement jusqu'à concurrence du montant que l'office dorénavant compétent aurait dû déboursier, dans l'intervalle, d'après ses propres dispositions légales en matière.

4. Les charges des assurances à porter au sens des dispositions précédentes incombent à partir du 31 octobre 1918, conformément aux règlements de l'Etat respectif, à l'office qui, dans l'Etat qui a assumé cette fraction des charges, a été chargé de l'administration des assurances des employés des chemins de fer contre les accidents ou qui a été désigné comme compétent pour cette administration par le gouvernement de cet Etat. Si toutefois, pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente convention, les charges d'une assurance ont été supportées en tout ou en partie par un autre office que celui qui y est compétent, d'après la présente convention, les paiements effectués sont considérés comme tenant lieu des paiements dus, d'après la présente convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés.

5. Par l'entrée en vigueur de la présente convention, toute activité de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens cessera.

6. La République d'Autriche remettra à la République tchécoslovaque les dossiers de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, qui ont trait aux charges des assurances à assumer par ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de trente ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas réparties, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de la République tchécoslovaque ou de l'office qui dans cet Etat a, d'après le N° 4, assumé la charge des assurances et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente convention soient fournis par les offices intéressés et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. On procédera à la répartition des fonds de l'établissement tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1922, déduction faite des priorités « *Sud-Norddeutsche Verbindungsbahn-Prioritätsobligationen* » d'une valeur nominale de 600.000 couronnes, vendues après cette date. Etant donné que la partie du produit de la vente des coupons revenant à l'année 1922 a été couchée en

2. If the insured person was himself alive on February 1st, 1920, the obligation to accept the insurance liabilities shall depend upon his domicile at that date. If the insured person was no longer living on February 1, 1920, the obligation to accept the insurance liabilities shall depend in the first place upon the domicile of his widow at that date and, if there was at that time no widow entitled to a pension, upon the domicile at that date of the youngest child entitled to a pension, and lastly, in the absence of children so entitled, upon the domicile at that date of the youngest ascendant relative having such claim. In every case the Contracting Party accepting the insurance liabilities on behalf of a person entitled to a pension in accordance with the foregoing provisions, shall also be responsible for making all payments which are due or which may subsequently fall due, to any of the surviving members of the family of the insured person, irrespective of their domicile on February 1, 1920.

3. In so far as the persons entitled on December 31, 1923, to a pension, at that date possess the nationality of another country than that responsible for the payment of pensions in accordance with the above-mentioned principles, the liabilities resulting from their insurance shall devolve upon the State whose nationality they possess or shall acquire. This responsibility shall begin from the date on which the office hitherto responsible for the payment of pensions shall have pleaded this transfer of responsibility to the office competent in virtue of the insured person's nationality and shall have at the same time communicated to it the essential particulars establishing the alleged nationality. The office competent in virtue of the place of domicile on February 1, 1920, shall, however, be required to continue payments until the nationality of the insured person is established by agreement between the two Contracting Parties and shall be refunded up to the amount which the office thenceforward competent would have had to disburse in the interim in accordance with its legal regulations in the matter.

4. The insurance liabilities to be accepted in virtue of the foregoing provisions shall, as from October 31, 1918, and in conformity with the regulations of the respective States, devolve upon the office which, in the State accepting this portion of the liabilities, is responsible for the administration of railway workers' insurance against accidents or which has been designated as competent in this matter by the Government of that State. If, however, during a period prior to the coming into force of the present Convention, the insurance liabilities have been borne wholly or partly by another office than the one competent under the present Convention, any payments made shall be regarded as taking the place of the payments due according to the present Convention, without any further arrangement having to be made between the offices concerned.

5. The whole of the work of the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents shall cease with the coming into force of the present Convention.

6. The Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic the files of the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for insurance against accidents which relate to the insurance liabilities to be accepted by the latter State, and it undertakes to preserve for thirty years from the coming into force of the present Convention those files and accessory documents which are not distributed and to allow them to be inspected by the authorised organs of the Czechoslovak Republic or of the office in that country which, in accordance with No. 4, has accepted the insurance liabilities, and to deliver to them, if necessary, such files and accessory documents as it does not itself require. The contracting States shall ensure that all information relating to the execution of the present Convention is supplied by the offices concerned, and they agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. The funds of the Organisation as existing on December 31, 1922, shall be distributed, with the exception of the *Sud-Norddeutsche Verbindungsbahn-Prioritätsobligationen* (preference bonds) to a nominal value of 600,000 crowns, sold after that date. In view of the fact that the portion of the yield from the sale of coupons relating to the year 1922 appears among the receipts

recette dans le bilan de l'établissement pour cette année, aucun remboursement ne sera effectué sur les coupons réalisés par l'établissement jusqu'à la fin du mois d'avril 1923.

2. L'immeuble de l'établissement sis à Vienne, VI^e arrondissement, Linke Wienzeile, 48-52, avec tout son inventaire, est assigné en totalité à la République d'Autriche qui se charge, par contre, de toutes les pensions de retraite de tous les fonctionnaires de l'établissement, tant retraités qu'en activité, exception faite pour les pensions de retraite des anciens employés qui, pendant la période du premier novembre 1918 au 31 décembre 1922, ont passé au service de la République tchécoslovaque ou d'un assureur de cet Etat. Les pensions résultant d'une mise à la retraite déjà effectuée par l'établissement sont cependant à la charge de la République d'Autriche.

3. Parmi les créances résultant de primes arriérées ordinaires d'un total de 28.327.083 couronnes et extraordinaires d'un total de 1.356.565 couronnes celles qui sont dirigées contre des débiteurs sur le territoire actuel de la République tchécoslovaque passeront à cet Etat. Le droit de l'établissement de réclamer des paiements supplémentaires du chef de l'insuffisance de la couverture passera dans la même étendue à la République tchécoslovaque.

4. Toutes les dettes de lombards payées sur le fonds de l'établissement sont considérées comme supportées par la République d'Autriche seule ; la République d'Autriche renonce à la moitié de la quote-part des fonds à répartir, qui devaient lui échoir proportionnellement aux rentes assumées à sa charge (section B, N^o 5).

5. Tout le reste des fonds à répartir de l'établissement, les actifs aussi bien que les passifs, est réparti en principe dans la proportion des chargés d'assurances assumées par l'Etat national respectif. Les quotes-parts revenant aux différents Etats nationaux qui renoncent réciproquement à toute rectification de ces quotes-parts pouvant trouver sa justification par le fait que la part assumée dans la charge d'assurance conformément aux stipulations contenues dans la section A, résulterait supérieure au pourcentage ci-dessous, sont fixées comme suit :

La République d'Autriche	26,8 %
La République tchécoslovaque	43,0 %
La République de Pologne	19,9 %
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	6,0 %
Le Royaume d'Italie	3,2 %
Le Royaume de Roumanie	1,1 %

Par suite de la renonciation de la République d'Autriche à la moitié de la quote-part des fonds mentionnée au N^o 4 et par suite de la répartition proportionnelle sur les autres Etats successeurs des 13,40 % devenus disponibles par cette renonciation, les pourcentages fixant la répartition effective du reste des fonds, résultent comme suit :

La République d'Autriche	13,40 %
La République tchécoslovaque	50,87 %
La République de Pologne	23,54 %
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	7,10 %
Le Royaume d'Italie	3,79 %
Le Royaume de Roumanie	1,30 %

6. Les avoirs et les créances ci-dessous énumérés sont assignés, à valoir sur les quotes-parts des Etats respectifs, à condition que les Parties contractantes ne fassent valoir à ce titre aucun droit contre le trésor autrichien, à savoir :

a) A la République tchécoslovaque :

1 ^o Avoir à l'office de chèques postaux de Prague en anciennes couronnes	1.546,46 cour.
2 ^o Prêt hypothécaire à la Société coopérative de Constructions « Lešetín » à Přerov	286,15 cour.
3 ^o Avance accordée pour la construction de chemin de fer « Vsetín—Velké-Karlovice »	324.326.— cour.

in the balance-sheet of the Organisation for that year, there shall be no refund in respect of coupons realised by the Organisation before the end of April 1923.

2. The Organisation's premises at 48-52, Linke Wienzeile, Vienna VI, together with the whole of the fittings and appurtenances, shall be assigned in their entirety to the Republic of Austria, which shall in return be responsible for all the retiring pensions of all officials of the Organisation, whether retired or in service, except the retiring pensions of former employees who, between November 1st, 1918 and December 31, 1922, entered, the service of the Czechoslovak Republic or of an insurance Organisation in that country. Nevertheless, the pensions of persons whose retirement has already been effected by the Organisation shall be paid by the Republic of Austria.

3. Of the debt resulting from ordinary arrears of premiums amounting to 28,327,083 crowns, and extraordinary arrears amounting to 1,356,565 crowns, those which are owed by persons in territory now belonging to the Czechoslovak Republic shall be transferred to that State. The right of the Organisation to claim additional payments by reason of insufficient cover shall be transferred to the Czechoslovak Republic to the same extent.

4. All secured debts paid out of the funds of the Organisation shall be regarded as borne by the Republic of Austria alone; the Republic of Austria shall renounce half its share of the funds to be distributed which should fall to it in proportion to the pensions liabilities which it assumes (Section B, No. 5).

5. All the rest of the Organisation's funds to be distributed, both assets and liabilities, shall in principle be distributed in proportion to the insurance liabilities assumed by the respective States. The shares falling to the different States which reciprocally renounce any rectification of these shares that they might claim on the grounds that the share of insurance liabilities assumed in accordance with the provisions in Section A exceeds the percentage given below, shall be fixed as follows:

Republic of Austria	26.8 %
Czechoslovak Republic	43.0 %
Republic of Poland	19.9 %
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	6.0 %
Kingdom of Italy	3.2 %
Kingdom of Roumania	1.1 %

Owing to the renunciation by the Republic of Austria of half of its share in the funds mentioned in No. 4, and in consequence of the proportional distribution between the other Succession States of the 13.40 % which becomes available by reason of this renunciation, the percentages determining the effective distribution of the remaining funds shall be as follows:

Republic of Austria	13.40 %
Czechoslovak Republic	50.87 %
Republic of Poland	23.54 %
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	7.10 %
Kingdom of Italy	3.79 %
Kingdom of Roumania	1.30 %

6. The assets and claims enumerated below shall be assigned, as a deduction from the shares of the respective States, on condition that the Contracting Parties make no claim under this heading against the Austrian Treasury, as follows:

(a) To the Czechoslovak Republic:

(1) Assets at the Prague Postal Cheque Office in former crowns, amounting to	1,546.46 crowns
(2) Mortgage loan to the "Lessetin" Building Co-operative Society at Píerov	286.15 crowns
(3) Loan granted for the construction of the "Vsetín-Velké-Karlovice" Railway	324,326.— crowns

b) A la République de Pologne :

1 ^o Avance accordée pour la construction du chemin de fer « Tarnopol—Zbaraż »	175.692.— cour.
2 ^o Créance contre la direction polonaise des chemins de fer à Lwów	32.773.— cour.
3 ^o Créance contre la direction polonaise des chemins de fer à Stanislawów	21.362.— cour.

c) Au Royaume d'Italie :

1 ^o Avoir à la Banca commerciale à Trieste	8.— lire
2 ^o Compte d'avance du chemin de fer de la Valsugana	775.254.— cour.
3 ^o Créance contre le chemin de fer « Trente—Malé »	2.935.567.— cour.
4 ^o Créance contre l'établissement d'assurances des ouvriers contre les accidents à Trieste	552.664.— cour.

7. Tous les avoirs et créances qui ne sont pas mentionnés sous les Nos 3 et 6 d'un total de 377.494.336 couronnes ainsi que l'argent comptant de l'établissement d'un total de 33.722.243 couronnes ensuite les engagements de l'établissement envers des tiers d'un total de 84.284.689 couronnes et consistant en dettes simples envers les administrations des chemins de fer, en paiements à effectuer en 1923 pour l'année 1922 et en dettes envers des créanciers différents, passent à la République d'Autriche qui, en retour, versera, à valoir sur les quotes-parts revenant aux autres Etats successeurs dans les éléments susvisés, les montants suivants, à savoir :

A la République tchécoslovaque	168.439.818 cour. autr.
A la République de Pologne	77.366.322 cour. autr.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slo- vènes	24.054.913 cour. autr.
Au Royaume d'Italie	8.302.214 cour. autr.
Au Royaume de Roumanie	4.312.871 cour. autr.

8. Les effets seront répartis proportionnellement et en nature. Le Gouvernement fédéral d'Autriche accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres dûment ajustés à livrer à la République tchécoslovaque.

Conformément à ce qui précède, les rentes d'avant-guerre d'une valeur nominale de 23.394.000 couronnes sont réparties de la manière suivante :

A la République d'Autriche un nominal de	3.134.800 cour.
A la République tchécoslovaque un nominal de	11.900.500 cour.
A la République de Pologne un nominal de	5.507.000 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slo- vènes un nominal de	1.661.000 cour.
Au Royaume d'Italie un nominal de	886.600 cour.
Au Royaume de Roumanie un nominal de	304.100 cour.

En vertu d'un accord spécial, la République tchécoslovaque cède sur sa quote-part au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de 800.000 couronnes, de sorte qu'il ne lui sera assigné en réalité qu'un nominal de 11.100.500 couronnes, tandis que le nominal à assigner au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sera porté à 2,461.000 couronnes.

Tous les autres effets seront répartis proportionnellement ; il revient

a) Sur les titres autrichiens d'un nominal de	24.408.100 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	3.270.600 cour.
A la République tchécoslovaque un nominal de	12.416.700 cour.

(b) To the Republic of Poland :

(1) Loan granted for the construction of the "Tarnopol-Zbaraz" Railway	175,692.— crowns
(2) Debt owed by the Polish railway directorate at Lwów	32,773.— crowns
(3) Debt owed by the Polish railway directorate at Stanislawów	21,362.— crowns

(c) To the Kingdom of Italy :

(1) Assets at the Banca Commerciale at Trieste	8 lire
(2) Loan account of the Valsugana railway	775,254.— crowns
(3) Debt owed by the "Trente-Malé" railway	2,935,567.— crowns
(4) Debt owed by the Workmen's Accident Insurance Organisation at Trieste	552,664.— crowns

7. All the assets and debts not mentioned under Nos. 3 and 6, amounting to a total of 377,494,336 crowns, together with the cash of the Organisation amounting to 33,722,243 crowns, and also the obligations of the Organisation towards third parties, amounting in all to 84,284,689 crowns, and consisting of simple debts to the railway administrations, payments to be made in 1923 in respect of the year 1922, and debts to various creditors, shall be transferred to the Republic of Austria, which shall in return pay in proportion to the shares falling to the other Succession States, as given above, the following amounts :

To the Czechoslovak Republic	168,439,818 Austrian crowns
To the Republic of Poland	77,366,322 Austrian crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	24,054,913 Austrian crowns
To the Kingdom of Italy	8,302,214 Austrian crowns
To the Kingdom of Roumania	4,312,871 Austrian crowns

8. The actual securities shall be distributed proportionately. The Federal Government of Austria shall grant free authorisation to export the securities (in due order) to be handed over to the Czechoslovak Republic.

In conformity with the foregoing, the pre-war securities, to a nominal value of 23,394,000 crowns, shall be distributed as follows :

To the Republic of Austria a nominal value of	3,134,800 crowns
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	11,900,500 crowns
To the Republic of Poland a nominal value of	5,507,000 crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	1,661,000 crowns
To the Kingdom of Italy a nominal value of	886,600 crowns
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	304,100 crowns

In virtue of a special agreement, the Czechoslovak Republic shall out of its share hand over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of 800,000 crowns, with the result that it shall in fact only be assigned a nominal value of 11,100,500 crowns, whereas the nominal value to be assigned to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall be increased to 2,461,000 crowns.

All the other securities shall be divided proportionately, as follows :

(a) Austrian securities to a nominal value of	24,408,100 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	3,270,600 crowns
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	12,416,700 crowns

A la République de Pologne un nominal de	5.745.800 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	1.732.800 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	925.000 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de	317.200 cour.	
<i>b)</i> Sur les titres tchécoslovaques d'un nominal de		4.784.300 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	641.000 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de	2.433.800 cour.	
A la République de Pologne un nominal de	1.126.300 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	339.800 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	181.200 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de	62.200 cour.	
<i>c)</i> Sur les titres tchécoslovaques-autrichiens d'un nominal de		12.840.800 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	1.720.600 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de	6.532.200 cour.	
A la République de Pologne un nominal de	3.022.800 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	911.600 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	486.600 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de	167.000 cour.	
<i>d)</i> Sur les titres tchécoslovaques-polonais d'un nominal de		430.400 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	57.600 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de	219.000 cour.	
A la République de Pologne un nominal de	101.200 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	30.600 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	16.400 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de	5.600 cour.	
<i>e)</i> Sur les titres polonais d'un nominal de		6.980.000 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	935.400 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de	3.550.600 cour.	
A la République de Pologne un nominal de	1.643.000 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	495.600 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	264.600 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de	90.800 cour.	

To the Republic of Poland a nominal value of	5,745,800 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	1,732,800 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	925,000 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	317,200 crowns	
(b) Czechoslovak securities to a nominal value of		4,784,300 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	641,000 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	2,433,800 crowns	
To the Republic of Poland a nominal value of	1,126,300 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	339,800 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of .	181,200 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	62,200 crowns	
(c) Czechoslovak-Austrian securities to a nominal value of		12,840,800 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	1,720,600 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	6,532,200 crowns	
To the Republic of Poland a nominal value of	3,022,800 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	911,600 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	486,600 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	167,000 crowns	
(d) Czechoslovak-Polish securities to a nominal value of		430,400 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	57,600 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	219,000 crowns	
To the Republic of Poland a nominal value of	101,200 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	30,600 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	16,400 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	5,600 crowns	
(e) Polish securities to a nominal value of		6,980,000 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	935,400 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	3,550,600 crowns	
To the Republic of Poland a nominal value of	1,643,000 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	495,600 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	264,600 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	90,800 crowns	

f) Sur les titres polonais-roumains d'un nominal de	222.600 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	30.000 cour.
A la République tchécoslovaque un nominal de	113.200 cour.
A la République de Pologne un nominal de	52.400 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	15.800 cour.
Au Royaume d'Italie un nominal de	8.400 cour.
Au Royaume de Roumanie un nominal de	2.800 cour.
g) Sur les titres autrichiens-italiens-serbes-croates-slovènes d'un nominal de	2,083.200 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	279.200 cour.
A la République tchécoslovaque un nominal de	1.059.800 cour.
A la République de Pologne un nominal de	490.400 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	147.800 cour.
Au Royaume d'Italie un nominal de	79.000 cour.
Au Royaume de Roumanie un nominal de	27.000 cour.
h) Sur les titres d'emprunt de guerre d'un nominal de	84.500.000 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	11.323.000 cour.
A la République tchécoslovaque un nominal de	42.985.200 cour.
A la République de Pologne un nominal de	19.891.300 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	5.999.500 cour.
Au Royaume d'Italie un nominal de	3.202.500 cour.
Au Royaume de Roumanie un nominal de	1.098.500 cour.

La répartition des espèces respectives des titres résulte des annexes I-IX qui constituent une partie intégrante de la présente convention.

9. Dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la présente convention, le Gouvernement autrichien versera à la Légation de la République tchécoslovaque à Vienne le montant en argent comptant dû à cet Etat d'après les dispositions du N° 7, et mettra à la disposition de cette légation au lieu du dépôt, les titres qui reviennent à cet Etat d'après les dispositions du N° 8 et annexes.

10. Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués à chaque Etat sera soumise à la réglementation intérieure de ce dernier.

11. Chacune des deux Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette convention.

(f)	Polish-Roumanian securities to a nominal value of	222,600 crowns
	To the Republic of Austria a nominal value of	30,000 crowns
	To the Czechoslovak Republic a nominal value of	113,200 crowns
	To the Republic of Poland a nominal value of	52,400 crowns
	To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	15,800 crowns
	To the Kingdom of Italy a nominal value of	8,400 crowns
	To the Kingdom of Roumania a nominal value of	2,800 crowns
(g)	Austrian-Italian-Serb-Croat-Slovene securities to a nominal value of	2,083,200 crowns
	To the Republic of Austria a nominal value of	279,200 crowns
	To the Czechoslovak Republic a nominal value of	1,059,800 crowns
	To the Republic of Poland a nominal value of	490,400 crowns
	To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	147,800 crowns
	To the Kingdom of Italy a nominal value of	79,000 crowns
	To the Kingdom of Roumania a nominal value of	27,000 crowns
(h)	War loan bonds to a nominal value of	84,500,000 crowns
	To the Republic of Austria a nominal value of	11,323,000 crowns
	To the Czechoslovak Republic a nominal value of	42,985,200 crowns
	To the Republic of Poland a nominal value of	19,891,300 crowns
	To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	5,999,500 crowns
	To the Kingdom of Italy a nominal value of	3,202,500 crowns
	To the Kingdom of Roumania a nominal value of	1,098,500 crowns

The distribution of the various kinds of securities is given in Annexes I to IX, which shall constitute an integral part of the present Convention.

9. Within one month from the coming into force of the present Convention, the Austrian Government shall pay to the Czechoslovak Legation at Vienna the cash sum due to Czechoslovakia in accordance with the provisions of No. 7, and shall place at the disposal of that Legation at the place of deposit the securities falling to that State in accordance with the provision of No. 8 and the annexes.

10. The transfer to the competent insurance organisation of the funds allocated to each State shall be subject to the internal regulations of the latter.

11. Each of the two Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which might become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

Wilhelm THAA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

En vue de préciser les conditions dans lesquelles devront être exécutées certaines clauses de la convention relative à l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, les Hautes Parties contractantes ont convenu de ce qui suit :

1. Les titres d'emprunt de guerre à remettre par la République d'Autriche conformément à l'article premier, section B, N^o 8 de la convention susdite seront munis de la remarque : « *von der Republik Österreich nicht übernommen* ».

2. A défaut de coupures assez petites, la répartition des titres a parfois dû s'écarter un peu de la répartition établie dans les annexes de la convention susdite. La compensation a été accomplie sur base des valeurs estimatives de la Chambre de la Bourse à Vienne du 29 décembre 1922 d'abord par l'assignation de plus ou de moins d'autres titres et, en tant que cela fût possible, en monnaie comptante. La liste des numéros des titres revenant à la République tchécoslovaque en exécution de la convention susdite a été remise au délégué de la République tchécoslovaque. Cette liste servira de base à la répartition définitive des titres.

Fait à Vienne, le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

Wilhelm THAA.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claims against Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain concerning the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

Wilhelm THAA.

ADDITIONAL PROTOCOL.

With a view to defining the conditions which shall govern the execution of certain clauses in the Convention regarding the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents, the High Contracting Parties have agreed as follows :

(1) The war loan bonds to be handed over by the Republic of Austria, in conformity with Article I, Section B, No. 8 of the above-mentioned Convention, shall be inscribed "*von der Republik Österreich nicht übernommen.*"

(2) In the absence of bonds of sufficiently small value it has sometimes been necessary, in distributing the securities, to depart somewhat from the indications contained in the annexes to the above-mentioned Convention. The adjustment has been made on the basis of the estimated values on the Vienna Stock Exchange on December 29, 1922, firstly, by assigning a larger or smaller number of other securities and, when this was not possible, in cash. The list of the numbers of the securities to be transferred to the Czechoslovak Republic in execution of the above-mentioned Convention has been handed over to the Czechoslovak Delegate. This list shall serve as the basis for the final distribution of the securities.

Done at Vienna, the twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

Wilhelm THAA.

ANNEXE I

LISTE DE LA RÉPARTITION DES RENTES D'AVANT-GUERRE.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Konvert. steuerfreie einheitliche Kronenrente (Jänner-Juli)	4	I./I. 1923	2.800.000	492.800	1.871.000	865.900	261.200	139.400	47.800
Konvert. steuerfreie einheitliche Kronenrente (Jänner-Juli)	4	I./7. 1923	878.100						
Österr. steuerfreie amort. Staatsschatz-anweisungen 1914	4 ½	I./I. 1923	323.000	60.600	230.400	106.600	32.200	17.200	6.000
Österr. steuerfreie amort. Staatsschatz-anweisungen 1914	4 ½	I./7. 1923 Tirés	130.000						
Österr. steuerfreie Kronenrente (März-September)	4	I./3. 1923	17.850.000	2.392.000	8.280.300	4.202.000	2.067.300	676.400	232.000
Österr. Kronenrente (Juni-Dezember)	4	I./6. 1923	20.900	2.800	10.600	4.900	1.500	800	300
Österr. steuerfreie Investitions-Rente	3 ½	I./2. 1923	1.392.000	186.600	708.100	327.600	98.900	52.800	18.000
Total			23.394.000	3.134.800	11.100.400	5.507.000	2.461.100	886.600	304.100

ANNEX I.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF PRE-WAR GOVERNMENT STOCK.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Konvert. steuerfreie einheitliche Kronenrente (Jänner-Juli).	4	I./I. 1923	2,800,000	492,800	1,871,000	865,900	261,200	139,400	47,800
Konvert. steuerfreie einheitliche Kronenrente (Jänner-Juli).	4	I./7. 1923	878,100						
Österr. steuerfreie amort. Staatsschatz-anweisungen 1914	4 ½	I./I. 1923	323,000	60,600	230,400	106,600	32,200	17,200	6,000
Österr. steuerfreie amort. Staatsschatz-anweisungen 1914	4 ½	I./7. 1923 Tirés	130,000						
Österr. steuerfreie Kronenrente (März-September)	4	I./3. 1923	17,850,000	2,392,000	8,280,300	4,202,000	2,067,300	676,400	232,000
Österr. Kronenrente (Juni-Dezember) .	4	I./6. 1923	20,900	2,800	10,600	4,900	1,500	800	300
Österr. steuerfreie Investitions-Rente	3 ½	I./2. 1923	1,392,000	186,600	708,100	327,600	98,900	52,800	18,000
Total			23,394,000	3,134,800	11,100,400	5,507,000	2,461,100	886,600	304,100

ANNEXE II

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES AUTRICHIENS.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Eisenerz-Vordernberger Lokalbahn-Pr. Obl.	4	I./I.	244.400	32.800	124.200	57.600	17.400	9.200	3.200
Wiener Verkehrsanlagen. Anlehen in Kr. W., I, und II. Em.	4	I./4.	1.360.000	182.200	691.800	320.200	96.600	51.600	17.600
Anlehen der Stadt Wien v. J. 1908 .	4	I./6.	1.359.500	209.000	793.300	367.000	110.800	59.200	20.200
Österr. Boden-Kredit-Anstalt. Pfdbr. inh. 50 J. verlosbar . .	4	I./4.	3.690.000	494.400	1.877.200	868.600	262.000	139.800	48.000
Österr. Boden-Kredit-Anstalt, Pfdbr. Em. 1910, 65 J. verl. .	4	I./5.	990.000	132.600	503.600	233.000	70.200	37.600	13.000
Öster. Kredit-Institut für Verk. Unt. und ö. Arb., St. Gar. Obl. in Kr. W. . .	4	I./2.	6.460.200	865.600	3.286.400	1.520.800	458.600	244.800	84.000
Bregenzwaldbahn Pr. Obl. in Kr. W.	4	I./2.	150.000	20.200	76.400	35.400	10.600	5.600	1.800
Fürstenfeld-Hartberg Lokalbahn Pr. Wechselbahn . . .	4	I./2.	6.136.000	822.200	3.121.400	1.444.400	435.600	232.600	79.800
Fürstenfeld-Hartberg Lokalbahn Pr. Hartberg-Friedberg	4	I./2.	1.584.000	212.200	805.800	373.000	112.400	60.000	20.600
Göpfritz-Gross-Siegharts Lokalbahn Pr. in Kronen W. .	4	I./4.	272.000	36.400	138.400	64.000	19.200	10.400	3.600
Kühnsdorf-Eisenkappel Lokalbahn Pr. in Kronen W. .	4	I./2.	946.000	126.800	481.200	222.600	67.200	35.800	12.400
Lokalbahn Lambach-Haag Pr. Obl. in Kronen W. . . .	4	I./2.	1.016.000	136.200	517.000	239.200	72.200	38.400	13.000
Total			24.406.100	3.270.600	12.416.700	5.745.800	1.732.800	925.000	317.200

ANNEX II.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF AUSTRIAN SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Eisenerz-Vordernberger Lokalbahn-Pr. Obl.	4	I./I.	244,400	32,800	124,200	57,600	17,400	9,200	3,200
Wiener Verkehrsanlagen, Anlehen in Kr. W., I. und II. Em.	4	I./4.	1,360,000	182,200	691,800	320,200	96,600	51,600	17,600
Anlehen der Stadt Wien v. J. 1908 .	4	I./6.	1,359,500	209,000	793,300	367,000	110,800	59,200	20,200
Österr. Boden-Kredit-Anstalt, Pfdbr. inh. 50 J. verlosbar . .	4	I./4.	3,690,000	494,400	1,877,200	868,600	262,000	139,800	48,000
Österr. Boden-Kredit-Anstalt, Pfdbr. Em. 1910, 65 J. verl. .	4	I./5.	990,000	132,600	503,600	233,000	70,200	37,600	13,000
Öster. Kredit-Institut für Verk. Unt. und ö. Arb., St. Gar. Obl. in Kr. W. . .	4	I./2.	6,460,200	865,600	3,286,400	1,520,800	458,600	244,800	84,000
Bregenzeraldbahn Pr. Obl. in Kr. W.	4	I./2.	150,000	20,200	76,400	35,400	10,600	5,600	1,800
Fürstenfeld-Hartberg Lokalbahn Pr. Wechselbahn . .	4	I./2.	6,136,000	822,200	3,121,400	1,444,400	435,600	232,600	79,800
Fürstenfeld-Hartberg Lokalbahn Pr. Hartberg-Friedberg.	4	I./2.	1,584,000	212,200	805,800	373,000	112,400	60,000	20,600
Göpfritz-Gross-Siegharts Lokalbahn Pr. in Kronen W. .	4	I./4.	272,000	36,400	138,400	64,000	19,200	10,400	3,600
Kühnsdorf-Eisenkappel Lokalbahn Pr. in Kronen W. . .	4	I./2.	946,000	126,800	481,200	222,600	67,200	35,800	12,400
Lokalbahn Lambach-Haag Pr. Obl. in Kronen W. . . .	4	I./2.	1,016,000	136,200	517,000	239,200	72,200	38,400	13,000
Total			24,406,100	3,270,600	12,416,700	5,745,800	1,732,800	925,000	317,200

ANNEXE III

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES TCHÉCOSLOVAQUES.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Mähr. Grenzbahn Pr. Obl. in Kr. W. . . .	4	I./3.	334.800	45.000	170.200	78.800	23.800	12.600	4.400
Mähr. Schles. Zentralbahn Pr. Obl. in Kr. W.	4	I./I.	258.600	34.600	131.600	60.800	18.400	9.800	3.400
Pilsen-Priesener Bahn Pr. Obl. i. S.	4	I./I.	117.900	15.800	60.000	27.800	8.400	4.400	1.500
Südnorddeutsche Verbindungsbahn Pr. Obl. in S.	4	I./I.	1.278.400	171.200	650.400	301.000	90.800	48.400	16.600
Böhm. Landesbank Kom. Sch. V. inh. 78 J. verl. in Kr. W.	4	I./5.	2.340.000	313.600	1.190.400	550.800	166.200	88.600	30.400
Mähr. Hyp. Bank Pfdbr. inh. 54 ½ J. verl.	4	I./2.	144.000	28.600	108.800	50.400	15.200	8.200	2.800
Mähr. Hyp. Bank Pfdbr. inh. 54 ½ J. verl.	4	I./5.	70.000						
Erste Mähr. Spark. Pfdbr. inh. 55 J. verl.	4	I./I.	18.000	32.200	122.400	56.700	17.000	9.200	3.100
Erste Mähr. Spark. Pfdbr. inh. 55 J. verl.*	4	I./4.	222.600						
Total			4.784.300	641.000	2.433.800	1.126.300	339.800	181.200	62.200

* 200 cour.

ANNEX III.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF CZECHOSLOVAK SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Mähr. Grenzbahn Pr. Obl. in Kr. W. . . .	4	I./3.	334,800	45,000	170,200	78,800	23,800	12,600	4,400
Mähr. Schles. Zentralbahn Pr. Obl. in Kr. W.	4	I./I.	258,600	34,600	131,600	60,800	18,400	9,800	3,400
Pilsen-Priesener Bahn Pr. Obl. i. S.	4	I./I.	117,900	15,800	60,000	27,800	8,400	4,400	1,500
Südnorddeutsche Verbindungsbahn Pr. Obl. in S.	4	I./I.	1,278,400	171,200	650,400	301,000	90,800	48,400	16,600
Böhm. Landesbank Kom. Sch. V. inh. 78 J. verl. in Kr.W.	4	I./5.	2,340,000	313,600	1,190,400	550,800	166,200	88,600	30,400
Mähr. Hyp. Bank Pfdbr. inh. 54 ½ J. verl.	4	I./2.	144,000	28,600	108,800	50,400	15,200	8,200	2,800
Mähr. Hyp. Bank Pfdbr. inh. 54 ½ J. verl.	4	I./5.	70,000						
Erste Mähr. Spark. Pfdbr. inh. 55 J. verl.	4	I./I.	18,000	32,200	122,400	56,700	17,000	9,200	3,100
Erste Mähr. Spark. Pfdbr. inh. 55 J. verl. *	4	I./4.	222,600						
Total			4,784,300	641,000	2,433,800	1,126,300	339,800	181,200	62,200

* 200 crowns.

ANNEXE IV

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES TCHÉCOSLOVAQUES-AUTRICHIENS.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Franz Josefs-Bahn-St. Sch. V.	5 1/4	I./I.	40.000	5.400	20.400	9.400	2.800	1.400	600
Österr. Nordwestbahn und Südnorddeutsche Verbindungsbahn St. Sch. V.	4	I./I.	5.700.000	763.800	2.899.600	1.341.800	404.800	216.000	74.000
Franz Josefs-Bahn Pr. Obl. Em. 1884	4	I./4.	217.600	29.200	110.600	51.200	15.400	8.400	2.800
Konv. Österr. Nordwestbahn Pr. Obl. lit. A.	3 1/2	I./3.	6.223.200	833.800	3.165.800	1.465.000	441.800	235.800	81.000
Österr. Nordwestbahn Pr. Obl. Em. 1885	4	I./4.	660.000	88.400	335.800	155.400	46.800	25.000	8.600
Total			12.840.800	1.720.600	6.532.200	3.022.800	911.600	486.600	167.000

ANNEXE V

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES TCHÉCOSLOVAQUES-POLONAIS.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Konv. Ungar.-galiz. Eisenbahn Pr. Obl. Em. 1870	3 1/2	I./3.	430.400	57.600	219.000	101.200	30.600	16.400	5.600

ANNEX IV.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF CZECHOSLOVAK-AUSTRIAN SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Franz Josefs-Bahn-St. Sch. V.	5¼	I./I.	40,000	5,400	20,400	9,400	2,800	1,400	600
Österr. Nordwestbahn und Südnorddeutsche Verbindungsbahn St. Sch. V.	4	I./I.	5,700,000	763,800	2,899,600	1,341,800	404,800	216,000	74,000
Franz Josefs-Bahn Pr. Obl. Em. 1884	4	I./4.	217,600	29,200	110,600	51,200	15,400	8,400	2,800
Konv. Österr. Nordwestbahn Pr. Obl. lit. A.	3½	I./3.	6,223,200	833,800	3,165,800	1,465,000	441,800	235,800	81,000
Österr. Nordwestbahn Pr. Obl. Em. 1885	4	I./4.	660,000	88,400	335,800	155,400	46,800	25,000	8,600
Total			12,840,800	1,720,600	6,532,200	3,022,800	911,600	486,600	167,000

ANNEX V.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF CZECHOSLOVAK-POLISH SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Konv. Ungar.-galiz Eisenbahn Pr. Obl. Em. 1870	3½	I./3.	430,400	57,600	219,000	101,200	30,600	16,400	5,600

ANNEXE VI

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES POLONAIS.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Galiz. Karl Ludwig-Bahn St. Sch. V. . .	4	1./1.	3.407.600	456.600	1.733.400	802.200	242.000	129.200	44.200
Galiz. Karl Ludwig-Bahn Pr. Obl. . .	4	1./1.	1.061.200	142.200	539.800	249.800	75.400	40.200	13.800
Albrechtsbahn Pr. Obl. i. S.	4	1./5.	481.200	64.000	244.800	113.200	34.200	18.200	6.200
Galiz. Boden-Kreditverein Pfdbr. inh. 78 J. verlosbar. . .	4	30/12	990.000	132.600	503.600	233.000	70.200	37.600	13.000
Galiz. Landesbank-Pfdbr. inh. 57 ½ J. verlosbar in Kr. W.	4	30/12	1.040.000	139.400	529.000	244.800	73.800	39.400	13.600
Total			6.980.000	935.400	3.550.600	1.643.000	495.600	264.600	90.800

ANNEXE VII

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES POLONAIS-ROUMAINS.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. in Kr. W. 1894 . .	4	1./1.	154.800	20.800	78.800	36.400	11.000	5.800	2.000
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. I. Em.	3.6	1./5.	20.400	2.800	10.400	4.800	1.400	800	200
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. II. Em.	4	1./5.	47.400	6.400	24.000	11.200	3.400	1.800	600
Total			222.600	30.000	113.200	52.400	15.800	8.400	2.800

ANNEX VI.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF POLISH SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Galiz. Karl Ludwig-Bahn St. Sch. V. . .	4	I./I.	3,407,600	456,600	1,733,400	802,200	242,000	129,200	44,200
Galiz. Karl Ludwig-Bahn Pr. Obl. . .	4	I./I.	1,061,200	142,200	539,800	249,800	75,400	40,200	13,800
Albrechtsbahn Pr. Obl. i. S.	4	I./5.	481,200	64,000	244,800	113,200	34,200	18,200	6,200
Galiz. Boden-Kreditverein Pfdbr. inh. 78 J. verlosbar. .	4	30/12	990,000	132,600	503,600	233,000	70,200	37,600	13,000
Galiz. Landesbank-Pfdbr. inh. 57 ½ J. verlosbar in Kr. W.	4	30/12	1,040,000	139,400	529,000	244,800	73,800	39,400	13,600
Total			6,980,000	935,400	3,550,600	1,643,000	495,600	264,600	90,800

ANNEX VII.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF POLISH-ROUMANIAN SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. in Kr. W. 1984 . .	4	I./I.	154,800	20,800	78,800	36,400	11,000	5,800	2,000
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. I. Em.	3.6	I./5.	20,400	2,800	10,400	4,800	1,400	800	200
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. II. Em.	4	I./5.	47,400	6,400	24,000	11,200	3,400	1,800	600
Total			222,600	30,000	113,200	52,400	15,800	8,440	2,800

ANNEXE VIII

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES AUTRICHIENS-ITALIENS-SERBES-CROATES-SLOVÈNES.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Rudolfsbahn St. Sch. V. in Kr. W. . . .	4	I./I.	1.946.000	260.800	990.000	458.000	138.200	73.800	25.200
Rudolfsbahn Pr. Obl. i. S. Em. 1884 . .	4	I./4.	137.200	18.400	69.800	32.400	9.600	5.200	1.800
Total			2.083.200	279.200	1.059.800	490.400	147.800	79.000	27.000

ANNEXE IX

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
III. Österreichische Kriegsanleihe . . .	5 ½	I./I. 1923	12.000.000	1.608.000	5.104.400	2.824.800	852.000	454.800	156.000
IV. Österreichische Kriegsanleihe, 40-jährig	5 ½	I./6. 1923	10.000.000	1.340.000	5.087.000	2.354.000	710.000	379.000	130.000
V. Österreichische Kriegsanleihe, 40-jährig	5 ½	I./6. 1923	28.000.000	3.752.000	14.243.600	6.591.200	1.988.000	1.061.200	364.000
VI. Österreichische Kriegsanleihe, 40-jährig	5 ½	I./4. 1923	11.000.000	1.876.000	7.121.800	3.295.600	994.000	530.600	182.000
VI. Österreichische Kriegsanleihe, 40-jährig	6 ½	I./4. 1923	3.000.000						
VII. Österreichische Kriegsanleihe, 40-jährig	5 ½	I./2. 1923	10.500.000	1.407.000	5.341.400	2.471.700	745.000	397.900	136.500
VIII. Österreichische Kriegsanleihe, 40-jährig	5 ½	I./3. 1923	5.000.000	670.000	2.543.600	1.177.000	355.000	189.400	65.000
VIII. Österreichische Staatsschatzscheine	5 ½	I./3. 1923	5.000.000	670.000	2.543.600	1.177.000	355.000	189.400	65.000
Total			84.500.000	11.323.000	42.985.200	19.891.300	5.999.500	3.202.500	1.098.500

Dr Jan BRABLEC.

Wilhelm THAA.

Copie certifiée conforme :
 Praha, le 23 août 1929.
 Dr Karel Kazbunda.
 Directeur des Archives a. i.

ANNEX VIII.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF AUSTRO-ITALIAN-SERB-CROAT-SLOVENE SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Rudolfsbahn St. Sch. V. in Kr. W.	4	I./I.	1,946,000	260,800	990,000	458,000	138,200	73,800	25,200
Rudolfsbahn Pr. Obl. i. S. Em. 1884.	4	I./4.	137,200	18,400	69,800	32,400	9,600	5,200	1,800
Total			2,083,200	279,200	1,059,800	490,400	147,800	79,000	27,000

ANNEX IX.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF WAR LOAN BONDS.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
III. Österreichische Kriegs-anleihe.	5 ½	I./I. 1923	12,000,000	1,608,000	5,104,400	2,824,800	852,000	454,800	156,000
IV. Österreichische Kriegs-anleihe, 40jährig	5 ½	I./6. 1923	10,000,000	1,340,000	5,087,000	2,354,000	710,000	379,000	130,000
V. Österreichische Kriegs-anleihe, 40jährig	5 ½	I./6. 1923	28,000,000	3,752,000	14,243,600	6,591,200	1,988,000	1,061,200	364,000
VI. Österreichische Kriegs-anleihe, 40jährig	5 ½	I./4. 1923	11,000,000	1,876,000	7,121,800	3,295,600	994,000	530,600	182,000
VI. Österreichische Kriegs-anleihe, 40jährig	6 ½	I./I. 1923	3,000,000						
VII. Österreichische Kriegs-anleihe, 40jährig	5 ½	I./2. 1923	10,500,000	1,407,000	5,341,400	2,471,700	745,000	397,900	136,500
VIII. Österreichische Kriegs-anleihe, 40jährig	5 ½	I./3. 1923	5,000,000	670,000	2,543,600	1,177,000	355,000	189,400	65,000
VIII. Österreichische Staats-schatzscheine	5 ½	I./3. 1923	5,000,000	670,000	2,543,600	1,177,000	355,000	189,400	65,000
Total			84,500,000	11,323,000	42,985,200	19,891,300	5,999,500	3,202,500	1,098,500

Dr. Jan BRABLEC.

Wilhelm THAA.

N° 2141.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à l'établissement
d'assurances sur les pensions de la
Société des chemins de fer locaux
et à voie étroite. Signée à Vienne,
le 15 juin 1924.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the Pensions
Insurance Organisation of the
Local and Narrow Gauge Railways
Company. Signed at Vienna,
June 15, 1924.

N^o 2141. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCES SUR LES PENSIONS DE LA SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER LOCAUX ET A VOIE ÉTROITE. SIGNÉE A VIENNE, LE 15 JUIN 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet de l'établissement d'assurances sur les pensions de la société des chemins de fer locaux et à voie étroite, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Jan BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

L'établissement d'assurance sur les pensions de la société des chemins de fer locaux et à voie étroite, qui par la suite sera appelé brièvement l'établissement, est considéré comme dissous à la date du 31 décembre 1919, conformément au § 47 du statut.

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. Les charges de l'établissement envers les employés ayant pris part à l'établissement et envers les membres survivants de leurs familles, charges résultant des cas d'assurance survenus jusqu'à la fin du mois de décembre 1919 ainsi que le droit de percevoir les primes fixées par le statut de l'établissement passent à l'entreprise de chemin de fer, à laquelle ces employés appartenaient à la date du 31 décembre 1919 ou du cas d'assurance antérieur (mise à la retraite ou mort). En tant qu'il s'agit d'employés (retraités, membres survivants de leurs familles) d'autres entreprises en rapport avec les voies ferrées et rattachées à l'établissement, les charges et droits susdits passent à l'office qui est autorisé à mener les affaires de cette entreprise dans l'Etat, sur le territoire actuel duquel le lieu de service de ces employés était situé à la date du 31 décembre 1919 ou du cas d'assurance antérieur. L'office menant les affaires d'une telle entreprise dans la République d'Autriche assume, en outre, les charges et les droits susdits résultant des assurances des assurés (retraités,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2141. — CONVENTION² BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING THE PENSIONS INSURANCE ORGANISATION OF THE LOCAL AND NARROW-GAUGE RAILWAYS COMPANY. SIGNED AT VIENNA, JUNE 15, 1924.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention regarding the Pensions Insurance Organisation of the Local and Narrow Gauge Railways Company, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration,

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The Pensions Insurance Organisation of the Local and Narrow Gauge Railways Company hereinafter described as *the Organisation*, shall be regarded as dissolved as from December 31 1919, in conformity with paragraph 47 of the Statute.

A. GENERAL PROVISIONS.

1. The liabilities of the Organisation towards employees who belonged to it and towards the surviving members of their families resulting from insurance claims arising up to the end of December 1919, and the right to collect the premiums fixed by the Statute of the Organisation shall be transferred to the railway undertaking to which these employees belonged on December 31, 1919, or at the date of the last claim (retirement or death). In the case of employees (retired, surviving members of their families) of other enterprises in connection with the railways and associated with the Organisation, the above-mentioned liabilities and rights shall be transferred to the office authorised to conduct the affairs of that undertaking in the country in whose present territory these employees were working on December 31, 1919, or at the date of the last insurance claim. The office conducting the affairs of such enterprise in Austria shall further accept the above-mentioned liabilities and rights resulting from the insurance of employees (retired employees,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

membres survivants de leurs familles), dont le lieu de service était situé à la date du 31 décembre 1919 ou du cas d'assurance antérieur hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche.

2. Si pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente convention les charges d'une assurance ont été supportées en tout ou en partie par un autre office que celui qui y est compétent, d'après la présente convention, les paiements effectués sont considérés comme tenant lieu des paiements dus, d'après la présente convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés des différents Etats.

3. La partie des fonds de l'établissement revenant à chaque Etat contractant selon la présente convention sera répartie par l'Etat récepteur entre les entreprises (offices) assumeurs ou assignée aux nouveaux assureurs qui pourraient être créés par la réglementation intérieure de cet Etat.

4. La République d'Autriche remettra à la République tchécoslovaque les dossiers de l'établissement, qui ont trait aux charges des assurances à assumer conformément au N° 1 par des entreprises situées sur le territoire de ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de trente ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas répartis, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de ce dernier Etat ou des entreprises (assureurs) qui dans cet Etat ont, d'après les N°s 1 et 3, assumé la charge des assurances, et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente convention soient fournis par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. On procédera à la répartition des fonds de l'établissement tels qu'ils existaient à la date du 30 juin 1923.

2. La République d'Autriche assume les charges résultant des assurances des pensions des fonctionnaires de l'établissement ; l'inventaire de l'établissement est assigné à la République d'Autriche.

3. Les parties des fonds de l'établissement qui ont été séparées — au sens de la résolution prise par la douzième assemblée générale ordinaire de l'établissement — de l'ensemble des fonds et constituées en fonds spéciaux destinés à couvrir les obligations statutaires de l'établissement envers les employés des anciennes sociétés *Neue Wiener Tramway* et *Dampftramway*, autrefois Kraus et Co. (passées à la *Gemeinde Wien-Städtische Strassenbahnen*), parties qui ont été déclarées dans les bilans de l'établissement sur le *conto separato*, sont assignées à la République d'Autriche.

4. En ce qui concerne la partie des avoirs de l'établissement de 16.000.621 cour. provenant des assurances fiduciaires effectuées par l'établissement vis-à-vis des entreprises de quelques-unes des Parties contractantes après le 31 décembre 1919, chacun des Etats intéressés recevra le montant qui provient de la différence entre les versements des entreprises de l'Etat respectif et les paiements faits aux assurées de ces entreprises. Par conséquent, il revient

A la République d'Autriche	13.545.632 cour.
A la République tchécoslovaque	119.515 cour.
Au Royaume d'Italie	203.620 cour.
A la République de Pologne	2.117.071 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes . .	14.153 cour.

5. Tout le reste des fonds est réparti entre les Etats intéressés en principe proportionnellement aux charges d'assurances assumées conformément à la section A, N° 1, par les entreprises situées sur le territoire de ces Etats. Les quote-parts revenant aux différents Etats qui renoncent réciproquement à toute rectification de ces quote-parts pouvant trouver sa justification par le fait que la part

surviving members of their families) who on December 31, 1919, or at the date of the last claim were employed outside the boundaries of the former Austrian Empire.

2. If during a period prior to the coming into force of the present Convention the liabilities of an insurance were borne wholly or partly by another office than that which is competent according to the present Convention, any payments made shall be regarded as taking the place of the payments due under the present Convention, without any subsequent arrangement having to be made between the offices concerned in the different countries.

3. The share in the funds of the Organisation falling to each contracting State in accordance with the present Convention shall be divided by the recipient State between the undertakings (offices) accepting liabilities or shall be assigned to any new insurance organisations which may be established by the internal regulations of that State.

4. The Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic the files of the Organisation relating to the insurance liabilities to be accepted under No. 1 by undertakings situated in the territory of the latter State and pledges itself to preserve for thirty years from the coming into force of the present Convention the files and accessory documents not distributed, and to permit their inspection by the authorised organs of the latter State or of the undertakings (insurance organisations) in that country which have accepted the insurance liabilities in accordance with Nos. 1 and 3 and, if necessary, to hand over to them such files and accessory documents as it does not itself require. The Contracting States shall ensure that all information relating to the execution of the present Convention is supplied by the offices concerned and agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. The funds of the Organisation as existing on June 30, 1923, shall be distributed.

2. The Republic of Austria shall accept the liabilities resulting from the pensions insurance of officials of the Organisation ; the fittings and appurtenances of the Organisation shall be assigned to the Republic of Austria.

3. Those parts of the Organisation's funds which, in accordance with the resolution adopted by the twelfth ordinary General Meeting of the Organisation, have been separated from the bulk of the funds and established as special funds to cover the obligations of the Organisation under its Statutes towards the employees of the former *Neue Wiener Tramway* and *Dampftramway* companies, previously known as "Kraus & Co." (since incorporated in the *Gemeinde Wien-Städtische Strassenbahnen*), which parts have been shown in the balance-sheet of the Organisation under a separate account, shall be assigned to the Republic of Austria.

4. With regard to that part of the assets of the Organisation, amounting to 16,000,621 crowns, representing fiduciary insurances contracted by the Organisation towards undertakings of certain of the Contracting Parties subsequent to December 31, 1919, each of the States concerned shall receive the amount represented by the difference between the contributions by the enterprises of the State concerned and the payments made to the insured employees of these enterprises. Accordingly :

The Republic of Austria shall receive	13,545,632 crowns
The Czechoslovak Republic	119,515 »
The Kingdom of Italy	203,620 »
The Republic of Poland	2,117,701 »
The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	14,153 »

5. The whole of the rest of the funds shall in principle be divided between the States concerned in proportion to the insurance liabilities accepted in conformity with Section A, No. 1, by undertakings situated in the territory of those States. The shares falling to the different States which reciprocally renounce any rectification of these shares that might be claimed on the grounds that the share

assumée dans la charge d'assurance conformément aux stipulations contenues dans la section A, résulterait supérieur au pourcentage ci-dessous, sont fixés comme suit :

La République d'Autriche	45,29520	%
La République tchécoslovaque	32,01632	%
Le Royaume d'Italie	10,26073	%
La République de Pologne	7,37264	%
Le Royaume de Roumanie	3,34507	%
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1,71004	%

6. Les créances arriérées envers des entreprises rattachées à l'établissement, provenant de la gestion jusqu'au 31 décembre 1919 d'une somme totale de 346.360 cour. sont assignées à valoir sur les quote-parts respectives, aux États sur le territoire actuel desquels les entreprises débitrices respectives ont leur siège.

Il revient par conséquent de ces créances :

A la République tchécoslovaque un montant de	340.164	cour.
Au Royaume d'Italie un montant de	1.859	cour.
A la République de Pologne un montant de	512	cour.
Au Royaume de Roumanie un montant de	1.919	cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un montant de	1.906	cour.

La créance arriérée des frais d'administration de l'établissement envers la *Gemeinde Wien-Städtische Strassenbahnen* d'un total de 425.194 cour. est assignée à la République d'Autriche.

Il résulte donc relativement aux quote-parts proportionnelles sur la totalité des créances arriérées de 771.554 (= 346.360 + 425.194) couronnes dont il est question, les différences indiquées ci-dessous qui seront balancées sous N° 8, savoir :

	plus	moins
Pour la République d'Autriche	75.717	cour.
Pour la République tchécoslovaque	93.141	cour.
Pour le Royaume d'Italie		77.308 cour.
Pour la République de Pologne		56.372 cour.
Pour le Royaume de Roumanie		23.890 cour.
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		11.288 cour.

7. Les titres avec coupons à partir du 1^{er} juillet 1923 au plus tard seront répartis proportionnellement et en nature. La répartition des différentes catégories de titres ressort de l'annexe qui constitue une partie intégrante de la présente convention. Par suite des restes indivisibles, il résulte conformément aux valeurs estimatives établies à la date du 30 juin 1923 par la chambre de la Bourse à Vienne vis-à-vis des quote-parts proportionnelles les différences ci-dessous indiquées qui seront également balancées sous N° 8 :

	plus	moins
Pour la République d'Autriche		157.713 cour.
Pour la République tchécoslovaque	380.506	cour.
Pour le Royaume d'Italie		314.971 cour.
Pour la République de Pologne	184.849	cour.
Pour le Royaume de Roumanie		703.957 cour.
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	611.286	cour.

Les effets dont le tirage aura déjà été publié officiellement en Autriche à la date de la signature de cette convention, dont le retrait cependant n'aura pas encore eu lieu à cette date, seront répartis proportionnellement et en nature à valoir sur la quote-part de l'espèce respective des effets revenant à chaque Etat selon l'annexe; un reste indivisible de ces effets lotis, mais pas payés, revient à l'Etat sur le territoire duquel l'office d'émission est situé. Du reste, les effets seront répartis eu égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux dans l'ordre observé à l'alinéa précédent.

of insurance liabilities assumed in accordance with the provisions contained in Section A exceeds the percentage given below, shall be fixed as follows :

Republic of Austria	45.29520	%
Czechoslovak Republic	32.01632	%
Kingdom of Italy	10.26073	%
Republic of Poland	7.37264	%
Kingdom of Roumania	3.34507	%
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1.71004	%

6. Outstanding claims on undertakings associated with the Organisation resulting from the administration up to December 31, 1919, and amounting in all to 346,360 crowns, shall be assigned to the States on whose present territory the respective debtor undertakings have their seat, and shall be deducted from their respective shares.

Accordingly, these claims shall be allocated as follows :

To the Czechoslovak Republic	340,164	crowns
To the Kingdom of Italy	1,859	»
To the Republic of Poland	512	»
To the Kingdom of Roumania	1,919	»
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1,906	»

The outstanding claim under administrative expenses of the Organisation on the *Gemeinde Wien-Städtische Strassenbahnen*, amounting to 425,194 crowns, shall be assigned to the Republic of Austria.

As regards, therefore, the proportionate shares of the total outstanding claims of 771,554 crowns (= 346,360 + 425,194), certain differences are indicated below which shall be adjusted under No. 8 :

	plus	minus
Republic of Austria	75,717	crowns
Czechoslovak Republic	93,141	»
Kingdom of Italy		77,308
Republic of Poland		56,372
Kingdom of Roumania		23,890
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes		11,288

7. The actual securities with coupons as from July 1, 1923, at latest, shall be distributed proportionately. The different categories of security shall be distributed as shown in the Annex which shall constitute an integral part of the present Convention. In consequence of indivisible remainders there will be certain differences in the proportionate shares values as estimated on the Vienna Stock Exchange on June 30, 1923 — which differences are indicated below and shall likewise be adjusted under No. 8 :

	plus	minus
Republic of Austria		157,713
Czechoslovak Republic	380,506	crowns
Kingdom of Italy		314,971
Republic of Poland	184,849	crowns
Kingdom of Roumania		703,957
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	611,286	crowns

Securities, the drawing of which shall have been officially published in Austria on the date of the signing of the present Convention, but which may not at that date have been withdrawn, shall be distributed proportionately and in their actual form, as part of the share of the particular class of security falling to each State in conformity with the Annex ; any indivisible remainder left over from these securities that have been drawn but not paid, shall accrue to the State in whose territory the issuing office is situated. For the rest, the securities shall be distributed in the arithmetical order of their numbering between the States in the order followed in the preceding paragraph.

La République d'Autriche remettra les titres d'emprunt de guerre munis de la remarque *von der Republik Österreich nicht übernommen* et s'engage à pourvoir à ce que l'estampillage des autres titres soit annulé, et à ce que les listes des numéros présentées à la commission des réparations soient rectifiées ; en outre, elle s'engage à accorder gratuitement l'autorisation d'exporter les effets revenant aux autres Parties contractantes.

8. La partie des avoirs de l'établissement visée par le N° 5 s'élevant à 129,781.776 cour. est répartie proportionnellement. En tenant compte des différences énumérées sous N° 6, al. 3, et N° 7, al. 1, il résulte les quote-parts suivantes sur cette partie des avoirs :

Pour la République d'Autriche	58.866.911 cour.
Pour la République tchécoslovaque	41.077.702 cour.
Pour le Royaume d'Italie	13.708.837 cour.
Pour la République de Pologne	9.439.866 cour.
Pour le Royaume de Roumanie	5.069.138 cour.
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1.619.322 cour.

qui eu égard à la durée plus longue des assurances fiduciaires pour la République de Pologne et pour la République d'Autriche et aussi à la part plus grande des frais d'administration revenant à ces derniers Etats sont modifiées d'un commun accord comme suit :

Pour la République d'Autriche	50.000.776 cour.
Pour la République tchécoslovaque	50.000.000 cour.
Pour le Royaume d'Italie	14.600.000 cour.
Pour la République de Pologne	8.000.000 cour.
Pour le Royaume de Roumanie	5.560.000 cour.
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1.620.000 cour.

9. Dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la présente convention, le Gouvernement autrichien versera à la Légation de la République tchécoslovaque à Vienne ou à l'office à désigner par celle-ci à Vienne, le montant en argent comptant dû à cet Etat d'après les dispositions des N°s 4 et 8 et mettra à la disposition de l'office susmentionné les titres qui reviennent à cet Etat d'après les dispositions du N° 7 et annexe.

10. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le quinze juin mil neuf cent vingt-quatre en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

Dr JAN BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

W. THAA.

The Republic of Austria shall hand over the war loan bonds inscribed *von der Republik Österreich nicht übernommen* and undertakes to ensure that the stamping of the other securities is cancelled, and that the lists of the numbers submitted to the Reparation Commission are corrected ; it also undertakes to grant free of charge authorisation to export the securities allocated to the other Contracting Parties.

8. The portion of the assets of the Organisation referred to in No. 5 and amounting to 129,781,776 crowns shall be divided proportionately . In view of the differences enumerated under No. 6, paragraph 3, and No. 7, paragraph 1, the shares of this portion of the assets shall be as follows :

Republic of Austria	58,866,911 crowns
Czechoslovak Republic	41,077,702 »
Kingdom of Italy	13,708,837 »
Republic of Poland	9,439,866 »
Kingdom of Roumania	5,069,138 »
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1,619,322 »

which, having regard to the longer term of the fiduciary insurances in respect of the Republics of Poland and Austria, and also having regard to the larger share of administrative costs falling to these States, shall by agreement be modified as follows :

Republic of Austria	50,000,776 crowns
Czechoslovak Republic	50,000,000, »
Kingdom of Italy	14,600,000 »
Republic of Poland	8,000,000 »
Kingdom of Roumania	5,560,000 »
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1,620,000 »

9. Within one month from the coming into force of the present Convention, the Austrian Government shall pay to the Czechoslovak Legation in Vienna or to the office in Vienna designated by that Legation, the cash sum due to that State in accordance with Nos. 4 and 8, and shall place at the disposal of the above-mentioned office the securities allocated to that State in accordance with No. 7 and the Annex.

10. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties that may become leviable in its territory, at the time of the execution of the present Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain in respect of the Organisation.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the fifteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

W. THAA.

LISTE DE LA RÉPAR-

Les valeurs estimatives sont celles de la chambre de la Bourse à Vienne à la

N° d'ordre	Dénomination des titres	Ensemble des titres			République d'Autriche			République tchécoslovaque		
		Valeur nominale	Valeur estimative		Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative
			%	montant total	quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle	
1	I. Öster. Kriegsanleihe	160.000	.	.	72.473	72.000	.	51.226	52.000	.
2	III. Öster. Kriegsanleihe	330.000	.	.	149.474	150.000	.	105.654	110.000	.
3	IV. Öster. Kriegsanleihe, 10 jährige	150.000	.	.	67.943	70.000	.	48.024	40.000	.
4	IV. Öster. Kriegsanleihe, 7 jährige	150.000	.	.	67.943	66.000	.	48.024	50.000	.
5	V. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	690.000	.	.	312.537	310.000	.	220.913	220.000	.
6	V. Öster. Kriegsanleihe, 5 jährige	250.000	.	.	113.238	115.000	.	80.041	55.000	.
7	VI. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	184.300	.	.	83.479	84.300	.	59.006	72.000	.
8	VI. Öster. Kriegsanleihe, 10 jährige	140.000	.	.	63.413	60.000	.	44.823	50.000	.
9	VII. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	184.600	.	.	83.615	80.000	.	59.102	70.600	.
10	VII. Öster. Kriegsanleihe, 8 ¹ / ₄ jährige	130.000	.	.	58.884	60.000	.	41.621	50.000	.
11	VIII. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	35.400	.	.	16.035	20.000	.	11.334	10.000	.
12	VIII. Öster. Kriegsanleihe, kündbar	162.000	.	.	73.378	75.000	.	51.867	45.000	.
13	Einheitl. konv. Rente Jänner—Juli	58.000	1.380	800.400	26.271	28.000	386.400	18.570	18.000	248.400
14	Einheitl. Rente Februar—August	44.000	2.500	1.100.000	19.930	18.000	450.000	14.087	14.000	350.000
15	Öster. Goldrente	20.400	26.100	5.324.400	9.240	10.000	2.610.000	6.531	6.000	1.566.000
16	Öster. Kronenrente	826.000	1.010	8.348.660	374.410	358.000	3.615.800	264.647	280.000	2.828.000
17	Staatsschuldverschreib. d. Galiz. Karl-Ludwig-Bahn	66.400	2.300	1.527.200	30.076	30.000	690.000	21.250	22.000	506.000
18	Staatsschuldverschreib. d. Böhmisches Nordbahn	36.000	132.500	47.700.000	16.306	16.000	21.200.000	11.526	12.000	15.900.000
19	Staatsschuldverschreib. d. Vorarlberger Bahn	44.000	450	198.000	19.930	22.000	99.000	14.087	12.000	54.000
20	Staatsschuldverschreib. d. Nordwestbahn	754.000	90.000	678.600.000	341.526	342.000	307.800.000	241.303	240.000	216.000.000
21	Staatsschuldverschreib. d. Rudolfsbahn	10.000	5.800	580.000	4.530	4.000	232.000	3.202	4.000	232.000
22	Prioritätsobligationen der Albrechtsbahn	20.000	4.000	800.000	9.059	9.200	368.000	6.403	6.800	272.000
23	Prioritätsobligationen der Böhm. Westbahn	52.800	136.500	72.072.000	23.916	24.000	32.760.000	16.904	17.200	23.478.000
24	Prioritätsobligationen der Eisenerz-Vordernberger Bahn	94.000	200	188.000	42.578	40.000	80.000	30.095	31.200	62.400
25	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1886	2.000	65.000	1.300.000	906	2.000	1.300.000	640	.	.
	A reporter									

TITON DES TITRES.

date du 30 juin 1923. Les montants sont indiqués en monnaie autrichienne.

Royaume d'Italie			République de Pologne			Royaume de Roumanie			Roy. des Serbes, Croates et Slovènes		
Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative
quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle	
16.417	16.000	.	11.796	12.000	.	5.352	6.000	.	2.736	2.000	.
33.860	30.000	.	24.330	20.000	.	11.039	10.000	.	5.643	10.000	.
15.391	20.000	.	11.059	20.000	.	5.018	.	.	2.565	.	.
15.391	15.000	.	11.059	7.000	.	5.018	10.000	.	2.565	2.000	.
70.799	70.000	.	50.871	50.000	.	23.081	30.000	.	11.799	10.000	.
25.652	50.000	.	18.431	20.000	.	8.363	5.000	.	4.275	5.000	.
18.910	4.000	.	13.588	12.000	.	6.165	8.000	.	3.152	4.000	.
14.365	10.000	.	10.322	10.000	.	4.684	10.000	.	2.394	.	.
18.941	20.000	.	13.610	10.000	.	6.175	.	.	3.157	4.000	.
13.339	5.000	.	9.584	10.000	.	4.349	.	.	2.223	5.000	.
3.632	2.000	.	2.610	3.000	.	1.184	400	.	605	.	.
16.622	19.000	.	11.944	15.000	.	5.419	6.000	.	2.770	2.000	.
5.951	6.000	82.800	4.276	4.000	55.200	1.940	2.000	27.600	992	.	.
4.515	4.000	100.000	3.244	4.000	100.000	1.472	2.000	50.000	752	2.000	50.000
2.093	2.000	522.000	1.504	2.000	522.000	683	400	104.400	349	.	.
84.815	88.000	892.840	60.942	46.400	468.640	27.651	32.400	327.240	14.135	21.400	216.140
6.813	6.000	138.000	4.896	4.400	101.200	2.221	2.000	46.000	1.135	2.000	46.000
3.694	4.000	5.300.000	2.654	2.000	2.650.000	1.204	2.000	2.650.000	616	.	.
4.515	4.000	18.000	3.244	4.000	18.000	1.472	2.000	9.000	752	.	.
77.366	76.800	69.120.000	55.590	56.800	51.120.000	25.221	24.400	21.960.000	12.894	14.000	12.600.000
1.026	1.200	69.600	737	400	23.200	334	400	23.200	171	.	.
2.052	2.400	96.000	1.475	1.200	48.000	669	400	16.000	342	.	.
5.418	6.000	8.190.000	3.893	3.200	4.368.000	1.766	1.600	2.184.000	903	800	1.092.000
9.645	10.000	20.000	6.930	8.000	16.000	3.144	3.200	6.400	1.608	1.600	3.200
205	.	.	148	.	.	67	.	.	34	.	.

LISTE DE LA RÉPAR-

N° d'ordre	Dénomination des titres	Ensemble des titres			République d'Autriche			République tchécoslovaque		
		Valeur nominale	Valeur estimative		Valeur nominale		Valeur estimative		Valeur nominale	Valeur estimative
			%	montant total	quote-part proportionnelle	quote-part réelle	quote-part proportionnelle	quote-part réelle		
26	Report									
	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1888	46.000	71.000	32.660.000	20.836	20.000	14.200.000	14.727	16.000	11.360.000
27	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1904	949.000	65.000	616.850.000	429.852	429.400	279.110.000	203.835	303.400	197.210.000
28	Prioritätsobligationen der Franz-Josef-Bahn	98.400	64.000	62.976.000	44.570	44.800	28.672.000	31.504	31.200	19.968.000
29	Prioritätsobligationen der Mährischen Grenzbahn	30.000	135.000	40.500.000	13.588	13.600	18.360.000	9.605	10.000	13.500.000
30	Prioritätsobligationen der Mährischen-Schlesischen Zentralbahn	30.000	135.000	40.500.000	13.588	13.800	18.630.000	9.605	9.000	12.150.000
31	Prioritätsobligationen der Rudolfsbahn	6.000	14.000	840.000	2.718	2.000	280.000	1.921	2.000	280.000
32	Prioritätsobligationen d. I. Ungarisch-Galizischen Eisenbahn	432.000	33.000	142.560.000	195.675	194.800	64.284.000	138.311	139.600	46.068.000
33	3 prozentige 10 jährige Schatzscheine der Stadt Wien	45.200	100	45.200	20.473	20.500	20.500	14.471	14.500	14.500
34	Böhm. Landesbank, Kom. Schuldverschreibungen, Februar-August,	250.000	153.500	383.750.000	113.238	110.400	169.464.000	80.011	80.200	123.107.000
35	Böhm. Landesbank, Kom. Schuldverschreibungen, Mai-November	18.600	153.500	28.551.000	8.425	8.000	12.280.000	5.955	6.000	9.210.000
36	Mährische Hypotheken-Pfandbriefe, Mai-Nov.	20.000	156.000	31.200.000	9.059	10.000	15.600.000	6.404	10.000	15.600.000
37	Mähr. Landeskulturbank, Kom. Obligationen, 54 ½ jährige	73.000	137.000	100.010.000	33.066	32.000	43.840.000	23.372	18.000	24.660.000
38	Mähr. Sparkassa - Pfandbriefe, April-Oktober	60.000	180.000	108.000.000	27.177	30.000	54.000.000	19.210	20.000	36.000.000
39	Prioritätsobligationen der Innsbruck-Hall Eisenb.	100.000	100	100.000	45.295	40.000	40.000	32.016	30.000	30.000
40	Prioritätsobligationen der Friauler-Eisenbahn	60.000	100.000	60.000.000	27.177	26.000	26.000.000	19.210	20.000	20.000.000
41	Prioritätsobligationen der Fürstenfeld-Hartberg Eisenbahn	68.000	100	68.800	31.163	30.000	30.000	22.027	20.000	20.000
42	Prioritätsobligationen der Valsugana Eisenbahn	20.000	100.000	20.000.000	9.059	10.000	10.000.000	6.403	6.000	6.000.000
	Total	4.335.200	.	2.487.149.660	.	1.938.500	1.126.401.700	.	1.399.100	796.674.300
	Il revient proportionnel.	.	.	.	.	.	1.126.559.413	.	.	796.293.794
	par conséquent	.	.	.	.	.	— 157.713	.	.	+ 380.560

Copie certifiée conforme :

Praha, le 23 août 1929.

Karel Kazbunda,

Directeur des Archives a. i.

TITION DES TITRES (suite).

Royaume d'Italie			République de Pologne			Royaume de Roumanie			Roy. des Serbes, Croates et Slovènes		
Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative
quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle	
4.720	4.000	2.840.000	3.391	4.000	2.840.000	1.539	2.000	1.420.000	787	.	.
97.374	97.200	63.180.000	69.966	70.600	45.890.000	31.745	31.400	20.410.000	16.228	17.000	11.050.000
10.097	10.000	6.400.000	7.255	7.600	4.864.000	3.291	3.200	2.048.000	1.683	1.600	1.024.000
3.078	3.200	4.320.000	2.212	2.000	2.700.000	1.004	800	1.080.000	513	400	540.000
3.078	3.000	4.050.000	2.212	2.400	3.240.000	1.004	1.200	1.620.000	513	600	810.000
616	2.000	280.000	442	.	.	200	.	.	103	.	.
44.326	44.000	14.520.000	31.850	31.600	10.428.000	14.451	14.400	4.752.000	7.387	7.600	2.508.000
4.638	4.500	4.500	3.332	3.200	3.200	1.512	1.500	1.500	774	1.000	1.000
25.652	22.600	34.691.000	18.432	21.200	32.542.000	8.362	10.200	15.657.000	4.275	5.400	8.289.000
1.909	2.000	3.070.000	1.371	1.200	1.842.000	622	400	614.000	318	1.000	1.535.000
2.052	.	.	1.474	.	.	669	.	.	342	.	.
7.490	8.000	10.960.000	5.382	10.000	13.700.000	2.442	4.000	5.480.000	1.248	1.000	1.370.000
6.156	10.000	18.000.000	4.424	.	.	2.007	.	.	1.026	.	.
10.261	10.000	10.000	7.373	10.000	10.000	3.345	3.000	3.000	1.710	7.000	7.000
6.156	6.000	6.000.000	4.424	4.000	4.000.000	2.007	2.000	2.000.000	1.026	2.000	2.000.000
7.059	10.000	10.000	5.072	4.000	4.000	2.302	3.600	3.600	1.177	1.200	1.200
2.052	2.000	2.000.000	1.475	2.000	2.000.000	669	.	.	342	.	.
	449.300	254.884.740		310.200	183.553.440		150.500	82.492.940		87.600	43.142.540
		255.199.711			183.368.591			83.196.897			42.531.254
		- 314.971			+ 184.849			- 703.957			+ 611.286

LIST SHOWING DISTRIBUTION

The estimated values are those of the Vienna Stock Exchange

No.	Description of Securities	All securities			Republic of Austria			Czechoslovak Republic		
		Nominal Value	Estimated Value		Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value
			%	Total amount	Proportionate share	Actual share	Proportionate share	Actual share		
1	I. Öster. Kriegsanleihe	160,000	.	.	72,473	72,000	.	51,226	52,000	.
2	III. Öster. Kriegsanleihe	330,000	.	.	149,474	150,000	.	105,654	110,000	.
3	IV. Öster. Kriegsanleihe, 10 jährige	150,000	.	.	67,943	70,000	.	48,024	40,000	.
4	IV. Öster. Kriegsanleihe, 7 jährige	150,000	.	.	67,943	66,000	.	48,024	50,000	.
5	V. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	690,000	.	.	312,537	310,000	.	220,913	220,000	.
6	V. Öster. Kriegsanleihe, 5 jährige	250,000	.	.	113,238	115,000	.	80,041	55,000	.
7	VI. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	184,300	.	.	83,479	84,300	.	59,006	72,000	.
8	VI. Öster. Kriegsanleihe, 10 jährige	140,000	.	.	63,413	60,000	.	44,823	50,000	.
9	VII. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	184,600	.	.	83,615	80,000	.	59,102	70,600	.
10	VII. Öster. Kriegsanleihe, 8 1/4 jährige	130,000	.	.	58,884	60,000	.	41,621	50,000	.
11	VIII. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	35,400	.	.	16,035	20,000	.	11,334	10,000	.
12	VIII. Öster. Kriegsanleihe, kündbar	162,000	.	.	73,378	75,000	.	51,867	45,000	.
13	Einheitl. konv. Rente Jänner—Juli	58,000	1,380	800,400	26,271	28,000	386,400	18,570	18,000	248,400
14	Einheitl. Rente Februar—August	44,000	2,500	1,100,000	19,930	18,000	450,000	14,087	14,000	350,000
15	Öster. Goldrente	20,400	26,100	5,324,400	9,240	10,000	2,610,000	6,531	6,000	1,566,000
16	Öster. Kronenrente	826,000	1,010	8,348,660	374,410	358,000	3,615,800	264,647	280,000	2,828,000
17	Staatsschuldverschreib. d. Galiz. Karl-Ludwig-Bahn	66,400	2,300	1,527,200	30,076	30,000	690,000	21,250	22,000	506,000
18	Staatsschuldverschreib. d. Böhmisches Nordbahn	36,000	132,500	47,700,000	16,306	16,000	21,200,000	11,526	12,000	15,900,000
19	Staatsschuldverschreib. d. Vorarlberger Bahn	44,000	450	198,000	19,930	22,000	99,000	14,087	12,000	54,000
20	Staatsschuldverschreib. d. Nordwestbahn	754,000	90,000	678,600,000	341,526	342,000	307,800,000	241,303	240,000	216,000,000
21	Staatsschuldverschreib. d. Rudolfsbahn	10,000	5,800	580,000	4,530	4,000	232,000	3,202	4,000	232,000
22	Prioritätsobligationen der Albrechtsbahn	20,000	4,000	800,000	9,059	9,200	368,000	6,403	6,800	272,000
23	Prioritätsobligationen der Böhm. Westbahn	52,800	136,500	72,072,000	23,916	24,000	32,760,000	16,904	17,200	23,478,000
24	Prioritätsobligationen der Eisenerz-Vordernberger Bahn	94,000	200	188,000	42,578	40,000	80,000	30,095	31,200	62,400
25	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1886	2,000	65,000	1,300,000	906	2,000	1,300,000	640	.	.
	Carried Forward									

OF SECURITIES.

on June 30, 1923. Amounts are shown in Austrian currency.

Kingdom of Italy			Republic of Poland			Kingdom of Roumania			Kind. of Serbs, Croats a. Slovenes		
Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value
Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share	
16,417	16,000	.	11,796	12,000	.	5,352	6,000	.	2,736	2,000	.
33,860	30,000	.	24,330	20,000	.	11,039	10,000	.	5,643	10,000	.
15,391	20,000	.	11,059	20,000	.	5,018	.	.	2,565	.	.
15,391	15,000	.	11,059	7,000	.	5,018	10,000	.	2,565	2,000	.
70,799	70,000	.	50,871	50,000	.	23,081	30,000	.	11,799	10,000	.
25,652	50,000	.	18,431	20,000	.	8,363	5,000	.	4,275	5,000	.
18,910	4,000	.	13,588	12,000	.	6,165	8,000	.	3,152	4,000	.
14,365	10,000	.	10,322	10,000	.	4,684	10,000	.	2,394	.	.
18,941	20,000	.	13,610	10,000	.	6,175	.	.	3,157	4,000	.
13,339	5,000	.	9,584	10,000	.	4,349	.	.	2,223	5,000	.
3,632	2,000	.	2,610	3,000	.	1,184	400	.	605	.	.
16,622	19,000	.	11,944	15,000	.	5,419	6,000	.	2,770	2,000	.
5,951	6,000	82,800	4,276	4,000	55,200	1,940	2,000	27,600	992	.	.
4,515	4,000	100,000	3,244	4,000	100,000	1,472	2,000	50,000	752	2,000	50,000
2,093	2,000	522,000	1,504	2,000	522,000	683	400	104,400	349	.	.
84,815	88,000	892,840	60,942	46,400	468,640	27,651	32,400	327,240	14,135	21,400	216,140
6,813	6,000	138,000	4,896	4,400	101,200	2,221	2,000	46,000	1,135	2,000	46,000
3,694	4,000	5,300,000	2,654	2,000	2,650,000	1,204	2,000	2,650,000	616	.	.
4,515	4,000	18,000	3,244	4,000	18,000	1,472	2,000	9,000	752	.	.
77,366	76,800	69,120,000	55,590	56,800	51,120,000	25,221	24,400	21,960,000	12,894	14,000	12,600,000
1,026	1,200	69,600	737	400	23,200	334	400	23,200	171	.	.
2,052	2,400	96,000	1,475	1,200	48,000	669	400	16,000	342	.	.
5,418	6,000	8,190,000	3,893	3,200	4,368,000	1,766	1,600	2,184,000	903	800	1,092,000
9,645	10,000	20,000	6,930	8,000	16,000	3,144	3,200	6,400	1,608	1,600	3,200
205	.	.	148	.	.	67	.	.	34	.	.

LIST SHOWING DISTRIBUTION

No.	Description of Securities	All securities			Republic of Austria			Czechoslovak Republic		
		Nominal Value	Estimated Value		Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value
			%	Total amount	Proportionate share	Actual share	Proportionate share	Actual share	Proportionate share	Actual share
	Brought Forward									
26	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1888	46,000	71,000	32,660,000	20,836	20,000	14,200,000	14,727	16,000	11,360,000
27	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1904	949,000	65,000	616,850,000	429,852	429,400	279,110,000	203,835	303,400	197,210,000
28	Prioritätsobligationen der Franz-Josef-Bahn	98,400	64,000	62,976,000	44,570	44,800	28,672,000	31,504	31,200	19,968,000
29	Prioritätsobligationen der Mährischen Grenzbahn	30,000	135,000	40,500,000	13,588	13,600	18,360,000	9,605	10,000	13,500,000
30	Prioritätsobligationen der Mährischen-Schleisschen Zentralbahn	30,000	135,000	40,500,000	13,588	13,800	18,630,000	9,605	9,000	12,150,000
31	Prioritätsobligationen der Rudolfsbahn	6,000	14,000	840,000	2,718	2,000	280,000	1,921	2,000	280,000
32	Prioritätsobligationen d. I. Ungarisch-Galizischen Eisenbahn	432,000	33,000	142,560,000	195,675	194,800	64,284,000	138,311	139,600	46,068,000
33	3 prozentige 10 jährige Schatzscheine der Stadt Wien	45,200	100	45,200	20,473	20,500	20,500	14,471	14,500	14,500
34	Böhm. Landesbank. Kom. Schuldverschreibungen. Februar-August	250,000	153,500	383,750,000	113,238	110,400	169,464,000	80,011	80,200	123,107,000
35	Böhm. Landesbank. Kom. Schuldverschreibungen. Mai-November	18,600	153,500	28,551,000	8,425	8,000	12,280,000	5,955	6,000	9,210,000
36	Mährische Hypotheken-Pfandbriefe. Mai-Nov.	20,000	156,000	31,200,000	9,059	10,000	15,600,000	6,404	10,000	15,600,000
37	Mähr. Landeskulturbank. Kom. Obligationen. 54 1/2 jährige	73,000	137,000	100,010,000	33,066	32,000	43,840,000	23,372	18,000	24,660,000
38	Mähr. Sparkassa - Pfandbriefe. April-Oktober	60,000	180,000	108,000,000	27,177	30,000	54,000,000	19,210	20,000	36,000,000
39	Prioritätsobligationen der Innsbruck-Hall Eisenb.	100,000	100	100,000	45,295	40,000	40,000	32,016	30,000	30,000
40	Prioritätsobligationen der Friauler-Eisenbahn	60,000	100,000	60,000,000	27,177	26,000	26,000,000	19,210	20,000	20,000,000
41	Prioritätsobligationen der Fürstenfeld-Hartberg Eisenbahn	68,000	100	68,800	31,163	30,000	30,000	22,027	20,000	20,000
42	Prioritätsobligationen der Valsugana Eisenbahn	20,000	100,000	20,000,000	9,059	10,000	10,000,000	6,403	6,000	6,000,000
	Total	4,335,200	.	2,487,149,660	.	1,938,500	1,126,401,700	.	1,399,100	796,674,300
	Proportionate share	.	.	.	.	.	1,126,559,413	.	.	796,293,794
	Surplus or deficit	.	.	.	.	.	— 157,713	.	.	+ 380,560

OF SECURITIES (continued).

Kingdom of Italy			Republic of Poland			Kingdom of Roumania			Kingd. of Serbs, Croats a. Slovenes		
Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value
Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share	
4,720	4,000	2,840,000	3,391	4,000	2,840,000	1,539	2,000	1,420,000	787	.	.
97,374	97,200	63,180,000	69,966	70,600	45,890,000	31,745	31,400	20,410,000	16,228	17,000	11,050,000
10,097	10,000	6,400,000	7,255	7,600	4,864,000	3,291	3,200	2,048,000	1,683	1,600	1,024,000
3,078	3,200	4,320,000	2,212	2,000	2,700,000	1,004	800	1,080,000	513	400	540,000
3,078	3,000	4,050,000	2,212	2,400	3,240,000	1,004	1,200	1,620,000	513	600	810,000
616	2,000	280,000	442	.	.	200	.	.	103	.	.
44,326	44,000	14,520,000	31,850	31,600	10,428,000	14,451	14,400	4,752,000	7,387	7,600	2,508,000
4,638	4,500	4,500	3,332	3,200	3,200	1,512	1,500	1,500	774	1,000	1,000
25,652	22,600	34,691,000	18,432	21,200	32,542,000	8,362	10,200	15,657,000	4,275	5,400	8,289,000
1,909	2,000	3,070,000	1,371	1,200	1,842,000	622	400	614,000	318	1,000	1,535,000
2,052	.	.	1,474	.	.	669	.	.	342	.	.
7,490	8,000	10,960,000	5,382	10,000	13,700,000	2,442	4,000	5,480,000	1,248	1,000	1,370,000
6,156	10,000	18,000,000	4,424	.	.	2,007	.	.	1,026	.	.
10,261	10,000	10,000	7,373	10,000	10,000	3,345	3,000	3,000	1,710	7,000	7,000
6,156	6,000	6,000,000	4,424	4,000	4,000,000	2,007	2,000	2,000,000	1,026	2,000	2,000,000
7,059	10,000	10,000	5,072	4,000	4,000	2,302	3,600	3,600	1,177	1,200	1,200
2,052	2,000	2,000,000	1,475	2,000	2,000,000	669	.	.	342	.	.
	449,300	254,884,740		310,200	183,553,440		150,500	82,492,940		87,600	43,142,540
		255,199,711			183,368,591			83,196,897			42,531,254
		- 314,971			+ 184,849			- 703,957			+ 611,286

N° 2142.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à la caisse de secours en cas de maladies de l'Administration des anciens chemins de fer d'Etat impériaux royaux autrichiens et à ses fonds séparés. Signée à Vienne, le 15 juin 1924.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the Sick Benefit Fund of the Administration of the Former Imperial and Royal Austrian State Railways, and regarding the separate Sections of that Fund. Signed at Vienna, June 15, 1924.

N^o 2142. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIVE A LA CAISSE DE SECOURS EN CAS DE MALADIES DE L'ADMINISTRATION DES ANCIENS CHEMINS DE FER D'ÉTAT IMPÉRIAUX ROYAUX AUTRICHIENS ET A SES FONDS SÉPARÉS. SIGNÉE A VIENNE, LE 15 JUIN 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure selon l'article 275 du Traité de Saint-Germain une convention au sujet de la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et de ses fonds séparés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr JAN BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale,

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Paragraphe premier.

On procédera à la liquidation des biens de la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens, des fonds extraordinaires de secours et des fonds de secours pour les médecins de la caisse susdite, puis des fonds de secours des anciens chemins de fer imp. roy. privilégiés de l'ouest de la Bohême (*k. k. priv. Böhmische Westbahn*) et des fonds de secours des chemins de fer du nord-ouest (*Nordwestbahn*), tels qu'ils existaient à la date du 7 juin 1924.

Paragraphe 2.

Les biens des fonds de secours des anciens chemins de fer imp. roy. privilégiés de l'ouest de la Bohême sont assignés en totalité, tels qu'ils existaient à la date du 7 juin 1924, à la République tchécoslovaque. Les titres à remettre sont énumérés dans l'annexe I qui constitue une partie intégrante de la présente convention.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2142. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING THE SICK BENEFIT FUND OF THE ADMINISTRATION OF THE FORMER IMPERIAL AND ROYAL AUSTRIAN STATE RAILWAYS AND REGARDING THE SEPARATE SECTIONS OF THAT FUND. SIGNED AT VIENNA, JUNE 15, 1924. _____

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in conformity with Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a convention regarding the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and the separate sections of that Fund, have appointed as their Plenipotentiaries,

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head [of Section at the Federal Ministry for Social Administration,

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Paragraph 1.

The property of the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and the extraordinary benefit funds and the benefit funds for the doctors of the above-mentioned Fund, as well as the benefit funds of the former Imperial and Royal privileged Railways of Western Bohemia (*k. k. priv. Böhmsche Westbahn*) and of the North-Western Railway (*Nordwestbahn*), as existing on June 7, 1924, shall be liquidated.

Paragraph 2.

The property of the benefit funds of the former Imperial and Royal privileged Railways of Western Bohemia shall be assigned in its entirety, as existing on June 7, 1924, to the Czechoslovak Republic. The securities to be handed over are enumerated in Annex I, which shall constitute an integral part of the present Convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

Paragraphe 3.

Les immeubles de la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens se composant de trois bâtiments d'habitation à Vienne XIII/4, Hackingerstrasse 41-45, ayant actuellement une valeur portée sur les livres de 170.907 couronnes, qui sont loués à la « *Gemeinnützige Bau- und Wohnungsgenossenschaft* » à Vienne, autrefois « *Erster Spar- und Bauverein von Bediensteten der k. k. österreichischen Staatsbahnen* », ainsi que les créances de prêts des fonds extraordinaires de secours de la caisse de secours en cas de maladies susdite envers la même société d'un montant de 147.209 couronnes sont assignés à la République d'Autriche. Les immeubles susdits sont loués à la société susmentionnée contre paiement anticipé de 4 $\frac{1}{3}$ % d'intérêts et contre remboursement dans 72 ans d'après le tableau d'amortissement des fonds placés et passeront l'amortissement des fonds placés accompli conformément au contrat à la propriété de la société.

Paragraphe 4.

Les titres énumérés dans l'annexe II, qui constitue une partie intégrante de la présente convention, avec les coupons pas remboursés à la date du 7 juin 1924 sont répartis d'après la clef de répartition suivante fixée d'un commun accord :

Il revient

A la République d'Autriche	33,20	%
Au Royaume d'Italie	2.—	%
A la République de Pologne	20.—	%
Au Royaume de Roumanie	2,05	%
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	2,75	%
A la République tchécoslovaque	40.—	%

Les détails de la répartition des titres résultent de l'annexe II ; les titres de chaque espèce y désignés comme non lotis seront répartis eu égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux dans l'ordre observé à l'alinéa précédent.

Les différences mentionnées dans l'annexe II sur la base des valeurs estimatives du 15 octobre 1923, différences résultant par suite des restes indivisibles vis-à-vis des quotes-parts proportionnelles seront balancées en couronnes autrichiennes.

Les quotes-parts des titres d'emprunt de guerre revenant aux Etats nationaux à l'exception de l'Autriche conformément aux annexes I et III seront remises à la République d'Autriche pour être détruites.

Paragraphe 5.

Le numéraire existant à la date du 7 juin 1924 est assigné à la République d'Autriche.

La République d'Autriche s'engage à payer seule la dette envers la Caisse de prêts de guerre contractée à l'occasion de la souscription de titres d'emprunt de guerre.

Paragraphe 6.

Toutes les créances et dettes existant entre la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous paragraphe premier, d'une part, et l'ancien Trésor public imp. roy. de l'Autriche, d'autre, part sont considérées comme compensées.

Paragraphe 7.

Dans le cas où des créances envers la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous paragraphe

Paragraph 3.

The premises of the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways, consisting of three houses — Nos. 41-45 Hackingerstrasse, Vienna XIII/4, at present valued in the books at 170,907 crowns and let to the "*Gemeinnützige Bau- und Wohnungsgenossenschaft*" at Vienna, formerly "*Erster Spar- und Bauverein von Bediensteten der k. k. österreichischen Staatsbahnen*", together with the loans advanced to that company out of the extraordinary funds of the above-mentioned Sick Benefit Fund, amounting to 147,209 crowns, shall be assigned to the Republic of Austria. The above-mentioned premises are let to the above company on payment in advance of $4\frac{1}{3}$ % interest, subject to repayment in 72 years according to the table for the redemption of invested funds and, once this redemption is accomplished in conformity with the contract, shall become the property of the company.

Paragraph 4.

The securities enumerated in Annex II, which shall constitute an integral part of the present Convention, together with the coupons unredeemed on June 7, 1924, shall be distributed in the following proportions, which have been fixed by agreement :

Republic of Austria	33.20	%
Kingdom of Italy	2.—	%
Republic of Poland.	20.—	%
Kingdom of Roumania	2.05	%
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	2.75	%
Czechoslovak Republic	40.—	%

The detailed distribution of the securities is shown in Annex II; the securities of each kind therein mentioned as not allotted shall be distributed in the arithmetical order of their numbering between the States in the order observed in the preceding paragraph.

The differences mentioned in Annex II on the basis of the values estimated on October 15, 1923, — differences due to indivisible remainders after division of shares — shall be adjusted in Austrian crowns.

The shares of war loan bonds accruing to the different States, with the exception of Austria, in conformity with Annexes I and III, shall be handed over to the Republic of Austria to be destroyed.

Paragraph 5.

Cash as on June 7, 1924, shall be assigned to the Republic of Austria.

The Republic of Austria undertakes alone to pay the debt to the War Loan Fund contracted through subscription to war loan bonds.

Paragraph 6.

All claims and debts between the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and the funds mentioned in paragraph 1, of the one part, and the former Imperial and Royal Austrian public Treasury, of the other part, shall be regarded as set off.

Paragraph 7.

In the event of subsequent claims against the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways or against the funds mentioned in paragraph 1,

premier à l'exception des fonds de secours des anciens chemins de fer imp. roy. privilégiés de l'ouest de la Bohême, seraient réclamés plus tard, l'Etat, dont le ressortissant a joui du secours respectif, les prendra à sa charge dans la mesure des biens à lui assignés.

Paragraphe 8.

La République d'Autriche s'engage à conserver pendant un délai de dix ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires concernant la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous paragraphe 1, à permettre aux organes autorisés par la République tchécoslovaque d'en prendre connaissance ou copie.

La République d'Autriche accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres, qui reviennent à la République tchécoslovaque, et pourvoira, le cas échéant, à ce que les marques autrichiennes soient annulées.

Dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la présente convention, le Gouvernement autrichien mettra à la disposition de la Légation de la République tchécoslovaque à Vienne ou de l'office à désigner par celle-ci à Vienne les titres qui reviennent à cet Etat selon les dispositions précédentes, après que les différences mentionnées sous paragraphe 4, alinéa 3, auront été balancées en argent comptant.

Paragraphe 9.

La caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous paragraphe premier sont considérés comme dissouts à la date du 7 juin 1924.

Après l'exécution de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu du Traité de Saint-Germain au sujet de la caisse de secours et des fonds mentionnés plus haut.

Paragraphe 10.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le quinze juin mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :
D^r Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :
W. THAA.

except the benefit funds of the former Imperial and Royal privileged Railways of Western Bohemia, the State whose national has received the benefit in question shall be responsible for these debts to the extent of the property assigned to it.

Paragraph 8.

The Republic of Austria undertakes to preserve for ten years from the coming into force of the present Convention the files and accessory documents relating to the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and to the funds mentioned in paragraph 1, and to allow the authorised organs of the Czechoslovak Republic to inspect or make copies of them.

The Republic of Austria shall grant free of charge authorisation to export the securities falling to the Czechoslovak Republic and shall, if necessary, ensure that the Austrian inscriptions are cancelled.

Within one month of the coming into force of the present Convention, the Austrian Government shall place at the disposal of the Czechoslovak Legation in Vienna or the office in Vienna to be designated by that Legation, the securities accruing to that State in accordance with the foregoing provisions, after the differences mentioned in Paragraph 4, sub-paragraph 3, have been adjusted in cash.

Paragraph 9.

The Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and the funds mentioned in paragraph 1 shall be regarded as dissolved as from June 7, 1924.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claim on Austria in virtue of the Treaty of Saint-Germain in respect of the Sick Benefit Fund and the funds mentioned above.

Paragraph 10.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the exchange of the instruments of ratification at Vienna.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the fifteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

W. THAA.

ANNEXE I.

LISTE

DES VALEURS ET TITRES DES FONDS DE SECOURS DES ANCIENS CHEMINS DE FER IMP. ROY. PRIVILÉGIÉS
DE L'OUEST DE LA BOHÈME.

a) Valeurs à l'exception des titres d'emprunt de guerre.

	Valeur nominale
4 % einh. konv. steuerfreie Kronenrente Mai-November	52.800 cour.
4,2 % einh. Notenrente Februar-August	10.400 »
4 % steuerfreie österr. Kronenrente. März-September	15.400 »
4 % » » » Juni-Dezember	2.200 »
5 1/4 % Franz Josefbahn in fl.	800 »
4 % Böhm. Westbahn Em. 1885, in Silber	108.800 »
4 % Czernowitz-Novosielitza (Bukow, Lokalbahn)	1.200 »
4 % Franz Josefbahn. Em. 1884, in Silber	800 »
4 % Galiz. Karl Ludwigbahn in Silber	6.400 »
3 1/2 % Ungar.-galiz. Eisenbahn. Em. 1878, konv.	2.000 »
3 1/2 % » » » 1903	400 »
4 % Böhm. Hypothek,-Bank 42 1/2-jähr., ö. W. (Februar-August)	7.600 »
4 % Böhm. Landesbank. Kommunal-Schuldsch., 78-jähr	3.600 »
4 % Galiz. Landesbank. 57 1/2-jähr	1.000 »
4 % Bregenzerwaldbahn	2.000 »
4 % Dux-Bodenbacher Eisenbahn, Em. 1891, in Silber	9.000 »
3,6 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenbahn. Em. 1884, in Silber	1.200 »

Valeur nominale totale 225.600 cour.

Valeur estimative (course de la bourse à Vienne) totale à la date
du 15 octobre 1923. 182,480.800 »

b) Titres d'emprunt de guerre.

IV. Kriegsanleihe (40-jähr.)	2.100 cour.
VI. Kriegsanleihe (40-jähr.)	2.000 »

ANNEX I.

LIST

OF SECURITIES AND BONDS OF THE BENEFIT FUNDS OF THE FORMER IMPERIAL AND ROYAL PRIVILEGED RAILWAYS OF WESTERN BOHEMIA.

(a) *Securities, except war loan bonds.*

	Nominal Value
4 % einh. konv. steuerfreie Kronenrente Mai-November	52,800 crowns
4.2 % einh. Notenrente Februar-August	10,400 »
4 % steuerfreie österr. Kronenrente, März-September	15,400 »
4 % » » » Juni-Dezember	2,200 »
5 1/4 % Franz Josefbahn in fl.	800 »
4 % Böhm. Westbahn Em. 1885, in Silber	108,800 »
4 % Czernowitz-Novosielitza (Bukow. Lokalbahn)	1,200 »
4 % Franz Josefbahn, Em. 1884, in Silber	800 »
4 % Galiz. Karl Ludwigbahn in Silber	6,400 »
3 1/2 % Ungar.-galiz. Eisenbahn, Em. 1878, konv.	2,000 »
3 1/2 % » » » » 1903	400 »
4 % Böhm. Hypothek.-Bank 42 1/2-jähr., ö. W. (Februar-August)	7,600 »
4 % Böhm. Landesbank, Kommunal-Schuldsch., 78-jähr.	3,600 »
4 % Galiz. Landesbank, 57 1/2-jähr.	1,000 »
4 % Bregenzerwaldbahn.	2,000 »
4 % Dux-Bodenbacher Eisenbahn, Em. 1891, in Silber	9,000 »
3.6 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenbahn, Em. 1884, in Silber	1,200 »
Total nominal value	225,600 crowns
Estimated total value (Vienna Stock Exchange) on October 15, 1923	182,480,800 »

(b) *War loan bonds.*

IV. Kriegsanleihe (40-jähr.)	2,100 crowns
VI. Kriegsanleihe (40-jähr.)	2,000 »

ANNEXE II.

TABLEAU DE LA RÉPARTITION DES EFFETS

DE LA CAISSE DE SECOURS EN CAS DE MALADIES DE L'ADMINISTRATION DES ANCIENS
DE SECOURS ET DES FONDS DE SECOURS POUR LES MÉDECINS DE LA CAISSE SUSDITE, PUIS

Valeur nominale en couronnes	Dénomination des titres	Valeur estimative (cours de la bourse à Vienne) du 15 octobre 1923
313.000	4 % einh. Kons. steuerfreie Kronenrente, Mai-November	100
747.900	4 % » » » » Jänner-Juli	100
35.200	4.2 % einh. Notenrente, Februar-August	100
26.000	4 % österr. steuerfreie Goldrente (Gold fl. 13.000)	18.000
1.347.100	4 % » » Kronenrente, März-September	100
60.400	4 % » » » » Juni-Dezember	100
144.200	3 ½ % Investitionsrente	100
1.574.800	5 ¼ % Franz Josefbahn in Silber (Eisenb.-St.-Sch.-V.)	106.000
50.000	4 % Galiz. Karl Ludwigbahn »	1.500
172.400	4 % Pilsen-Priesen-Bahn in fl. »	143.000
143.600	4 % Rudolfbahn, steuerfrei »	3.300
80.000	4 % Albrechtsbahn in Silber (Eisenb.-Pr.-Ob.l.)	1.200
514.400	4 % Böhm. Westbahn, Em. 1895 »	140.000
4.000	4 % Czernowitz-Novosielitza (Bukow, Lokalb.) »	12.000
101.200	4 % Eisenerz-Vordernberger Lokalb, in fl. »	110
193.600	4 % dto., Em. 1892, in fl. »	110
26.000	4 % Franz Josefb., Em. 1884, in Silber »	95.000
548.000	4 % Galiz. Karl Ludwigb., in Silber »	5.000
138.800	4 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenb. Ges., Em. 1894 »	20.000
976.400	4 % Mähr. Grenzbahn »	135.000
282.600	4 % Mähr.-schles. Zentralbahn »	120.000
30.000	3 ½ % Nordwestbahn, öster., lit. A, konv. »	85.000
291.200	3 ½ % » » » lit. B, » »	138.500
54.400	3 ½ % » » » lit. B, Em. 1903 »	138.500
39.600	4 % » » » Em. 1885, in Silber »	95.000
30.000	4 % Pilsen-Priesen-Bahn, in Silber »	140.000
26.000	4 % Rudolfbahn, Em. 1884, in Silber »	10.700
89.600	4 % Südnorddeutsche Verbindungsbahn »	135.000
45.200	3 ½ % Ung.-galiz. Eisenb., Em. 1870, konv. »	50.000
11.200	3 ½ % » » » Em. 1903 »	50.000
16.800	4 % » » » Em. 1887, in Silber »	50.000
12.400	4 % Vorarlberger Bahn, Em. 1884, in Silber »	110
12.000	4 % Ungar, Rente in Kronen, steuerfrei »	100
91.000	4 % Wiener Verkehrsanlagen-Anleihe, Em. I und II »	110
62.000	4 % Triest und Handelskammer Triest »	100
407.800	4 % Bodenkredit-Anstalt, allg. österr., 50-jähr., ö. W. u. K. »	150
28.000	4 % Böhm. Hypoth.-Bank, 42 ½-jähr., ö. W. (Februar-August) »	175.000
6.000	4 % Böhm. Landesbank, Kommunal-Schuldsch., 78-jähr., »	175.000
119.000	4 % Galiz. Landesbank, 57 ½-jähr. »	1.000
45.000	4 % » » Kommunal-Oblig., IV, Em., 45-jähr. »	200
15.000	4 % » » Eisenbahn-Oblig., 57 ½-jähr. »	500
16.000	4 % Absdorf-Stockerau, Eisenbahn-Prioritätsoblig. »	85
17.600	4 % Bregenzerwaldbahn » »	100
7.800	4 % Dux-Bodenbacher Eisenbahn, Em. 1891, in Silber »	138.000
81.200	4 % Kaschau-Oderberger Eisenbahn, Em. 1889 (gem. Str.) & K. »	125.000
60.000	3.6 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenb., Em. 1884, in Silber »	18.000
107.400	4 % » » » Em. 1884, in Silber, steuerfrei »	20.000
500.000	4 % Österr. Losanleihe, ½ Stücke zu K 1000 »	pro Stück 2.000
15.200	4 % » » » ¼ Stücke zu K 200 »	» » 250
1.000	1 Gewinnsschein (ganze) Österr. Losanleihe »	» » 1.000
16.000	3 ½ % Nordwestbahn, lit. A, konv. (Eisenbahn-Prioritätsoblig.) »	113.000
3.200	4 % » » Em. 1885, in Silber (Eisenbahn-Prioritätsoblig.) »	113.000
9.737.200	Valeur nominale totale en couronnes	
5.360.745.000	Valeur estimative totale du 15 octobre 1923 } en couronnes autrichiennes {	
	Differences }	

Les chiffres figurant entre parenthèses représentent les valeurs nominales des titres lotis.

(A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE)

ANNEXE II.

CHEMINS DE FER D'ÉTAT IMP. ROY. AUTRICHIENS, DES FONDS EXTRAORDINAIRES
DES FONDS DE SECOURS DES CHEMINS DE FER DU NORD-OUEST (NORDWESTBAHN).

Quote-part revenante (valeur nominale en couronnes)					
33,20 %	2,00 %	20,00 %	2,05 %	2,75 %	40,00 %
à la République d'Autriche	au Royaume d'Italie	à la République de Pologne	au Royaume de Roumanie	au Royaume des Serbes Croates et Slovènes	à la République Tchécoslovaque
103.900	6.300	62.600	6.400	8.600	125.200
248.300	15.000	149.600	15.300	20.600	299.100
11.700	700	7.000	700	1.000	14.100
8.600	500	5.200	600	700	10.400
447.200	27.000	269.400	27.600	37.100	538.800
20.000	1.200	12.100	1.200	1.700	24.200
47.900	2.900	28.800	2.900	4.000	57.700
522.800	31.600	314.800	32.400	43.200	630.000
16.800	800	10.000	1.200	1.200	20.000
(4.000) 57.200	(200) 3.600	(2.200) 34.400	(200) 3.600	(200) 4.800	(4.400) 68.800
(6.000) 47.600	(400) 2.800	(3.600) 28.800	(400) 2.800	(400) 4.000	(7.200) 57.600
(2.400) 26.400	1.600	(1.200) 16.000	1.600	2.400	(2.400) 32.000
(18.000) 170.800	(1.000) 10.400	(10.800) 102.800	(1.000) 10.400	(1.800) 14.000	(21.400) 206.000
1.600	—	800	—	—	1.600
33.600	2.000	20.400	2.000	2.800	40.400
64.400	4.000	38.800	4.000	5.200	77.200
(800) 8.800	400	(400) 5.200	400	800	(800) 10.400
(22.000) 182.000	(1.400) 11.000	(13.600) 109.600	(1.400) 11.200	(2.000) 15.000	(27.200) 219.200
46.000	2.800	27.600	2.800	4.000	55.600
(13.600) 324.400	(800) 19.600	(8.200) 195.200	(800) 20.000	(1.000) 26.800	(16.400) 390.400
(6.000) 93.600	(400) 6.000	(3.600) 56.400	(400) 6.000	(400) 7.800	(7.200) 112.800
(600) 10.000	400	(200) 6.000	800	800	(400) 12.000
(6.600) 96.800	(400) 5.600	(3.800) 58.400	(400) 6.000	(400) 80.00	(7.600) 116.400
(200) 18.000	1.200	10.800	1.200	1.600	(200) 21.600
(3.400) 13.200	(200) 800	(2.000) 8.000	(200) 800	(200) 1.200	(4.000) 15.600
(600) 9.900	600	(200) 6.000	600	900	(400) 12.000
(800) 8.800	400	(400) 5.200	400	800	(800) 10.400
(400) 29.600	1.600	18.000	2.000	2.400	(400) 36.000
(1.000) 15.200	800	(400) 9.200	800	1.200	(1.000) 18.000
3.600	—	2.400	400	400	4.400
5.600	400	3.200	400	400	6.800
4.000	400	2.400	400	400	4.800
4.000	200	2.400	300	300	4.800
30.200	1.800	18.200	1.900	2.500	36.400
(600) 20.600	(200) 2.000	(400) 18.200	1.300	900	(800) 24.800
135.500	8.100	81.600	8.300	11.200	163.100
9.300	500	5.600	600	800	11.200
2.000	100	1.200	100	200	2.400
39.500	2.400	23.800	2.400	3.300	47.600
14.900	900	9.000	900	1.300	18.000
5.000	300	3.000	300	400	6.000
5.200	400	3.200	400	400	6.400
5.600	400	3.600	400	400	7.200
2.400	—	1.800	—	600	3.000
27.000	1.600	16.200	1.700	2.200	32.500
19.800	1.200	12.000	1.200	1.800	24.000
35.400	1.800	21.600	2.400	3.000	43.200
166.000	10.000	100.000	10.000	14.000	200.000
5.000	400	3.000	400	400	6.000
1.000	—	—	—	—	—
5.200	400	3.200	400	400	6.400
1.200	—	800	—	—	1.200
3.233.100	194.900	1.947.700	199.900	267.900	3.893.700
1.779.647.000	106.931.000	1.072.333.000	110.408.000	147.986.000	2.143.440.000
— 120.000	— 284.000	+ 184.000	+ 513.000	+ 566.000	— 859.000

ANNEX II.

TABLE SHOWING DISTRIBUTION OF SECURITIES

OF THE SICK BENEFIT FUNDS OF THE ADMINISTRATION OF THE FORMER IMPERIAL
AND THE BENEFIT FUNDS FOR DOCTORS OF THE ABOVE-MENTIONED FUND AND

Nominal value in crowns	Description of Securities	Estimated value (Vienna Stock Exchange rate) on October 15th, 1923
313,000	4 % einh. konv. steuerfreie Kronenrente, Mai-November	100
747,900	4 % » » » » Jänner-Juli	100
35,200	4,2 % einh. Notenrente, Februar-August	100
26,000	4 % österr. steuerfreie Goldrente (Gold fl. 13,000)	18,000
1,347,100	4 % » » Kronenrente, März-September	100
60,400	4 % » » » » Juni-Dezember	100
144,200	3 ½ % Investitionsrente	100
1,574,800	5 ¼ % Franz Josefbahn in Silber (Eisenb.-St.-Sch.-V.)	106,000
50,000	4 % Galiz. Karl Ludwigbahn	1,500
172,400	4 % Pilsen-Priesen-Bahn in fl.	143,000
143,600	4 % Rudolfbahn, steuerfrei	3,300
80,000	4 % Albrechtsbahn, in Silber (Eisenb.-Pr.-Obl.)	1,200
514,400	4 % Böhm. Westbahn, Em. 1895	140,000
4,000	4 % Czernowitz-Novosielitza (Bukow. Lokalb.)	12,000
101,200	4 % Eisenerz-Vordernberger Lokalb. in fl.	110
193,600	4 % dto., Em. 1892, in fl.	110
26,000	4 % Franz Josefb., Em. 1884 in Silber	95,000
548,000	4 % Galiz. Karl Ludwigb., in Silber	5,000
138,800	4 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenb. Ges., Em. 1894	20,000
976,400	4 % Mähr. Grenzbahn	135,000
282,600	4 % Mähr.-schles. Zentralbahn	120,000
30,000	3 ½ % Nordwestbahn, öster., lit. A, konv.	85,000
291,200	3 ½ % » » » lit. B,	138,500
54,400	3 ½ % » » » lit. B, Em. 1903	138,500
39,600	4 % » » » Em. 1885, in Silber	95,000
30,000	4 % Pilsen-Priesen-Bahn, in Silber	140,000
26,000	4 % Rudolfbahn, Em. 1884, in Silber	10,700
89,600	4 % Südnorddeutsche Verbindungsbahn	135,000
45,200	3 ½ % Ung.-galiz. Eisenb., Em. 1870, konv.	50,000
11,200	3 ½ % » » » Em. 1903	50,000
16,800	4 % » » » Em. 1887, in Silber	50,000
12,400	4 % Vorarlberger Bahn, Em. 1884, in Silber	110
12,000	4 % Ungar. Rente in Kronen, steuerfrei	100
91,000	4 % Wiener Verkehrsanlagen-Anleihe, Em. I und II	110
62,000	4 % Triest und Handelskammer Triest	100
407,800	4 % Bodenkredit-Anstalt, allg. österr., 50-jähr., ö. W. u. K.	150
28,000	4 % Böhm. Hypoth.-Bank, 42 ½-jähr., ö. W. (Februar-August)	175,000
6,000	4 % Böhm. Landesbank, Kommunal-Schuldsch., 78-jähr.	175,000
119,000	4 % Galiz. Landesbank, 57 ½-jähr.	1,000
45,000	4 % » » Kommunal-Oblig., IV. Em., 45-jähr.	200
15,000	4 % » » Eisenbahn-Oblig., 57 ½-jähr.	500
16,000	4 % Absdorf-Stockerau, Eisenbahn-Prioritätsoblig.	85
17,600	4 % Bregenzwaldbahn	100
7,800	4 % Dux-Bodenbacher Eisenbahn, Em. 1891, in Silber	138,000
81,200	4 % Kaschau-Oderberger Eisenbahn, Em. 1889 (gem. Str.) ö. K.	125,000
60,000	3,6 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenb., Em. 1884, in Silber	18,000
107,400	4 % » » » Em. 1884, in Silber, steuerfrei	20,000
500,000	4 % Österr. Losanleihe, 1/1 Stücke zu K 1000	pro Stück 2,000
15,200	4 % » » » 1/8 Stücke zu K 200	» » 250
1,000	1 Gewinstschein (ganze) Österr. Losanleihe	» » 1,000
16,000	3 ½ % Nordwestbahn, lit. A, konv. (Eisenbahn-Prioritätsoblig.)	113,000
3,200	4 % » » Em. 1885, in Silber (Eisenbahn-Prioritätsoblig.)	113,000
9,737,200	Nominal value in crowns	
5,360,745,000	Total estimated value on October 15th, 1923	
	Differences } in Austrian crowns {	

The figures given in brackets represent the nominal values of the securities allocated.

(WITH THE EXCEPTION OF WAR LOAN BONDS)

ANNEX II.

AND ROYAL AUSTRIAN STATE RAILWAYS, THE EXTRAORDINARY BENEFIT FUNDS
THE BENEFIT FUND OF THE NORTH-WESTERN RAILWAY (NORDWESTBAHN).

Share (Nominal value in crowns)					
33.20 %	2.00 %	20.00 %	2.05 %	2.75 %	40.000%
of the Austrian Republic	of the Kingdom of Italy	of the Polish Republic	of the Kingdom of Roumania	of the Kingdom of the S. C. S.	of the Czechoslovak Republic
103,900	6,300	62,600	6,400	8,600	125,200
248,300	15,000	149,600	15,300	20,600	299,100
11,700	700	7,000	700	1,000	14,100
8,600	500	5,200	600	700	10,400
447,200	27,000	269,400	27,600	37,100	538,800
20,000	1,200	12,100	1,200	1,700	24,200
47,900	2,900	28,800	2,900	4,000	57,700
522,800	31,600	314,800	32,400	43,200	630,000
16,800	800	10,000	1,200	1,200	20,000
(4,000) 57,200	(200) 3,600	(2,200) 34,400	(200) 3,600	(200) 4,800	(4,400) 68,800
(6,000) 47,600	(400) 2,800	(3,600) 28,800	(400) 2,800	(400) 4,000	(7,200) 57,600
(2,400) 26,400	1,600	(1,200) 16,000	1,600	2,400	(2,400) 32,000
(18,000) 170,800	(1,000) 10,400	(10,800) 102,800	(1,000) 10,400	(1,800) 14,000	(21,400) 206,000
1,600	—	800	—	—	1,600
33,600	2,000	20,400	2,000	2,800	40,400
64,400	4,000	38,800	4,000	5,200	77,200
(800) 8,800	400	(400) 5,200	400	800	(800) 10,400
(22,000) 182,000	(1,400) 11,000	(13,600) 109,600	(1,400) 11,200	(2,000) 15,000	(27,200) 219,200
46,000	2,800	27,600	2,800	4,000	55,600
(13,600) 324,400	(800) 19,600	(8,200) 195,200	(800) 20,000	(1,000) 26,800	(16,400) 390,400
(6,000) 93,600	(400) 6,000	(3,600) 56,400	(400) 6,000	(400) 7,800	(7,200) 112,800
(600) 10,000	400	(200) 6,000	800	800	(400) 12,000
(6,600) 96,800	(400) 5,600	(3,800) 58,400	(400) 6,000	(400) 80,000	(7,600) 116,400
(200) 18,000	1,200	10,800	1,200	1,600	(200) 21,600
(3,400) 13,200	(200) 800	(2,000) 8,000	(200) 800	(200) 1,200	(4,000) 15,600
(600) 9,900	600	(200) 6,000	600	900	(400) 12,000
(800) 8,800	400	(400) 5,200	400	800	(800) 10,400
(400) 29,600	1,600	18,000	2,000	2,400	(400) 36,000
(1,000) 15,200	800	(400) 9,200	800	1,200	(1,000) 18,000
3,600	—	2,400	400	400	4,400
5,600	400	3,200	400	400	6,800
4,000	400	2,400	400	400	4,800
4,000	200	2,400	300	300	4,800
(600) 30,200	(200) 1,800	(400) 18,200	1,900	2,500	(800) 36,400
20,600	2,000	12,400	1,300	900	24,800
135,500	8,100	81,600	8,300	11,200	163,100
9,300	500	5,600	600	800	11,200
2,000	100	1,200	100	200	2,400
39,500	2,400	23,800	2,400	3,300	47,600
14,900	900	9,000	900	1,300	18,000
5,000	300	3,000	300	400	6,000
5,200	400	3,200	400	400	6,400
5,600	400	3,600	400	400	7,200
2,400	—	1,800	—	600	3,000
27,000	1,600	16,200	1,700	2,200	32,500
19,800	1,200	12,000	1,200	1,800	24,000
35,400	1,800	21,600	2,400	3,000	43,200
166,000	10,000	100,000	10,000	14,000	200,000
5,000	400	3,000	400	400	6,000
1,000	—	—	—	—	—
5,200	400	3,200	400	400	6,400
1,200	—	800	—	—	1,200
3,233,100	194,900	1,947,700	199,900	267,900	3,893,700
1,779,647,000	106,931,000	1,072,333,000	110,408,000	147,986,000	2,143,440,000
120,000	284,000	184,000	513,000	566,000	859,000

ANNEXE III.

TABLEAU DE LA RÉPARTITION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE

DE LA CAISSE DE SECOURS EN CAS DE MALADIES DE L'ADMINISTRATION DES ANCIENS CHEMINS DE FER D'ÉTAT IMP. ROY. AUTRICHIENS, DES FONDS EXTRAORDINAIRES DE SECOURS ET DES FONDS DE SECOURS POUR LES MÉDECINS DE LA CAISSE SUSDITE, PUIS DES FONDS DE SECOURS DES CHEMINS DE FER DU NORD-OUEST (NORDWESTBAHN).

Valeur nominale en couronnes	Dénomination des titres	Quote-part revenant						
		33,20 %	2,00 %	20,00 %	2,05 %	2,75 %	40,00 %	
		à la République d'Autriche	au Royaume d'Italie	à la République de Pologne	au Royaume de Roumanie	au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	à la République Tchécoslovaque	
1.621.500	III. Kriegsanleihe	538.300	32.400	324.300	33.300	44.600	648.600	
1.007.600	IV. Kriegsanleihe (40-jährig)	334.500	20.200	201.500	20.700	27.700	403.000	
1.340.300	V. Kriegsanleihe (40-jährig)	445.000	26.800	268.100	27.500	36.800	536.100	
14.800	VI. Kriegsanleihe (40-jährig)	4.900	300	3.000	300	400	5.900	
3.000	VII. Kriegsanleihe (40-jährig)	900	100	600	100	100	1.200	
6.600	VIII. Kriegsanleihe (40-jährig)	2.200	100	1.300	200	200	2.600	
3.993.800		1.325.800	79.900	798.800	82.100	109.800	1.597.400	

Dr Jan BRABLEC.

W. THAA.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 23 août 1929.

Dr Karel Kazbunda,

Directeur des Archives, a. i.

ANNEX III.

TABLE SHOWING DISTRIBUTION OF WAR LOAN BONDS

OF THE SICK BENEFIT FUND OF THE ADMINISTRATION OF THE FORMER IMPERIAL AND ROYAL AUSTRIAN STATE RAILWAYS, THE EXTRAORDINARY BENEFIT FUNDS AND THE BENEFIT FUNDS FOR DOCTORS OF THE ABOVE-MENTIONED FUND AND THE BENEFIT FUND OF THE NORTH-WESTERN RAILWAY (NORDWESTBAHN).

Nominal value in crowns	Description of Securities	Share (Nominal value in crowns)							
		33.20 %	2.00 %	20.00 %	2.05 %	2.75 %	40.00 %	of the Kingdom of the Czechoslovak Republic	
		of the Austrian Republic	of the Kingdom of Italy	of the Polish Republic	of the Kingdom of Roumania	of the Kingdom of the S. C. S.			
1,621,500	III. Kriegsanleihe	538,300	32,400	324,300	33,300	44,600	648,600		
1,007,600	IV. Kriegsanleihe (40-jährig)	334,500	20,200	201,500	20,700	27,700	403,000		
1,340,300	V. Kriegsanleihe (40-jährig)	445,000	26,800	268,100	27,500	36,800	536,100		
14,800	VI. Kriegsanleihe (40-jährig)	4,900	300	3,000	300	400	5,900		
3,000	VII. Kriegsanleihe (40-jährig)	900	100	600	100	100	1,200		
6,600	VIII. Kriegsanleihe (40-jährig)	2,200	100	1,300	200	200	2,600		
3,993,800		1,325,800	79,900	798,800	82,100	109,800	1,597,400		

Dr. Jan ERABLEC.

W. THAA.

N° 2143.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs. Signée à Vienne, le 15 juin 1924.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the Miners' Accident Insurance Organisation. Signed at Vienna, June 15, 1924.

N^o 2143. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DES MINEURS. SIGNÉE A VIENNE, LE 15 JUIN 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain une convention au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Jan BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs sont réparties d'après les principes suivants :

A. RÉPARTITION DES CHARGES DES ASSURANCES.

1. Chacune des deux Parties contractantes assume la fraction des charges des assurances qui résulte d'accidents au sens de la loi autrichienne du 30 décembre 1917, bulletin des lois de l'Empire N^o 253, survenus jusqu'à la fin du mois de décembre 1918 dans les établissements situés sur son territoire.

2. Les charges des assurances à supporter au sens des dispositions précédentes incombent à partir du 1^{er} janvier 1919, conformément aux règlements internes de l'État respectif, à l'office qui, dans l'État qui a assumé ces charges des assurances, est chargé de l'assurance contre les accidents des mineurs pour les établissements où les accidents sont survenus ou qui a été désigné comme compétent pour ces charges par le gouvernement de cet État.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2143. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING THE MINERS' ACCIDENT INSURANCE ORGANISATION. SIGNED AT VIENNA, JUNE 15, 1924.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain a Convention regarding the Miners' Accident Insurance Organisation, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The insurance liabilities and the funds of the Miners' Accident Insurance Organisation shall be distributed in accordance with the following principles :

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. Each of the two Contracting Parties shall assume the portion of insurance liabilities resulting from accidents within the meaning of the Austrian law of December 30, 1917, Imperial Law Gazette No. 253, which occurred up to the end of December 1918 in undertakings situated in its territory.

2. The insurance liabilities to be borne in virtue of the foregoing provisions shall, as from January 1, 1919, and in conformity with the internal regulations of the State concerned, devolve on the office in the State accepting these liabilities which is responsible for insurance against accidents to miners of the undertakings in which the accidents have occurred, or the office which has been selected as competent in respect of these liabilities by the Government of that country.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

3. Par l'entrée en vigueur de la présente convention, toute activité de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs cessera.

4. La République d'Autriche remettra à la République tchécoslovaque les dossiers de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs qui ont trait aux charges des assurances à assumer par ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de dix ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas réparties, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de la République tchécoslovaque ou de l'office qui dans cet Etat a, d'après le N° 2, assumé la charge des assurances, et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats contractants pourvoient à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente convention soient fournis par les offices intéressés et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. Les paiements des assurances effectués par l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs à partir du 1^{er} janvier 1919 jusqu'à la suspension de son activité, paiements qui suivant la répartition des charges des assurances prévues sous A incombent à une des Parties contractantes, et les primes versées à l'établissement susdit pour une période après la date du 1^{er} janvier 1919 seront réglées selon les registres de l'établissement susmentionné de la manière suivante :

a) Seront portés au débit du compte de la République tchécoslovaque	1.113.588,42 cour.
De la République de Pologne	97.515,76 »
Du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	57.632,42 »
Du Royaume d'Italie	40.302,90 »
b) Seront portés au crédit du compte de la République d'Autriche	471.918,70 »
Du Royaume de Roumanie	2.020,08 »

Dans la somme mentionnée en premier lieu il a été tenu compte de l'avoir du Ministère de la Prévoyance sociale à Prague envers l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs de 695.756,91 couronnes, qui résulte des versements du susdit Ministère d'un total de 1.950.000 couronnes déduction faite des paiements fiduciaires de rentes et des restitutions, ainsi que de l'avoir de l'établissement susmentionné au Bureau postal de chèques à Prague de 165.283,76 couronnes.

Dans la somme de 695.756,91 couronnes est compris le montant de 250.000 couronnes, transféré par le Ministère de la Prévoyance sociale à Prague le 1^{er} septembre 1919 au compte de chèque de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs au Bureau postal de chèque à Prague, montant que le Bureau de banque du Ministère des Finances à Prague fait passer comme dette gagée de l'établissement susmentionné contractée sur la base de titres d'emprunt de guerre dégagées, émission III^e, valeur nominale 500.000 couronnes. N'y sont pas compris les intérêts de ce montant pour la période du 12 septembre 1919 jusqu'au 5 septembre 1923 au montant de 62.953,93 couronnes tchécoslovaques.

2. Outre les créances et dettes mentionnées sous N° 1 l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs possédait à la date du 30 juin 1923 les fonds suivants :

I. Actifs.

Encaisse	53.444 cour.
Avoirs auprès des établissements de crédit :	
a) Caisse d'épargne postale autrichienne	9.234 »
b) Banques	5.262.339 »

3. All the activities of the Miners' Accident Insurance Organisation shall cease with the entry into force of the present Convention.

4. The Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic the files of the Miners' Accident Insurance Organisation which relate to the insurance liabilities to be accepted by the latter State and undertakes to preserve for ten years from the coming into force of the present Convention those files and accessory documents which are not distributed, to permit their inspection by authorised organs of the Czechoslovak Republic or of the office in that country which, in accordance with No. 2, has accepted the insurance liabilities, and, if necessary, to hand over to them those files and accessory documents which it does not itself require. The Contracting States shall ensure that all information relating to the execution of the present Convention is furnished by the offices concerned and agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. Insurance payments made by the Miners' Accident Insurance Organisation between January 1, 1919, and the termination of its activities, which payments, according to the distribution of insurance liabilities provided for under A devolve on one of the Contracting Parties, and the premiums paid to the above-mentioned Organisation for a period subsequent to January 1, 1919, shall be settled in accordance with the registers of the above-mentioned Organisation, as follows :

(a) Debited to the Czechoslovak Republic	1,113,588.42 crowns
Debited to the Republic of Poland	97,515.76 crowns
Debited to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	57,632.42 crowns
Debited to the Kingdom of Italy	40,302.90 crowns
(b) Credited to the Republic of Austria	471,918.70 crowns
Credited to the Kingdom of Roumania	2,020.08 crowns

The first-mentioned sum is fixed with due regard to the amount of 695,756.91 crowns standing to the credit of the Ministry of Social Insurance at Prague with the Miners' Accident Insurance Organisation, which sum represents payments by the said Ministry amounting to 1,950,000 crowns less fiduciary payments of pensions and monies returned, and it also takes account of the amounts of 165,283.76 crowns standing to the credit of the above-mentioned Organisation at the Postal Cheque Office at Prague.

The sum of 695,756.91 crowns includes 250,000 crowns transferred by the Ministry of Social Insurance at Prague on September 1, 1919, to the cheque account of the Miners' Accident Insurance Organisation and deposited at the Postal Cheque Office at Prague, which amount the Banking Department of the Ministry of Finance at Prague has entered as a pledged debt of the above-mentioned Organisation contracted on the basis of redeemed war loan bonds, third issue, nominal value 500,000 crowns. It does not include the interest on this amount for the period between September 12, 1919, and September 5, 1923, amounting to 62,953.93 Czechoslovak crowns.

2. In addition to the claims and debts mentioned in No. 1, the Miners' Accident Insurance Organisation possessed on June 30, 1923, the following funds :

I. Assets.

Cash	53,444 crowns
Assets in the hands of credit institutions :	
(a) Austrian Postal Savings Bank	9,234 crowns
(b) Banks	5,262,339 crowns

Titres et valeurs :

a) Titres d'emprunt de guerre émission III ^e , val. nom.	7,000.000 cour.
Emission IV ^e , val. nom.	10.000.000 »
Emission V ^e , val. nom.	15.220.000 »
Emission VI ^e , val. nom.	10.000.000 »
Emission VII ^e , val. nom.	10.000.000 »
Emission VIII ^e , val. nom.	3.000.000 »
Emission VIII ^e , bons de trésor val. nom.	7.000.000 »
b) Autres valeurs :	
Rente en couronnes convertie (<i>4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai—November</i>), val. nom.	240.000 »
Rente en couronnes convertie (<i>4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner—Juli</i>), val. nom.	1.000 »
Rente en papier (<i>4,2prozentige Notenrente</i>), val. nom.	55.200 »
Rente en argent (<i>4,2prozentige Silberrente</i>), val. nom.	200 »
Rente autrichienne en couronnes (<i>4prozentige österreichische Kronenrente, März—September</i>), val. nom.	3,151.000 »
Rente autrichienne en couronnes (<i>4prozentige österreichische Kronenrente, Juni—Dezember</i>), val. nom.	440.000 »
Obligations d'emprunt des établissements de communications de Vienne (<i>4prozentige Wiener-Verkehrsanlagenanleihe</i>), val. nom.	114.000 »
Lettres de gage de la banque autrichienne-hongroise (<i>4prozentige verlosbare Pfandbriefe der Oesterreichisch-ungarischen Bank</i>), val. nom.	34.000 »
Lettres de gage de la banque foncière de la Basse-Autriche (<i>4prozentige Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypothekenanstalt</i>), val. nom.	54.000 »

II. Passifs.

- a) Dette gagée 14.566.527 cour.
 b) Créances diverses non-payées datant de l'époque avant le 31 décembre 1918 et présentées à l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs jusqu'au 15 mars 1924 d'un total de 40.883,15 couronnes.

Les créances mentionnées sous N^o 1, *lit. a*, seront assignées par anticipation aux Etats respectifs ; les dettes mentionnées sous N^o 1, *lit. b*, seront assumées par les Etats respectifs auxquels sont assignés en compensation et par anticipation les titres suivants sur l'état des valeurs existant, savoir :

A l'Autriche :

Obligations d'emprunt des établissements de communication de Vienne (<i>4prozentige Wiener Verkehrsanlagenanleihe</i>), val. nom.	114.000 cour.
Lettres de gage de la banque autrichienne-hongroise (<i>4prozentige Pfandbriefe der Oesterreichisch-ungarischen Bank</i>), val. nom.	34.000 »
Lettres de gage de la banque foncière de la Basse-Autriche (<i>4prozentige Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypothekenanstalt</i>) val. nom.	54.000 »

A la Roumanie :

Rente en couronnes convertie (<i>4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner—Juli</i>), val. nom.	1.000 »
Rente en argent (<i>4,2prozentige Silberrente</i>), val. nom.	200 »

Bonds and securities :

(a) War Loan Bonds, Third Issue, nominal value	7,000,000 crowns
War Loan Bonds, fourth Issue, nominal value	10,000,000 crowns
War Loan Bonds, fifth Issue, nominal value	15,220,000 crowns
War Loan Bonds, sixth Issue, nominal value	10,000,000 crowns
War Loan Bonds, seventh Issue, nominal value	10,000,000 crowns
War Loan Bonds, eighth Issue, nominal value	3,000,000 crowns
War Loan Bonds, eighth Issue, Treasury Bonds, nominal value	7,000,000 crowns
(b) Other securities :	
Converted crown bonds (<i>4prozente konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai-November</i>), nominal value	240,000 crowns
Converted crown bonds (<i>4prozente konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner-Juli</i>), nominal value	1,000 crowns
Paper bonds (<i>4.2prozente Notenrente</i>), nominal value	55,200 crowns
Silver bonds (<i>4.2prozente Silberrente</i>), nominal value	200 crowns
Austrian crown bonds (<i>4prozente österreichische Kronenrente, März-September</i>), nominal value	3,151,000 crowns
Austrian crown bonds (<i>4prozente österreichische Kronenrente, Juni-Dezember</i>), nominal value	440,000 crown
Loan debentures of Vienna transport undertakings (<i>4prozente Wiener Verkehrsanlagenanleihe</i>), nominal value	114,000 crowns
Bonds of Austro-Hungarian Bank (<i>4prozente verlosbare Pfandbriefe der Oesterreichisch-ungarischen Bank</i>), nominal value	34,000 crowns
Bonds of the Lower-Austrian Land Bank (<i>4prozente Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypothekenanstalt</i>), nominal value	54,000 crowns

II. Liabilities.

(a) Pledged debt	14,566,527 crowns
(b) Various unpaid debts dating from the period before December 31st, 1918, and presented to the Miners' Accident Insurance Organisation up to March 15, 1924, amounting in all to 40,883.15 crowns.	

The debts mentioned under 1 (a) shall be assigned in advance to the respective States ; the debts mentioned under 1 (b) shall be accepted by the respective States to which are assigned in compensation and in advance the following securities at their present value :

To Austria :

Loan debentures of Vienna transport undertakings (<i>4prozente Wiener Verkehrsanlagenanleihe</i>), nominal value	114,000 crowns
Bonds of the Austro-Hungarian Bank (<i>4prozente Pfandbriefe der Oesterreichisch-ungarischen Bank</i>), nominal value	34,000 crowns
Bonds of the Lower Austrian Land Bank (<i>4prozente Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypothekenanstalt</i>), nominal value	54,000 crowns

To Roumania :

Converted crown bonds (<i>4prozente konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner-Juli</i>), nominal value	1,000 crowns
Silver Bonds (<i>4.2prozente Silberrente</i>), nominal value	200 crowns

3. L'encaisse et les avoirs auprès des banques reviennent à l'Autriche qui, par contre, s'engage à payer les dettes de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs mentionnées sous N° 2, II, *b*) d'après leur valeur nominale en couronnes autrichiennes ; les dettes gagées pas encore payées (N° 2, II, *a*) seront payées par l'Autriche.

4. La partie restante des fonds entièrement placée en valeurs, sera répartie en proportion de la charge des assurances assumées par chacune des Parties contractantes. Il en résulte les quotes-parts suivantes pour chacun des États intéressés :

Pour la République d'Autriche	9.795 %
Pour la République tchécoslovaque	74.716 %
Pour le Royaume d'Italie	1.337 %
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	3.820 %
Pour la République de Pologne	10.287 %
Pour le Royaume de Roumanie	0.045 %

Toutefois, pour compenser le paiement partiel de la dette gagée par les fonds de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs, l'Autriche renonce à la moitié de la rente en couronnes convertie (*4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrenten, Mai—Nov.*), qui lui reviendrait selon sa quote-part, dont un nominal de 10.000 couronnes est assigné à la République tchécoslovaque, 1200 couronnes à la République de Pologne et 500 couronnes au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ; en outre la République d'Autriche cède à la République tchécoslovaque de sa quote-part de cette espèce de rentes un nominal de 3.600 couronnes pour rembourser en partie les intérêts de la dette gagée envers le Bureau de banque à Prague (section *B*, N° 1, al. 3).

Les détails de la répartition des titres résultent de l'annexe qui constitue une partie intégrante de la présente convention.

5. Le droit de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs de réclamer ultérieurement des primes passé à l'Etat national sur le territoire duquel le siège de l'établissement contribuable est situé.

6. Les réclamations qui pourraient surgir de paiements faits après la séparation des valeurs monétaires à l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs pour acquitter des primes arriérées résultant de l'époque avant le 31 décembre 1918 en couronnes autrichiennes ou non estampillées par des établissements situés sur le territoire de la République tchécoslovaque seront transférés à la République tchécoslovaque.

7. Le Gouvernement autrichien mettra à la disposition de la Légation de la République tchécoslovaque à Vienne les titres et valeurs, qui lui seront dus selon les dispositions précédentes, notamment au siège du lieu de dépôt, dans le délai d'un mois à compter du jour de l'entrée en vigueur de cette convention. Les titres d'emprunt de guerre seront munis de la remarque : « *Von der Republik Oesterreich nicht übernommen* », les autres valeurs seront délivrées sans remarque. Le Gouvernement autrichien accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres dûment ajustés à livrer à l'autre Partie contractante.

8. Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

9. Chacune des Hautes Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbres et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs.

3. The cash balance and the assets with the banks shall accrue to Austria, which, in return undertakes to pay the debts of the Miners' Accident Insurance Organisation mentioned under No. 2, II (b) at their nominal value in Austrian crowns : the pledged debts not yet paid (No. 2 II (a)) shall be paid by Austria.

4. The remainder of the funds, which are all invested in securities, shall be distributed in proportion to the insurance liabilities assumed by each of the Contracting Parties. The charge of each of the States concerned shall therefore be as follows :

Republic of Austria	9.795 %
Czechoslovak Republic	74.716 %
Kingdom of Italy	1.337 %
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	3.820 %
Republic of Poland	10.287 %
Kingdom of Roumania	0.045 %

In order, however, to set off the partial payment of the pledged debt by the funds of the Miners' Accident Insurance Organisation, Austria shall waive the half of the converted crown bonds (4 *prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai-Nov.*) which accrues to her as her share, and out of this a nominal value of 10,000 crowns shall be assigned to the Czechoslovak Republic, 1,200 crowns to the Republic of Poland and 500 crowns to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Further the Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic out of its share of these securities a nominal value of 3,600 crowns as partial repayment of the interest on the pledged debt to the Banking Department at Prague (Section B, No. 1, paragraph 3).

The detailed distribution of securities is shown in the annex, which shall constitute an integral part of the present Convention.

5. The right of the Miners' Accident Insurance Organisation to claim premiums later shall devolve on the country in whose territory the contributing Organisation has its seat.

6. Any claims which may arise in connection with payments by organisations situated in Czechoslovakia made, after separation of the funds, to the Miners' Accident Insurance Organisation for the purpose of settling arrears of premiums relating to the period before December 31, 1918, in Austrian or unstamped crowns, shall be transferred to the Czechoslovak Republic.

7. The Austrian Government shall place at the disposal of the Czechoslovak Legation in Vienna, the bonds and securities due to it in conformity with the foregoing provisions, at the place of deposit, within one month from the entry into force of this Convention. The war loan bonds shall be inscribed "*Von der Republik Osterreich nicht übernommen*". The other securities shall be handed over without any inscription. The Austrian Government shall grant free of charge authorisation to export the securities (in due order) to be handed over to the other Contracting Party.

8. The transfer to the competent insurance organisation of the funds allocated to each State shall be subject to the internal regulations of the latter.

9. Each of the High Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which may become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain with regard to the Miners' Accident Insurance Organisation.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible ; elle entrera en vigueur 14 jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le quinze juin mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche:

W. THAA.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the fifteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

W. THAA.

ANNEXE

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES

Valeur nominale en couronnes	Dénomination des titres	Quote-part revenant						
		9,795 % à la République d'Autriche	74,716 % à la République tchécoslovaque	1,337 % au Royaume d'Italie	3,820 % au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	10,287 % à la République de Pologne	0,045 % au Royaume de Roumanie	
240.000	4 % konvertierte steuerfreie Kronrente, Mai-November	8.200	192.900	3.200	9.700	25.900	100	
55.200	4,2 % Notenrente	5.400	41.300	700	2.100	5.700	—	
3.591.000	4 % österreichische Kronrente	351.800	2.683.000	48.000	137.200	369.400	1.600	
7.000.000	III. Steuerfreie österreichische Kriegsanleihe	685.700	1.5230.100	93.600	267.400	720.000	3.200	
10.000.000	IV. Österreichische Kriegsanleihe vom Jahre 1915	979.500	7.471.600	133.700	382.000	1.028.700	4.500	
15.220.000	V. Österreichische Kriegsanleihe vom Jahre 1916	1.490.900	11.371.800	203.500	581.300	1.565.600	6.900	
10.000.000	VI. Österreichische Kriegsanleihe (5 1/2 %)	979.500	7.471.600	133.700	382.000	1.028.700	4.500	
10.000.000	VII. Österreichische Kriegsanleihe (5 1/2 %)	979.500	7.471.600	133.700	382.000	1.028.700	4.500	
10.000.000	VIII. Österreichische Kriegsanleihe (5 1/2 %)	979.500	7.471.600	133.700	382.000	1.028.700	4.500	
66.106.200		6.460.000	49.405.500	833.800	2.525.700	6.801.400	29.800	

¹ Dont 500.000 couronnes ont été déjà transférées à Prague.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 23 août 1929.

Dr Karel Kazbunda,

Directeur des Archives, a. i.

ANNEX.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF SECURITIES.

Nominal value in crowns	Description of Securities	Share of					
		9.795% to the Republic of Austria	74.716% to the Czechoslovak Republic	1.337% to the Kingdom of Italy	3.820% to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	10.287% to the Republic of Poland	0.045% to the Kingdom of Roumania
240,000	4% konvertierte steuerfreie Kronenrente. Mai-November	8,200	192,900	3,200	9,700	25,900	100
55,200	4.2% Notenrente	5,400	41,300	700	2,100	5,700	—
3,591,000	4% österreichische Kronenrente	331,800	2,683,000	48,000	137,200	369,400	1,600
7,000,000	III. Steuerfreie österreichische Kriegsanleihe.	685,700	1,5,230,100	93,600	267,400	720,000	3,200
10,000,000	IV. Österreichische Kriegsanleihe vom Jahre 1915	979,500	7,471,600	133,700	382,000	1,028,700	4,500
15,220,000	V. Österreichische Kriegsanleihe vom Jahre 1916	1,490,900	11,371,800	203,500	581,300	1,565,600	6,900
10,000,000	VI. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½%)	979,500	7,471,600	133,700	382,000	1,028,700	4,500
10,000,000	VII. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½%)	979,500	7,471,600	133,700	382,000	1,028,700	4,500
10,000,000	VIII. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½%)	979,500	7,471,600	133,700	382,000	1,028,700	4,500
66,106,200		6,460,000	49,405,500	833,800	2,525,700	6,801,400	29,800

¹ Of which 500,000 have already been transferred to Prague.

N° 2144.

AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention suivant l'article 275 du
Traité de Saint-Germain, concer-
nant l'établissement d'assurances
contre les accidents des ouvriers
pour Vienne, pour la Basse-Autri-
che et pour le Burgenland. Signée
à Vienne, le 22 décembre 1924.

AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention concluded in Execution
of Article 275 of the Treaty
of Saint-Germain regarding the
Workmen's Accident Insurance
Organisation for Vienna, Lower
Austria and the Burgenland.
Signed at Vienna, December 22,
1924.

N^o 2144. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SUIVANT L'ARTICLE 275 DU TRAITÉ DE ST-GERMAIN, CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DES OUVRIERS POUR VIENNE, POUR LA BASSE-AUTRICHE ET POUR LE BURGENLAND. SIGNÉE A VIENNE, LE 22 DÉCEMBRE 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain une convention au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents des ouvriers pour Vienne, pour la Basse-Autriche et pour le Burgenland, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r JAN BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale à Prague ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

1. La République tchécoslovaque assume la charge des assurances qui se rapportent aux personnes assurées par l'établissement d'assurances contre les accidents des ouvriers pour Vienne, pour la Basse-Autriche et le Burgenland (appelé par la suite brièvement « L'Établissement ») qui jusqu'au 31 juillet 1920 ont subi un accident dans des établissements industriels ayant eu leur siège sur le territoire de la Basse-Autriche cédé par la République d'Autriche à la République tchécoslovaque en vertu de l'article 27, lit. 6, du Traité de Saint-Germain.

2. La charge des assurances à assumer par la République tchécoslovaque suivant le N^o 1, incombe, à partir du 31 juillet 1920, à l'assureur qui, par la réglementation intérieure de la République tchécoslovaque, est chargé de l'exécution des assurances contre les accidents des ouvriers ou qui sera désigné comme y étant compétent par l'autorité compétente de cet Etat. Les prestations d'assurance effectuées par l'Établissement aux personnes nommées sous le N^o 1 seront donc, à partir du 31 juillet 1920, à la charge dudit assureur.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2144. — CONVENTION², BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCLUDED IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 275 OF THE TREATY OF SAINT-GERMAIN, REGARDING THE WORKMEN'S ACCIDENT INSURANCE ORGANISATION FOR VIENNA, LOWER AUSTRIA AND THE BURGENLAND. SIGNED AT VIENNA, DECEMBER 22, 1924.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a convention regarding the Workmen's Accident Insurance Organisation for Vienna, Lower Austria and the Burgenland, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance at Prague, and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

1. The Czechoslovak Republic shall assume the insurance liabilities in respect of persons insured by the Workmen's Accident Insurance Organisation for Vienna, Lower Austria and the Burgenland (hereinafter described as "the Organisation") who up to July 31, 1920, sustained an accident in the industrial establishments formerly situated in the part of the territory of Lower Austria transferred by the Republic of Austria to the Czechoslovak Republic in accordance with Article 27, paragraph 6, of the Treaty of Saint-Germain.

2. The insurance liabilities to be assumed by the Czechoslovak Republic under No. 1 shall, as from July 31, 1920, be borne by the insurance institution which under the internal regulations of the Czechoslovak Republic is responsible for the administration of workmen's accident insurance or which is selected as competent for the purpose by the competent authority of that State. Consequently, the insurance benefits paid by the Organisation to the persons mentioned under No. 1 shall, as from July 31, 1920, be borne by the aforesaid insurance institution.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

3. A la date du 31 juillet 1920 toute activité de l'Établissement a cessé en ce qui concerne le territoire mentionné sous le N° 1.

4. La République d'Autriche remettra à la République tchécoslovaque les dossiers et pièces auxiliaires de l'Établissement qui ont trait aux charges d'assurances à assumer par la République tchécoslovaque, et aura soin que les dossiers et pièces auxiliaires qui ne seront pas transmis, soient conservés pendant un délai de dix ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention auprès l'Établissement, et que l'Établissement permette aux organes légitimés de la République tchécoslovaque ou des offices tchécoslovaques assumant la charge des assurances d'en prendre connaissance.

5. Des titres de la rente autrichienne en couronnes de l'émission 1912 (*Österreichische Kronenrente, Emission 1912*) d'une valeur nominale de 114,000 couronnes sera transmise à la République tchécoslovaque comme quote-part des fonds de l'Établissement correspondant aux charges des assurances assumées, déduction faite des prestations d'assurances à rembourser à l'Établissement selon N° 2. Ces titres seront mis à la disposition de la Légation tchécoslovaque à Vienne ou à l'office de dépôt à Vienne à désigner par celle-ci, revêtus d'aucune remarque dans le délai d'un mois à partir de la ratification de la présente convention par les Hautes Parties contractantes. La République d'Autriche veillera à ce que les listes des numéros des rentes soumises à la commission des réparations soient rectifiées et accordera gratuitement l'exportation de ces titres. Le transfert des valeurs indiquées ci-dessus à l'office compétent sera effectué suivant la réglementation intérieure de la République tchécoslovaque.

6. Le droit de l'Établissement de réclamer ultérieurement des primes passe au sujet des établissements industriels mentionnés sous le N° 1 à la République tchécoslovaque.

7. Les réclamations éventuelles dérivant de paiements faits en couronnes autrichiennes ou non estampillées après la séparation des valeurs monétaires à l'Établissement pour acquitter des primes arriérées résultant de l'époque avant le 31 juillet 1920 pour les établissements industriels mentionnés sous le N° 1 passent à la République tchécoslovaque.

8. Chacune des Hautes Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbres et d'autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de la présente convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'Établissement.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le vingt-deux décembre mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r JAN BRABLEC, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :

THAA, *m. p.*

Copie certifiée conforme :

Praha, le 23 août 1929.

D^r Karel Kazbunda.

Directeur des Archives a. i.

3. All acts of the Organisation in respect of the territory mentioned under No. 1 shall be deemed to have ceased on July 31, 1920.

4. The Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic the files and accessory documents of the Organisation referring to the insurance liabilities to be accepted by the Czechoslovak Republic, and shall ensure that for at least ten years from the coming into force of the present Convention the files and accessory documents which are not handed over are preserved at the offices of the Organisation, and shall instruct the Organisation to allow the authorised organs of the Czechoslovak Republic or the Czechoslovak offices which accept the insurance liabilities to inspect them.

5. Austrian Government crown bonds, 1912 issue (*österreichische Kronenrente, Emission 1912*), to a nominal value of 114,000 crowns, shall be handed over to the Czechoslovak Republic as its share of the funds of the Organisation in respect of the insurance liabilities assumed, after deduction of the insurance benefits repayable to the Organisation in accordance with No. 2. These bonds, which shall bear no inscription, shall be placed at the disposal of the Czechoslovak Legation at Vienna or of the office of deposit at Vienna to be selected by that Legation, within one month of the ratification of the present Convention by the High Contracting Parties. The Republic of Austria shall ensure that the lists of numbers of the bonds to be submitted to the Reparation Commission are corrected and shall grant permission to export the bonds free of charge. The transfer of the above-mentioned securities to the competent office shall be effected in accordance with the internal regulations of the Czechoslovak Republic.

6. The right of the Organisation subsequently to claim premiums shall be transferred in respect of the industrial establishments mentioned under No. 1 to the Czechoslovak Republic.

7. Any claims in respect of payments made to the Organisation in Austrian or unstamped crowns after the separation of the funds for the settlement of premiums in arrears relating to the period prior to July 31, 1920, and owed by the industrial establishments mentioned under No. 1, shall be transferred to the Czechoslovak Republic.

8. Each of the High Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp or other duties which might become leviable in its territory at the time of the execution of the present Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain with regard to the Organisation.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna this twenty-second day of December, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, one of which shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :
(Signed) DR. JAN BRABLEC.

For the Republic of Austria :
(Signed) THAA.

N° 2145.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant les établissements suppléants d'assurances sur les pensions d'employés, avec protocole additionnel, signés à Vienne, le 17 janvier 1925, et un second protocole additionnel du 2 février 1928.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions, with Additional Protocol, signed at Vienna, January 17, 1925, and a second Additional Protocol of February 2, 1928.

N^o 2145. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCES SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS. SIGNÉE A VIENNE, LE 17 JANVIER 1925.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet des établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, qui, étant établis sur le territoire de la République d'Autriche avant le démembrement de l'ancien Empire d'Autriche, opéraient aussi sur le territoire de la République tchécoslovaque, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Jan BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de Section au Ministère pour l'Administration sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds des établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés (*Ersatzinstitute der Pensionsversicherung von Angestellten*), institués selon le paragraphe 65 de la loi autrichienne du 16 décembre 1906, bulletin des lois de l'Empire N^o 1, ex 1907, dans la rédaction de l'Ordonnance impériale du 25 juin 1914, bulletin des lois de l'Empire N^o 138, établissements qui avaient leur siège sur le territoire de la République d'Autriche à la date du 31 décembre 1918, et qui opéraient avant le démembrement de l'ancien Empire d'Autriche aussi sur le territoire de la République tchécoslovaque, sont réparties d'après les principes suivants :

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, c'est-à-dire les droits à des rentes ou les expectatives à des rentes acquis par les assurés des établissements suppléants d'assurance

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2145. — CONVENTION² BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 17, 1925.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention concerning supplementary insurance organisations for employees' pensions which, being established in Austrian territory before the dismemberment of the former Austrian Empire, were also operating in the territory of the Czechoslovak Republic, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The insurance liabilities and the funds of the supplementary insurance organisations for employees' pensions (*Ersatzinstitute der Pensionsversicherung von Angestellten*) established under paragraph 65 of the Austrian Law of December 16, 1906, Imperial Law Gazette No. 1, ex 1907, as amended by the Imperial Decree of June 25, 1914, Imperial Law Gazette No. 138, which establishments had their seat in the territory of the Republic of Austria on December 31, 1918, and were also operating before the dismemberment of the former Austrian Empire in the territory of the Czechoslovak Republic, shall be distributed according to the following principles :

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. Liabilities existing at the end of December 1918, that is to say, claims to pensions or contingent pension benefits acquired by the insured members of supplementary insurance

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

et les membres de leurs familles passent à la compétence de l'Etat sur le territoire duquel les assurés avaient leur dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions, pourvu que selon l'annexe I de la présente convention une quote-part des fonds de l'établissement respectif lui soit attribuée. Le même principe s'applique aux remboursements pendants de primes déclarés dans le bilan dudit établissement suppléant d'assurance pour la fin de l'année 1918 et aux remboursements de primes réclamés dans la suite en vertu d'une assurance échuë au plus tard à la fin de l'année 1918.

Sont à considérer comme assurés non seulement les membres des établissements suppléants d'assurance qui sont obligés de se faire assurer, mais aussi les autres membres des établissements susdits.

Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, qui se rapportent aux assurés et rentiers dont le dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions était situé hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche ou sur le territoire d'un Etat auquel selon l'annexe I de la présente convention aucune quote-part des fonds de l'établissement respectif n'est attribuée, passent à la compétence de l'Etat National auquel revient la plus grande partie des fonds de l'établissement suppléant respectif. Cependant les charges d'assurances de la caisse des retraites de la maison Henri Franck Fils à Linz, concernant les employés de la succursale à Zagreb, passent à la compétence du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

2. Sera soumis à la réglementation intérieure de l'Etat respectif de prescrire par quel office et de quelle manière seront assumées les charges d'assurances qui ont passé à la compétence de cet Etat.

3. Si un établissement suppléant d'assurance avait continué son activité sur le territoire de la République tchécoslovaque après le 31 décembre 1918, cette continuation serait considérée comme une assurance fiduciaire exécutée pour le compte de l'Office, qui entrera en considération selon les dispositions du N° 2.

On réglera l'assurance fiduciaire en prenant pour base les intérêts du compte courant encaissés réellement, savoir les versements et paiements faits en monnaie austro-hongroise en couronnes autrichiennes, les autres versements et paiements dans la monnaie dans laquelle ils étaient faits. A titre de remboursement des frais d'administration, seront dus seulement aux établissements suppléants d'assurance généraux 5 % de la somme des recettes résultant de l'assurance fiduciaire.

4. La République d'Autriche pourvoira à ce que les établissements suppléants d'assurance délivrent aux offices entrant en considération selon les dispositions du N° 2, en tant que les circonstances le permettent, tous les dossiers et pièces auxiliaires qui concernent les charges des assurances à assumer par ces offices suivant les dispositions précédentes. Au cas où il serait impossible de procéder de la sorte, plusieurs assureurs participant aux mêmes dossiers, les intéressés auront le droit par un délai de dix ans de les examiner et d'en prendre copie au siège de l'établissement d'assurance sur les pensions d'employés (*Pensionsanstalt für Angestellte*) à Vienne. Les Hautes Parties contractantes pourvoient en outre, à ce que tous les renseignements ayant trait à l'exécution de cette convention soient donnés par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. On procédera à la répartition des fonds des établissements suppléants d'assurance (actifs et passifs) tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1918 en séparant les dettes gagées dérivant de la souscription aux titres d'emprunt de guerre des fonds à répartir et assignant ces dettes en totalité à la République d'Autriche seule. Les revenus des fonds qui existaient le jour normatif, qui sont échus effectivement jusqu'à la fin de mars 1924, seront répartis, déduction faite de 10 % pour frais d'administration. Au cas où il ne serait pas possible de fixer le montant des revenus,

organisations and the members of their families, shall be transferred to the competence of the State in whose territory the insured persons had their last place of employment which decides the competence of pensions insurance organisations, provided that a share in the funds of the organisation concerned is granted to that State under Annex I of the present Convention. The same principle shall apply to pending repayments of premiums as announced in the balance-sheet of the said supplementary insurance organisation for the end of the year 1918, and to repayments of premiums subsequently claimed in virtue of an insurance which fell due not later than the end of the year 1918.

Insured persons shall be considered to include not only the members of supplementary insurance organisations who are compelled to be insured, but also the other members of the above-mentioned organisations.

The liabilities existing at the end of December 1918, and relating to insured persons and pensioners whose last place of employment determining the competence of pensions insurance organisations was situated outside the boundaries of the former Austrian Empire or in the territory of a State to which no share in the funds of the organisation concerned is allocated under Annex I of the present Convention, shall be transferred to the competence of the country receiving the largest share of the funds of the supplementary organisation concerned. Nevertheless, the insurance liabilities of the Pensions Fund of the firm of Heinrich Franck and Sons at Linz, concerning employees of the branch at Zagreb, shall be transferred to the competence of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

2. It shall rest with the internal regulations of the State concerned to prescribe the office which shall accept the insurance liabilities transferred to the competence of that country and the manner of their acceptance.

3. If any supplementary insurance organisation continued its operations in the territory of the Czechoslovak Republic after December 31, 1918, these continued activities shall be regarded as a fiduciary insurance effected on behalf of the office competent under No. 2.

The fiduciary insurance shall be regulated on the basis of the interest on the current account actually received, that is to say, contributions and payments in Austro-Hungarian currency shall be settled in Austrian crowns, and other contributions and payments in the currency in which they were made. Five per cent of the receipts resulting from fiduciary insurance shall be due to the general supplementary insurance organisations only, as repayment of the costs of administration.

4. The Republic of Austria shall ensure that the supplementary insurance organisations hand over to the offices competent under No. 2, whenever circumstances permit, all files and accessory documents relating to the insurance liabilities to be taken over by these offices in accordance with the foregoing provisions. Should this be impossible for the reason that particular files affect several insurance organisations, those concerned shall have the right for ten years to examine and take copies of them at the seat of the insurance organisation for employees' pensions (*Pensionsanstalt für Angestellte*) at Vienna. The High Contracting Parties shall further ensure that all information relating to the execution of this Convention is furnished by the offices concerned, and they agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices, without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. The funds of the supplementary insurance organisations (assets and liabilities) shall be distributed as they existed on December 31, 1918, pledged debts arising out of subscription to war loan bonds being separated from the funds to be distributed and being assigned in their entirety to the Republic of Austria alone. The income from the funds as existing at the date fixed actually due up to the end of March 1924 shall be distributed, subject to a deduction of 10 % for costs of administration. If it should be impossible to fix the amount of such income, 1 % per month

1 % par mois sera mis en compte à titre des revenus. Pour l'encaisse résultant pour le 31 mars 1924 selon les dispositions précédentes 1 % par mois sera payé à titre d'intérêts jusqu'à la date du paiement effectif de l'encaisse.

2. Chacun des Etats intéressés aura droit à la quote-part des fonds qui répond à la proportion entre la charge des assurances revenant à chaque Etat d'après la section A, N° 1 et la charge totale des assurances existant le jour normatif. Si un bilan technique n'a pas été établi, les fonds seront répartis en proportion du nombre des assurés revenant à chaque Etat à la totalité des assurés ; en ce cas un assuré touchant une retraite sera considéré comme 2 assurés, une veuve touchant une retraite comme 1 assuré et $\frac{1}{2}$, un rentier pupillaire comme un demi assuré.

3. Les créances garanties par des immeubles, ainsi que les autres créances, abstraction faite des créances fondées sur des valeurs, seront cédées à l'Etat sur le territoire duquel le débiteur a son domicile (son siège). Les créances en tant qu'elles sont amorties seront remplacées par l'argent comptant reçu. Les droits éventuels qui pourraient surgir d'amortissements de telles créances accomplis en couronnes autrichiennes ou austro-hongroises après la séparation des valeurs monétaires, sont assignés à l'Etat à qui revient l'encaisse. Les créances (les encaisses qui les remplacent) seront mises en compte sur la quote-part revenant d'après le N° 2 à cet Etat en valeur nominale en couronnes.

4. Les valeurs vendues après le jour normatif seront remplacées par le produit. Les valeurs loties qui ont été payées après le jour normatif jusqu'à la date de la signature de la présente convention seront remplacées par le produit de lotissement.

Les effets dont le tirage aura déjà été publié officiellement en Autriche à la date de la signature de la présente convention, dont le remboursement cependant n'aura pas encore eu lieu à cette date, seront répartis proportionnellement et en nature à valoir sur la quote-part de l'espèce respective des effets revenant à chaque Etat selon l'article premier, section B, N° 2 ; un reste indivisible de ces effets lotis, mais pas payés, revient à l'Etat sur le territoire duquel l'office d'émission est situé.

Du reste les effets seront répartis par égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux dans l'ordre suivant : la République d'Autriche, le Royaume d'Italie, la République de Pologne, le Royaume de Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la République tchécoslovaque. Les restes indivisibles des valeurs seront balancés en couronnes autrichiennes sur base des valeurs estimatives de la Chambre de la Bourse à Vienne à la date du 31 décembre 1923.

5. Pour compenser les quote-parts proportionnelles des immeubles des établissements suppléants ci-dessous nommés, la République d'Autriche versera les montants suivants des fonds des établissements suppléants qui conservent les immeubles :

a) Pour les maisons de l'Etablissement des Retraites de la Banque générale des Dépôts (*Allgemeine Depositenbank*) à Vienne, I., Teinfaltstrasse 4 et à Graz, Herrengasse 7 et Prokopigasse 8 :

A la République tchécoslovaque	11,250.000	cour.
Au Royaume d'Italie.	26,470.000	»
A la République de Pologne.	129,042.000	»
Au Royaume de Roumanie	22,500.000	»

b) Pour la maison de la Caisse des retraites pour les employés de la Société (par actions) des Manufactures de Tapis et d'étoffes pour meubles (autrefois Philippe Haas et Fils) à Vienne, VI., Stumpergasse 5 :

A la République tchécoslovaque	44,800.000	cour.
A la République de Pologne.	20,580.000	»

Au cas où la maison serait vendue avant l'exécution de la répartition des fonds pour un prix supérieur à 700,000.000 couronnes, la République d'Autriche livrera les quote-parts proportionnelles du produit dépassant le susdit montant.

shall be placed to the account of income. As regards the cash balance resulting at the date March 31, 1924, according to the foregoing provisions, 1 % per month shall be paid as interest up to the time of the actual payment of the cash balance.

2. Each of the States concerned shall be entitled to a share in the funds corresponding to the proportion which its share of insurance liabilities according to Section A, No. 1 bears to the total insurance liabilities existing on December 31, 1918. If no technical balance-sheet has been prepared, the funds shall be distributed in proportion to the number of insured persons allocated to each State compared with the total number of insured persons ; in this case an insured person in receipt of a pension shall be regarded as two insured persons, a widow in receipt of a pension shall be regarded as one and a half insured persons, and a child pensioner as half an insured person.

3. Debts guaranteed by immovable property, and other debts, apart from those based on securities, shall be handed over to the State in whose territory the debtor has his domicile (seat). Debts that have been liquidated shall be replaced by the cash received. Any claims arising out of the liquidation in Austrian or Austro-Hungarian crowns of such debts subsequent to the separation of the funds, shall be assigned to the State to which the cash balance falls. The debts (or the cash in lieu thereof) shall be reckoned as part of the share accruing to that State in accordance with No. 2, at their nominal value in crowns.

4. Securities sold after the appointed date shall be replaced by the yield. Securities allotted and paid between the appointed date and the date of the signature of the present Convention shall be replaced by the yield from the allotment.

Securities the drawing of which shall already have been officially published in Austria at the time of the signing of the present Convention but which shall not have been repaid at that date, shall be divided proportionately and in kind, on account of the share of that particular kind of security allocated to each State under Article I, Section B., No. 2 ; any indivisible remainder left over from these drawn but unpaid securities shall accrue to the State in whose territory the office of issue is situated.

The securities shall be distributed in the arithmetical order of their numbering between the States in the following order : Republic of Austria, Kingdom of Italy, Republic of Poland, Kingdom of Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Czechoslovak Republic. Indivisible remainders shall be adjusted in Austrian crowns on the basis of the estimated values on the Vienna Stock Exchange on December 31, 1923.

5. In order to adjust the proportionate shares in the premises of the supplementary organisations mentioned below, the Republic of Austria shall pay the following amounts out of the funds of the supplementary organisations which maintain the premises :

(a) In respect of the offices of the Pensions Organisation of the General Deposit Bank (*Allgemeine Depositenbank*) at No. 4, Teinfaltstrasse, Vienna I, and at No. 7, Herrengasse and No. 8 Prokopigasse, Graz :

To the Czechoslovak Republic	11,250,000 crowns
To the Kingdom of Italy	26,470,000 crowns
To the Republic of Poland	129,042,000 crowns
To the Kingdom of Roumania.	22,500,000 crowns

(b) In respect of the office of the Pensions Fund for Employees of the Joint Stock Company for the Manufacture of Carpets and Furniture Coverings (late Philippe Haas and Sons) of No. 5, Stumpergasse, Vienna VI :

To the Czechoslovak Republic	44,800,000 crowns
To the Republic of Poland	20,580,000 crowns

Should the office be sold before the funds are distributed for a sum exceeding 700,000,000 crowns, the Republic of Austria shall hand over proportionate shares of the yield in excess of that sum.

c) Pour les maisons d'habitation pour ouvriers à Strassgang, district de Graz-environs, de l'établissement des retraites pour les employés de la Première Brasserie par actions de Graz, autrefois François Schreiner et Fils et les terres vagues de cet établissement qui y sont situées :

Au Royaume d'Italie.	1,696.000 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes . . .	1,500.000 »

En outre la République tchécoslovaque recevra la quote-part proportionnelle du produit de la vente des maisons d'habitation pour ouvriers de l'Etablissement des retraites de la Société minière alpine autrichienne à Donawitz, arrondissement Leoben, vente qui a eu lieu à la fin de 1920.

6. La quote-part revenant d'après les dispositions précédentes des fonds des établissements suppléants ressortant des annexes I-IV qui constituent une partie intégrante de la présente convention, sera transférée dans le délai de trois mois après la ratification de cette convention à la Légation de la République tchécoslovaque à Vienne ou à un bureau à désigner par celle-ci à Vienne. La République d'Autriche remettra les titres d'emprunt de guerre munis de la remarque « *von der Republik Österreich nicht übernommen* » et les autres titres sans aucune remarque, veillera à ce que les listes des numéros soumises à la commission des réparations soient rectifiées et accordera l'exportation gratuite de ces titres.

7. Le transfert éventuel à l'office entrant en considération selon section A, N° 2 des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

8. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres, qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet des établissements suppléants d'assurance. L'Etat respectif n'est obligé que d'employer les fonds reçus pour chaque établissement selon les prescriptions précédentes conformément à l'article 275, alinéa 2, du Traité de Saint-Germain.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

THAA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A LA CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE.

La clef de répartition de 88.715 pour cent pour la République tchécoslovaque et de 10.408 pour cent pour la République d'Autriche, fixée dans le bilan technique de l'établissement des retraites de la Société de l'industrie du Fer à Prague (*Prager Eisenindustrie-gesellschaft*), établi

(c) In respect of the workmen's dwellings at Strassgang, near Graz, belonging to the Pensions Organisation for Employees of the First Graz Joint Stock Brewery (late Franz Schreiner and Sons) and the unbuilt-on land belonging to this Organisation there situated :

To the Kingdom of Italy 1,696,000 crowns
 To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. 1,500,000 crowns

Further, the Czechoslovak Republic shall receive a proportionate share of the yield from the sale at the end of 1920 of the workmen's dwellings belonging to the Pensions Organisation of the Austrian Alpine Mining Association at Donawitz in the district of Leoben.

6. The share in the funds of the supplementary organisations allocated in virtue of the foregoing provisions and shown in Annexes I to IV, which shall constitute an integral part of the present Convention, shall, within three months of the ratification of this Convention, be transferred to the Czechoslovak Legation at Vienna or to an office in Vienna to be selected by that Legation. The Republic of Austria shall hand over war loan bonds inscribed "*von der Republik Österreich nicht übernommen*" and the other securities, without any inscription upon them; it shall ensure that the lists of numbers submitted to the Reparation Commission are corrected and shall grant permission to export these securities free of charge.

7. The transfer to the office competent under Section A, No. 2 of the funds allocated to each country shall be subject to the internal regulations of the country concerned.

8. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which might become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.]

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain concerning the supplementary insurance organisations. The State concerned shall only be obliged to employ the funds it receives under the foregoing provisions for each organisation in conformity with Article 275, paragraph 2, of the Treaty of Saint-Germain.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date of the exchange of the instruments of ratification at Vienna.

Done at Vienna, the seventeenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-five, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

THAA.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE CONVENTION BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA.

The proportionate rate of 88.715 % for the Czechoslovak Republic and 10.408 % for the Republic of Austria, as fixed in the technical balance-sheet of the Pensions Organisation of the Prague Iron Manufacturing Company (*Prager Eisenindustrie-gesellschaft*), established on February

le 28 février 1919, et la répartition des fonds de cet établissement, exécutée sur cette base, sont reconnues par les Hautes Parties contractantes comme correspondant aux prescriptions de la convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés. Il en est de même en ce qui concerne l'arrangement ayant déjà eu lieu pour l'établissement des retraites de la Société (par actions) de Charronnerie à Nesselsdorf (*Nesselsdorfer Wagenbau-Fabriks-Aktiengesellschaft*).

Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage, en outre, à rendre possible l'exécution des conventions avec les Etats nationaux intéressés, concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, en ce qui concerne les établissements suppléants tombant sous le coup de ces conventions et dont les fonds ou des parties des fonds ont été déjà transférés à la République tchécoslovaque.

Les prescriptions de ce protocole additionnel entreront en vigueur en même temps que la convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

THAA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

A LA CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord de considérer comme anciens territoires de l'Autriche les parties de l'ancien Royaume de Hongrie transférées par le Traité de Trianon à la République tchécoslovaque quant à l'application de la convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés. Les Hautes Parties contractantes tiendront compte de la modification des quote-parts des charges indiquées dans l'annexe I de la convention qui résulte du principe susindiqué en assignant à la République tchécoslovaque — outre les parties des fonds des établissements indiquées dans les annexes III et IV de la convention — 25.000 couronnes en argent comptant, des titres d'emprunt de guerre val. nom. 1900 couronnes et des rentes en couronnes unifiées converties de 4 pour cent, val. nom. 400 couronnes.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, de modifier les dispositions de l'art. I, section B, N^o 1, dernière phrase de la convention de manière que pour l'encaissé résultant pour le 31 mars 1924 le taux d'intérêts prévu par les dispositions du droit civil autrichien en vigueur aux époques respectives soit payé à titre d'intérêts jusqu'à la date du paiement effectif de l'encaisse.

Ce protocole additionnel entrera en vigueur en même temps que la convention susdite.

Fait à Vienne, le deux février mil neuf cent vingt-huit en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

THAA.

28, 1919, and the distribution of the funds of that Organisation effected on this basis, are recognised by the High Contracting Parties as conforming to the provisions of the Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions. The same shall apply to the arrangement already concluded in respect of the Pensions Organisation of the Nesselsdorf Carriage-Building (Shareholders') Company (*Nesselsdorfer Wagenbau-Fabriks-Aktiengesellschaft*).

The Czechoslovak Government further undertakes to provide facilities for the execution of conventions with the countries concerned regarding supplementary insurance for employees' pensions in respect of the supplementary organisations covered by those conventions whose funds or portions of funds have already been transferred to the Czechoslovak Republic.

The provisions of this Additional Protocol shall enter into force at the same time as the Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions.

Done at Vienna, the seventeenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-five in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

THAA.

SECOND ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE CONVENTION BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA REGARDING SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS.

For the purposes of the application of the Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions, the High Contracting Parties agree to regard as former Austrian territories the parts of the former Kingdom of Hungary transferred by the Treaty of Trianon to the Czechoslovak Republic. The High Contracting Parties shall take into account the modification in the apportionment of the liabilities indicated in Annex I to the Convention resulting from the application of the above-mentioned principle, and shall accordingly assign to the Czechoslovak Republic — in addition to the portions of the funds of the organisations mentioned in Annexes III and IV to the Convention — 25,000 crowns in cash, war loan bonds to a nominal value of 1,900 crowns and converted unified 4 % crown bonds to a nominal value of 400 crowns.

The High Contracting Parties further agree to amend the provisions of Article I, Section B, No. 1 (last sentence) of the Convention in such a way as to ensure that, as regards the cash balance resulting at the date March 31, 1924, the rate of interest provided for under the Austrian Civil Law in force on the respective dates shall be paid as interest up to the time of the actual payment of the cash balance.

This Additional Protocol shall come into force at the same time as the above-mentioned Convention.

Done at Vienna, the second day of February, one thousand nine hundred and twenty-eight, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

THAA.

ANNEXE I.

QUOTES-PARTS PROPORTIONNELLES

DES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE

Numéro d'ordre	Dénomination et siège de l'établissement
<i>a) Etablissements suppléants généraux :</i>	
1	Pensionsinstitut der Angestellten der Textilindustrie in Wien
2	Pensionsinstitut des Vereines für Güterbeamte in Wien
3	Pensionsinstitut für die Bühnen- und Orchesterangehörigen Österreichs in Wien
4	Pensionsinstitut für Beamte der österreichischen Papierindustrie in Wien
5	Allgemeines Pensionsinstitut der österreichischen Pharmazeuten in Wien
6	Pensionsverein der landwirtschaftlichen Genossenschaften in Österreich in Wien
7	Pensionsinstitut des österreichischen Faktorenverbandes in Wien (round sum)
	Total
<i>b) Etablissements pour des maisons individuelles (avec un bilan technique) :</i>	
8	Pensionsinstitut der Österreichischen Alpinen Montangesellschaft in Wien
9	Pensionsinstitut der Allgemeinen Depositenbank in Wien
10	Pensionskasse für die Beamten der Firma Heinrich Franck Söhne in Linz.
11	Pensionskasse für die Angestellten der A.-G. der Teppich- und Möbelstoff-Fabriken, vorm. Philipp Haas & Söhne in Wien
12	Franz Josef Auersperg'sches Pensionsinstitut in Wien
13	Pensionsinstitut der Angestellten der Dampfkesseluntersuchungs- und Versicherungs- Gesellschaft A.-G. in Wien
14	Pensionsverein der C. Stölzle's Söhne A.-G. für Glasfabrikation in Nagelberg
15	Pensionsinstitut für die Beamten der Homboker und Marienthaler eisenwaren-Industrie- und Handels-A. G. "Moravia" in Wien
16	Pensionsverein der Aktiengesellschaft der österreichischen Fezfabriken in Wien.
	Total
<i>c) Etablissements pour des maisons individuelles (sans bilan technique) :</i>	
17	"Fürsorge" Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. A
	"Fürsorge" Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. B
18	Pensionsinstitut der Beamten und Diener der Wiener Versicherungs-Gesellschaft in Wien
19	Pensionsfonds für die Beamten und Diener des Gisela-Vereines in Wien
20	Pensionsinstitut der Firma Schenker & Co. in Wien
21	Pensionsinstitut für die Bediensteten der Ersten Grazer Aktienbrauerei vorm. Franz Schreiner & Söhne in Graz in Puntigam
22	Pensionsinstitut für die Beamten und Diener der Wiener Lebens- und Renten-Versicherungs- anstalt in Wien
23	Pensionsverein der Glashüttenwerke vorm. J. Schreiber & Neffen in Wien.
24	Gutmann'sches Pensionsinstitut in Wien
	Total
	Total pour les établissements pour des maisons individuelles
	<i>Total pour tous les établissements</i>

DES RÉSERVES DE PRIMES

SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS.

Réserves de primes à la fin de 1928 en cour.	Quote-part proportionnelle					
	de la République d'Autriche	de la République tchécoslovaque	de la République de Pologne	du Royaume d'Italie	du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	du Royaume de Roumanie
15.299.542	49,65	48,50	0,44	0,91	0,50	—
7.279.461	58,93	35,78	1,60	0,03	3,66	—
6.359.594	69,62	24,48	1,73	2,41	1,32	0,44
4.442.077	66,94 ⁵	32,48 ⁶	0,54 ⁹	0,01 ⁴	0,00 ⁶	—
3.931.732	61,27	24,80	5,91	6,42	1,60	—
2.486.313	51,05	36,99	0,67	3,64	6,55	1,10
2.381.100	82,50	11,40	—	2,40	3,70	—
42.179.819						
11.583.070	96,89	3,11	—	—	—	—
4.853.432	91,41	0,52	5,85	1,20	—	1,02
4.795.534	49,36	40,54	1,94	—	8,16	—
3.186.150	90,66	6,40	2,94	—	—	—
2.346.199	8,64	91,36	—	—	—	—
1.745.673	47,61	43,71	8,68	—	—	—
1.116.397	63,29	36,71	—	—	—	—
1.008.694	34,67	65,33	—	—	—	—
943.303	36,36	63,64	—	—	—	—
31.578.452						
761.516	81,09	9,61	—	9,30	—	—
1.907.680	61,07	28,75	—	10,18	—	—
2.356.071	79,58	18,50	—	1,92	—	—
2.269.440	79,64	16,80	3,56	—	—	—
2.179.711	67,54	29,97	—	2,49	—	—
1.340.546	89,89	—	—	5,83	4,28	3,95
1.115.669	77,08	12,65	6,32	—	—	—
1.062.380	32,51	67,49	—	—	—	—
561.097	87,66	12,34	—	—	—	—
13.554.110						
45.132.562						
87.312,381						

ANNEXE II. LISTE DES FONDS DES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE
LES MONTANTS SONT INDIQUÉS

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination et siège de l'établissement (La dénomination complète des établissements est indiquée dans l'annexe I)	Titres d'emprunt de guerre	Dette gagée existant à la fin de 1918 contractée à l'occasion de la souscription de titres d'emprunt de guerre	Titres d'avant- guerre
<i>a) Etablissements généraux :</i>				
1	Textilindustrie, Wien	7.138	1.647	1.700,0
2	Güterbeamte, Wien	1.277	377	¹ 230,0
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2.960	1.576	70,0
5	Papierindustrie, Wien	8.675	5.049	132,0
4	Pharmazeuten, Wien	—	7.163	15,0
6	Landwirtschaftliche Genossenschaften, Wien	774	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1.801	581	² 774,0
	Total	22.625	16.393	2.921,0
<i>b) Etablissements pour des maisons individuelles, avec bilan technique :</i>				
8	Alpine Montagesellschaft, Wien	429,3	—	450,0
9	Allgemeine Depositenbank, Wien	3.250	—	675,6
10	Heinrich Franck Söhne, Linz,	—	—	420,0
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	726,4	—	280,0
12	J. F. Auersperg, Wien	650	—	279,6
13	Dampfkesseluntersuchungs- und Versich.-Ges. Wien	2.350	618	—
14	C. Stölzle's Söhne, Nagelberg	600	—	71,6
15	"Moravia", Wien	1.150	—	—
16	Fezfabriken, Wien	770	—	160,0
	Total	9.925,7	618	2.336,8
<i>c) Etablissements pour des maisons individuelles, sans bilan technique :</i>				
17	Dreher A.-G. Wien, Abt. A	—	—	10,5
	» » » B	—	—	77,5
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1.300	—	200,0
19	Gisela-Verein. Wien	1.280	310	—
20	Schenker & Co., Wien	2.399	973	325,0
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	500	—	50,0
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	415	—	100,0
24	Gutmann, Wien	319	—	64,2
	Total	6.213	1.283	827,2
	Établissements pour des maisons individuelles, Total	16.138,7	1.901	3.164,0
	Tous les Établissements, Total	38.763,7	18.294	6.085,0

¹ Vendus pour 214.000 cour.

² Y compris un nominal de 764.000 cour. vendu et remplacé par un nominal de 1.120.000 cour. österr. Staatsschatzscheine.

³ Y comprises : a) des primes arriérées de 23.739 cour. sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 28.000 cour. sur le territoire de la République de Pologne et de 247.000 cour. sur le territoire du Royaume d'Italie; b) des hypothèques de 131.936 cour. sur le territoire de la République tchécoslovaque.

⁴ Y comprises : a) des primes arriérées, de 2.335 cour. sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 5.225 cour. sur le territoire de la République de Pologne et de 9.196 cour. sur le territoire du Royaume d'Italie; b) 13.667 cour. roumaines à 150 cour. autrichiennes.

⁵ Y comprises : des primes et taxes arriérées de 8.870 cour. sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 6.357 cour. sur le territoire de la République de Pologne, de 1.452 cour. sur le territoire du Royaume d'Italie, de 1.052 cour. sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de 360 cour. sur le territoire du Royaume de Roumanie; en outre un avoir à Prague de 53.570 couronnes non estampillées et une créance de 103 couronnes contractée sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes y sont compris.

⁶ De ce montant seront restituées aux déposants :

des primes payées d'avance	145.932 cour.
des parts de réserves de primes et des primes à restituer	1.474.969 "
des primes à assigner et des réserves de primes pas mises en compte	455.349 "

SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS QUI EXISTAIENT A LA DATE DU 31 MARS 1924.
EN MILLIERS DE COURONNES.

D'autres effets	Encaisse, avoir, hypothèques et d'autres créances	Passifs	90 % des revenus	Produit de lotissement d'effets	Immeubles		Argent comptant à répartir
					valeur portée sur les livres	valeur estimative	
100,0	³ 4.402	⁶ 2.155	1.986	8.217	.	.	³ 12.450
70,0	13.077	—	1.491	2.957	.	.	17.525
—	4.087	⁷ 158	1.746	1.250	.	.	6.925
120,0	1.034	—	1.034	55	.	.	2.123
—	⁴ 6.054	56	2.465	8.894	.	.	⁴ 17.357
7,5	⁵ 774	32	722	1.309	.	.	⁵ 2.773
—	208	1	597	202	.	.	1.006
297,5	29.636	2.402	10.041	22.884	.	.	60.159
1,310,8	14	3	¹⁰ 17.563	2.930	550.059	550	21.054
389,3	⁸ 2.550	814	505	116	1.725.842	2.205.000	⁸ 2.207.357
1.992,8	506	—	16.457	3.181	—	—	20.144
168,3	378	7	11.879	101.073	527.800	700.000	813.323
400,8	12.366	⁹ 944	¹¹ 57.126	¹⁴ 61.113	—	—	129.661
140,0	3	⁰ 4	406	136	—	—	545
282,0	22	64	181	320	—	—	459
221,0	—	90	¹² 18.094	¹⁵ 9.652	—	—	27.566
137,0	.167	—	¹³ 19.426	¹⁶ 1.275	—	—	20.868
5.042,0	16.006	1.922	141.637	179.706	2.803.701	2.905.550	3.240.977
30,6	47	—	1.786	715	—	—	2.548
704,3	4.326	2	14.031	1.610	—	—	19.965
125,0	592	4	¹⁷ 16.902	336	—	—	17.826
16,8	1.220	—	218	170	—	—	1.608
985,3	42	—	693	51	—	—	786
20,0	677	—	376	320	145.486	29.097	30.470
—	¹⁸ 363	7	¹⁹ 240	²⁰ 793	—	—	¹⁸ 1.389
280,0	164	1	110	239	—	—	512
—	52	9	²¹ 163	260	—	—	466
2.162,0	7.483	23	34.519	4.494	145.486	29.097	75.570
7.204,0	23.489	1.945	176.156	184.200	2.949.187	2.934.647	3.316.547
7.501,5	53.125	4.347	186.197	207.084	2.949.187	2.934.647	3.376.706

¹ De ce montant seront restituées aux déposants :

des primes payées d'avance 12.870 cour.
des parts de réserves de primes et des primes à restituer 1.989 "

² Y compris le produit de la vente de la maison à Prague.

³ Y comprises 936.331 cour. autrichiennes déboursées pour des frais d'administration.

⁴ Y comprises 7.776.— cour. tchécosl. à 2100 cour. autrich.

⁵ " " 11.218.50 " " 2100 " "

⁶ " " 8.566.40 " " 2100 " "

⁷ " " 4.543.46 " " 2100 " "

⁸ " " 28.960.— " " 2100 " "

⁹ " " 4.526.65 " " 2100 " "

¹⁰ " " 435.78 " " 2100 " "

¹¹ " " 5.916.15 " " 2000 " "

¹² " " 2.231.— " hongr. " 0.90 " "

¹³ " " 13.275.— " " 0.90 " "

¹⁴ " " 48.220.— " " 0.90 " "

¹⁵ Y compris les intérêts des titres d'emprunt de guerre pas encore nostrifiés.

ANNEXE III

LISTE DE LA RÉPARTITION DES FONDS DES ÉTABLISSEMENTS D'ASSURANCE

LES MONTANTS SONT INDIQUÉS

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination et siège de l'établissement (La dénomination complète des établissements est indiquée dans l'annexe I)	Titres d'emprunt de guerre						Titres d'avant-guerre	
		République d'Autriche	République tchéco-slovaque	République de Pologne.	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie	République d'Autriche	République tchéco-slovaque
a) Etablissements généraux :									
1	Textilindustrie, Wien	3.544,0	3.461,9	31,4	65,0	35,7	—	844,0	824,5
2	Güterbeamte, Wien	752,6	456,9	20,4	0,4	46,7	—	135,5	82,3
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2.060,8	724,6	51,2	71,3	39,1	13,0	48,7	17,2
4	Papierindustrie, Wien	5.807,5	2.818,2	47,6	1,2	0,5	—	88,4	42,9
5	Pharmazeuten, Wien	—	—	—	—	—	—	9,2	3,7
6	Landwirtschaftl. Genossenschaften, Wien	395,1	286,3	5,2	28,2	50,7	8,5	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1.485,8	205,3	—	43,2	66,7	—	638,6	88,2
	Total	14.045,8	7.953,2	155,8	209,3	239,4	21,5	1.764,4	1.058,8
		14.045,8	7.953,2	155,8	209,3	239,4	21,5	1.764,4	1.058,8
b) Etablissements pour des maisons individuelles, avec bilan technique :									
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	415,9	13,4	—	—	—	—	436,0	14,0
9	Allg. Depositenbank, Wien.	2.970,8	16,9	190,1	39,0	—	33,2	617,6	3,5
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	—	—	—	—	207,3	170,3
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	658,6	46,5	21,3	—	—	—	253,9	17,9
12	F. J. Auersperg, Wien	56,2	593,8	—	—	—	—	24,2	255,4
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	1.118,8	1.027,2	204,0	—	—	—	—	—
14	C. Stölzle's Söhne, Hagelberg	379,7	220,3	—	—	—	—	45,3	26,3
15	„ Moravia “, Wien	398,7	751,3	—	—	—	—	—	—
16	Fezfabriken, Wien	280,0	490,0	—	—	—	—	58,2	101,8
	Total	6.278,7	3.159,4	415,4	39,0	—	33,2	1.642,5	589,2
c) Etablissements pour des maisons individuelles, sans bilan technique :									
17	Dreher A.-G., Wien. Abt. A.	—	—	—	—	—	—	8,5	1,0
	Dreher A.-G., Wien. Abt. B.	—	—	—	—	—	—	47,3	22,3
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1.034,5	240,5	—	25,0	—	—	159,2	37,0
19	Gisela-Verein, Wien	1.019,4	215,0	45,6	—	—	—	—	—
20	Schenker & Co., Wien	1.620,3	719,0	—	59,7	—	—	219,5	97,4
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	449,5	—	—	29,1	21,4	—	45,0	—
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—	—	—	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	134,9	280,1	—	—	—	—	32,5	67,5
24	Gutmann, Wien	279,6	39,4	—	—	—	—	56,3	7,9
	Total	4.538,2	1.494,0	45,6	113,8	21,4	—	568,3	233,1
	Etablissements p ^r des maisons individuelles, Total	10.816,9	4.653,4	461,0	152,8	21,4	33,2	2.210,8	822,3
	Tous les Etablissements, Total	24.862,7	12.606,6	616,8	362,1	260,8	54,7	2.968,2	1.881,1
	Pour balancer les plus- ou moins-values des effets assignés selon annexe IV								
	Par conséquent								

¹ Cet article de décompte se compose a) d'un nominal de 994.000 cour. à titre de compensation pour un nominal de 764.000 cour. vendu par l'établissement « Faktorenverband » et pour un nominal de 230.000 cour. vendu par l'établissement « Güterbeamten » et b) d'un nominal de 13.000 cour. cédé au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pour un nominal de 11.500 cour. d'autres effets (voyez la note N° 3) et pour 1500 cour. d'argent comptant.

² Cédé par la République d'Autriche.

³ Se composant d'un nominal de 1.120.000 cour. österr. Staatsschatzscheine et d'un nominal de 11.500 cour. d'autres effets, qui est cédé par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la République d'Autriche (voyez la note N° 1).

⁴ Cédé à la République d'Autriche (voyez les notes N° 1 et 3).

⁵ Se composant a) du produit de 214.000 cour. de la vente d'un nominal de 230.000 cour. de rentes d'avant-guerre de l'établissement « Güterbeamten » et b) de 1500 cour. d'argent comptant pour le nominal de 1500 cour. des rentes d'avant-guerre cédé au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (voyez la note N° 1).

⁶ Cet article de décompte résulte de l'assignation d'avois sur le territoire de l'Etat national respectif et de primes arriérées sur ces territoires, savoir :

SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS QUI EXISTAIENT A LA DATE DU 31 MARS 1924.
EN MILLIERS DE COURONNES.

Titres d'avant-guerre				D'autres effets						Encaisse					
République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie	République d'Autriche	République tchéco-slovaque	République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie	République d'Autriche	République tchéco-slovaque	République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie
7,5	15,5	8,5	—	49,7	48,5	0,4	0,9	0,5	—	6.182	6.038	55	113	62	—
3,7	0,1	8,4	—	41,3	25,0	1,1	0,0	2,6	—	10.328	6.271	280	5	641	—
1,2	1,7	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	4.821	1.695	120	167	91	31
0,7	—	—	—	80,3	39,0	0,7	—	—	—	1.421	690	12	—	—	—
0,9	1,0	0,2	—	—	—	—	—	—	—	10.635	4.304	1.026	1.114	278	—
—	—	—	—	3,8	2,8	—	0,3	0,5	0,1	1.416	1.026	18	101	182	30
—	18,6	28,6	—	—	—	—	—	—	—	830	115	—	24	37	—
14,0	36,9	46,6	0,3	175,1	115,3	2,2	1,2	3,6	0,1	35.633	20.139	1.511	1.524	1.291	61
—	—	+13,0	—	+1.131,5	—	—	—	—	—	+216	+218	—	—	—	—
14,0	36,9	59,6	0,3	1.306,6	115,3	2,2	1,2	—7,9	0,1	35.849	19.921	1.499	1.513	1.288	61
—	—	—	—	1.270,0	40,8	—	—	—	—	19.849	655	—	—	—	—
39,5	8,1	—	6,9	355,8	2,0	22,8	4,7	—	4,0	—187.255	11.478	129.131	26.488	—	22.515
8,1	—	34,3	—	983,6	807,9	38,7	—	162,6	—	9.943	8.166	391	—	1.644	—
8,2	—	—	—	152,6	10,8	4,9	—	—	—	37.358	52.053	23.912	—	—	—
—	—	—	—	34,6	366,2	—	—	—	—	11.203	118.458	—	—	—	—
—	—	—	—	66,7	61,2	12,1	—	—	—	260	238	47	—	—	—
—	—	—	—	178,5	103,5	—	—	—	—	291	168	—	—	—	—
—	—	—	—	76,6	144,4	—	—	—	—	9.557	18.009	—	—	—	—
—	—	—	—	49,8	87,2	—	—	—	—	7.588	13.280	—	—	—	—
55,8	8,1	34,3	6,9	3.168,2	1.624,0	78,5	4,7	162,6	4,0	—91.206	222.505	153.481	26.488	1.644	22.515
—	1,0	—	—	24,8	2,9	—	2,9	—	—	2.066	245	—	237	—	—
—	7,9	—	—	430,1	202,5	—	71,7	—	—	12.193	5.740	—	2.032	—	—
—	3,8	—	—	99,5	23,1	—	2,4	—	—	14.186	3.298	—	342	—	—
—	—	—	—	13,4	2,8	0,6	—	—	—	1.281	270	57	—	—	—
—	8,1	—	—	665,5	295,3	—	24,5	—	—	531	236	—	19	—	—
—	2,9	2,1	—	18,0	—	—	1,1	0,9	—	1.707	—	—	1.776	1.304	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.070	176	88	—	—	55
—	—	—	—	91,0	189,0	—	—	—	—	166	346	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	408	58	—	—	—	—
—	23,7	2,1	—	1.342,3	715,6	0,6	102,6	0,9	—	30.194	10.369	145	4.406	1.304	55
55,8	31,8	36,4	6,9	4.510,5	2.339,6	79,1	107,3	163,5	4,0	—61.012	232.874	153.626	30.894	2.948	22.570
69,8	68,7	96,0	7,2	5.817,1	2.454,9	81,3	108,5	155,6	4,1	—25.163	252.795	155.125	32.407	4.236	22.631
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	f	.	.	.	.	.
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	— 600	+ 201	— 123	— 617	+ 555	+ 584
.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	—25.763	252.996	155.002	31.790	4.791	23.215

a) d'avoirs sur le territoire de la République tchécoslovaque de 131.936 cour. et de 53.570 cour. non estampillées.

b) de primes arriérées de 34.944 cour. sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 11.610 cour. sur le territoire de la République de Pologne de 10.895 cour. sur le territoire du Royaume d'Italie et de 360 cour. sur le territoire du Royaume de Roumanie.

⁷ Cet article de décompte résulte de l'avoir de 103 cour. sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de primes arriérées de 1.052 cour. sur le territoire du même Royaume et de 1500 cour. d'argent comptant pour le nominal de 1500 cour. de rentes d'avant-guerre cédé par la République d'Autriche (voyez les notes N^o 1 et 5).

⁸ Ce montant résulte déduction faite de la valeur estimative de 550.000 cour. des immeubles que la République d'Autriche conserve.

⁹ Ce montant résulte déduction faite de la valeur estimative de 2.205.000.000 cour. des immeubles que la République d'Autriche conserve.

¹⁰ Ce montant résulte déduction faite de la valeur estimative de 700.000.000 cour. des immeubles que la République d'Autriche conserve.

¹¹ Ce montant résulte déduction faite de la valeur estimative de 29.097.000 cour. des immeubles que la République d'Autriche conserve.

ANNEXE IV

LISTE DE LA RÉPARTITION DES RENTES D'AVANT-GUERRE ET DES AUTRES EFFETS
(GUERRE) DES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
	a) RENTES D'AVANT-GUERRE :				
I	4% einh. conv. steuerfr. Kronenrente (Mai-Nov.)	1.010.000		49,65	501.465
2		230.000		58,93	135.539
7		7.200		82,50	5.940
8		450.000		96,89	436.000
10		100.000		49,36	49.360
11		60.000		90,66	54.396
16		100.000		36,36	36.360
17B		64.500		61,07	39.390
24		1.000		87,66	877
	¹ vendu. arrondi . . .	2.022.700	1.050	.	1.259.332 1.259.300
	4% einh. conv. steuerfr. Kronenrente (Jänner- Juli)	300.000		49,65	148.950
I		100.000		49,36	49.360
10		34.000		90,66	30.824
11		100.600		8,64	8.692
12		51.600		63,29	32.658
14					
	arrondi . . .	586.200	1.090	.	270.484 270.500
	4.2% einh. Rente ö. W. in Noten (Februar- August)	40.000		91,41	36.564
9		10.000		49,36	4.936
10		103.000		90,66	93.380
11		29.000		8,64	2.506
12		600		87,66	526
24					
	arrondi . . .	182.600	1.750	.	137.912 137.900
	4.2% einh. Rente ö. W. in Noten (April-Oktober)	10.000		91,41	9.141
9		10.000		49,36	4.936
10		50.000		87,66	43.830
24					
	arrondi . . .	70.000	6.100	.	57.907 57.900
	4% österr. Goldrente steuerfr. (April-Oktober)	100.000	28.500	49,36	49.360
10	arrondi . . .	.	.	.	49.400

EXISTANT A LA DATE DU 31 MARS 1924 (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE D'ASSURANCE SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
48,50	489.850	0,44	4.444	0,91	9.191	0,50	5.050	—	—
35,78	82.294	1,60	3.680	0,03	69	3,66	8.418	—	—
11,40	821	—	—	2,40	173	3,70	266	—	—
3,11	13.995	—	—	—	—	—	—	—	—
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
6,40	3.840	2,94	1.764	—	—	—	—	—	—
63,64	63.640	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	18.544	—	—	10,18	6.566	—	—	—	—
12,34	123	—	—	—	—	—	—	—	—
.	713.647	.	11.828	.	15.999	.	21.894	.	—
.	713.700	.	11.800	.	16.000	.	21.900	.	—
48,50	145.500	0,44	1.320	0,91	2.730	0,50	1.500	—	—
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
6,40	2.176	2,94	1.000	—	—	—	—	—	—
91,36	91.908	—	—	—	—	—	—	—	—
36,71	18.942	—	—	—	—	—	—	—	—
.	299.066	.	4.260	.	2.730	.	9.660	.	—
.	299.100	.	4.300	.	2.700	.	9.600	.	—
0,52	208	5,85	2.340	1,20	480	—	—	1,02	408
40,54	4.054	1,94	194	—	—	8,16	816	—	—
6,40	6.592	2,94	3.028	—	—	—	—	—	—
91,36	26.494	—	—	—	—	—	—	—	—
12,34	74	—	—	—	—	—	—	—	—
.	37.422	.	5.562	.	480	.	816	.	408
.	37.400	.	5.600	.	500	.	800	.	400
0,52	52	5,85	585	1,20	120	—	—	1,02	102
40,54	4.054	1,94	194	—	—	8,16	816	—	—
12,34	6.170	—	—	—	—	—	—	—	—
.	10.276	.	779	.	120	.	816	.	102
.	10.300	.	800	.	100	.	800	.	100
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
.	40.500	.	1.900	.	—	.	8.200	.	—

Annexe IV, 1^{re} suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin du mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
1	4% österr. Kronenrente steuerfr. (März-Sept. und Juni-Dez.)	190.000		49,65	94.335
3		70.000		69,62	48.734
4		20.000		66,94 ⁵	13.389
5		15.000		61,27	9.191
7		¹ 766.800		82,50	632.610
9		565.600		91,41	517.015
10		100.000		49,36	49.360
11		80.000		90,66	72.528
12		150.000		8,64	12.960
16		60.000		36,36	21.816
17A		10.500		81,09	8.514
18		200.000		79,58	159.160
20		325.000		67,54	219.505
21		50.000		89,89	44.945
23		100.000		32,51	32.510
24		12.600		87,66	11.045
	arrondi . . .	2.715.500	1.080	.	1.947.617
	¹ y compris un nominal vendu de 764.000 cour.			.	1.947.600
9 17B	3½% öst. Invest.-Rente steuerfr. (Febr.-Aug.)	60.000		91,41	54.846
		13.000		61,07	7.939
	arrondi . . .	73.000	850	.	62.785
		.		.	62.800
1	4% österr. Staatsrenten-Anleihen, lit. B. 1912	200.000	1.050	49,65	99.300
	arrondi . . .	.	.	.	99.300
4 11 14	4½% österr. Schatzscheine 1914	¹ 112.000		66,94 ⁵	74.978
		3.000		90,66	2.720
		² 20.000		63,29	12.658
	arrondi . . .	135.000	800	.	90.356
		.	.	.	90.400
	Total a) . . .	6.085.000	.	.	3.975.100
	¹ y compris un nominal loti de 34.500 cour.				
	² y compris un nominal loti de 12.100 cour.				
	b) D'AUTRES EFFETS :				
	I. Titres autrichiens :				
11	45 Stück III. Elisabethbahnaktien	¹ 18.000	10.000	90,66	16.319
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	.	.	.	16.400
	¹ 1 pièce loti.				

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
48,50	92.150	0,44	836	0,91	1.729	0,50	950	—	—
24,48	17.136	1,73	1.211	2,41	1.687	1,32	924	0,44	308
32,48 ⁸	6.497	0,54 ⁹	110	0,01 ⁴	3	0,00 ⁸	1	—	—
24,80	3.720	5,91	886	6,42	963	1,60	240	—	—
11,40	87.415	—	—	2,40	18.403	3,70	28.372	—	—
0,52	2.941	5,85	33.088	1,20	6.787	—	—	1,02	5.769
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
6,40	5.120	2,94	2.352	—	—	—	—	—	—
91,36	137.040	—	—	—	—	—	—	—	—
63,64	38.184	—	—	—	—	—	—	—	—
9,61	1.009	—	—	9,30	977	—	—	—	—
18,50	37.000	—	—	1,92	3.840	—	—	—	—
29,97	97.403	—	—	2,49	8.092	—	—	—	—
—	—	—	—	5,83	2.915	4,28	2.140	—	—
67,49	67.490	—	—	—	—	—	—	—	—
12,34	1.555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	635.200	.	40.423	.	45.396	.	40.787	.	6.077
.	635.200	.	40.400	.	45.400	.	40.800	.	6.100
0,52	312	5,85	3.510	1,20	720	—	—	1,02	612
28,75	3.738	—	—	10,18	1.323	—	—	—	—
.	4.050	.	3.510	.	2.043	.	—	.	612
.	4.100	.	3.500	.	2.000	.	—	.	600
48,50	97.000	0,44	880	0,91	1.820	0,50	1.000	—	—
.	97.000	.	900	.	1.800	.	1.000	.	—
32,48 ⁸	36.384	0,54 ⁹	615	0,01 ⁴	16	0,00 ⁸	7	—	—
6,40	192	2,94	88	—	—	—	—	—	—
36,71	7.342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	43.918	.	703	.	16	.	7	.	—
.	43.900	.	700	.	—	.	—	.	—
.	1.881.200	.	69.900	.	68.500	.	83.100	.	7.200
6,40	1.152	2,94	529	—	—	—	—	—	—
.	1.200	.	400	.	—	.	—	.	—

Annexe IV, 2^{me} suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin du mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
8 9 10 14	4% Wiener Verkehrs-Anlagen-Anleihe, Em. I u. II	100.000 80.000 100.000 11.000		96,89 91,41 49,36 63,29	96.890 73.128 49.360 6.962
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	291.000 .	150 .	. .	226.340 226.400
10	4% Anlehen der Stadt Wien v. J. 1917 arrondi	50.000 .	110 .	49,36 .	24.680 24.700
15	4% Anlehen der Stadt Wien v. J. 1918 arrondi	160.000 .	80 .	34,67 .	55.472 55.500
8 17B	4% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., inh. 65 J, verl, arrondi	540.000 15.600 555.600		96,89 61,07 .	523.206 9.527 532.733 532.700
I	4% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com- Schuld., inh. 65 J. verl. arrondi	100.000 .	80 .	49,65 .	49.650 49.700
14	4 ½% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com- Schuld., inh. 65 J. verl. arrondi	34.000 .	85 .	63,29 .	21.519 21.500
17B	4 ½% Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 60 J. verl. arrondi ¹ loti en totalité.	¹ 1.200 .	4.500 .	61,07 .	733 700
17B	4% Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 65 J. verl. arrondi ¹ loti en totalité.	¹ 5.000 .	4.300 .	61,07 .	3.054 3.100
10	4% Pfandbr. d. Kärntner Landes-Hyp.-Anst. . . . arrondi	70.000 .	70 .	49,36 .	34.552 34.500
12	6% Communal-Obl. d. Niederöst. Landes-Hyp.- Anst. arrondi	40.000 .	96 .	8,64 .	3.456 3.500

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
3.11	3,110	—	—	—	—	—	—	—	—
0.52	416	5.85	4,680	1.20	960	—	—	1.02	816
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
36.71	4,038	—	—	—	—	—	—	—	—
.	48,104	.	6,620	.	960	.	8,160	.	816
.	48,000	.	6,600	.	1,000	.	8,200	.	800
40.54	20,270	1.94	970	—	—	8.16	4,080	—	—
.	20,200	.	1,000	.	—	.	4,100	.	—
65.33	104,528	—	—	—	—	—	—	—	—
.	104,500	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	16,794	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	4,485	—	—	10.18	1,588	—	—	—	—
.	21,279	.	—	.	1,588	.	—	.	—
.	21,300	.	—	.	1,600	.	—	.	—
48.50	48,500	0.44 ⁸	440	0.91	910	0.50	500	—	—
.	48,500	.	400	.	900	.	500	.	—
36.71	12,481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12,500	.	—	.	—	.	—	.	—
28.75	345	—	—	10.18	122	—	—	—	—
.	400	.	—	.	100	.	—	.	—
28.75	1,437	—	—	10.18	509	—	—	—	—
.	1,400	.	—	.	500	.	—	.	—
40.54	28,378	1.94	1,358	—	—	8.16	5,712	—	—
.	28,400	.	1,400	.	—	.	5,700	.	—
91.36	36,544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36,500	.	—	.	—	.	—	.	—

Annexe IV, 3^e suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne de la fin du mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
10	8% Pfandbr. d. Oberösterr. Landes-Hyp.-Anstalt arrondi	640.000	98	49,36	315.904 315.900
2	4% Pfandbr. d. Tirolischen Land-Hyp.-Anstalt arrondi ¹ loti en totalité.	¹ 50.000	70	58,93	29.465 29.500
2	4 ½% Pfandbr. d. Linzer allg. Sparkassa und Leihanstalt arrondi	20.000	75	58,93	11.786 11.800
21	4 ½% Pfandbr. d. Steiermärk. Sparkassa. arrondi	20.000	75	89,89	17.978 18.000
23	4% Prior.-Obl. d. Lokalbahn Fürstenfeld-Hart- berg, Em. 1908 la plus petite pièce à 2000 cour., donc	180.000	200	32,51	58.518 58.000
10	4% Prior.-Obl. d. Lokalbahn Mauthausen-Grein, Em. 1906 la plus petite pièce à 2000 cour., donc. ¹ Loti en totalité.	¹ 100.000	150	49,36	49.360 50.000
6	25 Stück Lose d. österr. Gesellsch. v. Roten Kreuz v. J. 1916 ¹ par pièce.	7.500	¹ 180	51,05	3.829 3.900
	Total b) I.	2.342.300			1.455.800
	II. Titres tchécoslovaques :				
9	4% steuerfr. Schuldverschreibungen d. Böhm. Nord-bahn.	120.000		91,41	109.692
10		100.000		49,36	49.360
14		15.200		63,29	9.620
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	235.200	132.000		168.672 168.800
9	4% Prior.-Obl. d. Böhm. Westbahn, Em. 1885 la plus petite pièce à 400 cour., donc .	6.000	132.000	91,41	5.485 5.600
17B	4% Prior.-Obl. d. Mähr. Grenzbahn la plus petite pièce à 400 cour., donc .	25.600	130.000	61,07	15.634 15.600

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
40,54 .	259.456 259.500	1,94 .	12.416 12.400	— .	— —	8,16 .	52.224 52.200	— .	— —
35,78 .	17.890 17.900	1,60 .	800 800	0,03 .	15 —	3,66 .	1.830 1.800	— .	— —
35,78 .	7.156 7.200	1,60 .	320 300	0,03 .	6 —	3,66 .	732 700	— .	— —
— .	— —	— .	— —	5,83 .	1.166 1.200	4,28 .	856 800	— .	— —
67,49 .	121.482 122.000	— .	— —	— .	— —	— .	— —	— .	— —
40,54 .	40.540 40.000	1,94 .	1.940 2.000	— .	— —	8,16 .	8.160 8.000	— .	— —
36,99 .	2.774 2.700	0,67 .	50 —	3,64 .	273 300	6,55 .	491 600	1,10 .	83 —
. .	772.200	. .	25.300	. .	5.600	. .	82.600	. .	800
0,52 40,54 36,71	624 40.540 5.580	5,85 1,94 —	7.020 1.940 —	1,20 — —	1.440 — —	— 8,16 —	— 8.160 —	1,02 — —	1.224 — —
. .	46.744 46.800	. .	8.960 8.800	. .	1.440 1.600	. .	8.160 8.000	. .	1.224 1.200
0,52 .	31 —	5,85 .	351 400	1,20 .	72 —	— .	— —	1,02 .	61 —
28,75 .	7.360 7.200	— .	— —	10,18 .	2.606 2.800	— .	— —	— .	— —

Annexe IV, 4^e suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin du mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
9	4% Schuldversch. d. Mähr.-schles. Centralbahn la plus petite pièce à 600 cour., donc .	10.200	130.000	91,41	9.324 9.600
19	4% Prior.-Obl. d. Mähr.-schles. Centralbahn. la plus petite pièce à 400 cour., donc .	16.800	130.000	79,64	13.380 13.200
16	3 ½% Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn, lit. B. Em. 1903 la plus petite pièce à 300 cour., donc .	58.000	120.000	36,36	21.089 21.200
9 13 17B	4% Prior.-Obl. d. Pilsen-Priesen Bahn	¹ 10.500 60.000 36.000		91,41 47,61 61,07	9.598 28.566 22.535
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	107.400	130.000	.	60.699 60.600
	¹ y compris un nominal loti de 2400 cour.	.	.	.	.
17B	4% Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1890 . . . arrondi . . .	6.400	140.000	61,07	3.908 3.900
11 12 17A 17B 18	4 ½% Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1911 . .	300 30.000 11.200 49.800 125.000		90,66 8,64 81,09 61,07 79,58	272 2.592 9.082 30.413 99.475
	arrondi . . .	216.300	150.000	.	141.834 141.800
12	4 ½% Bankschuldv, d. Živnostenská banka, . . arrondi . . .	40.000	170.000	8,64	3.456 3.500
12	4% Com.-Schuldsch. d. Böhm. Landesbank. inh. 50. bzw. 78 J. verl.	100.000 61.000 36.000		8,64 34,67 61,07	8.640 21.149 21.985
15 17B	arrondi . . .	197.000	157.000	.	51.774 51.800
16	4% Com.-Obl. d. Mähr. Landeskulturbank . . . arrondi . . .	79.000	125.000	36,36	28.724 28.700
12	4% Pfandbr. d. Böhm. Sparkassa arrondi . . .	120.000	176.000	8,64	10.368 10.400
12	4 ½% Pfandbr. d. Ersten Mähr. Sparkassa . . . arrondi . . .	56.000	170.000	8,64	4.838 4.800
8 10 12	4% Prior.-Obl. d. Kaschau-Oderberger Eisen- bahn, in Silber	72.000 100.000 14.800		96,89 49,36 8,64	69.761 49.360 1.279
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	186.800	103.000	.	120.400 120.400
	Total b) II. . . .	1.360.700	.	.	659.900

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
0,52	53	5,85	597 600	1,20	122	—	—	1,02	104
16,80	2.822 3.000	3,56	598 600	—	—	—	—	—	—
63,64	36.911 36.800	—	—	—	—	—	—	—	—
0,52	55	5,85	614	1,20	126	—	—	1,02	107
43,71	26.226	8,68	5.208	—	—	—	—	—	—
28,75	10.609	—	—	10,18	3.756	—	—	—	—
.	36.890	.	5.822	.	3.882	.	—	.	107
.	39.900	.	6.000	.	3.900	.	—	.	—
28,75	1.840	—	—	10,18	652	—	—	—	—
.	1.800	.	—	.	700	.	—	.	—
6,40	19	2,94	9	—	—	—	—	—	—
91,36	27.408	—	—	—	—	—	—	—	—
9,51	1.076	—	—	9,30	1.042	—	—	—	—
28,75	14.317	—	—	10,18	5.070	—	—	—	—
18,50	23.125	—	—	1,92	2.400	—	—	—	—
.	65.945	.	9	.	8.512	.	—	.	—
.	66.000	.	—	.	8.500	.	—	.	—
91,36	36.544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36.500	.	—	.	—	.	—	.	—
91,36	91.360	—	—	—	—	—	—	—	—
65,33	39.851	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	10.350	—	—	10,18	3.665	—	—	—	—
.	141.561	.	—	.	3.665	.	—	.	—
.	141.500	.	—	.	3.700	.	—	.	—
63,64	50.276	—	—	—	—	—	—	—	—
.	50.300	.	—	.	—	.	—	.	—
91,36	109.632	—	—	—	—	—	—	—	—
.	109.600	.	—	.	—	.	—	.	—
91,36	51.162	—	—	—	—	—	—	—	—
.	51.200	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	2.239	—	—	—	—	—	—	—	—
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
91,36	13.521	—	—	—	—	—	—	—	—
.	56.300	.	1.940	.	—	.	8.160	.	—
.	56.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
.	644.000	.	18.400	.	21.200	.	16.000	.	1.200

Annexe IV, 5^e suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
	<i>III. Titres hongrois :</i>				
9 17B	4% Ungar. Theiss-Reg.-Prior.-Obl. ¹ loti.	200 200		91,41 61,07	183 122
	la plus petite pièce à 200 cour., donc .	400	5.000	.	305
	Total b) III.	400	.	.	400
	<i>IV. Titres italiens :</i>				
8	4% staatsgar. Vintschgaubahnprioritäten, I. Em. la plus petite pièce à 400 cour., donc .	298.000 .	75.000 .	96,89 .	288.732 288.800
	Total b) IV.	298.000	.	.	288.800
	<i>V. Titres polonais :</i>				
9	4% St.-Schuldv. d. Albrechtsbahn la plus petite pièce à 200 cour., donc .	1200 .	18.00 .	91,41 .	1.097 1.200
9 10 17B	4% St.-Schuldv. d. Gal. Carl Ludwig-Bahn.	4.000 100.000 171.200		91,41 49,36 61,07	3.656 49.360 104.552
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	275.200	7.000	.	157.568
9 10	4% Prior.-Obl. d. Albrechtsbahn	¹ 44.000 60.000		91,41 49,36	40.220 29.616
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	104.000	25.000	.	69.836
	¹ y compris un nominal loti de 2000 cour.	.	.	.	70.000
9 14	4% Prior.-Obl. d. Galiz. Carl Ludwig-Bahn.	32.000 13.000		91,41 63,29	29.251 8.228
	la plus petite pièce à 200 cour., donc .	45.000	25.000	.	37.479
		.	.	.	37.400
11	4% Galiz. Landes-Anl. f. Ortsschulfonds v. J. 1908 arrondi	¹ 60.000 .	100 .	90,66 .	54.396 54.400
23	4% Anlehen der Stadt Lemberg. arrondi	50.000 .	100 .	32,51 .	16.255 16.300
14	4 ½% Pfandbr. d. Galiz. Bank f. Handel und Industrie arrondi	33.600 .	100 .	63,29 .	21.265 21.300
11 14	4 ½% Pfandbr. d. Galiz. Act.-Hypoth.-Bank	¹ 73.000 34.000		90,66 63,29	66.182 21.519
	arrondi	107.000	100	.	87.701
	¹ y compris un nominal loti de 5000 cour.	.	.	.	87.700

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
0,52	I	5,85	I2	I,20	2	—	—	I,02	2
28,75	58	—	—	I8,IO	20	—	—	—	—
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	59	.	I2	.	22	.	—	.	2
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
3,II	9.268	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	6	5,85	70	I,20	I5	—	—	I,02	I2
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	2I	5,85	234	I,20	48	—	—	I,02	4I
40,54	40.540	I,94	I.940	—	—	8,16	8.160	—	—
28,75	49.220	—	—	IO,18	I7.428	—	—	—	—
.	89.78I	.	2.174	.	I7.476	.	8.160	.	4I
.	90.000	.	2.000	.	I7.600	.	8.000	.	—
0,52	229	5,85	2.574	I,20	528	—	—	I,02	449
40,54	24.324	I,94	I.164	—	—	8,16	4.896	—	—
.	24.553	.	3.738	.	528	.	4.896	.	449
.	24.800	.	3.600	.	400	.	4.800	.	400
0,52	I66	5,85	I.872	I,20	384	—	—	I,02	327
36,7I	4.772	—	—	—	—	—	—	—	—
.	4.938	.	I.872	.	384	.	—	.	327
.	5.000	.	I.800	.	400	.	—	.	400
6,40	3.840	2,94	I.764	—	—	—	—	—	—
.	3.800	.	I.800	.	—	.	—	.	—
67,49	33.745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33.700	.	—	.	—	.	—	.	—
36,7I	I2.335	—	—	—	—	—	—	—	—
.	I2.300	.	—	.	—	.	—	.	—
6,40	4.672	2,94	2.146	—	—	—	—	—	—
36,7I	I2.48I	—	—	—	—	—	—	—	—
.	I7.153	.	2.146	.	—	.	—	.	—
.	I7.200	.	2.100	.	—	.	—	.	—

Annexe IV, 6^e suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
14 17B	4 ½ % Pfandbriefe der Galiz. Landesbank.	10.000 24.000		63,29 61,07	6.329 14.657
	arrondi	34.000	100	.	20.986 21.000
23	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Com.- Obl.	50.000	100	32,51	16.255 16.300
	arrondi . . . . .	.	.	.	.
17B	4 % Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Eisenb.-Obl. arrondi	30.000	100	61,07	18,321 18.300
	Total b) V.	790.000	.	.	501.500
VI. Titres serbes-croates-slovènes :					
8	4 % Prior.-Obl. der Lokalbahn Laibach-Stein . . la plus petite pièce à 400 cour., donc . .	204.000	10.000	96,89	197.656 197.600
	Total b) VI.	204.000	.	.	197.600
VII. Titres roumains :					
4 10 20	4 % Bukowinaer Landes-Anlehen.	100.000 20.000 985.300		66,94 ⁵ 49,36 67,54	66.945 9.872 665.472
	arrondi	1.105.300	4.000	.	742.289 742.300
14	4 ½ % Anlehen der Stadt Czernowitz v. J. 1908, verl.	25.000	100	63,29	15.823 15.800
	arrondi . . . . .	.	.	.	.
14	4 % Pfandbr. d. Bukowinaer Landesbank.	¹ 20.000	3.500	63,29	12.658 12.700
	¹ loti en totalité.	.	.	.	.
11	Pfandbr. d. Bukowinaer Sparkassa.	17.000	3.500	90,66	15.412 15.400
	arrondi . . . . .	.	.	.	.
	Total b) VII.	1.167.300	.	.	786.200
VIII. Titres autrichiens-tchécoslovaques :					
9	4 % St.-Schuld v. d. Franz Josefbahn.	8.400	90.000	91,41	7.678 7.600
	la plus petite pièce à 400 cour., donc . .	.	.	.	.
10 17B	4 % St.-Schuld v. d. öst. Nordwest- u. Südnord- deutsch. Verbindungsbahn	60.000 50.000	.	49,36 61,07	29.616 30.535
	la plus petite pièce à 400 cour., donc . .	110.000	100.000	.	60.151 60.000

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
36,71	3.671	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	6.900	—	—	10,18	2.443	—	—	—	—
.	10.571	.	—	.	2.443	.	—	.	—
.	10.600	.	—	.	2.400	.	—	.	—
67,49	33.745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33.700	.	—	.	—	.	—	.	—
28,75	8.625	—	—	10,18	3.054	—	—	—	—
.	8.600	.	—	.	3.100	.	—	.	—
.	239.700	.	11.300	.	23.900	.	12.800	.	800
3,11	6.344	—	—	—	—	—	—	—	—
.	6.400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	6.400	.	—	.	—	.	—	.	—
32,48 ^b	32.486	0,54 ^o	549	0,01 ⁴	14	0,00 ^b	6	—	—
40,54	8.108	1,94	388	—	—	8,16	1.632	—	—
29,97	295.294	—	—	2,49	24.534	—	—	—	—
.	335.888	.	937	.	24.548	.	1.638	.	—
.	335.900	.	900	.	24.600	.	1.600	.	—
36,71	9.177	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
36,71	7.342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7.300	.	—	.	—	.	—	.	—
6,40	1.088	2,94	500	—	—	—	—	— [?]	—
.	1.100	.	500	.	—	.	—	.	—
.	353.500	.	1.400	.	24.600	.	1.600	.	—
0,52	44	5,85	491	1,20	101	—	—	1,02	86
.	—	.	400	.	400	.	—	.	—
40,54	24.324	1,94	1.164	—	—	8,16	4.896	—	—
28,75	14.375	—	—	10,18	5.090	—	—	—	—
.	38.699	.	1.164	.	5.090	.	4.896	.	—
.	38.800	.	1.200	.	5.200	.	4.800	.	—

Annexe IV, 7^e suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
4 10	4% Prior.-Obl. d. Franz Josephbahn i. S.	20.000 ¹ 96.000		66,94 ⁵ 49,36	13.389 47.386
	la plus petite pièce à 400 cour., donc . ¹ y compris un nominal loti de 4000 cour.	116.000 .	80.000 .	. .	60.775 69.800
9	4% Prior.-Obl. d. Franz Josephbahn la plus petite pièce à 400 cour., donc .	6.400 .	80.000 .	91,41 .	5.850 6.000
14	3% Prioritätsobligationen der öst. Lokaleisen- bahn-Ges. la plus petite pièce à 200 cour., donc .	20.000 .	65.000 .	63,29 .	12.658 12.600
14	4% Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn la plus petite pièce à 400 cour., donc . Total b) VIII	25.200 . 286.000	90.000 . .	63,29 . .	15.949 16.000 163.000
<i>IX. Titres tchécoslovaques-polonais :</i>					
10	4% Prior.-Obl. d. Ungar.-galiz. Eisenbahn. Em. 1887 la plus petite pièce à 400 cour., donc . Total b) IX	99.600 . 99.600	42.000 . .	49,36 . .	49.163 49.200 49.200
<i>X. Titres polonais-roumains :</i>					
8	4% Investitionsanl. d. Eisenb.-G. Lemberg- Czern.-Jassy. Em. 1894 la plus petite pièce à 400 cour., donc .	50.000 .	11.000 .	96,89 .	48.445 48.400
8	4% Prior.-Obl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern.- Jassy, II. Em. 1884 la plus petite pièce à 600 cour., donc . Total b) X	46.800 . 96.800	11.000 . .	96,89 . .	45.345 45.600 94.000
<i>XI. Titres autrichiens-italiens-serbes-croates- slovènes :</i>					
9 10 17A 17B	4% steuerfr. St.-Schuldv. d. Rudolfbahn ¹ y compris un nominal loti de 8000 cour. la plus petite pièce à 400 cour., donc .	1.600 100.000 4.000 ¹ 138.400 244.000 .		91,41 49,36 81,09 61,07 . .	1.463 49.360 3.244 84.521 138.588 138.800
9 10 14	4% Prior.-Obl. d. Rudolfbahn, Em. 1884 la plus petite pièce à 400 cour., donc . ¹ y compris un nominal loti de 400 cour. Total b) XI	¹ 34.800 100.000 12.000 146.800 . 390.800		91,41 49,36 63,29 . . .	31.811 49.360 7.595 88.766 88.800 227.600

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
32,48 ^s	6.497	0,54	110	0,01;	3	0,00 ^s	1	—	—
40,54	38.918	1,94	1.862	—	—	8,16	7.834	—	—
.	45.415	.	1.972	.	3	.	7.835	.	—
.	45.200	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
0,52	33	5,85	375	1,20	77	—	—	1,02	65
.	—	.	400	.	—	.	—	.	—
37,71	7.342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7.400	.	—	.	—	.	—	.	—
36,71	9.251	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	100.600	.	4.000	.	5.600	.	12.800	.	—
40,54	40.378	1,94	1.932	—	—	8,16	8.127	—	—
.	40.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
.	40.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
3,11	1.555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1.600	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	1.455	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	2.800	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	9	5,85	93	1,20	19	—	—	1,02	16
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
9,61	384	—	—	9,30	372	—	—	—	—
28,75	39.790	—	—	10,18	14.089	—	—	—	—
.	80.723	.	2.033	.	14.480	.	8.160	.	16
.	80.800	.	2.000	.	14.400	.	8.000	.	—
0,52	181	5,85	2.036	1,20	417	—	—	1,02	355
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
36,71	4.405	—	—	—	—	—	—	—	—
.	45.126	.	3.976	.	417	.	8.160	.	355
.	45.200	.	4.000	.	400	.	8.000	.	400
.	126.000	.	6.000	.	14.800	.	16.000	.	400

Annexe IV, 8^e suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
	XII. <i>Titres autrichiens-tchécoslovaques-polonais :</i>				
9	4% Prior.-Obl. d. Ferdinands-Nordbahn	¹ 30.000		91.41	27,423
10		197.200		49.36	97,338
13		² 80.000		47.61	38,088
14		³ 29.000		63.29	18,354
17A		15.400		81.09	12,488
17B		114.000		61.07	69,620
		465.600	75.500	.	263,311
	la plus petite pièce à 200 cour., donc .	.	.	.	263,400
	¹ , ² et ³ y compris un nominal loti de 14.000 cour.	.	.	.	.
	Total b) XII. . . .	465.600	.	.	263,400
	TOTAL DES AUTRES EFFETS :				
	Total b) I. . . .	2.342.300	.	.	1,455,800
	» » II. . . .	1.360.700	.	.	659,900
	» » III. . . .	400	.	.	400
	» » IV. . . .	298.000	.	.	288,800
	» » V. . . .	790.000	.	.	501,500
	» » VI. . . .	204.000	.	.	197,600
	» » VII. . . .	1.167.300	.	.	786,200
	» » VIII. . . .	286.000	.	.	163,000
	» » IX. . . .	99.600	.	.	49,200
	» » X. . . .	96.800	.	.	94,000
	» » XI. . . .	390.800	.	.	227,600
	» » XII. . . .	465.600	.	.	263,400
	Total . . .	7.501.500	.	.	4,687,400
	Liste des plus- ou moins-value résultant vis-à-vis des quotes-parts proportionnelles des titres d'avant-guerre et des autres effet :				
	Group a) . . . .	.	.	.	+ 10,896
	» b) I. . . .	.	.	.	+ 8,720
	» » II. . . .	.	.	.	+ 421,000
	» » III. . . .	.	.	.	+ 4,750
	» » IV. . . .	.	.	.	+ 51,000
	» » V. . . .	.	.	.	+ 42,151
	» » VI. . . .	.	.	.	— 5,600
	» » VII. . . .	.	.	.	+ 1,467
	» » VIII. . . .	.	.	.	— 73,000
	» » IX. . . .	.	.	.	+ 15,540
	» » X. . . .	.	.	.	+ 22,000
	» » XI. . . .	.	.	.	+ 33,520
	» » XII. . . .	.	.	.	+ 67,195
	Plus- ou moins-value . . .	.	.	.	+ 599,639

Copie certifiée conforme :

Praha, le 23 août 1929.

D^r Karel Kazbunda

Directeur des Archives a. i.

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
0,52	156	5,85	1.755	1,20	360	—	—	1,02	306
40,54	79.945	1,94	3.826	—	—	8,16	16.091	—	—
43,71	34.068	8,68	6.944	—	—	—	—	—	—
36,71	10.646	—	—	—	—	—	—	—	—
9,61	1.480	—	—	9,30	1.432	—	—	—	—
28,75	32.775	—	—	10,18	11.605	—	—	—	—
.	159.970	.	12.525	.	13.397	.	16.091	.	306
.	160.000	.	12.600	.	13.400	.	16.000	.	200
.	160.000	.	12.600	.	13.400	.	16.000	.	200
.	772.200	.	25.300	.	5.600	.	82.600	.	800
.	644.000	.	18.400	.	21.200	.	16.000	.	1.200
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	239.700	.	11.300	.	23.900	.	12.800	.	800
.	6.400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	353.500	.	1.400	.	24.600	.	1.600	.	—
.	100.600	.	4.000	.	5.600	.	12.800	.	—
.	40.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
.	2.800	.	—	.	—	.	—	.	—
.	126.000	.	6.000	.	14.800	.	16.000	.	400
.	160.000	.	12.600	.	13.400	.	16.000	.	200
.	2.454.800	.	81.000	.	109.100	.	165.800	.	3.400
.	— 9.113	.	— 9.459	.	— 1.846	.	+ 9.637	.	— 115
.	+ 5.715	.	— 12.871	.	— 1.279	.	— 211	.	— 74
.	— 135.490	.	+ 139.680	.	+ 337.310	.	— 376.000	.	— 386.500
.	— 2.950	.	— 600	.	— 1.100	.	—	.	— 100
.	— 51.000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 91.386	.	— 77.290	.	— 22.017	.	— 35.200	.	+ 970
.	+ 5.600	.	—	.	—	.	—	.	—
.	— 547	.	— 1.480	.	+ 2.080	.	— 1.520	.	—
.	— 145.200	.	— 3.500	.	+ 315.100	.	+ 36.000	.	— 129.400
.	+ 9.240	.	+ 28.560	.	—	.	— 53.340	.	—
.	— 22.000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 30.670	.	+ 3.570	.	— 13.900	.	— 65.600	.	+ 11.740
.	+ 22.650	.	+ 56.625	.	+ 2.265	.	— 68.705	.	— 80.030
.	— 201.039	.	+ 123.235	.	+ 616.613	.	— 554.939	.	— 583.509

ANNEX I.

PROPORTIONATE SHARES

OF THE SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANISATIONS

Serial No.	Name and seat of Organisation
(a) <i>General Supplementary Organisations :</i>	
1	Pensionsinstitut der Angestellten der Textilindustrie in Wien
2	Pensionsinstitut des Vereines für Güterbeamte in Wien
3	Pensionsinstitut für die Bühnen- und Orchesterangehörigen Österreichs in Wien
4	Pensionsinstitut für Beamte der österreichischen Papierindustrie in Wien
5	Allgemeines Pensionsinstitut der österreichischen Pharmazeuten in Wien
6	Pensionsverein der landwirtschaftlichen Genossenschaften in Österreich in Wien
7	Pensionsinstitut des österreichischen Faktorenverbandes in Wien. (round sum)
	Total
(b) <i>Organisations for individual undertakings (with technical balance-sheet) :</i>	
8	Pensionsinstitut der Österreichischen Alpen Montangesellschaft in Wien
9	Pensionsinstitut der Allgemeinen Depositenbank in Wien
10	Pensionskasse für die Beamten der Firma Heinrich Franck Söhne in Linz.
11	Pensionskasse für die Angestellten der A.-G. der Teppich- und Möbelstoff-Fabriken, vorm. Philipp Haas & Söhne in Wien
12	Franz Josef Auersperg'sches Pensionsinstitut in Wien
13	Pensionsinstitut der Angestellten der Dampfkesseluntersuchungs- und Versicherungsgesellschaft A.-G. in Wien
14	Pensionsverein der C. Stölzle's Söhne A.-G. für Glasfabrikation in Nagelberg
15	Pensionsinstitut für die Beamten der Homboker und Marienthaler Eisenwaren-Industrie- und Handels-A.G. "Moravia" in Wien.
16	Pensionsverein der Aktiengesellschaft der österreichischen Fezfabriken in Wien.
	Total
(c) <i>Organisations for individual undertakings (with no technical balance-sheet) :</i>	
17	"Fürsorge" Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. A
	"Fürsorge" Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. B
18	Pensionsinstitut der Beamten und Diener der Wiener Versicherungs-Gesellschaft in Wien
19	Pensionsfonds für die Beamten und Diener des Gisela-Vereines in Wien
20	Pensionsinstitut der Firma Schenker & Co. in Wien
21	Pensionsinstitut für die Bediensteten der Ersten Grazer Aktienbrauerei vorm. Franz Schreiner & Söhne in Graz in Puntigam
22	Pensionsinstitut für die Beamten und Diener der Wiener Lebens- und Renten-Versicherungsanstalt in Wien
23	Pensionsverein der Glashüttenwerke vorm. J. Schreiber & Neffen in Wien.
24	Gutmann'sches Pensionsinstitut in Wien
	Total
	Total for Organisations for individual undertakings
	<i>Total for all Organisations</i>

IN PREMIUM RESERVES

FOR EMPLOYEES' PENSIONS.

Premium reserves at end of 1918 in crowns	Proportionate share					
	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	of the Kingdom of Roumania
15,299,542	49.65	48.50	0.44	0.91	0.50	—
7,279,461	58.93	35.78	1.60	0.03	3.66	—
6,359,594	69.62	24.48	1.73	2.41	1.32	0.44
4,442,077	66.94 ^b	32.48 ^a	0.54 ^a	0.01 ⁴	0.00 ⁶	—
3,931,732	61.27	24.80	5.91	6.42	1.60	—
2,486,313	51.05	36.99	0.67	3.64	6.55	1.10
2,381,100	82.50	11.40	—	2.40	3.70	—
42,179,819						
11,583,070	96.89	3.11	—	—	—	—
4,853,432	91.41	0.52	5.85	1.20	—	1.02
4,795,534	49.36	40.54	1.94	—	8.16	—
3,186,150	90.66	6.40	2.94	—	—	—
2,346,199	8.64	91.36	—	—	—	—
1,745,673	47.61	43.71	8.68	—	—	—
1,116,397	63.29	36.71	—	—	—	—
1,008,694	34.67	65.33	—	—	—	—
943,303	36.36	63.64	—	—	—	—
31,578,452						
761,516	81.09	9.61	—	9.30	—	—
1,907,680	61.07	28.75	—	10.18	—	—
2,356,071	79.58	18.50	—	1.92	—	—
2,269,440	79.64	16.80	3.56	—	—	—
2,179,711	67.54	29.97	—	2.49	—	—
1,340,546	89.89	—	—	5.83	4.28	—
1,115,669	77.08	12.65	6.32	—	—	3.95
1,062,380	32.51	67.49	—	—	—	—
561,097	87.66	12.34	—	—	—	—
13,554,110						
45,132,562						
87,312,381						

ANNEX II. LIST SHOWING FUNDS OF SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANI-
AMOUNTS ARE SHOWN

No.	Name and seat of Organisation (Full name of organisation is given in Annex I)	War Loan Bonds	Pledged debt at end of 1918 contracted through sub- scription to war loan	Pre-war securities
<i>(a) General Supplementary Organisations :</i>				
1	Textilindustrie, Wien	7,138	1,647	1,700.0
2	Güterbeamte, Wien	1,277	377	¹ 230.0
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2,960	1,576	70.0
5	Papierindustrie, Wien	8,675	5,049	132.0
4	Pharmazeuten, Wien	—	7,163	15.0
6	Landwirtschaftliche Genossenschaften, Wien	774	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1,801	581	² 774.0
	Total	22,625	16,393	2,921.0
<i>(b) Organisation for individual undertakings (With technical balance-sheet) :</i>				
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	429.3	—	450.0
9	Allgemeine Depositenbank, Wien	3,250	—	675.6
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	420.0
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	726.4	—	280.0
12	F. J. Auersperg, Wien	650	—	279.6
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	2,350	618	—
14	C. Stölzle's Söhne, Nagelberg	600	—	71.6
15	"Moravia", Wien	1,150	—	—
16	Fezfabriken, Wien	770	—	160.0
	Total	9,925.7	618	2,336.8
<i>(c) Organisations for individual undertakings (with no technical balance-sheet) :</i>				
17	Dreher A.-G. Wien, Abt. A	—	—	10.5
	" " " " B	—	—	77.5
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1,300	—	200.0
19	Gisela-Verein, Wien	1,280	310	—
20	Schenker & Co., Wien	2,399	973	325.0
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	500	—	50.0
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	415	—	100.0
24	Gutmann, Wien	319	—	64.2
	Total	6,213	1,283	827.2
	Total for Organisations for individual undertakings	16,138.7	1,901	3,164.0
	Total for all Organisations	38,763.7	18,294	6,085.0

¹ Sold for 214,000 crowns.

² Including a nominal amount of 764,000 crowns, sold and replaced by Austrian Treasury bonds to a nominal value of 1,120,000 crowns.

³ Including (a) arrears of premiums amounting to 23,739 crowns on Czechoslovak territory, 28,000 crowns on Polish territory, and 247,000 crowns on Italian territory; (b) mortgages of 131,936 crowns on Czechoslovak territory.

⁴ Including (a) arrears of premiums amounting to 2,335 crowns on Czechoslovak territory, 5,225 crowns on Polish territory, and 9,196 crowns on Italian territory; (b) 13,667 Roumanian crowns at 150 Austrian crowns.

⁵ Including arrears of premiums and charges amounting to 8,870 crowns on Czechoslovak territory, 6,357 crowns on Polish territory, 1,452 crowns on Italian territory, 1,052 crowns on Serb-Croat-Slovene territory, and 360 crowns on Roumanian territory; further assets at Prague amounting to 53,370 unstamped crowns and a credit of 103 crowns on Serb-Croat-Slovene territory.

⁶ Of this sum the depositors shall be refunded :

Premiums paid in advance 145,932 crowns

Shares in premium reserves and in premiums to be refunded 1,474,969 "

Premiums to be assigned and reserves of premiums not included in the accounts 455,349 "

⁷ Of this sum the depositors shall be refunded :

Premiums paid in advance 12,870 "

Shares in premium reserves and in premiums to be refunded 1,989 "

SATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS AS EXISTING ON MARCH 31, 1924.

IN THOUSANDS OF CROWNS.

Other securities	Cash, assets, mortgages and other credits	Liabilities	90 % of income	Yield from allotment of securities	Premises		Cash to be distributed
					Value as entered in the books	Estimated value	
100.0	³ 4,402	⁶ 2,155	1,986	8,217	.	.	³ 12,450
70.0	13,077	—	1,491	2,957	.	.	17,525
—	4,087	⁷ 158	1,746	1,250	.	.	6,925
120.0	1,034	—	1,034	55	.	.	2,123
—	⁴ 6,054	56	2,465	8,894	.	.	⁴ 17,357
7.5	⁵ 774	32	722	1,309	.	.	⁵ 2,773
—	208	1	597	202	.	.	1,006
297.5	29,636	2,402	10,041	22,884	.	.	60,159
1,310.8	14	3	¹⁰ 17,563	2,930	550,059	550	21,054
389.3	⁸ 2,550	814	505	116	1,725,842	2,205,000	⁸ 2,207,357
1,992.8	506	—	16,457	3,181	—	—	20,144
168.3	378	7	11,879	101,073	527,800	700,000	813,323
400.8	12,366	⁹ 944	¹¹ 57,126	¹⁴ 61,113	—	—	129,661
140.0	3	0 ⁴	406	136	—	—	545
282.0	22	64	181	320	—	—	459
221.0	—	90	¹² 18,094	¹⁵ 9,652	—	—	27,566
137.0	167	—	¹³ 19,426	¹⁸ 1,275	—	—	20,868
5,042.0	16,006	1,922	141,637	179,706	2,803,701	2,905,550	3,240,977
30.6	47	—	1,786	715	—	—	2,548
704.3	4,326	2	14,031	1,610	—	—	19,965
125.0	592	4	¹⁷ 16,902	336	—	—	17,826
16.8	1,220	—	218	170	—	—	1,608
985.3	42	—	693	51	—	—	786
20.0	677	—	376	320	145,486	29,097	30,470
—	¹⁸ 363	7	¹⁹ 240	²⁰ 793	—	—	¹⁸ 1,389
280.0	164	1	110	239	—	—	512
—	52	9	²¹ 163	260	—	—	466
2,162.0	7,483	23	34,519	4,494	145,486	29,097	75,570
7,204.0	23,489	1,945	176,156	184,200	2,949,187	2,934,647	3,316,547
7,501.5	53,125	4,347	186,197	207,084	2,949,187	2,934,647	3,376,706

³ Including the yield from the sale of the office at Prague.⁴ Including 936,331 Austrian crowns disbursed for costs of administration.⁵ Including 7,776 Czechoslovak crowns at 2,100 Austrian crowns.⁶ " 11,218.50 " " " 2,100 " "⁷ " 8,566.40 " " " 2,100 " "⁸ " 4,543.46 " " " 2,100 " "⁹ " 28,960.— " " " 2,100 " "¹⁰ " 4,526.65 " " " 2,100 " "¹¹ " 435.78 " " " 2,100 " "¹² " 5,916.15 " " " 2,100 " "¹³ " 2,231.— Hungarian " " " 0.90 " "¹⁴ " 13,275.— " " " 0.90 " "¹⁵ " 48,220.— " " " 0.90 " "¹⁶ Including interest on war loan bonds not yet nostricated.

ANNEX III.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF FUNDS OF INSURANCE ORGANISATIONS

AMOUNTS ARE SHOWN IN

No.	Name and seat of organisation (Full name of organisation is given in Annex I)	War loan bonds						Pre-war Securities	
		of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingd. of the Serbs, Croats a. Slov.	of the Kingdom of Roumania	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic
(a) General Organisations :									
1	Textilindustrie, Wien	3,544.0	3,461.9	31.4	65.0	35.7	—	844.0	824.5
2	Güterbeamte, Wien	752.6	436.9	20.4	0.4	46.7	—	135.5	82.3
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2,060.8	724.6	51.2	71.3	39.1	13.0	48.7	17.2
4	Papierindustrie, Wien	5,807.5	2,818.2	47.6	1.2	0.5	—	88.4	42.9
5	Pharmazeuten, Wien	—	—	—	—	—	—	9.2	3.7
6	Landwirtschaftl. Genossenschaften, Wien	395.1	286.3	5.2	28.2	50.7	8.5	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1,485.8	205.3	—	43.2	66.7	—	638.6	88.2
	Total	14,045.8	7,953.2	155.8	209.3	239.4	21.5	1,764.4	1,058.8
								—1,007.0	
		14,045.8	7,953.2	155.8	209.3	239.4	21.5	757.4	1,058.8
(b) Organisations for individual undertakings (with technical balance sheet) :									
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	415.9	13.4	—	—	—	—	436.0	14.0
9	Allg. Depositenbank, Wien	2,970.8	16.9	190.1	39.0	—	33.2	617.6	3.5
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	—	—	—	—	207.3	170.3
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	658.6	46.5	21.3	—	—	—	253.9	17.9
12	F. J. Auersperg, Wien	56.2	593.8	—	—	—	—	24.2	255.4
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	1,118.8	1,027.2	204.0	—	—	—	—	—
14	C. Stölzle's Söhne: Hagelberg	379.7	220.3	—	—	—	—	45.3	26.3
15	„Moravia“, Wien	398.7	751.3	—	—	—	—	—	—
16	Fezfabriken, Wien	280.0	490.0	—	—	—	—	58.2	101.8
	Total	6,278.7	3,159.4	415.4	39.0	—	33.2	1,642.5	589.2
(c) Organisations for individual undertakings (with no technical balance-sheet) :									
17	Dreher A.-G., Wien, Abt. A.	—	—	—	—	—	—	8.5	1.0
	Dreher A.-G., Wien, Abt. B.	—	—	—	—	—	—	47.3	22.3
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1,034.5	240.5	—	25.0	—	—	159.2	37.0
19	Gisela-Verein, Wien	1,019.4	215.0	45.6	—	—	—	—	—
20	Schenker & Co, Wien	1,620.3	719.0	—	59.7	—	—	219.5	97.4
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	449.5	—	—	29.1	21.4	—	45.0	—
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—	—	—	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	134.9	280.1	—	—	—	—	32.5	67.5
24	Gutmann, Wien	279.6	39.4	—	—	—	—	56.3	7.9
	Total	4,538.2	1,494.0	45.6	113.8	21.4	—	568.3	233.1
	Organisations for individual undertakings. Total	10,816.9	4,653.4	461.0	152.8	21.4	33.2	2,210.8	822.3
	Total for all organisations	24,862.7	12,606.6	616.8	362.1	260.8	54.7	2,968.2	1,881.1
	To balance plus or minus values of securities assigned under Annex-IV	—	—	—	—	—	—	—	—
	Result	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ This item consists of a) a nominal value of 994,000 crowns to balance a nominal value of 764,000 crowns sold by the "Faktorenverband" and a nominal value of 230,000 crowns sold by the "Güterbeamten" and b) a nominal value of 13,000 crowns handed over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to balance a nominal value of 11,500 crowns of other securities (see Note 3), and 1,500 crowns in cash

² Handed over by the Republic of Austria.

³ Consisting of Austrian Treasury bonds to a nominal value of 1,120,000 crowns and other securities to a nominal value of 11,500 crowns handed over by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to the Republic of Austria (see Note 1).

⁴ Handed over to the Republic of Austria (see Notes 1 and 3).

⁵ Consisting of a) the proceeds, amounting to 214,000 crowns, from the sale of pre-war bonds of the "Güterbeamten" to a nominal value of 230,000 crowns and b) 1,500 crowns in cash representing the pre-war bonds of a nominal value of 1,500 crowns handed over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (see Note 1).

⁶ This item is due to the assignment of assets in the territory of the country concerned and of arrears of premiums in those territories, viz., a) assets in Czechoslovakia amounting to 131,936 crowns and 53,570 unstamped crowns:

FOR EMPLOYEES' PENSIONS AS EXISTING ON MARCH 31, 1924.

THOUSANDS OF CROWNS.

Pre-war Securities				Other securities						Cash					
of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingd. of the Serbs, Croats and Slov.	of the Kingdom of Roumania	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingd. of the Serbs, Croats a. Slov.	of the Kingdom of Roumania	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingd. of the Serbs, Croats a. Slov.	of the Kingdom of Roumania
7.5	15.5	8.5	—	49.7	48.5	0.4	0.9	0.5	—	6,182	6,038	55	113	62	—
3.7	0.1	8.4	—	41.3	25.0	1.1	0.0	2.6	—	10,328	6,271	280	5	641	—
1.2	1.7	0.9	0.3	—	80.3	—	—	—	—	4,821	1,695	120	167	91	31
0.7	—	—	—	—	—	39.0	0.7	—	—	1,421	690	12	—	—	—
0.9	1.0	0.2	—	—	—	—	—	—	—	10,635	4,304	1,026	1,114	278	—
—	—	—	—	3.8	2.8	—	—	0.5	0.1	1,416	1,026	18	101	182	30
—	18.6	28.6	—	—	—	—	—	—	—	830	115	—	24	37	—
14.0	36.9	46.6	0.3	175.1	115.3	2.2	1.2	3.6	—	35,633	20,139	1,511	1,524	1,291	16
—	—	² +13.0	—	³ +1,131.5	—	—	—	⁴ -11.5	—	+ 216	- 218	- 12	- 11	- 3	—
14.0	36.9	59.6	0.3	1,306.6	115.3	2.2	1.2	-7.9	0.1	35,849	19,921	1,499	1,513	1,288	61
—	—	—	—	1,270.0	40.8	—	—	—	⁸ —	19,849	655	—	—	—	—
39.5	8.1	—	6.9	355.8	2.0	22.8	4.7	—	4.0	⁹ -187,255	11,478	129,131	26,488	—	22,515
8.1	—	34.3	—	983.6	807.9	38.7	—	162.6	—	9,943	8,166	391	—	1,644	—
8.2	—	—	—	152.6	10.8	4.9	—	—	¹⁰ —	37,358	52,053	23,912	—	—	—
—	—	—	—	34.6	366.2	—	—	—	—	11,203	118,458	—	—	—	—
—	—	—	—	66.7	61.2	12.1	—	—	—	260	238	47	—	—	—
—	—	—	—	178.5	103.5	—	—	—	—	291	168	—	—	—	—
—	—	—	—	76.6	144.4	—	—	—	—	9,557	18,009	—	—	—	—
—	—	—	—	49.8	87.2	—	—	—	—	7,588	13,280	—	—	—	—
55.8	8.1	34.3	6.9	3,168.2	1,624.0	78.5	4.7	162.6	4.0	-91,206	222,505	153,481	26,488	1,644	22,515
—	1.0	—	—	24.8	2.9	—	2.9	—	—	2,066	245	—	237	—	—
—	7.9	—	—	430.1	202.5	—	71.7	—	—	12,193	5,740	—	2,032	—	—
—	3.8	—	—	99.5	2.3	—	2.4	—	—	14,186	3,298	—	342	—	—
—	—	—	—	13.4	2.8	0.6	—	—	—	1,281	270	57	—	—	—
—	8.1	—	—	66.5	295.3	—	24.5	—	—	531	236	—	19	—	55
—	2.9	2.1	—	18.0	—	—	1.1	0.9	¹¹ —	1,707	—	—	1,776	1,304	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,070	176	88	—	—	—
—	—	—	—	91.0	189.0	—	—	—	—	166	346	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	408	58	—	—	—	—
—	23.7	2.1	—	1,342.3	715.6	0.6	102.6	0.9	—	30,194	10,369	145	4,406	1,304	55
55.8	31.8	36.4	6.9	4,510.5	2,339.6	9.13	107.3	163.5	4.0	-61,012	232,874	153,626	30,894	2,948	22,570
69.8	68.7	96.0	7.2	5,817.1	2,454.9	71.8	108.5	155.6	4.1	-25,163	252,795	155,125	32,407	4,236	22,631
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	600	+ 201	- 123	- 617	+ 555	+ 584
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-25,763	252,996	155,002	31,790	4,791	23,215

(b) Arrears of premiums amounting to 34,944 crowns in Czechoslovakia, 11,610 crowns in Poland, 10,895 crowns in Italy and 360 crowns in Roumania.

¹ This item is due to assets of 103 crowns in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, arrears of premiums amounting to 1,032 crowns in the same Kingdom, and 1,500 crowns in cash, representing the pre-war bonds of a nominal value of 1,500 crowns handed over by the Republic of Austria (see Notes 1 and 5).

² This sum is reached after deduction of 550,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

³ This sum is reached after deduction of 2,205,000,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

⁴ This sum is reached after deduction of 700,000,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

⁵ This sum is reached after deduction of 29,097,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

ANNEX IV.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF PRE-WAR BONDS AND OTHER
BELONGING TO SUPPLEMENTARY INSURANCE

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
	(a) PRE-WAR BONDS :				
I	4% einh. conv. steuerfr. Kronenrente (Mai-Nov.)	1,010,000		49.65	501,465
2		230,000		58.93	135,539
7		7,200		82.50	5,940
8		450,000		96.89	436,005
10		100,000		49.36	49,360
11		60,000		90.66	54,396
16		100,000		36.36	36,360
17B		64,500		61.07	39,390
24		1,000		87.66	877
	¹ Sold. Round sum . . .	2,022,700	1,050	.	1,259,332 1,259,300
I	4% einh. conv. steuerfr. Kronenrente (Jänner- Juli)	300,000		49.65	148,950
10		100,000		49.36	49,360
11		34,000		90.66	30,824
12		100,600		8.64	8,692
14		51,600		63.29	32,658
	Round sum . . .	586,200	1,090	.	270,484 270,500
9	4.2% einh. Rente ö. W. in Noten (Februar- August)	40,000		91.41	36,564
10		10,000		49.36	4,936
11		103,000		90.66	93,380
12		29,000		8.64	2,506
24		600		87.66	526
	Round sum . . .	182,600	1,750	.	137,912 137,900
9	4.2% einh. Rente ö. W. in Noten (April-Oktober)	10,000		91.41	9,141
10		10,000		49.36	4,936
24		50,000		87.66	43,830
	Round sum . . .	70,000	6,100	.	57,907 57,900
10	4% österr. Goldenrente steuerfr. (April-Oktober)	100,000	28,500	49.36	49,360
	Round sum . . .	.	.	.	49,400

SECURITIES EXISTING ON MARCH 31st, 1924 (EXCEPT WAR LOAN BONDS)
ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
48.50	489,850	0.44	4,444	0.91	9,191	0.50	5,050	—	—
35.78	82,294	1.60	3,680	0.03	69	3.66	8,418	—	—
11.40	821	—	—	2.40	173	3.70	266	—	—
3.11	13,995	—	—	—	—	—	—	—	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
6.40	3,840	2.94	1,764	—	—	—	—	—	—
63.64	63,640	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	18,544	—	—	10.18	6,566	—	—	—	—
12.34	123	—	—	—	—	—	—	—	—
.	713,647	.	11,828	.	15,999	.	21,894	.	—
.	713,700	.	11,800	.	16,000	.	21,900	.	—
48.50	145,500	0.44	1,320	0.91	2,730	0.50	1,500	—	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
6.40	2,176	2.94	1,000	—	—	—	—	—	—
91.36	91,908	—	—	—	—	—	—	—	—
36.71	18,942	—	—	—	—	—	—	—	—
.	299,066	.	4,260	.	2,730	.	9,660	.	—
.	299,100	.	4,300	.	2,700	.	9,600	.	—
0.52	208	5.85	2,340	1.20	480	—	—	1.02	408
40.54	4,054	1.94	194	—	—	8.16	816	—	—
6.40	6,592	2.94	3,028	—	—	—	—	—	—
91.36	26,494	—	—	—	—	—	—	—	—
12.34	74	—	—	—	—	—	—	—	—
.	37,422	.	5,562	.	480	.	816	.	408
.	37,400	.	5,600	.	500	.	800	.	400
0.52	52	5.85	585	1.20	120	—	—	1.02	102
40.54	4,054	1.94	194	—	—	8.16	816	—	—
12.34	6,170	—	—	—	—	—	—	—	—
.	10,276	.	779	.	120	.	816	.	102
.	10,300	.	800	.	100	.	800	.	100
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
.	40,500	.	1,900	.	—	.	8,200	.	—

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
1	4% österr. Kronenrente steuerfr. (März-Sept. und Juni-Dez.).	190,000		49.65	94,335
3		70,000		69.62	48,734
4		20,000		66.94 ⁵	13,389
5		15,000		61.27	9,191
7		¹ 766,800		82.50	632,610
9		565,600		91.41	517,015
10		100,000		49.36	49,360
11		80,000		90.66	72,528
12		150,000		8.64	12,960
16		60,000		36.36	21,816
17A		10,500		81.09	8,514
18		200,000		79.58	159,160
20		325,000		67.54	219,505
21		50,000		89.89	44,945
23		100,000		32.51	32,510
24		12,600		87.66	11,045
	Round sum . . .	2,715,500	1,080	.	1,947,617
	¹ Including a nominal value of 764,000 crowns sold.	.	.	.	1,947,600
9	3½% öst. Invest.-Rente steuerfr. (Febr.-Aug.)	60,000		91.41	54,846
17B		13,000		61.07	7,939
	Round sum . . .	73,000	850	.	62,785
		.	.	.	62,800
1	4% österr. Staatsrenten-Anleihen, lit. B, 1912	200,000	1,050	49.65	99,300
	Round sum . . .	.	.	.	99,300
4	4½% österr. Schatzscheine 1914	¹ 112,000		66.94 ⁵	74,978
11		3,000		90.66	2,720
14		² 20,000		63.29	12,658
	Round sum . . .	135,000	800	.	90,356
	Total a) . . .	6,085,000	.	.	3,975,100
	¹ Including a nominal value of 34,500 crowns allotted.				
	² Including a nominal value of 12,100 crowns allotted.				
	(b) OTHER SECURITIES :				
	I. Austrian securities :				
11	45 Stück III. Elisabethbahnaktien.	¹ 18,000	10,000	90.66	16,319
	the smallest share at 400 crowns.	.	.	.	16,400
	¹ 1 share allotted.				

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
48.50	92,150	0.44	836	0.91	1,729	0.50	950	—	—
24.48	17,136	1.73	1,211	2.41	1,687	1.32	924	0.44	308
32.48 ^b	6,497	0.54 ^b	110	0.01 ^d	3	0.00 ^b	1	—	—
24.80	3,720	5.91	886	6.42	963	1.60	240	—	—
11.40	87,415	—	—	2.40	18,403	3.70	28,372	—	—
0.52	2,941	5.85	33,088	1.20	6,787	—	—	1.02	5,769
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
6.40	5,120	2.94	2,352	—	—	—	—	—	—
91.36	137,040	—	—	—	—	—	—	—	—
63.64	38,184	—	—	—	—	—	—	—	—
9.61	1,009	—	—	9.30	977	—	—	—	—
18.50	37,000	—	—	1.92	3,840	—	—	—	—
29.97	97,403	—	—	2.49	8,092	—	—	—	—
—	—	—	—	5.83	2,915	4.28	2,140	—	—
67.49	67,490	—	—	—	—	—	—	—	—
12.34	1,555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	635,200	.	40,423	.	45,396	.	40,787	.	6,077
.	635,200	.	40,400	.	45,400	.	40,800	.	6,100
0.52	312	5.85	3,510	1.20	720	—	—	1.02	612
28.75	3,738	—	—	10.18	1,323	—	—	—	—
.	4,050	.	3,510	.	2,043	.	—	.	612
.	4,100	.	3,500	.	2,000	.	—	.	600
48.50	97,000	0.44	880	0.91	1,820	0.50	1,000	—	—
.	97,000	.	900	.	1,800	.	1,000	.	—
32.48 ^b	36,384	0.54 ^b	615	0.01 ^d	16	0.00 ^b	7	—	—
6.40	192	2.94	88	—	—	—	—	—	—
36.71	7,342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	43,918	.	703	.	16	.	7	.	—
.	43,900	.	700	.	—	.	—	.	—
.	1,881,200	.	69,900	.	68,500	.	83,100	.	7,200
6.40	1,152	2.94	529	—	—	—	—	—	—
.	1,200	.	400	.	—	.	—	.	—

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
8 9 10 14	4% Wiener Verkehrs-Anlagen-Anleihe, Em. I u. II	100,000		96.89	96,890
		80,000		91.41	73,128
		100,000		49.36	49,360
		11,000		63.29	6,962
	Smallest share 200 crowns	291,000	150	.	226,340
					226,400
10	4% Anlehen der Stadt Wien v. J. 1917 Round sum	50,000 .	110 .	49.36 .	24,680 24,700
15	4% Anlehen der Stadt Wien v. J. 1918 Round sum	160,000 .	80 .	34.67 .	55,472 55,500
8 17B	4% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., inh. 65 J. verl. a	540,000		96.89	523,206
		15,600		61.07	9,527
	Round sum	555,600	155	.	532,733
					532,700
1	4% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com.-Schuldv., inh. 65 J. verl. Round sum	100,000 .	80 .	49.65 .	49,650 49,700
14	4½% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com.-Schuldv., inh. 65 J. verl. Round sum	34,000 .	85 .	63.29 .	— 21,519 21,500
17B	4½% Pfandbr., d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 60 J. verl. Round sum ¹ All allotted.	¹ 1,200 .	4,500 .	61.07 .	733 700
17B	4% Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 65 J. verl. Round sum ¹ All allotted.	¹ 5,000 .	4,300 .	61.07 .	3,054 3,100
10	4% Pfandbr. d. Kärntner Landes-Hyp.-Anst. Round sum	70,000 .	70 .	49.36 .	34,552 34,500
12	6% Communal-Obl. d. Niederöst. Landes-Hyp.-Anst. Round sum	40,000 .	96 .	8.64 .	3,456 3,500

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
3,11	3.110	—	—	—	—	—	—	—	—
0,52	416	5,85	4.680	1,20	960	—	—	1,02	816
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
36,71	4.038	—	—	—	—	—	—	—	—
.	48.104	.	6.620	.	960	.	8.160	.	816
.	48.000	.	6.600	.	1.000	.	8.200	.	800
40,54	20.270	1,94	970	—	—	8,16	4.080	—	—
.	20.200	.	1.000	.	—	.	4.100	.	—
65,33	104.528	—	—	—	—	—	—	—	—
.	104.500	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	16.794	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	4.485	—	—	10,18	1.588	—	—	—	—
.	21.279	.	—	.	1.588	.	—	.	—
.	21.300	.	—	.	1.600	.	—	.	—
48,50	48.500	0,44	440	0,91	910	0,50	500	—	—
.	48.500	.	400	.	900	.	500	.	—
36,71	12.481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12.500	.	—	.	—	.	—	.	—
28,75	345	—	—	10,18	122	—	—	—	—
.	400	.	—	.	100	.	—	.	—
28,75	1.437	—	—	10,18	509	—	—	—	—
.	1.400	.	—	.	500	.	—	.	—
40,54	28.378	1,94	1.358	—	—	8,16	5.712	—	—
.	28.400	.	1.400	.	—	.	5.700	.	—
91,36	36.544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36.500	.	—	.	—	.	—	.	—

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
10	8% Pfandbr. d. Oberösterr. Landes-Hyp.-Anstalt Round sum	640,000	98	49.36	315,904 315,900
2	4% Pfandbr. d. Tirolischen Land-Hyp.-Anstalt Round sum ¹ Entirely allotted.	¹ 50,000	70	58.93	29,465 29,500
2	4½% Pfandbr. d. Linzer allg. Sparkassa und Leihanst. Round sum	20,000	75	58.93	11,786 11,800
21	4½% Pfandbr. d. Steiermärk. Sparkassa. . . . Round sum	20,000	75	89.89	17,978 18,000
23	4% Prior.-Obl. d. Lokalbahn Fürstenfeld-Hart- berg, Em. 1908 smallest share 2000 crowns	180,000	200	32.51	58,518 58,000
10	4% Prior.-Obl. d. Lokalbahn Mauthausen-Grein, Em. 1906 smallest share 2000 crowns ¹ Entirely allotted.	¹ 100,000	150	49.36	49,360 50,000
6	25 Stück Lose d. österr. Gesellsch. v. Roten Kreuz v. J. 1916 ¹ Per share. Total b) I. . . .	7,500	¹ 180	51.05	3,829 3,900 1,455,800
II. Czechoslovak Securities :					
9	4% steuerfr. Schuldverschreibungen d. Böhm. Nordbahn	120,000		91.41	109,692
10		100,000		49.36	49,360
14		15,200		63.29	9,620
	smallest share 400 crowns	235,200	132,000		168,672 168,800
9	4% Prior.-Obl. d. Böhm. Westbahn, Em. 1885 smallest share 400 crowns	6,000	132,000	91.41	5,485 5,600
17B	4% Prior.-Obl. d. Mähr. Grenzbahn smallest share 400 crowns	25,600	130,000	61.07	15,634 15,600

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
40.54 .	259,456 259,500	1.94 .	12,416 12,400	— .	— —	8.16 .	52,224 52,200	— .	— —
35.78 .	17,890 17,900	1.60 .	800 800	0.03 .	— 15	3.66 .	1,830 1,800	— .	— —
35.78 .	7,156 7,200	1.60 .	320 300	0.03 .	— 6	3.66 .	732 700	— .	— —
— .	— —	— .	— —	5.83 .	1,166 1,200	4.28 .	856 800	— .	— —
67.49 .	121,482 122,000	— .	— —	— .	— —	— .	— —	— .	— —
40.54 .	40,540 40,000	1.94 .	1,940 2,000	— .	— —	8.16 .	8,160 8,000	— .	— —
36.99 .	2,774 2,700	0.67 .	50 —	3.64 .	273 300	6.55 .	491 600	1.10 .	83 —
. .	772,200	. .	25,300	. .	5,600	. .	82,600	. .	800
0.52 40.54 36.71	624 40,540 5,580	5.85 1.94 —	7,020 1,940 —	1.20 — —	1,440 — —	— 8.16 —	— 8,160 —	1.02 — —	1,224 — —
. .	46,744 46,800	. .	8,960 8,800	. .	1,440 1,600	. .	8,160 8,000	. .	1,224 1,200
0.52 .	— 31	5.85 .	351 400	1.20 .	— 72	— .	— —	1.02 .	61 —
28.75 .	7,360 7,200	— .	— —	10.18 .	2,606 2,800	— .	— —	— .	— —

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
9	4% Schuldversch. d. Mähr.-schles. Centralbahn Smallest share 600 crowns	10,200	130,000	91.41	9,324
		.	.	.	9,600
19	4% Prior.-Obl. d. Mähr.-schles. Centralbahn Smallest share 600 crowns	16,800	130,000	79.64	13,380
		.	.	.	13,200
16	3½% Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn, lit. B. Em. 1903 Smallest share 400 crowns	58,000	120,000	36.36	21,089
		.	.	.	21,200
9	4% Prior.-Obl. d. Pilsen-Priesen Bahn	¹ 10,500		91.41	9,598
13		60,000		47.61	28,566
17B		36,900		61.07	22,535
		107,400		130,000	.	60,699
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	60,600
	¹ Including a nominal value of 2,400 crowns allotted.				
17B	4% Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1890 . . . Round sum . . .	6,400	140,000	61.07	3,908
		.	.	.	3,900
11	4½% Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1911 . .	300		90.66	272
12		30,000		8.64	2,592
17A		11,200		81.09	9,082
17B		49,800		61.07	30,413
18		125,000		79.58	99,475
	Round sum . . .	216,300	150,000	.	141,834
		.	.	.	141,800
12	4½% Bankschuldv. d. Živnostenská banka . .	40,000	170,000	8.64	3,456
	Round sum . . .	.	.	.	3,500
12	4% Com.-Schuldsch. d. Böhm. Landesbank, inh. 50, bzw. 78 J. verl.	100,000		8.64	8,640
		61,000		34.67	21,149
15		36,000		61.07	21,985
17B		197,000		157,000	.	51,774
	Round sum . . .	.	.	.	51,800
16	4% Com.-Obl. d. Mähr. Landeskulturbank . . .	79,000	125,000	36.36	28,724
	Round sum . . .	.	.	.	28,700
12	4% Pfandbr. d. Böhm. Sparkassa	120,000	176,000	8.64	10,368
	Round sum . . .	.	.	.	10,400
12	4½% Pfandbr. d. Ersten Mär. Sparkassa . . .	56,000	170,000	8.64	4,838
	Round sum . . .	.	.	.	4,800
8	4% Prior.-Obl. d. Kaschau-Oderberger Eisen- bahn, in Silber	72,000		96.89	69,761
10		100,000		49.36	49,360
12		14,800		8.64	1,279
		186,800		103,000	.	120,400
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	120,400
	Total b) II. . . .	1,360,700	.	.	659,900

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
0.52	53	5.85	597	1.20	122	—	—	1.02	104
.	—	.	600	.	—	.	—	.	—
16.80	2,822	3.56	598	—	—	—	—	—	—
.	3,000	.	600	.	—	.	—	.	—
63.64	36,911	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36,800	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	55	5.85	614	1.20	126	—	—	1.02	107
43.71	26,226	8.68	5,208	—	—	—	—	—	—
28.75	10,609	—	—	10.18	3,756	—	—	—	—
.	36,890	.	5,822	.	3,882	.	—	.	107
.	39,900	.	6,000	.	3,900	.	—	.	—
28.75	1,840	—	—	10.18	652	—	—	—	—
.	1,800	.	—	.	700	.	—	.	—
6.40	19	2.94	9	—	—	—	—	—	—
91.36	27,408	—	—	—	—	—	—	—	—
9.61	1,076	—	—	9.30	1,042	—	—	—	—
28.75	14,317	—	—	10.18	5,070	—	—	—	—
18.50	23,125	—	—	1.92	2,400	—	—	—	—
.	65,945	.	9	.	8,512	.	—	.	—
.	66,000	.	—	.	8,500	.	—	.	—
91.36	36,544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36,500	.	—	.	—	.	—	.	—
91.36	91,360	—	—	—	—	—	—	—	—
65.33	39,851	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	10,350	—	—	10.18	3,665	—	—	—	—
.	141,561	.	—	.	3,665	.	—	.	—
.	141,500	.	—	.	3,700	.	—	.	—
63.64	50,276	—	—	—	—	—	—	—	—
.	50,300	.	—	.	—	.	—	.	—
91.36	109,632	—	—	—	—	—	—	—	—
.	109,600	.	—	.	—	.	—	.	—
91.36	51,162	—	—	—	—	—	—	—	—
.	51,200	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	2,239	—	—	—	—	—	—	—	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
91.36	13,521	—	—	—	—	—	—	—	—
.	56,300	.	1,940	.	—	.	8,160	.	—
.	56,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
.	644,000	.	18,400	.	21,200	.	16,000	.	1,200

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
<i>III. Hungarian securities :</i>					
9 17B	4% Ungar. Theiss-Reg.-Prior.-Obl. ¹ Allotted.	200 200		91.41 61.07	183 122
	Smallest share 200 crowns	400	5,000	.	305
	Total b) III. . . .	400	.	.	400
<i>IV. Italian securities :</i>					
8	4% staatsgar. Vintschgaubahnprioritäten, I. Em. Smallest share 400 crowns	298,000 .	75,000 .	96.89 .	288,732 288,800
	Total b) IV. . . .	298,000	.	.	288,800
<i>V. Polish securities :</i>					
9	4% St.-Schuldv. d. Albrechtsbahn Smallest share 200 crowns	1,200 .	18,000 .	91.41 .	1,097 1,200
9 10 17B	4% St.-Schuldv. d. Gal. Carl Ludwig-Bahn. . .	4,000 100,000 171,200		91.41 49.36 61.07	3,656 49,360 104,552
	Smallest share 400 crowns	275,200	7,000	.	157,568 157,600
9 10	4% Prior.-Obl. d. Albrechtsbahn	¹ 44,000 60,000		91.41 49.36	40,220 29,616
	Smallest share 400 crowns	104,000	25,000	.	69,836 70,000
¹ Including a nominal share of 2,000 crowns allotted.					
9 14	4% Prior.-Obl. d. Galiz. Carl Ludwig-Bahn. . .	32,000 13,000		91.41 63.29	29,251 8,228
	Smallest share 200 crowns	45,000	25,000	.	37,479 37,400
11	4% Galiz. Landes-Anl. f. Ortsschulfonds v. J. 1908 Round sum . . .	¹ 60,000 .	100 .	90.66 .	54,396 54,400
¹ Entirely allotted.					
23	4% Anlehen der Stadt Lemberg. Round sum . . .	50,000 .	100 .	32.51 .	16,255 16,300
14	4½% Pfandbr. d. Galiz. Bank f. Handel und Industrie Round sum . . .	33,600 .	100 .	63.29 .	21,265 21,300
11 14	4½% Pfandbr. d. Galiz. Act.-Hypoth.-Bank . .	¹ 73,000 34,000		90.66 63.29	66,182 21,519
	Round sum . . .	107,000	100	.	87,701 87,700
¹ Including a nominal share of 5,000 crowns allotted.					

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
0.52	I	5.85	I2	I.20	2	—	—	I.02	2
28.75	58	—	—	18.10	20	—	—	—	—
.	59	.	I2	.	22	.	—	.	2
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	9,268	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	6	5.85	70	I.20	I5	—	—	I.02	I2
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	21	5.85	234	I.20	48	—	—	I.02	41
40.54	40,540	I.94	I,940	—	—	8.16	8,160	—	—
28.75	49,220	—	—	10.18	17,428	—	—	—	—
.	89,781	.	2,174	.	17,476	.	8,160	.	41
.	90,000	.	2,000	.	17,600	.	8,000	.	—
0.52	229	5.85	2,574	I.20	528	—	—	I.02	449
40.54	24,324	I.94	I,164	—	—	8.16	4,896	—	—
.	24,553	.	3,738	.	528	.	4,896	.	449
.	24,800	.	3,600	.	400	.	4,800	.	400
0.52	166	5.85	I,872	I.20	384	—	—	I.02	327
36.71	4,772	—	—	—	—	—	—	—	—
.	4,938	.	I,872	.	384	.	—	.	327
.	5,000	.	I,800	.	400	.	—	.	400
6.40	3,840	2.94	I,764	—	—	—	—	—	—
.	3,800	.	I,800	.	—	.	—	.	—
67.49	33,745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33,700	.	—	.	—	.	—	.	—
36.71	12,335	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12,300	.	—	.	—	.	—	.	—
6.40	4,672	2.94	2,146	—	—	—	—	—	—
36.71	12,481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	17,153	.	2,146	.	—	.	—	.	—
.	17,200	.	2,100	.	—	.	—	.	—

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
14	4 ½% Pfandbriefe der Galiz. Landesbank . . .	10,000		63.29	6,329
17B		24,000		61.07	14,657
	Round sum . . .	34,000	100	.	20,986
					21,000
23	4 ½% Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Com.-Obl.	50,000	100	32.51	16,255
	Round sum . . .				16,300
17B	4% Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Eisen.-Obl. Round sum . . .	30,000	100	61.07	18,321
					18,300
	Total b) V. . . .	790,000	.	.	501,500
	VI. <i>Serb-Croat-Slovene securities</i> :				
8	4% Prior.-Obl. der Lokalbahn Laibach-Stein . . Smallest share 400 crowns	204,000	10,000	98.89	197,656
					197,600
	Total b) VI. . . .	204,000	.	.	197,600
	VII. <i>Roumanian securities</i> :				
4	4% Bukowinaer Landes-Anlehen.	100,000		66.94 ⁵	66,945
10		20,000		49.36	9,872
20		985,300		67.54	665,472
	Round sum . . .	1,105,300	4,000	.	742,289
					742,300
14	4 ½% Anlehen der Stadt Czernowitz v. J. 1908, verl.	25,000	100	63.29	15,823
	Round sum . . .				15,800
14	4% Pfandbr. d. Bukowinaer Landesbank. . . .	¹ 20,000	3,500	63.29	12,658
	¹ Entirely allotted. Round sum . . .				12,700
11	Pfandbr. d. Bukowinaer Sparkassa.	17,000	3,500	90.66	15,412
	Round sum . . .				15,400
	Total b) VII. . . .	1,167,300	.	.	786,200
	VIII. <i>Austrian-Czechoslovak securities</i> :				
9	4% St.-Schuldv. d. Franz Josephbahn Smallest share 300 crowns	8,400	90,000	91.41	7,678
					7,600
10	4% St.-Schuldv. d. öst. Nordwest- u. Südnorddeutsch. Verbindungsbahn	60,000		49.36	29,616
17B		50,000		61.07	30,535
	Smallest share 400 crowns	110,000	100,000	.	60,151
					60,000

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
36.71	3,671	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	6,900	—	—	10.18	2,443	—	—	—	—
.	10,571	.	—	.	2,443	.	—	.	—
.	10,600	.	—	.	2,400	.	—	.	—
67.49	33,745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33,700	.	—	.	—	.	—	.	—
28.75	8,625	—	—	10.18	3,054	—	—	—	—
.	8,600	.	—	.	3,100	.	—	.	—
.	239,700	.	11,300	.	23,900	.	12,800	.	800
3.11	6,344	—	—	—	—	—	—	—	—
.	6,400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	6,400	.	—	.	—	.	—	.	—
32.48 ⁸	32,486	0.54 ⁹	549	0.01 ⁴	14	0.00 ⁸	6	—	—
40.54	8,108	1.94	388	—	—	8.16	1,632	—	—
29.97	295,294	—	—	2.49	24,534	—	—	—	—
.	335,888	.	937	.	24,548	.	1,638	.	—
.	335,900	.	900	.	24,600	.	1,600	.	—
36.71	9,177	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
36.71	7,342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7,300	.	—	.	—	.	—	.	—
6.40	1,088	2.94	500	—	—	—	—	—	—
.	1,100	.	500	.	—	.	—	.	—
.	353,500	.	1,400	.	24,600	.	1,600	.	—
0.52	44	5.85	491	1.20	101	—	—	1.02	86
.	—	.	400	.	400	.	—	.	—
40.54	24,324	1.94	1,164	—	—	8.16	4,896	—	—
28.75	14,375	—	—	10.18	5,090	—	—	—	—
.	38,699	.	1,164	.	5,090	.	4,896	.	—
.	38,800	.	1,200	.	5,200	.	4,800	.	—

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
4 10	4% Prior.-Obl. d. Franz Josephbahn i. S.	20,000		66.94 ⁵	13,389
	¹ 96,000		49.36	47,386	
	116,000	80,000	.	60,775	
	Smallest share 400 crowns	.	.	60,800	
	¹ Including a nominal share of 400 crowns allotted.				
9	4% Prior.-Obl. d. Franz Josephbahn	6,400	80,000	91.41	5,850
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	6,000
14	3% Prioritätsobligationen der öst. Lokaleisenbahn-Ges.	20,000	65,000	63.29	12,658
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	12,600
14	4% Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn	25,200	90,000	63.29	15,949
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	16,000
	Total b) VIII.	286,000	.	.	163,000
	<i>IX. Czechoslovak-Polish securities :</i>				
10	4% Prior.-Obl. d. Ungar.-galiz. Eisenbahn, Em. 1887	99,600	42,000	49.36	49,163
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	49,200
	Total b) IX.	99,600	.	.	49,200
	<i>X. Polish-Roumanian securities :</i>				
8	4% Investitionsanl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern.-Jassy, Em. 1894.	50,000	11,000	96.89	48,445
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	48,400
8	4% Prior.-Obl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern.-Jassy, II. Em. 1884	46,800	11,000	96.89	45,345
	Smallest share 600 crowns	.	.	.	45,600
	Total b) X.	96,800	.	.	94,000
	<i>XI. Austrian-Italian-Serb-Croat-Slovene securities :</i>				
9 10 17A 17B	4% steuerfr. St.-Schuldv. d. Rudolfbahn	1,600		91.41	1,463
		100,000		49.36	49,360
		4,000		81.09	3,244
	¹ 138,400			61.07	84,521
	¹ Including a nominal share of 8000 crowns allotted.	244,000	11,000	.	138,588
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	138,800
9 10 14	4% Prior.-Obl. d. Rudolfbahn, Em. 1884	¹ 34,800		91.41	31,811
		100,000		49.36	49,360
		12,000		63.29	7,595
		146,800	30,000	.	88,766
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	88,800
	¹ Included a nominal share of 400 crowns allotted.				
	Total b) XI.	390,800	.	.	227,600

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
32.48 ^a	6,497	0.54 ^b	110	0.01 ^d	3	0.00 ^b	1	—	—
40.54	38,918	1.94	1,862	—	—	8.16	7,834	—	—
.	45,415	.	1,972	.	3	.	7,835	.	—
.	45,200	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
0.52	33	5.85	375	1.20	77	—	—	1.02	65
.	—	.	400	.	—	.	—	.	—
37.71	7,342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7,400	.	—	.	—	.	—	.	—
36.71	9,251	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	100,600	.	4,000	.	5,600	.	12,800	.	—
40.54	40,378	1.94	1,932	—	—	8.16	8,127	—	—
.	40,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
.	40,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
3.11	1,555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1,600	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	1,455	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	2,800	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	9	5.85	93	1.20	19	—	—	1.02	16
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
9.61	384	—	—	9.30	372	—	—	—	—
28.75	39,790	—	—	10.18	14,089	—	—	—	—
.	80,723	.	2,033	.	14,480	.	8,160	.	16
.	80,800	.	2,000	.	14,400	.	8,000	.	—
0.52	181	5.85	2,036	1.20	417	—	—	1.02	355
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
36.71	4,405	—	—	—	—	—	—	—	—
.	45,126	.	3,976	.	417	.	8,160	.	355
.	45,200	.	4,000	.	400	.	8,000	.	400
.	126,000	.	6,000	.	14,800	.	16,000	.	400

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
	XII. Austrian-Czechoslovak-Polish securities.				
9	4% Prior.-Obl. d. Ferdinands-Nordbahn	¹ 30,000		91.41	27.423
10		197,200		49.36	97.338
13		² 80,000		47.61	38.088
14		³ 29,000		63.29	18.354
17A		15,400		81.09	12.488
17B		114,000		61.07	69.620
		465,600	75.500	.	263.311
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	263.400
	^{1, 2 et 3} Including a nominal share of 14,000 crowns.				
	Total b) XII. . . .	465,600	.	.	263.400
	TOTAL OF OTHER SECURITIES :				
	Total b) I. . . .	2,342,300	.	.	1.455.800
	» » II. . . .	1,360,700	.	.	659.900
	» » III. . . .	400	.	.	400
	» » IV. . . .	298,000	.	.	288.800
	» » V. . . .	790,000	.	.	501.500
	» » VI. . . .	204,000	.	.	197.600
	» » VII. . . .	1,167,300	.	.	786,200
	» » VIII. . . .	286,000	.	.	163.000
	» » IX. . . .	99,600	.	.	49.200
	» » X. . . .	96,800	.	.	94.000
	» » XI. . . .	390,800	.	.	227.600
	» » XII. . . .	465,600	.	.	263.400
	Total . . .	7,501,500	.	.	4.687.400
	List showing plus or minus values resulting from proportionate distribution of pre-war and other securities :				
	Group a) . . . .	.	.	.	+ 10.896
	» b) I. . . .	.	.	.	+ 8.720
	» » II. . . .	.	.	.	+ 421.000
	» » III. . . .	.	.	.	+ 4.750
	» » IV. . . .	.	.	.	+ 51.000
	» » V. . . .	.	.	.	+ 42.151
	» » VI. . . .	.	.	.	— 5.600
	» » VII. . . .	.	.	.	+ 1.467
	» » VIII. . . .	.	.	.	— 73.000
	» » IX. . . .	.	.	.	+ 15.540
	» » X. . . .	.	.	.	+ 22.000
	» » XI. . . .	.	.	.	+ 33.520
	» » XII. . . .	.	.	.	+ 67.195
	Plus or minus value. . .	.	.	.	+ 599.639

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
0.52	156	5.85	1,755	1.20	360	—	—	1.02	306
40.54	79,945	1.94	3,826	—	—	8.16	16,091	—	—
43.71	34,968	8.68	6,944	—	—	—	—	—	—
36.71	10,646	—	—	—	—	—	—	—	—
9.61	1,480	—	—	9.30	1,432	—	—	—	—
28.75	32,775	—	—	10.18	11,605	—	—	—	—
.	159,970	.	12,525	.	13,397	.	16,091	.	306
.	160,000	.	12,600	.	13,400	.	16,000	.	200
.	160,000	.	12,600	.	13,400	.	16,000	.	200
.	772,200	.	25,300	.	5,600	.	82,600	.	800
.	644,000	.	18,400	.	21,200	.	16,000	.	1,200
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	239,700	.	11,300	.	23,900	.	12,800	.	800
.	6,400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	353,500	.	1,400	.	24,600	.	1,600	.	—
.	100,600	.	4,000	.	5,600	.	12,800	.	—
.	40,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
.	2,800	.	—	.	—	.	—	.	—
.	126,000	.	6,000	.	14,800	.	16,000	.	400
.	160,000	.	12,600	.	13,400	.	16,000	.	200
.	2,454,800	.	81,000	.	109,100	.	165,800	.	3,400
.	— 9,113	.	— 9,459	.	— 1,846	.	+ 9,637	.	— 115
.	+ 5,715	.	— 12,871	.	— 1,279	.	— 211	.	— 74
.	— 135,490	.	+ 139,680	.	+ 337,310	.	— 376,000	.	— 386,500
.	— 2,950	.	— 600	.	— 1,100	.	—	.	— 100
.	— 51,000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 91,386	.	— 77,290	.	— 22,017	.	— 35,200	.	+ 970
.	+ 5,600	.	—	.	—	.	—	.	—
.	— 547	.	— 1,480	.	+ 2,080	.	— 1,520	.	—
.	— 145,200	.	— 3,500	.	+ 315,100	.	+ 36,000	.	— 120,400
.	+ 9,240	.	+ 28,560	.	—	.	— 53,340	.	—
.	— 22,000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 30,670	.	+ 3,570	.	— 13,900	.	— 65,600	.	+ 11,740
.	+ 22,650	.	+ 56,625	.	+ 2,265	.	— 68,705	.	— 80,030
.	— 201,039	.	+ 123,235	.	+ 616,613	.	— 554,939	.	— 583,509

N° 2146.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant la Commune de Vienne, Etablissement communal d'assurance et la caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie à Vienne. Signée à Vienne, le 17 janvier 1925.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the Commune of Vienna, the Communal Insurance Organisation and the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry at Vienna. Signed at Vienna, January 17, 1925.

N^o 2146. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT LA COMMUNE DE VIENNE, ÉTABLISSEMENT COMMUNAL D'ASSURANCE ET LA CAISSE DES RETRAITES POUR LES EMPLOYÉS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE A VIENNE. SIGNÉE A VIENNE, LE 17 JANVIER 1925.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet de la Commune de Vienne, Etablissement communal d'assurance, et de la caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie à Vienne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr JAN BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances suppléantes selon le paragraphe 66, lit. a, de la loi du 16 décembre 1906, bulletin des lois de l'Empire N^o 1, ex 1907, dans la rédaction de l'ordonnance impériale du 25 juin 1914, bulletin des lois de l'Empire N^o 138, et des assurances supplémentaires (sur des prestations dépassant les paiements légaux) appartenant aux assurances susdites, ainsi que les parties des fonds correspondant aux charges susindiquées de la Commune de Vienne, Etablissement communal d'assurance, autrefois Etablissement communal d'assurances sur la vie et des Rentes, fondé en mémoire du jubilé de l'empereur François-Joseph — appelé par la suite brièvement « l'établissement » — et de la Caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie — appelée par la suite brièvement « la caisse » — sont réparties d'après les principes suivants :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2146. — CONVENTION² BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING THE COMMUNE OF VIENNA, COMMUNAL INSURANCE ORGANISATION, AND THE RETIRING PENSIONS FUND FOR EMPLOYEES IN COMMERCE AND INDUSTRY AT VIENNA. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 17, 1925.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention regarding the Commune of Vienna, Communal Insurance Organisation, and the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry at Vienna, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The liabilities resulting from the additional insurances under paragraph 66 (a) of the Law of December 16, 1906, Imperial Law Gazette No. 1 ex 1907, as amended by the Imperial Decree of June 25, 1914, Imperial Law Gazette, No. 138 and from the supplementary insurances (on payments exceeding those authorised by law) pertaining to the aforesaid insurances, and also the shares of the funds corresponding to the above-mentioned liabilities of the Commune of Vienna, Communal Insurance Organisation, formerly the Communal Life and Pensions Insurance Organisation, founded to commemorate the Jubilee of the Emperor Francis Joseph — hereinafter described as " the Organisation " — and of the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry — hereinafter described as " the Fund " — shall be distributed in accordance with the following principles :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. Les charges d'assurances existant à la fin du mois de décembre 1918 des assurances suppléantes et des assurances supplémentaires (sur des prestations dépassant les paiements légaux) appartenant aux assurances suppléantes, c'est-à-dire les droits à des rentes et les expectatives à des rentes acquis par les assurés et les membres de leurs familles, passent à la compétence de l'Etat sur le territoire duquel les assurés avaient leur dernier lieu de service déterminant la compétence de l'établissement d'assurances sur les pensions, pourvu que, selon Section B, N° 1, une quote-part des fonds de l'établissement respectif lui soit attribuée. Le même principe s'applique aux remboursements de primes, déclarés dans le bilan de l'établissement et de la caisse pour la fin de l'année 1918 et aux réclamations à titre de remboursement de primes, soulevées dans la suite en vertu d'une assurance ayant pris fin au plus tard à la fin de l'année 1918.

Sont à considérer comme assurés non seulement les membres de l'établissement et de la caisse, qui sont obligés de se faire assurer, mais aussi les autres employés, assurés de la même manière, de patrons qui ont assuré leur personnel, obligé de se faire assurer, par une assurance suppléante, selon le paragraphe 66, lit. a, de la loi d'assurances sur les pensions, auprès de l'un des assureurs susdits.

Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, qui se rapportent aux assurés dont le dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions était situé hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche ou dans un Etat auquel, selon Section B, N° 1, aucune quote-part des fonds de l'établissement respectif n'est attribuée, passent à la compétence de l'Etat National auquel revient le plus grand nombre des employés du patron respectif ; si la compétence d'aucun Etat ne pourra être établie selon la règle susdite, elle sera déterminée par le dernier lieu de service déterminatif pour l'assurance sur les pensions qui est situé sur l'ancien territoire où la loi d'assurances sur les pensions était en vigueur ; à défaut d'un tel lieu de service les charges incomberont à la République d'Autriche.

2. Sera soumis à la réglementation intérieure de l'Etat respectif de prescrire par quel office et de quelle manière seront assumées les charges d'assurances qui ont passé à la compétence de cet Etat.

3. Si l'établissement ou la caisse avait continué son activité sur le territoire de la République tchécoslovaque après le 31 décembre 1918, cette continuation serait considérée comme une assurance fiduciaire exécutée pour le compte de l'office qui entrera en considération selon les dispositions du N° 2, à moins que les primes encaissées n'aient été déjà remboursées.

On règlera l'assurance fiduciaire en prenant pour base les intérêts du compte courant encaissés réellement, savoir les versements faits en monnaie austro-hongroise, en couronnes autrichiennes, les autres versements dans la monnaie dans laquelle ils étaient faits.

4. La République d'Autriche pourvoira à ce que l'établissement et la caisse délivrent aux offices entrant en considération selon les dispositions du N° 2, en tant que les circonstances le permettent, tous les dossiers et pièces auxiliaires qui concernent les charges des assurances à assumer par ces offices suivant les dispositions précédentes. Au cas où il serait impossible de procéder de la sorte, plusieurs offices participant aux mêmes dossiers, les intéressés auront pendant un délai de dix ans le droit de les examiner et d'en prendre copie au siège de l'assureur à Vienne. Les Hautes Parties contractantes pourvoient, en outre, à ce que tous les renseignements ayant trait à l'exécution de cette convention soient donnés par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. Vu que les charges d'assurances qui sont réparties selon la Section A s'élèvent à 20.517 pour cent des charges d'assurances totales en ce qui concerne l'établissement et à 82.788 pour cent

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. The insurance liabilities existing at the end of December 1918 in respect of the additional insurances and the supplementary insurance (on payments exceeding those authorised by law) pertaining to the additional insurances, that is to say, the claims to pensions and contingent pension benefits acquired by insured persons and the members of their families, shall be transferred to the competence of the country in whose territory the insured persons had their last place of employment determining the competence of the pensions insurance organisation, provided that, in accordance with Section B, No. 1, a share of the funds of the organisation concerned is allocated to that country. The same principle shall apply to the repayments of premiums announced in the balance-sheet of the Organisation and of the Fund for the end of 1918 and to the claims for the repayment of premiums subsequently lodged in virtue of an insurance terminating not later than the end of 1918.

Insured persons shall be considered to include not only the members of the Organisation and the Fund, who are subject to compulsory insurance, but also the other similarly insured employees of masters who have insured their staff, subject to compulsory insurance, by means of an additional insurance in accordance with paragraph 66 (a) of the Pensions Insurance Law, with one of the above-mentioned insurance organisations.

The liabilities existing at the end of December 1918 in respect of insured persons whose last place of employment determining the competence of pensions insurance organisations was situated outside the boundaries of the former Austrian Empire or in a country to which no share in the funds of the organisation concerned is allocated under Section B, No. 1, shall be transferred to the competence of the country to which belong the largest number of the employees of the master concerned ; if no country can be declared competent in virtue of the above rule, competence shall be determined by the last place of employment deciding the question of pensions insurance which is situated in the former territory where the pensions insurance law was in force ; failing such place of employment the liabilities shall devolve on the Republic of Austria.

2. It shall be for the internal regulations of the State concerned to prescribe the office which shall accept the insurance liabilities transferred to the competence of that State and the manner of their acceptance.

3. If the Organisation or the Fund continued its operations in Czechoslovak territory after December 31, 1918, such continued activities shall be regarded as a fiduciary insurance effected on account of the office competent under No. 2, unless the premiums collected have already been refunded.

The fiduciary insurance shall be regulated on the basis of the interest on the current account actually received ; that is to say, payments in Austro-Hungarian currency shall be settled in Austrian crowns, and other contributions in the currency in which they were made.

4. The Republic of Austria shall ensure that the Organisation and the Fund hand over to the offices competent under No. 2 whenever circumstances permit, all the files and accessory documents relating to the insurance liabilities to be accepted by these offices in accordance with the foregoing provisions. Should this be impossible, for the reason that the same files affect several offices, those concerned shall for ten years have the right to examine and take copies of them at the seat of the insurance organisation in Vienna. The High Contracting Parties shall further ensure that all information relating to the execution of this Convention is given by the offices concerned, and they agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices, without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. In view of the fact that the insurance liabilities distributed in accordance with Section A amount to 20.517 % of the total insurance liabilities in respect of the Organisation and to 82.788 %

des charges d'assurances totales en ce qui concerne la caisse et que de ces charges à répartir le pourcentage suivant revient à chaque État, savoir :

	Quant à l'établissement	Quant à la caisse
A la République tchécoslovaque	25,81	14,78
A la République de Pologne	0,66	0,41
Au Royaume d'Italie	0,22	7,14
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	0,69	3,17
Au Royaume de Roumanie	—	0,62

La République d'Autriche remettra, outre les titres ressortant des annexes I et II qui constituent une partie intégrante de la présente convention, en considération des dettes et spécialement des charges des pensions des employés, qui restent en totalité à l'établissement et à la caisse, 280.000.000 couronnes autrichiennes pour l'établissement et 180.000.000 couronnes autrichiennes pour la caisse. Les dettes gagées dérivant de la souscription aux titres d'emprunt de guerre ont été considérées comme supportées en totalité par la République d'Autriche. De la somme totale de 460.000.000 couronnes autrichiennes les États intéressés recevront les montants suivants :

La République tchécoslovaque	354.490.000 couronnes autrichiennes
La République de Pologne	9.320.000 couronnes autrichiennes
Le Royaume d'Italie	59.410.000 couronnes autrichiennes
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.	31.790.000 couronnes autrichiennes
Le Royaume de Roumanie	4.990.000 couronnes autrichiennes

Ces montants seront payés comme suit :

Dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la présente convention, la République d'Autriche versera, sous déduction du solde résultant du règlement de compte des assurances fiduciaires en faveur de l'Autriche et plus le solde résultant du règlement de compte susdit au débit de l'Autriche :

A la République tchécoslovaque le montant de	94.490.000 couronnes autrichiennes
Au Royaume d'Italie le montant de	19.410.000 couronnes autrichiennes
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le montant de	11.790.000 couronnes autrichiennes
A la République de Pologne le montant de	9.420.000 couronnes autrichiennes
Au Royaume de Roumanie le montant de .	4.990.000 couronnes autrichiennes

La République d'Autriche versera, en outre, dans un délai d'un an et dans un délai de deux ans après l'échéance des quote-parts susdites :

A la République tchécoslovaque chaque fois	100.000.000 couronnes autrichiennes
Au Royaume d'Italie chaque fois	20.000.000 couronnes autrichiennes
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes chaque fois.	10.000.000 couronnes autrichiennes

et dans un délai de trois ans et dans un délai de quatre ans, après l'échéance des premières quote-parts :

A la République tchécoslovaque chaque fois.	30.000.000 couronnes tchécoslov.
---	----------------------------------

Les quote-parts susdites seront versées à la Légation à Vienne de l'Etat ayant droit ou à un office à désigner par celle-ci à Vienne. Dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la présente convention, la République d'Autriche remettra à ce même office les titres d'emprunt de guerre à délivrer, munis de la remarque *von der Republik Österreich nicht übernommen* et les autres titres sans aucune remarque.

La République d'Autriche veillera à ce que les listes des numéros soumises à la commission des réparations soient rectifiées et accordera l'exportation gratuite de ces titres.

of the insurance liabilities in respect of the Fund, and since these liabilities fall to each country in the following percentages :

	Organisation	Fund
To the Czechoslovak Republic	25.81	14.78
To the Republic of Poland	0.66	0.41
To the Kingdom of Italy	0.22	7.14
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	0.69	3.17
To the Kingdom of Roumania	—	0.62

The Republic of Austria shall, in consideration of the debts and particularly of the employees' pensions liabilities, which remain in their entirety with the Organisation and the Fund, hand over, in addition to the securities shown in Annexes I and II, which shall constitute an integral part of the present Convention, the sum of 280,000,000 Austrian crowns for the Organisation and the sum of 180,000,000 Austrian crowns for the Fund. All the pledged debts derived from subscription to war loan bonds have been regarded as borne by the Republic of Austria. Of the total sum of 460,000,000 Austrian crowns, the countries concerned shall receive the following amounts :

Czechoslovak Republic	354,490,000 Austrian crowns
Republic of Poland	9,320,000 Austrian crowns
Kingdom of Italy	59,410,000 Austrian crowns
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	31,790,000 Austrian crowns
Kingdom of Roumania	4,990,000 Austrian crowns

These sums shall be paid as follows :

Within three months of the ratification of the present Convention, the Republic of Austria shall pay — less the balance resulting in favour of Austria from the settlement of the accounts of the fiduciary insurances and plus the balance to be debited to Austria under the same account :

To the Czechoslovak Republic	94,490,000 Austrian crowns
To the Kingdom of Italy	19,410,000 Austrian crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	11,790,000 Austrian crowns
To the Republic of Poland	9,420,000 Austrian crowns
To the Kingdom of Roumania	4,990,000 Austrian crowns

The Republic of Austria shall also pay, one year and two years after the above-mentioned shares become due :

To the Czechoslovak Republic, on each occasion	100,000,000 Austrian crowns
To the Kingdom of Italy, on each occasion	20,000,000 Austrian crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, on each occasion	10,000,000 Austrian crowns

and three years and four years after the first-mentioned shares fall due, shall pay on each occasion to the Czechoslovak Republic 30,000,000 Czechosl. crowns

The above-mentioned shares shall be paid to the Legation at Vienna of the State entitled to payment or to an office in Vienna to be selected by that Legation. Within three months of the ratification of the present Convention, the Republic of Austria shall hand over to that same office the war loan bonds to be delivered, inscribed *von der Republik Oesterreich nicht übernommen* and shall hand over the other securities without any inscription.

The Republic of Austria shall ensure that the lists of the numbers submitted to the Reparation Commission are corrected and shall grant permission to export these securities free of charge.

La République tchécoslovaque prendra sur les avoirs bloqués de l'établissement qui se trouvent sur son territoire les montants nécessaires pour acquitter le solde résultant à son crédit du règlement de compte des assurances fiduciaires de l'établissement (Section A, N° 3).

2. Le transfert éventuel à l'office entrant en considération selon Section A, N° 2, des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

3. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbres et autres, qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu des articles 275 et 215 du Traité de Saint-Germain, en tant qu'il s'agit des assurances réglées par la présente convention. L'Etat respectif est obligé d'employer les fonds reçus selon les prescriptions précédentes conformément à l'article 275, alinéa 2, du Traité de Saint-Germain.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r Jean BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

THAA.

The Czechoslovak Republic shall take from the total assets of the Organisation which are situated in its territory the sums necessary to discharge the balance resulting in its favour from the settlement of the accounts of the fiduciary insurances of the organisation (Section A, N^o 3).

2. The transfer to the office competent under Section A, Number 2, of the funds allocated to each country, shall be subject to the internal regulations of the country concerned.

3. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which might become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 and Article 215 of the Treaty of Saint-Germain in so far as concerns the insurances dealt with in the present Convention. The country concerned shall be obliged to employ the funds received under the foregoing provisions in due conformity with Article 275, paragraph 2, of the Treaty of Saint-Germain.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date on which the instruments of ratification are exchanged at Vienna.

Done at Vienna, the seventeenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-five, in two copies, of which one shall be transmitted to each High Contracting Party.

For the Czechoslovak Republic :

Dr Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

THAA.

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES DE LA COMMUNE

Les valeurs estimatives sont celles de la Chambre de la Bourse à Vienne à la

Dénomination des titres	Valeur nominale totale	Valeur estimative	aux assurances suppléantes (20.517 %)	
			val. nom.	val. estim.
4% konv. steuerfr. einh. Rente (Mai-November)	58.100	750	11.900	89.250
4% konv. steuerfr. einh. Rente (Jänner-Juli)	118.600	810	24.300	196.830
4,2% einh. Rente in Noten (Februar-August)	19.900	1.150	4.100	47.150
4,2% einh. Rente in Silber	8.000	4.000	1.600	64.000
4% österr. steuerfr. Goldrente	8.000	21.000	1.600	336.000
4% österr. steuerfr. Kronenrente (März-September)	255.736	800	52.500	420.000
4% Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1887, in Silber	84.000	74.000	17.200	12.728.000
4% Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1888	36.000	90.000	7.200	6.480.000
4% Franz Josef-Bahn-Prior.-Obl., Em. 1884	2.800	68.000	400	272.000
4% Gal. Karl Ludwig-Bahn-Prior.-Obl.	20.000	23.000	4.200	966.000
3 ½% Österr. Nordwestb.-Prior.-Obl., lit. A. konv.	2.000	76.000	400	304.000
3 ½% Österr. Nordwestb.-Prior.-Obl., v. J. 1903, lit. A	600	76.000	200	152.000
4% Wiener Verkehrs-Anlagen-Anl., Em. I und II	4.000	250	800	2.000
4% Pfandbr. d. I. Mähr. Sparkasse, innerh. 55 J. verlb. (Jänner-Juli)	2.000	154.000	400	616.000
4% Wechselbahn-Prior.-Obl., Em. 1908	390.000	300	80.000	240.000
Total	1.009.736	.	206.800	22.913.230
Il revient proportionnellement par conséquent	.	.	.	.
<i>Rentes d'emprunt de guerre :</i>				
5 ½% III. Österr. Kriegsanleihe	961.500	.	197.300	.
5 ½% IV. Österr. Kriegsanleihe	1.000.000	.	205.200	.
5 ½% IV. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	310.000	.	63.600	.
5 ½% V. Österr. Kriegsanleihe	1.703.300	.	349.500	.
5 ½% V. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
5 ½% VI. Österr. Kriegsanleihe	1.000.000	.	205.200	.
5 ½% VI. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
5 ½% VII. Österr. Kriegsanleihe	1.001.300	.	205.400	.
5 ½% VII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
5 ½% VIII. Österr. Kriegsanleihe	1.000.000	.	205.200	.
5 ½% VIII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
Total	8.976.100	.	1.841.800	.

ANNEXE I

DE VIENNE, ETABLISSEMENT COMMUNAL D'ASSURANCE

date du 30 mai 1924. — Les montants sont indiqués en monnaie autrichienne.

Il revient

à la République d'Autriche (72.619 %)		à la République tchécoslovaque (25.813 %)		au Royaume d'Italie (0,217 %)		au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (0,687 %)		à la République de Pologne (0,664 %)	
val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.
8.600	64.500	3.100	23.250	.	.	100	750	100	750
17.600	142.560	6.300	51.030	100	810	200	1.620	100	810
3.000	34.500	1.100	12.650	.	.	.	.	.	.
1.200	48.000	400	16.000	.	.	.	.	.	.
9	189.000	700	147.000	.	.	.	.	.	.
38.100	304.800	13.600	108.800	100	800	400	3.200	300	2.400
12.400	9.176.000	4.400	3.256.000	.	.	200	148.000	200	148.000
5.200	4.680.000	2.000	1.801.000	.	.	.	.	.	.
400	272.000	.	.	.	.	.	.	.	.
2.800	644.000	1.200	276.000	200	46.000	.	.	.	.
400	304.000	.	.	.	.	.	.	.	.
200	152.000	.	.	.	.	.	.	.	.
600	1.500	200	500	.	.	.	.	.	.
300	462.000	100	154.000	.	.	.	.	.	.
58.000	174.000	20.600	61.800	200	600	600	1.800	600	1.800
.	16.648.860	.	5.907.030	.	48.210	.	155.370	.	153.760
.	16.639.358	.	5.914.592	.	49.722	.	157.414	.	152.144
.	+ 9.502	.	— 7.562	.	— 1.512	.	— 2.044	.	+ 1.616
143.300	.	50.900	.	400	.	1.400	.	1.300	.
149.000	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
46.200	.	16.400	.	200	.	400	.	400	.
253.800	.	90.200	.	800	.	2.400	.	2.300	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
149.000	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
149.200	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
149.000	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
1.337.500	.	475.500	.	3.800	.	12.600	.	12.400	.

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES DE LA CAISSE DES RETRAITES

Les valeurs estimatives sont celles de la Chambre de la Bourse à Vienne à la

Dénomination des titres	Valeur nominale totale	Valeur estimative	aux assurances suppléantes (82,788 %)		à la République d'Autriche (73,88 %)	
			val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.
			4 % konv. steuerfr. Rente (Mai-November)	128.200	750	106.000	795.000	78.300	587.250
4 % öst. steuerfr. Kronenrente (März-September)	175.000	800	144.800	1.158.400	107.000	856.000
4 % d. öst. Staatsanleihe kundb. Schatzscheine	100.000	130	82.700	107.510	61.100	79.430
4 % Rudolfsbahn-St.-Sch.-V.	79.600	3.600	66.000	2.376.000	48.800	1.756.800
4 % Karl Ludwig-Bahn-St.-Sch.-V.	10.000	8.000	8.400	672.000	6.400	512.000
4 % Karl Ludwig-Bahn-Pr. Obl., Em. 1890	96.600	23.000	80.000	18.400.000	59.000	13.570.000
6 % III. ung. Kriegsanleihe	50.000	.	41.400	.	30.600	.
Total	639.400	.	529.300	23.508.910	391.200	17.361.480
Il revient proportionnellement par conséquent	.	.	.	.	.	17.368.383
Anteile der Baugenossenschaft « Wienerwald »	100.000	(100)	82.800	.	61.200	6.903
<i>Rentes d'emprunt de guerre :</i>						
5 ½ % I. Ost. Kriegsanleihe	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½ % III. Ost. Kriegsanleihe	1.715.000	.	1.419.800	.	1.049.000	.
5 ½ % IV. Ost. Kriegs anl. (40j.)	825.000	.	683.000	.	504.600	.
5 ½ % V. Ost. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½ % V. Ost. Kriegs anl. (40j.)	1.070.000	.	885.800	.	654.400	.
5 ½ % VI. Ost. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½ % VI. Ost. Kriegs anl. (40j.)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½ % VII. Ost. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½ % VII. Ost. Kriegs anl. (40j.)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½ % VIII. Ost. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	750.000	.	620.900	.	458.700	.
5 ½ % VIII. Ost. Kriegs anl. (40j.)	750.000	.	620.900	.	458.700	.
5 ½ % I. Ost. Kriegsanleihe	500.000	.	¹ 500.000	.	369.400	.
Total	8.610.000	.	7.213.800	.	5.329.600	.

¹ En totalité appartenant à la section pour les assurances suppléantes.

ANNEXE II

POUR LES EMPLOYÉS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

date du 30 mai 1924. — Les montants sont indiqués en monnaie autrichienne.

Il revient

à la République tchécoslovaque (14,78 %)		à la République de Pologne (0,41 %)		au Royaume d'Italie (7,14 %)		au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (3,17 %)		au Royaume de Roumanie (0,62 %)	
val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.
15.700	117.750	400	3.000	7.600	57.000	3.400	25.500	600	4.500
21.400	171.200	600	4.800	10.300	82.400	4.600	36.800	900	7.200
12.200	15.860	400	520	5.900	7.670	2.600	3.380	500	650
10.000	360.000	.	.	4.800	172.800	1.200	43.200	1.200	43.200
1.200	96.000	.	.	400	32.000	400	32.000	.	.
11.800	2.714.000	400	92.000	5.800	1.334.000	2.600	598.000	400	92.000
6.100	.	200	.	2.900	.	1.300	.	300	.
78.400	3.474.810	2.000	100.320	37.700	1.685.870	16.100	738.880	3.900	147.550
.	3.474.617	.	96.387	.	1.678.536	.	745.232	.	145.755
.	+ 193	.	+ 3.933	.	+ 7.334	.	- 6.352	.	+ 1.795
12.200	.	400	.	5.900	.	2.600	.	500	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
209.800	.	5.800	.	101.400	.	45.000	.	8.800	.
100.900	.	2.800	.	48.800	.	21.700	.	4.200	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
130.900	.	3.600	.	63.300	.	28.100	.	5.500	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
91.800	.	2.500	.	44.300	.	19.700	.	3.900	.
91.800	.	2.500	.	44.300	.	19.700	.	3.900	.
73.900	.	2.100	.	35.700	.	15.800	.	3.100	.
1.066.300	.	29.500	.	514.800	.	228.600	.	45.000	.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 23 août 1929,

Dr Karel Kazbunda,

Directeur des Archives a. i.

LIST SHOWING THE DISTRIBUTION OF THE SECURITIES OF THE

The estimated values are those of the Vienna

Description of securities	Total nominal value	Estimated value	The additional insurance organisations (20.517 %)	
			nom. val.	est. val.
			4% konv. steuerfr. einh. Rente (Mai-November)	58,100	750	11,900	89,250
4% konv. steuerfr. einh. Rente (Jänner-Juli)	118,600	810	24,300	196,830
4,2% einh. Rente in Noten (Februar-August)	19,900	1,150	4,100	47,150
4,2% einh. Rente in Silber	8,000	4,000	1,600	64,000
4% österr. steuerfr. Goldrente	8,000	21,000	1,600	336,000
4% österr. steuerfr. Kronenrente (März-September)	255,736	800	52,500	420,000
4% Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1887, in Silber	84,000	74,000	17,200	12,728,000
4% Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1888	36,000	90,000	7,200	6,480,000
4% Franz Josef-Bahn-Prior.-Obl., Em. 1884	2,800	68,000	400	272,000
4% Gal. Karl Ludwig-Bahn-Prior.-Obl.	20,000	23,000	4,200	966,000
3 ½% Osterr. Nordwestb.-Prior.-Obl., lit. A. konv.	2,000	76,000	400	304,000
3 ½% Osterr. Nordwestb.-Prior.-Obl., v. J. 1903, lit. A.	600	76,000	200	152,000
4% Wiener Verkehrs-Anlagen-Anl., Em. I und II	4,000	250	800	2,000
4% Pfandbr. d. I. Mähr. Sparkasse, innerh. 55 J. verb. (Jänner-Juli)	2,000	154,000	400	616,000
4% Wechselbahn-Prior.-Obl., Em. 1908	390,000	300	80,000	240,000
Total	1,009,736	.	206,800	22,913,230
Proportionate share	.	.	.	.
Leaving	.	.	.	.
War loan bonds :				
5 ½% III. Österr. Krieganleihe	961,500	.	197,300	.
5 ½% IV. Österr. Krieganleihe	1,000,000	.	205,200	.
5 ½% IV. Österr. Krieganleihe (Staatschatzscheine)	310,000	.	63,600	.
5 ½% V. Österr. Krieganleihe	1,703,300	.	349,500	.
5 ½% V. Österr. Krieganleihe (Staatschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
5 ½% VI. Österr. Krieganleihe	1,000,000	.	205,200	.
5 ½% VI. Österr. Krieganleihe (Staatschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
5 ½% VII. Österr. Krieganleihe	1,001,300	.	205,400	.
5 ½% VII. Österr. Krieganleihe (Staatschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
5 ½% VIII. Österr. Krieganleihe	1,000,000	.	205,200	.
5 ½% VIII. Österr. Krieganleihe (Staatschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
Total	8,976,100	.	1,841,800	.

ANNEX I.

COMMUNE OF VIENNA. COMMUNAL INSURANCE ORGANISATION.

Stock Exchange as at May 30th, 1924. — Amounts are shown in Austrian currency.

There fall to

the Austrian Republic (72.619 %)		the Czechoslovak Republic (25.813 %)		the Kingdom of Italy (0.217 %)		the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (0.687 %)		the Polish Republic (0.664 %)	
nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.
8,600	64,500	3,100	23,250	.	.	100	750	100	750
17,600	142,560	6,300	51,030	100	810	200	1,620	100	810
3,000	34,500	1,100	12,650	.	.	.	.	.	.
1,200	48,000	400	16,000	.	.	.	.	.	.
900	189,000	700	147,000	.	.	.	.	.	.
38,100	304,800	13,600	108,800	100	800	400	3,200	300	2,400
12,400	9,176,000	4,400	3,256,000	.	.	200	148,000	200	148,000
5,200	4,680,000	2,000	1,801,000	.	.	.	.	.	.
400	272,000	.	.	.	.	.	.	.	.
2,800	644,000	1,200	276,000	200	46,000	.	.	.	.
400	304,000	.	.	.	.	.	.	.	.
200	152,000	.	.	.	.	.	.	.	.
600	1,500	200	500	.	.	.	.	.	.
300	462,000	100	154,000	.	.	.	.	.	.
58,000	174,000	20,600	61,800	200	600	600	1,800	600	1,800
.	16,648,860	.	5,907,030	.	48,210	.	155,370	.	153,760
.	16,639,358	.	5,914,592	.	49,722	.	157,414	.	152,144
.	+ 9,502	.	— 7,562	.	— 1,512	.	— 2,044	.	+ 1,616
143,300	.	50,900	.	400	.	1,400	.	1,300	.
149,000	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
46,200	.	16,400	.	200	.	400	.	400	.
253,800	.	90,200	.	800	.	2,400	.	2,300	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
149,000	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
149,200	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
149,000	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
1,337,500	.	475,500	.	3,800	.	12,600	.	12,400	.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF THE SECURITIES OF THE RETIRING PENSIONS FUND

The estimated values are those of the Vienna Stock

Description of securities	Total nominal value	Estimated value	the additional insurance (82.788 %)		the Austrian Republic (73.88 %)	
			nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.
			4% konv. steuerfr. Rente (Mai-November)	128,200	750	106,000	795,000	78,300	587,250
4% öst. steuerfr. Kronenrente (März-September)	175,000	800	144,800	1,158,400	107,000	856,000
4% d. öst. Staatsanleihe kundb. Schatzscheine	100,000	130	82,700	107,510	61,100	79,430
4% Rudolfsbahn-St.-Sch.-V.	79,600	3,600	66,000	2,376,000	48,800	1,756,800
4% Karl Ludwig-Bahn-St.-Sch.-V.	10,000	8,000	8,400	672,000	6,400	512,000
4% Karl Ludwig-Bahn-Pr. Obl., Em. 1890	96,600	23,000	80,000	18,400,000	59,000	13,570,000
6% III. ung. Kriegsanleihe	50,000	.	41,400	.	30,600	.
Total	639,400	.	529,300	23,508,910	391,200	17,361,480
Proportionate share Leaving	.	.	.	.	.	17,368,383
Anteile der Baugenossenschaft « Wienerwald »	100,000	(100)	82,800	.	61,200	6,903
<i>War loan bonds :</i>						
5 ½% I. Ost. Kriegsanleihe	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% III. Ost. Kriegsanleihe	1,715,000	.	1,419,800	.	1,049,000	.
5 ½% IV. Ost. Kriegs anl. (40j.)	825,000	.	683,000	.	504,600	.
5 ½% V. Ost. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% V. Ost. Kriegs anl. (40j.)	1,070,000	.	885,800	.	654,400	.
5 ½% VI. Ost. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% VI. Ost. Kriegs anl. (40j.)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% VII. Ost. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% VII. Ost. Kriegs anl. (40j.)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% VIII. Ost. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	750,000	.	620,900	.	458,700	.
5 ½% VIII. Ost. Kriegs anl. (40j.)	750,000	.	620,900	.	458,700	.
5 ½% I. Ost. Kriegsanleihe	500,000	.	1 500,000	.	369,400	.
Total	8,610,000	.	7,213,800	.	5,329,600	.

¹ Belonging in their entirety to the additional insurance organisations.

ANNEX II.

FOR EMPLOYEES IN COMMERCE AND INDUSTRY.

Exchange as at May 30th, 1924. — Amounts are shown in Austrian currency.

There fall to

the Czechoslovak Republic (14.78 %)		the Polish Republic (0.41 %)		the Kingdom of Italy (7.14 %)		the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (3.17 %)		the Kingdom of Roumania (0.62 %)	
nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.
15,700	117,750	400	3,000	7,600	57,000	3,400	25,500	600	4,500
21,400	171,200	600	4,800	10,300	82,400	4,600	36,800	900	7,200
12,200	15,860	400	520	5,900	7,670	2,600	3,380	500	650
10,000	360,000	.	.	4,800	172,800	1,200	43,200	1,200	43,200
1,200	96,000	.	.	400	32,000	400	32,000	.	.
11,800	2,714,000	400	92,000	5,800	1,334,000	2,600	598,000	400	92,000
6,100	.	200	.	2,900	.	1,300	.	300	.
78,400	3,474,810	2,000	100,320	37,700	1,685,870	16,100	738,880	3,900	147,550
.	3,474,617	.	96,387	.	1,678,536	.	745,232	.	145,755
.	+ 193	.	+ 3,933	.	+ 7,334	.	- 6,352	.	+ 1,795
12,200	.	400	.	5,900	.	2,600	.	500	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
209,800	.	5,800	.	101,400	.	45,000	.	8,800	.
100,900	.	2,800	.	48,800	.	21,700	.	4,200	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
130,900	.	3,600	.	63,300	.	28,100	.	5,500	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
91,800	.	2,500	.	44,300	.	19,700	.	3,900	.
91,800	.	2,500	.	44,300	.	19,700	.	3,900	.
73,900	.	2,100	.	35,700	.	15,800	.	3,100	.
1,066,300	.	29,500	.	514,800	.	228,600	.	45,000	.

N° 2147.

DANEMARK ET GRÈCE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signée à Berlin, le 22 août 1928.

DENMARK AND GREECE

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Berlin, August 22, 1928.

N° 2147. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE DANEMARK ET LA GRÈCE. SIGNÉE A BERLIN, LE 22 AOÛT 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations et le chargé d'affaires de Grèce à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 septembre 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, désireux de favoriser les relations économiques entre le Danemark et la Grèce, ont résolu de conclure une convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Herluf ZAHLE, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berlin ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Euthymios CANELLOPOULOS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Danemark ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités sur le territoire de l'autre Partie, sous tous les rapports et notamment en ce qui concerne l'établissement et l'exercice de métiers ou professions, du commerce, de l'industrie et de la navigation, le droit d'acquérir et de posséder des biens mobiliers et immobiliers et d'en disposer, ainsi qu'en ce qui concerne leur situation juridique, leurs droits et leurs intérêts, au moins aussi avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par les dispositions de droit commun en vigueur sur ledit territoire. Ils auront, en se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et libre accès auprès de toutes les autorités, et seront notamment dispensés de la caution *judicatum solvi*.

3. Ils n'auront à payer sur le territoire de l'autre Partie, ni pour leur personne, ni pour l'exercice de leur métier ou profession, de leur commerce, de leur industrie et de leur navigation, ni encore en ce qui concerne leurs biens mobiliers et immobiliers, aucun impôt, taxe ou droit d'aucune sorte, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 28 août 1929.

Entrée en vigueur le 11 septembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2147. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN DENMARK AND GREECE. SIGNED AT BERLIN,
AUGUST 22, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations and the Hellenic Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Convention took place September 12, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, being desirous of promoting economic relations between Denmark and Greece, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation, and have appointed for this purpose as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Herluf ZAHLE, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berlin ;

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. Euthymios CANELLOPOULOS, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Denmark ;

Who, being duly authorised for this purpose, have agreed on the following provisions :

Article I.

1. The nationals of either High Contracting Party, shall be treated in the territory of the other Party in all respects, and particularly as regards establishment and the exercise of trades and professions, commerce, industry and navigation, the right to acquire, possess and dispose of movable and immovable property, and as regards their legal status, their rights and their interests, at least as favourably as nationals of the most favoured nation.

2. They shall be free to settle their affairs in the territory of the other Party, whether personally or through an intermediary of their own choosing, without being subject in this respect to restrictions other than those laid down in the ordinary law in force in the said territory. Provided they observe the laws of the country they shall have the right to appear before the Courts and have free access to all authorities, and shall in particular be exempted from the *cautio judicatum solvi*.

3. They shall not have to pay in the territory of the other Party, either in respect of their person or the exercise of their trade or profession, their commerce, industry and navigation, or in respect of their movable or immovable property, any tax, charge or duty of any kind, other or higher than those which are or may in future be levied on nationals of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berlin, August 28, 1929. Came into force September 11, 1929.

4. Les dispositions du présent article ne restreindront en rien le droit de chaque Partie de refuser aux ressortissants de l'autre Partie, dans des cas déterminés, soit en vertu d'une sentence judiciaire, soit pour des raisons de sûreté publique ou de prévoyance sociale, ainsi que pour des motifs de police sanitaire ou de mœurs, l'autorisation de séjourner sur son territoire.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens, ni privés, même temporairement, de la jouissance de leurs biens, que pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, et dans la mesure applicable dans les mêmes conditions aux nationaux. Les indemnités, auxquelles ces mesures donneraient lieu, seront accordées dans les conditions prévues au profit des nationaux.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre Partie de tout service militaire obligatoire et de toute taxe ou contribution remplaçant le dit service.

En ce qui concerne d'autres prestations et réquisitions pour les besoins de la force armée, ainsi que tous emprunts et contributions forcés, imposés par suite de circonstances exceptionnelles, ils ne seront, sous aucun rapport, en temps de paix ni en temps de guerre, traités moins avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article IV.

1. Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles, agricoles et financières, y compris les compagnies de navigation et les sociétés d'assurances, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et y sont légalement constituées, seront également reconnues sur le territoire de l'autre Partie comme possédant une existence légale et y jouiront notamment du droit d'ester en justice, en se soumettant aux lois et ordonnances relatives en vigueur sur le territoire de cette autre Partie.

2. L'admission sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, des sociétés énoncées ci-dessus légalement constituées sur le territoire de l'autre Partie, sera réglée par les lois et ordonnances en vigueur de l'Etat respectif. Ces sociétés une fois admises jouiront sur le territoire de l'autre Partie, à tous égards, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article V.

1. Les produits du sol et de l'industrie du Danemark (y compris le Groenland) ne seront pas assujettis à leur importation en Grèce, et les produits du sol et de l'industrie, de la Grèce, ne seront pas assujettis à leur importation en Danemark (y compris le Groenland) à des droits ou taxes d'aucune sorte autres ou plus élevés que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

2. L'exportation de produits à destination du territoire de l'une des Parties ne sera pas assujettie, dans l'autre Etat, à des droits ou taxes d'aucune sorte autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus à l'exportation de produits similaires à destination de la nation la plus favorisée à cet égard.

3. Les objets passibles de droits d'entrée qui seront importés d'un pays dans l'autre, comme échantillons, jouiront de l'exemption des droits d'entrée et de sortie dans les mêmes conditions que les objets similaires importés du territoire de la nation la plus favorisée.

4. Il est entendu qu'en ce qui concerne les produits du sol et de l'industrie du Danemark (y compris le Groenland), le montant total des surtaxes et coefficients de toute sorte perçus généralement

4. The provisions of the present Article shall not in any way restrict the right of either Party to refuse authorisation to nationals of the other Party to stay in its territory in specific cases, either in virtue of a judicial decision or for reasons of public security or social welfare, and also on grounds of public health or morality.

Article II.

Nationals of either High Contracting Party may not, in the territory of the other, be expropriated nor be deprived, even temporarily, of the enjoyment of their property, except for reasons of public utility or interest and to the extent applicable under the same conditions to nationals of the country. Any compensation to which these measures may give rise shall be accorded under the conditions laid down for nationals of the country.

Article¹ III.

The nationals of either High Contracting Party shall be exempt in the territory of the other Party from any compulsory military service and from any charge or contribution in lieu of such service.

As regards other contributions and requisitions for the needs of the armed forces and as regards forced loans and contributions imposed as a result of exceptional circumstances, they shall not in any respect, in time of peace or in time of war, be treated less advantageously than the nationals of the most favoured nation.

Article IV.

1. Joint stock companies and other commercial, industrial, agricultural and financial companies, including shipping and insurance companies having their seat in the territory of either High Contracting Party and regularly constituted therein, shall also be recognised in the territory of the other Party as possessing legal existence and shall in particular enjoy therein the right to appear before the Courts, provided they observe the relevant laws and decrees in force in the territory of such other Party.

2. The admission, in the territory of either High Contracting Party, of the above-mentioned companies regularly constituted in the territory of the other Party, shall be governed by the laws and decrees in force in the State in question. As soon as these companies have been admitted, they shall enjoy in the territory of the other Party, in all respects, most-favoured-nation treatment.

Article V.

1. The products of the soil and industry of Denmark (including Greenland) shall not be subject on importation into Greece, and the products of the soil and industry of Greece shall not be subject on importation into Denmark (including Greenland) to duties or charges of any kind other or higher than those imposed on like products of the most favoured nation.

2. The exportation of products to the territory of either Party shall not be subject, in the other State, to duties or charges of any kind other or higher than those levied on the exportation of like products to the nation most favoured in this respect.

3. Articles liable to import duties, imported from one country into the other, such as samples, shall be exempt from import and export duties under the same conditions as like articles imported from the territory of the most favoured nation.

4. It is understood that, as regards the products of the soil and industry of Denmark (including Greenland), the total amount of the surtaxes and coefficients of any kind generally levied on foreign

à l'importation en Grèce sur les marchandises étrangères (telle que la taxe pour le service de l'emprunt forcé de 1922, le droit d'octroi établi en conformité de l'article 5 du décret loi sur le tarif douanier du 22 décembre 1923, la taxe de statistique, etc.) ne pourra en aucun cas être plus élevé que celui qui frappe les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Il est, en outre, convenu que les produits du sol et de l'industrie du Danemark (y compris le Groenland) seront exemptés du droit d'octroi auquel seront soumis, en Grèce, à leur entrée dans chaque commune, les articles identiques ou similaires de production ou de fabrication nationale.

D'autre part, il est entendu qu'en ce qui concerne les produits du sol et de l'industrie de la Grèce, le montant total des surtaxes et coefficients de toute sorte, y compris le droit d'octroi, qui sont ou pourront être perçus à l'importation en Danemark (y compris le Groenland) sur les marchandises étrangères ne pourra, en aucun cas, être plus élevé que celui qui frappe les marchandises de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Sans préjudice des dispositions de l'article précédent, les droits et taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, communes ou institutions publiques, qui grèvent ou pourraient par la suite grever la production, la préparation, le transport ou la consommation d'un article, ne pourront sous aucun prétexte frapper les produits de l'autre Etat plus lourdement ou d'une manière plus gênante que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Article VII.

Les deux Parties contractantes s'engagent à n'établir ni à maintenir aucune prohibition ou restriction relative à leurs importations ou exportations réciproques, qui ne s'appliquerait pas, dans les mêmes conditions, aux produits similaires importés ou exportés en provenance ou à destination de tout autre pays.

Des exceptions pourront être faites, toutefois, en ce qui concerne les prohibitions ou restrictions visant :

- a) La sécurité publique ;
- b) La santé publique ou la protection des animaux et des végétaux utiles contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites.

Article VIII.

En ce qui concerne les conditions du transit, les deux Parties contractantes s'engagent à appliquer réciproquement dans leurs relations les dispositions de la Convention et Statut¹ sur la liberté du Transit, signés à Barcelone le 21 avril 1921, ou de toute autre convention du même ordre, qui les réglerait à l'avenir, à laquelle les deux Parties contractantes auraient adhéré, en se garantissant sous ce rapport, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article IX.

1. Les navires et bateaux battant le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes et leurs cargaisons, jouiront, sous tous les rapports, dans les ports et dans les eaux territoriales de l'autre Partie, du même traitement que les bâtiments nationaux et leurs cargaisons, quel que soit le lieu de départ ou de destination desdits navires, quel que soit aussi le lieu d'origine ou de destination de leurs cargaisons. Ils ne seront notamment assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, à aucune taxe

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; et vol. XCII, page 363, de ce recueil.

goods imported into Greece (such as the charge for the service of the forced loan of 1922, the octroi duty imposed in conformity with Article 5 of Decree-Law of December 22, 1923, regarding the Custom's tariff, the statistical duty, etc.) shall not in any case be higher than that levied on like products of the most favoured nation.

It is moreover agreed that the products of the soil and industry of Denmark (including Greenland) shall be exempt from the octroi duty to which identical or like articles of national production or manufacture are subject in Greece on entering the various communes.

Further, it is understood that, as regards the products of the soil and industry of Greece, the total amount of the surtaxes and coefficients of any kind, including the octroi duty, which are or may in future be levied on foreign goods imported into Denmark (including Greenland), shall not in any case be higher than that levied on goods of the most favoured nation.

Article VI.

Without prejudice to the provisions of the preceding Article, inland duties and charges levied for the account of the State or of provinces, communes or public institutions which are or may afterwards be a burden on the production, preparation, transport or consumption of an article, may not, under any pretext whatsoever, fall more heavily or be imposed in a more onerous manner on the products of the other State than on like products of the most favoured nation.

Article VII.

The two Contracting Parties undertake neither to establish nor to maintain any prohibition or restriction on their reciprocal imports or exports which does not apply, under the same conditions, to like products imported from or exported to any other country.

Exceptions may be made, however, in regard to prohibitions or restrictions concerning :

- (a) Public security ;
- (b) Public health or the protection of useful animals and vegetables against disease, noxious insects or parasites.

Article VIII.

As regards conditions of transit, the two Contracting Parties undertake reciprocally, to apply in their relations the provisions of the Convention and Statute on Freedom of Transit¹, signed at Barcelona on April 21, 1921, or of any other agreement of the same kind governing conditions of transit in future, to which both Contracting Parties may have acceded, while guaranteeing to each other in this respect most-favoured-nation treatment.

Article IX.

I. Vessels and boats flying the flag of either High Contracting Party, together with their cargoes, shall enjoy in all respects in the ports and territorial waters of the other Party the same treatment as national vessels and their cargoes, irrespective of the place of departure or destination of the said vessels, and also of the place of origin or destination of their cargoes. In particular, they shall not be subject in the territory of the other Party to any charge or impost of any kind or deno-

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; and Vol. XCII, page 363, of this Series.

ou charge, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, perçue ou à percevoir, soit au profit de l'Etat soit au profit de provinces, de communes ou d'institutions quelconques, autre ou plus élevée que celles qui seront applicables aux navires nationaux et à leurs cargaisons.

2. En ce qui concerne le placement des navires et bateaux, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins et, en général, pour toutes les formalités et dispositions auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux bâtiments nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat.

3. Tout privilège et toute exonération que l'une des Parties contractantes pourra accorder, sous l'un des rapports susvisés, à une tierce Puissance, seront appliqués, simultanément et sans réserve, à l'autre Partie.

4. Il est fait exception, toutefois, aux stipulations du présent article en ce qui concerne le cabotage et les faveurs qui, dans l'un ou l'autre des deux pays, ont été accordées ou pourront être accordées par la suite à la pêche nationale et à ses produits, et qui restent réservés au pavillon national.

Article X.

1. La nationalité des navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

2. Les certificats de jaugeage établis par l'une des Hautes Parties contractantes seront acceptés par l'autre conformément à la déclaration du 18/20 novembre 1895.

Les certificats de navigabilité délivrés par l'une des Parties contractantes seront également reconnus par l'autre Partie conformément à l'arrangement spécial qui sera conclu à cet effet.

Article XI.

1. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement la faculté d'entretenir des consuls généraux, consuls et vice-consuls dans tous les ports et places commerciales de l'autre Partie, où le droit de nommer des représentants consulaires a été accordé à une tierce Puissance.

2. Les représentants consulaires nommés par l'une des Parties contractantes, bénéficieront sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve de réciprocité, des privilèges, droits et immunités dont jouissent ou pourront jouir par la suite les représentants consulaires du même grade et de la même catégorie d'une tierce Puissance.

Article XII.

Sauf stipulations contraires de la présente convention, les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement, en tout ce qui concerne les diverses formalités, administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions de la présente convention, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article XIII.

Les dispositions de la présente convention relative au traitement de la nation la plus favorisée, ne pourront être invoquées en ce qui concerne :

1^o Les faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la suite à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontière local.

2^o Les avantages résultant ou pouvant résulter d'une union douanière avec d'autres Etats.

mination whatsoever, levied or to be levied, either on behalf of the State or on behalf of provinces, communes or institutions of any kind, other or higher than those which are applicable to national vessels and their cargoes.

2. As regards the stationing of vessels and boats, their loading and unloading in ports, roadsteads, harbours or docks and, in general, as regards all formalities and arrangements to which vessels, their crews and cargoes may be subject, it is agreed that no privilege or favour shall be granted to national vessels which is not also granted to those of the other State.

3. Any privilege and any exemption which either Contracting Party may grant in one of the above-mentioned respects to a third Power, shall apply simultaneously and unreservedly to the other Party.

4. An exception shall, however, be made to the provisions of the present Article in respect of the coasting trade and favours which, in either of the countries, have been granted, or may be granted in future, to national fisheries and their products ; these shall continue to be reserved for the national flag.

Article X.

1. The nationality of vessels shall be recognised by both Parties in accordance with the documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States, in conformity with the laws and regulations of each country.

2. The tonnage measurement certificates issued by either High Contracting Party shall be accepted by the other in conformity with the declaration of November 18/20, 1895.

The certificates of seaworthiness issued by either Contracting Party shall also be recognised by the other Party in conformity with the special arrangement which will be concluded for the purpose.

Article XI.

1. The High Contracting Parties shall accord each other the right to maintain consuls-general' consuls and vice-consuls in all ports and commercial places of the other Party where the right to appoint consular representatives has been accorded to a third Power.

2. Consular representatives appointed by either Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party, subject to reciprocity, the privileges, rights and immunities which consular representatives of the same rank and of the same class belonging to a third Power enjoy or may enjoy in the future.

Article XII.

Except as otherwise provided in the present Convention, the two Contracting Parties guarantee to each other most-favoured-nation treatment in all matters in regard to the various administrative or other formalities rendered necessary by the application of the present Convention.

Article XIII.

The provisions of the present Convention regarding most-favoured-nation treatment may not be used to support a claim for :

(1) Favours which have been or may in future be accorded to adjacent States to facilitate local frontier traffic ;

(2) Advantages arising or which may arise from a Customs union with other States.

La Grèce n'invoquera pas les dispositions de la présente convention pour réclamer les avantages que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à la Norvège ou à la Suède, ou à ces deux pays, tant que lesdits avantages ne sont pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà nommés.

Sous réserve des clauses de l'article V les dispositions de la présente convention ne seront pas appliquées sur le terrain du Groenland.

Article XIV.

Les différends qui viendraient à s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, y compris le protocole final, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable, seront soumis, à la requête d'une seule des Parties, à un Tribunal arbitral qui sera, en règle générale, composé de trois membres, les Parties contractantes nommant chacune un arbitre à leur gré et désignant, d'un commun accord, le surarbitre. Si l'une des Parties le demande, le Tribunal arbitral sera, toutefois, composé de cinq membres, les Parties contractantes nommant chacune un arbitre à leur gré et désignant, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers le surarbitre.

Le surarbitre et, le cas échéant, les arbitres à désigner en commun, ne devront, ni être des ressortissants des Etats contractants, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Si la nomination du surarbitre et, le cas échéant, des arbitres à désigner en commun ou au gré de l'une des Parties n'intervenait pas dans les quatre mois qui suivent la notification d'une demande d'arbitrage, ils seront désignés, à la demande d'une seule des Parties, par le président de la Cour, permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant de l'un des Etats contractants, par le vice-président ou, si celui-ci se trouve dans le même cas, par le membre le plus ancien de la Cour.

Le Tribunal se réunira au lieu désigné par le surarbitre. Il réglera lui-même la procédure. Ses sentences auront force obligatoire.

En cas de contestation sur le point de savoir si le litige a trait à l'interprétation ou à l'application de la convention, cette question préjudicielle sera soumise à l'arbitrage dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa premier du présent article.

Lorsque les Parties en sont d'accord, le différend peut aussi être renvoyé à la Cour permanente de Justice internationale de la Haye pour un traitement sommaire, conformément aux articles 29 et 30 du statut de la Cour.

Article XV.

Sauf dispositions contraires dans la présente convention, les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement, en ce qui concerne leur commerce, leur industrie, leur agriculture, leur navigation et leurs professions, un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à la nation la plus favorisée.

Article XVI.

La présente convention sera ratifiée, pour le Danemark, par Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, et pour la Grèce, par le président de la République, après approbation du Parlement hellénique. Les ratifications en seront échangées à Berlin.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire pendant une année à partir de la date de sa mise en vigueur, et ensuite jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berlin, en double expédition, le 22 août 1928.

(L. S.) Herluf ZAHLE.

(L. S.) E.CANELLOPOULOS.

Greece may not avail herself of the provisions of the present Convention to support a claim for advantages which Denmark has granted or may in future grant to Norway or to Sweden, or to both of these countries, as long as the said advantages are not granted to States other than those already mentioned.

Subject to the stipulations of Article V, the provisions of the present Convention shall not apply to the territory of Greenland.

Article XIV.

Disputes which may arise regarding the interpretation or application of the present Convention, including the Final Protocol, and which it may not have been possible to settle through the diplomatic channel within a reasonable time, shall be submitted, at the request of one only of the Parties, to an arbitral tribunal, which as a general rule shall consist of three members, the Contracting Parties each nominating an arbitrator of their own choosing, and appointing the umpire by agreement. Should either Party so request, the arbitral tribunal shall, however, consist of five members, the Contracting Parties each nominating an arbitrator of their own choosing, and appointing by agreement the three others, and from among these latter the umpire.

The umpire and the arbitrators appointed by agreement, if any, may not be nationals of the Contracting States, nor may they have their domicile in their territory nor be employed in their service.

If the umpire and the arbitrators to be selected by agreement or at the pleasure of one of the Parties are not appointed within four months from the notification of a request for arbitration, they shall be appointed, at the request of one only of the Parties by the President of the Permanent Court of International Justice, or, if the latter is a national of either contracting State, by the Vice-President or if he is in the same position, by the oldest member of the Court.

The tribunal shall meet at the place selected by the umpire. It shall lay down its own procedure. Its awards shall be binding.

In the case of a difference as to whether the dispute relates to the interpretation or application of the Convention, this prior question shall be submitted to arbitration under the same conditions as those laid down in the first paragraph of the present Article.

If the Parties agree thereto, the dispute may also be referred to the Permanent Court of International Justice at The Hague to be dealt with under the summary procedure in accordance with Articles 29 and 30 of the Statute of the Court.

Article XV.

Unless otherwise provided in the present Convention, the High Contracting Parties undertake to grant each other as regards their commerce, industry, agriculture, navigation and trade and professions, treatment at least as favourable as that which is or may in future be accorded to the most favoured nation.

Article XVI.

The present Convention shall be ratified on behalf of Denmark by His Majesty the King of Denmark and Iceland, and on behalf of Greece by the President of the Republic, after being approved by the Hellenic Parliament. The ratifications thereof shall be exchanged at Berlin.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications, and shall remain valid for one year from the date on which it comes into force, and thereafter until the expiration of a period of three months from the date of its denunciation by either Contracting Party.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Berlin, in duplicate, August 22, 1928.

(L. S.) E. CANELLOPOULOS.

(L. S.) Herluf ZAHLE.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, conclue à la date de ce jour, les soussignés plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

1^o Considérant les relations qui, conformément au contenu de la Loi Unionelle du 30 novembre 1918, existent entre le Danemark et l'Islande, il est entendu que les dispositions de la susdite convention ne pourront pas, de la part de la Grèce, être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

2^o Dans le cas où les deux Parties contractantes exigeraient que les produits et marchandises importés sur leurs territoires soient accompagnés de certificats d'origine, les deux gouvernements respectifs prennent l'engagement, à titre de réciprocité, pendant toute la durée de la susdite convention, de ne pas exiger, pour ces certificats, des droits de légalisation consulaire, dans les cas où cette légalisation serait jugée nécessaire.

3^o Le Gouvernement hellénique s'engage à assurer, sous tous les rapports, l'égalité de traitement de l'huile de soja originaire de Danemark avec les huiles de sésame, de coton et d'arachide.

Le Gouvernement danois, de son côté, s'engage à assurer, sous tous les rapports, l'égalité de traitement des raisins secs de Corinthe noirs et blonds (dits Sultanine, sans grain, avec les autres raisins secs.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole comme partie intégrante de la convention.

BERLIN, le 22 août 1928.

Herluf ZAHLE.

E. CANELLOPOULOS.

Pour copie conforme :

Engell,

*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères a. i.*

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the present Convention, concluded on this day's date, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

(1) In view of the relations which exist between Denmark and Iceland under the terms of the Union Law of November 30, 1918, it is understood that Greece may not avail herself of the provisions of the above-mentioned Convention to support a claim for special advantages which Denmark has granted or may in future grant to Iceland.

(2) If the two Contracting Parties require that products and goods imported into their territories should be accompanied by certificates of origin, the two Governments undertake, subject to reciprocity, not to require for these certificates, so long as the above-mentioned Convention is in force, consular legalisation duties should such legalisation be considered necessary.

(3) The Hellenic Government undertakes to accord the same treatment in all respect to soya oil produced in Denmark as to oil from sesame, cotton and groundnuts.

The Danish Government on its side undertakes to accord the same treatment in all respects to black and white seedless grapes, currants and sultanas as to other dried grapes.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol as an integral part of the Convention.

Berlin, August 22, 1928.

Herluf ZAHLE.

E. CANELLOPOULOS.

N° 2148.

BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
VILLE LIBRE DE DANTZIG,
FINLANDE, FRANCE, etc.

Arrangement relatif à l'établissement
d'une carte de transit pour émi-
grants. Signé à Genève, le 14
juin 1929.

BELGIUM, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
FREE CITY OF DANZIG,
FINLAND, FRANCE, etc.

Agreement concerning the Prepara-
tion of a Transit Card for Emi-
grants. Signed at Geneva, June
14, 1929.

No 2148. — ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT D'UNE CARTE DE TRANSIT POUR ÉMIGRANTS¹. SIGNÉ A GENEVE, LE 14 JUIN 1929.

No. 2148. — AGREEMENT CONCERNING THE PREPARATION OF A TRANSIT CARD FOR EMIGRANTS¹. SIGNED AT GENEVA, JUNE 14, 1929.

Textes officiels en français et en anglais. Cet arrangement a été enregistré le 12 septembre 1929, jour de son entrée en vigueur, conformément à son article II.

French and English official texts. The registration of this Agreement took place September 12, 1929, the date of its coming into force, in accordance with its Article II.

PRÉAMBULE

A des fins humanitaires et pour simplifier les formalités du transit pour les émigrants traversant leurs territoires respectifs ;

Considérant qu'en ces matières, c'est par le moyen de conventions générales, auxquelles d'autres gouvernements pourront ultérieurement devenir parties, que les gouvernements seront le mieux à même de répondre au vœu émis par la Conférence des passeports tenue à Genève, du 12 au 18 mai 1926, que toutes les facilités possibles soient accordées pour le passage en transit des émigrants se rendant d'Europe dans les pays d'outre-mer ;

Voulant conclure un arrangement à cet effet ;

Les gouvernements contractants sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Il est créé une carte de transit pour les émigrants qui se rendent d'Europe dans un pays d'outre-mer. Cette carte peut être établie par chacun des gouvernements contractants pour les émigrants venant s'embarquer dans un de ses ports. Chaque gouvernement qui

PREAMBLE.

The Contracting Governments :

For humanitarian reasons and in order to simplify transit formalities for emigrants crossing their respective territories ;

Considering that general conventions to which other Governments may subsequently become parties constitute the best means whereby the Governments may give effect to the recommendation made by the Passport Conference held at Geneva from March 12th to 18th, 1926, to the effect that all possible facilities should be granted for the passage in transit of emigrants proceeding from Europe to countries overseas ;

Being desirous of concluding an Agreement to this effect ;

Have agreed as follows :

Article 1.

A transit card shall be instituted for emigrants proceeding from Europe to overseas countries. This card may be prepared by each of the Contracting Governments for emigrants coming to embark in its ports. Each Government which has adopted these transit cards shall

¹ Conformément à l'article II, cet arrangement est entré en vigueur le 12 septembre 1929.

¹ In accordance with Article II, this Agreement came into force on September 12th, 1929.

aura usé de la faculté d'établir ces cartes de transit les fournira aux compagnies de navigation autorisées à embarquer des émigrants dans ses ports.

Article 2.

Les cartes de transit seront fournies aux compagnies de navigation au prix coûtant, sans perception d'impôt ou taxe quelconque. Ces cartes seront conformes, comme dimensions, papier et impression, au modèle annexé au présent arrangement. Elles seront rédigées dans la langue du pays d'embarquement et devront reproduire identiquement la formule inscrite au verso du modèle joint au présent arrangement, dans au moins sept autres langues au choix des pays d'embarquement, selon leurs besoins respectifs. Elles porteront l'indication de la compagnie de navigation qui les utilise. Elles ne peuvent être cédées ou prêtées à d'autres compagnies que dans des cas exceptionnels et avec l'autorisation du gouvernement qui les a fournies.

Article 3.

Les cartes de transit ne seront fournies aux compagnies de navigation qu'avec obligation pour elles de ne délivrer aucune carte sans que soient respectées les conditions suivantes :

L'émigrant doit avoir des billets de passage pour le voyage complet du point de départ au pays d'immigration ;

Il doit remplir les conditions d'admission exigées par le pays d'immigration ;

Il doit avoir les moyens de subvenir à ses besoins au cours du transit ;

La carte doit être délivrée gratuitement à l'émigrant. Elle doit être dûment remplie au point de départ par les soins de la compagnie de navigation et signée par l'agent qualifié de celle-ci.

La carte de transit pourra être également délivrée à l'émigrant pour faciliter son retour dans son pays ou au lieu de son départ, au cas où il aurait été contraint de renoncer à poursuivre son voyage ou, s'il est refoulé, au moment de son débarquement par le pays d'immigration.

Un duplicata de cette carte sera remis en même temps à l'émigrant, qui le conservera par devers lui jusqu'à la destination finale de son voyage de retour.

supply them to shipping companies authorised to take emigrants on board in its ports.

Article 2.

Transit cards shall be supplied to shipping companies at cost price and free of any tax or charge. These cards shall conform in respect of size, paper and printing to the model annexed to the present Agreement. They shall be printed in the language of the country of embarkation, and must reproduce the notice printed on the back of the model annexed to the present Agreement in at least seven other languages at the choice of the countries of embarkation, according to their respective requirements. They shall bear the name of the shipping company using them. They may only be ceded or lent to other companies in exceptional cases and with the permission of the Government by which they were supplied.

Article 3.

Transit cards shall only be supplied to shipping companies provided the latter agree not to issue any cards unless the following conditions are complied with :

The emigrant must have tickets for the whole journey from the point of departure to the country of immigration ;

He must fulfil the conditions for admission laid down by the country of immigration ;

He must have means to provide for his subsistence during transit ;

The card must be issued to the emigrant free of charge. It must be duly filled in at the place of departure by the shipping company and must be signed by the company's authorised agent.

Transit cards may also be issued to emigrants in order to facilitate their return to their country or place of departure if they are compelled to give up their journey when already on their way or are turned back when disembarking in the country of immigration. A duplicate of this card shall at the same time be handed to the emigrant, who shall retain it until he reaches his final destination on his return journey.

Article 4.

Sous réserve que l'émigrant ne soit pas en contravention avec leurs règlements de sûreté de police et d'hygiène, tous les gouvernements contractants s'engagent à laisser transiter par leurs territoires respectifs l'émigrant muni de son passeport et d'une carte de transit délivrée par le gouvernement contractant du pays d'embarquement dans les conditions prévues aux articles précédents, sans exiger que cette carte ni le passeport soient revêtus de leur visa consulaire et sans qu'il soit perçu de taxes spéciales de contrôle et de transit.

Article 5.

Tout gouvernement contractant qui aurait des raisons sérieuses d'exclure une compagnie de navigation étrangère de l'usage de la carte de transit sur son territoire, devra le notifier à tous les autres gouvernements contractants, en faisant connaître les motifs de sa décision. Cette exclusion ne pourra toutefois avoir pour effet d'entraver le voyage des émigrants durant les soixante jours à dater de la notification.

Article 6.

Chaque gouvernement contractant d'un pays d'embarquement communiquera, dans la mesure du possible, aux autres gouvernements contractants qui lui en exprimeraient le désir la liste des compagnies de navigation auxquelles il fournit des cartes de transit.

Article 7.

La compagnie de navigation qui a délivré une carte de transit sera responsable de toutes les dépenses encourues par l'un des gouvernements contractants du fait que l'émigrant muni de cette carte est demeuré sur le territoire de ce gouvernement sans autorisation.

Article 8.

Les gouvernements contractants se prêteront leurs bons offices pour la bonne exécution

Article 4.

Provided that the emigrant conforms to the requirements of their public security, police and health regulations, all the Contracting Governments undertake to allow any emigrant holding a passport and a transit card issued by the Contracting Government of the country of embarkation, under the conditions laid down in the preceding articles, to pass in transit through their respective territories without requiring either this card or the passport to bear their consular visa, and without levying special control or transit charges.

Article 5.

Any Contracting Government which has serious reasons for debarring a foreign shipping company from using these transit cards in its territory must inform all the other Contracting Governments, stating the reasons for its decision. Such prohibition, however, shall not have the effect of impeding the journey of emigrants during a period of sixty days following notification.

Article 6.

Each Contracting Government of a country of embarkation shall, as far as possible, communicate to the other Contracting Governments at their request a list of the shipping companies which it supplies with transit cards.

Article 7.

The shipping company which has issued a transit card shall be responsible for all expenditure incurred by one of the Contracting Governments owing to the emigrant supplied with this card having remained in the territory of this Government without authorisation.

Article 8.

The Contracting Governments shall lend their good offices to ensure the proper execution

du présent arrangement, notamment pour rendre effective la responsabilité des compagnies de navigation visée à l'article précédent ; à cet effet, les services compétents des différents gouvernements sont autorisés à communiquer directement entre eux.

Article 9.

A défaut d'entente directe entre les gouvernements, tous différends qui surgiraient entre eux relativement à l'interprétation ou à l'application du présent arrangement seront réglés par voie d'arbitrage. En cas d'arbitrage, et à moins que les parties n'en décident autrement, chaque partie désignera un arbitre ; le troisième membre du tribunal arbitral sera choisi par les arbitres ou, si ces derniers ne peuvent s'entendre, sera nommé par le président de la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations. Le tribunal arbitral statuera sur la base du compromis arrêté d'un commun accord par les parties. Si les parties n'ont pu se mettre d'accord, le tribunal arbitral établira le compromis.

Le tribunal arbitral pourra décider d'entendre les représentants des compagnies de navigation intéressées.

Les frais de l'arbitrage seront répartis selon la décision du tribunal arbitral.

Article 10.

Le présent arrangement ne comporte nullement le retrait de facilités plus grandes que celles résultant de ces stipulations et qui auraient été octroyées par des dispositions unilatérales ou par des accords spéciaux entre les gouvernements contractants. Il ne comporte pas davantage l'interdiction d'en accorder à l'avenir de semblables.

Article 11.

Le présent arrangement, dont les textes anglais et français font tous deux foi, portera

of the present Agreement, particularly with a view to ensuring the responsibility of the shipping companies referred to in the preceding article ; to this end the competent services of the various Governments shall be authorised to communicate with each other direct.

Article 9.

In the absence of any direct agreement between the Governments, all disputes which may arise between them concerning the interpretation or application of the present Agreement shall be settled by arbitration. In the case of arbitration, unless the parties decide otherwise, each party shall appoint one arbitrator ; the third member of the court of arbitration shall be chosen by the arbitrators themselves or, should the latter be unable to reach an agreement, shall be appointed by the Chairman of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit of the League of Nations. The court of arbitration shall reach its decision on the basis of the special agreement established by common agreement between the parties. Should the parties be unable to agree, the court of arbitration shall itself establish the special agreement.

The court of arbitration may decide to hear the representatives of the shipping companies concerned.

The costs of arbitration shall be allocated as decided by the court of arbitration.

Article 10.

The present Agreement shall in no way imply the withdrawal of facilities greater than those allowable under its provisions which may have been accorded by autonomous action or under special agreement between the Contracting Governments. Neither shall it imply any prohibition to accord such facilities in the future.

Article 11.

The present Agreement, of which both the English and French texts shall be authentic,

la date de ce jour et restera ouvert, à Genève, à la signature de tout gouvernement invité à la Conférence européenne relative aux cartes de transit pour émigrants, tenue à Genève du 10 au 14 juin 1929.

Le Secrétaire général portera à la connaissance de tous les gouvernements ci-dessus mentionnés toutes les signatures qui auront été apposées au présent arrangement.

Le présent arrangement entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après sa signature par trois gouvernements et, par la suite, il deviendra opérant pour tout gouvernement signataire quatre-vingt-dix jours à partir de la date de sa signature par ledit gouvernement.

Conformément à l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général de la Société des Nations enregistrera le présent arrangement le jour de son entrée en vigueur.

Article 12.

Le présent arrangement peut être dénoncé par l'un quelconque des gouvernements contractants, après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de son entrée en vigueur pour ledit gouvernement, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification, informant tous les autres gouvernements contractants de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera transmise par le Secrétaire général.

La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et ne sera opérante qu'en ce qui concerne le gouvernement qui l'aura notifiée.

Article 13.

Le présent arrangement sera soumis à une procédure de revision, si la demande en est formulée par un tiers au moins des gouvernements contractants, en vue d'accorder des facilités plus grandes aux émigrants traversant leurs territoires.

Fait à Genève, le quatorze juin mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Secrétariat de la Société des Nations. Des copies certifiées conformes seront communiquées par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous

shall bear to-day's date and shall remain open at Geneva for signature by all Governments invited to the Conference on cards for emigrants in transit held at Geneva from June 10th to 14th, 1929.

The Secretary-General shall notify all the above Governments of all signatures which are appended to the present Agreement.

The present Agreement shall come into force ninety days after it has been signed by three Governments, and it shall thereupon take effect, as regards any signatory Government, ninety days after the date of its signature by the said Government.

In conformity with Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General of the League of Nations shall register the present Agreement on the day on which it comes into force.

Article 12.

The present Agreement may be denounced by any of the Contracting Governments at any moment after the expiry of a period of one year as from the date on which it came into force in respect of the Government in question, by notification to the Secretary-General of the League of Nations. Copy of this notification informing all the other Contracting Governments of the date on which it was received shall be transmitted to them by the Secretary-General.

Denunciation shall take effect six months after the date on which it was received by the Secretary-General and shall only operate in respect of the Government which has transmitted such notification.

Article 13.

The present Agreement shall be subject to revision, at the request of not less than one-third of the Contracting Governments, with a view to granting more extensive facilities to emigrants crossing their territory.

Done at Geneva on June fourteenth, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy, which shall remain in the archives of the Secretariat of the League of Nations. Certified true copies shall be sent by the Secretary-General of the League of Nations

les gouvernements visés au premier alinéa to all Governments referred to in the first paragraph of Article II.

ALLEMAGNE	Hans H. VÖLKERS	GERMANY
BELGIQUE	J. DE RUELLE	BELGIUM
SUISSE	H. ROTHMUND <i>ad referendum</i>	SWITZERLAND
FRANCE	NAVAILLES.	FRANCE
GRÈCE	D. BIKÉLAS. <i>ad referendum</i>	GREECE
COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE	FABIANI	SAAR TERRITORY GOVERNING COMMISSION
ITALIE	Publio LANDUCCI	ITALY
FINLANDE	Evald GYLLENBÖGEL <i>ad referendum</i>	FINLAND
	La signature est valable pour la Finlande à partir du 9 octobre 1929. Evald GYLLENBÖGEL.	
HONGRIE	Ladislav DE GÖMÖRY-LAIML <i>ad referendum</i>	HUNGARY
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	W. Haldane PORTER	GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
POLOGNE	B. NAKONIECZNIKOFF <i>ad referendum</i> ¹	POLAND
VILLE LIBRE DE DANTZIG	B. NAKONIECZNIKOFF <i>ad referendum</i>	FREE CITY OF DANZIG
PAYS-BAS	J. F. BOER <i>ad referendum</i> ²	THE NETHERLANDS
ROUMANIE	J. SETLACEC <i>ad referendum</i> ³	ROUMANIA
ESPAGNE	Mauricio LOPEZ ROBERTS, Marquis de la Torrehermosa.	SPAIN
AUTRICHE	E. PFLÜGL	AUSTRIA

¹ La signature est valable pour la Pologne à partir du 23 décembre 1929.

² La signature est valable pour les Pays-Bas à partir du 3 juillet 1930.

³ La signature est valable pour la Roumanie à partir du 26 novembre 1929.

¹ The signature is valid for Poland as from December 23, 1929.

² The signature is valid for the Netherlands as from July 3, 1930.

³ The signature is valid for Roumania as from November 26, 1929.

AVIS

La présente carte a été délivrée en vertu de l'Arrangement international conclu sous les auspices de la Société des Nations, à Genève, le 14 juin 1929, et donne le droit de transit jusqu'au port d'embarquement.

[Reproduction de la même formule dans au moins sept autres langues que la langue du pays d'embarquement]

Indication de la Compagnie de navigation.

NOTICE

This card is issued under the International Agreement concluded under the auspices of the League of Nations at Geneva, June 14th, 1929, and gives the right of transit to the port of embarkation.

[The same notice should be reproduced in at least seven languages other than the language of the country of embarkation.]

Indication of the Navigation Company.

AVIS

La présente carte a été délivrée en vertu de l'arrangement international conclu sous les auspices de la Société des Nations, à Genève, le 14 juin 1929, et donne le droit de transit jusqu'au port d'embarquement.

[Reproduction de la même formule dans au moins sept autres langues que la langue du pays d'embarquement]

Indication de la Compagnie de Navigation.

NOTICE

This card is issued under the International Agreement concluded under the auspices of the League of Nations at Geneva, June 14th, 1929, and gives the right of transit to the port of embarkation.

[The same notice should be reproduced in at least seven languages other than the language of the country of embarkation.]

Indication of the Navigation Company.

[Indication du pays
d'embarquement]

SORTIE

[Indication du pays
d'embarquement]

ENTRÉE

N°

N°

CARTE DE TRANSIT

CARTE DE TRANSIT

ARRANGEMENT INTERNATIONAL

conclu sous les auspices de la Société des Nations,
à Genève, le 14 juin 1929.

Nom de famille

Nom de famille
[MAJUSCULES]Prénom
NationalitéPrénom Sexe Age
NationalitéPays où le voyage a commencé
Pays de destination finale

Billet N° Passeport N°

Billet N° Passeport N°
A le 19.....Timbre de la Compagnie
de navigation :Signature de l'Agent
de la Compagnie de Navigation :*(A retirer au port d'embarquement par le
service de contrôle des passeports)*

Le présente carte est délivrée gratuitement.

*(A détacher à la frontière du pays d'embarquement
par le service de contrôle des passeports)*

La présente carte est délivrée gratuitement.

[Indication of the country
of embarkation]

EXIT.

[Indication of the country
of embarkation]

ENTRY

No.

No.

TRANSIT CARD

TRANSIT CARD

INTERNATIONAL AGREEMENT

concluded under the auspices of the League
of Nations at Geneva, June 14th, 1929.

Surname

Surname
[BLOCK LETTERS]

Christian name

Christian name Sex Age

Nationality

Nationality

Country in which journey started

Country of final destination

Ticket No. Passport No.

Ticket No. Passport No.
At the 19.....Stamp of the Navigation
Company :Signature of the Navigation
Company's Agent*(To be retained at the port of embarkation
by the Passports Control Office.)*

This card is supplied gratis.

*(To be detached at the frontier of the country
of embarkation by the Passports Control Office.)*

This card is supplied gratis.

N° 2149.

NORVÈGE ET SUÈDE

Echange de notes relatif à la simplification du cérémonial d'usage en cas de visites de vaisseaux de guerre. Oslo, les 25 et 26 juillet 1929.

NORWAY AND SWEDEN

Exchange of Notes regarding the Simplification of the Ceremonial customary in case of Visits of Ships of War. Oslo, July 25 and 26, 1929.

N^o 2149. — NOTEVÄXLING MELLAN DEN SVENSKA OCH DEN NORSKA REGERINGEN RÖRANDE FÖRENKLING I BESPARINGSSYFTE AV PROCEDUREN VID ÖMSESIDIGA FLOTTBESÖK. OSLO, DEN 25 OCH 26 JULI 1929.

N^o 2149. — UTVEKSLING AV NOTER MELLEML DEN NORSKE OG SVENSKE REGJERING ANGAAENDE FORENKLING AV CEREMONIELLET OG MINSKNING AV UTGIFTENE VED GJENSIDIGE FLATEBESÖK. OSLO, DEN 25 OG 26 JULI 1929.

Textes officiels suédois et norvégien communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 septembre 1929.

Swedish and Norwegian official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place September 14, 1929.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

I.

KUNGL.

SVENSKA BESKICKNINGEN.

OSLO, den 25 juli 1929.

HERR STATSMINISTER,

Jämlikt erhållet uppdrag har jag härmed äran bringa till Herr Statsministerns kännedom, att Kungl. Svenska Regeringen är villig att till förenkling i besparingssyfte av proceduren vid flottbesök med Kungl. Norska Regeringen ingå ömsesidig överenskommelse av följande innehåll.

Flottbesök indelas i två kategorier, dels officiella varmed förstås sådana, som företagas på inbjudan, dels icke officiella, d. v. s. sådana som äga rum på initiativ av den stat, fartygen tillhör. I samband med framställning om vederbörligt tillstånd till besök skall angivas, huruvida besöket bör betraktas som officiellt eller icke officiellt.

Vid officiella flottbesök skall ingen ändring vidtagas i det hitintills brukliga officiella mottagandet; vid icke officiella besök skola sedvanliga artighetsvisiter utväxlas, men inga officiella mottagningar förekomma.

Därest Kungl. Norska Regeringen godtäger ovan angivna ordning torde överenskommelse härom få anses träffad därigenom att jag erhåller ett meddelande av ifrågavarande innebörd.

Mottag, Herr Statsminister, försäkran om min utmärktaste högaktning.

Hans Excellens

Herr Statsminister L. Mowinckel,
 Chef för Kungl. Norska Utrikesdepartementet,
 etc., etc., etc.

(u.) C. REUTERSKIÖLD.

Pour copie conforme.

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 7 septembre 1929.

W. Foss.

Chef du Protocole.

TEXTE NORVEGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

II.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 26 juli 1929.

HERR CHARGÉ D'AFFAIRES,

Jeg har den ære å erkjenne mottagelsen av Deres skrivelse av 25.ds. hvori De har hatt den godhet å meddele mig at den svenske Regjering er villig til å treffe en avtale med den norske Regjering angående forenkling av ceremoniellet og minskning av utgiftene ved gjensidige flåtebesök.

Avtalen går ut på at flåtebesök skal inndeles i to kategorier, dels offisielle hvorved forståes sådanne som foretas efter innbydelse, dels ikke-offisielle d.v.s. sådanne som finner sted på initiativ av den stat fartöiet tilhörer. I forbindelse med begjæring om fornöden tillatelse til besök skal angis hvorvidt besöket bör betraktes som offisielt eller ikke-offisielt.

Ved offisielle flåtebesök skal der ikke skje nogen endring i den hittil brukelige offisielle mottagelse ; ved ikke-offisielle besök skal der utveksles sedvanlige höflighetsvisitter, men ikke forekomme nogen offisielle mottagelser.

I den anledning har jeg den ære å meddele at den norske Regjering er enig i ovenstående ordning og at den anser avtalen inngått ved den stedfunne noteveksling.

Motta, Herr Chargé d'Affaires, forsikringen om min særlige höiaktelse.

(u.) For Utenriksministeren :
Aug. ESMARCH.

Herr Reuterskiöld,
Sveriges Chargé d'Affaires,
etc., etc.

Pour copie conforme.

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 7 septembre 1929.

W. Foss.
Chef du Protocole.

¹ TRADUCTION.N^o 2149. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET SUÉDOIS RELATIF A LA SIMPLIFICATION DU CÉRÉMONIAL D'USAGE EN CAS DE VISITES DE VAISSEAUX DE GUERRE. OSLO, LES 25 ET 26 JUILLET 1929.

I.

LÉGATION ROYALE DE SUÈDE.

OSLO, le 25 juillet 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en vue de simplifier le cérémonial d'usage, et en vue de réduire les dépenses, en cas de visites de vaisseaux de guerre, le Gouvernement royal suédois est disposé à conclure avec le Gouvernement royal norvégien un accord réciproque contenant les dispositions ci-après.

Les visites de vaisseaux de guerre seront réparties en deux catégories dont l'une comprendra les visites officielles, c'est-à-dire celles qui seront motivées par une invitation, et l'autre les visites non officielles, c'est-à-dire celles qui auront lieu sur l'initiative de l'Etat auquel appartiendra le bâtiment. La demande d'autorisation nécessaire en vue de la visite devra indiquer si celle-ci doit être considérée comme officielle ou non officielle.

Lorsqu'il s'agira de visites officielles, aucune modification ne sera apportée au cérémonial de réception officiel en usage jusqu'ici ; dans le cas contraire, les visites de politesse habituelles auront lieu, mais aucune réception officielle ne sera organisée.

Si le Gouvernement royal norvégien approuve l'arrangement ci-dessus, l'accord à ce sujet pourra être considéré comme se trouvant conclu dès l'instant où me parviendra une communication dans le sens précité.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) C. REUTERSKIÖLD.

Son Excellence M. L. Mowinckel,
Ministre d'Etat,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 26 juillet 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 25 de ce mois par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître que le Gouvernement suédois est disposé à conclure un accord avec le Gouvernement norvégien concernant la simplification du cérémonial et la réduction des dépenses en cas de visites de vaisseaux de guerre de l'un des deux pays dans l'autre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2149. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS REGARDING [THE SIMPLIFICATION OF THE CEREMONIAL CUSTOMARY IN CASE OF VISITS OF SHIPS OF WAR. OSLO, JULY 25 AND 26, 1929.

I.

ROYAL SWEDISH LEGATION.

OSLO, *July 25, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed to inform you that, with a view to simplifying the ceremonial which is customary in cases of visits of warship, and thus reducing expenditure, the Royal Swedish Government is prepared to conclude with the Royal Norwegian Government a reciprocal agreement containing the following provisions.

Visits of warships will be divided into two categories, one comprising official visits, *i. e.*, those made in response to an invitation, and the other comprising unofficial visits, *i. e.*, those made at the instance of the Government to which the vessel belongs. The request for the authorisation necessary for the visit must indicate whether the visit is to be regarded as official or unofficial.

For official visits, no change will be made in the ceremonial of the official reception customary hitherto; on unofficial occasions the naval courtesy visits will be exchanged, but no official reception will take place.

If the Royal Norwegian Government approves the above arrangement, the agreement on this subject may be regarded as concluded as soon as I receive a communication in the sense referred to above.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. REUTERSKIÖLD.

To His Excellency M. L. Mowinckel,
Minister of State,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, *July 26, 1929.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated the 25 instant, informing me that the Swedish Government is prepared to conclude an agreement with the Norwegian Government regarding the simplification of ceremonial and the reduction of expenditure on occasions when the warships of one country pay a visit to the other.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Aux termes de l'accord, les visites de vaisseaux de guerre seront réparties en deux catégories dont l'une comprendra les visites officielles, c'est-à-dire celles qui seront motivées par une invitation, et l'autre les visites non officielles, c'est-à-dire celles qui auront lieu sur l'initiative de l'Etat auquel appartiendra le bâtiment. La demande d'autorisation nécessaire en vue de la visite devra indiquer si celle-ci doit être considérée comme officielle ou non officielle.

Lorsqu'il s'agira de visites officielles, aucune modification ne sera apportée au cérémonial de réception officiel en usage jusqu'ici ; dans le cas contraire, les visites de politesse habituelles auront lieu, mais aucune réception officielle ne sera organisée.

Comme suite à votre note j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement norvégien donne son adhésion à l'arrangement précité et considère que l'accord se trouve conclu par la voie de l'échange de notes intervenu.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

(Signé) A. G. ESMARCH.

Monsieur Reuterskiöld,
Chargé d'Affaires de Suède,
etc., etc.

Under the terms of the agreement, visits of warships will be divided into two categories, one comprising official visits, *i. e.*, those made in response to an invitation, and the other comprising unofficial visits, *i. e.*, those made at the instance of the Government to which the vessel belongs. The request for the authorisation necessary for the visit must indicate whether the visit is to be regarded as official or unofficial.

For unofficial visits, no change will be made in the ceremonial of the official reception customary hitherto ; on unofficial occasions, the usual courtesy visits will be exchanged, but no official reception will take place.

In reply to your note, I have the honour to inform you that the Norwegian Government approves the arrangement described above and regards the agreement as concluded by the exchange of notes that has taken place.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. G. ESMARCH.

For the Minister for Foreign Affairs.

To M. Reuterskiöld,
Swedish Chargé d'Affaires,
etc., etc.

N° 2150.

LETTONIE ET TURQUIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 28 mai 1928.

LATVIA AND TURKEY

Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Angora, May 28, 1928.

N° 2150. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LA LETTONIE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANGORA, LE 28 MAI
1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 septembre 1929.

LA LETTONIE, d'une part, et LA TURQUIE, d'autre part, animées du désir de resserrer les liens d'amitié si heureusement existant entre les deux pays, de régler les conditions d'établissement de leurs ressortissants dans les deux pays et de développer leurs relations économiques, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Germain ALBAT, secrétaire général au ministère des Affaires étrangères ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. ENIS Bey, sous-secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER.

ETABLISSEMENT.

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve des lois et règlements qui y sont en vigueur, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler librement.

Chacune des Parties contractantes se réserve toute liberté d'action en ce qui concerne l'immigration, ainsi que le droit d'interdire, par mesures individuelles, l'entrée et le séjour sur son territoire, pour des raisons de sécurité et d'ordre publics.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer du chef de séjour et de l'établissement, les ressortissants des deux Parties contractantes jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 17 août 1929.

Entrée en vigueur le 17 septembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2150. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN LATVIA AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, MAY 28, 1928.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 17, 1929.

LATVIA, of the one part, and TURKEY, of the other part, being desirous of strengthening the ties of friendship which so fortunately exist between the two countries, of regulating the conditions concerning the establishment of their nationals in the two countries, and of developing their economic relations, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Germain ALBAT, Secretary-General at the Ministry of Foreign Affairs, and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

ENIS Bey, Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

SECTION I.

ESTABLISHMENT.

Article 1.

The nationals of either Contracting Party shall have the right to settle and reside, to come and go and to move about freely in the territory of the other Party, subject to compliance with the laws and regulations in force therein.

Each of the Contracting Parties retains complete freedom of action with regard to immigration, and also the right in individual cases and for reasons of public security and order, to prohibit persons from entering and residing in its territory.

As regards any taxes and dues payable in respect of residence or establishment, the nationals of the two Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, August 17, 1929. Came into force September 17, 1929.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers, à l'exception des cas prévus par la législation respective, en se conformant aux lois et règlements du pays. Ils pourront, aux mêmes conditions, en disposer librement par achat, vente, donation, transfert, contrat de mariage, testament, succession *ab intestat* ou par tout autre moyen.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas susmentionnés à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce, et de se vouer à tout métier et profession quelconque dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront soumis sur le territoire de l'autre quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de tout genre de commerce, industrie, métier et profession, à aucune charge, taxe ou impôt, direct ou indirect, autres ou plus élevés que ceux qui pourront être imposés aux nationaux.

Ils seront notamment autorisés à exporter librement le produit de la vente de leurs biens, et leurs biens mêmes, sous réserve des dispositions légales en vigueur dans le pays, et ils ne seront pas soumis en cela en qualité d'étranger, à des impôts, droits et redevances plus élevés que ceux qu'auraient à payer les nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront astreints sur le territoire de l'autre à aucun service militaire, soit dans les armées de terre, de mer ou de l'air, soit dans les gardes ou milices nationales, ni à aucune obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Ils seront exempts de tout emprunt forcé. Ils ne seront soumis qu'aux prestations et réquisitions militaires qui seraient imposées légalement aux nationaux.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne pourront sur le territoire de l'autre Partie être expropriés de leurs biens que pour cause reconnue également d'utilité publique. En ce qui concerne l'indemnisation des expropriés, chacune des Parties contractantes, dans le cadre de sa législation nationale, appliquera le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

Article 2.

The nationals of either Contracting Party shall have the right, upon the same conditions as nationals of the most favoured nation, to acquire possess and dispose of any kind of movable or immovable property in the territory of the other Party, except in the cases laid down in the laws of the respective countries, and provided they comply with the laws and regulations of the country. They may, upon the same conditions, dispose of such property freely, by purchase, sale, gift, transfer, marriage settlement, will, succession *ab intestato* or by any other means.

They shall not in any of the above cases be liable to dues, taxes or imposts of any kind whatsoever other or higher than those which are or may hereafter be levied on nationals of the country.

Article 3.

The nationals of either Contracting Party shall, under the same conditions as the nationals of the most favoured nation, have the right in the territory of the other Party to carry on any kind of industry or commerce and to engage in any trade or profession the exercise of which is not or may not in future be restricted to nationals, provided they comply with the laws and regulations of the country.

Article 4.

The nationals of either Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party, as regards their persons, property, rights and interests, and as regards the exercise of any kind of commerce, industry, trade or profession, to any direct or indirect dues, taxes or imposts other or higher than those which may be levied on nationals of the country.

They shall in particular be entitled, subject to compliance with the laws in force in the country, freely to export the proceeds of the sale of either property or the property itself, without thereby being subjected as foreigners to higher imposts, duties and charges than those which nationals of the country would have to pay.

Article 5.

The nationals of either Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party to any military service, whether in the land, naval or air forces, or in the national guard or militia, nor to any obligation or charge in lieu of military service.

They shall be exempt from any forced loan. They shall only be liable to the military contributions and requisitions legally imposed on nationals of the country.

Article 6.

The nationals of either Contracting Party may not be expropriated in the territory of the other Party save on legally recognised grounds of public utility. As regards the compensation payable to expropriated persons, each of the Contracting Parties, within the limits of its national legislation, shall apply most-favoured-nation treatment.

Article 7.

The Nationals of either Contracting Party in the territory of the other Party shall enjoy, as regards the legal and judicial protection of their persons and property, the same treatment as is given to nationals of the country.

En conséquence ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux, sous réserve des dispositions relatives à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire gratuite qui seront régis par la législation locale jusqu'au règlement de ces questions par une convention spéciale à conclure entre les deux Parties.

Article 8.

Les sociétés anonymes, les coopératives et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, d'assurance, de communication et de transport qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui y sont constituées en vertu des lois de ce pays, seront reconnues légales dans le territoire de l'autre et y pourront ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

La reconnaissance des sociétés et associations, appartenant à l'une des Parties contractantes, n'implique pas leur admission à l'établissement et au fonctionnement sur le territoire de l'autre Partie contractante et, en général, à l'exercice permanent des actes visés par leurs statuts.

L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou industrie sur le territoire de l'autre Partie contractante sera subordonnée aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur ce territoire aussi en ce qui concerne les taxes et autres charges d'admission.

Les impôts, taxes et contributions quelles qu'en soient la dénomination ou l'espèce ne pourront pas frapper ces sociétés d'une façon plus lourde que les sociétés analogues nationales.

Ces sociétés pourront, aux mêmes conditions que celles de la nation la plus favorisée et en se soumettant aux lois du pays, acquérir toute sorte de biens mobiliers. Chacune des Parties contractantes se réserve l'entière liberté en ce qui concerne l'autorisation desdites sociétés à l'acquisition des biens meubles ; dans le cas où cette autorisation sera accordée, les formalités et les conditions d'acquisition seront celles applicables aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Il est convenu qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée dans le présent chapitre pour réclamer en faveur de ses ressortissants, sociétés, coopératives des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants, sociétés, coopératives étrangers en général.

CHAPITRE II

COMMERCE ET NAVIGATION.

Article 10.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie énumérés à la liste A ci-annexée, jouiront à leur importation en Lettonie du bénéfice du tarif minimum.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Lettonie énumérés à la liste B ci-annexée, jouiront à leur importation en Turquie du bénéfice du tarif minimum.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des pays contractants importés dans l'autre ne seront pas assujettis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques plus élevés que ceux accordés aux mêmes produits d'un tiers pays.

They shall accordingly have free and unhindered access to the courts, and may sue or be sued upon the same conditions as nationals of the country. An exception to the above shall be made in respect of provisions relating to *cautio judicatum solvi* and to free legal aid, which questions shall be governed by local legislation pending the settlement thereof by a special agreement to be concluded between the two Parties.

Article 8.

Joint stock companies, co-operative societies and other commercial companies, including industrial and insurance companies and companies for communications and transport, which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties and have been constituted therein in accordance with the laws of that country, shall be legally recognised in the territory of the other Party and may appear before the courts either as plaintiffs or defendants.

The recognition of companies and associations belonging to one of the Contracting Parties does not imply that they will be permitted to establish themselves and carry on business in the territory of the other Contracting Party and, in general, permanently to conduct the operations mentioned in their statutes.

The admission of the said companies to the territory of the other Contracting Party for the purpose of carrying on their trade or industry therein shall be governed by the laws and regulations which are or may hereafter be in force in that territory and shall also be subject to payment of the taxes and other admission charges.

Imposts, taxes and charges of whatsoever description or kind may not be levied in a more burdensome manner on such companies than on similar national companies.

Such companies may, on the same conditions as companies of the most favoured nation and subject to compliance with the laws of the country, acquire movable property of every kind. Each of the Contracting Parties reserves full liberty as regards the authorisation of the said companies to acquire immovable property; should this authorisation be granted, the formalities and conditions of acquisition shall be those applicable to similar companies of the most favoured nation.

Article 9.

It is agreed that neither Contracting Party may appeal to the most-favoured-nation clause referred to in this Section as a reason for claiming on behalf of its nationals, companies or cooperative societies, rights other or more extensive than those which it grants itself to foreign nationals, companies or co-operative societies in general.

SECTION II.

COMMERCE AND NAVIGATION.

Article 10.

The products of the soil and of industry of Turkish origin enumerated in List A attached hereto shall be entitled on importation into Latvia to the minimum tariff.

The products of the soil and of industry of Latvian origin enumerated in List B attached hereto shall be entitled on importation into Turkey to the minimum tariff.

The products of the soil and of industry originating in either of the contracting countries and imported into the territory of the other, shall not be subject to any duties, co-efficients, taxes or other charges whatsoever which are higher than those levied on the like products of any third country.

Il en sera de même en ce qui concerne les droits d'exportation et autres redevances sur les produits du sol et de l'industrie exportés du territoire d'une des deux Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie.

L'assurance sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend également à la manière de percevoir les droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans des entrepôts de douane, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article 11.

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes, après avoir transité par les territoires d'un ou des pays tiers, ne seront pas soumis lors de leur importation sur le territoire de l'autre à des droits ou taxes autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Article 12.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'une des Parties contractantes importés dans le pays de l'autre, y jouiront, en ce qui concerne les taxes intérieures sous quelque dénomination qu'elles soient, du traitement accordé aux mêmes produits d'un tiers pays.

Article 13.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus, les Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant, s'il s'agit d'un produit naturel, qu'il est originaire de l'autre pays et, s'il s'agit d'un produit manufacturé, que la moitié au moins de sa valeur est représentée par la valeur des matériaux originaires de l'autre pays, ainsi que par le coût de la transformation.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les Départements d'Economie de Finance et de l'Agriculture, soit par les Chambres de Commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé.

Les deux Parties contractantes auront réciproquement le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

Les colis postaux seront dispensés des certificats d'origine si le pays destinataire reconnaît qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Article 14.

Il y aura entre les territoires des Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties contractantes sont d'accord de n'entraver leurs relations commerciales réciproques par des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, à moins que le maintien ou l'institution n'en soient absolument nécessaires.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes appliquerait des prohibitions ou restrictions quant à l'importation ou à l'exportation de marchandises, elle accordera à l'autre Partie le même traitement, qui a été accordé ou sera accordé ultérieurement aux marchandises d'un tiers pays.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables lorsque les prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation sont établies ou maintenues pour :

1^o Assurer la sécurité de l'Etat ;

2^o La santé publique ou comme mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties ;

The same shall apply to export duties and other charges on products of the soil and of industry which are exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party.

Treatment on a footing of equality with third countries shall also extend to the method of levying import and export duties, to the placing of goods in bonded warehouses, to Customs charges and formalities and to the Customs treatment and clearance of goods imported, exported or passing through in transit.

Article 11.

Products of the soil and of industry of either of the Contracting Parties passing through the territory of one or more third countries shall not, on importation into the territory of the other Party, be liable to duties or charges other or higher than those which would be imposed if they had been imported direct from their country of origin.

Article 12.

The products of the soil and of industry originating in the territory of one of the Contracting Parties and imported into the territory of the other Party shall enjoy therein, as regards internal taxes of any kind whatsoever, the treatment granted to the like products of a third country.

Article 13.

In order to reserve the benefit of the foregoing provisions for products originating in their respective countries, the Contracting Parties may require products and goods imported into their territory to be accompanied by a certificate of origin attesting, in the case of a natural product, that it originated in the other country and, in the case of a manufactured product, that at least one-half its value is represented by the value of materials originating in the other country and by the cost of transformation.

The certificates of origin shall be issued either by the Departments of Economy, Finance and Agriculture or by the Chambers of Commerce to which the consignor belongs or by any other organ or group approved by the country of destination.

Both the Contracting Parties shall have the right to require certificates of origin to be legalised by their diplomatic or consular representative.

Certificates of origin shall be dispensed with in the case of postal packages if the non-commercial nature of such packages is recognised by the country of destination.

Article 14.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the territories of the Contracting Parties. The Contracting Parties accordingly agree not to hamper their reciprocal commercial relations by import or export prohibitions or restrictions, unless their maintenance or establishment is absolutely necessary.

Should either of the Contracting Parties prohibit or restrict the importation or exportation of goods, it shall grant the other Party the same treatment as has been or may subsequently be accorded to the goods of any third country.

The provisions of this Article shall not apply when import or export prohibitions and restrictions are established or maintained :

- (1) In order to ensure the safety of the State ;
- (2) For reasons of public health or as sanitary or prophylactic measures against diseases of animals and plants ;

3° Etablir ou maintenir des monopoles d'Etat ;

4° Les semences qui, à cause de leur origine, ne soient pas susceptibles de se développer dans le pays d'importation.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit sur les voies les plus appropriées au transit international aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des Parties contractantes y seront exemptes de tout droit de douane et d'autres charges, à l'exception de droits et taxes de surveillance, de statistique et autres charges d'administration.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi bien aux marchandises, en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, réemballage ou entreposage.

Il est entendu, toutefois, que le transit de ces marchandises sera garanti conformément aux lois douanières respectives afin d'en empêcher l'introduction dans le pays.

Aucune des Parties contractantes ne sera tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite.

Le transit des marchandises pourra être prohibé :

a) Pour des raisons de sûreté publique et de sécurité de l'Etat ;

b) Pour des raisons de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

Les Parties contractantes auront le droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les marchandises, et notamment celles qui sur leurs territoires font l'objet d'un monopole d'Etat, sont réellement en transit.

Article 16.

Les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée sur leurs territoires, en ce qui concerne les prix et les modalités de transport, conditions de livraison, taxes et charges publiques sur les chemins de fer respectifs.

Article 17.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et n'y seront assujettis, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque autorisé par le gouvernement, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux bâtiments nationaux.

Article 18.

Les cargaisons, quelle qu'en soit la provenance ou la destination, ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus forts et ne seront traitées autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

- (3) For the establishment or maintenance of State monopolies ;
- (4) In respect of seeds which, owing to their origin, will not grow in the country of importation.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to grant each other freedom of transit on the routes most suitable for international traffic in respect of persons, baggage, goods and articles of all kinds, consignments, vessels, boats, carriages and wagons or other means of transport, and shall guarantee each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Goods of all kinds conveyed across the Customs territory of either Contracting Party shall be exempt from all Customs duties and other charges with the exception of duties and charges for supervision, statistical fees and other administrative charges.

The provisions of the present Article shall also apply both to goods in direct transit and to goods in transit which have been transhipped, repacked or warehoused.

It is understood, however, that the transit of such goods shall be guaranteed in conformity with the respective Customs laws, in order to prevent their introduction into the country.

Neither Contracting Party shall be bound to allow the passage in transit of travellers whose admission to its territory is prohibited.

The transit of goods may be prohibited :

- (a) For reasons relating to public safety and the security of the State ;
- (b) For health reasons or as a precaution against diseases of animals and plants,

The Contracting Parties shall have the right to take the necessary precautions to satisfy themselves that goods, more especially those which constitute a State monopoly in their territory, are actually in transit.

Article 16.

The two Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in their territories as regards transport rates and methods, conditions of delivery and public taxes and dues on their respective railways.

Article 17.

Vessels and boats flying the flag of one of the Contracting Parties and entering or leaving the waters and ports of the other Party in ballast or with cargo, whatever may be their place of departure or destination, shall enjoy therein the same treatment in every respect as national vessels and shall not be subjected to any duty or tax of any nature whatsoever, levied in the name and on behalf of the State, provinces, communes or any organisation whatsoever authorised by the Government, other or higher than those which are or may hereafter be levied on national vessels.

Article 18.

Cargoes of vessels, whatever may be their origin or destination, shall not pay other or higher duties or charges, nor be subject to other treatment, than goods imported or exported under the national flag. Passengers and their baggage shall be treated in the same manner as if they were travelling under the national flag.

Article 19.

Les dispositions des articles 17 et 18 ne seront pas applicables en ce qui concerne le cabotage, la pêche, l'exercice de pilotage et l'emploi de pilotes, l'exercice de remorquage, d'autres services de port et la navigation dans les eaux intérieures qui sont exclusivement réservés aux nationaux.

L'assimilation des navires ainsi que de leur cargaison au pavillon national ne s'étend pas aux subventions et primes quelconques accordées ou qui pourraient être accordées à la marine marchande nationale.

Article 20.

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge délivrés d'après le système Moorsom, seront reconnus par l'autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Parties contractantes.

Article 21.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Parties contractantes qui entrent dans un port de l'autre à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer une partie pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus à payer de leur cargaison pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance lesquels d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

Article 22.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un bâtiment de l'une des deux Parties contractantes dans les eaux de l'autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent dans des circonstances analogues aux bâtiments nationaux. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douanes à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article 23.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un Etat tiers ne sera pas applicable :

1° Au traitement accordé ou qui pourrait être accordé ultérieurement par une des Parties contractantes, dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant des deux côtés de la frontière et ne dépassant pas quinze kilomètres en général ;

2° Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3° Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir en matière de tarif douanier et généralement en toute autre matière commerciale entre la Turquie et les pays détachés de l'Empire ottoman en 1923 ;

Article 19.

The provisions of Articles 17 and 18 shall not apply to coasting, fishing, pilotage and the employment of pilots, towage and other port and navigation services on inland waterways exclusively reserved for nationals.

The assimilation of ships and their cargoes to ships and cargoes under the national flag shall not be extended to subsidies and bounties of any kind which are or may hereafter be granted to the national mercantile marine.

Article 20.

The documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States in accordance with the laws and regulations of each country shall be recognised by both Parties as establishing the nationality of boats and vessels.

Tonnage measurement certificates and other tonnage measurement documents issued according to the Moorsom system shall be recognised by the other Party in accordance with special arrangements to be concluded between the two Contracting Parties.

Article 21.

Vessels and boats under the flag of one of the Contracting Parties entering a port belonging to the other Party with the sole object of completing their cargo or of unshipping some portion thereof, shall be entitled, provided that they comply with the laws and regulations of the State concerned, to retain on board any portion of their cargo which is consigned to another port or to another country, and to re-export the said portion without being liable to pay any duty or charges thereon, except supervision fees. The latter shall, moreover, be levied at the lowest rate paid by national vessels.

Article 22.

If a vessel of one of the two Contracting Parties should be wrecked, run aground, be damaged at sea or compelled to put into harbour in the waters of the other Party, the vessel and her cargo shall enjoy the same benefits and immunities as are in similar circumstances granted by the laws and regulations of the country concerned to national vessels. Assistance and relief shall be given to the master, crew and passengers, both for themselves and for the vessel and her cargo, to the same extent as would be afforded to nationals.

As regards salvage charges, the law of the country where salvage takes place shall be applicable.

Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are admitted into the country for consumption therein.

Article 23.

Treatment on terms of equality with a third State may not be claimed in respect of :

(1) Treatment which is or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties in frontier traffic with neighbouring countries over an area extending on both sides of the frontier, and as a rule not exceeding a width of fifteen kilometres ;

(2) Special privileges resulting from a Customs union ;

(3) Special advantages and privileges which are or may hereafter be established in respect of Customs tariffs and generally in all other commercial transactions between Turkey and the countries detached from the Ottoman Empire in 1923 ;

4° Aux avantages et faveurs que la Lettonie a accordés ou pourrait accorder à l'Estonie, à la Finlande, à la Lithuanie ou à l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article 24.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'au terme de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Angora en double expédition, le 28 mai 1928.

(L. S.) (Signé) G. ALBAT.

(L. S.) (Signé) Mehmed ENIS.

LISTE A.

Numéro du tarif letton	Désignation des marchandises
8, 4	Raisins secs
8, 5	Figues sèches
ex 9	Olives
	1)
	2)
ex 11, 4	Noix, noisettes
11, 2	Amandes, pistaches
ex 13	Olives
15, 1	Safran
21, 1	Tabac en feuilles
ex 39	Oeufs
ex 62, 9	Racine de réglisse
ex 87, 1, a	Gomme adragante
ex 87, 4	Jaune d'œuf
ex 112, 9, a	Jus de réglisse
ex 116	Opium
ex 117, 1, a	Huile d'olive
ex 124	Noix de galle, valloné
	1)
	2)
176, 1	Chiffons
ex 179, 1	Coton brut
ex 180	Soie
	1) Cocons
	4) Soie brute
ex 181, 1	Laine brute
ex 203	Tapis en laine
	1)
	2)
	3)

(4) Advantages and privileges which Latvia has granted or may hereafter grant to Estonia, Finland, Lithuania or the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 24.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall come into force one month after the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for three months reckoned from the date of its denunciation by either Contracting Party.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora on May 28, 1928.

(L. S.) (Signed) G. ALBAT.

(L. S.) (Signed) Mehmed ENIS.

LIST A.

No. in the Latvian Tariff	Designation of Goods
8,4	Raisins
8,5	Dried figs
ex 9	Olives
	(1)
	(2)
ex 11,4	Walnuts, hazel-nuts
11,2	Almonds, pistachio nuts
ex 13	Olives
15,1	Saffron
21,1	Tobacco in leaf form
ex 39	Eggs
ex 62,9	Liquorice root
ex 87,1, a	Gum tragacanth
ex 87,4	Yolk of eggs
ex 112,9, a	Liquorice juice
ex 116	Opium
ex 117,1a	Olive oil
ex 124	Gall-nuts, valonia
	(1)
	(2)
176,1	Rags
ex 179,1	Raw cotton
ex 180	Silk
	(1) Cocoons
	(4) Raw silk
ex 181,1	Raw wool
ex 203	Woollen carpets
	(1)
	(2)
	(3)

LISTE B.

Numéro du tarif turc	Désignation des marchandises
ex 31	Beurre : a) Beurre frais, salé et fondu (pur ou mélangé avec d'autres graisses)
ex 44	Conserves de poissons, dans des récipients hermétiquement fermés, y compris le poids de récipients
ex 135	Autres huiles végétales non dénaturées et non dénommées ailleurs
ex 178	Peaux tannées ou corroyées, savonnées : b) De veau et vachette graissées, couleur naturelle, noircies, colorées ou cirées, télantine (teint ou non) c)
ex 179	Cuirs à semelle et cuirs à semelle factices
ex 242	Papier à cigarettes : a) En feuilles <i>Remarque</i> : Toute espèce de cet article est soumise au monopole d'Etat
ex 282	Lins : a) Bruts b) Broyés, taillés, peignés
ex 285	Fils de lin : a) Ecrus 2 — Autres b) Blanchis, teints, imprimés ou lessicés! 2 — Autres
358	Vêtements confectionnés et articles confectionnés en tissus, recouverts interfoliés ou imprimés de caoutchouc
359	Galoches, bottines et bottes en caoutchouc
ex 362	Linoléum
579	Céruse, minium, litharge, blanc de zinc et tres couleurs métalliques
ex 581	Bleu d'outre-mer
ex 590	Colle-forte : Colle animale.

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les plénipotentiaires sont convenus des dispositions suivantes :

Ad Article 3.

Le plénipotentiaire de la République lettone déclare au nom de son gouvernement que le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée à l'article 3 de la présente convention ne pourra être invoqué en faveur des ressortissants lettons en ce qui concerne le respect du droit acquis reconnu par la Turquie en vertu de l'article 4 de la Convention d'établissement¹ conclue à Lausanne le 24 juillet 1923 aux ressortissants des Etats qui l'ont signée.

Le présent protocole fait partie intégrante de la présente convention et entrera en vigueur en même temps que celle-ci.

G. ALBAT.

Mehmed ENIS.

¹ Vol. XXVIII, page 151, de ce recueil.

LIST B.

No. in the Turkish Tariff	Designation of Goods
ex 31	Butter : (a) Butter, fresh, salt and melted (pure or mixed with other fats)
ex 44	Fish preserves in hermetically sealed containers, including the weight of the containers
ex 135	Other undenatured vegetable oils not specified elsewhere
ex 178	Skins, tanned or coloured, soaped : (b) Calf and kips greased, in natural colour, darkened, coloured or waxed and telatine (dyed or undyed) (c)
ex 179	Sole leathers and imitation sole leathers
ex 242	Cigarette paper : (a) In sheets <i>Note</i> : This article in all its forms constitutes a State monopoly
ex 282	Flax : (a) Crude (b) Crushed, stripped or combed
ex 285	Flax yarns : (a) Unbleached (2) Other (b) Bleached, dyed, printed or washed (2) Other
358	Ready-made clothing and made-up articles of tissues, covered, interleaved or impregnated with rubber
359	Galoshes, boots and top-boots of rubber
ex 362	Linoleum
579	White lead, red lead, litharge, zinc white and other metallic colours
ex 581	Ultramarine blue
ex 590	Glue : Animal glue

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the present Convention, the Plenipotentiaries have agreed upon the following provisions :

Ad Article 3.

The Plenipotentiary of the Latvian Republic declares on behalf of his Government that the most-favoured-nation clause referred to in Article 3 of the present Convention may not be invoked in order to claim for Latvian nationals the rights recognised by Turkey in virtue of Article 4 of the Convention respecting Conditions of Residence and Business¹ concluded at Lausanne on July 24, 1923, which were acquired by nationals of the States which signed that Convention.

The present Protocol forms an integral part of the present Convention and shall come into force at the same time as the latter.

G. ALBAT.

Mehmed ENIS.

¹ Vol. XXVIII, page 151, of this Series.

N° 2151.

ESPAGNE ET HONGRIE

Avenant à la Convention commerciale
du 17 juin 1925, signé à Budapest,
le 28 février 1929, et protocole
final de la même date.

SPAIN AND HUNGARY

Supplementary Agreement to the
Commercial Convention, of June
17, 1925, signed at Budapest,
February 28, 1929, and Final
Protocol of the same date.

N^o 2151. — AVENANT¹ A LA² CONVENTION COMMERCIALE² DU 17 JUIN 1925, ENTRE L'ESPAGNE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 28 FÉVRIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la délégation hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 17 septembre 1929.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et SA MAJESTÉ CATHOLIQUE LE ROI D'ESPAGNE, également animés du désir de faciliter et développer les relations commerciales entre la Hongrie et l'Espagne, sont convenus de procéder à l'examen des modifications qu'ils ont cru utiles d'apporter à la Convention commerciale conclue à Madrid, le 17 juin 1925, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Le comte Alexandre KHUEN-HÉDERVÁRY, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Grand' Croix de l'Ordre Isabelle-la-Catholique, etc., etc.

SA MAJESTÉ CATHOLIQUE LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence le vicomte DE GRACIA REAL, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, Grand' Croix de l'Ordre Isabelle-la-Catholique, Croix de 1^{re} classe du Mérite hongrois, son chambellan, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les alinéas 1, 2, 3, 4 et 5 de l'article II de la Convention commerciale du 17 juin 1925 sont remplacés par les dispositions suivantes :

1^o Les produits naturels ou fabriqués originaires d'Espagne ou des possessions espagnoles, et énumérés dans la liste ci-jointe, seront soumis, à leur importation en Hongrie, aux droits établis dans ladite liste, droits qui ne peuvent être augmentés par surtaxes, coefficients ou majorations.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 30 mars 1929.

² Vol. LX, page 69, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2151. — SUPPLEMENTARY AGREEMENT² TO THE COMMERCIAL CONVENTION³ OF JUNE 17, 1925, BETWEEN SPAIN AND HUNGARY. SIGNED AT BUDAPEST, FEBRUARY 28, 1929.

French official text communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place September 17, 1929.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, and HIS CATHOLIC MAJESTY THE KING OF SPAIN, being equally desirous of fostering the development of commercial relations between Hungary and Spain, have resolved to consider the amendments they have thought fit to introduce into the Commercial Convention concluded at Madrid on June 17, 1925, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Count Alexander KHUEN-HÉDERVÁRY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Grand Cross of the Order of Isabel the Catholic, etc., etc.

HIS CATHOLIC MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Viscount DE GRACIA REAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Grand Cross of the Order of Isabel the Catholic, Cross of the First Class of Hungarian Merit, His Chamberlain, etc., etc.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Paragraphs 1, 2, 3, 4, and 5 of Article II of the Commercial Convention of June 17, 1925, shall be replaced by the following provisions :

(1) The natural or manufactured products originating in Spain or any Spanish possession enumerated in the attached schedule, shall be subject, on importation into Hungary, to the duties specified in the said schedule, which may not be increased by any surtax, coefficient or supplement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, March 30, 1929.

³ Vol. LX, page 69, of this Series.

Ces produits, aussi bien que le reste de la production espagnole ou des possessions espagnoles, jouiront, en général, dans tous les cas, des droits les plus réduits que la Hongrie ait accordé ou qu'elle pourrait accorder à l'avenir aux produits originaires de tout autre pays, bien par vertu des dispositions tarifaires, bien par vertu des conventions, aussi bien en ce qui concerne l'application des notes et des remarques conventionnelles.

2° Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Hongrie, jouiront à leur importation en Espagne ou dans les possessions espagnoles du traitement appliqué actuellement ou qui pourrait être appliqué dans l'avenir aux produits similaires de la nation la plus favorisée.

Ce nonobstant, la Hongrie ne pourra pas réclamer en faveur de ses produits le traitement spécial que l'Espagne accorde ou qu'elle pourrait accorder dans l'avenir, aux produits originaires du Portugal, à ceux de la zone espagnole du Maroc et à ceux des Républiques hispano-américaines.

3° Les produits de chacune des deux Parties contractantes ne seront soumis, à leur importation dans le territoire de l'autre, à aucune surtaxe, majoration, ni coefficient existant actuellement ou qui pourraient être établis à l'avenir et dont l'exaction comporterait une augmentation des droits de douane, pourvu que cette surtaxe, majoration ou coefficient ne soient appliqués aux produits originaires de tout autre pays.

Il est entendu que cette disposition ne porte pas atteinte aux dispositions du point I, alinéa 1.

Article 2.

Les listes *A*, *B*, *C* et *D* de la Convention Commerciale du 17 juin 1925 sont supprimées.

Article 3.

Le présent avenant suivra le sort de la Convention commerciale du 17 juin 1925.

Article 4.

Le présent avenant entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications, toutefois le 1^{er} avril 1929 au plus tard.

L'échange des ratifications aura lieu à Budapest.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent avenant qu'ils ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Budapest, en double exemplaire, le 28 février 1929.

(L. S.) Comte KHUEN-HÉDERVÁRY.

(L. S.) Le Vicomte DE GRACIA REAL.

These products, as well as other products of Spain or Spanish possessions, shall in general enjoy in all cases the greatest reduction of duty which Hungary has granted or may hereafter grant to products originating in any other country, in virtue either of tariff measures or of conventions, as also in regard to the application of the notes and remarks contained in such conventions.

(2) The natural or manufactured products originating in and coming from Hungary shall enjoy, on importation into Spain or Spanish possessions, the treatment which is at present applied or may hereafter be applied to similar products of the most favoured nation.

Nevertheless, Hungary may not claim in favour of her products the special treatment which Spain grants or may hereafter grant to products originating in Portugal, to those of the Spanish zone in Morocco, or to those of the Spanish-American Republics.

(3) The products of each of the two Contracting Parties shall not be subject, on importation into the territory of the other, to any surtax, increase or coefficient which at present exists or may hereafter be established, the application of which would be equivalent to an increase in the Customs duties, provided that this surtax, increase, or coefficient is not applied to products originating in some other country.

It is understood that this provision does not affect the provisions of Point I, paragraph 1.

Article 2.

Schedules *A, B, C* and *D* of the Commercial Convention of June 17, 1925, are hereby cancelled.

Article 3.

The present Agreement shall have the same validity as the Commercial Convention of June 17, 1925.

Article 4.

The present Agreement shall enter into force eight days after the exchange of ratifications, but not later than April 1, 1929.

The exchange of ratifications shall take place at Budapest.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Budapest, in duplicate, on February 28, 1929.

(L. S.) Count KHUEN-HÉDERVÁRY.

(L. S.) Viscount DE GRACIA REAL.

ANNEXE

Numéros du tarif douanier hongrois	Désignation des marchandises	Droits conventionnels par 100 kg. Cour. or
ex 47 54 ex 84 ex Remarque 2 ad N ^{os} 77-84	Safran Riz brut entier ou partiellement débarrassé de sa balle Amandes fraîches Les pulpes des fruits non sucrées (passées au tamis ou non) en tonneaux ou en autres contenants non hermétiquement fermés sont soumis sans égard à la période de l'année au droit le plus bas fixé pour les fruits frais correspondants, majoré d'une surtaxe de 9 cour. or.	700,— exempt 3,—
85 a) 2	Fruits séchés à l'air, séchés au four, comprimés, coupés, etc., non emballés ou en sacs, en tonneaux ou caisses d'un poids brut d'au moins 50 kg. : autres fruits (abricots, pê- ches, etc.)	10,—
87	Raisins frais : a) Du 1 ^{er} décembre au 31 décembre b) Du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} juillet	40,— 30,— ²
ex 88 89b)	Raisins secs, même en grappes, de Malaga et Denia Figues sèches : 1 ^o Emballées pour la vente au détail (en paquets au- dessous de 5 kg.) 2 ^o En d'autres emballages	30,— 16,— 8,—
91	Oranges et mandarines	6,—
93	Ecorces de citrons, d'oranges et de cédrats, séchées	2,—
ex 97	Amandes sèches <i>Remarque</i> : Pour la fabrication de l'huile d'amandes, sur permis spécial, moyennant les conditions à fixer par ordon- nance et sous contrôle	12,— exempt
ex 102	Arachides	10,—
ex 103	Olives à l'eau salée en emballages ou en récipients non hermé- tiquement fermés	12,—
ex 125	Cognac espagnol : a) En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres b) En récipients de 2 litres ou moins	300,— 400,—
ex 126	Liqueurs et autres spiritueux espagnols distillés additionnés de sucre : a) En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres b) En récipients de 2 litres ou moins	400,— 450,—
ex 128	Eaux-de-vie espagnoles : a) Whisky, gin et spécialités similaires ex b) Autres :	300,—
ex 131	1 ^o En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres Moût de raisin et vin : a) En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres ex b) En récipients de 2 litres ou moins :	225,—
	Vins de Malaga, Jerez, Tarragona, Priorata et Malvasia, d'une teneur alcoolique de 18 degrés jusqu'au 22,5 de- grés inclusivement	60,— 200,—

ANNEX

No. in Hungarian Tariff.	Description of goods	Import duty per 100 kg. in gold crowns
ex 47	Saffron	700.—
54	Raw rice, wholly or partly husked	free
ex 84	Fresh almonds	3.—
ex Note :	Unsugared fruit pulp, strained or not, in barrels or other containers not hermetically sealed, are subject, without reference to the time of year, to the lowest rate fixed for the corresponding fresh fruits, plus a surtax of 9 crowns.	
2 ad 77-84		
85(a) 2	Fruits, sun dried or kiln dried, pressed, cut, etc. in bulk or packed in sacks, barrels or cases of at least 50 kg. gross weight : other fruits (apricots, peaches, etc.)	10.—
87	Fresh grapes : (a) From December 1 to December 31 (b) From January 1 to July 1	40.— 30.—
ex 88	Raisins, even in bunches (Malaga and Denia)	30.—
89(b)	Dried figs : (1) In packages of less than 5 kg. for retail sale (2) Packed otherwise	16.— 8.—
91	Oranges and tangerines	6.—
93	Dried peel of lemons, oranges and cedrates	2.—
ex 97	Dried almonds <i>Note</i> : For the manufacture of almond oil, by special permit, subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control	12.— free
ex 102	Earthnuts	10.—
ex 103	Olives in brine, in packages or containers not hermetically sealed	12.—
ex 125	Spanish cognac : (a) In casks or other containers of more than 2 litres (b) In containers of 2 litres or less	300.— 400.—
ex 126	Spanish liqueurs and other distilled spirits, mixed with sugar : (a) In casks and other containers of more than 2 litres (b) In containers of 2 litres or less	400.— 450.—
ex 128	Spanish spirits : (a) Whisky, gin and similar specialities (b) Others : (1) In casks or other containers of more than 2 litres	300.— 225.—
ex 131	Grape must and wine : (a) In casks, or other containers of more than 2 litres ex (b) In containers of 2 litres or less : Malaga, Sherry, Tarragona, Priorato and Malmsey of an alcoholic strength of 18 to 22.5 degrees inclusive	60.— 200.—

Numéros du tarif douanier hongrois	Désignation des marchandises	Droits conventionnels par 100 kg. Cour. o
146 ex 163a)	Riz décortiqué, glacé, etc.	8,—
ex 163c) α	Jus de réglisse (condensé, en caisses, inclus en barres ou en pastiches) <i>Remarque</i> : Excepté de ce régime le jus de réglisse en petits tuyaux, en bandeaux et similaires.	10,—
ex 163c) β	Olives conservées en récipients hermétiquement fermés : 1° En récipients pesant 3 kg. et plus, poids brut 2° En récipients pesant moins de 3 kg., poids brut	60,— 60,—
ex 163c) β	Pulpes de fruits non sucrées en récipients hermétiquement fermés : 1° En récipients pesant 3 kg. et plus, poids brut 2° En récipients pesant moins de 3 kg., poids brut	90,— 100,—
168b) 1	Sardines en boîtes hermétiquement fermées <i>Remarque</i> : Les espadines, bocartas et jureles, originaires et en provenance d'Espagne, sont soumis au droit conventionnel pour les sardines de 25 cour. or.	25,—
ex 168b) 2 ex 334	Thon en boîtes hermétiquement fermées Huile d'olive : a) En contenants de 25 kg. et plus, poids brut b) En contenants de moins de 25 kg. poids brut <i>Remarque</i> : Ces envois seront accompagnés d'un certificat d'analyse délivré par un laboratoire officiel espagnol, attestant qu'il s'agit d'huile d'olive pure. En cas de doute, la pureté de l'huile pourra être examinée, aux frais de qui dispose de la marchandise, dans un laboratoire officiel hongrois.	150,— 4,— 8,—
350 951	Huile de thérebentine purifiée Articles en liège, non dénommés ailleurs : a) Liège en cubes, en plaques ou en disques, etc. : 1° En cubes 2° En plaques ou en disques, etc. b) Bouchons en liège et autres articles en liège	5,— 1,— 4,— 15,—

PROTOCOLE FINAL

Avant de procéder à la signature de l'Avenant en date de ce jour à la Convention de Commerce signée à Madrid le 17 juin 1925, les plénipotentiaires soussignés dûment autorisés, ont fait la déclaration suivante :

Le droit de 6 couronnes or par quintal brut (voir le N° 91 du Tarif douanier hongrois) sera appliqué aussi bien aux oranges et mandarines importées en vrac qu'à celles importées en caisses ou autres emballages.

BUDAPEST, le 28 février 1929.

(L. S.) Comte KHUEN-HÉDERVÁRY.

(L. S.) Le Vicomte DE GRACIÀ REAL.

No. in Hungarian Tariff	Description of goods	Import duty per 100 kg. in gold crowns
146 ex 163(a)	Rice, husked, polished, etc.	8.—
	Liquorice (inspissated, in boxes, in the shape of sticks, or lozenges)	10.—
	<i>Note</i> : This régime does not include liquorice in small tubes, rolls, etc.	
ex 163(c) α	Olives, preserved in hermetically sealed containers :	
	(1) Of 3 kg. gross weight and over	60.—
ex 163(c) β	(2) Of less than 3 kg. gross weight	60.—
	Unsugared fruit pulp in hermetically sealed containers :	
	(1) Of 3 kg. gross weight and over	90.—
168(b) 1	(2) Of less than 3 kg. gross weight	100.—
	Sardines in hermetically sealed tins.	25.—
	<i>Note</i> : Espadines, bocartas and jureles originating in and coming from Spain are subject to the Customs duty levied on sardines, namely, 25 gold crowns.	
ex 168(b) 2 ex 334	Tunny in hermetically sealed tins :	150.—
	Olive oil :	
	(a) In containers of 25 kg. gross weight and over	4.—
	(b) In containers of less than 25 kg. gross weight	8.—
	<i>Note</i> : Consignments of these goods must be accompanied by a certificate of analysis issued by an official Spanish laboratory to the effect that they contain pure olive oil. In case of doubt, the purity of the oil may be tested in an official Hungarian laboratory at the expense of the person in charge of the goods.	
350 951	Refined turpentine oil	5.—
	Cork wares not mentioned elsewhere :	
	(a) Cork in cubes, sheets or discs, etc. :	
	(1) In cubes	1.—
	(2) In sheets or discs, etc.	4.—
	(b) Cork stoppers and other cork articles.	15.—

FINAL PROTOCOL.

Before signing the supplementary Agreement of to-day's date modifying the Commercial Convention signed at Madrid on June 17, 1925, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised for this purpose, have made the following declaration :

The duty of six gold crowns per 100 kilogrammes gross weight (See No. 91 of the Hungarian Customs Tariff) shall be applied both to oranges and tangerines imported in bulk and to those imported in cases or other packings.

BUDAPEST, February 28, 1929.

(L. S.) Count KHUEN-HÉDERVÁRY.

(L. S.) Viscount DE GRACIA REAL.

N° 2152.

**ESTONIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Traité de commerce, avec protocole final, signés à Tallinn, le 17 mai 1929, et échange de notes y relatif de la même date.

**ESTONIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Treaty of Commerce, with Final Protocol, signed at Tallinn, May 17, 1929, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N^o 2152. — TRAITÉ DE¹ COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A TALLINN, LE 17 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 19 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, désireuses d'exécuter et de développer les dispositions du paragraphe 2 de l'annexe I à l'article 16 du Traité de Paix signé à Tartu le 2 février 1920, et de consolider les relations économiques entre leurs deux pays, ont décidé de conclure un traité de commerce et ont nommé comme leurs plénipotentiaires :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

- M. K. PÄTS, président de la délégation de la République d'Estonie ;
- M. A. PIIP, membre de la délégation de la République d'Estonie ;
- M. K. VIRMA, membre de la délégation de la République d'Estonie ;
- M. M. HURT, membre de la délégation de la République d'Estonie ;

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

- M. A. PETROVSKI, président de la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;
- M. I. SMIRNOFF, membre de la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;
- M. M. KAUFMANN, membre de la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;
- M. B. ROSENBLUM, membre de la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

ETABLISSEMENT.

Article premier.

En vue d'encourager les relations commerciales entre les deux pays, chacune des Parties contractantes s'engage à accorder aux ressortissants de l'autre Partie la permission d'entrer dans son territoire sous réserve des règlements généraux concernant l'entrée des étrangers.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 4 septembre 1929.
Entré en vigueur le 19 septembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2152. — TREATY ² OF COMMERCE BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT TALLINN, MAY 17, 1929.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place September 19, 1929.

THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, being desirous of executing and further defining the provisions of paragraph (2) of Annex I to Article 16 of the Treaty of Peace, signed at Dorpat on February 2, 1920, and of consolidating the economic relations between their respective countries, have decided to conclude a Commercial Treaty and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. K. PÄTS, President of the Delegation of the Estonian Republic,
M. A. PIIP, Member of the Delegation of the Estonian Republic,
M. K. VIRMA, Member of the Delegation of the Estonian Republic,
M. M. HURT, Member of the Delegation of the Estonian Republic ;

THE EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. A. PETROVSKI, President of the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics,
M. I. SMIRNOV, Member of the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics,
M. M. KAUFMANN, Member of the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics,
M. B. ROSENBLUM, Member of the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

CHAPTER I.

ESTABLISHMENT.

Article I.

With a view to encouraging commercial relations between the two countries, each of the Contracting Parties undertakes to grant to nationals of the other Party permission to enter its territory, subject to the general regulations concerning the admittance of foreigners.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, September 4, 1929. Came into force September 19, 1929.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes qui ont obtenu la permission d'entrer dans le territoire de l'autre pourront, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, y séjourner et en sortir librement sous réserve toutefois de l'observation des lois et règlements en vigueur dans ce pays.

Il est entendu que les dispositions ci-dessus ne dérogent en rien au droit de l'une des Parties contractantes de refuser aux nationaux de l'autre, dans certains cas, l'autorisation soit d'entrer, soit de séjourner dans le pays.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront à leur entrée sur le territoire de l'autre ou à leur sortie de ce territoire, conformément aux dispositions de l'article premier, importer, resp. exporter leurs biens, destinés exclusivement à leur usage personnel ou domestique, y compris les instruments, outils, ustensiles, etc., nécessaires à l'exercice de leur profession ou métier — sous condition toutefois d'observer les règlements en vigueur à ce sujet dans le pays d'importation ou d'exportation. Ils ne seront pas sous ce rapport placés dans une situation moins favorable que celle accordée aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il est bien entendu que tout objet importé en vertu des dispositions de l'alinéa précédent peut être exporté librement et en franchise des droits par la même personne qui l'a importé sous condition que l'identité de l'objet ne soit pas contestable.

Article 3.

Les biens de toute espèce, appartenant aux ressortissants de l'un des pays et légalement importés ou acquis dans l'autre pays, n'y seront soumis, de la part du gouvernement ou d'une autorité locale quelconque, si ce n'est dans les cas et suivant les modalités prévus par les lois nationales, à aucune réquisition — sauf contre juste indemnité — ni à aucune confiscation ou retrait, sous quelque forme que ce soit.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront pas tenus, en tant qu'étrangers, d'acquiescer pour l'exportation de leurs biens des taxes, impôts, ou droits, autres ou plus élevés qui incomberaient dans les mêmes circonstances aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 4.

En ce qui concerne leur personne et leurs biens, les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, conformément au droit des gens, de la protection des tribunaux et des autorités dans la même mesure que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils auront, sur le territoire de l'autre Partie, pour faire valoir et pour défendre leurs droits, libre accès auprès des tribunaux et autres organismes chargés d'assurer la protection légale et jouiront, à cet égard, de tous les droits et immunités reconnus aux nationaux. Ils seront libres, comme ces derniers, de choisir leurs avocats et autres conseils parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions en vertu des lois du pays.

Article 5.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes comparissant devant les tribunaux de l'autre Partie, en qualité de plaignants ou d'intervenants, ne seront astreints à aucun cautionnement ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, en raison de leur qualité d'étrangers ou du fait qu'ils ne possèdent pas de domicile ou de résidence dans le pays, pourvu qu'ils aient leur domicile sur le territoire de l'une ou de l'autre des Parties.

La même règle sera applicable au cautionnement des frais judiciaires.

Nationals of one of the Contracting Parties who have obtained permission to enter the territory of the other shall have the right to stay in that territory and to leave it on a footing of equality with nationals of the most favoured nation, subject to observance of the laws and regulations in force in the said country.

It is understood that the above provisions shall in no way affect the right of one of the Contracting Parties to refuse permission in certain cases to nationals of the other to enter or to stay in the country.

Article 2.

Nationals of one of the Contracting Parties may, on entering or leaving the territory of the other, in conformity with the provisions of Article 1, import or export their property intended solely for their personal or household use, including the instruments, tools, utensils, etc., necessary for the exercise of their profession or trade, provided that they comply with the relevant regulations in force in the country of import or export. They shall not be placed, in this connection, in a position less favourable than that accorded to nationals of the most favoured nation.

It is understood that any article imported under the provisions of the preceding paragraph may be exported without restriction and duty-free by the person by whom it was imported, provided that the identity of the said article is proved beyond dispute.

Article 3.

Property of every kind belonging to nationals of one of the countries and lawfully imported into or acquired in the other country shall not be subjected in that country by the Government or by any local authority, save in the cases and in accordance with the procedure laid down in the national laws, to any measure of requisition — unless equitable compensation is given — or to confiscation or re-purchase in any form whatsoever.

Nationals of each of the Contracting Parties shall not be required, on the ground of their being foreigners, to pay, on the export of their property, charges, taxes or duties other or higher than would be imposed in like circumstances on nationals of the country, or on subjects of the most favoured nation.

Article 4.

As regards their persons and property, nationals of each of the Contracting Parties in the territory of the other shall enjoy the protection of the courts and of the authorities, in conformity with international law, to the same extent as nationals of the country or as subjects of the most favoured nation.

They shall, in the territory of the other Party, have free access for the purpose both as plaintiffs and defendants to the courts and other bodies competent to ensure legal protection, and shall in this respect enjoy all the rights and privileges accorded to nationals. They shall be entitled, like the latter, to choose their legal and other advisers from among persons allowed to exercise the professions in question under the laws of the country.

Article 5.

Nationals of one Contracting Party appearing before the courts of the other Party as plaintiffs or interveners shall not be required to give security or to make a deposit under any head whatsoever on the ground of their being foreigners or not having a domicile or residence in the country, provided that they have a domicile in the territory of one or other of the Parties.

The same rule shall apply to payments as security for costs.

Article 6.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, une condamnation aux frais et dépens du procès aura été prononcée contre un plaignant ou un intervenant qui, en vertu de l'article 5 ou des lois en vigueur dans le pays où est intentée l'action, a été exonéré de cautionnement, de dépôt ou de provision, ce jugement devra recevoir gratuitement l'exequatur de l'autorité compétente de l'autre Partie, sur requête transmise par voie diplomatique.

La même règle sera applicable aux décisions judiciaires fixant ultérieurement le montant des frais et dépens.

Article 7.

Les condamnations aux frais et dépens du procès visées à l'article 6 seront déclarées exécutoires — sans audition des parties — conformément à la législation du pays dans lequel l'exécution doit avoir lieu, mais sans préjudice d'un recours ultérieur des parties condamnées.

Les autorités compétentes, pour statuer sur la requête demandant l'exequatur du jugement, devront se borner à vérifier :

1^o Si, suivant la législation du pays où a été prononcée la condamnation, l'expédition du jugement remplit les conditions requises pour avoir force probante ;

2^o Si, suivant la même législation, le jugement a acquis force de chose jugée ;

3^o Si le dispositif du jugement est accompagné d'une traduction rédigée, sauf arrangement contraire, dans la langue desdites autorités et certifiée conforme par le représentant diplomatique ou par un consul de la partie requérante, ou par un traducteur juré de la partie requise.

Les conditions stipulées au deuxième alinéa, N^{os} 1 et 2, seront considérées comme remplies si l'autorité compétente de la partie requérante établit, par une déclaration, que le jugement a acquis force de chose jugée. La compétence de cette autorité devra être attestée par l'institution autorisée à cet effet par l'Etat requérant. La déclaration et l'attestation devront être traduites conformément aux prescriptions du deuxième alinéa N^o 3. Jusqu'à convention contraire entre les deux gouvernements, les requêtes seront toujours accompagnées de la déclaration mentionnée dans la première phrase du présent alinéa.

Article 8.

En matière d'assistance judiciaire aux indigents, les ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre seront assimilés aux nationaux.

Article 9.

Chacune des Parties contractantes s'engage, sous condition de réciprocité, à accorder aux consuls de l'autre Partie contractante tous les droits et privilèges qu'elle accorde aux consuls de la nation la plus favorisée.

L'établissement de consuls, dans les localités où il n'y a pas encore de consuls de l'autre Partie contractante, sera réglé par un accord spécial des deux Parties.

Les consuls doivent être fonctionnaires de carrière du ressort des Affaires étrangères du pays qu'ils représentent, et recevoir leur traitement de l'Etat qui les a nommés ; ils n'auront pas le droit de s'occuper de commerce ou d'industrie dans le territoire du pays où ils remplissent leurs fonctions.

Avant de procéder à la nomination d'un consul, l'Etat qui le nomme doit obtenir le consentement de l'Etat sur le territoire duquel le consul devra exercer ses fonctions.

Article 6.

When a plaintiff or intervener has been ordered in the territory of one of the Contracting Parties to pay the costs of an action and is exempt from any obligation concerning security, deposit or previous payment, in virtue of Article 5 or under the law of the country in which the action was brought, the said judgment, on a request being transmitted through the diplomatic channel, shall be made executory by the competent authority of the other Party free of charge.

The same shall apply to legal decisions which may later fix the amount of the costs.

Article 7.

The judgments in respect of costs referred to in Article 6 shall be declared to be executory, without the parties being heard, in accordance with the law of the country in which the judgments are to be executed, but this shall not prevent an appeal being lodged subsequently by the parties against whom judgment has been given.

The authorities competent to decide on a request asking that a judgment be made executory, shall confine themselves to determining :

(1) Whether the judgment has been drawn up in a form which fulfils the conditions necessary for it to be valid, under the law of the country in which it was given.

(2) Whether the judgment has become final under the same law.

(3) Whether the executive provisions of the judgment are accompanied by a translation drafted, in the absence of an agreement to the contrary, in the language of the said authorities and authenticated by the diplomatic representative or a consul of the Party making the application, or by a sworn translator of the Party applied to.

The conditions laid down in paragraph 2, Nos. (1) and (2), shall be regarded as being fulfilled if the competent authority of the Party making the application furnishes a declaration to the effect that the judgment has acquired force of law. The competence of the authority shall be attested by the institute empowered thereto by the applicant State. The declaration and attestation shall be translated in accordance with paragraph 2, No. 3. Until an agreement to the contrary has been concluded between the two Governments, applications shall always be accompanied by the declaration referred to in the first sentence of the present paragraph.

Article 8.

As regards legal aid to the poor, nationals of one Contracting Party in the territory of the other Party shall be assimilated to nationals of the latter Party.

Article 9.

Each of the Contracting Parties undertakes, on terms of reciprocity, to grant to consuls of the other Contracting Party all the rights and privileges which it grants to consuls of the most favoured nation.

The establishment of consuls in places where there are not as yet consuls of the other Contracting Party shall be governed by a special agreement between the two Parties.

Consuls shall be career officials of the Consular service under the Ministry of Foreign Affairs of the country which they represent and shall receive their salary from the State by which they were appointed ; they shall not be allowed to engage in trade or industry in the territory of the country in which they carry out their duties.

Before the appointment of a consul the State appointing him shall obtain the consent of the State in whose territory the consul is to carry out his duties.

Article 10.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront pas assujettis sur le territoire de l'autre à des taxes, contributions, impôts ou charges, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exonérés, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire et de tout travail public obligatoire, de même que de toute contribution, en espèces ou en nature, destinée à remplacer le service personnel. De même ils seront exonérés de tous emprunts forcés.

En temps de paix comme en temps de guerre, ils ne seront assujettis à des charges ou réquisitions militaires autres, plus élevées ou moins favorables quant aux conditions de leur application, que celles auxquelles seront assujettis les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils auront de ce chef toujours droit à une juste indemnité.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront toujours exempts de toute fonction officielle, soit judiciaire soit administrative ou municipale.

Article 12.

Les sociétés anonymes et les sociétés commerciales de toute nature, — y compris les sociétés industrielles, financières, d'assurance, de transport et d'expédition, — qui ont leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et y existent légalement selon la législation de cette Partie, seront également considérées sur le territoire de l'autre Partie comme ayant une existence légale et elles auront le droit d'ester en justice soit comme demandresses soit comme défenderesses.

Toutefois, il est convenu que la question de savoir si l'une des susdites sociétés, constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, sera admise à exercer son activité sur le territoire de l'autre, reste toujours soumise aux lois et règlements en vigueur à ce sujet sur ce dernier territoire. A cet égard, ainsi qu'en ce qui concerne leur fonctionnement, lesdites sociétés de l'une des Parties contractantes ne seront pas placées dans le territoire de l'autre dans des conditions moins favorables que celles dans lesquelles sont ou seront placées les sociétés de la nation la plus favorisée.

Les sociétés de l'une des Parties contractantes ne seront pas assujetties à des droits, taxes, impôts, contributions ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujetties les sociétés similaires nationales ou de la nation la plus favorisée.

CHAPITRE II.

COMMERCE ET NAVIGATION.

Article 13.

Les deux Parties contractantes s'efforceront d'activer le développement de leurs relations commerciales réciproques.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Estonie ou de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, importés dans l'un des deux pays et destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réexportation et le transit, être assujettis à des droits, taxes, surtaxes, impôts, contributions ou obligations générales ou locales autres ou plus onéreux que les produits de la nation la plus favorisée.

Article 10.

Nationals of one of the Contracting Parties shall not be subject in the territory of the other Party to charges, contributions, taxes or burdens of any kind whatsoever other or higher than those imposed on nationals of the country or on subjects of the most favoured nation.

Article 11.

Nationals of one of the Contracting Parties in the territory of the other shall be exempt from military service and from any compulsory public service and similarly from any contribution, whether pecuniary or in kind, in lieu of personal service. They shall also be exempt from forced loans.

They shall not be subject, either in time of peace or in time of war, to military charges or requisitions other, higher, or less favourable as regards conditions of application than those imposed upon nationals of the most favoured nation. They shall in all such cases receive fair compensation.

Nationals of each of the Contracting Parties shall be exempt at all times from official duties, whether judicial, administrative or municipal.

Article 12.

Joint stock companies and commercial companies of every kind, including industrial, financial, insurance, transport and forwarding companies, whose headquarters are situated in the territory of one Contracting Party and which are legally constituted there in accordance with the laws of that Party shall also be recognised in the territory of the other Party as having a legal existence, and shall have the right to appear before the courts as plaintiffs or defendants.

Nevertheless, it is agreed that the question whether such a company constituted in the territory of one of the Contracting Parties is to be allowed to pursue its activities in the territory of the other shall always be governed by the relevant laws and regulations in force in the last-named territory. In this respect, and also as regards their operation, companies of one of the Contracting Parties shall not be placed, in the territory of the other, in a position less favourable than that applicable to companies of the most favoured nation.

Companies of one of the Contracting Parties shall not be liable to duties, charges, taxes, contributions or burdens of any description other or higher than those imposed upon similar national companies or companies of the most favoured nation.

CHAPTER II.

COMMERCE AND NAVIGATION.

Article 13.

The two Contracting Parties shall use their best endeavours to promote the development of commercial relations between their respective countries.

Products of the soil and industry of Estonia or of the Union of Soviet Socialist Republics imported into the territory of the other country for consumption, warehousing, re-export or transit shall not be liable, in respect of import, export, re-export or transit, to duties, charges, surcharges, taxes, contributions or obligations, whether general or local, other or more burdensome than those imposed on products of the most favoured nation.

Aucune des Parties contractantes ne fera dépendre l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires de l'autre Partie de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront imposés pour l'exportation du même article à destination de tout autre pays.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas établir et à ne pas appliquer au commerce de l'autre Partie des mesures qui ne s'étendraient pas au commerce de tous les autres Etats.

Article 14.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus, les Parties contractantes exigeront que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant, s'il s'agit d'un produit naturel, qu'il est originaire de l'autre pays et s'il s'agit d'un produit manufacturé, que la valeur des matières premières ou des produits mi-ouvrés étrangers a subi du fait du travail exercé sur le territoire de cette Partie une augmentation au moins de 33 $\frac{1}{3}$ %.

Les certificats d'origine seront délivrés en Estonie par le Ministère de l'Economie nationale ou par les institutions d'Etat autorisées par ce dernier, par la chambre de commerce et de l'industrie et, dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes, par le Commissariat du Peuple pour le Commerce extérieur et intérieur et par ses organes, ou par la chambre de commerce occidentale de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que, de part et d'autre, par toute organisation qualifiée suivant accord des Parties contractantes.

La forme des certificats d'origine sera établie d'un commun accord entre les deux Parties.

Si l'une des Parties contractantes exige le visa et la légalisation des certificats d'origine, l'autre Partie aura le droit de l'exiger de même. Le visa et la légalisation se font gratuitement.

Article 15.

En tout ce qui concerne le régime des navires et leurs cargaisons, les deux Parties contractantes s'assurent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 16.

1. Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le libre transit sur les voies déclarées ouvertes au transit par les règlements intérieurs et sous les conditions visées dans lesdits règlements.

2. Les marchandises de toute espèce, ainsi que les bagages, transportés en transit par le territoire d'une des Parties contractantes, sont exempts du paiement de tout droit d'importation, d'exportation et de transit, qu'ils soient transportés par voie directe ou qu'ils soient, pendant le transport, déchargés, entreposés et chargés de nouveau. On entend par entrepôts les locaux placés sous la surveillance des autorités douanières.

3. Le transport de marchandises, de voyageurs et de bagages entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes s'effectue sur la base de la Convention esto-soviéto-lettonne concernant la communication ferroviaire directe, conclue le 29 octobre 1925, à Riga, et des accords additionnels à cette convention déjà conclus ou à conclure à l'avenir.

4. Pour la perception par les Parties contractantes des taxes de transport et des surtaxes de chemins de fer ainsi que pour les délais et les modes de transport, il ne sera fait aucune distinction tant entre les citoyens des deux Parties contractantes qu'entre les personnes juridiques de ces dernières. En particulier, les chemins de fer estoniens n'appliqueront pas aux marchandises expédiées de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à destination d'une gare estonienne ou à celles expédiées d'une gare estonienne à destination de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ou à celles expédiées en transit par l'Estonie, des tarifs de transport et des surtaxes plus élevés que

Neither of the Contracting Parties shall impose, in respect of the exportation of any article to the territory of the other Party, duties or charges other or higher than those which are or may hereafter be imposed in respect of the exportation of like articles to any other country.

Each of the Contracting Parties undertakes not to establish and not to apply to the trade of the other Party measures which are not applicable to the trade of all other States.

Article 14.

With a view to reserving the benefits of the above provisions for products originating in their respective countries, the Contracting Parties may require that products and goods imported into their territory shall be accompanied by a certificate of origin showing, in the case of a natural product, that it originated in the other country, and, in the case of a manufactured product, that the value of the raw materials or of the foreign half-finished products has been increased by not less than 33 $\frac{1}{3}$ % by reason of the work carried out in the territory of the last-named Party.

Certificates of origin shall be issued in Estonia by the Ministry of National Economy or such State institutes as it may authorise, or by the Chamber of Commerce and Industry, and in the Union of Soviet Socialist Republics by the People's Commissariat for Foreign and Home Trade and its organs, or by the Western Chamber of Commerce of the Union of Soviet Socialist Republics, and by such other competent organisation in either State as may be agreed upon between the Contracting Parties.

The form of certificates of origin shall be established by agreement between the two Parties.

Should one of the Contracting Parties require a visa and legalisation for certificates of origin, the other Party shall be entitled to do the same. No charge shall be made for visa or legalisation.

Article 15.

As regards the system applicable to vessels and their cargoes, the two Contracting Parties shall accord one another most-favoured-nation treatment.

Article 16.

1. The two Contracting Parties shall grant one another freedom of transit on all routes declared open for transit under the internal regulations, subject to the conditions laid down in the said regulations.

2. Goods of all kinds and similarly baggage conveyed in transit through the territory of one of the Contracting Parties shall be exempt from payment of all import, export and transit duties whether conveyed in through traffic or unloaded, warehoused and reloaded in course of transit. By "warehouses" are meant premises placed under the supervision of the Customs authorities.

3. The transport of goods, passengers and baggage between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics shall be effected on the basis of the Convention concerning through railway traffic concluded at Riga between Estonia, Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics on October 29, 1925, and of the Agreements supplementing that Convention which have already been or may hereafter be concluded.

4. As regards the levying by the Contracting Parties of transit charges and railway surcharges and also the duration and methods of transport, no distinction shall be made between nationals of the two Contracting Parties or between juridical persons belonging to the said Parties. More particularly, the Estonian railways shall not apply to goods consigned from the Union of Soviet Socialist Republics to an Estonian station or to goods consigned from an Estonian station to the Union of Soviet Socialist Republics or to goods consigned in transit through Estonia, transit tariffs or surcharges higher than those applicable in the same direction and for the same distance

ceux appliqués dans la même direction et pour la même longueur de chemin aux marchandises estoniennes analogues. Les mêmes dispositions seront appliquées par les chemins de fer de l'Union des Républiques soviétistes socialistes aux marchandises expédiées de l'Estonie à destination d'une des gares de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ou d'une gare de l'Union à destination de l'Estonie ou en transit par l'Union.

5. Les Parties contractantes se prêteront, dans la mesure du possible, une aide mutuelle dans le domaine des tarifs ferroviaires et spécialement en ce qui concerne l'établissement de tarifs directs.

6. Les tarifs ferroviaires sur les lignes de chemins de fer de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, conduisant vers les ports estoniens et vice-versa, doivent être établis, toutes conditions égales d'ailleurs, en ce qui concerne le transport des marchandises de transit de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à travers l'Estonie, sur des bases au moins aussi avantageuses que sur les chemins de fer de l'Union des Républiques soviétistes socialistes conduisant aux ports des pays tiers situés sur la Baltique.

7. Les tarifs de transport des marchandises de transit de l'Estonie en l'Union des Républiques soviétistes socialistes seront calculés sur les chemins de fer de l'Union des Républiques soviétistes socialistes d'après le tarif de transit, si un tel tarif est mis en vigueur, ou d'après le tarif d'exportation, si, sur les chemins de fer de l'Union des Républiques soviétistes socialistes conduisant les marchandises en transit jusqu'à la gare frontière ou port correspondant, le tarif d'exportation est applicable aux marchandises de l'Union des Républiques soviétistes socialistes. Aux marchandises de l'Union venant de l'Union ou y allant en transit à travers l'Estonie seront appliqués sur le territoire de cette dernière les tarifs ferroviaires de transit les plus réduits qui soient en vigueur.

8. Il est bien entendu que les conditions de transport de passagers, bagages et marchandises sur les voies ferroviaires ainsi que sur les cours d'eau et les routes de chacune des Parties contractantes seront, sous tous les rapports, identiques aux conditions applicables au transport des passagers, bagages et marchandises de la nation la plus favorisée,

Article 17.

1. Pour exercer le monopole du commerce extérieur qui, d'après les lois de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, appartient au Gouvernement de l'Union, une représentation commerciale ayant son siège à Tallinn sera créée au sein de la Légation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Estonie.

2. La Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétistes socialistes sera chargée :

- a) D'activer le développement des relations commerciales et économiques entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes ainsi que de défendre les intérêts de l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans le domaine du commerce extérieur ;
- b) De régler au nom de l'Union des Républiques soviétistes socialistes le commerce avec l'Estonie ;
- c) D'exercer le commerce extérieur avec l'Estonie au nom de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article 18.

Le Représentant Commercial et son adjoint appartiendront au personnel diplomatique de la Légation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, et jouiront de tous les droits et privilèges reconnus aux membres des missions diplomatiques. Les locaux officiels de la Représentation commerciale, sis à Tallinn, bénéficieront de l'exterritorialité.

La Représentation commerciale aura le droit de se servir du chiffre.

Les membres de la Représentation commerciale, ressortissants de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, nommés et envoyés à Tallinn par le Commissariat du Peuple du Commerce

to Estonian goods of like character. The same measures shall be applied by the railways of the Union of Soviet Socialist Republics to goods consigned from Estonia to a station in the Union of Soviet Socialist Republics or from a station in the Union to an Estonian station or in transit through the Union.

5. The Contracting Parties shall assist one another as far as possible in the matter of railway tariffs and more particularly as regards the establishment of through tariffs.

6. Railway tariffs in respect of the transport of goods in transit from the Union of Soviet Socialist Republics through Estonia, on railway lines of the Union of Soviet Socialist Republics leading to and from Estonian ports shall be fixed, other conditions being equal, on a basis not less favourable than that applicable on railways of the Union of Soviet Socialist Republics leading to ports of third Powers situated on the Baltic.

7. Transport tariffs for goods in transit from Estonia to the Union of Soviet Socialist Republics shall be assessed on the railways of the Union of Soviet Socialist Republics according to the transit tariff, should such a tariff be put into force, or according to the export tariff, if, on the railways of the Union of Soviet Socialist Republics conveying goods in transit as far as the frontier station or corresponding port, the export tariff is applicable to goods of the Union of Soviet Socialist Republics. The railway transit tariffs applicable to Union goods which are being conveyed from or to the Union in transit through Estonia shall be the lowest rates in force in Estonia.

8. It is understood that the conditions for the transport of passengers, baggage and goods on the railways and on the waterways and roads of each of the Contracting Parties shall be identical in every respect with the conditions applicable to the transport of passengers, baggage and goods of the most favoured nation.

Article 17.

1. To ensure the operation of the foreign trade monopoly which, under the laws of the Union of Soviet Socialist Republics, is held by the Union Government, a Trade Delegation with headquarters at Tallinn shall be set up as part of the Legation of the Union of Soviet Socialist Republics in Estonia.

2. The functions of the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics shall be :

(a) To develop commercial and economic relations between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics and to protect the interests of the Union of Soviet Socialist Republics in the matter of foreign trade.

(b) To regulate trade with Estonia on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics.

(c) To engage on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics in foreign trade with Estonia.

Article 18.

The Commercial Delegate and his assistant shall be members of the diplomatic staff of the Legation of the Union of Soviet Socialist Republics and shall enjoy all the rights and privileges accorded to members of diplomatic missions. The official premises of the Trade Delegation at Tallinn shall be accorded extraterritoriality.

The Trade Delegation shall have the right to use cipher.

Members of the Trade Delegation who are nationals of the Union of Soviet Socialist Republics and have been appointed and sent to Tallinn by the People's Commissariat for Foreign and Home

extérieur et intérieur de l'Union, seront exemptés en Estonie de l'impôt sur le revenu qu'ils pourront tirer au service du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes. Toutefois cette exemption ne s'appliquera qu'à un maximum de trente personnes.

En cas de nécessité d'établir des succursales de la représentation commerciale, les sièges de ces dernières seront fixés sur un accord à intervenir entre les Parties.

Article 19.

La Représentation commerciale agissant à tous égards pour le compte du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, celui-ci assumera la responsabilité de toutes les transactions conclues par son représentant commercial ou par les membres de la représentation dûment autorisés à cet effet.

La Représentation commerciale sera exemptée de l'obligation de se faire inscrire au registre du commerce, mais sera tenue de faire paraître successivement dans le Journal Officiel (Riigi Teataja) les noms des membres de la représentation qui ont qualité pour la représenter. Cette qualité aura force obligatoire pour ce qui concerne toute transaction jusqu'à ce que, par les soins de la représentation commerciale, il ait été rendu public dans le Journal Officiel (Riigi Teataja) que les fonctions du titulaire d'une charge qualifiée près la représentation ont pris fin.

Article 20.

Les questions judiciaires qui pourraient surgir au sujet des transactions commerciales passées par la représentation commerciale en Estonie seront réglées conformément aux lois matérielles et de procédure estonienne, étant entendu toutefois que, dans le cas où un accord à cet égard existerait entre les parties au contrat, la juridiction soviétique serait admise pour les transactions passées en Estonie, mais exécutoires en l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article 21.

Les actes juridiques faits par la représentation commerciale en Estonie et liant l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que les résultats économiques desdits actes seront traités d'après les lois estoniennes et soumis à la juridiction estonienne. Toutefois, considérant la responsabilité incombant, du fait de l'article 19 du présent traité, à l'Union des Républiques soviétistes socialistes pour les transactions effectuées par la représentation commerciale, il ne sera recouru ni à des mesures juridiques de nature préventive, ni à des mesures de caractère administratif par rapport aux biens de la représentation commerciale et de ses succursales.

Article 22.

En ce qui concerne les jugements déjà entrés en vigueur, il pourra être procédé à leur exécution par voie de contrainte sur les biens de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Estonie, sauf quant aux objets qui, suivant les règles générales du droit international, sont destinés à l'exercice des droits de souveraineté ou servent à l'activité officielle des représentations diplomatiques, consulaires ou commerciales.

Trade, shall not be required in Estonia to pay any tax on income earned in the service of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics. Such exemption, however, shall not apply to more than thirty persons.

Should it be necessary to establish branches of the Trade Delegation, the places where such branches are to be established shall be fixed by agreement between the Parties.

Article 19.

All acts of the Trade Delegation shall be on account of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics and the latter shall accordingly assume responsibility for all transactions carried out by its Commercial Delegate or by duly authorised members of the Delegation.

The Trade Delegation need not be registered in the Commercial Register but shall be bound to publish duly in the Official Journal (*Riigi Teataja*) the names of members of the Delegation empowered to represent it. The powers thus conferred shall be deemed binding in respect of every transaction until the Trade Delegation has published a notice in the Official Journal (*Riigi Teataja*) to the effect that the duties of the holder of a responsible post on the Delegation have been terminated.

Article 20.

Judicial questions which may arise in respect of commercial transactions concluded by the Trade Delegation in Estonia shall be settled in conformity with Estonian substantive and procedural law, but it is understood that, should an agreement to this effect exist between the parties to a contract, Soviet jurisdiction shall be admitted for transactions concluded in Estonia but executory in the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 21.

Legal acts performed by the Trade Delegation in Estonia which are binding upon the Union of Soviet Socialist Republics, and also the economic effects of such acts, shall be dealt with under Estonian law and shall be subject to Estonian jurisdiction. Nevertheless, in view of the responsibility incurred under Article 19 of the present Treaty by the Union of Soviet Socialist Republics, in respect of transactions carried out by the Trade Delegation, no preventive legal measures or administrative measures shall be employed in regard to the property of the Trade Delegation or its branches.

Article 22.

In the case of judgments which have acquired force of law, measures of compulsory execution may be applied in the form of distraint on property of the Union of Soviet Socialist Republics in Estonia, except in so far as concerns objects which, according to the general rules of international law, are intended for the exercise of sovereign rights or are intended for the official use of diplomatic, consular or trade delegations.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 23.

Les dispositions du présent traité ne s'étendent pas aux droits ou faveurs accordés ou qui seront accordés :

1^o Par chacune des Parties contractantes à un pays voisin pour faciliter le trafic frontalier dans une zone ne dépassant pas quinze kilomètres.

2^o Par chacune des Parties contractantes à un pays tiers à raison d'une union douanière conclue ou qui sera conclue à l'avenir.

3^o Par l'Estonie à la Finlande, à la Lettonie ou à la Lithuanie.

4^o Par l'Union des Républiques soviétistes socialistes à la Finlande, à la Lettonie ou à la Lithuanie et aux Etats continentaux limitrophes de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Asie.

Article 24.

Les deux Parties contractantes s'engagent à entamer dans un délai de trois mois des négociations quant à la conclusion d'un traité concernant l'arbitrage commercial, d'une convention sur l'assistance judiciaire en matière civile, d'une convention concernant la pêche et la protection de la pêche dans les lacs de Peipus et Pskov et d'une convention vétérinaire-sanitaire.

Article 25.

Le présent traité qui est rédigé en double expédition française sera ratifié et l'échange des ratifications en sera effectué à Moscou aussitôt que faire se pourra.

Le présent traité entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de sa ratification.

Le présent traité est conclu pour une durée de trois ans. Si à l'expiration de ce délai, aucune des Parties contractantes ne déclare son intention d'y mettre fin, le présent traité restera en vigueur six mois à compter de la date où l'une des Parties contractantes informera l'autre de son intention de le dénoncer.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Tallinn, le 17 mai mil neuf cent vingt-neuf.

K. PÄTS.
A. PIIP.
K. VIRMA.
Max HURT.

A. PETROVSKI.
I. SMIRNOFF.
M. KAUFMANN.
B. ROSENBLUM.

CHAPTER III.

GENERAL PROVISIONS.

Article 23.

The provisions of the present Treaty shall not apply to rights or favours which are or may hereafter be accorded :

- (1) By either of the Contracting Parties to a neighbouring country to facilitate frontier traffic within a zone not exceeding fifteen kilometres ;
- (2) By either of the Contracting Parties to a third country in virtue of a Customs union which has already been or may hereafter be concluded ;
- (3) By Estonia to Finland, Latvia or Lithuania ;
- (4) By the Union of Soviet Socialist Republics to Finland, Latvia or Lithuania or to the continental States bordering on the Union of Soviet Socialist Republics in Asia.

Article 24.

The two Contracting Parties undertake within a period of three months to begin negotiations for the conclusion of a treaty on commercial arbitration, a convention on judicial assistance in civil matters, a convention on fisheries and the protection of fisheries in Lakes Peipus and Pskov and a convention on veterinary and health matters.

Article 25.

The present Treaty, done in duplicate French texts, shall be ratified and the instruments of ratifications shall be exchanged at Moscow as soon as possible.

The Treaty shall come into force on the fifteenth day following the exchange of the instruments of ratification.

The Treaty is concluded for a period of three years. If, on the expiry of that period, neither of the Contracting Parties has declared its intention of terminating it, the Treaty shall remain in force for six months as from the date on which one of the Contracting Parties shall inform the other of its intention to denounce it.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Tallinn, May 17, one thousand nine hundred and twenty-nine.

K. PÄTS.
A. PIIP.
K. VIRMA.
MAX HURT.

A. PETROVSKI.
I. SMIRNOFF.
M. KAUFMANN.
B. ROSENBLUM.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer le Traité de commerce en date de ce jour, les deux Parties contractantes ont décidé de préciser certaines de ses clauses, ainsi que leurs conditions d'application suivant les dispositions ci-après :

Ad Article premier.

Il est bien entendu que les dispositions de l'article premier ne dérogent en rien aux prescriptions internes concernant le visa des passeports.

Ad Article 7.

Les deux Parties contractantes se notifieront réciproquement l'institution autorisée à délivrer l'attestation requise par le dernier alinéa de l'article 7.

Ad Article 9.

Il est convenu que sous l'expression « consul » on entend les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires.

Ad Article 12.

Les Parties contractantes affirment que les privilèges accordés par l'une d'elles aux sociétés anonymes de toute espèce, aux associations commerciales et aux autres personnes juridiques de la nation la plus favorisée seront étendus également à toutes les organisations économiques d'Etat de l'autre Partie contractante établies conformément aux lois de cette dernière.

Ad Article 15.

Il est entendu que les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au cabotage.

Ad Article 16.

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe premier de l'article 16, l'Estonie jouira en ce qui concerne le transit de ses produits à travers le territoire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes de tous les droits reconnus, en vertu de la législation et des traités internationaux de l'Union, aux pays ayant avec l'Union un traité de commerce.

2. L'Union des Républiques soviétistes socialistes consent à accorder aux produits textiles estoniens le droit de transit à travers le territoire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes sur les voies ferroviaires Kingisepp-Mandshuria et Pskov-Mandshuria.

3. Les organisations commerciales et de transport d'Etat de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que les organisations coopératives auront le droit en Estonie :

a) De faire usage, à des conditions avantageuses, d'installations et d'entrepôts de ports appartenant à l'Etat estonien.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Commercial Treaty of to-day's date, the two Contracting Parties have decided to define further certain clauses and the conditions of application attaching thereto, as follows :

Ad Article 1.

It is understood that the provisions of Article 1 shall not affect the internal regulations concerning passport visas.

Ad Article 7.

The two Contracting Parties shall notify one another of the institute authorised to issue the attestation required under the last paragraph of Article 7.

Ad Article 9.

It is agreed that the term " consul " shall include consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents.

Ad Article 12.

The Contracting Parties declare that the privileges accorded by either of them to joint stock companies of every kind, commercial associations or other juridical persons of the most favoured nation shall be accorded also to all State economic organisations of the other Contracting Party established in conformity with the laws of that Party.

Ad Article 15.

It is understood that the provisions of the present Article shall not apply to the coasting trade.

Ad Article 16.

1. Without prejudice to the provisions of paragraph 1 of Article 16, Estonia shall be accorded, as regards the transit of her products through the territory of the Union of Soviet Socialist Republics, all the rights accorded under Union legislation and under international treaties of which the Union is a signatory to countries which have concluded a commercial treaty with the Union.

2. The Union of Soviet Socialist Republics agrees to accord to Estonian textile products the right of transit through the territory of the Union of Soviet Socialist Republics over the Kingisepp-Manchuria and Pskov-Manchuria Railways.

3. Government commercial and transport organisations of the Union of Soviet Socialist Republics, as well as co-operative organisations, shall have the right in Estonia :

(a) To make use on favourable terms of port installations and warehouses belonging to the Estonian Government ;

b) De prendre à bail des lots de terre et d'y construire des entrepôts, des élévateurs, des entrepôts frigorifiques et de construire sur le territoire des ports d'autres installations nécessaires aux transports.

Les conditions d'usage et d'exploitation seront fixées dans des traités spéciaux d'exploitation à conclure entre les Parties contractantes.

Ad Article 18.

1. Les dispositions du présent traité et notamment de l'article 18 ne s'opposeront pas à l'exécution des significations d'actes à la représentation commerciale.

2. On entend sous l'expression « locaux officiels de la Représentation commerciale », les locaux de l'administration centrale ainsi que de ses sections qui se trouvent dans la même maison que la représentation commerciale.

3. La délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes n'insiste pas sur la détermination des droits des succursales et des membres de Conseil de la représentation commerciale en ce qui concerne leur exterritorialité, vu que la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, au cours des négociations du présent traité, a eu l'occasion de déclarer qu'au moment actuel il n'est pas nécessaire de les établir, ni les uns ni les autres.

Si, cependant, après l'accroissement des transactions, il y a nécessité de nommer des membres du conseil de la représentation commerciale ou de procéder à l'ouverture de succursales, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes se réserve le droit de soulever par voie diplomatique la question de leur exterritorialité.

Le présent protocole fait partie intégrante du Traité de commerce signé à la date de ce jour.

Fait à Tallinn, le 17 mai 1929.

K. PÄRS.
A. PIIP.
K. VIRMA.
Max HURT.

A. PETROVSKI.
I. SMIRNOFF.
M. KAUFMANN.
B. ROSENBLUM.

ECHANGE DE NOTES

I.

TALLINN, le 17 mai 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au nom de la délégation estonienne chargée des négociations pour la conclusion d'un Traité de commerce entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui suit :

La délégation estonienne constate que presque tous les traités de commerce conclus par l'Estonie renferment une clause particulière réservant à l'Estonie la faculté d'octroyer à l'Union des Républiques soviétistes socialistes des faveurs spéciales auxquelles les Etats tiers ne sauraient prétendre. Cette politique inaugurée dès après la conclusion du Traité de Paix entre l'Estonie et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie n'a connu que de très rares exceptions. Elle est maintenant systématiquement poursuivie de telle sorte que la clause en question se trouve dans tous les traités récemment conclus.

Le Gouvernement estonien a l'intention de continuer cette politique dans tous les traités de commerce à conclure avec les autres pays. Si, néanmoins, un traité quelconque venait à ne pas renfermer la clause soviétique, le Gouvernement estonien est prêt à prendre

(b) To lease plots of land and to build thereon warehouses, elevators and cold storage premises, and to build within port areas other installations that may be necessary for transport.

The conditions governing use and exploitation shall be laid down in special treaties concerning exploitation to be concluded between the Contracting Parties.

Ad Article 18.

1. The provisions of the present Treaty, and more particularly of Article 18, shall not be a bar to the serving of documents on the Trade Delegation.

2. By "official premises of the Trade Delegation" shall be meant the premises of the central administration and of those sections which are under the same roof as the Trade Delegation.

3. The Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics shall not insist on determining the rights of branches and members of the Council of the Trade Delegation in regard to the question of extritoriality, in view of the fact that the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics had occasion, during the negotiations relating to the present Treaty, to declare that it is not necessary at present to establish the rights of either the said branches or the said members.

If, however, with increased activities it becomes necessary to appoint members of the Council of the trade Delegation or to open branches, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics reserves the right to raise the question of their extritoriality through the diplomatic channel.

The present Protocol shall form an integral part of the Commercial Treaty signed this day.

Done at Tallinn, May 17, 1929.

K. PÄTS.
A. PIIP.
K. VIRMA.
Max HURT.

A. PETROVSKI.
I. SMIRNOFF.
M. KAUFMANN.
B. ROSENBLUM.

EXCHANGE OF NOTES

I

TALLINN, *May 17, 1929.*

SIR,

On behalf of the Estonian Delegation entrusted with the negotiations for the conclusion of a Commercial Treaty between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics, I have the honour to make the following declaration :

The Estonian Delegation notes that almost all the commercial treaties concluded by Estonia contain a special clause reserving Estonia's right to grant to the Union of Soviet Socialist Republics special favours which cannot be claimed by third States. This policy, which was inaugurated directly after the conclusion of the Treaty of Peace between Estonia and the Federal Socialist Republic of Soviet Russia, has been adhered to with very few exceptions. It is now systematically pursued, so that the clause in question is found in all the treaties recently concluded.

It is the Estonian Government's intention to continue this policy in all commercial treaties that may be concluded with other States. If, however, the Soviet clause should not occur in any particular treaty, the Estonian Government is prepared to take the

toutes les mesures nécessaires pour que ce traité ne constitue point un obstacle pour l'octroi à l'Union des Républiques soviétistes socialistes de la jouissance du traitement de la nation spécialement favorisée, dès que les deux Parties auraient convenu du moment de l'établissement d'un tel traitement. Toutefois, cette déclaration ne concerne pas les Etats visés au paragraphe 3 de l'article 23 du Traité de Commerce en date de ce jour.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

K. PÄTS.

Son Excellence
Monsieur A. Petrovski,
Président de la Délégation
de l'Union des Républiques
soviétistes socialistes,
Tallinn.

II.

TALLINN, le 17 mai 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Vous avez bien voulu m'adresser la lettre de la teneur suivante :

« Au nom de la délégation estonienne chargée des négociations pour la conclusion d'un Traité de Commerce entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui suit :

La délégation estonienne constate que presque tous les traités de commerce conclus par l'Estonie renferment une clause particulière réservant à l'Estonie la faculté d'octroyer à l'Union des Républiques soviétistes socialistes des faveurs spéciales auxquelles les Etats tiers ne sauraient prétendre. Cette politique inaugurée dès après la conclusion du Traité de Paix entre l'Estonie et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie n'a connu que de très rares exceptions. Elle est maintenant systématiquement poursuivie de telle sorte que la clause en question se trouve dans tous les traités récemment conclus.

Le Gouvernement estonien a l'intention de continuer cette politique dans tous les traités de commerce à conclure avec les autres pays. Si, néanmoins, un traité quelconque venait à ne pas renfermer la clause soviétique, le Gouvernement estonien est prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour que ce traité ne constitue point un obstacle pour l'octroi à l'Union des Républiques soviétistes socialistes de la jouissance du traitement de la nation spécialement favorisée, dès que les deux Parties auraient convenu du moment de l'établissement d'un tel traitement. Toutefois, cette déclaration ne concerne pas les Etats visés au paragraphe 3 de l'article 23 du Traité de commerce en date de ce jour. »

J'ai l'honneur d'en prendre acte et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

A. PETROVSKI.

Son Excellence
Monsieur K. Päts,
Président de la Délégation
de la République d'Estonie,
Tallinn.

necessary steps to ensure that the existence of such a treaty shall not debar the Union of Soviet Socialist Republics from enjoying the treatment accorded to the most favoured nation, as soon as the two Parties have agreed on the date for the establishment of such treatment. The present declaration shall not, however, apply to the States mentioned in paragraph 3 of Article 23 of the Commercial Treaty of to-day's date.

I have the honour to be, etc.

K. PÄTS.

His Excellency M. A. Petrovski,
President of the Delegation of the Union
of Soviet Socialist Republics,
Tallinn.

II.

TALLINN, *May 17, 1929.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of the following letter :

" On behalf of the Estonian Delegation entrusted with the negotiations for the conclusion of a Commercial Treaty between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics, I have the honour to make the following declaration :

" The Estonian Delegation notes that almost all the commercial treaties concluded by Estonia contain a special clause reserving Estonia's right to grant to the Union of Soviet Socialist Republics special favours which cannot be claimed by third States. This policy, which was inaugurated directly after the conclusion of the Treaty of Peace between Estonia and the Federal Socialist Republic of Soviet Russia, has been adhered to with very few exceptions. It is now systematically pursued, so that the clause in question is found in all the treaties recently concluded.

" It is the Estonian Government's intention to continue this policy in all commercial treaties that may be concluded with other States. If, notwithstanding, the Soviet clause should not occur in any particular treaty, the Estonian Government is prepared to take the necessary steps to ensure that the existence of such a treaty shall not debar the Union of Soviet Socialist Republics from enjoying the treatment accorded to the most favoured nation, as soon as the two Parties have agreed on the date for the establishment of such treatment. The present declaration shall not, however, apply to the States mentioned in paragraph 3 of Article 23 of the Commercial Treaty of to-day's date."

I duly note the foregoing declaration and have the honour, etc.

A. PETROVSKI.

His Excellency M. K. Päts,
President of the Delegation
of the Estonian Republic,
Tallinn.

III.

N° 132-W.

TALLINN, le 17 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au dernier alinéa de l'article 14 du Traité de commerce entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement estonien n'exigera pas le visa et la légalisation par ses représentants consulaires à l'étranger des certificats d'origine délivrés pour les marchandises de l'Union par les institutions et organisations visées dans l'alinéa 2 de l'article susmentionné.

Je vous prie de bien vouloir m'informer que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes est disposé de son côté à ne pas exiger le visa et la légalisation des certificats d'origine délivrés pour les marchandises estoniennes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

J. LATTIK.

Son Excellence
Monsieur A. Petrovski,
Ministre de l'Union des Républiques
soviétistes socialistes,
Tallinn.

IV.

TALLINN, le 17 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vous accusant réception de votre lettre N° 132-W, en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes est d'accord de ne pas exiger le visa et la légalisation par les représentants consulaires de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à l'étranger des certificats d'origine délivrés pour les marchandises estoniennes par les institutions et organisations visées dans l'alinéa 2 de l'article 14 du Traité de commerce signé en date de ce jour.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. PETROVSKI.

Son Excellence
Monsieur J. Lattik,
Ministre des Affaires étrangères
de la République d'Estonie,
Tallinn.

III.

No. 132-W.

TALLINN, *May 17, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the last paragraph of Article 14 of the Commercial Treaty signed this day between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics, I have the honour to declare that the Estonian Government will not require either visa or legalisation by its consular representatives abroad in the case of certificates of origin issued for Union goods by the institutes and organisations mentioned in paragraph 2 of the aforesaid article.

I should be glad if you would inform me whether the Government of the Union of Soviet Socialist Republics is prepared on its side not to require either visa or legalisation in the case of certificates of origin issued for Estonian goods.

I have the honour to be, etc.

J. LATTIK.

His Excellency M. A. Petrovski,
Minister of the Union of
Soviet Socialist Republics,
Tallinn.

IV.

YOUR EXCELLENCY,

TALLINN, *May 17, 1929.*

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 132-W of to-day's date and to inform you that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics agrees not to require either visa or legalisation by the consular representatives of the Union of Soviet Socialist Republics abroad in the case of certificates of origin issued for Estonian goods by the institutes and organisations mentioned in paragraph 2 of Article 14 of the Commercial Treaty signed this day.

I have the honour to be, etc.

A. PETROVSKIA

His Excellency M. J. Lattik,
Minister for Foreign Affairs
of the Estonian Republic,
Tallinn.

N° 2153.

BELGIQUE ET FRANCE

Déclaration modifiant l'article 2 de
la Convention d'extradition du 15
août 1874. Signée à Bruxelles, le
24 juin 1926.

BELGIUM AND FRANCE

Declaration modifying Article 2 of
the Extradition Convention of
August 15, 1874. Signed at
Brussels, June 24, 1926.

N^o 2153. — DÉCLARATION¹ MODIFIANT L'ARTICLE 2 DE LA CONVENTION D'EXTRADITION² DU 15 AOÛT 1874 ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 24 JUIN 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 23 septembre 1929.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ayant jugé utile de modifier l'article 2 de la Convention d'extradition du 15 août 1874, sont convenus par la présente déclaration de ce qui suit :

Article premier.

Le n^o 12 de l'article 2 de ladite convention est complété par un second alinéa ainsi conçu :

« L'attentat à la pudeur sans violence commis par un ascendant sur la personne d'un mineur, même âgé de plus de treize ans, mais non émancipé par le mariage. »

Article 2.

La présente déclaration entrera en vigueur dix jours après la publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays ; elle aura la même durée que la convention du 15 août 1874 à laquelle elle se rapporte.

En foi de quoi les soussignés, ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi des Belges et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française près de Sa Majesté le Roi des Belges, dûment autorisés, ont dressé le présent acte qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles, le 24 juin 1926.

(L. S.) E. VANDERVELDE.

(L. S.) Maurice HERBETTE.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 30 mai 1929.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 140.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2153. — DECLARATION² MODIFYING ARTICLE 2 OF THE EXTRADITION CONVENTION³ OF AUGUST 15, 1874, BETWEEN BELGIUM AND FRANCE. SIGNED AT BRUSSELS, JUNE 24, 1926.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place September 23, 1929.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous of modifying Article 2 of the Extradition Convention of August 15, 1874, have agreed on the following declaration :

Article 1.

No. 12 of Article 2 of the said Convention shall be amplified by a second paragraph reading as follows :

“ Indecent assault without violence committed on a minor by a relative in the ascending line, even if the minor is over thirteen years of age, but not emancipated by marriage.”

Article 2.

The present declaration shall come into force ten days after publication in the forms prescribed by the laws of the two countries, and shall remain in force for the duration of the Convention of August 15, 1874, to which it relates.

In faith whereof, the undersigned, Minister for Foreign Affairs of His Majesty the King of the Belgians, and Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic accredited to His Majesty the King of the Belgians, being duly authorised to this effect, have drawn up the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels, June 24, 1926.

(L. S.) E. VANDERVELDE.

(L. S.) Maurice HERBETTE.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, May 30, 1929.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 65, page 446.

N° 2154.

ESPAGNE ET SUÈDE

Echange de notes concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge. Madrid, les 22 juin, 22 septembre et 3 novembre 1928, et 2 janvier 1929.

SPAIN AND SWEDEN

Exchange of Notes regarding the mutual Recognition of Tonnage Certificates. Madrid, June 22, September 22, and November 3, 1928, and January 2, 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2154. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET SUÉDOIS CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES LETTRES DE JAUGE. MADRID, LES 22 JUIN, 22 SEPTEMBRE ET 3 NOVEMBRE 1928, ET 2 JANVIER 1929.

No. 2154. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES. MADRID, JUNE 22, SEPTEMBER 22, AND NOVEMBER 3, 1928, AND JANUARY 2, 1929.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 septembre 1929.

French and Spanish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place September 23, 1929.

I.

LE MINISTRE DE SUÈDE A MADRID
AU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ESPAGNE

MADRID, le 22 juin 1928.

MONSIEUR LE MARQUIS,

En Suède les droits de navigation sont calculés sur la capacité nette des navires et celle-ci est obtenue en déduisant de la capacité brute du navire, par laquelle l'on comprend le volume total du navire, le volume de certains espaces non destinés à recevoir des marchandises, dont le plus important est la chambre à machines. Pour calculer la capacité de la chambre à machines l'on a recours principalement soit à la règle dite allemande, soit à la règle dite anglaise. La différence essentielle entre ces deux méthodes de jaugeage, dont la première est employée en Suède et la seconde en Espagne, consiste en ce que la règle allemande prescrit,

I.

THE SWEDISH MINISTER AT MADRID
TO THE SPANISH PRESIDENT OF THE COUNCIL.

MADRID, June 22, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In Sweden, shipping dues are calculated on the net capacity of vessels, and this is ascertained by deducting from the gross capacity of the vessel — *i. e.* the total volume of the vessel — the volume of certain spaces not intended for goods, the most important of which is the engine-room. The calculation of the capacity of the engine-room is based for the most part, either on the so-called German rule, or on the so-called British rule. The essential difference between these two methods of tonnage measurement, the first of which is used in Sweden and the second in Spain, lies in the fact that the German rule prescribes, for the determina-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

en vue de la détermination des déductions exemptes de droits, un mesurage précis entre autres de la chambre à machines et des soutes à charbon, tandis que la règle anglaise n'exige pas le mesurage des soutes à charbon et fixe la déduction exempte de droits par un calcul de pourcentage approximatif basé sur le tonnage des espaces mesurés.

Aux termes des accords en vigueur entre la Suède et l'Espagne sur la reconnaissance mutuelle de lettres de jauge (en date du 27 avril, le 15 juin 1882 et 11 janvier et 4 août 1883) les navires espagnols sont soumis dans les ports suédois à un remesurage partiel en vue de déterminer la déduction pour la chambre à machines d'après la règle allemande, à moins que cette déduction ne soit indiquée dans la lettre de jauge nationale de ce navire. En vertu de ces dispositions, l'on calculait au début la jauge nette de ce navire de cette façon que du total de la jauge nette du navire et de la déduction pour la chambre à machines telles qu'elles étaient indiquées dans la lettre de jauge nationale, était défalquée la déduction pour la chambre à machines obtenue par le remesurage effectué en Suède d'après la règle allemande ; le chiffre restant représente ainsi la capacité du navire imposable en Suède. Par la suite les données relativement à la déduction pour la chambre à machines calculée d'après la règle employée en Espagne ne sont plus venues à figurer sur les lettres de jauge nationales des navires espagnols, ceci ayant pour conséquence que la méthode de jaugeage plus haut indiquée n'a pu continuer à être pratiquée. Pour cette raison et du fait de l'introduction de nouvelles modifications dans les dispositions espagnoles relativement à la manière de calculer la déduction pour la chambre à machines, la méthode de jaugeage susnommée ne peut plus être employée, et il a fallu en ce qui concerne ces navires, procéder à un remesurage complet pour établir leur jauge imposable en vertu des dispositions en vigueur en Suède relativement au jaugeage des navires.

Les autorités suédoises de jaugeage viennent cependant de trouver une nouvelle méthode permettant de calculer à moindres frais la capacité nette du navire après remesurage partiel, même pour le cas où la lettre de jauge nationale ne contiendrait pas de données sur la déduction pour la chambre à machines d'après la règle anglaise, à condition toutefois que dans la lettre de jauge soit indiqué le volume de l'espace sous le pont qui entre en

tion de the exempted deductions an exact system of measurement to include the engine-room and bunkers, whereas the British rule does not require the measurement of the bunkers, and determines the exempted deduction by means of an approximate percentage calculation based on the tonnage of the spaces measured.

In accordance with the provisions of the agreements in force between Sweden and Spain relating to the mutual recognition of tonnage measurement certificates (dated April 27 and June 15, 1882, and January 11 and August 4, 1883), Spanish ships are subjected in Swedish ports to partial re-measurement, to determine the deduction to be made for the engine-room in accordance with the German rule, unless this deduction is indicated in the national tonnage measurement certificate of the vessel. In virtue of these provisions, the net tonnage of the vessel was at first so calculated that, from the total net tonnage of the vessel and the deduction for the engine-room as indicated in the national tonnage measurement certificate was subtracted the deduction for the engine-room obtained by means of the re-measurement of the vessel in Sweden according to the German rule. The figure remaining thus represents the dutiable capacity of the vessel in Sweden. Subsequently the data relating to the deduction for the engine-room calculated in accordance with the rule applied in Spain ceased to appear on the national tonnage measurement certificates of Spanish vessels, with the result that the method of tonnage measurement indicated above had to be discontinued. For this reason and owing to fresh amendments to the Spanish provisions relating to the method of calculating the deduction for the engine-room, the above method for tonnage measurement can no longer be applied, and it has been necessary entirely to re-measure these vessels, so as to ascertain the tonnage dutiable, under the provisions in force in Sweden with regard to tonnage measurement.

The Swedish tonnage measurement authorities have, however, now found a new method of calculating the net capacity of the vessel after partial re-measurement work cheaply, even when the national tonnage measurement certificate contains no data with regard to the deduction for the engine-room according to the British rule, on condition, however, that the tonnage measurement certificate indicates the volume of the space below the deck which

compte lors des opérations de jaugeage. La méthode prévue comporte le mesurage de tous les espaces situés au-dessus de ce pont ainsi que de tous les espaces passibles de déduction. Bien que ce procédé implique le remesurage d'autres espaces que ceux passibles de déduction, les frais de jaugeage en résultant sont toutefois moins élevés que s'il était procédé à un remesurage entier du navire, ce qui doit être considéré comme un avantage pour les compagnies étrangères d'armement intéressées.

Conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur en soumettant ce qui précède à la considération du Gouvernement de Sa Majesté catholique de suggérer que ce procédé de remesurage partiel soit reconnu par le Gouvernement espagnol comme étant conforme aux accords concernant la reconnaissance des lettres de jauge valables entre nos deux pays, et en cas où le Gouvernement espagnol se rallierait à cette proposition, d'attirer l'attention des autorités espagnoles compétentes sur la nécessité de ce que les documents nationaux de jauge des navires espagnols fassent mention du volume des espaces sous le pont de jaugeage, indication absolument nécessaire pour la réalisation du procédé de jaugeage en question.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Marquis, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

DANIELSSON.

counts for purposes of tonnage measurement. This method provides for the measuring of all the spaces above this deck, and of all those in respect of which deductions may be made. Although this method entails the re-measurement of spaces other than those liable to deduction, the tonnage measurement costs are, nevertheless, lower than in the case of the complete re-measurement of the vessel, which must be regarded as an advantage to the foreign shipping companies concerned.

In accordance with the instructions of my Government, I have the honour to submit the above for the consideration of His Catholic Majesty's Government and to suggest that this method of partial re-measurement be acknowledged by the Spanish Government as consonant with the agreements relating to the recognition of the tonnage measurement certificates valid as between our two countries and, should the Spanish Government agree to this proposal, to draw the attention of the competent Spanish authorities to the need of indicating in the national tonnage documents of Spanish ships the volume of the spaces below the tonnage measurement deck, as this is absolutely essential to enable this method of tonnage measurement to be applied.

I have the honour to be, etc.

DANIELSSON.

II.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES D'ESPAGNE
AU MINISTRE DE SUÈDE A MADRID.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MADRID, 22 de septiembre de 1928.

Muy señor mío : Con referencia en último término a la atenta Nota Verbal de esa Legación de fecha 27 de Agosto ultimo, proponiendo, en nombre del Gobierno de V. S., que los buques españoles lleven consignado en su certificado de arqueo el volumen total, bajo la cubierta, de arqueo, tengo la honra de participarle, que el Gobierno de S. M. halla muy razonable dicha propuesta, que no requiera ninguna operación suplementaria en el arqueo, ya que dicho volumen se calcula siempre y figura en todos los documentos de arqueo con el nombre del volumen principal, y con objeto de que las Autoridades suecas puedan comprobarlo, hallará V. S. adjunto un ejemplar en blanco del documento del arqueo.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. S. las seguridades de mi distinguida consideración.

P. A.

B. ALMEIDA.

¹ TRADUCTION.MADRID, *le 22 septembre* 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant en dernier lieu à la note verbale de votre Légation, en date du 27 août dernier, par laquelle vous proposez, au nom de votre gouvernement, que les navires espagnols fassent mention, dans leur lettre nationale de jauge, du volume total des espaces situés sous le pont de jaugeage, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté considère cette proposition comme très raisonnable, car elle n'exige aucune opération supplémentaire de jaugeage, le volume en question étant toujours calculé et figurant dans tous les documents de jauge sous le nom de volume principal. Pour permettre aux autorités suédoises de le constater, vous trouverez ci-joint un exemplaire en blanc du document de jauge.

Je saisis cette occasion, etc.,

Par ordre
(Signé) B. ALMEIDA.

III.

LE MINISTRE DE SUÈDE A MADRID
AU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ESPAGNE.

MADRID, *le 3 novembre* 1928.

MONSIEUR LE MARQUIS,

Par une note en date du 22 septembre dernier (N^o 66) et en réponse à ma note en date du 22 juin concernant la suggestion faite par mon gouvernement de voir le Gouvernement de Sa Majesté catholique, pour les raisons indiquées dans ma note, reconnaître le procédé de reme-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

THE SPANISH SECRETARY-GENERAL FOR EXTERNAL AFFAIRS TO THE SWEDISH MINISTER AT MADRID.

MADRID, *September 22,* 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Verbal Note from Your Legation, dated August 27 last, proposing, on behalf of your Government, that Spanish vessels should show in their tonnage measurement certificates, the total volume below measurement deck, I have the honour to inform you that His Majesty's Government regards this proposal as very reasonable inasmuch as no additional measurement would be required and this volume is always calculated and appears in all tonnage measurement documents under the heading total volume, and I enclose for confirmation by the Swedish authorities a copy of the tonnage measurement form in blank.

I have the honour to be, etc.

By order
(Signed) B. ALMEIDA.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

III.

THE SWEDISH MINISTER AT MADRID TO THE SPANISH PRESIDENT OF THE COUNCIL.

MADRID, *November 3,* 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In your note of September 22, 1928, (No. 66), and reply to my note of June 22 concerning the suggestion of my Government that His Catholic Majesty's Government, for the reasons given in my note, should recognise the method of partial re-measurement of

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

surage partiel des navires espagnols en Suède, proposé par les autorités compétentes suédoises comme étant conforme aux accords concernant la reconnaissance des lettres de jauge valables entre l'Espagne et la Suède, Votre Excellence a bien voulu me communiquer que le Gouvernement de Sa Majesté considérait cette proposition comme très raisonnable (*muy razonable*).

En remerciant Votre Excellence de cette communication, je lui serais reconnaissant de bien vouloir me laisser savoir si je dois comprendre cette expression comme impliquant l'acquiescement du Gouvernement de Sa Majesté catholique à l'application du procédé de mesurage proposé du côté suédois et reconnaissant cette méthode comme étant en conformité avec nos accords sur la reconnaissance des lettres de jauge et si je puis faire une communication dans ce sens à mon gouvernement.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Marquis pour renouveler les assurances de ma plus haute considération.

DANIELSSON.

Spanish vessels in Sweden, proposed by the competent Swedish authorities as being consonant with the agreements relating to the recognition of tonnage measurement certificates in force between Spain and Sweden, Your Excellency was good enough to inform me that His Majesty's Government considered this proposal to be very reasonable (*muy razonable*).

I thank Your Excellency for this communication and should be grateful if you would let me know whether I am to take this as implying the consent of His Catholic Majesty's Government to the application of the system of measurement proposed by Sweden, and as recognising this method as consonant with our agreements relating to the recognition of tonnage measurement certificates, and whether I can report to my Government to this effect.

I have the honour to be, etc.

DANIELSSON.

IV.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES D'ESPAGNE
AU MINISTRE DE SUÈDE A MADRID.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MADRID, 2 de Enero de 1929.

EXCMO. SEÑOR,

Muy Señor mio : En respuesta a la atenta nota de V. E. de fecha 3 de Noviembre último, en la que solicitaba una aclaración a la de esta Secretaria General de 22 de Septiembre anterior, sobre reconocimiento de certificados de arqueo entre España y Suecia, tengo la honra de participar a V. E. que la propuesta que a este efecto hizo esa Legación de su digno cargo en nombre de su Gobierno ha sido aceptada por el Departamento competente por entender que de lo que se trata es de que los buques españoles que al arribar a puerto sueco no vayan provistos del certificado especial de arqueo, previsto por la Real Orden de 27 de julio de 1884, de acuerdo con lo convenido en los Tratados vigentes entre España y Suecia, no necesiten arquarse de nuevo, sino que utilizando los datos del documento de arqueo español se limitarán aquellas Autoridades a medir las carboneras que vierten directamente en la cámara de calderas para deducir las del arqueo total, teniendo en cuenta también los de los alojamientos y demás ya hechos por los Peritos Inspectores.

Aprovecho la ocasión para reiterar a V. E. las seguridades de mi más distinguida consideración.

E. DE PALACIOS.

Certifié pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 19 septembre 1929.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.

THE SPANISH SECRETARY-GENERAL FOR EXTERNAL AFFAIRS TO THE SWEDISH MINISTER AT MADRID.

MADRID, le 2 janvier 1929.

MADRID, January 2, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note du 3 novembre dernier par laquelle vous demandiez des éclaircissements sur la note du Secrétariat général espagnol du 22 septembre dernier, relative à la reconnaissance des lettres nationales de jauge valables entre l'Espagne et la Suède, j'ai l'honneur de vous informer que la proposition formulée à cet effet par la Légation de Suède, au nom de son gouvernement, a été acceptée par le département compétent et qu'il est de ce fait entendu que les navires espagnols qui, à leur arrivée dans un port suédois, ne sont pas munis de la lettre spéciale de jauge, prévue par l'Ordonnance royale du 27 juillet 1884, conformément aux stipulations des traités en vigueur entre l'Espagne et la Suède, ne seront pas soumis au rejaugage ; les autorités suédoises, à l'aide des données du document de jauge espagnol, se borneront à mesurer les soutes à charbon qui communiquent directement avec la chambre de chauffe, pour les déduire jaugeage total, en tenant compte également des données relatives au volume des cabines et autres espaces déjà mesurés par les inspecteurs techniques.

In reply to your note of November 3, 1928, in which you asked me for an explanation with regard to the note of this office dated September 22, 1928, relating to the recognition of tonnage measurement certificates between Spain and Sweden, I have the honour to inform you that the proposal made by your Legation on behalf of your Government has been accepted by the competent Department as meaning that Spanish vessels arriving at Swedish ports without the special tonnage measurement certificate prescribed by the Royal Decree of July 27, 1884, in accordance with the provisions of existing treaties between Spain and Sweden, need not be measured again, but the authorities in question shall, from the data contained in the Spanish tonnage measurement certificate, merely measure the bunkers communicating direct with the engine-room, so as to deduct them from the total tonnage, taking into account also the data for accommodation, etc., already measured by the inspecting experts.

Je saisis l'occasion, etc.

I have the honour to be, etc.

E. DE PALACIOS.

E. DE PALACIOS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2155.

ESPAGNE ET ITALIE

Convention générale concernant la navigation aérienne, signée à Santander, le 15 août 1927, avec protocole additionnel, signé à Madrid, le 3 octobre 1928.

SPAIN AND ITALY

General Convention regarding Aerial Navigation, signed at Santander, August 15, 1927, with Additional Protocol, signed at Madrid, October 3, 1928.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2155. — CONVENZIONE ¹ GENERALE PER LA NAVIGAZIONE AEREA
FRA LA SPAGNA E L'ITALIA FIRMATA. A SANTANDER, IL
15 AGOSTO 1927.

Textes officiels italien et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 septembre 1929.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e SUA MAESTÀ IL RE DI SPAGNA, egualmente convinti dell'interesse reciproco che hanno l'Italia e la Spagna a facilitare, per fini pacifici, le loro relazioni aeree, ed in generale le relazioni internazionali per via aerea, hanno risoluto di concludere una Convenzione a questo fine, ed hanno designato per loro Plenipotenziari, rispettivamente :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza Nobile Giuseppe MEDICI DEI MARCHESI DEL VASCHELLO, Ambasciatore di S. M. il Re d'Italia ;

SUA MAESTA IL RE DI SPAGNA :

L'Eccllmo. Signor Tenente Generale Don Michele PRIMO DE RIVERA, Marchese di Estella, Presidente del Consiglio dei Ministri, e Ministro degli Esteri, Grande di Spagna, decorato con la Gran Croce Laureata del Reale e Militare Ordine di S. Fernando, Cavaliere di Gran Croce degli Ordini di S. Ermenegildo, del Merito Militare, del Merito Navale ; dell'Ordine Italiano dei Santi Maurizio e Lazzaro, ecc. ecc., Suo Gentiluomo di Camera « con ejercicio y servidumbre » ;

I quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, sono convenuti nelle disposizioni seguenti :

Articolo 1.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti accorderà, in tempo di pace, agli aeromobili dell'altro Stato contraente, regolarmente in esso immatricolati, la libertà di passaggio inoffensivo al di sopra del proprio territorio, purchè siano osservate le condizioni stabilite nella presente Convenzione.

È inteso, tuttavia, che l'impianto e l'esercizio di linee aeree regolari, con o senza scalo, passanti al di sopra del territorio di una delle Alte Parti contraenti, da parte di imprese appartenenti all'altra Alta Parte contraente, saranno subordinati ad accordi speciali fra i due Stati.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti accorderà inoltre all'altro Stato contraente il trattamento della Nazione più favorita, per tutto quanto concerne i reciproci rapporti in materia di navigazione aerea commerciale, tenendo presente il disposto del comma precedente.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 26 août 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2155. — CONVENIO¹ GENERAL DE NAVIGACION AÉREA ENTRE ITALIA Y ESPAÑA. FIRMADO EN SANTANDER EL 15 DE AGOSTO DE 1927.

Italian and Spanish official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 24, 1929.

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA y SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA, igualmente convencidos del interés recíproco que tienen Italia y España en facilitar para fines pacíficos sus relaciones aéreas y en general las relaciones internacionales por vía aérea, han resuelto concertar un Convenio con este fin y han designado, respectivamente, para Plenipotenciarios suyos :

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA :

Al Excmo. Señor Noble Giuseppe MEDICI DE LOS MARQUESES DEL VASCHELLO, Embajador de S. M. el Rey de Italia ;

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA :

Al Excmo. Señor Teniente General D. Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, Marqués de Estella, Presidente de Su Consejo de Ministros y Su Ministro de Estado, Grande de España, condecorado con la Gran Cruz Laureada de la Real y Militar Orden de San Fernando, Caballero Gran Cruz de las Ordenes de San Hermenegildo, del Mérito Militar, del Mérito Naval, de San Mauricio y San Lázaro de Italia, etcétera, etcétera, Su Gentilhombre de Cámara con Ejercicio y Servidumbre ;

Los cuales, después de haberse canjeado sus plenos poderes, reconocidos en buena y debida forma, han acordado establecer las siguientes cláusulas :

Artículo 1.

Cada una de las Altas Partes contratantes concederá en tiempo de paz a las aeronaves del otro Estado contratante, debidamente matriculadas en el mismo, la libertad de paso inofensivo por encima del propio territorio, siempre que se observen las disposiciones establecidas en el presente Convenio.

Queda entendido, sin embargo, que la implantación y el funcionamiento de líneas aéreas regulares, con escala o sin ella, que pasen por encima del territorio de una de las Altas Partes contratantes, por parte de empresas pertenecientes a la otra Alta Parte, estarán subordinados a Convenios especiales entre ambos Estados.

Cada una de las Altas Partes contratantes concederá, además al otro Estado contratante, el trato de nación más favorecida, para todo lo concerniente a las relaciones recíprocas en materia de navegación aérea comercial, teniendo presente lo dispuesto en el párrafo anterior.

¹ The exchange of ratifications took place at Madrid, August 26, 1929.

Ai sensi della presente Convenzione, per territorio di uno Stato si intenderà il territorio nazionale, metropolitano e coloniale, unitamente alle sue acque territoriali.

Per aeromobili si intendono gli aeromobili privati e gli aeromobili di Stato adibiti esclusivamente a servizi commerciali o postali.

Gli aeromobili dello Stato, militari o destinati ad altri servizi all'infuori di quelli suddetti, per volare od atterrare sopra il territorio dell'altro Stato, dovranno ottenere una autorizzazione speciale. In tal caso gli aeromobili militari godranno, in principio, i privilegi concessi abitualmente alle navi da guerra straniere, salvo stipulazioni in contrario.

La qualità di militare non esimerà gli aeromobili dall'obbligo di atterrare, in applicazione delle norme sulla navigazione aerea vigenti presso ciascuno Stato, o quando ne sia fatta da questi richiesta o intimazione.

Articolo 2.

Gli aeromobili appartenenti ad una delle Alte Parti contraenti, i loro equipaggi ed i passeggeri, quando si troveranno sul territorio dell'altro Stato, saranno sottoposti alle obbligazioni risultanti dalle prescrizioni in vigore presso lo Stato sorvolato, principalmente a quelle riguardanti la navigazione aerea in genere, in quanto esse si applichino a tutti gli aeromobili esteri senza distinzione di nazionalità, i diritti doganali e gli altri diritti fiscali, i divieti di importazione e di esportazione, il trasporto delle persone e delle cose, la sicurezza, l'ordine pubblico e la sanità. Saranno inoltre sottoposti alle altre obbligazioni risultanti dalla legislazione generale vigente, salvo contrarie disposizioni della presente Convenzione.

Il regime degli aeromobili adibiti ad un servizio che esiga convenzione speciale sarà regolato dalla Convenzione stessa.

Il trasporto commerciale di persone e di cose fra due punti del territorio nazionale potrà essere riservato agli aeromobili nazionali.

Articolo 3.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà proibire la navigazione aerea al di sopra di talune zone del proprio territorio, a condizione che non sia fatta alcuna distinzione, a tale riguardo, tra gli aeromobili nazionali e quelli appartenenti all'altro Stato, salvo, naturalmente, riserva dell'uso del diritto di sovranità di ciascuno dei due Stati sul proprio territorio quanto all'impiego delle aeronavi militari, navali, di polizia, doganiere ed altre, che in qualsiasi modo prestino servizio per lo Stato. Ciascuno degli Stati contraenti dovrà far conoscere all'altro Stato le zone di territorio al di sopra delle quali è vietata la navigazione aerea.

Inoltre, ciascuna delle Parti contraenti si riserva il diritto di limitare o di proibire provvisoriamente, in tempo di pace, in tutto od in parte, per circostanze eccezionali e con effetto immediato, la navigazione aerea al di sopra del proprio territorio, a condizione che non sia fatta alcuna distinzione, a tale riguardo, fra gli aeromobili appartenenti all'altro Stato contraente, e quelli appartenenti a qualsiasi altro paese straniero.

Articolo 4.

Ogni aeromobile che voli sopra una zona vietata dovrà, appena se ne accorga, fare il segnale di allarme previsto dal regolamento per la navigazione aerea dello Stato sorvolato; dovrà inoltre atterrare fuori della zona vietata, al più presto possibile, in uno dei più vicini aeroporti dello Stato stesso. Parimenti l'aeromobile, al quale sia stato fatto il segnale prescritto, dovrà allontanarsi dalla zona ed atterrare od ammarare nell'aeroporto più vicino.

Para los efectos del presente Convenio, se entenderá por territorio de un Estado el territorio nacional, metropolitano y colonial, juntamente con sus aguas territoriales.

Se entiende por aeronave a los efectos de este Convenio, las privadas y las del Estado afectas exclusivamente a un servicio comercial o postal. Los vehículos aéreos del Estado, militares o destinados a otros servicios de estos expuestos, para volar o aterrizar sobre el territorio del otro Estado, necesitarán una autorización especial. En este caso la aeronave militar, salvo estipulación en contrario, gozará, en principio, de los privilegios concedidos habitualmente a las naves de guerra extranjeras. El carácter de aeronave militar no la eximirá de la obligación de aterrizar, en cumplimiento de las disposiciones vigentes sobre navegación aérea en cada país, o cuando sea para ello requerida o intimada.

Artículo 2.

Las aeronaves pertenecientes a una de las Altas Partes contratantes, sus dotaciones y los pasajeros, cuando se encuentren sobre el territorio del otro Estado, se someterán a las obligaciones resultantes de las disposiciones vigentes en el Estado atravesado, principalmente a las relativas a la navegación aérea en general, en cuanto dichas disposiciones se apliquen a todas las aeronaves extranjeras sin distinción de nacionalidad, a los derechos de aduana y demás derechos fiscales, a las prohibiciones de importación y exportación, al transporte de las personas y de las cosas, a la seguridad, al orden público y sanidad. Además estarán sometidos a las otras obligaciones resultantes de la legislación general vigente, salvo las disposiciones en contrario del presente Convenio. El régimen de las aeronaves afectas a un servicio que exija Convenio especial, estará regulado por dicho Convenio.

El transporte comercial de personas y de cosas entre dos puntos del territorio nacional se podrá reservar a las aeronaves nacionales.

Artículo 3.

Cada una de las Altas Partes contratantes podrá prohibir la navegación aérea por encima de ciertas zonas del propio territorio, a condición de que no se haga, en este respecto, distinción alguna entre las aeronaves nacionales y las pertenecientes al otro Estado, salvo, naturalmente, la reserva del uso del derecho de soberanía de cada uno de los dos Estados sobre su territorio en cuanto al empleo de las aeronaves militares, navales, de policía, aduaneras y otras que, de una manera general, presten servicio al Estado. Cada uno de los Estados contratantes deberá indicar al otro Estado las zonas de territorio sobre las cuales está prohibida la navegación aérea.

Además, cada una de las Altas Partes contratantes se reserva el derecho de limitar o de prohibir provisionalmente, en tiempo de paz, total o parcialmente, por circunstancias excepcionales con efecto inmediato, la navegación aérea por encima del propio territorio, a condición de que no se haga ninguna distinción, a tal efecto, entre las aeronaves pertenecientes al otro Estado contratante y las pertenecientes a cualquier otro país extranjero.

Artículo 4.

Toda aeronave que vuele sobre una zona prohibida, deberá apenas se percate de ello, hacer la señal de alarma prevista en el Reglamento para la navegación aérea del Estado atravesado; deberá, además, aterrizar fuera de la zona prohibida y lo antes posible, en uno de los aeropuertos más próximos de dicho Estado.

Igualmente deberá alejarse de la zona y tomar tierra o mar en el aeropuerto más próximo la aeronave a que se haga la señal correspondiente.

Articolo 5.

Gli aeromobili dovranno essere muniti di segni distintivi chiaramente visibili e che permetteranno di constatare la loro identità durante il volo (marche di nazionalità e di immatricolazione). Dovranno inoltre portare l'indicazione del nome e del domicilio del proprietario.

Gli aeromobili dovranno essere muniti del certificato di immatricolazione, di navigabilità e di tutti gli altri documenti prescritti nel loro paese di origine, per la navigazione aerea.

Tutti i membri dell'equipaggio che esplicheranno sull'aeromobile una attività sottoposta, nel loro paese di origine, ad una autorizzazione speciale, dovranno essere provvisti dei documenti prescritti nel loro paese di origine per la navigazione aerea, e specialmente dei brevetti e delle licenze regolamentari.

Gli altri membri dell'equipaggio dovranno essere muniti di documenti comprovanti la loro occupazione a bordo, la loro professione, la loro identità e la loro nazionalità.

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi dall'una delle Alte Parti contraenti per l'aeromobile o l'equipaggio, saranno validi presso l'altro Stato, allo stesso titolo di corrispondenti documenti, rilasciati o resi validi dallo Stato stesso.

Ciascuna delle Parti contraenti si riserva il diritto di non riconoscere, per la navigazione aerea al di sopra del proprio territorio, i brevetti di abilitazione e le licenze rilasciate ad un suo cittadino dall'altra Parte contraente.

L'equipaggio ed i viaggiatori, finchè non sarà intervenuta convenzione in contrario, dovranno essere muniti dei documenti obbligatori secondo le prescrizioni in vigore per il traffico internazionale.

La « spedizione » delle aeronavi si compierà tenendo presenti le analoghe disposizioni vigenti per il traffico marittimo internazionale.

Articolo 6.

Gli aeromobili appartenenti ad una delle Parti contraenti non potranno essere provvisti di apparecchi di radiocomunicazione al di sopra del territorio dell'altra Parte contraente, se non quando ciò sia permesso dai due Stati contraenti. Tali apparecchi saranno usati soltanto da persone dell'equipaggio provviste di una autorizzazione speciale rilasciata a questo scopo dal loro Stato di origine.

Le due Parti contraenti si riservano il diritto di emanare regolamenti relativi alla installazione obbligatoria di apparecchi di radiocomunicazione a bordo degli aeromobili per ragioni di sicurezza.

Articolo 7.

Gli aeromobili, i loro equipaggi ed i viaggiatori, non potranno trasportare armi, munizioni, gas nocivi, esplosivi, colombe viaggiatori nè apparecchi fotografici, senza autorizzazione dello Stato sorvolato.

Articolo 8.

Gli aeromobili che trasportano passeggeri e merci dovranno essere muniti di una lista nominativa dei passeggeri, e, per le merci, di un manifesto contenente la descrizione, in natura ed in quantità, del carico, nonché delle necessarie dichiarazioni doganali.

Se all'arrivo di un aeromobile, è rilevata una divergenza fra le merci trasportate ed i documenti sopra menzionati, le autorità doganali del porto di arrivo dovranno mettersi direttamente in rapporto con le autorità doganali competenti dell'altro Stato contraente.

Il trasporto di effetti postali sarà regolato direttamente tra le amministrazioni postali dei due Stati contraenti, per mezzo di accordi speciali.

Artículo 5.

Las aeronaves deberán ir provistas de señales distintivas claramente visibles y que permitan comprobar su identidad durante el vuelo (marcas de nacionalidad y de matrícula). Deberán llevar, además, la indicación del nombre y del domicilio del propietario.

Las aeronaves deberán ir provistas del certificado de matrícula y de condiciones para navegar, y de todos los demás documentos prescritos en el país de origen para la navegación aérea.

Todos los individuos de las dotaciones que desempeñan en la aeronave una misión sometida en su país de origen a una autorización especial, deberán ir provistos de los documentos prescritos en su país de origen para la navegación aérea y especialmente de los títulos y licencias reglamentarios.

Los demás individuos de las dotaciones deberán ir provistos de documentos que acrediten su ocupación a bordo, su profesión, su identidad y su nacionalidad.

Los certificados relativos a las condiciones para navegar, los títulos de aptitud y las licencias, expedidos o revalidados por una de las Altas Partes contratantes para la aeronave o la dotación, serán válidos en el otro Estado al mismo título que los mismos documentos expedidos o revalidados por el mismo Estado.

Cada una de las Altas Partes contratantes se reserva el derecho de no reconocer para la navegación aérea por encima del propio territorio los títulos de aptitud y las licencias expedidas a un súbdito suyo por la otra Parte contratante.

La dotación y los viajeros, mientras no se pacte nada en contrario, deberán ir provistos de los documentos obligatorios con arreglo a las prescripciones vigentes para el tráfico internacional.

El despacho de las aeronaves se hará con arreglo a prescripciones análogas a las vigentes para el tráfico internacional marítimo.

Artículo 6.

Las aeronaves pertenecientes a una de las Partes contratantes no podrán ir provistas de aparatos de radiocomunicación por encima del territorio de la otra Parte contratante, sino cuando lo permitan los dos Estados contratantes. Dichos aparatos serán manejados únicamente por personas de la dotación provistas de una autorización especial expedida con este fin por su Estado de origen.

Las dos Altas Partes contratantes se reservan el derecho de dictar Reglamentos relativos a la instalación obligatoria de aparatos de radiocomunicación a bordo de las aeronaves, por razones de seguridad.

Artículo 7.

Las aeronaves, sus dotaciones y los viajeros, no podrán transportar armas, municiones, gases perniciosos, explosivos, palomas mensajeras, ni aparatos fotográficos sin autorización del Estado atravesado.

Artículo 8.

Las aeronaves de cada una de las Altas Partes contratantes que transporten pasajeros y mercancías, deberán ir provistas de una lista nominal de los pasajeros, y por lo que atañe a las mercancías, de un manifiesto con la descripción, en calidad y cantidad, del cargamento, así como de las declaraciones aduaneras necesarias.

Si a la llegada de una aeronave se advierte alguna discrepancia entre las mercancías transportadas y los documentos antes mencionados, las autoridades aduaneras del puerto de llegada deberán ponerse directamente en relación con las autoridades aduaneras competentes del otro Estado contratante.

El transporte de efectos postales se regulará directamente entre las Administraciones de Correos de los dos Estados contratantes, mediante acuerdos especiales.

Articolo 9.

Alla partenza ed all'atterraggio, ogni Stato contraente potrà fare visitare sul proprio territorio, dalle autorità competenti, gli aeromobili dell'altro Stato, e fare esaminare i certificati e gli altri documenti prescritti.

Articolo 10.

Gli aeroporti aperti al servizio della navigazione aerea pubblica saranno accessibili agli aeromobili dei due Stati. Questi potranno servirsene egualmente dei servizi di informazione meteorologica, di collegamento radioelettrico, e di segnalazione diurna e notturna. Le eventuali tasse (tasse di atterraggio, di ricovero, ecc.) saranno eguali per gli aeromobili nazionali e per quelli appartenenti all'altro Stato.

Il regime di utilizzazione degli aeroporti dichiarati nazionali, da parte degli aeromobili adibiti ad un servizio che esiga una Convenzione speciale, sarà regolato dalla Convenzione stessa.

Articolo 11.

Gli aeromobili provenienti da uno degli Stati contraenti o partenti alla volta di essi, dovranno effettuare l'atterraggio o la partenza soltanto in uno degli aeroporti aperti alla navigazione aerea pubblica e classificati come aeroporti doganali (con servizio di controllo di passaporti), senza alcun atterraggio intermedio tra la frontiera e l'aeroporto. In casi speciali, le autorità competenti potranno autorizzare la partenza o l'arrivo su altro aeroporto, nel quale saranno effettuate le operazioni doganali ed il controllo dei passaporti. Il divieto di atterraggi intermedi si applica egualmente a tali casi speciali.

In caso di atterraggio forzato fuori degli aeroporti previsti al comma primo, il Comandante dell'aeromobile, l'equipaggio ed i passeggeri dovranno uniformarsi alla regolamentazione nazionale vigente in materia ed il Comandante sarà obbligato ad avvertire dell'atterraggio la più vicina Autorità locale perchè questa stabilisca la dovuta vigilanza sino a tanto che non intervenga il servizio doganale competente.

Le due Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente la lista degli aeroporti aperti alla navigazione aerea pubblica. Tale lista definirà quali, fra detti aeroporti, sono classificati fra gli aeroporti doganali. Ogni modifica apportata a tale lista ed ogni restrizione, anche temporanea, del diritto di servirsene di uno degli aeroporti, dovranno essere comunicate immediatamente all'altra Parte contraente.

Articolo 12.

Le frontiere delle due Alte Parti contraenti potranno essere sorvolate soltanto sui punti che saranno stati fissati dallo Stato interessato.

È fin da ora convenuto che tutte le zone di frontiera, sulle quali una delle Parti contraenti autorizza il transito dei propri aeromobili nazionali o degli aeromobili di altra nazionalità, saranno aperte, senza altra formalità, al transito degli aeromobili appartenenti all'altra Parte contraente.

Articolo 13.

È proibito il gettito di altra zavorra, che non sia di sabbia fina o di acqua.

Articolo 14.

Durante il volo, non potranno essere gettati o abbandonati in altro modo, oltre la zavorra, se non materie ed oggetti per i quali sia stata accordata autorizzazione speciale da parte dello Stato sorvolato.

Artículo 9.

Tanto al salir como al aterrizar cada Estado contratante podrá disponer que las autoridades competentes visiten en el propio territorio las aeronaves del otro Estado y examinen los certificados y los demás documentos prescritos.

Artículo 10.

Los aeropuertos abiertos al servicio de la navegación aérea pública serán accesibles a las aeronaves de los dos Estados, los cuales podrán utilizar igualmente los servicios de información meteorológica, conexión radioeléctrica y señales diurnas y nocturnas. Los impuestos eventuales (impuestos de aterrizaje, de refugio, etc.) serán los mismos para las aeronaves nacionales y para las pertenecientes al otro Estado.

El régimen de utilización de los aeropuertos declarados nacionales para las aeronaves afectas a un servicio que exija un Convenio especial, estará regulado por dicho Convenio.

Artículo 11.

Las aeronaves que lleguen de uno de los Estados contratantes o partan con rumbo a los mismos, deberán efectuar el aterrizaje o la partida únicamente en uno de los aeropuertos abiertos a la navegación aérea pública y clasificados como aeropuertos aduaneros (con servicio de revisión de pasaportes) sin ningún aterrizaje intermedio entre la frontera y el aeropuerto. En casos especiales, las autoridades competentes podrán autorizar la partida o la llegada en otro aeropuerto, en el cual se efectuarán las operaciones aduaneras y la revisión de pasaportes. La prohibición de aterrizaje intermedio se aplica igualmente a dichos casos especiales.

En casos de aterrizaje forzoso fuera de los aeropuertos previstos en el párrafo primero, el Comandante de la aeronave, la dotación y los pasajeros deberán atenerse a la reglamentación nacional vigente en la materia y el Comandante estará obligado a avisar del aterrizaje a la autoridad local más próxima para que ésta establezca la debida vigilancia, mientras no se presente el servicio aduanero competente.

Las dos Altas Partes contratantes se comunicarán recíprocamente la lista de los aeropuertos abiertos a la navegación aérea pública. En dicha lista se especificará cuáles, de los citados aeropuertos, están clasificados entre los aeropuertos aduaneros. Cualquier modificación introducida en dicha lista y cualquier restricción, siquiera sea temporal, del derecho de servirse de uno de los aeropuertos se deberá comunicar inmediatamente a la otra Parte contratante.

Artículo 12.

Las fronteras de las dos Altas Partes contratantes sólo podrán ser atravesadas por los puntos que haya determinado el Estado interesado.

Queda convenido desde ahora que todas las zonas de frontera, sobre las cuales autoriza el tránsito una de las Partes contratantes a las propias aeronaves comerciales nacionales, o a las aeronaves de distinta nacionalidad, estarán abiertas, sin otra formalidad, al tránsito de las aeronaves pertenecientes a la otra Parte contratante.

Artículo 13.

Queda prohibido arrojar otro lastre que no sea arena fina o agua.

Artículo 14.

Durante el vuelo sólo se podrán arrojar o abandonar de otro modo, aparte el lastre, materias u objetos para cuyo abandono haya concedido autorización especial el Estado atravesado.

Articolo 15.

Per tutte le questioni di nazionalità, connesse con l'applicazione della presente Convenzione, è stabilito che gli aeromobili hanno la nazionalità dello Stato sul registro del quale sono regolarmente immatricolati.

Un aeromobile può essere immatricolato presso uno dei due Stati, soltanto se appartiene per intero a cittadini aventi la nazionalità di esso Stato. Se l'aeromobile appartiene ad una Società, questa, qualunque sia la sua forma, dovrà soddisfare a tutte le condizioni richieste dalla legislazione italiana o dalla legislazione spagnuola per essere considerata, rispettivamente, come società italiana o come società spagnuola.

Articolo 16.

Le Alte Parti contraenti scambieranno fra di esse mensilmente, una lista delle iscrizioni e delle radiazioni effettuate sul rispettivo registro aeronautico nel mese precedente.

Articolo 17.

Ogni aeromobile che passi o transiti attraverso l'atmosfera di uno dei due Stati contraenti, e che vi effettui soltanto gli atterraggi ragionevolmente necessari, potrà sottrarsi al sequestro per contraffazione di un brevetto, disegno o modello, mercè il deposito di una cauzione, il cui ammontare, in mancanza di accordo amichevole, sarà stabilito nel più breve termine dall'autorità competente del luogo dove il sequestro dovrebbe essere eseguito.

Articolo 18.

Gli aeromobili appartenenti ai due Stati contraenti avranno diritto, per l'atterraggio, e specialmente in caso di pericolo, agli stessi provvedimenti di assistenza degli aeromobili nazionali.

Il salvataggio degli aeromobili perduti in mare sarà regolato, salvo convenzione contraria, dai principi del diritto marittimo risultanti dalle Convenzioni internazionali in vigore, o, in mancanza, dalla legge nazionale di chi effettui il salvataggio.

Articolo 19.

Le Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente tutte le prescrizioni relative alla navigazione aerea in vigore nei rispettivi territori.

Articolo 20.

I particolari di applicazione della presente Convenzione saranno regolati, ogni qualvolta ciò sia possibile, per mezzo di intese dirette fra le amministrazioni competenti delle due Parti contraenti, specialmente per quanto riguarda le formalità doganali.

Le sanzioni che dovranno essere applicate agli aeromobili in base alla presente Convenzione saranno proposte da una commissione di tecnici italiani e spagnuoli i quali le sottoporranno all'approvazione delle due Alte Parti contraenti.

Ogni contestazione relativa alla applicazione della presente Convenzione, che non abbia potuto essere regolata amichevolmente per la via diplomatica ordinaria, sarà sottoposta prima all'esame di una Commissione di conciliazione costituita da un membro per l'Italia, un membro per la Spagna e un Presidente nominato di comune accordo. Tanto i membri quanto il Presidente saranno nominati

Artículo 15.

Para todas las cuestiones de nacionalidad relacionadas con la aplicación del presente Convenio, queda establecido que las aeronaves tienen la nacionalidad del Estado en cuyo registro se hallan debidamente matriculadas.

Una aeronave puede estar matriculada en uno de los dos Estados únicamente en el caso de pertenecer en su totalidad a ciudadanos que tengan la nacionalidad en dicho Estado. Si la aeronave pertenece a una Sociedad, ésta sea cual fuere su forma, deberá satisfacer a todas las condiciones requeridas por la legislación española, o por la legislación italiana, para que se la considere, respectivamente, como Sociedad española o como Sociedad italiana.

Artículo 16.

Las Altas Partes contratantes cambiarán mensualmente entre sí una lista de las inscripciones o de las cancelaciones efectuadas en el respectivo Registro Aeronáutico durante el mes precedente.

Artículo 17.

Cualquier aeronave que pase o atraviese la atmósfera por encima de uno de los Estados contratantes, y que sólo efectúe en dicho Estado los aterrizajes racionalmente precisos, podrá substraerse al embargo por usurpación de una patente, dibujo o modelo merced al depósito de una fianza, cuyo importe, a falta de acuerdo amigable, será fijado en el plazo más breve por la autoridad competente del lugar donde debería efectuarse el embargo.

Artículo 18.

Las aeronaves pertenecientes a los dos Estados contratantes tendrán derecho, para el aterrizaje, y especialmente en caso de peligro, a las mismas medidas de asistencia que las aeronaves nacionales.

El salvamento de las aeronaves perdidas en el mar se regirá, salvo Convenio en contrario, por los principios del derecho marítimo resultantes de los Convenios internacionales vigentes, o a falta de ellos, por la ley nacional de quien realiza el salvamento.

Artículo 19.

Las Altas Partes contratantes se comunicarán recíprocamente todas las prescripciones relativas a la navegación aérea, vigentes en los respectivos territorios.

Artículo 20.

Los detalles particulares de aplicación del presente Convenio se regularán, siempre que ello sea posible, por medio de acuerdos directos entre las Administraciones competentes, especialmente para cuanto se refiera a las formalidades aduaneras.

El régimen de sanciones que debe aplicarse a las aeronaves con relación a este Convenio, se propondrá por una Comisión de técnicos italianos y españoles, que lo someterá a la aprobación de las Altas Partes contratantes.

Cualquier contienda sobre la aplicación del presente Convenio, que se haya podido arreglar amigablemente por la vía diplomática ordinaria, será sometida primeramente al examen de una Comisión de conciliación constituida por un Miembro por parte de España, otro Miembro por parte de Italia y un Presidente nombrado de común acuerdo. Tanto los Miembros como el Presidente,

di volta in volta quando se ne presenti il bisogno. Qualora le Parti contraenti non convengano nella nomina del Presidente o nel parere dato da detta Commissione, la contestazione verrà deferita alla Corte permanente di Giustizia internazionale.

Articolo 21.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà, in ogni istante, denunciare la presente Convenzione, con un preavviso di dodici mesi.

Articolo 22.

La presente Convenzione dovrà essere ratificata e le ratifiche saranno scambiate a Madrid nel più breve termine possibile.

Essa entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Santander il 15 agosto 1927 in doppio originale, italiano e spagnolo ; i due testi avranno pari efficacia.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCHELLO.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

Copie certifiée conforme.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,
Mussolini.

PROTOCOLLO ADDIZIONALE

ALLA CONVENZIONE GENERALE DI NAVIGAZIONE AEREA FRA L'ITALIA E LA SPAGNA, FIRMATA A SANTANDER IL 15 AGOSTO 1927.

I sottoscritti debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, si sono messi d'accordo per sostituire alla parola « Stati », che figura alla fine del secondo paragrafo dell'articolo 1° della Convenzione Generale di Navigazione Aerea, firmata a Santander il 15 Agosto 1927 la parola « Governi ». Il secondo capoverso dell'articolo 1° viene pertanto così modificato :

« Resta inteso tuttavia che l'impianto e l'esercizio di linee aeree regolari, con o senza scalo, passanti al di sopra del territorio di una delle Alte Parti contraenti, da parte di imprese appartenenti all'altra Alta Parte contraente, saranno subordinati ad accordi speciali fra i due Governi ».

Il presente Protocollo addizionale viene unito alla Convenzione Generale su citata della quale formerà parte integrante.

In fede di che i Plenipotenziari hanno apposta la propria firma ed il proprio sigillo.

Fatto a Madrid il 3 Ottobre 1928, in doppio originale, italiano e spagnolo ; ambo i testi avranno l'identica efficacia.

(L. S.) Giuseppe MEDICI DEL VASCHELLO.

(L. S.) Marqués DE ESTELLA.

Copie certifiée conforme.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,
Mussolini.

serán nombrados para cada caso en que se presente la necesidad. En el momento en que las Altas Partes contratantes no se muestren conformes en el nombramiento de Presidente o con el dictamen emitido por la referida Comisión, la contienda pasará al Tribunal permanente de Justicia internacional.

Artículo 21.

Cada una de las Altas Partes contratantes podrán, en cualquier momento, denunciar el presente Convenio, mediante aviso con doce meses de anticipación.

Artículo 22.

El presente Convenio habrá de ser ratificado, y las ratificaciones se canjearán en Madrid en el plazo más breve posible.

Dicho Convenio entrará en vigor en la fecha del canje de las ratificaciones.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios han firmado el presente Convenio.

Hecho en Santander el 15 de Agosto de 1927 en original doble, italiano y español; ambos textos tendrán idéntica eficacia.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCHELLO.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

PROTOCOLO ADICIONAL

AL CONVENIO GENERAL DE NAVEGACIÓN AÉREA ENTRE ITALIA Y ESPAÑA, FIRMADO EN SANTANDER EL 15 DE AGOSTO DE 1927.

Los abajo firmantes, debidamente autorizados por sus Gobiernos, se han puesto de acuerdo para substituir la palabra « Estados », que figura al fin del segundo párrafo del art. 1º del Convenio General de Navegación Aérea, firmado en Santander el 15 de Agosto de 1927, por la palabra « Gobiernos ». El segundo párrafo del art. 1º queda por tanto modificado del modo siguiente :

« Queda entendido, sin embargo, que la implantación y el funcionamiento de líneas aéreas regulares, con escala o sin ella, que pasen por encima del territorio de una de las Altas Partes contratantes, por parte de Empresas pertenecientes a la otra Alta Parte, estarán subordinadas a Convenios especiales entre ambos Gobiernos ».

El presente Protocolo adicional se une al Convenio antes citado del que formará parte integrante.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios han puesto en él su firma y sello.

Hecho en Madrid el 3 de Octubre de 1928, en original doble, italiano y español; ambos textos tendrán idéntica eficacia.

(L. S.) Giuseppe MEDICI DEL VASCHELLO.

(L. S.) Marqués DE ESTELLA.

¹ TRADUCTION.N^o 2155. — CONVENTION GÉNÉRALE ENTRE L'ESPAGNE ET L'ITALIE
CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A SANTANDER, LE 15 AOUT 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, également convaincus de l'intérêt réciproque qu'ont l'Italie et l'Espagne à développer, à des fins pacifiques, leurs relations aériennes et, d'une façon générale, les relations internationales par la voie aérienne, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Giuseppe MEDICI DEI MARCHESI DEL VASCCELLO, son ambassadeur ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don Miguel PRIMO DE RIVIERA, marquis de Estella, président de son Conseil des Ministres, et ministre des Affaires étrangères, Grand d'Espagne, lieutenant général des armées, décoré de la Grand' Croix laurée de l'Ordre royal et militaire de St. Ferdinand, chevalier Grand' Croix des ordres de St. Hermenegilde, du Mérite militaire, du Mérite naval, de l'ordre italien de St. Maurice et Lazare, etc., etc., son Gentilhomme de la Chambre « en exercice et service » ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder, en temps de paix, la liberté de passage au-dessus de son territoire aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, pourvu que soient observées les dispositions établies dans la présente convention.

Il est convenu, toutefois, que la création et l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes de lignes aériennes régulières à l'intérieur du territoire de l'autre Partie, avec ou sans escale, seront subordonnées à des conventions spéciales entre les deux Etats.

De plus, pour tout ce qui concerne les relations commerciales aériennes entre les deux Etats, chacune des Hautes Parties contractantes accordera à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée, en tenant compte de la disposition de l'alinéa précédent.

Au sens de la présente convention, le terme « territoire » désigne le territoire national métropolitain et colonial, y compris les eaux territoriales.

Par « aéronef », on entend les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat employés exclusivement par les services commerciaux ou postaux.

Les aéronefs d'Etat, militaires ou bien destinés à d'autres services qu'à ceux ci-dessus désignés, devront, pour survoler le territoire de l'autre Etat ou y atterrir, obtenir une autorisation spéciale. Dans ce cas, les aéronefs militaires jouiront, en principe, des privilèges accordés habituellement aux navires de guerre étrangers, sauf stipulations contraires. La qualité d'aéronef militaire n'exemptera

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2155. — GENERAL CONVENTION BETWEEN SPAIN AND ITALY
REGARDING AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT SANTANDER,
AUGUST 15, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being equally convinced that the peaceable development of air navigation between the two countries, and of international air navigation in general, is to the mutual advantage of Italy and Spain, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Giuseppe MEDICI DEI MARCHESI DEL VASCHELLO, Ambassador of H. M. the King of Italy ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Lieut.-General Don Miguel PRIMO DE RIVERA, Marquis di Estella, Prime Minister and Minister for Foreign Affairs, Grandee of Spain, decorated with the Grand Laureate Cross of the Royal and Military Order of St. Ferdinand, Knight of the Grand Cross of the Orders of St. Hermenegildo, of Military Merit and of Naval Merit ; of the Italian Order of St. Maurice and Lazarus, etc., etc., His Gentleman of the Bedchamber « con ejercicio y servidumbre » ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Each of the High Contracting Parties shall, in time of peace, accord freedom of innocent passage over its territory to aircraft of the other Contracting State duly registered therein, provided that the stipulations of the present Convention are observed.

It is, however, understood that the establishment and operation, by enterprises belonging to one of the High Contracting Parties, of regular air services passing over the territory of the other Contracting Party (with or without any intermediate landing), shall be subject to special agreements between the two States.

Each of the High Contracting Parties will further grant most-favoured-nation treatment to the other Party in all matters of commercial intercourse by air between the two countries, with due regard to the provisions of the previous paragraph.

For the purpose of the present Convention, the term " territory " shall be deemed to mean the mother-country and colonies, together with territorial waters.

The term " aircraft " means privately-owned aircraft and State-owned aircraft which are used exclusively for commercial purposes or the conveyance of mails.

Military or other Government aircraft used for other purposes than those mentioned above must obtain special permission to fly over or land on the territory of the other State. In such cases military aircraft shall, in principle, in the absence of any provisions to the contrary, enjoy the privileges ordinarily granted to foreign warships.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

pas les aéronefs de l'obligation d'atterrir conformément aux règlements de navigation aérienne en vigueur dans chaque Etat, ou lorsque requête ou sommation leur en sera faite par ces Etats.

Article 2.

Les aéronefs de l'une des Parties contractantes, leurs équipages et leurs passagers, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Etat contractant, seront soumis aux obligations résultant des dispositions qui seront en vigueur dans l'Etat survolé, notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres redevances fiscales, aux prohibitions d'importation et d'exportation, au transport des personnes et des marchandises ainsi qu'à la sécurité, à l'hygiène et à l'ordre publics. Ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur sauf dispositions contraires de la présente convention.

Le régime des aéronefs employés pour un service qui exige une convention spéciale sera réglé par ladite convention.

Le transport commercial des personnes et des marchandises entre deux points quelconques du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Article 3.

Les deux Parties contractantes pourront interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones territoriales, sous réserve qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre leurs aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat, sous réserve, naturellement, du droit de souveraineté de chacun des deux Etats sur leur propre territoire en ce qui concerne l'emploi des aéronefs militaires, navals, de police, douaniers, et autres qui effectuent des services nationaux de quelque nature que ce soit. Chacun des Etats contractants devra faire connaître à l'autre les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne est interdite.

En outre, chacune des Parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement, en partie ou complètement, dans des circonstances exceptionnelles, en temps de paix et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait, à cet égard, aucune distinction entre les aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante et ceux ressortissant à tous autres pays étrangers.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite sera tenu, dès qu'il s'en apercevra, de donner le signal de détresse prescrit par le règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé ; il devra, en outre, atterrir en dehors de la zone interdite le plus tôt possible et le plus près possible de l'un des aéroports dudit Etat. De même, l'aéronef auquel sera fait le signal prescrit devra s'éloigner de la zone et atterrir ou amerrir à l'aéroport le plus proche.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs clairement visibles permettant de constater leur identité pendant le vol (marque de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront en outre le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Tous les membres de l'équipage qui exerceront dans l'aéronef une activité soumise, dans leur pays d'origine, à une autorisation spéciale, devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et, notamment, de brevets et licences réglementaires.

Military aircraft shall not be exempt from the obligation to land when required to do so in accordance with the air traffic regulations in force in each State, or when so requested or ordered by that State.

Article 2.

Aircraft of either Contracting Party, as also their crews and passengers, shall, while in the territory of the other State, be subject to the obligations arising from the regulations in force in that country at the time, and especially to the general regulations governing air navigation provided that these are applied to all foreign aircraft without distinction of nationality, the regulations concerning Customs duties and other taxes, import and export prohibitions, transport of passengers and goods, public security, order and health. They shall further be liable to any other obligations arising from the general legislation in force at the time, except as otherwise provided in the present Convention.

Aircraft employed on services for the regulation of which a special convention is necessary shall be treated in accordance with the provisions of that convention.

The commercial transport of passengers and goods between two points within the territory of either State may be reserved for the aircraft of that State.

Article 3.

Either High Contracting Party may prohibit flight over certain areas of its territory, provided that no distinction is made in this respect between its own aircraft and those of the other Contracting State, and subject, of course, to the sovereign rights of each of the two States over its own territory in respect of the use of military, naval, police, Customs and other aircraft employed in any way in the Government service. Areas over which flight is prohibited shall be notified to the other Party.

Each of the Contracting Parties further reserves the right, in time of peace, temporarily to restrict flights over its territory, or to prohibit them entirely, with immediate effect, owing to exceptional circumstances, provided that no distinction is made in this respect between the aircraft of the other Contracting Party and that of any other foreign country.

Article 4.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as the fact is noticed, give the signal of distress prescribed by the air regulations of the State flown over, and land without delay at one of the nearest aerodromes of the State in question situated outside the prohibited area. Similarly, any aircraft to which the prescribed signal is given must leave the area and land or anchor at the nearest aerodrome.

Article 5.

Aircraft must bear distinctive and clearly-visible marks enabling them to be identified in flight (nationality and registration marks). They must also be marked with the name and address of their owner.

Aircraft must carry certificates of registration and airworthiness, and, in addition, any other documents required for air navigation in the country to which they belong.

Members of the crew performing duties on board for the exercise of which a special licence is required in their country of origin must carry the certificates required for air navigation in the said country, and in particular the prescribed certificates of competency and licences.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces mentionnant leurs occupations à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou reconnus par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou reconnus par celui-ci.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître pour la navigation aérienne sur son territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par l'autre partie contractante.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en n'aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic national. « L'expédition » des aéronefs s'effectuera en tenant compte des dispositions analogues en vigueur pour le trafic maritime national.

Article 6.

Sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, les aéronefs de l'autre Partie contractante ne pourront être munis d'appareils de radiocommunication que pour autant que cela sera permis dans les deux Etats contractants. De tels appareils ne devront être utilisés que par les membres de l'équipage porteurs d'une autorisation spéciale délivrée à cet effet par leur pays d'origine.

Pour des raisons de sécurité, les deux Etats contractants se réservent d'édicter des règlements relatifs à l'équipement obligatoire des aéronefs avec des appareils de radio-communication.

Article 7.

Les aéronefs, leur équipage et leurs passagers, ne pourront exporter ni armes, ni munitions, ni gaz nocifs, ni explosifs, ni pigeons voyageurs ni appareils photographiques, sans l'autorisation de l'Etat survolé.

Article 8.

Les aéronefs transportant des voyageurs ou des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs, et pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et quantité ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés, les autorités douanières de l'aéroport d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport d'envois postaux sera réglé directement entre les administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

Article 9.

Dans tous les cas de départ et d'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire par les autorités compétentes les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 10.

Les aéroports à la disposition de la navigation aérienne publique seront accessibles aux aéronefs des deux Etats ; ceux-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques, de liaison radio-électrique, de signalisation diurne et nocturne.

The other members of the crew must carry certificates indicating their duties on board, their trade, identity and nationality.

Certificates of airworthiness, certificates of competency, and licences issued or approved by one of the High Contracting Parties for the aircraft or the crew, shall have the same validity in the other State as the corresponding documents issued or approved by the latter State.

As regards air navigation over its own territory, each of the Contracting Parties may refuse to recognise certificates of competency and licences issued to its nationals by the other Contracting Party.

Except as may be otherwise agreed, the crew and passengers must carry the papers prescribed by the regulations in force at any time for international traffic.

The " despatch " of aircraft shall be effected in accordance with the similar provisions in force for international maritime traffic.

Article 6.

Aircraft of either Contracting Party, when over the territory of the other Party, may not carry apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages, except in so far as this is permitted by both Contracting States. Such apparatus may only be used by members of the crew who are in possession of a special licence issued by their State of origin.

Either Contracting Party shall be entitled, on grounds of safety, to issue rules for the compulsory equipment of aircraft with apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages.

Article 7.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, poisonous gases, explosives, carrier pigeons, or photographic apparatus, except with the permission of the State whose territory is flown over.

Article 8.

Aircraft which carry passengers and goods must be provided with a list of the passengers' names, and with a manifest specifying the nature and quantity of the goods carried, together with the necessary Customs declarations.

Should it be discovered on the arrival of an aircraft that there is a discrepancy between the above documents and the goods actually carried, the Customs authorities of the aerodrome of arrival shall immediately communicate with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

The carrying of mails shall be arranged by special direct agreements between the postal administrations of the two Contracting States.

Article 9.

Each of the Contracting States may, in its own territory, cause the aircraft of the other State to be inspected by the competent authorities on arrival or departure, and the prescribed certificates and other documents to be verified.

Article 10.

Aerodromes which are open to public air traffic shall be available to the aircraft of either State. Similarly, the meteorological information service and the radiotelegraphic and day and night signalling services shall be at the disposal of such aircraft. All charges (for landing, length of stay, etc.) shall be levied at the same rate on national aircraft and on those of the other State.

Les taxes éventuelles, taxes d'atterrissage, de séjour, etc., seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et ceux ressortissants à l'autre Etat.

Le régime d'utilisation des aéroports déclarés nationaux par les aéronefs employés à un service qui exige une convention spéciale, sera régie par ladite convention.

Article 11.

A l'entrée et à la sortie, les aéronefs à destination ou en provenance d'un des Etats contractants ne pourront se diriger que sur un aéroport ouvert à la navigation aérienne publique, classé comme aéroport douanier (avec service de contrôle des passeports) et sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aéroport. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aéroports, où seront effectuées les opérations de dédouanement et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissages intermédiaires s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé, en dehors des aéroports visés à l'alinéa 1, le commandant de bord, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation nationale en la matière, et le commandant sera tenu d'informer de l'atterrissage l'autorité locale la plus proche afin de permettre à celle-ci d'établir un service de surveillance approprié jusqu'à ce qu'intervienne le service douanier compétent.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des aéroports ouverts à la navigation aérienne publique ; cette liste définira ceux d'entre eux qui sont classés comme aéroports douaniers. Toute modification apportée à cette liste et toute restriction, même temporaire, du droit d'utiliser l'un de ces aéroports, devront être immédiatement communiquées à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Les frontières des deux Hautes Parties contractantes ne seront franchies qu'aux points déterminés par l'Etat en question.

Il est entendu que toute zone dans laquelle l'une des Parties contractantes autorise le franchissement de ses frontières par ses aéronefs nationaux ou par des aéronefs d'une autre nationalité, pourra être utilisée sans autre formalité pour le passage des aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante.

Article 13.

Il ne pourra être jeté, en fait de lest, que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets ou matières pour lesquels l'Etat survolé aura accordé une autorisation spéciale.

Article 15.

Pour toutes les questions de nationalité liées à l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne peut être immatriculé dans l'un des deux Etats que s'il appartient en entier à des ressortissants de cet Etat. Si le propriétaire est une société, cette société, quelle que soit sa forme, devra satisfaire à toutes les conditions qu'exige la législation italienne ou espagnole pour être considérée comme société italienne ou espagnole.

The utilisation of aerodromes which are national property by aircraft employed on a service for the regulation of which a special Convention is necessary shall be subject to the provisions of that Convention.

Article 11.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the Contracting States shall land at or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a Customs aerodrome, at which facilities exist for the examination of passports, and no intermediate landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, where the Customs and passport formalities will be carried out. The prohibition of intermediate landing shall also apply in these special cases.

In case of forced landing outside the aerodromes referred to in the first paragraph, the pilot, the crew and the passengers must observe the relevant regulations in force in the country in question, and the pilot shall be required to notify the nearest public authority of his landing, so that the latter may arrange for the necessary supervision pending the arrival of the competent Customs officials.

Each of the High Contracting Parties shall communicate to the other a schedule of aerodromes open to public air traffic. This schedule shall specially indicate those aerodromes which have Customs offices. Any change in this schedule, and any restriction, even temporary, of the right to utilise any such aerodrome, must be notified immediately to the other Contracting Party.

Article 12.

The frontiers of either Contracting State shall only be crossed at the points prescribed by the State concerned.

It is understood that all sections of the frontier over which either Contracting State has granted the right of passage to its own aircraft or to aircraft of another nationality shall *ipso facto* be open to the aircraft of the other Contracting State.

Article 13.

No ballast other than fine sand or water may be dropped.

Article 14.

No articles or substances other than ballast may be dropped or thrown from an aircraft in flight unless special permission has been obtained for this purpose from the State whose territory is flown over.

Article 15.

In regard to any questions of nationality which may arise in the execution of the present Convention, it is understood that aircraft shall possess the nationality of the State in which they are duly registered.

No aircraft may be registered in one of the Contracting States unless it belongs wholly to nationals of that State. Should the owner be a corporation of any kind, such corporation must fulfil all the conditions required by the Italian or Spanish laws in force in order that it may be considered as an Italian or Spanish corporation respectively.

Article 16.

Les deux Hautes Parties contractantes échangeront chaque mois la liste des inscriptions et des radiations effectuées au cours du mois précédent sur leurs registres respectifs.

Article 17.

Tout aéronef passant ou transitant à travers l'atmosphère d'un des deux Etats contractants et effectuant seulement les atterrissages raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 18.

Les aéronefs ressortissants aux deux Etats contractants auront droit, pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des appareils perdus en haute mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales qui seront en vigueur ou, à défaut, des lois nationales des sauveteurs.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions en vigueur sur la navigation aérienne dans leurs territoires respectifs.

Article 20.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés toutes les fois que ce sera possible par entente directe entre les administrations compétentes des deux Parties contractantes, notamment en ce qui concerne les formalités de douane.

Les sanctions qui devront être appliquées aux aéronefs en vertu de la présente convention seront proposées par une commission composée d'experts italiens et espagnols ; ces sanctions seront soumises à l'approbation des deux Hautes Parties contractantes.

Toute contestation au sujet de l'application de la présente convention, qui n'aurait pu être résolue à l'amiable par la voie diplomatique ordinaire, sera soumise, tout d'abord, à l'examen d'une commission de conciliation composée d'un membre pour l'Italie, d'un membre pour l'Espagne et d'un président nommé d'un commun accord. Les membres et le président seront nommés toutes les fois que le besoin s'en présentera. Si les Parties contractantes ne tombent pas d'accord au sujet du nom du président ou de l'avis formulé par ladite commission, le litige sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, dénoncer la présente convention avec préavis de douze mois.

Article 16.

The High Contracting Parties shall communicate to each other monthly lists of registrations entered or cancelled in their aircraft registers during the preceding month.

Article 17.

Aircraft passing or flying over the territories of either Contracting State, and making only such landings as are reasonably necessary, shall be exempted from seizure on account of infringement of a patent or protected design, on depositing security, the amount of which, in default of amicable arrangement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

Article 18.

Aircraft belonging to either Contracting State shall be entitled, on landing in the territory of the other State, particularly in case of forced landings, to the same measures of assistance as the national aircraft of the last-named State.

The salvage of aircraft lost at sea shall be subject, in the absence of other agreements, to the rules of maritime law resulting from the international agreements in force, or, in the absence of such agreements, to the maritime law of the State to which the salvors belong.

Article 19.

The High Contracting Parties shall notify each other of all regulations in force for air traffic in their respective territories.

Article 20.

The methods by which the present Convention shall be carried out in detail (in regard especially to Customs formalities) shall be settled as far as possible by direct agreement between the competent Departments of the Contracting States.

A committee of Italian and Spanish experts shall decide upon the penalties to be imposed on aircraft in connexion with the present Convention, and shall submit them to the High Contracting Parties for approval.

Any dispute regarding the execution of the present Convention which cannot be settled amicably through the usual diplomatic channel shall, in the first place, be submitted to a Conciliation Commission consisting of one member for Italy, one member for Spain, and a President appointed by common consent. Both the members and the President shall be appointed from time to time as need arises. Should the Contracting Parties fail to agree upon the choice of the President, or to accept the solution proposed by the said Commission, the dispute shall be referred to the Permanent Court of International Justice.

Article 21.

Each of the High Contracting Parties may at any time denounce the present Convention on giving twelve months' notice.

Article 22.

Cette convention devra être ratifiée. Les ratifications seront échangées à Madrid le plus tôt possible; elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait à Santander le 15 août 1927, en double original, en langues italienne et espagnole, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCELLO.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A LA CONVENTION GÉNÉRALE DE NAVIGATION AÉRIENNE CONCLUE ENTRE L'ITALIE ET L'ESPAGNE,
SIGNÉE A SANTANDER, LE 15 AOUT 1927.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, se sont mis d'accord pour substituer au mot « États », qui figure à la fin du second paragraphe de l'article premier de la Convention générale de navigation aérienne signée à Santander, le 15 août 1927, le mot « gouvernements ». Le second alinéa de l'article premier est, en conséquence, modifié comme suit :

« Il reste entendu, toutefois, que la création et l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes de lignes aériennes régulières à l'intérieur du territoire de l'autre Partie, avec ou sans escale, seront subordonnées à une convention spéciale entre les deux gouvernements. »

Le présent protocole additionnel est joint à la convention générale ci-dessus mentionnée dont il formera partie intégrante.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont apposé leur propre signature et leur propre sceau.

Fait à Madrid, le 3 octobre 1928, en double original, en langue italienne et espagnole, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) Marques DE ESTELLA.

(L. S.) Giuseppe MEDICI DEL VASCELLO.

Article 22.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Madrid as early as possible.

The Convention shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Santander on August 15, 1927, in duplicate, in the Italian and Spanish languages, both texts being equally authentic.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCHELLO.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE GENERAL CONVENTION BETWEEN ITALY AND SPAIN REGARDING AERIAL NAVIGATION,
SIGNED AT SANTANDER AUGUST 15, 1927.

The undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed to replace the word " States " at the end of the second paragraph of Article 1 of the General Convention relating to Air Navigation, signed at Santander on August 15, 1927, by the word " Governments ". The second paragraph of Article 1 will accordingly be amended as follows :

" It is, however, understood that the establishment and operation, by enterprises belonging to one of the High Contracting Parties of regular air services passing over the territory of the other Contracting Party (with or without any intermediate landing), shall be subject to special agreements between the two Governments."

The present Additional Protocol shall be annexed to the above-mentioned General Convention, of which it shall form an integral part.

In faith whereof the Plenipotentiaries have affixed thereto their signatures and seals.

Done at Madrid on October 3, 1928, in duplicate, in the Italian and Spanish languages, both texts being equally authentic.

(L. S.) Giuseppe MEDICI DEL VASCHELLO.

(L. S.) Marques DE ESTELLA.

N° 2156.

ESPAGNE ET ITALIE

Convention relative à l'établissement
d'une ligne aérienne régulière entre
les deux Nations. Signée à Madrid,
le 3 octobre 1928.

SPAIN AND ITALY

Convention regarding the Establish-
ment of a Regular Line of Aerial
Navigation between the two Na-
tions. Signed at Madrid, October
3, 1928.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2156. — CONVENZIONE¹ FRA L'ITALIA E LA SPAGNA, RELATIVA ALLA LINEA AEREA REGOLARE TRA LE DUE NAZIONI, FIRMATA A MADRID, IL 3 OTTOBRE 1928.

*Textes officiels espagnol et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 septembre 1929.*

SUA MAESTA IL RE D'ITALIA e SUA MAESTA IL RE DI SPAGNA, egualmente convinti dell'interesse reciproco che hanno l'Italia e la Spagna a facilitare, per fini pacifici, l'impianto di una linea aerea regolare tra le due Nazioni, hanno risoluto di concludere una Convenzione a questo fine, ad hanno designato, per loro Plenipotenziari, rispettivamente :

SUA MAESTA IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza il Nobile Giuseppe MEDICI DEI MARCHESI DEL VASCELLO, Suo Ambasciatore a Madrid ;

SUA MAESTA IL RE DI SPAGNA :

all'Eccllmo, Signor Tenente Generale Don Michele PRIMO DE RIVERA, Marchese di Estella, Presidente del Consiglio dei Ministri, e Ministro degli Esteri, Grande di Spagna, decorato con la Gran Croce Laureata del Reale e Militare Ordine di S. Fernando, Cavaliere di Gran Croce degli Ordini di S. Ermenegildo, del Merito Militare, del Merito Navale, dell'Ordine Italiano dei Santi Maurizio e Lazzaro, ecc., ecc., Suo Gentiluomo di Camera « con ejercicio y servidumbre »,

i quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, sono convenuti nelle disposizioni seguenti :

Articolo 1.º

La rotta completa della linea Italia-Spagna sarà :

Roma-Genova-Barcellona-Mallorca-Roma o, nel caso che si creda più conveniente, in senso inverso.

Gli approdi nell'Isola di Mallorca saranno Pollenza, Alcudia e Palma a seconda delle condizioni atmosferiche.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti previo accordo con l'altra Parte potrà sopprimere, nella rotta completa, i tratti che giudichi convenienti, lasciando sempre uno per lo meno in esercizio di quelli internazionali : Genova-Barcellona o Roma-Mallorca, che uniscano le due Nazioni.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 26 août 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2156. — CONVENIO¹ ENTRE ITALIA Y ESPAÑA PARA EL ESTABLECIMIENTO DE UNA LÍNEA AÉREA REGULAR ENTRE AMBAS NACIONES. FIRMADO EN MADRID, EL 3 DE OCTUBRE DE 1928.

Italian and Spanish official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 24, 1929.

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA y SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA, igualmente convencidos del interés recíproco que tienen Italia y España en facilitar, para fines pacíficos, el establecimiento de una línea aérea regular entre ambas naciones, han resuelto concertar un Convenio con este fin y han designado, respectivamente, por sus Plenipotenciarios :

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA :

al Excmo. Señor Noble Giuseppe MEDICI DE LOS MARQUESES DEL VASCCELLO, Su Embajador en Madrid ;

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA :

al Excmo. Señor Teniente General D. Miguel PRIMO DE RIVERA y ORBANEJA, Marqués de Estella, Presidente de Su Consejo de Ministros y Su Ministro de Estado, Grande de España, condecorado con la Gran Cruz Laureada de la Real y Militar Orden de San Fernando, Caballero Gran Cruz de las Ordenes de San Hermenegildo, del Mérito Militar, del Mérito Naval, de San Mauricio y San Lázaro de Italia, etcétera, etc., Su Gentilhombre de Cámara con Ejercicio y Servidumbre,

los cuales, después de haber canjeado sus plenos poderes, reconocidos en buena y debida forma, han convenido las siguientes cláusulas :

Artículo 1.º

La ruta completa de la línea internacional Italia y España será :

Roma-Génova-Barcelona-Mallorca-Roma, o si se estima más oportuno, en sentido inverso.

Los amarajes en la isla de Mallorca se podrán hacer en Pollensa, Alcudia o Palma, según las condiciones atmosféricas.

Cada Alta Parte contratante podrá previo aviso a la otra Alta Parte, suprimir en la ruta completa de la línea los tramos que juzgue conveniente, dejando siempre uno en explotación, por lo menos, de los internacionales Barcelona-Génova o Mallorca-Roma, que ligan ambas naciones.

¹ The exchange of ratifications took place at Madrid, August 26, 1929.

Articolo 2.º

Questo servizio verrà impiantato a mezzo di due Enti, uno italiano e l'altro spagnolo, che funzioneranno indipendentemente, tanto dal lato tecnico che amministrativo, in conformità delle disposizioni di legge della rispettiva nazionalità, senza altri legami fra loro che l'accordo per le tariffe, l'ordinamento degli itinerari e del movimento.

Articolo 3.º

Ciascuna delle Alte Parti contraenti si impegna di accettare la designazione dell'Ente nazionale, che per questo servizio faccia l'altra Parte, previa dimostrazione della nazionalità, secondo la legislazione vigente nei rispettivi paesi.

Articolo 4.º

Il trattamento che riceveranno le aeronavi dei due Enti nei porti marittimi delle due Nazioni e scali eventuali per ammarraggi forzati sarà completamente reciproco.

Per la utilizzazione degli aeroporti saranno stipulate le tasse sulla base della reciprocità, e la utilizzazione dei porti marittimi sarà sulla base dell'esenzione da qualsiasi tassa.

Articolo 5.º

Ciascun Ente nella propria nazione, sulla base della assoluta reciprocità, sarà obbligato a concedere a quello straniero la utilizzazione di tutti gli elementi ausiliari che abbia disposto per uso proprio, compreso il servizio di soccorso, che sarà obbligatorio, sia stabilito in modo completo in Barcellona e Mallorca e in Genova e Sardegna rispettivamente dall'uno e dall'altro Ente, potendosi approfittare degli elementi di cui dispongono a questo scopo i detti porti marittimi.

I due Enti potranno prendere accordi circa l'utilizzazione comune, a base di eguaglianza, degli elementi di salvataggio situati nei posti nazionali od esteri intermedi e del loro impiego a seconda del luogo e della nazionalità dell'apparecchio che richieda il salvataggio.

Articolo 6.º

I servizi ufficiali di ambedue gli Stati, tanto quelli propri della Navigazione aerea, come quelli ausiliari di Radiocomunicazione, Meteorologici ecc., ecc., useranno eguale trattamento all'Ente nazionale ed a quello straniero che prestino servizio sulla linea aerea Italia-Spagna.

Articolo 7.º

Ciascuna delle due Alte Parti contraenti si riserva di determinare la frequenza e la sovvenzione con le quali dovrà effettuare il servizio il proprio Ente, con un minimo di un viaggio settimanale di andata e ritorno da parte di ciascun Ente.

Articolo 8.º

Sarà obbligatorio da parte dei due Enti il trasporto della corrispondenza al suo destino dentro del peso fissato a questo effetto nelle convenzioni che allo scopo saranno tenute dalle amministrazioni postali dei due paesi, sulla base della completa reciprocità.

Artículo 2.º

Se establecerá este servicio realizado por dos entidades, una italiana y otra española, que funcionarán independientemente tanto en su parte técnica como administrativa, con arreglo cada una a la legislación de su nacionalidad, sin más conexión entre ellas que el acuerdo de tarifas y el ordenamiento de los itinerarios y del tráfico.

Artículo 3.º

Cada una de las Altas Partes contratantes se compromete a aceptar la designación de la entidad nacional que, para este servicio, haga la otra Parte, previa la demostración de nacionalidad con arreglo a la legislación de cada país.

Artículo 4.º

El trato que reciban las aeronaves de ambas entidades en los puertos marítimos de las dos naciones será completamente recíproco.

Para la utilización de los aeropuertos se estipularán los derechos a base de reciprocidad, y la utilización de los puertos marítimos será a base de exención de todo derecho.

Artículo 5.º

Cada entidad en su nación, a base de absoluta reciprocidad, estará obligada a facilitar a la extranjera la utilización de todos los elementos auxiliares que tenga dispuestos para el uso propio, incluso el servicio de salvamento, que será obligatorio establecer de modo completo en Barcelona y Mallorca y en Génova y en Cerdeña por una y otra entidad, respectivamente, pudiendo las dos aprovechar los elementos de que dispongan a este efecto dichos puertos marítimos.

Las dos entidades podrán concertar el aprovechamiento común a base de equidad de elementos de salvamento establecidos en los puertos nacionales extranjeros intermedios y su utilización según el lugar y la nacionalidad del aparato que requiera el salvamento.

Artículo 6.º

Los servicios oficiales de ambos Estados, tanto los propios de la Navegación aérea como sus auxiliares de Radiocomunicación, Meteorología, etcétera, etc., ofrecerán igual trato a las entidades nacional y extranjera, que sirvan la línea aérea Italia-España.

Artículo 7.º

Cada una de las dos Altas Partes contratantes se reserva el determinar la frecuencia y subvención con que ha de realizar este servicio la propia entidad, con el mínimo de un viaje semanal de ida y regreso por empresa.

Artículo 8.º

Será obligatorio para las dos entidades la conducción de la correspondencia a su destino dentro del peso fijado para esta atención en los Convenios que a este efecto celebren las Administraciones postales de ambos países, a base de completa reciprocidad.

Articolo 9.º

Il peso utile che rimanga disponibile, dopo aver posto il carico fissato per la corrispondenza, potrà essere utilizzato, nella forma consentita dalla legislazione vigente nei rispettivi due paesi, con il trasporto di passeggeri, ponendosi d'accordo i due Enti per fissare eguali tariffe, che dovranno essere approvate dai due Governi su proposta della Commissione di tecnici.

Articolo 10.

Sarà vietato all'Ente italiano sul tratto Mallorca Barcellona il trasporto di cabotaggio, tra queste due località, dei passeggeri, merci e posta, essendo, detto trasporto di cabotaggio, riservato alle aeronavi nazionali spagnole.

Ugualmente sarà vietato all'Ente spagnolo nel tratto Genova-Roma-Sardegna il trasporto di cabotaggio, tra queste località, di passeggeri, posta e merci che sarà riservato alle aeronavi nazionali italiane.

Articolo 11.

Se, una volta iniziato il servizio, i due Enti stimeranno opportuna la loro fusione, sulla base della completa eguaglianza, in seguito a loro proposta i Governi potranno autorizzarla.

Articolo 12.

Sarà nominata una Commissione formata di un tecnico di ciascuna delle due nazionalità per la regolamentazione di questa Convenzione e la risoluzione di tutti gli incidenti che possano sorgere a questo proposito, e nel caso di disaccordo si nominerà, per il caso specifico, un terzo tecnico nominato dai rappresentanti delle due Nazioni.

Articolo 13.

Le Alte Parti contraenti, a mezzo della commissione di cui all'articolo precedente, si daranno mutua conoscenza del personale e del materiale che i due Enti utilizzino nel servizio oggetto della presente Convenzione.

Articolo 14.

La presente Convenzione può essere denunciata da ciascuna delle due Parti con preventivo avviso di sei mesi.

Articolo 15.

La presente Convenzione dovrà essere ratificata, e le ratifiche si scambieranno in Madrid nel piu breve termine possibile.

Fatto in doppio originale, italiano e spagnolo ; i due testi avranno pari efficacia.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione a Madrid il tre Ottobre 1928 VIº.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCELLO.

Copie certifiée conforme.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie :

Mussolini.

Artículo 9.º

El peso útil que quede disponible después de emplear la carga estipulada para correspondencia podrá ser utilizado, en la forma que lo consienta la legislación vigente en cada país, en la conducción de pasajeros, poniéndose de acuerdo ambas entidades para la fijación de las mismas tarifas, que deberán ser aprobadas por ambos Gobiernos mediante informe de la Comisión de Técnicos.

Artículo 10.

Estará prohibido a la entidad italiana el transporte de cabotaje en el tramo Mallorca-Barcelona, tanto el de pasajeros como los de mercancías y correos, quedando dicho transporte de cabotaje reservado a las aeronaves nacionales españolas.

Igualmente estará prohibido a la entidad española en el tramo Génova-Roma el transporte de cabotaje entre estas dos localidades, tanto de pasajeros y mercancías como de correos, quedando dicho transporte reservado para las aeronaves nacionales italianas.

Artículo 11.

Si en el curso de la explotación ambas entidades estimaran conveniente su fusión, a base de completa igualdad, con arreglo a su propuesta, los Gobiernos podrían autorizarla.

Artículo 12.

Se nombrará una Comisión formada por un técnico de cada una de las dos nacionalidades para la reglamentación de este Convenio y la resolución de todos los incidentes que puedan surgir con este motivo, y, caso de desacuerdo, se nombrará para el caso concreto un tercer técnico elegido por la representación de ambas Naciones.

Artículo 13.

Las Altas Partes contratantes, por medio de la Comisión a que se refiere el artículo anterior, se pondrán en conocimiento mutuo el material y personal que las entidades nacionales utilicen en el servicio objeto de este Convenio.

Artículo 14.

Este Convenio puede ser denunciado por cada una de las Partes avisando con seis meses de anticipación.

Artículo 15.

El presente Convenio habrá de ser ratificado, y las ratificaciones se canjearán en Madrid en el plazo más breve posible.

Hecho en original doble, italiano y español ; ambos textos tendrán idéntica eficacia.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios han firmado el presente Convenio en Madrid, a tres de Octubre de 1928.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie :
Mussolini.

¹ TRADUCTION.N^o 2156. — CONVENTION ENTRE L'ESPAGNE ET L'ITALIE RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT D'UNE LIGNE AÉRIENNE RÉGULIÈRE ENTRE LES DEUX NATIONS. SIGNÉE A MADRID, LE 3 OCTOBRE 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, également convaincues de l'intérêt réciproque qu'ont l'Italie et l'Espagne à faciliter, pour des fins pacifiques, la création d'une ligne aérienne régulière entre les deux nations, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, respectivement :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Giuseppe MEDICI DEI MARCHESI DEL VASCELLO, son ambassadeur à Madrid ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don Miguel PRIMO DE RIVERA, Marquis de Estella, président de son Conseil des Ministres et ministre des Affaires étrangères, Grand d'Espagne, lieutenant-général des armées, décoré de la Grand' Croix laurée de l'Ordre Royal et militaire de Saint-Ferdinand, chevalier Grand' Croix des Ordres de Saint-Hermenegilde, du Mérite militaire, du Mérite naval, de l'Ordre italien de Saint-Maurice et Lazare, etc., etc., son gentilhomme de la Chambre « en exercice et service » ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'itinéraire complet de la ligne Italie-Espagne sera :

Rome-Gênes-Barcelone-Majorque-Rome, ou, au cas où on le jugerait plus convenable, vice-versa.

Les atterrissages dans l'île Majorque seront : Pollenza, Alcudia et Palma, selon les conditions atmosphériques.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, après accord avec l'autre Partie, supprimer dans l'itinéraire complet les sections qu'elle jugera convenables, en laissant toujours en exploitation une au moins des sections internationales suivantes : Gênes-Barcelone, ou Rome-Majorque, qui relie les deux Etats.

Article 2.

Ce service sera créé au moyen de deux organismes, l'un italien et l'autre espagnol, qui fonctionneront d'une manière indépendante, du point de vue tant technique qu'administratif, conformément aux dispositions légales de chaque nation, sans autre lien entre eux que les accords relatifs aux tarifs, à l'organisation des itinéraires et du trafic.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2156. — CONVENTION BETWEEN SPAIN AND ITALY REGARDING THE ESTABLISHMENT OF A REGULAR LINE OF AERIAL NAVIGATION BETWEEN THE TWO NATIONS. SIGNED AT MADRID, OCTOBER 3, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being equally convinced of the mutual advantage to Italy and Spain of creating, for peaceful purposes, a regular air line between the two countries, have decided to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Giuseppe MEDICI DEI MARCHESI DEL VASCHELLO, His Ambassador at Madrid

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don Miguel PRIMO DE RIVERA, Marques de Estella, His Prime Minister and Minister for Foreign Affairs, Grandee of Spain, Lieutenant-General of the Army, decorated with the Grand Laureate Cross of the Royal and Military Order of St. Ferdinand, Knight of the Grand Cross of the Orders of St. Hermenegildo, of Military Merit and of Naval Merit, of SS. Maurice and Lazarus of Italy, His Gentleman of the Bedchamber " con ejercicio y servidumbres ", etc., etc.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The complete itinerary of the Italo-Spanish line shall be : Rome-Genoa-Barcelona-Majorca-Rome, or *vice versa*, should this be considered more convenient.

The landing-place in the Island of Majorca may be Pollenza, Alcudia or Palma, according to meteorological conditions.

Each of the High Contracting Parties may, after agreement with the other Party, discontinue to serve such sections of the complete route as it may think fit, but shall always keep open at least one of the international sections connecting the two countries — Genoa-Barcelona or Rome-Majorca.

Article 2.

This service shall be set up by means of two organisations — one Italian and the other Spanish — which will operate independently, both from a technical and administrative point of view, each in conformity with the laws of its own country, without any bond between them other than the agreement relating to tariffs and the organisation of time-tables and traffic.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accepter la désignation de l'organisme national qui sera faite par l'autre Partie en vue de ce service, après la preuve de nationalité, conformément à la législation en vigueur dans les pays respectifs.

Article 4.

Le traitement auquel seront soumis les aéronefs de ces deux organismes dans les ports maritimes des deux nations et lors des escales éventuelles, en cas d'atterrissage forcé, sera complètement réciproque.

Pour l'utilisation des aéroports, les taxes seront fixées sur la base de la réciprocité et l'utilisation des ports maritimes, sur la base de l'exemption de toute taxe.

Article 5.

Chaque organisme sera, dans son pays, sur la base de la réciprocité absolue, tenu d'accorder à l'organisme étranger l'utilisation de tous les moyens auxiliaires qu'il aura pu installer pour son propre usage, y compris le service de secours, qu'il conviendra obligatoirement de faire établir, d'une manière complète, à Barcelone, à Majorque, à Gênes et en Sardaigne, par chaque organisme, celui-ci pouvant profiter des installations dont ces ports maritimes sont dotés à cet effet.

Les deux organismes pourront passer des conventions relatives à l'utilisation commune, sur une base d'égalité, des moyens de sauvetage situés dans les localités nationales ou étrangères intermédiaires, et au sujet de l'emploi de ces moyens, selon le lieu et la nationalité de l'appareil qu'il serait nécessaire de sauver.

Article 6.

Les services officiels des deux Etats, aussi bien ceux de la navigation aérienne que les services auxiliaires de radio-communication, de météorologie, etc., traiteront de la même manière l'organisme national et l'organisme étranger qui desserviront la ligne aérienne Italie-Espagne.

Article 7.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve de déterminer la fréquence et la subvention avec lesquelles son organisme devra effectuer le service, le minimum étant un voyage aller et retour par semaine effectué par chaque organisme.

Article 8.

Sera obligatoire pour les deux organismes l'acheminement de la correspondance postale à destination dans les limites du poids fixé à cet effet par les conventions qui seront passées par les administrations postales des deux pays, sur une base de complète réciprocité.

Article 9.

Le poids utile, restant disponible après embarquement de la charge fixée pour la correspondance, pourra être utilisé sous la forme autorisée par la législation en vigueur dans chacun des deux pays

Article 3.

Each of the High Contracting Parties undertakes to accept the national organisation appointed by the other Party for this service, after proof of nationality has been given in conformity with the laws of each country.

Article 4.

The treatment received by the aircraft of the two organisations in the maritime ports of the two countries and during stoppages due to forced landings shall be in every respect reciprocal.

The charges for the use of aerodromes shall be fixed on a basis of reciprocity ; no charge shall be made for the use of maritime ports.

Article 5.

Each organisation shall, subject to complete reciprocity, be required to allow the foreign organisation the use of any auxiliary arrangements which it may have provided for its own use, including the relief services which each organisation shall be bound to establish in a complete form at Barcelona and in Majorca, and at Genoa and in Sardinia, respectively ; any relief arrangements existing in these maritime ports shall be available to both organisations.

The two organisations may agree upon the joint utilisation, on a basis of equality, of salvage arrangements provided in the intermediate national or foreign ports, and to the method of employing such apparatus, according to the place and to the nationality of the aircraft to be salvaged.

Article 6.

The official services of the two countries — both those dealing with air navigation proper and the auxiliary wireless and meteorological services, etc. — shall accord equal treatment to the national and foreign organisations running the Italo-Spanish air line.

Article 7.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to determine the frequency with which its own organisation shall effect the service, and the amount of the subsidy to be granted in respect of the same, provided that each organisation makes at least one out-and-home journey per week.

Article 8.

Both organisations shall be required to carry mails to their destination, up to the maximum weight fixed for such in conventions to be concluded by the Post Offices of the two countries, on the basis of complete reciprocity.

Article 9.

Such weight-carrying capacity as remains available after the loading of the weight fixed for mails may be utilised, in the form authorised by the legislation in force in each of the two countries,

pour le transport des voyageurs ; les deux organismes se mettront d'accord pour fixer des tarifs égaux qui devront être approuvés par les deux gouvernements, sur la proposition de la commission technique.

Article 10.

Il sera interdit à l'organisme italien, sur la section Majorque-Barcelone, de faire le cabotage, par ces deux localités, des voyageurs, marchandises et courriers, ce cabotage étant réservé aux aéronefs de nationalité espagnole.

De même, il sera interdit à l'organisme espagnol, sur la section Gênes-Rome-Sardaigne, de faire le cabotage par ces localités, des voyageurs, marchandises et courriers, ce cabotage étant réservé aux aéronefs de nationalité italienne.

Article 11.

Si, en cours d'exploitation, les deux organismes jugent convenable de se fusionner, sur une base de complète égalité, les gouvernements pourront donner suite à leur proposition et l'autoriser.

Article 12.

Il sera nommé une commission, composée d'un expert de chacune des deux nationalités, pour l'application de ladite convention et le règlement de tous les incidents qui pourraient surgir de ce chef ; en cas de désaccord, pour chaque cas particulier, il sera nommé un troisième expert par les soins des représentants des deux nations.

Article 13.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, par l'intermédiaire de la commission dont il est parlé à l'article précédent, la liste du personnel et du matériel que les deux organismes utiliseront pour le service qui fait l'objet de la présente convention.

Article 14.

La présente convention pourra être dénoncée par chacune des deux Parties avec préavis de six mois.

Article 15.

La présente convention devra être ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt possible à Madrid.

Fait en double original, en langues italienne et espagnole, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, à Madrid, le 3 octobre 1928.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCELLO.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

for the conveyance of passengers ; the two organisations shall agree to fix equal tariffs, to be approved by the two Governments on the proposal of the technical commission.

Article 10.

The Italian organisation shall not be permitted to carry local passenger, goods or mail traffic on the Majorca-Barcelona section, such traffic being reserved for Spanish aircraft.

Similarly, the Spanish organisation shall not be permitted to carry local passenger, goods or mail traffic on the section Genoa-Rome-Sardinia, such traffic being reserved for Italian aircraft.

Article 11.

If, once the service has been instituted, the two organisations find it desirable to amalgamate on a basis of complete equality, the Governments may accede to their proposal and authorise such amalgamation.

Article 12.

A Commission shall be nominated, composed of an expert of each of the two nationalities, to arrange for the application of the present Convention and to settle any incidents which may arise in connection therewith ; in the event of disagreement, a third expert shall be elected for the particular case, by the representatives of the two countries.

Article 13.

The High Contracting Parties shall communicate to each other, through the commission mentioned in the preceding Article, a list of the staff and material to be employed by the two organisations in the service to which the present Convention relates.

Article 14.

Either Party may denounce the present Convention on giving six months' notice.

Article 15.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Madrid as soon as possible.

Done in two original copies in Italian and Spanish, both texts being equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention at Madrid on October 3, 1928.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCELLO.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

N° 2157.

CHILI ET PÉROU

Traité réglant le différend relatif à Tacna et Arica, avec protocole complémentaire. Signés à Lima, le 3 juin 1929.

CHILE AND PERU

Treaty for the Settlement of the Dispute regarding Tacna and Arica, with Additional Protocol. Signed at Lima, June 3, 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2157. — TRATADO¹ ENTRE LAS REPÚBLICAS DE CHILE Y DEL PERÚ PARA RESOLVER EL LITIGIO SOBRE TACNA Y ARICA FIRMADO EN LIMA EL 3 DE OCTUBRE DE 1928.

Texte officiel espagnol communiqué par les Premiers Délégués du Chili et du Pérou à l'Assemblée de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 septembre 1929.

Spanish official text communicated by the First Delegates of Chile and Peru at the Assembly of the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 25, 1929.

LOS GOBIERNOS DE LAS REPÚBLICAS DE CHILE Y DEL PERÚ, deseosos de remover toda dificultad entre ambos países y de asegurar así su amistad y buena inteligencia, han resuelto celebrar un Tratado conforme a las bases que el Presidente de los Estados Unidos de América, en ejercicio de buenos oficios solicitados por las Partes, y guiándose por los arreglos directos concertados entre ellas, ha propuesto como bases finales para resolver el problema de Tacna y Arica, y al efecto han nombrado sus Plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CHILE :

Al Excelentísimo Señor Don Emiliano FIGUEROA LARRAÍN, su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en el Perú y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DEL PERÚ :

Al Excelentísimo Señor Doctor Don Pedro José RADA Y GAMIO, su Ministro de Relaciones Exteriores ;

Quienes, después de canjear sus Plenos Poderes y encontrándolos en debida forma, han convenido en los Artículos siguientes :

Artículo primero.

Queda definitivamente resuelta la controversia originada por el Artículo Tercero del Tratado de Paz y Amistad de veinte de octubre de mil ochocientos ochenta y tres, que era la única dificultad pendiente entre los Gobiernos signatarios.

Artículo segundo.

El territorio de Tacna de Arica será dividido en dos partes, Tacna para el Perú y Arica para Chile. La línea divisoria entre dichas dos partes y en consecuencia la frontera entre los territorios de Chile y el Perú, partirá de un punto de la costa que se denominará « Concordia », distante diez kilómetros al Norte del puente del Río Lluta, para seguir hacia el Oriente paralela a la vía de la

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Santiago du Chili, le 28 juillet 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Santiago de Chile, July 28, 1929.

sección chilena del Ferrocarril de Arica a La Paz y distante diez kilómetros de ella, con las inflexiones necesarias para utilizar, en la demarcación, los accidentes geográficos cercanos que permitan dejar en territorio chileno las azufreras del Tacora y sus dependencias, pasando luego por el centro de la Laguna Blanca, en forma que una de sus partes quede en Chile y la otra en el Perú. Chile cede a perpetuidad a favor del Perú, todos sus derechos sobre los canales del Uchusuma y del Mauri, llamado también Azucarero, sin perjuicio de la soberanía que le corresponderá ejercer sobre la parte de dichos acueductos que quedan en territorio chileno después de trazada la línea divisoria a que se refiere el presente artículo. — Respecto de ambos Canales Chile constituye en la parte que atraviesan su territorio, el más amplio derecho de servidumbre a perpetuidad en favor del Perú. — Tal servidumbre comprende el derecho de ampliar los Canales actuales, modificar el curso de ellos y recoger todas las aguas captables en su trayecto por territorio chileno, salvo las aguas que actualmente caen al Río Lluta y las que sirven a las azufreras del Tacora.

Artículo tercero.

La línea fronteriza a que se refiere el inciso primero del artículo segundo, será fijada y señalada en el territorio con hitos, por una comisión mixta compuesta de un miembro designado por cada uno de los Gobiernos signatarios, los que costearán, por mitad, los gastos comunes que esta operación requiera. — Si se produjera algún desacuerdo en la comisión, será resuelto con el voto dirimente de un tercer miembro designado por el Presidente de los Estados Unidos de América, cuyo fallo será inapelable.

Artículo cuarto.

El Gobierno de Chile entregará al Gobierno del Perú, treinta días después del canje de las ratificaciones del presente Tratado, los territorios que, según él, deben quedar en poder del Perú. Se firmará por Plenipotenciarios de las citadas Partes Contractantes, una acta de entrega que contendrá la relación detallada de la ubicación y características definitivas de los hitos fronterizos.

Artículo quinto.

Para el servicio del Perú, el Gobierno de Chile construirá a su costo, dentro de los mil quinientos setenta y cinco metros de la bahía de Arica, un malecón de atraque para vapores de calado, un edificio para la agencia aduanera peruana y una estación terminal para el Ferrocarril a Tacna, establecimientos y zonas donde el comercio de tránsito del Perú gozará de la independencia propia del más amplio puerto libre.

Artículo sexto.

El Gobierno de Chile entregará al del Perú simultáneamente al canje de la ratificaciones, seis millones de dollars, y, además, sin costo alguno para este último Gobierno, todas las obras públicas ya ejecutadas o en construcción y bienes raíces de propiedad fiscal ubicados en los territorios que, conforme al presente Tratado, quedarán bajo la soberanía peruana.

Artículo séptimo.

Los Gobiernos de Chile y del Perú respetarán los derechos privados legalmente adquiridos en los territorios que quedan bajo sus respectivas soberanías, entre los que figura la concesión otorgada por el Gobierno del Perú a la Empresa del Ferrocarril de Arica a Tacna en mil ochocientos cincuenta y dos, conforme a la cual, dicho Ferrocarril, al término del Contrato, pasará a ser propiedad del Perú. Sin perjuicio de la soberanía que le corresponde ejercer, Chile constituye a perpetuidad en la parte que la línea atraviesa su territorio el derecho más amplio de servidumbre en favor del Perú.

Artículo octavo.

Los Gobiernos de Chile y del Perú condonarán recíprocamente toda obligación pecuniaria pendiente entre ellos ya sea que se derive o nó del Tratado de Ancón. ¹

Artículo noveno.

Las Altas Partes Contratantes celebrarán un convenio de policía fronteriza para la seguridad pública de los respectivos territorios adyacentes a la línea divisoria. Este convenio deberá entrar en vigencia tan pronto como la provincia de Tacna pase a la soberanía del Perú.

Artículo décimo.

Los hijos de los peruanos nacidos en Arica se considerarán peruanos hasta los veintiún años, edad en que podrán optar por su nacionalidad definitiva ; y los hijos de chilenos nacidos en Tacna tendrán el mismo derecho.

Artículo undécimo.

Los Gobiernos de Chile y del Perú para conmemorar la consolidación de sus relaciones de amistad, resuelven erigir en el Morro de Arica un monumento simbólico sobre cuyo proyecto se pondrán de acuerdo.

Artículo duodécimo.

Para el caso en que los Gobiernos de Chile y del Perú no estuvieren de acuerdo en la interpretación que dén a cada una de las diferentes disposiciones de este Tratado y en que, apesar de su buena voluntad, no pudieren ponerse de acuerdo, decidirá el Presidente de los Estados Unidos de América la controversia.

Artículo decimotercero.

El presente Tratado será ratificado y sus ratificaciones serán canjeadas en Santiago tan pronto como sea posible.

En fe de lo cual los infrascritos Plenipotenciarios firman y sellan el presente Tratado en doble ejemplar, en Lima, a los tres días del mes de Junio de mil novecientos veintinuevé.

(L. S.) E. FIGUEROA.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

Es copia conforme :

(L. S.) N. Novoa Valdés
*Ministerio de Relaciones
Exteriores, Sub-Secretario,*
Chile.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général des Traités*, deuxième Série, Tome X, page 191.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 74, page 349.

PROTOCOLO COMPLEMENTARIO.

LOS GOBIERNOS DE CHILE y DEL PERÚ han acordado suscribir un Protocolo Complementario del Tratado que se firma con esta misma fecha, y sus respectivos Plenipotenciarios, debidamente autorizados, han convenido al efecto en lo siguiente :

Artículo primero.

Los Gobiernos de Chile y del Perú no podrán, sin previo acuerdo entre ellos, ceder a una tercera potencia la totalidad o parte de los territorios que, en conformidad al Tratado de esta misma fecha, quedan bajo sus respectivas soberanías, ni podrán, sin ese requisito, construir, al través de ellos, nuevas líneas férreas internacionales.

Artículo segundo.

Las facilidades de puerto que el Tratado, en su Artículo Quinto acuerda al Perú, consistirán en el más absoluto libre tránsito de personas, mercaderías y armamentos al territorio peruano y desde éste al través del territorio chileno. — Las operaciones de embarque y desembarque se efectuarán mientras se construyen y terminan las obras indicadas en el Artículo Quinto del Tratado, por el recinto del muelle del ferrocarril de Arica a La Paz, reservado al servicio del ferrocarril de Arica a Tacna.

Artículo tercero.

El Morro de Arica será desartillado, y el Gobierno de Chile construirá a su costo el monumento convenido por el Artículo Undécimo del Tratado.

El presente Protocolo forma parte integral del Tratado de esta misma fecha y, en consecuencia, será ratificado y sus ratificaciones se canjearán en Santiago de Chile tan pronto como sea posible.

En fe de lo cual los infrascritos Plenipotenciarios firman y sellan el Presente Protocolo Complementario en doble ejemplar, en Lima, a los tres días del mes de Junio de mil novecientos veintinueve.

(L. S.) E. FIGUEROA.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

Es copia conforme :

N. Novoa Valdés.

¹ TRADUCTION.

N^o 2157. — TRAITÉ ENTRE LE CHILI ET LE PÉROU RÉGLANT LE DIFFÉREND RELATIF A TACNA ET ARICA. SIGNÉ A LIMA, LE 3 JUIN 1929.

Les GOUVERNEMENTS DES RÉPUBLIQUES DU CHILI et DU PÉROU, désireux d'écartier toute difficulté entre les deux pays et d'assurer ainsi leur amitié et leur bonne entente, ont résolu de conclure un traité conforme aux principes que le président des Etats-Unis d'Amérique, dans l'exercice des bons offices que les deux Parties lui ont demandé de leur prêter, et s'inspirant des arrangements directement intervenus entre elles, a proposés comme règles définitives pour résoudre le problème de Tacna et d'Arica, — et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

S. Exc. Don Emiliano FIGUEROA LARRAIN, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire au Pérou ; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU PÉROU :

S. Exc. D^r Don Pedro José RADA Y GAMIO, ministre des Affaires étrangères du Pérou.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le différend qui s'était élevé entre les deux pays au sujet de l'article 3 du Traité de paix et d'amitié du vingt octobre mil huit cent quatre-

¹ TRANSLATION.

No. 2157. — TREATY BETWEEN CHILE AND PERU FOR THE SETTLEMENT OF THE DISPUTE REGARDING TACNA AND ARICA. SIGNED AT LIMA, JUNE 3, 1929.

THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLICS OF CHILE and PERU, being desirous of removing all difficulties between the two countries and thus ensuring their friendship and good relations, have resolved to conclude a Treaty in conformity with the principles which the President of the United States of America, in performance of the good offices requested by the Parties and in accordance with the direct arrangements agreed upon between them, has proposed as final bases for the settlement of the problem of Tacna and Arica, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

His Excellency Don Emiliano FIGUEROA LARRAIN, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in Peru ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF PERU :

His Excellency Doctor Don Pedro José RADA Y GAMIO, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

The dispute arising out of Article 3 of the Treaty of Peace and Friendship of the twentieth day of October of the year one thousand eight

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

vingt-trois, et qui était la seule difficulté pendante entre les Gouvernements signataires est définitivement résolue.

Article 2.

Le territoire de Tacna de Arica sera divisé en deux parties, la région de Tacna étant attribuée au Pérou et celle d'Arica au Chili. La ligne de démarcation entre ces deux parties et, en conséquence, la frontière entre les territoires du Chili et du Pérou, partira d'un point de la côte qui sera appelé « Concordia », à une distance de dix kilomètres au nord du pont de la Lluta, et se dirigera ensuite vers l'est, parallèlement à la voie ferrée de la section chilienne du chemin de fer d'Arica à la Paz, et à une distance de dix kilomètres de ladite voie; son tracé comportera les inflexions nécessaires pour utiliser, comme délimitation, les accidents géographiques avoisinants, qui permettront de laisser sur le territoire chilien les soufrières du Tacora et leurs dépendances. La ligne passera ensuite par le centre de la Laguna Blanca, de manière qu'une partie de cette lagune soit située en territoire chilien et l'autre en territoire péruvien. Le Chili cède à perpétuité en faveur du Pérou tous ses droits sur les canaux de l'Uchusuma et du Mauri, appelé également Azucarero, sans préjudice de la souveraineté qu'il lui appartiendra d'exercer sur la partie des aqueducs qui se trouveront en territoire chilien, une fois tracée la ligne de démarcation visée par le présent article. En ce qui concerne les deux canaux, le Chili constitue, pour la partie traversant son territoire, le droit de servitude le plus large, à perpétuité, en faveur du Pérou. Cette servitude comprend le droit d'élargir les canaux actuels, de modifier leur cours et de recueillir toutes les eaux qui peuvent être captées au cours de leur trajet sur le territoire chilien, sauf les eaux qui se déversent actuellement dans la Lluta et celles qui sont utilisées pour les soufrières du Tacora.

Article 3.

La ligne frontière visée par le premier alinéa de l'article 2 sera déterminée et marquée sur les lieux au moyen de bornes, par une commission mixte composée d'un membre désigné par chacun des gouvernements signataires, qui supporteront à part égale, les frais communs nécessités par

hundred and eighty-three, which was the only difficulty outstanding between the signatory Governments, is hereby finally settled.

Article 2.

The territory of Tacna and Arica shall be divided into two portions of which Tacna, shall be allotted to Peru and Arica to Chile. The dividing line between the two portions, and consequently the frontier between the territories of Chile and Peru, shall start from a point on the coast to be named " Concordia ", ten kilometres to the north of the bridge over the river Lluta. It shall continue eastwards parallel to the line of the Chilean section of the Arica La Paz railway and at a distance of ten kilometres therefrom, with such sinuosities as may be necessary to allow the local topography to be used, in the demarcation, in such a way that the sulphur mines of the Tacora and their dependencies shall remain within Chilean territory. The line shall then pass through the centre of the Laguna Blanca, so that one portion thereof shall be in Chile and the other in Peru. Chile cedes to Peru in perpetuity all her rights over the irrigation-channels Uchusuma and the Mauri (also known as Azucarero), without prejudice to the sovereignty she will be entitled to exercise over such part of the above-mentioned aqueducts as may come within Chilean territory after the tracing of the dividing line mentioned in the present Article. In respect of both channels, Chile grants to Peru a perpetual and absolute easement over the sections which pass through Chilean territory. Such easement shall include the right to widen the present channels, to change their course and to utilize all the water that may be collected in their passage through Chilean territory, except the waters that at present flow into the river Lluta and those which are used in the Tacora sulphur mines.

Article 3.

The frontier-line referred to in the first paragraph of Article 2 shall be determined and marked by means of posts in the territory itself by a Mixed Commission consisting of one member appointed by each of the signatory Governments. The joint expenditure incurred in this

cette opération. S'il survient quelque différend au sein de la Commission, ce différend sera tranché par le vote d'un troisième membre désigné par le président des Etats-Unis d'Amérique, dont la décision sera sans appel.

Article 4.

Le Gouvernement du Chili remettra au Gouvernement du Pérou, trente jours après l'échange des ratifications du présent traité, les territoires qui, aux termes de ce traité, doivent demeurer en la possession du Pérou. Les plénipotentiaires des Parties contractantes sus-mentionnées signeront un acte de cession qui contiendra le relevé détaillé du tracé, ainsi que les caractéristiques définitives des bornes frontières.

Article 5.

Le Gouvernement du Chili construira à ses frais, pour le service du Pérou, à mille cinq cent soixante-quinze mètres de la baie d'Arica, un môle de débarquement pour les vapeurs à fort tirant d'eau, un bâtiment pour l'Agence douanière péruvienne, et une station terminus pour le chemin de fer de Tacna, et le commerce de transit du Pérou jouira, dans ces établissements et zones, de la liberté accordée aux ports francs dotés du régime le plus large.

Article 6.

Le Gouvernement du Chili remettra au Gouvernement du Pérou, au moment de l'échange des ratifications, six millions de dollars et, en outre, sans frais pour ce dernier gouvernement, tous les ouvrages publics déjà exécutés ou en construction et les biens-fonds, appartenant à l'Etat et situés dans les territoires qui, conformément au présent traité, seront placés sous la souveraineté péruvienne.

Article 7.

Les Gouvernements du Chili et du Pérou respecteront les droits privés légalement acquis sur les territoires placés sous leur souveraineté respective et parmi lesquels figure la concession, octroyée par le Gouvernement du Pérou à

operation shall be borne by the two Parties in equal shares. If any dispute arises in the Commission, it shall be settled by the casting vote of a third member appointed by the President of the United States of America, from whose decision no appeal shall lie.

Article 4.

Thirty days after the exchange of the ratifications of the present Treaty, the Government of Chile shall transfer to the Government of Peru all territories which under the Treaty are to come into the possession of Peru. The Plenipotentiaries of the Contracting Parties shall sign a deed of transfer containing a detailed statement of the position and distinguishing characteristics of the frontier-posts.

Article 5.

For the use of Peru, the Government of Chile shall, at its own costs, construct within one thousand five hundred and seventy-five metres of the Bay of Arica a landing stage for fair-sized steamships, a building for the Peruvian Customs office, and a terminal station for the Tacna railway. Within these zones and establishments the transit traffic of Peru shall enjoy the freedom that is accorded in free ports under the most liberal régime.

Article 6.

At the moment of the exchange of ratifications, the Government of Chile shall deliver to the Government of Peru six million dollars and also, without any cost to the latter Government, all public works already completed or under construction and all immovable State property situated in the territories which, under the present Treaty, will come under Peruvian sovereignty.

Article 7.

The Governments of Chile and Peru shall respect legally-acquired private rights in the territories coming under their respective sovereignty, including therein the concession granted in the year one thousand eight hundred and fifty-

l'entreprise du chemin de fer d'Arica à Tacna en mil huit cent cinquante-deux, aux termes de laquelle ledit chemin de fer, à l'expiration du contrat, doit devenir la propriété du Pérou. Le Chili, sans préjudice de la souveraineté qu'il lui appartient d'exercer, constitue à perpétuité, sur la partie de son territoire que la ligne traverse, le droit de servitude le plus large en faveur du Pérou.

Article 8.

Les Gouvernements du Chili et du Pérou se tiendront quitte réciproquement de toute obligation pécuniaire pendant entre eux, qu'elle résulte ou non du Traité d'Ancón.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes concluront un accord sur la police de la frontière en vue d'assurer la sécurité publique dans les territoires respectifs avoisinant la ligne de démarcation. Cet accord devra entrer en vigueur aussitôt que la province de Tacna passera sous la souveraineté du Pérou.

Article 10.

Les fils de Péruviens nés sur le territoire d'Arica seront considérés comme Péruviens jusqu'à leur vingt et unième année, âge auquel ils pourront opter pour leur nationalité définitive, et les fils de Chiliens nés sur le territoire de Tacna jouiront du même droit.

Article 11.

Les Gouvernements du Chili et du Pérou, en vue de commémorer l'évènement qui consolide leurs relations d'amitié, décident d'ériger, sur la butte d'Arica (Morro de Arica) un monument symbolique, et ils se mettront d'accord sur le projet de ce monument.

Article 12.

Au cas où les Gouvernements du Chili et du Pérou ne seraient pas d'accord sur l'interprétation à donner à chacune des différentes dispositions du présent traité et où, malgré leur

two by the Government of Peru to the Arica-Tacna Railway Company, under which the said railway, at the expiration of the contract, shall become the property of Peru. Without prejudice to the sovereignty she is entitled to exercise, Chile shall grant to Peru a perpetual and absolute easement over that part of the line which passes through her territory.

Article 8.

The Governments of Chile and Peru shall mutually cancel all financial obligations outstanding between them, whether arising under the Treaty of Ancón or otherwise.

Article 9.

The High Contracting Parties shall conclude a Convention relating to the policing of the frontier for the purpose of ensuring public safety in the respective territories adjacent to the boundary. This Convention shall come into force as soon as the Province of Tacna passes under Peruvian sovereignty.

Article 10.

Children of Peruvians born in Arica shall be deemed to be Peruvians until they reach the age of twenty-one, when they shall be entitled to opt for their definitive nationality. Children of Chileans born in Tacna shall enjoy the same right.

Article 11.

To commemorate the consolidation of friendly relations between them, the Governments of Chile and Peru resolve to erect a symbolical monument on the Mound of Arica (*Morro de Arica*), and they will come to an agreement regarding the form this monument is to take.

Article 12.

If the Governments of Chile and Peru disagree as to the interpretation of any of the provisions of this Treaty, and if, in spite of their goodwill, they can reach no agreement, the dispute shall

bonne volonté, ils ne pourraient se mettre d'accord, le Président des Etats-Unis d'Amérique tranchera le différend.

be settled by the President of the United States of America.

Article 13.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Santiago aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires mentionnés ci-après ont signé le présent traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Lima, le troisième jour du mois de juin mil neuf cent vingt-neuf.

Article 13.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Santiago as soon as possible.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Lima, the third day of June, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) E. FIGUEROA.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

PROTOCOLE COMPLÉMENTAIRE

SUPPLEMENTARY PROTOCOL.

LES GOUVERNEMENTS DU CHILI et DU PÉROU ont décidé de signer un protocole complémentaire au traité conclu à la même date, et leurs plénipotentiaires respectifs dûment autorisés, sont convenus à cet effet des dispositions suivantes :

The Governments of Chile and Peru have agreed to sign a Supplementary Protocol to the Treaty signed this day, and their respective Plenipotentiaries, being duly authorised, have for that purpose agreed on the following provisions :

Article premier.

Les Gouvernements du Chili et du Pérou ne pourront, sans accord préalable entre eux, céder à une tierce Puissance la totalité ou une partie des territoires qui, conformément au traité de même date, sont placés sous leur souveraineté respective et ils ne pourront pas non plus, sans remplir cette condition, construire de nouvelles voies ferrées internationales traversant ces territoires.

Article 1.

The Governments of Chile and Peru shall not, without previous agreement between them, cede to any third Power the whole or part of the territories which, in conformity with the Treaty of this date, come under their respective sovereignty, nor shall they, in the absence of such an agreement, construct through those territories any new international railway lines.

Article 2.

Les facilités de port que le traité, dans son article 5, accorde au Pérou, consisteront dans le transit libre le plus absolu des personnes, marchandises et armes à destination du territoire péruvien et en provenance de ce territoire, à travers le territoire chilien. Les opérations d'embarquement et de débarquement s'effec-

Article 2.

The port facilities granted to Peru under Article 5 of the Treaty shall comprise the most complete freedom of transit for persons, goods and arms to Peruvian territory and from Peruvian territory through Chilean territory. Until the works mentioned in Article 5 of the Treaty are constructed and completed, the operations

tueront, en attendant la construction et l'achèvement des ouvrages indiqués à l'article 5 du traité, par la partie du môle du chemin de fer d'Arica et La Paz, réservée au service du chemin de fer d'Arica à Tacna.

Article 3.

Le « Morro de Arica » sera désarmé et le Gouvernement du Chili construira à ses frais le monument convenu aux termes de l'article II du traité.

Le présent protocole fera partie intégrante du traité de même date et, en conséquence, sera ratifié ; les ratifications seront échangées à Santiago du Chili aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires mentionnés ci-après ont signé le présent protocole complémentaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double exemplaire, à Lima, le troisième jour du mois de juin mil neuf cent vingt-neuf.

of embarkation and landing shall be carried out in the area of the jetty of the Arica-La Paz railway reserved for the use of the Arica-Tacna railway.

Article 3.

The fortifications on the Mound of Arica (*Morro de Arica*) shall be dismantled, and the Chilean Government shall at its own cost construct the monument agreed upon in Article II of the Treaty.

The present Protocol shall form an integral part of the Treaty of this date, and shall accordingly be ratified, and its ratifications shall be exchanged at Santiago de Chile as soon as possible.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Supplementary Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Lima, the third day of June, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) E. FIGUEROA.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

N° 2158.

ETHIOPIE ET ITALIE

Traité d'amitié, de conciliation et
d'arbitrage. Signé à Addis Abeba,
le 2 août 1928.

ABYSSINIA AND ITALY

Treaty of Amity, Conciliation and
Arbitration. Signed at Addis
Abeba, August, 2 1928.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2158. — TRATTATO¹ DI AMICIZIA, DI CONCILIAZIONE E DI ARBITRATO TRA L'ETIOPIA E L'ITALIA. FIRMATO A ADDIS ABEBA, IL 2 AGOSTO 1928.

Textes officiels italien et amharique communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le ministre d'Ethiopie à Paris. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 septembre 1929.

SUA MAESTA VITTORIO EMANUELE III RE D'ITALIA e SUA MAESTÀ ZAUDITÙ IMPERATRICE DI ETIOPIA hanno voluto che l'amicizia dei Loro due Stati divenga più salda e durevole e che le relazioni economiche tra i due Paesi vadano ampliandosi.

Perciò il Commendator Giuliano CORA, Ministro Plenipotenziario del Regno d'Italia, in nome di SUA MAESTÀ VITTORIO EMANUELE TERZO e Suoi Successori, e SUA ALTEZZA IMPERIALE TAFARI MACONNEN, EREDE DEL TRONO E REGGENTE DELL'IMPERO ETIOPICO, in nome DELL'IMPERATRICE ZAUDITÙ, in nome Suo personale e dei Loro Successori,

Hanno convenuto quanto segue :

Articolo Primo.

Vi sarà pace costante ed amicizia perpetua tra il Regno d'Italia e l'Impero Etiopico.

Articolo Secondo.

I due Governi si impegnano reciprocamente a non compiere, sotto alcun pretesto, alcuna azione che possa nuocere o ledere l'indipendenza dell'altro, ed a salvaguardare gli interessi dei loro rispettivi Paesi.

Articolo Terzo.

I due Governi si impegnano ad ampliare ed a far prosperare il commercio esistente tra i due Paesi.

Articolo Quarto.

I cittadini, sudditi e protetti italiani al loro stabilimento in Etiopia e gli etiopici al loro stabilimento in Italia e sue Colonie, per il loro commercio ed il loro lavoro, necessità di vita e di sussistenza e per tutto ciò che riguarda l'esercizio delle loro professioni, del loro commercio e del loro lavoro sono tenuti all'osservanza ed al rispetto delle leggi dello Stato in cui dimorano.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Addis Abeba, le 3 août 1929.

1 TEXTE AMHARIQUE. — AMHARIC TEXT.

N° 2158.

Italian and Amharic official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Abyssinian Minister in Paris. The registration of this Treaty took place September 26, 1929.

ግርማዊት፣ የኢትዮጵያ፣ ንግሥተ፣ ነገሥታት፣ ዘውዲቱና፣ ግርማዊ፣ የኢጣልያ፣ ንግሥት፣ ሲክዮር፣ ኦማኦኤል፣ ሰበተኛ፣ የሆኑት፣ መንግሥቶች፣ ወደጁነት፣ ጸንቶ፣ እንዲኖርና፣ በሁለቱም፣ ህገጭች፣ መካከል፣ ያለው፣ የገገድ፣ ለሥራ፣ መገናኘት፣ አይሰኩ፣ እንዲሁ፣ ፈቃዊቶች፣ ሰለሆነ፣ የኢትዮጵያ፣ መንግሥት፣ ክልጋ፣ ወገሽና፣ እንዲሁ፣ ልዑ፣ ተፈሪ፣ መከራና፣ በግርማዊት፣ ንግሥተ፣ ነገሥታት፣ ዘውዲቱና፣ በራሳቸው፣ በወገሽቸቸውም፣ ሰም፣ ሆነው፣ የኢጣልያ፣ መንግሥት፣ ግህጹሙ፣ ለሥልጣን፣ መደብትና፣ ከማንዲቶር፣ ገላላላም፣ ከሁሉ፣ በግርማዊ፣ ንግሥተ፣ ሲክዮር፣ ኦማኦኤል፣ በወገሽቸቸው፣ ሰም፣ ሆነው፣ ተገሎ፣ እንዲተገ፣ ፈው፣ ተዋውሰዋል።

መጀመሪያ

በኢትዮጵያ፣ መንግሥትና፣ በኢጣልያ፣ መንግሥት፣ መካከል፣ ሰምና፣ ወደጁነት፣ ለዘላቂነት፣ ጸንቶ፣ ይኖራል።

ሁለተኛ

ሁለቱ፣ ተዋዋሎች፣ መንግሥቶች፣ በማናቸውም፣ ምክንያት፣ ቢሆን፣ አንዱ፣ የሌላውን፣ መንግሥት፣ የመገደድና፣ ነጻነቱን፣ የመሰኘት፣ ለሥራ፣ እንዲያሰጥ፣ የሕግገቻቸውንም፣ ጥቅም፣ መሰኘውን፣ እንዲጠብቁ፣ ውል፣ ገብተዋል።

ሶስተኛ

ሁለቱ፣ ተዋዋሎች፣ መንግሥቶች፣ በመካከላቸው፣ ያለውንገደብ፣ አይሰኩ፣ እየሰማ፣ እንዲሁ፣ ለማድረግ፣ ውል፣ ገብተዋል።

አራተኛ

የኢትዮጵያ፣ ተወሳኪ፣ ወይም፣ ጤን፣ ወይም፣ ጥገኛ፣ ወይም፣ ኢጣልያ፣ ወይም፣ ኢጣልያ፣ ቅኝ፣ አንድ፣ ሰገገ፣ የኢጣልያም፣ ተወሳኪ፣ ጤን፣ ወይም፣ ጥገኛ፣ ወይም፣ ኢትዮጵያ፣ ግዛት፣ ሰገገ፣ በንግዲቸውና፣ በሥራቸው፣ ለሕይወታቸውና፣ ለኑሮክቸው፣ አንገሆን፣ ሁሉ፣ ደግሞ፣ ለጉዳዩ

1 The exchange of ratifications took place at Addis Abeba, August 3, 1929.

Resta inteso che continueranno ad essere applicate ai cittadini sudditi e protetti italiani in Etiopia le disposizioni dell'articolo 7 del trattato¹ tra l'Impero Etiopico e la Repubblica Francese concluso il 10 gennaio 1908, fino a che quest'ultimo trattato resterà in vigore.

Articolo Quinto.

I due Governi si impegnano a sottoporre ad una procedura di conciliazione o di arbitrato le questioni che sorgeranno tra di loro e che non abbiano potuto essere risolte con i normali mezzi diplomatici, senza aver ricorso alla forza delle armi. Tra i due Governi di comune accordo saranno scambiate note circa il modo di scegliere gli arbitri.

Articolo Sesto.

Il presente trattato da registrarsi alla Società delle Nazioni, sarà ratificato e lo scambio delle ratifiche avrà luogo ad Addis Abeba il più presto possibile.

Articolo Settimo.

Il presente trattato avrà la durata di venti anni dallo scambio delle ratifiche. Allo spirare di tale termine esso sarà rinnovabile di anno in anno.

Fatto in duplice copia e di identico tenore nelle due lingue ufficiali italiana ed amharica, una delle copie resta nelle mani del Governo Italiano e l'altra nelle mani del Governo Etiopico.

ADDIS ABEBA 2 agosto 1928 Anno VI. (Il giorno 26 del mese di hamlé dell'anno 1901 della Misericordia.)

(L. S.) Giuliano CORA.

l'Erede del trono di Etiopia,

(L. S.) Tafari MACONNEN.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 31 août 1929, VII.

Mussolini.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 833.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 997.

ቸው፡ ለንግዳቸው፡ ለሥራቸው፡ በሚደስሏቸው፡ ሁሉ፡ የሚኖሩበት፡ መንግሥት፡ ሊገባ፡
እንብረውና፡ ጠብቆው፡ ይኖራሉ፡- ነገር፡ ግን፡ በኢትዮጵያ፡ መንግሥትና፡ በፈረንሳይ፡ የሬፑ-
ብሊክ፡ መንግሥት፡ መካከል፡ በፕሮ፡ ፮ ተገዥ፡ ኒቪይ፡ ዓመተ፡ ምሕረት፡ በተረገገው፡ ውል፡ በሰ-
ጠቀሻው፡ ከኖል፡ የተሰማሙበት፡ ቃል፡ ያው፡ ውል፡ እስጊሬርሰ፡ ድረስ፡ በኢጣልያ፡ ተወካዮችን
ና፡ አጭፍ፡ ፕገኞችን፡ እስካሁን፡ እንዲሰረዝሉ፡ ይቆይላቸዋል፡ እንጂ፡ በዚህ፡ ግሁት፡ ውል፡ አይከፈትም፡-

አምስተኛ፡-

በሁለቱ፡ ተዋዋሮች፡ መንግሥቶች፡ መካከል፡ ማኖራቸው፡ የሚያስፈልገው፡ ነገር፡ ቢገባ፡ በተከ-
መደው፡ በደግሞና፡ መንግሥት፡ የማይመርሱት፡ የሆኑ፡ እንዲሆኑ፡ በጦር፡ ኃይል፡ ሳይሆ-
ን፡ በሰምምነትና፡ በሰምግልና፡ ግንኙነት፡ መጥጥ፡ እንደሚረዱ፡ ውል፡ ገብተዋል፡፡ ሰከ፡ የሽ-
ምግልና፡ ግንባታ፡ አመራረ፡ ግን፡ ሁለቱ፡ ተስማምተው፡ በሌላ፡ ደንብላቦ፡ ይቀጥባሉ፡፡

ስድስተኛ፡-

ይህ፡ ውል፡ እንዲኖር፡ በተፈቀደ፡ ጊዜ፡ መፈቀዱን፡ የሚያስተውቀው፡ ደብዳቤ፡ ሁለቱ፡ መንግ-
ሥቶች፡ እዲህ፡ አብቅ፡ ሳይ፡ በተቻሉ፡ ፍጥነት፡ ማህተማቸውን፡ ይቀጥባሉና፡ ውሉ፡ በመንግ-
ሥታት፡ ማህበር፡ መዝገብ፡ ይገባል፡፡-

ሰገተኛ፡-

ይህ፡ ውል፡ ከተፈቀደበት፡ ቀን፡ ጀምሮ፡ እስከ፡ ሐያ፡ ዓመት፡ ጸንቶ፡ ይኖራል፡፡ የግም፡ ከ-
ሐያው፡ ዓመት፡ ወዲያ፡ ሳንደ፡ አንድ፡ ዓመት፡ እንዲገኝ፡ እየተባለ፡ ይሕደል፡፡ ይኸው፡ ው-
ል፡ በሁለቱ፡ የአገራዊው፡ ቋንቋዎች፡ በአማርኛና፡ በኢጣልያን፡ በተዘነገሉ፡ ከሁለት፡ ሳይ፡
ተቆይ፡ የኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ አሉ፡ ወራሽና፡ እንዲረዱ፡ ልዑል፡ ተፈሪ፡ መኰንን፡ና፡
የግርማዊ፡ የኢጣልያ፡ ንጉሥ፡ ግሐ፡ ሙሉ፡ ሥልጣን፡ ማኒስትር፡ ከማንደቀር፡ ዝቅያል፡
ኮሌ፡ አቶመውበትና፡ ፈርመውበት፡ እንዲኖሩ፡ በኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ እጅ፡ ሁለተኛው፡
በኢጣልያ፡ መንግሥት፡ እጅ፡ ይቀመጣል፡ ሐምሌ፡ ፩ ገብ፡ 1929 ዓመተ፡ ምሕረት፡፡-



ቲክክል፡ ግልባጭ፡

¹ TRADUCTION.N^o 2158. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE
ENTRE L'ETHIOPIE ET L'ITALIE. SIGNÉ A ADDIS ABEBA, LE
2 AOUT 1928.

SA MAJESTÉ VICTOR EMMANUEL III, ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ ZAUDITÙ, IMPÉRATRICE D'ETHIOPIE, sont animés du désir de voir l'amitié existant entre leurs deux Etats devenir plus étroite et plus durable, et les relations économiques se développer entre les deux pays.

En conséquence, le Commendatore Giuliano CORA, ministre plénipotentiaire du Royaume d'Italie au nom de SA MAJESTÉ VICTOR EMMANUEL III ET DE SES SUCCESSEURS ; et SON ALTESSE IMPÉRIALE TAFARI MACONNEN, HÉRITIER DU TRÔNE ET RÉGENT DE L'EMPIRE D'ETHIOPIE, au nom de L'IMPÉRATRICE ZAUDITÙ, en son nom personnel et en celui de ses successeurs,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Une paix constante et une amitié perpétuelle régneront entre le Royaume d'Italie et l'Empire d'Ethiopie.

Article 2.

Les deux gouvernements s'engagent réciproquement à n'accomplir, sous aucun prétexte, aucun acte susceptible de nuire ou de porter atteinte à l'indépendance de l'autre, et à sauvegarder les intérêts de leurs pays respectifs.

Article 3.

Les deux gouvernements s'engagent à développer et à faire prospérer le commerce existant entre les deux pays.

*Article 4.*

Les ressortissants, sujets et protégés italiens, lors de leur établissement en Ethiopie, et les Ethiopiens, lors de leur établissement en Italie et dans les colonies italiennes, sont tenus, en ce qui concerne leur commerce et leur travail, leurs besoins et leur entretien et tout ce qui regarde l'exercice de leur profession, de leur commerce et de leur travail, d'observer et de respecter les lois de l'Etat où ils résident.

Il est entendu que continueront à être appliquées aux ressortissants susdits et aux protégés italiens en Ethiopie les dispositions de l'article 7 du Traité conclu entre l'Empire d'Ethiopie et la République française, le 10 janvier 1908, aussi longtemps que ce traité restera en vigueur.

Article 5.

Les deux gouvernements s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et d'arbitrage les questions litigieuses qui pourraient s'élever entre eux et qui n'auraient pu être résolues par les

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2158. — TREATY OF AMITY, CONCILIATION AND ARBITRATION
BETWEEN ABYSSINIA AND ITALY. SIGNED AT ADDIS ABEBA,
AUGUST 2, 1928.

HIS MAJESTY VICTOR EMMANUEL III, KING OF ITALY, and HER MAJESTY ZAUDITÙ, EMPRESS OF ABYSSINIA, are desirous of seeing the friendship between their two States still further strengthened and maintained and economic relations between the two countries promoted.

Accordingly, Commendatore Giuliano CORA, Minister Plenipotentiary of the Kingdom of Italy, in the name of HIS MAJESTY VICTOR EMMANUEL THE THIRD and His Successors, and HIS IMPERIAL HIGHNESS TAFARI MAKONNEN, HEIR TO THE THRONE AND REGENT OF THE ABYSSINIAN EMPIRE, in the name of THE EMPRESS ZAUDITÙ, in His own name and in the name of Their Successors, Have agreed as follows :

Article 1.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of Italy and the Abyssinian Empire.

Article 2.

Each Government undertakes not to engage, under any pretext, in action calculated to injure or prejudice the independence of the other, and the two Governments undertake to safeguard the interests of their respective countries.

Article 3.

Both Governments undertake to develop and promote trade between the two countries.

Article 4.

Italian nationals, subjects and protected persons, on their establishment in Abyssinia, and Abyssinians on establishment in Italy and her colonies, shall, in respect of their trade and labour, the necessities of life and maintenance, and everything concerned with the exercise of their occupations, trade and labour, be bound to observe and respect the laws of the State in which they reside.

It is understood that the provisions of Article 7 of the Treaty between the Abyssinian Empire and the French Republic, concluded on January 10, 1908, shall continue to apply to the above-mentioned Italian nationals, subjects and protected persons in Abyssinia as long as the said Treaty remains in force.

Article 5.

Both Governments undertake to submit to a procedure of conciliation and arbitration disputes which may arise between them and which it may not have been possible to settle by ordinary

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

moyens diplomatiques ordinaires, sans avoir recours à la force des armes. Des notes seront échangées d'un commun accord entre les deux gouvernements en ce qui concerne le mode de désignation des arbitres.

Article 6.

Le présent traité devra être enregistré à la Société des Nations ; il devra être ratifié, et l'échange des ratifications aura lieu à Addis-Abeba le plus vite possible.

Article 7.

Le présent traité est conclu pour une durée de vingt années à dater de l'échange des ratifications. A l'expiration de cette période, il sera renouvelable d'année en année.

Fait en double exemplaire de teneur identique, dans les deux langues officielles italienne et amharique ; l'un des exemplaires restera en la possession du Gouvernement italien et l'autre en la possession du Gouvernement éthiopien.

ADDIS-ABEBA, le 2 août 1928, l'An VI.
(Le 26 du mois de Hamle de l'an 1901 de la Miséricorde.)

(L. S.) Giuliano CORA.

L'Héritier du Trône d'Ethiopie :

(L. S.) Tafari MACONNEN.

diplomatic methods, without having recourse to armed force. Notes shall be exchanged by common agreement between the two Governments regarding the manner of appointing arbitrators.

Article 6.

The present Treaty, which shall be registered with the League of Nations, shall be ratified, and the exchange of ratifications shall take place at Addis Abeba as soon as possible.

Article 7.

The present Treaty is concluded for a period of twenty years from the date of the exchange of ratifications. On the expiry of this period it shall be renewable from year to year.

Done in two copies, of identical tenor, in the two official languages, Italian and Amharic, one copy to remain in the hands of the Italian Government and the other in the hands of the Abyssinian Government.

ADDIS ABEBA, *August 2, 1928, Year VI.*

(The twenty-sixth day of Hamlé of the Year of Grace 1901.)

(L. S.) Giuliano CORA.

(L. S.) Tafari MAKONNEN,
Heir to the Throne of Abyssinia.

N° 2159.

ETHIOPIE ET ITALIE

Convention routière signée à Addis
Abeba, le 2 août 1928.

ABYSSINIA AND ITALY

Road Convention signed at Addis
Abeba, August 2, 1928.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2159. — CONVENZIONE STRADALE TRA L'ETIOPIA E L'ITALIA.
FIRMATA A ADDIS ABEBA, 2 AGOSTO 1928.

*Textes officiels italien et amharique communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 septembre 1929.*

IL REGNO D'ITALIA E L'IMPERO ETIOPICO, hanno convenuto e stipulano la seguente convenzione :

Articolo Primo.

Questa Convenzione è fatta per due scopi : la costruzione di una strada automobilistica da Assab a Dessiè e la concessione al Governo Etiopico di una zona franca nel porto di Assab. Questi due obblighi dovranno essere inseparabilmente adempiuti.

Articolo Secondo.

Allo scopo di ampliare il commercio tra i due Paesi il Governo Etiopico costruirà il tratto di detta strada in territorio etiopico da Dessiè fino al confine italiano verso Assab.

Il Governo Italiano da parte sua costruirà il rimanente tratto di strada dal porto di Assab fino al confine etiopico.

Il Governo Etiopico potrà costruire a proprie spese il tratto di strada nel suo territorio, oppure a mezzo di una Società cui esso Governo etiopico si riserva di concedere, con atto da esso stesso definito, tale costruzione. Se i lavori saranno eseguiti a mezzo di una Compagnia, il Governo Etiopico potrà partecipare a tale Compagnia in qualità di azionista.

Articolo Terzo.

Per il trasporto delle merci e dei passeggeri con automezzi sulla strada camionabile Assab-Dessiè sarà formata una Compagnia italo-etiopica. Il Governo etiopico potrà fornire direttamente la sua quota del capitale della Compagnia o farla sottoscrivere per azioni da altri. Soltanto questa Compagnia italo-etiopica avrà la concessione del trasporto delle merci e dei passeggeri su questa strada e ciò non verrà concesso ad altre Compagnie.

Articolo Quarto.

Nel porto di Assab il Governo italiano darà in concessione al Governo etiopico per anni centotrenta una zona di terreno in località conveniente all'approdo delle navi, nell'interno della città od all'esterno di essa, secondo la scelta che il Governo etiopico farà tra le due zone propostegli da quello italiano.

La superficie della zona sarà di seimila metri quadrati se nell'interno della città e di trentamila metri quadrati se allo esterno di essa. Il Governo etiopico potrà mutare secondo la convenienza la lunghezza e la larghezza di questa zona. E ciò ad esclusione del mare.

Se in avvenire la zona franca prescelta dal Governo etiopico risulti insufficiente allo sviluppo degli interessi etiopici, il Governo italiano accoglierà benevolmente una eventuale domanda da parte del Governo etiopico per l'aumento della detta zona.

Tuttavia se la zona prescelta sarà quella dei seimila metri quadrati, l'aumento della estensione sarà soltanto quale risulterà possibile concedere in relazione alla località stessa, data la scarsa disponibilità di terreno in quel settore.

Questa zona di terreno sarà completamente delimitata da una Commissione di esperti scelti dai due Governi ed ai confini di essa saranno posti dei segnali.

Per tale zona concessagli il Governo etiopico pagherà al Governo italiano annualmente un Tallero Maria Teresa d'affitto.

Il Governo etiopico potrà costruire nella zona franca un deposito per merci che saranno esenti da qualsivoglia dazio doganale, le altre costruzioni necessarie alla gestione dei depositi e tutte le altre case che saranno necessarie, approntarvi ogni utile lavoro, metterla in valore in modo da ampliare gli utili pecuniari che possono esserne ricavati e farvi ogni conveniente cosa o di speciale utilità.

Il Governo etiopico avrà facoltà di costruire sull'area del deposito, od in collegamento con essa mediante un passaggio da stabilirsi, un pontile a mare ad uso dell'Etiopia. A detto pontile potranno approdare le navi del Governo etiopico e le navi di commercio di altri Stati. Il Governo etiopico avrà un diritto di passaggio per tutto ciò che farà transitare dal pontile al deposito su indicato e da esso al punto di intersezione del confine italo-etiopico della strada che sarà costruita secondo il disposto di cui all'Articolo secondo, sotto riserva dell'osservanza delle convenzioni internazionali.

Articolo Quinto.

Prima che si inizino i lavori pel compimento degli obblighi derivanti dalla presente convenzione, la Commissione degli esperti di cui all'Articolo quarto definirà quanto segue :

Primo. Stabilirà dettagliatamente tutte le questioni circa i lavori e le spese per i lavori seguenti :

- a) I lavori della strada, la sua organizzazione ed il modo di metterla in valore.
- b) La costituzione della Società per i trasporti automobilistici, la questione delle entrate e quella degli obblighi che dovranno essere adempiuti dalla Compagnia.
- c) Quanto è necessario alla costruzione ed alla manutenzione della strada.
- d) La scelta dei tecnici e degli operai specialisti per i lavori.
- e) Le tasse e dogane da pagare per la strada.

Secondo. Stabilirà i regolamenti locali, tutta la competenza giudiziaria e quanto è connesso con l'applicazione dell'Articolo sesto per la zona franca.

Articolo Sesto.

Pur non portando alcuna limitazione all'applicazione delle leggi e dei regolamenti italiani, le eventuali contestazioni sorte tra i funzionari del Governo etiopico che dimorino nella zona franca potranno essere giudicate dal locale Rappresentante di quel Governo, secondo norme e disposizioni emanate dallo stesso Governo etiopico.

Articolo Settimo.

Gli impegni della presente Convenzione diventeranno reciprocamente efficienti quando le Alte Parti contraenti abbiano entrambe eseguiti i rispettivi obblighi e quando i due Governi avranno approvato le conclusioni della Commissione degli esperti.

Articolo Ottavo.

Le disposizioni della presente Convenzione avranno vigore per tutta la durata della concessione della zona franca. Tuttavia se durante questo tempo le Alte Parti contraenti lo riterranno necessario, potranno d'accordo modificarne le disposizioni secondo le possibilità e le opportunità del momento.

Articolo Nono.

Allo scadere di questa Convenzione il Governo etiopico avrà la facoltà dal Governo italiano di conservare in proprietà privata alle condizioni degli altri proprietari terrieri di Assab tutti gli immobili da esso costruiti nella zona franca concessagli nel porto di Assab.

Articolo Decimo.

Allo scadere della presente Convenzione i due Stati contraenti potranno d'accordo rinnovarla. Fatto in duplice copia nelle due lingue ufficiali italiano ed amarico, essendo i due testi identici ; una copia resterà nelle mani del Governo italiano ed una nelle mani del Governo etiopico. Il Commendatore Giuliano CORA, Ministro Plenipotenziario di Sua Maestà il Re d'Italia, in nome del Governo italiano, e Sua Altezza Tafari MACONNEN, Erede del Trono e Reggente dell'Impero etiopico, in nome del Governo Etiopico, lo hanno firmato e sigillato coi loro sigilli.

Addis Abeba 2 agosto 1928 Anno VI. (Il giorno 26 del mese di hamlé dell'anno 1901 della Misericordia.)

(L. S.) Giuliano CORA.

L'Erede del trono di Etiopia,

(L. S.) Tafari MACONNEN.

Copie certifiée conforme :

Le ¹Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 31 août 1929, VII.

Mussolini.

TEXTE AMHARIQUE. — AMHARIC TEXT.

N° 2159.

Italian and Amharic official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 26, 1929.

የኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ የአጣሪ፡

መንግሥት፡ ቀጥሎ፡ የተጻፋውን፡ ውልብ ተሰ

ጠቅላይ ለውጥ፡ ተቀውሎ ለዋል፡፡

መጽሐፍ፡፡

ዲ.ህ. - ስምምነት፡ ስለ፡ ሁለት፡ ነገር፡

ቆይታ፡፡ ጠዋታ፡ አሰጠ፡ አሰጠ፡ የሚሄድ፡

የአቶም ጦርነት፡ መንግሥት፡ ለመሥራትና፡

በአሰጠ፡ ገብረ፡ ጠረፍ፡ ነገር - የሆነ፡

ቦታ፡ ለኢትዮጵያ - መንግሥት፡ በውል፡

ለመሰጠት፡ ነው፡፡ አንዲህ፡ ሁለቱ፡ ገደ

ታዋቂ፡ ስድስት፡ የሚሄዱ ሰዎች፡ ናቸው፡፡

ሁለተኛ፡፡

በሁለቱ ፡ አገሮች ፡ መካከል ፡ ንግድ ፡
 ለማሰፋት ፡ የዜህን ፡ መንገድ ፡ በኢት
 ዮጵያ - ግዛት ፡ ውስጥ ፡ ከደቡብ ፡ ሄያሮ ፡
 በአሰጠ - በጉል - አሰጠ ፡ ኢጣሊያ ፡
 ግዛት ፡ ውስጥ ፡ ፍራሲ ፡ ያለውን ፡ የኢ
 ትዮጵያ ፡ መንገዶች ፡ ያወራል ፡፡
 የኢጣሊያ ፡ መንገዶች ፡ በወገኑ ፡ ገአሰብ ፡
 ገባሰገሩ ፡ ጠረፍ ፡ አገሰቶ ፡ አሰጠ ፡ ኢት
 ዮጵያ ፡ ግዛት ፡ ውስጥ ፡ ፍራሲ ፡ ተመሳሳይ ፡
 መንገድ ፡ ያወራል ፡፡ የኢትዮጵያ ፡ መንገዶች ፡
 ገንዘቱ ፡ ለመገደብ ፡ - የመንገድ ፡ ገደብ ፡
 በሌሎች ፡ ገንዘብ ፡ ወይም ፡ ሌላ ፡ በሚመ
 ሰኘው ፡ ውል ፡ ይህንን ፡ አገደሠራ ፡ በሚ
 ሰጠው ፡ ገንዘብ ፡ መጠን ፡ ለማወቅ ፡
 ይቻላል ፡፡ በመጠን ፡ ለማወቅ ፡

የታሰበ፡ አንድ ሆኖ = የኢትዮጵያ፡ መንግሥት

በመሠረት = ውስጥ = ገለ፡ አንገሥቱን = ለመ

ሆን = ሄገላል።

ሰጠው ሆኖ።

ከዳህረት = ወይ = አሰብ = በሚህረት = መንግሥት፡

የንግድ፡ ሰቃይ፡ ወይን፡ በአቶሞሪል፡ ለመመ

ላለ፡ የኢትዮጵያ = የኢጣሊያ = አንድ = መገኘት

በረ፡ ሄቆማል = የኢትዮጵያ = መንግሥት፡

ለአቶሞሪል፡ መመላለስ፡ ለመቆመት፡ መ

ሠበረ፡ የመገኘት ሰው፡ የሌሎች፡ ስርሻ፡ ገንዘብ

ሌሎች፡ ለመስጠት፡ ሲሆን፡ ወይም፡ ስርሻው፡

በአንገሥቱን፡ ለሌሎች፡ ለመሆን፡ ሲሆን፡ ሄገላል።

በዚህም = መንግሥት፡ ላይ፡ የኢትዮጵያ፡ የኢጣሊያ፡

መሠረት፡ ጠቅ፡ የንግድ፡ ሰቃይ፡ ወይን፡ አንድ

መላለስ፡ ሄገላል፡ አንድ፡ ለሌላ፡

መሠረት፡ አደራ ቀዳሳ ስትመ።

የአቀጣጫች = ጣህበር = በፋዱም = ይወሰነ
 ሉዓ = ከመሠረቱ = ወሰን = ሳይ = ምልክት = ይደረ
 ገበታል :: አንዲዚሁ = በውል = ስለ = ተረቀ
 ዩለት = መሠረት = የኢትዮጵያ = መንግሥት =
 ለኢጣሊያ = መንግሥት = በየዓመቱ = አንድ
 አንድ = ብር = ጊራይ = ይሰጣል = በዚህ = በ
 ናዳ = መሠረት = የኢትዮጵያ = መንግሥት = ያለ
 ቀረጽ = የንግድ = ዕቃ = የሚገባበት : የዕቃ = ጣ
 ዘቀመ ጫ = ጌት : ለዚህም = የዕቃ = መሰቀመ
 ጫ : መጠበቂያ = የሚሆነውን : ጌት : የሚ
 ያሰራ ልገውን = ጌት : ሁሉ : ለመሥሪያት :
 ደግሞ = የሚጠቅመውን = ሥራ = ሁሉ = ሊያዘጋ
 ጅቦት : በነዳ : መሠረት = ሳይ = የሚገኘው :
 ገንዘብ = ያቅም = አንድ ስራ = ሊከበሩት
 ሲሆን = ለማረጋገጥ = ሲሆን = የተገባውን = ወይ

ሃም = የቀለላ = ፍቅም = ያላውን = ናግሮ = ሁሉ =
 ለመገዛ ራሱ = ይኸላላ = ናግሞ = ለኢትዮጵያ፡
 የሚሆን = ሰብ = ማውረጃ = ድልድል = በጠ
 ራሱ = በጠገር = ውስጥ = በሰብ = ማስቀመጫ
 መሪዎች = ወይም = በሚወስነው = መንገድ
 ገሰቃ = ማስቀመጫው = ጋራ = በሚገጠመው፡
 መሪዎች = የኢትዮጵያ = መንገዳችን = ለመገዛ
 ራሱ = ረቃቅ = ያገኛል፡፡ የሌሎች = መርከብ፡
 የሌሎችም = የንግድ = መርከቦች = በዚህ =
 ድልድል = አጠገብ = አንዲቶሙ = ቆራቀዱ
 ለቃል፡ ገዳልድሙ፡ አበገ፡ ሰብ = ማስቀመጫው = ጌታ፡
 ዳግም = ገዢህ = ጌታ = በዚህ = ውል = በሁለተኛው፡
 ክፍል = በሚሠራው = መንገድ = አበገ = ቆን
 በሮ = ራራ ስ፡ የኢትዮጵያ = መንገዳችን = የዓለም
 ናገሥታችን = የተሰማሙ በችን = ስምምናችን

ኢየጠገባ፡ ሳይሆን = ሁሉ = ለህግ ስህተት =

ይችላል።

:: እም ስህተት ::

የዚህን ውል ግዴታዎች፡ ለህግ ስህተት =

የሚሆኑ፡ ለህግ ግዴታ = ስህተት መሆን፡ በአካባቢ

ኛው፡ ክፍል፡ የተናገረው = የአዋቂዎች =

ማይሰጡ፡ ብዙም = የሚገኘውን = ይወስናሉ።

መጀመሪያ - ብዙም = ስህተት = ተገደው = ለህግ ግዴታ፡

የገንዘብንን፡ የሥራውን፡ ነገር፡ ዝር

ዝር = ይወስናሉ።

ሀ። ስህተት = መንገድ - ለህግ፡ ስህተት፡ መ

ንገድ = እጠገባ፡ ስህተት = ኢንሰር

ሲታደረግ።

ለ። በአቶም ስህተት፡ ሳይሆን - የሚመ

ሳሉ፡ አንድ፡ ማይሰጡ፡ ስህተት፡

ህግ ቆይታ፡ ስህተት መገንጠል፡

ገንዘብ፡ ደግሞ = ማይሰጡ =

ኢ ግዲ ያ ስራ ጽግታቸው፡ የሚ

ሆኑ በኋላ፡ ግዲ ታዎች፡ ናቸው።

ሀ። ገንጠላ ግዲ = ለመገንጠል ነው።

ለ ግዲ ያ ስራ = ስለ ሚዲያ ስራ ስራ = ናቸው።

ሀ። ለ ገንጠላ ግዲ = ለ ግዲ = ለ ግዲ ነው።

ያ ግዲ ነው። ለ ግዲ ነው። ስለ

መገንጠል ግዲ፡ ናቸው።

ሀ። ስለ = ለ ግዲ ግዲ፡ ስለ፡ መገን

ግዲ፡ የ ግዲ ስራ ግዲ፡ ታዎች።

የ ግዲ ግዲ፡ ግዲ፡ ናቸው።

ሀ ለ ግዲ ግዲ = ስለ፡ ና ግዲ፡ መገንጠል፡ ግ

ግዲ = የ ግዲ ግዲ = ግዲ ግዲ፡ የ ግዲ፡ የ ግዲ

ግዲ ግዲ = ግዲ ግዲ፡ ሀ ለ ግዲ፡ የ ግዲ ግዲ

ግዲ ግዲ፡ ግዲ ግዲ፡ ግዲ፡ ግዲ ግዲ ግዲ፡

ግዲ = የ ግዲ ግዲ ግዲ፡ ና ግዲ፡ ሀ ለ ግዲ፡

የ ግዲ ግዲ ግዲ፡ -

∴ ስገ ስተኛ ∴-

የኢጣሊያ፡ መንግሥት = ዲግሪ፡ ጾ
 ሮስት፡ መጠበቁ፡ መከበሩ፡ በግንግግ፡
 ዛፍናገ፡ በናጸው = መራት፡ የሚኖሩ፡
 የኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ ሠራተኞች፡
 እርሱ፡ በርሳቸው፡ የሙግት፡ ነገር፡ ያ
 ነሱ፡ እንደሆነ፡ የኢትዮጵያ፡ መን
 ግሥት፡ በሚያቆሙ፡ ትእዛዝ፡
 ዲግሪ፡ እዚያው፡ ያሉው፡ እንደሌሎች
 ነገራቸውን፡ ለመረጋገጥ፡ ያችላሉ።

- ∴ ስገ ስተኛ ∴-

ከፍ = ያሉት፡ ተዋዋሮች፡ ገዢ ህግ፡
 የተቀበሉትን፡ ግዴታዎች፡ ሁለቱም፡ በ
 ሌጭ = ገዢ = ኢላይ = የተናገረው =
 የአዋቂዎች፡ መሠበር = የተሰማ ማበቅን፡
 ቀል፡ ሁለቱም = መንግሥቶች፡ ከሰራተኞች፡

በኋላ : የውሎ : ቃል : በሁለቱም : ሳይ :

ጸንቶ : ይረገዳል ::

- :: በገምገማ ተኝ ::-

የአሰብ : መራቅ : ነዳግ : ክፍል : በውስጥ :

ተሰጥቶ : በሚቆይበት : ዘመን : ሁሉ : የዚህ :

ውስጥ : ቃል : ጸንቶ : ይኖራል :: በሌላ : ሆኖ : ገን :

በዚህ : ዘመን : መገኘት : ክፍ : ያሉ : ሁለቱ :

ተዋዋሉ : የሚኖሩት : መሰሎ : የታዩ :

ቸው : ጸንዮ : ሆኖ : የውሎን : ቃል : ለጊዜው :

ጸንዶ መቸው : ጸንዶ መቻሉ : ተሰ :

ሚመዘኑ : ለመሰማት : ይቻላሉ ::

- :: ዘጠነኛ ::-

የውሎ : ዘመን : ሲረገድ : የኢትዮጵያ :

መንግሥት : በአሰብ : ጠረፍ : ውስጥ : በተ :

ቀበለው : ነዳ : መራቅ : ሳይ : የሠራውን :

የሚኖሩት ተቀባይነት : ሁሉ : በአሰብ : ጸን :

ዲሞክራሲያዊ ስርዓት፡ ስንድ፡ ሌሎች፡ ገለጽ ስጥታ፡
 ርዕሰ ስርዓት፡ አጭር ጊዜ፡ ስንድ ስርዓት፡ የኢጣሊያ፡
 መንግሥት፡ ይህን ጭላታ፡
 - ፡፡ ስሥረ ስርዓት፡፡-

የዚህ፡ ውል፡ ዘመን፡ ሲመረጥ ስርዓት፡
 ተዋዋይነት፡ መንግሥቶች፡ ገዢ መሆን፡ ስንድ፡
 ገና፡ ውሉን፡ ለመግባት፡ ይቻላል፡፡ ይህም፡
 ውል፡ በሁለት፡ የኦሪጎን ስርዓት፡ ቋንቋዎች፡
 ገጣጥ ስርዓት፡ በኢጣሊያን፡ በታንጋኒካ፡ ገሀ
 ስርዓት፡ ላይ፡ ተደርጎ፡ የኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡
 አሰጣጥ፡ ወረሰብ፡ ስንድ ስርዓት፡ ወረሰብ፡ ተረጋጋ፡
 መጠንን፡ በኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ ስም፡
 ሆኖ፡ የግርማዎች፡ የኢጣሊያ፡ ንግድ፡
 ገለጽ፡ ሙሉ፡ ሥልጣን፡ ማረጋገጥ፡ ስምን
 ያቀደ፡ ዙሪያ ስርዓት፡ ገሀ፡ በኢጣሊያ፡ መንግ

¹ TRADUCTION.N^o 2159. — CONVENTION ROUTIÈRE ENTRE L'ÉTHIOPIE ET L'ITALIE. SIGNÉE A ADDIS ABEBA, LE 2 AOUT 1928.

LE ROYAUME D'ITALIE et L'EMPIRE D'ETHIOPIE sont convenus des dispositions de la convention suivante :

Article premier.

La présente convention est faite à deux fins : la construction d'une route automobile d'Assab à Dessié, et la concession au Gouvernement éthiopien d'une zone franche dans le port d'Assab, ces deux obligations étant liées et devant être remplies ensemble.

Article 2.

En vue de développer le commerce entre les deux pays, le Gouvernement éthiopien construira le tronçon de ladite route en territoire éthiopien, de Dessié jusqu'à la frontière italienne vers Assab.

De son côté, le Gouvernement italien construira le reste du tronçon de la route, depuis le port d'Assab jusqu'à la frontière éthiopienne.

Le Gouvernement éthiopien pourra construire le tronçon de la route sur son territoire soit à ses frais, soit par l'intermédiaire d'une société à laquelle le Gouvernement éthiopien se réserve de concéder cette construction, par contrat, dont la forme sera définie par ce gouvernement lui-même. Si les travaux sont exécutés par l'intermédiaire d'une compagnie, le Gouvernement éthiopien pourra faire partie de celle-ci en qualité d'actionnaire.

Article 3.

Il sera constitué une compagnie italo-éthiopienne pour le transport des marchandises et des voyageurs circulant en véhicules automobiles sur la route Assab-Dessié, accessible à ces véhicules. Le Gouvernement éthiopien pourra fournir directement sa quote-part du capital de la compagnie ou la faire souscrire au moyen d'actions étrangères. Seule, ladite compagnie italo-éthiopienne aura la concession du transport des marchandises et des voyageurs sur ladite route, à l'exclusion de toute autre compagnie.

Article 4.

Dans le port d'Assab, le Gouvernement italien donnera en concession au Gouvernement éthiopien pour une durée de cent trente années une zone de terrain, en un emplacement où les navires pourront accéder convenablement, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la ville, selon le choix que le Gouvernement éthiopien fera entre les deux zones proposées par le Gouvernement italien.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.N^o 2159. — ROAD CONVENTION, BETWEEN ABYSSINIA AND ITALY.
SIGNED AT ADDIS ABEBA, AUGUST 2, 1928.

The KINGDOM OF ITALY and the ABYSSINIAN EMPIRE have agreed on the provisions of the following Convention :

Article 1.

The present Convention is concluded for two purposes : the construction of a motor-road from Assab to Dessieh, and the concession of a free zone in the port of Assab to the Abyssinian Government. The fulfilment of one of these two obligations shall be conditional upon the fulfilment of the other.

Article 2.

With a view to developing trade between the two countries, the Abyssinian Government shall construct the section of the said road in Abyssinian territory from Dessieh as far as the Italian frontier in the direction of Assab.

The Italian Government for its part shall construct the remaining section of road from the port of Assab to the Abyssinian frontier.

The Abyssinian Government may construct the section of road in its territory either at its own expense or through a company to which the Abyssinian Government reserves the right to concede this enterprise by means of a contract to be settled by the Government itself. If the work is carried out through a company, the Abyssinian Government may hold shares in this company.

Article 3.

An Italo-Abyssinian company shall be formed for the conveyance of goods and passengers by motor vehicles on the motor-road from Assab to Dessieh. The Abyssinian Government may furnish its quota of the capital of this company direct, or have it subscribed by others in the form of shares. This Italo-Abyssinian company shall have the sole concession for the carrying of goods and passengers on this road, to the exclusion of any other company.

Article 4.

In the port of Assab the Italian Government shall grant a concession to the Abyssinian Government for one hundred and thirty years over a zone so situated as to afford access to ships, either within or outside the town according to the choice to be made by the Abyssinian Government between the two zones proposed by the Italian Government.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

La superficie de la zone sera de six mille mètres carrés, si elle est située à l'intérieur de la ville, et de trente mille mètres carrés si elle est située à l'extérieur de celle-ci. Le Gouvernement éthiopien pourra, selon les convenances, modifier la longueur et la largeur de ladite zone, à l'exclusion toutefois de la partie le long de la mer.

Si, par la suite, la zone franche choisie par le Gouvernement éthiopien se révèle insuffisante pour le développement des intérêts éthiopiens, le Gouvernement italien accueillera favorablement la demande qui pourra être formulée éventuellement par le Gouvernement éthiopien en vue de l'extension de ladite zone.

Toutefois, si la zone choisie est celle de six mille mètres carrés, l'augmentation de superficie sera limitée à ce qu'il sera possible d'accorder par rapport à l'emplacement, étant donné les faibles disponibilités de terrain dans ce secteur.

Cette zone de terrain sera délimitée entièrement par une commission d'experts désignée par les deux gouvernements, et des bornes de démarcation seront placées à ses limites. Pour cette zone qui lui est concédée, le Gouvernement éthiopien paiera annuellement au Gouvernement italien un thaler Marie-Thérèse de location.

Le Gouvernement éthiopien pourra construire dans la zone franche un entrepôt pour les marchandises, qui seront exemptes de toute redevance douanière ; il pourra y établir également les autres constructions nécessaires à la manutention des marchandises entreposées et tous les autres édifices qui seront indispensables. Il pourra y disposer tous travaux utiles, mettre la zone en valeur de manière à augmenter les avantages pécuniaires qui pourraient en être retirés et y faire, en général, tout ce qui serait convenable ou spécialement utile.

Le Gouvernement éthiopien aura la faculté de construire sur le terrain de l'entrepôt ou en relation avec ce terrain, au moyen d'un passage à établir, un débarcadère maritime à l'usage de l'Ethiopie. A cet embarcadère pourront s'amarrer les navires du Gouvernement éthiopien et les navires de commerce des autres États. Le Gouvernement éthiopien aura un droit de passage pour tout ce qu'il fera transiter de l'embarcadère à l'entrepôt ci-dessus indiqué, et de celui-ci au point d'intersection de la frontière italo-éthiopienne de la route qui sera construite conformément aux dispositions de l'article 2 de la présente convention, sous réserve de l'observation des conventions internationales.

Article 5.

Avant que ne commencent les travaux découlant de l'exécution des obligations qui dérivent de la présente convention, la Commission d'experts prévue à l'article 4 définira les points suivants :

1^o Elle réglera en détail toutes les questions relatives aux travaux et aux dépenses concernant les travaux suivants :

- a) Les travaux de la route, l'organisation de celle-ci et la manière de la mettre en valeur ;
- b) La constitution de la société de transports automobiles, la question des recettes et celle des obligations qui devront être remplies par cette compagnie ;
- c) Tout ce qui sera nécessaire à la construction et à l'exploitation de la route ;
- d) La désignation des experts et des ouvriers spécialistes pour les travaux ;
- e) Les taxes et redevances douanières à payer pour la route.

2^o La commission fixera les règlements locaux, l'ensemble de la compétence judiciaire et tout ce qui sera lié à l'application de l'article 6 en ce qui concerne la zone franche.

Article 6.

Sous réserve qu'il ne sera apporté aucune restriction à l'application des lois et règlements italiens, les différends qui pourraient éventuellement surgir entre les fonctionnaires du Gouvernement éthiopien résidant dans la zone franche pourront être jugés par le représentant local de ce gouvernement selon les règlements et dispositions édictés par ledit Gouvernement éthiopien.

The area of the zone shall be 6,000 square metres if it is within the town and 30,000 square metres if outside. The Abyssinian Government may alter the length and breadth of this zone to suit its convenience, but the zone may not extend out to sea.

If at some future time the free zone chosen by the Abyssinian Government is found inadequate for the development of Abyssinian interests, the Italian Government shall give favourable consideration to any request that may be made by the Abyssinian Government for the extension of the zone.

Nevertheless, if the zone selected is that of 6,000 square metres, any extension shall be confined to what it may be possible to grant, in view of the scarcity of ground in this area.

This zone shall be completely delimited by a Commission of Experts chosen by the two Governments, and marks shall be placed along the boundaries.

The Abyssinian Government shall pay the Italian Government one Maria Theresa dollar annually as rent for this zone.

The Abyssinian Government may erect in the free zone a warehouse for goods which shall be exempt from Customs duty, any other constructions necessary for the administration of the goods warehoused, and any other buildings that may be required. It may carry out therein any work it may think useful, develop its profit-yielding capacities, and take any other measures it considers advisable or useful.

The Abyssinian Government shall have the option of constructing in the warehouse area, or in connection therewith by means of a passage to be arranged, a maritime wharf for the use of Abyssinia. The ships of the Abyssinian Government and the merchant ships of other States shall have access to this wharf. Subject to the observance of international conventions, the Abyssinian Government shall have a right of passage for all that it may desire to convey from the wharf to the above-mentioned warehouse and thence to the point of intersection of the Italo-Abyssinian frontier with the road to be constructed according to the provisions of Article 2.

Article 5.

Before the works required for the performance of the obligations incurred in virtue of the present Convention are begun, the Commission of Experts referred to in Article 4 shall determine the following points :

(1) It shall settle in detail all questions concerning the works, and the expenses to be incurred for the following works :

- (a) The works on the road, its organisation and the methods of exploiting it.
- (b) The constitution of the motor-transport company, the question of receipts and that of the obligations to be fulfilled by this company.
- (c) All matters concerning the construction and maintenance of the road.
- (d) The choice of the technicians and skilled labourers for the works.
- (e) The taxes and Customs duties to be paid for the road.

(2) The Commission shall determine the local regulations, all matters connected with jurisdiction, and all matters connected with the application of Article 6 in regard to the free zone.

Article 6.

Without prejudice to the application of the Italian laws and regulations, any disputes which may arise between officials of the Abyssinian Government residing in the free zone may be settled by the local Representative of that Government according to the rules and provisions laid down by the Abyssinian Government.

Article 7.

Les obligations prévues par la présente convention entreront réciproquement en vigueur lorsque les Hautes Parties contractantes auront toutes deux exécuté leurs engagements respectifs et lorsque les deux gouvernements auront approuvé les conclusions de la commission d'experts.

Article 8.

Les dispositions de la présente convention seront en vigueur pendant toute la durée de la concession de la zone franche. Toutefois, si, durant cette période, les Hautes Parties contractantes le jugent nécessaire, elles pourront, d'un commun accord, en modifier les dispositions selon les possibilités et les convenances du moment.

Article 9.

A l'expiration de la présente convention, le Gouvernement italien accordera au Gouvernement éthiopien la faculté de conserver à titre de propriété privée, aux conditions des autres propriétaires fonciers d'Assab, tous les immeubles construits par lui dans la zone franche qui lui est concédée dans le port d'Assab.

Article 10.

A l'expiration de la présente convention, les deux Etats contractants pourront la renouveler d'un commun accord.

Fait en double exemplaire dans les deux langues officielles, italienne et amharique, les deux textes étant identiques ; un exemplaire restant en la possession du Gouvernement italien et un autre en la possession du Gouvernement éthiopien.

Au nom du Gouvernement italien : le Commendatore Giuliano CORA, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie ; au nom du Gouvernement éthiopien : Son Altesse Tafari MACONNEN, Héritier du Trône et Régent de l'Empire d'Ethiopie, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

ADDIS ABEBA, le 2 août 1928 (an VI), le 26 du mois de Hamlé de l'An 1901 de la Miséricorde.

(L. S.) (Signé) Giuliano CORA.

L'Héritier du Trône d'Ethiopie :

(L. S.) (Signé) Tafari MACONNEN.

Article 7.

The terms of the present Convention shall become reciprocally binding when the High Contracting Parties have both carried out their respective obligations, and when the two Governments have approved the conclusions of the Commission of Experts.

Article 8.

The provisions of the present Convention shall remain in force for the whole duration of the concession of the free zone. Nevertheless, if during this time the High Contracting Parties consider it necessary, they may by common consent modify the provisions according to the possibilities and exigencies of the moment.

Article 9.

On the expiration of the present Convention, the Abyssinian Government shall be granted by the Italian Government the option of retaining as private property, under the same conditions as other landowners at Assab, all the immovable property constructed by it in the free zone conceded to it in the port of Assab.

Article 10.

On the expiration of the present Convention, the two Contracting States may renew it by common consent.

Done in duplicate in the two official languages, Italian and Amharic, the two texts being identical; one copy to remain in the possession of the Italian Government and the other in that of the Abyssinian Government.

Commendatore Giuliano CORA, Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Italy, on behalf of the Italian Government, and His Highness TAFARI MAKONNEN, Heir to the Throne and Regent of the Abyssinian Empire, on behalf of the Abyssinian Government, have signed the present document and have thereto affixed their seals.

ADDIS ABEBA, August 2, 1928 (Year VI). (Twenty-sixth day of the month of Hamleh of the Year of Grace 1901.)

(L. S.) (Signed) Giuliano CORA.

(L. S.) (Signed) TAFARI MAKONNEN,
Heir to the Throne of Abyssinia.

N° 2160.

BELGIQUE ET PERSE

Accord provisoire concernant les
relations entre les deux pays.
Signé à Téhéran, le 15 mai 1928.

BELGIUM AND PERSIA

Provisional Agreement relating to
the Relations between both Coun-
tries. Signed at Teheran, May
15, 1928.

N^o 2160. — ACCORD PROVISOIRE ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA PERSE, CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 15 MAI 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Perse. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 octobre 1929.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, également animés du désir sincère de faire aboutir, dans le plus bref délai possible, les négociations actuellement en cours et relatives à la conclusion entre leurs deux Etats d'un traité d'amitié et de conventions d'établissement, consulaire, douanière et commerciale, se sont résolus à maintenir, en attendant, leurs relations sur la base d'un accord provisoire; et ont, à cet effet, désigné comme leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Son Excellence Fatoullah Khan PAKREVAN, gérant de son Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. Maurice CUVELIER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Perse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La représentation diplomatique de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre jouira, sous condition de réciprocité, des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, régulièrement munis de l'exequatur, pourront y résider dans les localités où ils étaient jusqu'alors admis.

Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et immunités personnelles de juridiction et de fiscalité consacrés par le droit commun international et sous condition d'une parfaite réciprocité.

Article II.

A dater du 10 mai 1928, les ressortissants persans dans l'Union belgo-luxembourgeoise et les ressortissants belges et luxembourgeois en Perse seront admis et traités sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément aux règles et pratiques du droit commun international et sur la base d'une parfaite réciprocité.

Ils y jouiront, quant à leurs personnes et à leurs biens, droits et intérêts, de la plus entière protection des lois et autorités territoriales. Ils bénéficieront, en toute matière, du même traitement

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 12 septembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2160. — PROVISIONAL AGREEMENT ² BETWEEN BELGIUM AND PERSIA, RELATING TO THE RELATIONS BETWEEN BOTH COUNTRIES. SIGNED AT TEHERAN, MAY 15, 1928.

French official text communicated by the Persian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place October 3, 1929.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, being equally animated by the sincere desire to carry through to a successful issue at the earliest possible moment the negotiations at present in progress for the conclusion between their two States of a treaty of friendship and of establishment, consular, Customs and commercial conventions, have resolved in the meantime to maintain their relations on the basis of a provisional agreement, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Fathoullah KHAN PAKREVAN, Acting Head of His Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Monsieur Maurice CUVELIER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Persia ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The diplomatic representatives of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall, subject to reciprocity, enjoy the privileges and immunities recognised by ordinary international law.

The consular representatives of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall, if regularly provided with an exequatur, be entitled to reside therein in the places to which they have previously been admitted.

They shall enjoy the honorary privileges and personal immunities from jurisdiction and taxation recognised by ordinary international law, subject to full reciprocity.

Article II.

As from May 10, 1928, Persian nationals in the Belgo-Luxemburg Union, and Belgian and Luxemburg nationals in Persia, shall be admitted to and treated in the territory of the other Contracting Party in accordance with the regulations and practice of ordinary international law, subject to full reciprocity.

They shall enjoy therein, as regards their persons and their property, rights and interests, the fullest protection afforded by the laws and territorial authorities. In all matters they shall be

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Teheran, September 12, 1929.

général que les nationaux, sans pouvoir prétendre, toutefois, au traitement réservé aux seuls nationaux à l'exclusion de tous autres étrangers.

En matière de statut personnel, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, restent soumis aux prescriptions de leur loi nationale.

En ce qui concerne les biens et droits de nature immobilière, il reste entendu que les ressortissants belges et luxembourgeois sur le territoire persan sont autorisés seulement à acquérir, occuper ou posséder les immeubles nécessaires à leur habitation et à l'exercice de leur commerce et de leur industrie.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre sont expressément exemptés de toute obligation personnelle, corvée ou prestation d'ordre militaire, ainsi que de tous dons nationaux, emprunts forcés et contributions exceptionnelles imposés par les besoins militaires. Les réquisitions seront équitablement compensées.

Les sociétés commerciales ayant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui y sont constituées conformément aux lois en vigueur sur ce territoire, verront leur existence et leur capacité juridiques reconnues sur le territoire de l'autre. A la condition de se conformer aux lois et prescriptions qui y sont en vigueur, elles pourront s'établir sur le territoire de l'autre Partie contractante et s'y livrer à tout commerce dont la présente convention permet l'exercice aux ressortissants du pays dans lequel ces sociétés ont été constituées. Toutefois, cette disposition n'autorise pas lesdites sociétés à exercer un commerce auquel les ressortissants du pays dans lequel elles ont été constituées ne seraient en droit de se livrer sur le territoire de l'autre qu'en raison des intérêts qu'ils trouveraient avoir, dans le cas toutefois où la loi territoriale le leur permettrait, dans les sociétés nationales de ce dernier pays. Elle n'autorise pas non plus lesdites sociétés à réclamer, sur le territoire de l'autre Partie, le bénéfice des droits que celle-ci réserve aux sociétés nationales, à l'exclusion de toutes sociétés étrangères.

Article III.

En réglant leurs rapports sur le principe de l'autonomie douanière, les deux Hautes Parties contractantes conviennent que les produits du sol ou de l'industrie provenant du territoire persan, à leur entrée dans l'Union belgo-luxembourgeoise, et les produits du sol ou de l'industrie provenant de l'Union belgo-luxembourgeoise, à leur entrée en Perse, seront soumis aux prescriptions de la loi organique des douanes du pays d'importation.

Considérant qu'il est permis d'espérer que le délai d'un an suffira pour conclure le traité d'amitié, les conventions d'établissement, consulaire, commerciale et douanière actuellement en cours de négociation, elles conviennent de s'accorder réciproquement, jusqu'à la date du 10 mai 1929, le bénéfice de leur tarif minimum.

Il reste entendu que les deux Hautes Parties contractantes, tout en gardant la liberté absolue de changer à chaque moment leur tarif autonome, conviennent que dans le cas où les taux minima de leur tarif seraient l'objet de réductions totales ou partielles quelconques, chacune d'Elles s'engage à faire bénéficier l'autre de ces réductions, pendant la durée du présent accord provisoire.

Article IV.

Le présent accord provisoire sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Téhéran le plus tôt que faire se pourra. Il restera en force jusqu'au 10 mai 1929.

Il reste entendu que, pour la Partie persane, l'article 3 relatif aux dispositions tarifaires, en raison des dispositions de la loi du 13 Ordibehechte 1307 (3 mai 1928) n'a pas besoin d'être présenté pour ratification au Madjliss.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Teheran, le 15 mai 1928.

(Signé) : F. PAKREVAN.

(Signé) : Maurice CUVELIER.

entitled to the same general treatment as nationals, but may not claim the treatment reserved for nationals alone to the exclusion of all other foreigners.

The nationals of each of the High Contracting Parties when in the territory of the other shall remain subject to the provisions of their national legislation in respect of personal status.

As regards real property and real rights, it is understood that Belgian and Luxemburg nationals in Persian territory shall be authorised to acquire, occupy or possess only the property necessary for their residence or for the exercise of their trade and industry.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall be expressly exempted from any personal obligation, forced labour or contribution of a military character, and from all national gifts, forced loans and exceptional levies imposed by military requirements. Equitable compensation shall be paid in the case of requisitioning.

Commercial companies which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties, and which are constituted therein in accordance with the laws in force in that territory, shall have their juridical existence and capacity recognised in the territory of the other. Provided they comply with the laws and regulations in force therein, they may establish themselves in the territory of the other Contracting Party and engage therein in any business which, under the terms of the present Convention, is open to nationals of the country where these companies were constituted. The above provision shall not however entitle the said companies to engage in business in which nationals of the country where they were constituted would be permitted to engage in the territory of the other only in virtue of the interests they might possess (always provided this is sanctioned by the law of the country) in national companies of the latter country. Similarly, the companies in question shall not be entitled in the territory of the other Party to claim the benefit of rights reserved by the latter for national companies to the exclusion of all foreign companies.

Article III.

Their relations being governed by the principle of Customs autonomy, both High Contracting Parties agree that products of the soil or industry of Persia, on entering the Belgo-Luxemburg Union, and products of the soil or industry of the Belgo-Luxemburg Union, on entering Persia, shall be subject to the provisions of the general Customs legislation of the country of importation.

Since there is reason to believe that a period of one year will be sufficient for the conclusion of the treaty of friendship and of the establishment, consular, commercial and Customs conventions at present under negotiation, the Parties agree reciprocally to grant to each other, up to May 10, 1929, the advantages of their minimum tariff.

It is understood that both High Contracting Parties, while retaining entire freedom to alter their autonomous tariff at any moment, agree that, in the case of any total or partial reductions of their minimum tariff rates, each Party undertakes to give the other the benefit of such reductions during the validity of the present Provisional Agreement.

Article IV.

The present Provisional Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Teheran as soon as possible. It shall remain in force until May 10, 1929.

It is understood that as regards Persia, Article 3 concerning tariff regulations does not require, in view of the provisions of the Law of 13 Ordibehechte 1307 (May 3, 1928), to be submitted to the Majlis for ratification.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, May 15, 1928.

(Signed) F. PAKREVAN.

(Signed) Maurice CUVELIER.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

